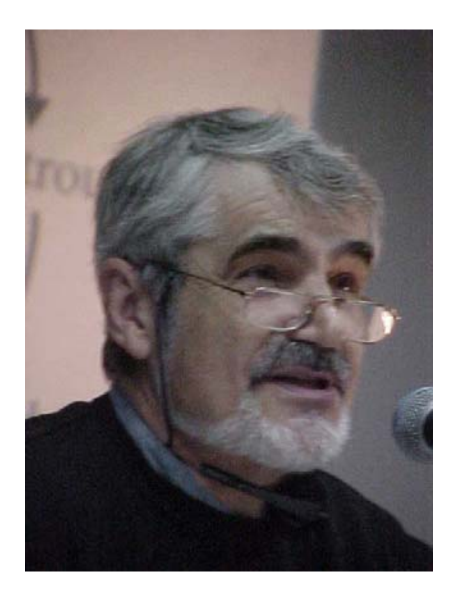
DECROISSANCE

ET CRITIQUES DU DEVELOPPEMENT

ABSURDITE DU PRODUCTIVISME ET DES GASPILLAGES

Pour une société de décroissance

Mot d'ordre des gouvernements de gauche comme de droite, objectif affiché de la plupart des mouvements altermondialistes, la croissance constitue-t-elle un piège ? Fondée sur l'accumulation des richesses, elle est destructrice de la nature et génératrice d'inégalités sociales. « Durable » ou « soutenable », elle demeure dévoreuse du bien-être. C'est donc à la décroissance qu'il faut travailler : à une société fondée sur la qualité plutôt que sur la quantité, sur la coopération plutôt que la compétition, à une humanité libérée de l'économisme se donnant la justice sociale comme objectif.



Par Serge Latouche
Professeur émérite d'économie de l'université de Paris-Sud, président de la Ligne d'horizon (association des amis de François Partant). Dernier ouvrage publié : *Survivre au développement. De la décolonisation de l'imaginaire économique à la construction d'une société alternative,* Editions Mille et une nuits, Paris, 2004

« Car ce sera une satisfaction parfaitement positive que de manger des aliments sains, d'avoir moins de bruit, d'être dans un environnement équilibré, de ne plus subir de contraintes de circulation, etc. »
Jacques Ellul (1)

Le 14 février 2002, à Silver Spring, devant les responsables américains de la météorologie, M. George W. Bush déclarait : *« Parce qu'elle est la clef du progrès environnemental, parce qu'elle fournit les ressources permettant d'investir dans les technologies propres, la croissance est la solution, non le problème.* (2) » Dans le fond, cette position est largement partagée par la gauche, y compris par de nombreux altermondialistes qui considèrent que la croissance est aussi la solution du problème social en créant des emplois et en favorisant une répartition plus équitable.

Ainsi, par exemple, Fabrice Nicolino, chroniqueur écologique de l'hebdomadaire parisien *Politis*, proche de la mouvance altermondialiste, a récemment quitté ce journal au terme d'un conflit interne provoqué par... la réforme des retraites. Le débat qui s'en est suivi est révélateur du malaise de la gauche (3). La raison du conflit, estime un lecteur, est sans doute d'*« oser aller à l'encontre d'une sorte de pensée unique, commune à presque toute la classe politique française, qui affirme que notre bonheur doit impérativement passer par plus de croissance, plus de productivité, plus de pouvoir d'achat, et donc plus de consommation* (4) *».*

Après quelques décennies de gaspillage frénétique, il semble que nous soyons entrés dans la zone des tempêtes au propre et au figuré... Le dérèglement climatique s'accompagne des guerres du pétrole, qui seront suivis de guerres de l'eau (5), mais aussi de possibles pandémies, de disparitions d'espèces végétales et animales essentielles du fait de catastrophes biogénétiques prévisibles.

Dans ces conditions, la société de croissance n'est ni soutenable ni souhaitable. Il est donc urgent de penser une société de « décroissance » si possible sereine et conviviale.

La société de croissance peut être définie comme une société dominée par une économie de croissance, précisément, et qui tend à s'y laisser absorber. La croissance pour la croissance devient ainsi l'objectif primordial, sinon le seul, de la vie. Une telle société n'est pas

soutenable parce qu'elle se heurte aux limites de la biosphère. Si l'on prend comme indice du « poids » environnemental de notre mode de vie l'« empreinte » écologique de celui-ci en superficie terrestre nécessaire, on obtient des résultats insoutenables tant du point de vue de l'équité dans les droits de tirage sur la nature que du point de vue de la capacité de régénération de la biosphère. Un citoyen des Etats-Unis consomme en moyenne 9,6 hectares, un Canadien 7,2, un Européen moyen 4,5. On est donc très loin de l'égalité planétaire, et plus encore d'un mode de civilisation durable qui nécessiterait de se limiter à 1,4 hectare, en admettant que la population actuelle reste stable (6).

Pour concilier les deux impératifs contradictoires de la croissance et du respect de l'environnement, les experts pensent trouver la potion magique dans l'*écoefficience*, pièce centrale et à vrai dire seule base sérieuse du « développement durable ». Il s'agit de réduire progressivement l'impact écologique et l'intensité du prélèvement des ressources naturelles pour atteindre un niveau compatible avec la capacité reconnue de charge de la planète (7).

Que l'efficience écologique se soit accrue de manière notable est incontestable, mais dans le même temps la perpétuation de la croissance forcenée entraîne une dégradation globale. Les baisses d'impact et de pollution par unité de marchandise produite se trouvent systématiquement anéanties par la multiplication du nombre d'unités vendues (phénomène auquel on a donné le nom d'« effet rebond »). La « nouvelle économie » est certes relativement immatérielle ou moins matérielle, mais elle remplace moins l'ancienne qu'elle ne la complète. Au final, tous les indices montrent que les prélèvements continuent de croître (8).

Enfin, il faut la foi inébranlable des économistes orthodoxes pour penser que la science de l'avenir résoudra tous les problèmes et que la substituabilité illimitée de la nature par l'artifice est concevable.

Si l'on suit Ivan Illich, la disparition programmée de la société de croissance n'est pas nécessairement une mauvaise nouvelle. *« La bonne nouvelle est que ce n'est pas d'abord pour éviter les effets secondaires négatifs d'une chose qui serait bonne en soi qu'il nous faut renoncer à notre mode de vie comme si nous avions à arbitrer entre le plaisir d'un mets exquis et les risques afférents. Non, c'est que le mets est intrinsèquement mauvais, et que nous serions bien plus heureux à nous détourner de lui. Vivre autrement pour vivre mieux* (9). *»*

La société de croissance n'est pas souhaitable pour au moins trois raisons : elle engendre une montée des inégalités et des injustices, elle crée un bien-être largement illusoire ; elle ne suscite pas pour les « nantis » eux-mêmes une société conviviale, mais une anti-société malade de sa richesse.

L'élévation du niveau de vie dont pensent bénéficier la plupart des citoyens du Nord est de plus en plus une illusion. Ils dépensent certes plus en termes d'achat de biens et services marchands, mais ils oublient d'en déduire l'élévation supérieure des coûts. Celle-ci prend des formes diverses, marchandes et non marchandes : dégradation de la qualité de vie non quantifiée mais subie (air, eau, environnement), dépenses de « compensation » et de réparation (médicaments, transports, loisirs) rendues nécessaires par la vie moderne, élévation des prix des denrées raréfiées (eau en bouteilles, énergie, espaces verts...).

Herman Daly a mis sur pied un indice synthétique, le Genuine Progress Indicator, indicateur de progrès authentique (IPA), qui corrige ainsi le produit intérieur brut (PIB) des pertes dues à la pollution et à la dégradation de l'environnement. A partir des années 1970, pour les Etats-Unis, cet indicateur stagne et même régresse, tandis que celui du PIB ne cesse d'augmenter (10). Il est regrettable que personne en France ne se soit encore chargé de faire ces calculs. On a toutes les raisons de penser que le résultat serait comparable. Autant dire

que, dans ces conditions, la croissance est un mythe, même à l'intérieur de l'imaginaire de l'économie de bien-être, sinon de la société de consommation ! Car ce qui croît d'un côté décroît plus fortement de l'autre.

Tout cela ne suffit malheureusement pas pour nous amener à quitter le bolide qui nous mène droit dans le mur et à embarquer dans la direction opposée.

Entendons-nous bien. La décroissance est une nécessité ; ce n'est pas au départ un idéal, ni l'unique objectif d'une société de l'après-développement et d'un autre monde possible. Mais faisons de nécessité vertu, et concevons, pour les sociétés du Nord, la décroissance comme un objectif dont on peut tirer des avantages (11). Le mot d'ordre de décroissance a surtout pour objet de marquer fortement l'abandon de l'objectif insensé de la croissance pour la croissance. En particulier, la décroissance n'est pas la croissance négative, expression antinomique et absurde qui voudrait dire à la lettre : « avancer en reculant ». La difficulté où l'on se trouve de traduire « décroissance » en anglais est très révélatrice de cette domination mentale de l'économisme, et symétrique en quelque sorte de l'impossibilité de traduire croissance ou développement (mais aussi, naturellement, décroissance...) dans les langues africaines.

On sait que le simple ralentissement de la croissance plonge nos sociétés dans le désarroi en raison du chômage et de l'abandon des programmes sociaux, culturels et environnementaux, qui assurent un minimum de qualité de vie. On peut imaginer quelle catastrophe serait un taux de croissance négatif ! De même qu'il n'y a rien de pire qu'une société du travail sans travail, il n'y a rien de pire qu'une société de croissance sans croissance. C'est ce qui condamne la gauche institutionnelle, faute d'oser la décolonisation de l'imaginaire, au social-libéralisme. La décroissance n'est donc envisageable que dans une « société de décroissance » dont il convient de préciser les contours.

Une politique de décroissance pourrait consister d'abord à réduire voire à supprimer le poids sur l'environnement des charges qui n'apportent aucune satisfaction. La remise en question du volume considérable des déplacements d'hommes et de marchandises sur la planète, avec l'impact négatif correspondant (donc une « relocalisation » de l'économie) ; celle non moins considérable de la publicité tapageuse et souvent néfaste ; celle enfin de l'obsolescence accélérée des produits et des appareils jetables sans autre justification que de faire tourner toujours plus vite la mégamachine infernale : autant de réserves importantes de décroissance dans la consommation matérielle.

Ainsi comprise, la décroissance ne signifie pas nécessairement une régression de bien-être. En 1848, pour Karl Marx, les temps étaient venus de la révolution sociale et le système était mûr pour le passage à la société communiste d'abondance. L'incroyable surproduction matérielle de cotonnades et de biens manufacturés lui semblait plus que suffisante, une fois aboli le monopole du capital, pour nourrir, loger et vêtir correctement la population (au moins occidentale). Et pourtant, la « richesse » matérielle était infiniment moins grande qu'aujourd'hui. Il n'y avait ni voitures, ni avions, ni plastique, ni machines à laver, ni réfrigérateur, ni ordinateur, ni biotechnologies, pas plus que les pesticides, les engrais chimiques ou l'énergie atomique ! En dépit des bouleversements inouïs de l'industrialisation, les besoins restaient encore modestes et leur satisfaction possible. Le bonheur, quant à sa base matérielle, semblait à portée de la main.

Pour concevoir la société de décroissance sereine et y accéder, il faut littéralement sortir de l'économie. Cela signifie remettre en cause sa domination sur le reste de la vie, en théorie et en pratique, mais surtout dans nos têtes. Une réduction massive du temps de travail imposé pour assurer à tous un emploi satisfaisant est une condition préalable. En 1981 déjà, Jacques Ellul, l'un des premiers penseurs d'une société de décroissance, fixait comme objectif pour le travail pas plus de deux heures par jour (12). On peut, s'inspirant de la charte

« consommations et styles de vie » proposée au Forum des organisations non gouvernementales (ONG) de Rio lors de la conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement de 1992, synthétiser tout cela dans un programme en six « r » : réévaluer, restructurer, redistribuer, réduire, réutiliser, recycler. Ces six objectifs interdépendants enclenchent un cercle vertueux de décroissance sereine, conviviale et soutenable. On pourrait même allonger la liste des « r » avec : rééduquer, reconvertir, redéfinir, remodeler, repenser, etc., et bien sûr relocaliser, mais tous ces « r » sont plus ou moins inclus dans les six premiers.

On voit tout de suite quelles sont les valeurs qu'il faut mettre en avant et qui devraient prendre le dessus par rapport aux valeurs dominantes actuelles. L'altruisme devrait prendre le pas sur l'égoïsme, la coopération sur la compétition effrénée, le plaisir du loisir sur l'obsession du travail, l'importance de la vie sociale sur la consommation illimitée, le goût de la belle ouvrage sur l'efficience productiviste, le raisonnable sur le rationnel, etc. Le problème, c'est que les valeurs actuelles sont systémiques : elles sont suscitées et stimulées par le système et, en retour, elles contribuent à le renforcer. Certes, le choix d'une éthique personnelle différente, comme la simplicité volontaire, peut infléchir la tendance et saper les bases imaginaires du système, mais, sans une remise en cause radicale de celui-ci, le changement risque d'être limité.

Vaste et utopique programme, dira-t-on ? La transition est-elle possible sans révolution violente, ou, plus exactement, la révolution mentale nécessaire peut-elle se faire sans violence sociale ? La limitation drastique des atteintes à l'environnement, et donc de la production de valeurs d'échange incorporées dans des supports matériels physiques, n'implique pas nécessairement une limitation de la production de valeurs d'usage à travers des produits immatériels. Ceux-ci, au moins pour partie, peuvent conserver une forme marchande.

Toutefois, si le marché et le profit peuvent persister comme incitateurs, ils ne peuvent plus être les fondements du système. On peut concevoir des mesures progressives constituant des étapes, mais il est impossible de dire si elles seront acceptées passivement par les « privilégiés » qui en seraient victimes, ni par les actuelles victimes du système, qui sont mentalement ou physiquement *droguées* par lui. Cependant, l'inquiétante canicule 2003 en Europe du Sud-Ouest a fait beaucoup plus que tous nos arguments pour convaincre de la nécessité de s'orienter vers une société de *décroissance*. Ainsi, pour réaliser la nécessaire décolonisation de l'imaginaire, on peut à l'avenir très largement compter sur la pédagogie des catastrophes.

(1) *Entretiens avec Jacques Ellul*, Patrick Chastenet, La Table ronde, Paris, 1994, page 342.

(2) *Le Monde*, 16 février 2002.

(3) Fabrice Nicolino, « Retraite ou déroute ? », *Politis,* 8 mai 2003. La crise a en fait été déclenchée par des formules contestables de Fabrice Nicolino qualifiant le mouvement social de *« festival de criailleries corporatistes »,* ou évoquant *« le monsieur qui veut continuer à partir à 50 ans à la retraite pardi, il conduit des trains, c'est la mine, c'est*Germinal ! ».

(4) *Politis* n° 755,12 juin 2003.

(5) Vandana Shiva, *La Guerre de l'eau*, Parangon, Paris, 2003.

(6) Gianfranco Bologna (sous la direction de), *Italia capace di futur,* WWF-EMI, Bologne, 2001, pp. 86-88.

(7) *The Business Case for Sustanable Development,* document du World Business Council for Sustanable Development diffusé au Sommet de la terre de Johannesburg (août-septembre 2002).

(8) Mauro Bonaiuti, « Nicholas Georgescu-Roegen. Bioeconomia. Verso un'altra economia ecologicamente e socialmente sostenibile », Bollati Boringhieri, Torino, 2003. En particulier pp. 38-40.

(9) *Le Monde,* 27 décembre 2002.

(10) C. Cobb, T. Halstead, J. Rowe, « The Genuine Progress Indicator : Summary of Data and Methodology, Redefining Progress », 1995, et des mêmes, « If the GDP is Up, Why is America Down ? », *in Atlantic Monthly*, n° 276, San Francisco, octobre 1995.

(11) En ce qui concerne les sociétés du Sud, cet objectif n'est pas vraiment à l'ordre du jour : même si elles sont traversées par l'idéologie de la croissance, ce ne sont pas vraiment pour la plupart des « sociétés de croissance ».

(12) Voir « Changer de révolution », cité par Jean-Luc Porquet *in Ellul, l'homme qui avait (presque) tout prévu,* Le Cherche-Midi, 2003, pp. 212 -213.

LE MONDE DIPLOMATIQUE | NOVEMBRE 2003 | Pages 18 et 19
http://www.monde-diplomatique.fr/2003/11/LATOUCHE/10651

LES MIRAGES DE L'OCCIDENTALISATION DU MONDE

En finir, une fois pour toutes, avec le développement

Présenté comme la solution aux problèmes du Sud, le développement n'est souvent qu'un autre visage de l'occidentalisation du monde. Qu'il soit " durable ", " soutenable " ou " endogène ", il s'inscrit toujours, de manière plus ou moins violente, dans la logique destructrice de l'accumulation capitaliste. Il signifie inégalités, destruction de l'environnement et des cultures. Pourtant, des solutions peuvent être imaginées, qui prennent en compte la diversité du monde et s'appuient sur les expériences, menées ici ou là, d'économie non marchande.

Le " développement " est semblable à une étoile morte dont on perçoit encore la lumière, même si elle s'est éteinte depuis longtemps, et pour toujours. (1) Gilbert Rist.

Voici un peu plus de trente ans est née une espérance. Une espérance aussi grande pour les peuples du tiers-monde que le socialisme l'avait été pour les prolétariats des pays occidentaux. Une espérance peut-être plus suspecte dans ses origines et dans ses fondements, puisque les Blancs l'avaient apportée avec eux avant de quitter les pays qu'ils avaient pourtant durement colonisés. Mais enfin, les responsables, les dirigeants et les élites des pays nouvellement indépendants présentaient à leur peuple le développement comme la solution de tous leurs problèmes.

Les jeunes Etats ont tenté l'aventure. Avec maladresse, peut-être, mais ils l'ont tentée, et souvent avec une violence et une énergie désespérées. Le projet " développementiste " était même la seule légitimité avouée des élites au pouvoir. Certes, on peut épiloguer à l'infini pour savoir si les conditions objectives de réussite de l'aventure moderniste étaient ou n'étaient pas remplies. Sans ouvrir cet énorme dossier, tout un chacun reconnaîtra qu'elles n'étaient guère favorables ni à un développement planifié, ni à un développement libéral.

Le pouvoir des nouveaux Etats indépendants était pris dans d'insolubles contradictions. Ils ne pouvaient ni dédaigner le développement ni le construire. Ils ne pouvaient, en conséquence, ni refuser d'introduire ni réussir à acclimater tout ce qui participe de la modernisation : l'éducation, la médecine, la justice, l'administration, la technique. Les " freins ", les " obstacles " et les " blocages " de toute nature, chers aux experts économistes, rendaient peu crédible la réussite d'un projet qui implique d'accéder à la compétitivité internationale à l'époque de l'" hypermondialisation ". Théoriquement reproductible, le développement n'est pas universalisable. D'abord pour des raisons écologiques : la finitude de la planète rendrait la généralisation du mode de vie américain impossible et explosif.

Le concept de développement est piégé dans un dilemme : soit il désigne tout et son contraire, en particulier l'ensemble des expériences historiques de dynamique culturelle de l'histoire de l'humanité, de la Chine des Han à l'empire de l'Inca ; et alors il n'a aucune signification utile pour promouvoir une politique, et il vaut mieux s'en débarrasser. Soit il a un contenu propre et définit alors nécessairement ce qu'il possède de commun avec l'expérience occidentale du " décollage " de l'économie telle qu'elle s'est mise en place depuis la révolution industrielle en Angleterre dans les années l750-1800. Dans ce cas, quel que soit l'adjectif qu'on lui accole, son contenu implicite ou explicite réside dans la croissance économique, l'accumulation du capital avec tous les effets positifs et négatifs que l'on connaît.

Or, ce noyau dur, que tous les développements ont en commun avec cette expérience-là, est lié à des " valeurs " qui sont le progrès, l'universalisme, la maîtrise de la nature, la rationalité quantifiante. Ces valeurs, et tout particulièrement le progrès, ne correspondent pas du tout à des aspirations universelles profondes. Elles sont liées à l'histoire de l'Occident et

recueillent peu d'écho dans les autres sociétés (2). Les sociétés animistes, par exemple, ne partagent pas la croyance dans la maîtrise de la nature. L'idée de développement est totalement dépourvue de sens et les pratiques qui l'accompagnent sont rigoureusement impossibles à penser et à mettre en oeuvre parce qu'impensables et interdites (3). Ces valeurs occidentales sont précisément celles qu'il faut remettre en question pour trouver une solution aux problèmes du monde contemporain et éviter les catastrophes vers lesquelles l'économie mondiale nous entraîne.

Le développement a été une grande entreprise paternaliste (" les pays riches assurent l'essor des pays les moins avancés ") qui a occupé approximativement la période des " trente glorieuses " (1945-1975). Conjugué transitivement, le concept a fait partie de l'ingénierie sociale des experts internationaux. C'était toujours les autres qu'il fallait développer. Tout cela a fait faillite. En témoigne le fait que l'aide fixée à 1 % du produit intérieur brut (PIB) des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), lors de la première décennie du développement des Nations unies en l960, réajustée à la baisse à 0,70 % en l992 à Rio et en l995 à Copenhague, n'atteint pas les 0,25 % en 2000 ! (4) En témoigne aussi le fait que la plupart des instituts d'études ou des centres de recherches spécialisés ont fermé leurs portes ou sont moribonds.

La crise de la théorie économique du développement, annoncée dans les années 1980, est en phase terminale : on assiste à une vraie liquidation ! Le développement ne fait plus recette dans les enceintes internationales " sérieuses " : Fonds monétaire international (FMI), Banque mondiale, Organisation mondiale du commerce (OMC), etc. Au dernier forum de Davos, la " chose " n'a même pas été évoquée. Il n'est plus revendiqué au Sud que par certaines de ses victimes et leurs bons samaritains : les organisations non gouvernementales (ONG) qui en vivent (5). Et encore ! La nouvelle génération des " ONG sans frontières " a axé le charity business plus sur l'humanitaire et l'intervention d'urgence que sur l'essor économique.

Toutefois, le développement a moins été victime de sa faillite, pourtant incontestable au Sud, que de son succès au Nord. Ce " retrait " conceptuel correspond au déplacement engendré par la " mondialisation " et par ce qui se joue derrière cet autre slogan mystificateur. Le développement des économies nationales devait déboucher presque automatiquement sur la transnationalisation des économies et sur la globalisation des marchés.

Dans une économie mondialisée, il n'existe pas de place pour une théorie spécifique destinée au Sud. Toutes les régions du monde désormais sont " en développement " (6). A un monde unique correspond une pensée unique. L'enjeu de ce changement n'est autre que la disparition de ce qui donnait une certaine consistance au mythe développementiste, à savoir le trickle down effect c'est-à-dire le phénomène de retombées favorables à tous.

Colonisation des imaginaires

La répartition de la croissance écono mique au Nord (avec le compromis keynéso-fordiste), et même celles de ses miettes au Sud, assurait une certaine cohésion nationale. Les trois D (déréglementation, décloisonnement, désintermédiation) ont fait voler le cadre étatique des régulations, permettant ainsi au jeu des inégalités de s'étendre sans limites. La polarisation de la richesse entre les régions et entre les individus atteint des sommets inusités. Selon le dernier rapport du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), si la richesse de la planète a été multipliée par six depuis l950, le revenu moyen des habitants de 100 des 174 pays recensés est en pleine régression, de même que l'espérance de vie. Les trois personnes les plus riches du monde ont une fortune supérieure au PIB total des 48 pays les plus pauvres ! Le patrimoine des 15 individus les plus fortunés dépasse le PIB de toute

l'Afrique subsaharienne. Enfin, les avoirs des 84 personnes les plus riches surpasse le PIB de la Chine avec son 1,2 milliard d'habitants !

Dans ces conditions, il n'est plus question de développement, seulement d'ajustement structurel. Pour le volet social, on fait largement appel à ce que Bernard Hours appelle joliment un " samu mondial " dont les ONG humanitaires, les urgenciers sont l'outil capital (7). Toutefois, si les " formes " changent considérablement (et pas seulement elles), tout un imaginaire reste bien en place. Si le développement n'a été que la poursuite de la colonisation par d'autres moyens, la nouvelle mondialisation, à son tour, n'est que la poursuite du développement par d'autres moyens. L'Etat s'efface derrière le marché. Les Etats-nations du Nord qui s'étaient déjà fait plus discrets avec le passage de témoin de la colonisation à l'indépendance quittent le devant de la scène au profit de la dictature des marchés (qu'ils ont orga nisée...) avec leur instrument de gestion, le FMI, qui impose les plans d'ajustement structurels. On retrouve toujours l'occidentalisation du monde avec la colonisation de l'imaginaire par le progrès, la science et la technique. L'économicisation et la technicisation sont poussées à leur point ultime. La critique théorique et philosophique radicale menée courageusement par un petit nombre d'intellectuels marginaux (Cornélius Castoriadis, Ivan Illich, François Partant, Gilbert Rist, en particulier) a contribué au glissement rhétorique mais n'a pas débouché sur une remise en cause des valeurs et des pratiques de la modernité.

Si la rhétorique pure du développement et la pratique qui lui est liée de l'" expertocratie " volontariste ne fait plus recette, le complexe des croyances eschatologiques en une prospérité matérielle possible pour tous, qu'on peut définir comme le " développemen tisme ", reste intact.
La survie du développement à sa mort est surtout manifeste travers les critiques dont il a été l'objet. Pour tenter d'en conjurer magiquement les effets négatifs, on est entré en effet dans l'ère des développements " à particule " (8). On a vu des développements " auto centrés ", " endogènes ", " participa tifs ", " communautaires ", " intégrés ", " authentiques ", " autonomes et populaires ", " équitables " sans parler du développement local, du micro-développement, de l'endo-développement et même de l'ethno-développement ! Les humanistes canalisent ainsi les aspirations des victimes. Le développement durable est la plus belle réussite dans cet art du rajeunissement des vieilles lunes. Il constitue un bricolage conceptuel, visant à changer les mots à défaut de changer les choses, une monstruosité verbale par son antinomie mystificatrice. Le " durable " est alors ce qui permet au concept de survivre.

Dans toutes ces tentatives pour définir un " autre " développement ou un développement " alternatif ", il s'agit de guérir un " mal " qui atteindrait le déve loppement de façon accidentelle et non congénitale. Quiconque ose s'attaquer au développementisme se voit rétorquer qu'il se trompe de cible. Il ne s'en serait pris qu'à certaines formes dévoyées, au " mal-développement ". Mais ce monstre repoussoir créé pour l'occasion n'est qu'une chimère aberrante. Dans l'imaginaire de la modernité, en effet, le mal ne peut pas atteindre le développement pour la bonne raison qu'il est l'incarnation même du Bien. Le " bon " développement, même s'il ne s'est jamais réalisé nulle part, est un pléonasme parce que par définition développement signifie " bonne " croissance, parce que la croissance, elle aussi, est un bien et qu'aucune force du mal ne peut prévaloir contre elle. C'est l'excès même des preuves de son caractère bénéfique qui révèle le mieux l'escroquerie du concept, flanqué ou non d'une particule.

Il est clair que c'est le " développement réellement existant " - de la même manière qu'on parlait du " socialisme réel " -, celui qui domine la planète depuis deux siècles, qui engendre les problèmes sociaux et environne mentaux actuels : exclusion, surpopulation, pauvreté, pollutions diverses, etc. Le développementisme exprime la logique économique dans toute sa

rigueur. Il n'existe pas de place, dans ce paradigme, pour le respect de la nature exigé par les écologistes ni pour le respect de l'être humain réclamé par les humanistes.

Le développement réellement existant apparaît alors dans sa vérité, et le développement " alternatif " comme une mystification. En accolant un adjectif, il ne s'agit pas vraiment de remettre en question l'accumulation capitaliste, tout au plus songe-t-on à adjoindre un volet social ou une composante écologique à la croissance économique comme on a pu naguère lui ajouter une dimension culturelle. En se focalisant sur les conséquences sociales, comme la pauvreté, les niveaux de vie, les besoins essentiels, ou sur les nuisances apportées à l'environnement, on évite les approches holistes ou globales d'une analyse de la dynamique planétaire d'une mégamachine techno-économique qui fonctionne à la concurrence généralisée sans merci et désormais sans visage.

Dès lors, le débat sur le mot déve loppement prend toute son ampleur. Au nom du développement " alternatif ", on propose, parfois, d'authentiques projets antiproductivistes, anticapitalistes très divers qui visent à éliminer les plaies du " sous-dévelop pement " et les excès du " mal-déve loppement " ou plus simplement les conséquences désastreuses de la mondialisation. Ces projets d'une société conviviale n'ont pas plus à voir avec le développement que l'" âge d'abondance des sociétés primitives " ou que les réussites humaines et esthétiques remarquables de certaines sociétés pré-industrielles qui ignoraient tout du développement (9).

L'autre nom de la guerre économique

En France même, nous avons vécu cette expérience en vraie grandeur d'un développement " alternatif ". C'est la modernisation de l'agriculture entre l945 et l980, telle qu'elle a été programmée par des technocrates humanistes et mise en oeuvre par des ONG chrétiennes, jumelles de celles qui sévissent dans le tiers-monde (10). On a assisté à la mécanisation, la concentration, l'industrialisation des campagnes, à l'endettement massif des paysans, à l'emploi systématique de pesticides et d'engrais chimiques, à la généralisation de la " malbouffe "...
Qu'on le veuille ou non, le développement ne saurait être différent de ce qu'il a été et est : l'occidentalisation du monde. Les mots s'enracinent dans une histoire ; ils sont liés à des représentations qui échappent, le plus souvent, à la conscience des locuteurs, mais qui ont prise sur nos émotions. Il y a des mots doux, des mots qui donnent du baume au coeur et des mots qui blessent. Il y a des mots qui mettent un peuple en émoi et bouleversent le monde. Et puis, il y a des mots poison, des mots qui s'infiltrent dans le sang comme une drogue, pervertissent le désir et obscurcissent le jugement. Développement est un de ces mots toxiques. On peut, certes, proclamer que désormais un " bon développement, c'est d'abord valoriser ce que faisaient les parents, avoir des racines (11) ", c'est définir un mot par son contraire. Le développement a été, est, et sera d'abord un déracinement. Partout il a entraîné un accroissement de l'hétéronomie au détriment de l'autonomie des sociétés.

Faudra-t-il attendre encore quarante ans pour qu'on comprenne que le développement c'est le développement réellement existant ? Il n'y en a pas d'autre. Et le développement réellement existant, c'est la guerre économique (avec ses vainqueurs bien sûr, mais plus encore ses vaincus), le pillage sans retenue de la nature, l'occidentalisation du monde et l'uniformisation planétaire, c'est enfin la destruction de toutes les cultures différentes.

C'est pourquoi le " développement durable ", cette contradiction dans les termes, est à la fois terrifiant et désespérant ! Au moins avec le développement non durable et insoutenable, on pouvait conserver l'espoir que ce processus mortifère aurait une fin, victime de ses

contradictions, de ses échecs, de son caractère insupportable et du fait de l'épuisement des ressources naturelles...

On pouvait ainsi réfléchir et travailler à un après-développement, bricoler une post-modernité acceptable. En particulier réintroduire le social, le politique dans le rapport d'échange économique, retrouver l'objectif du bien commun et de la bonne vie dans le commerce social. Le développement durable, lui, nous enlève toute perspective de sortie, il nous promet le développement pour l'éternité !

L'alternative ne peut prendre la forme d'un modèle unique. L'après-développement est nécessairement pluriel. Il s'agit de la recherche de modes d'épanouissement collectif dans lesquels ne serait pas privilégié un bien-être matériel destructeur de l'environnement et du lien social. L'objectif de la bonne vie se décline de multiples façons selon les contextes. En d'autres termes, il s'agit de reconstruire de nouvelles cultures. Cet objectif peut s'appeler l'umran (épanouissement) comme chez Ibn Kaldûn, swadeshi-sarvodaya (amélioration des conditions sociales de tous) comme chez Gandhi, ou bamtaare (être bien ensemble) comme chez les Toucouleurs... L'important est de signifier la rupture avec l'entreprise de destruction qui se perpétue sous le nom de développement ou de mondialisation. Pour les exclus, pour les naufragés du développement, il ne peut s'agir que d'une sorte de synthèse entre la tradition perdue et la modernité inaccessible. Ces créations originales dont on peut trouver ici ou là des commencements de réalisation ouvrent l'espoir d'un après-développement.

Serge Latouche

1 - Gilbert Rist, "Le développement. Histoire d'une croyance occidentale". Presses de Sciences Po, Paris 1996. p. 377.

2 - Pour une analyse des autres raisons plus théoriques, voir notre ouvrage Faut-il refuser le développement ? PUF, Paris, l985.

3 - Sur ce sujet voir tout particulièrement Gilbert Rist, "Le développement. Histoire d'une croyance occidentale". Presses de Sciences Po, Paris 1996.

4 - "Le mot développement, écrit Bertrand Cabedoche en conclusion de son livre, les chrétiens et le Tiers-Monde (Karthala, 1990, p.255), a pu perdre de son attrait au contact de trop d'expériences décevantes. Il reste le seul vocable que partagent tous les humains pour dessiner leur espoir".

5 - La socio-économie du développement aurait dû, dès lors, se substituer à la science économique normale ; toutefois, en dépit de quelques frémissements dans ce sens, c'est l'inverse qui s'est produit.

6 - Bernard Hours, "L'idéologie humanitaire ou le spectacle de l'altérité perdue", L'harmattan,1998.

7 - On comprend que certaines élites du Sud (et leurs griots du Nord), victimes de la baisse de l'aide et veufs de leur discours de légitimation revendiquent avec nostalgie un "retour" au développement.

8 - La mouvance anti-développentiste est présente au sein des O.N.G., des mouvements écologistes et de l'intelligentsia à peu près partout dans le monde mais de façon très minoritaire avec quelques points forts, en Inde, au Mexique, au Quebec, en Belgique et en Suisse. Il existe deux réseaux qui en regroupent les principaux représentants : l'INCAD (International Network for Cultural Alternatives to Development) basé à Montréal, Centre interculturel de Montréal, 49l7 rue St-Urbain, Montréal, Québec, Canada, H2T2Wl et le Réseau Sud/Nord cultures et développement, l72 rue Joseph II Bruxelles, Belgique. Le premier publie la revue Interculture (2 éditions, en français et en Anglais), Le second publie le bulletin Quid pro quo en français, anglais et espagnol. Le principal ouvrage de réference est "The development dictionary", edited by Wolfgang Sachs, Zed books, Londres, l992. Cet ouvrage traduit dans de nombreuses langues, sauf le français, regroupe des contributions des principaux représentants de ce courant.

9 - Marc Poncelet, Une utopie post-tiersmondiste, la dimension culturelle du développement, L'Harmattan, Paris, 1994. p. 76. Ce travail de redéfinition du développement porte toujours plus ou moins sur la culture, la nature et la justice sociale. "La dimension culturelle, comme le note Marc Poncelet, semble confèrer une dimension humaine à une problèmatique trop sèchement environnementaliste. Elle procure un supplément d'âme, un entregent social, une profondeur philosphique aux indicateurs humains" p. 21.

10 - Il illustre parfaitement le procédé dénoncé par Viviane Forrester dans "L'horreur économique" : "l'imagination des instances au pouvoir est sans limite lorsqu'il s'agit de distraire la galerie avec des bricolages débiles, sans effets, sinon nefastes, sur rien". Forrester Viviane, L'horreur économique, Fayard, l996.p. 90.

11 - Notons avec Gilbert Rist (op.cit. p. 329) que le vrai développement défini dans le rapport de la commission Sud comme "un processus qui permet aux êtres humains de développer leur personnalité, de prendre confiance en eux-mêmes et de mener une existence digne et épanouie" ne s'est jamais produit nulle part.

12 - -Marshall Salhins : Age de pierre, âge d'abondance, Gallimard, 1972 .

13 - Dans plusieurs sociétés africaines, le mot même de développement n'a aucun équivalent dans la langue locale parce que l'imaginaire qui institue la chose fait largement défaut.

14 - "Des paysans ont osé. Histoire des mutations de l'agriculture dans une France en modernisation. La révolution silencieuse des années cinquante". Fondation pour le progrès de l'homme, octobre l993.

15 - Avec ce qu'elle a de meilleure parfois, mais surtout ce qu'elle a de pire. Les techniques de représession s'exportent mieux que la démocratie procédurale, le désir exacerbé de gadget et la pollution que le niveau de vie. Sur tous ces points, voir notre livre L'occidentalisation du monde, La découverte, Paris l989.

16 - -Alidou Sawadogo cité par Pierre Pradervand . Une Afrique en marche, Plon, 1989,p.109. 17 - "Ce que les Français appellent développement, est-ce que c'est ce que veulent les villageois ? interroge Thierno Ba responsable d'une ONG sénégalaise sur le fleuve. Non. Ce qu'ils veulent c'est ce que le pulaar appelle bamtaare. Qu'est-ce que cela signifie ? C'est la recherche par une communauté fortement enracinée dans sa solidarité, d'un bien-être social harmonieux où chacun des membres, du plus riche au plus pauvre, peut trouver une place et sa réalisation personnelle", Cimade, Quand l'Afrique posera ses conditions, Dossier pour un débat n· 67, septembre 96, Fondation pour le progrès de l'homme. p. 43.

18 - Voir notre livre "L'autre Afrique. Entre don et marché" Albin Michel, Paris 1998.

Texte paru dans LE MONDE DIPLOMATIQUE de MAI 2001 - Pages 6 et 7

Le développement n'est pas le remède à la mondialisation, c'est le problème !

Par Serge Latouche, Professeur émérite à l'université de Paris-Sud.

(janvier 2002)

Il existe une quasi-unanimité à gauche (et même au centre) pour dénoncer les méfaits d'une mondialisation libérale, voire ultra-libérale.

Cette critique consensuelle s'articule sur six points :

1) la dénonciation des inégalités croissantes tant entre le Nord et le Sud, qu'à l'intérieur de chaque pays,

2) Le piège de la dette pour les pays du Sud avec ses conséquences sur l'exploitation inconsidérée des richesses naturelles et la réinvention du servage et de l'esclavage (en particulier des enfants),

3) la destruction des écosystèmes et les menaces que les pollutions globales font peser sur la survie de la planète,

4) la fin du welfare, la destruction des services publics et le démantèlement des systèmes de protection sociale,

5) l'omnimarchandisation, avec les trafics d'organes, le développement des "industries culturelles" uniformisantes, la course à la brevetabilité du vivant,

6) l'affaiblissement des États-nations et la montée en puissance des firmes transnationales comme "les nouveaux maîtres du monde".

Pour suppléer aux défaillances du marché, au Sud, on fait largement appel au "samu mondial" dont les ONG humanitaires, les urgenciers sont l'outil capital. Le tiers secteur ou l'économie sociale et solidaire ont vocation à remplir le même objectif au Nord. Le (re)développement peut-il être le remède à ces maux?

Au fond, beaucoup le pensent, et en particulier tous ceux qui prônent "une autre mondialisation". Il faudrait revenir au développement en le corrigeant, s'il y a lieu de ses effets négatifs. Un développement "durable" ou "soutenable" apparaît ainsi comme une panacée tant pour le Sud que pour le Nord. C'est plus ou moins la conclusion de ce que nous avons entendu encore récemment à Porto Alegre. Cette aspiration naïve à un retour du développement témoigne à la fois d'une perte de mémoire et d'une absence d'analyse sur la signification historique de ce développement.

La nostalgie des "trente glorieuses", cette ère de la régulation keynéso-fordiste qui fut celle de l'apothéose du développement nous fait oublier qu'en mai 1968, c'est précisément cette société de "bien-être" -là qui était dénoncée comme société de consommation et société du spectacle n'engendrant que l'ennui d'une vie sans autre perspective que "métro-boulot-dodo", fondée sur un travail à la chaîne répétitif et aliénant. Si on exalte encore volontiers les cercles vertueux de cette croissance qui constituait un "jeu gagnant-gagnant-gagnant", on oublie volontiers les deux perdants : le tiers-monde et la nature. Certes, l'État gagnait, le patronat gagnait et les travailleurs, en maintenant la pression, amélioraient leur niveau de vie, mais la nature était pillée sans vergogne (et nous n'avons pas fini d'en payer l'addition...), tandis que le tiers-monde des indépendances s'enfonçait un peu plus dans le sous-développement et la

déculturation. En tout état de cause, ce capitalisme régulé de l'ère du développement aura été une phase transitoire menant à la mondialisation.

Si le développement, en effet, n'a été que la poursuite de la colonisation par d'autres moyens, la nouvelle mondialisation, à son tour, n'est que la poursuite du développement avec d'autres moyens. L'État s'efface derrière le marché. Les États-nations qui s'étaient déjà fait plus discrets dans le passage du témoin de la colonisation au développement quittent le devant de la scène au profit de la dictature des marchés (qu'ils ont organisée...) avec leur instrument de gestion, le F.M.I., qui impose les plans d'ajustement structurels. Toutefois, si les "formes" changent considérablement (et pas que les formes), on est toujours en face de slogans et d'idéologies visant à légitimer l'entreprise hégémonique de l'Occident, et singulièrement des États-Unis, aujourd'hui. Rappelons la formule cynique d'Henry Kissinger, "La mondialisation n'est que le nouveau nom de la politique hégémonique américaine". Il n'y a pas dans cette approche de remise en question de l'imaginaire économique. On retrouve toujours l'occidentalisation du monde avec la colonisation des esprits par le progrès, la science et la technique. L'économicisation et la technicisation du monde sont poussées à leur point ultime. Or, c'est cela même qui constitue la source de tous les méfaits dont on accuse la mondialisation.

C'est le développement réellement existant, celui qui domine la planète depuis deux siècles, qui engendre les problèmes sociaux et environnementaux actuels. Le développement n'est qu'une entreprise visant à transformer les rapports des hommes entre eux et avec la nature en marchandises. Il s'agit d'exploiter, de mettre en valeur, de tirer profit des ressources naturelles et humaines. Quel que soit l'adjectif qu'on lui accole, le contenu implicite ou explicite du développement c'est la croissance économique, l'accumulation du capital avec tous les effets positifs et négatifs que l'on connaît : compétition sans pitié, croissance sans limite des inégalités, pillage sans retenue de la nature. Le fait d'ajouter le qualificatif "durable" ou "soutenable" ne fait qu'embrouiller un peu plus les choses. En ce moment même circule un manifeste pour un développement soutenable signé par de nombreuses célébrités dont Jean-Claude Camdessus, l'ancien président du Fonds Monétaire International !

Notre surcroissance économique dépasse déjà largement la capacité de charge de la terre. Si tous les citoyens du monde consommaient comme les américains moyens les limites physiques de la planète seraient largement dépassées. Si l'on prend comme indice du "poids" environnemental de notre mode de vie "l'empreinte" écologique de celui-ci en superficie terrestre nécessaire on obtient des résultats insoutenables tant du point de vue de l'équité dans les droits de tirage sur la nature que du point de vue de la capacité de régénération de la biosphère. En prenant en compte, les besoins de matériaux et d'énergie, ceux nécessaires pour absorber déchets et rejets de la production et de la consommation et en y ajoutant l'impact de l'habitat et des infrastructures nécessaires, les chercheurs travaillant pour le World Wide Fund (WWF) ont calculé que l'espace bioproductif par tête de l'humanité était de 1,8 hectare. Un citoyen des États Unis consomme en moyenne 9,6 hectares, Un Canadien 7,2, un Européen moyen 4,5. On est donc très loin de l'égalité planétaire et plus encore d'un mode de civilisation durable qui nécessiterait de se limiter à 1,4 hectare, en admettant que la population actuelle reste stable. On peut discuter ces chiffres, mais ils sont malheureusement confirmés par un nombre considérable d'indices (qui ont d'ailleurs servi à les établir). Ainsi, pour que l'élevage intensif fonctionne en Europe, il faut qu'une surface pour ce qu'on appelle des "cultures en coulisses" équivalant à sept fois celle de ce continent soit employée dans d'autres pays à produire l'alimentation nécessaire aux animaux ainsi élevés sur un mode industriel ... Pour survivre ou durer, il est donc urgent d'organiser la décroissance. Quand on est à Rome et que l'on doit se rendre par le train à Turin, si on s'est embarqué par erreur dans la direction de Naples, il ne suffit pas de ralentir la locomotive, de freiner ou même de stopper, il faut

descendre et prendre un autre train dans la direction opposée. Pour sauver la planète et assurer un future acceptable à nos enfants, il ne faut pas seulement modérer les tendances actuelles, il faut carrément sortir du développement et de l'économicisme comme il faut sortir de l'agriculture productiviste qui en est partie intégrante pour en finir avec les vaches folles et les aberrations transgéniques.

Conclusion : Le développement comme la mondialisation sont des "machines" a affamer les peuples. Avant les années 70, en Afrique, les populations étaient "pauvres" au regard des critères occidentaux, en ce sens qu'elles disposaient de peu de biens manufacturés, mais personne, en temps normal, ne mourrait de faim. Après 50 années de développement, c'est chose faite. Mieux, en Argentine, pays traditionnel d'élevage bovin, avant l'offensive développementiste des années 80, on gaspillait inconsidérément la viande de boeuf, abandonnant les bas morceaux. Aujourd'hui, les gens pillent les supermarchés pour survivre et les fonds marins, exploités sans vergogne par les flottes étrangères entre 85 et 95 pour accroître des exportations sans grand profit pour la population, ne peuvent plus constituer un recours.

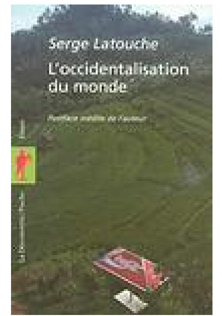
Comme le dit Vandana Shiva : "Sous le masque de la croissance se dissimule, en fait, la création de la pénurie".

George W. Bush déclarait le 14 février 2002 à Silver Spring devant l'administration de la météorologie que "parce qu'elle est la clef du progrès environnemental, parce qu'elle fournit les ressources permettant d'investir dans les technologies propres, la croissance est la solution, non le problème". Nous affirmons tout au contraire que, bien loin d'être le remède à la mondialisation, le développement économique constitue la source du mal. Il doit être analysé et dénoncé comme tel.

Serge Latouche,

L’occidentalisation du monde (préface 2005).

Serge Latouche, *L’occidentalisation du monde à l’heure de la « Globalisation* . Ed. La découverte Poche, 2005.



« Peut-être la société occidentale a-t-elle depuis ses origines tendu vers ce point où elle accomplirait ses valeurs implicites dans la société bourgeoise - en même temps que le monde stupéfait adoptait ces valeurs. Et peut- être avec cette espèce de centre négatif, avec ce rien central, d’habitation du vide, le bourgeois a-t-il répondu à une sorte de désir inconscient de l’homme, une sorte de passion vers sa propre disparition » (Jacques Ellul) [1].

L’Occidentalisation du monde est paru en France en 1989. En ce temps-là, on parlait beaucoup du « déclin de l’empire américain » - c’était le titre d’un film à succès du réalisateur québécois Denys Arcand. Par une de ces ruses dont l’histoire a le secret, ce n’est pas l’empire américain qui s’est écroulé, mais, chose incroyable et non prévue, l’empire soviétique. Depuis 1989, quinze ans seulement se sont écoulés - et en même temps une éternité ! La chute du mur de Berlin semblait annoncer la fin du mensonge et des illusions totalitaires. Pendant quelques années, le monde occidental se prit à rêver de la paix perpétuelle qu’amènerait à coup sûr l’extension rapide à toute la planète de l’économie de marché, des droits de l’homme, des technosciences et de la démocratie. Aujourd’hui, le cauchemar a clairement succédé au rêve.

Le lendemain du 11 septembre 2001, jour de l’attentat contre les Twin Towers, un ami me téléphonait pour me dire que, relisant la conclusion de *L’Économie dévoilée*, intitulée « La fin du rêve occidental », il trouvait que l’analyse y était prophétique [2]. Déjà, Dans *l’Occidentalisation du monde*, je mettais en garde contre la montée d’un terrorisme disposant de moyens technologiques toujours plus sophistiqués, appelé à un bel avenir du fait de la croissance des inégalités Nord-Sud et de la montée des frustrations et du ressentiment. Désormais, l’occidentalisation est devenue la mondialisation et mes prévisions les plus sinistres se sont malheureusement réalisées.

Je me garderai bien cependant de dire un peu hâtivement, comme certains, que nous avons assisté en direct à l’écroulement de l’empire américain, voire à la chute de l’Occident. Tout au plus, peut-on voir dans l’événement un témoignage de la fragilité de notre mégamachine techno-économique planétaire et de la haine engendrée par l’arrogance de notre mode de vie. On ne désamorcera pas la bombe qui menace de nous faire sauter et on n’apaisera pas la soif de revanche des laissés-pour-compte, en se mettant la tête dans le sable comme l’autruche et en se gargarisant de belles paroles sur l’avènement prétendu d’une société multiethnique et multiculturelle planétaire. Sans doute vaut-il mieux prendre la mesure de l’« exception occidentale » et affronter avec lucidité le péril de la mondialisation qui pourrait bien signifier la faillite de notre universalisme « tribal » et envisager sereinement son remplacement par un « pluriversalisme » authentique.

La singularité occidentale

La mondialisation actuelle nous montre ce que le développement a été et que nous n'avons jamais voulu voir. Elle est, en effet, le stade suprême de l'impérialisme de l'économie. Rappelons la formule cynique d'Henry Kissinger : « La mondialisation n'est que le nouveau nom de la politique hégémonique américaine. » Mais alors quel était l'ancien nom ? C'était tout simplement le développement économique lancé par Harry Truman en 1949 pour permettre aux Etats-Unis de s'emparer des marchés des ex-empires coloniaux européens et éviter aux nouveaux États indépendants de tomber dans l'orbite soviétique. Et avant l'entreprise développementiste ? Le plus vieux nom de l'occidentalisation du monde était tout simplement la colonisation et le vieil impérialisme. Si le développement, en effet, n'a été que la poursuite de la colonisation par d'autres moyens, la nouvelle mondialisation, à son tour, n'est que la poursuite du développement avec d'autres moyens. Mondialisation et américanisation sont des phénomènes intimement liés à un processus plus ancien et plus complexe : l'occidentalisation.

Toutefois, l'Occident est un lieu introuvable. L'expérience historique unique et spécifique du monde moderne révèle un ensemble de forces relativement permanentes et des dimensions constantes sous des formes toujours renouvelées. Il est assez naturel d'attribuer les éléments durables ainsi manifestés à un sujet appelé « Occident ». Ce qui est désigné sous ce terme dans l'usage commun recouvre en effet une expérience polymorphe et une dérive historique. Ce que Heidegger appellerait un « destin ».

On constate que l'histoire du monde a été bouleversée par un mouvement spécifique né en Europe occidentale, et que ce mouvement prend les formes les plus diverses, si bien que le mouvement lui-même est plus caractéristique du phénomène que ses formes mêmes. Le triomphe actuel de la société technicienne et marchande s'explique en partie par la conception grecque de la phusis et de la tekhné ; mais seule une adhésion à la croyance métaphysique d'une continuité absolue et d'un déterminisme strict pourrait éliminer le hasard, les accidents et les circonstances, dans le long parcours qui nous sépare de nos origines helléniques, judaïques et chrétiennes. L'Occident n'a consistance que dans une histoire authentique, ni totalement déterministe, ni rétrodictive, ni pleinement évolutionniste. Le passé éclaire le présent, l'explique, mais parfois le contredit et laisse présager d'autres destins qui ne se sont pas produits. Le présent poursuit certains des desseins du passé, mais innove aussi radicalement.

Le mouvement inverse d'une définition précise de l'Occident est un exercice beaucoup plus périlleux, mais néanmoins nécessaire. Le sens commun nous apprend que l'Occident a à voir avec une entité géographique, l'Europe, avec une religion, le christianisme, avec une philosophie, les Lumières, avec une race, la race blanche, avec un système économique, la capitalisme. Pourtant, il ne s'identifie à aucun de ces phénomènes. Ne s'agit-il pas alors, plus largement, d'une culture ou d'une civilisation ? Mais, supposés réglés les redoutables problèmes de définition de ces deux concepts, il reste à cerner la spécificité proprement occidentale de cette culture et de cette civilisation-là. Or l'ensemble des traits successifs que l'on retient de l'enquête historique et de l'examen analytique dessine une figure qui ne ressemble à rien de connu et qui ne peut manquer de nous saisir d'étonnement ; il s'agit, en effet, proprement d'un monstre par rapport à nos catégories de repérage des espèces. L'Occident nous apparaît comme une machine vivante, mi-mécanisme mi-organisme, dont les rouages sont des hommes et qui, pourtant, autonome par rapport à eux dont elle tire force et vie, se meut dans le temps et l'espace suivant son humeur propre. En bref, une « mégamachine ».

Finalement, les deux aspects les plus remarquables de la singularité occidentale me paraissent résider dans son idéologie et dans son caractère de mégamachine techno-économique.

Aujourd'hui, l'Occident est une notion beaucoup plus idéologique que géographique. Dans la géopolitique contemporaine, le monde occidental désigne un triangle enfermant l'hémisphère nord de la planète avec l'Europe de l'Ouest, le Japon et les États-Unis. La triade Europe, Japon et Amérique du Nord, rassemblée parfois sous le nom de Trilatérale, symbolise bien cet espace défensif et offensif. Le G8, ce sommet périodique des représentants des huit pays les plus riches et les plus développés (États-Unis, Royaume-Uni, France, Allemagne, Italie, Japon, Canada, Russie), tient lieu d'exécutif provisoire de cet ensemble.

Irréductible à un territoire, l'Occident n'est pas seulement une entité religieuse, éthique ou même économique. L'Occident comme unité synthétique de ces différentes manifestations est une entité « culturelle », un phénomène de civilisation. La pertinence de ce concept d'Occident comme unité fondamentale sous-jacente à toute une série de phénomènes qui se sont déployés dans l'histoire, ne peut se cerner que dans son mouvement. Inséparable de sa souche géographique originelle, son extension et ses dérivés tendent à le réduire à un imaginaire. Géographiquement et idéologiquement, c'est un polygone à trois dimensions principales : il est judéo-hellénico-chrétien. Les contours de son espace géographique sont plus ou moins précis suivant les époques. Ses frontières se font de plus en plus idéologiques. Il s'est identifié presque totalement au « paradigme » déterritorialisé qu'il a fait naître.

L'important dans cet imaginaire partagé me paraît être, d'une part, la croyance, inouïe à l'échelle du Cosmos et des cultures, en un temps cumulatif et linéaire et l'attribution à l'homme de la mission de dominer totalement la nature, et, d'autre part, la croyance en la raison calculatrice pour organiser son action. Cet imaginaire social que dévoile le programme de la modernité, tel qu'il est explicité chez Descartes, trouve clairement son origine dans le fonds culturel juif, dans le fonds culturel grec, et dans leur fusion.

Ce n'est qu'au terme d'une longue odyssée que l'idéologie et la « culture » occidentales aboutiront à l'économicisation de la vie. Il est vrai que ce processus a été poussé le plus loin aux États-Unis, terre vierge où le poids de l'histoire était quasi absent.

Reste que la thèse de la réduction de l'Occident à une autoaffirmation de l'économie est doublement insatisfaisante. Elle coupe l'histoire de l'Europe chrétienne et de son expansion en deux : une partie avant la naissance du capitalisme, dont le dynamisme est à attribuer à des facteurs « culturels » comme la religion ; et une partie après, dont le mouvement résulte de mécanismes économiques. Par ailleurs, elle nie la spécificité de l'Occident au profit d'une machine naturelle ou, au moins, reproductible et universalisable. Or, s'il est incontestablement reproductible dans certaines conditions, le capitalisme ne paraît pas pleinement généralisable. L'exemple du Japon hier, celui de la Corée du Sud aujourd'hui et celui des pays émergents demain (peut-être) illustrent cette relative reproductibilité. La crise de l'environnement, le dépassement d'ores et déjà de l'empreinte écologique permise montrent l'impossible généralisation du mode de vie occidental. Le développement économique engendre le sous-développement ou du moins l'implique. Le processus de destruction créatrice qui nourrit la dynamique de l'économie de marché provoque une déculturation planétaire, détruit le lien social et suscite un ressentiment grandissant.

L'illusion du multiculturalisme

Après cinquante ans d'occidentalisation économique du monde, il est naïf et de mauvaise foi d'en regretter les effets pervers. Partout dans le monde, on se massacre allègrement et les

États se défont au nom de la pureté de la race ou de la religion. Il y a tout lieu de penser que cet effarant retour de l'ethnocentrisme du Sud et de l'Est est au fond rigoureusement proportionnel à la secrète violence impliquée par l'imposition de la norme universaliste occidentale. Comme si, derrière l'apparente neutralité de la marchandise, des images et du juridisme, nombre de peuples percevaient en creux un ethnocentrisme paradoxal, un ethnocentrisme universaliste, l'ethnocentrisme du Nord et de l'Ouest, d'autant plus dévastateur qu'il consiste en une négation officielle radicale de toute pertinence des différences culturelles. Et qui ne voit dans la culture que la marque d'un passé à abolir définitivement.

On est ainsi enfermé dans un manichéisme suspect et dangereux : ethnicisme ou ethnocentrisme, terrorisme identitaire ou universalisme cannibale.

Ce débat sur l'ethnocentrisme est d'autant plus actuel que les problèmes du droit à différer font irruption dans notre quotidien, du foulard islamique à l'excision, de la montée du racisme à la ghettoïsation des banlieues. La mise en perspective de nos croyances en se mettant à la place de l'autre est indispensable sous peine de la perte de la connaissance de soi, danger que fait peser la mondialisation culturelle.

« Multiculturalisme » est un terme qui était encore assez peu employé dans les années 1980, du moins en Europe. Pour les thuriféraires de la mondialisation heureuse, le triomphe planétaire de l'économie de marché et de la pensée unique, loin de « broyer les cultures nationales et régionales », provoquerait une « offre » inégalée de diversité répondant à une demande croissante d'exotisme. La société globale se produirait tout en préservant les valeurs fondamentales de la modernité : droits de l'homme et démocratie. Et, en effet, dans les grandes métropoles, le libre citoyen peut à son choix déguster dans des restaurants « ethniques » toutes les cuisines du monde, écouter les musiques les plus diverses (folk, afro-cubaine, afro-américaine...), participer aux cérémonies religieuses de cultes variés, croiser des personnes de toutes couleurs avec parfois des tenues spécifiques.

Cette « nouvelle » diversité culturelle mondialisée s'enrichit encore des hybridations et métissages incessants que provoque le brassage des différences. Il en résulte l'apparition de nouveaux « produits ». Le tout dans ce climat de grande tolérance de principe qu'autoriserait un État de droit laïc. « Jamais, proclamait Jean-Marie Messier, du temps de sa splendeur, lorsqu'il était le boulimique représentant des transnationales du multimédia, l'offre culturelle n'a été aussi large et diverse. » « L'horizon, pour les générations à venir, poursuivait-il, ne sera ni celui de l'hyperdomination américaine ni celui de l'exception culturelle à la française, mais celui de la différence acceptée et respectée des cultures [3]. »

Curieusement, cette position médiatique semble rejoindre celle de certains anthropologues, comme Jean-Loup Amselle, pour qui « plutôt que de protester contre la domination américaine et de réclamer un état d'exception culturelle assisté de quotas, il serait préférable de montrer en quoi la culture française contemporaine, son signifié, ne peut s'exprimer que dans un signifiant planétaire globalisé, celui de la culture américaine [4] ». Celle-ci serait devenue un opérateur d'universalisation dans lequel nos spécificités peuvent se reformuler sans se perdre. Le vrai péril alors ne serait pas l'uniformisation, mais bien plutôt la balkanisation des identités. Ainsi, du constat incontestable que les cultures ne sont jamais « pures, isolées et fermées » mais vivent bien plutôt d'échanges et d'apports continuels, que par ailleurs, une américanisation totale est vouée à l'échec, que, même dans un monde anglicisé et « macdonalisé », les différences de langage et de cuisine se reconstitueraient, beaucoup en concluent - hâtivement, à notre sens - que la crainte de l'uniformisation planétaire est sans fondement [5]. L'invention de nouvelles sous-cultures locales et

l'émergence de « tribus » dans nos banlieues gommeraient les effets de l'impérialisme culturel.

Cette position en face d'une situation neuve se retrouve partiellement également dans de récents livres, y compris d'auteurs dont je me sens proche [6]. Un tel point de vue n'est soutenable qu'à la condition de confondre les tendances lourdes du système dominant avec les résistances qu'il suscite, de dissocier à la façon anglo-saxonne l'économie de la culture et de refuser de voir que l'économie est en passe de phagocyter en Occident tous les aspects de la vie.

Remettons les pendules à l'heure. Loin d'entraîner la fertilisation croisée des diverses sociétés, la mondialisation impose à autrui une vision particulière, celle de l'Occident et plus encore celle de l'Amérique du Nord. Un ancien responsable de l'administration Clinton, David Rothkopf, déclarait froidement en 1997 : « Pour les États-Unis, l'objectif central d'une politique étrangère de l'ère de l'information doit être de gagner la bataille des flux de l'information mondiale, en dominant les ondes, tout comme la Grande-Bretagne régnait autrefois sur les mers. » Et il ajoutait : « II y va de l'intérêt économique et politique des États-Unis de veiller à ce que, si le monde adopte une langue commune, ce soit l'anglais ; que, s'il s'oriente vers des normes communes en matière de télécommunications, de sécurité et de qualités, ces normes soient américaines ; que, si ses différentes parties sont reliées par la télévision, la radio et la musique, les programmes soient américains ; et que, si s'élaborent des valeurs communes, ce soit des valeurs dans lesquelles les Américains se reconnaissent. » Il concluait en affirmant que ce qui est bon pour les États-Unis est... bon pour l'humanité : « Les Américains ne doivent pas nier le fait que, de toutes les nations dans l'histoire du monde, c'est la leur qui est la plus juste, la plus tolérante, la plus désireuse de se remettre en question et de s'améliorer en permanence, et le meilleur modèle pour l'avenir [7]. »

Cet impérialisme culturel aboutit le plus souvent à ne substituer à la richesse ancienne de sens qu'un vide tragique. Ce désenchantement du monde a été bien analysé par Max Weber : « Le tramway marche, certaines causes produisent certains effets, mais nous ne savons plus ce qu'est notre devoir, pourquoi nous vivons, pourquoi nous mourons [8]. »

Les réussites de métissages culturels sont ainsi plutôt d'heureuses exceptions, souvent fragiles et précaires. Elles résultent plus de réactions positives aux évolutions en cours que de la logique globale. L'irruption des revendications identitaires, au contraire, constitue le retour du refoulé. La mégamachine globale rase tout ce qui dépasse du sol, mais elle enfonce les superstructures et conserve à son insu les fondations, en tout cas cette aspiration indéracinable : l'aspiration à une identité. Sous l'uniformisation planétaire, on peut retrouver les racines des cultures humiliées qui n'attendent que le moment favorable pour resurgir, parfois déformées et monstrueuses. Faute d'une place nécessaire et d'une légitime reconnaissance, les cultures refoulées font partout retour ou se réinventent de manière explosive, dangereuse ou violente.

Parce que l'universalisme des Lumières n'est que le particularisme de la « tribu occidentale », il laisse derrière lui bien des survivances, suscite bien des résistances, favorise des recompositions et engendre des formations bâtardes étranges ou dangereuses.

Les réactions défensives face à l'échec du développement, les volontés d'affirmation identitaire, les résistances à l'homogénéisation universelle vont prendre des formes différentes, plus ou moins agressives ou plus ou moins créatives et originales. Dans les sociétés plus déculturées comme l'Euramérique, la culture se réduit au recyclage marchand des survivances imaginaires et des aspirations déçues - ce que Jacques Austruy appelle de l'« inutile partagé [9] ». Ces survivances culturelles servent aussi malheureusement de « banques de données » pour alimenter les conflits « ethniques » exacerbés qui émergent sur

la base de l’indifférenciation et de la perte de sens. Les replis identitaires provoqués par l’uniformisation planétaire et la mise en concurrence exacerbée des espaces et des groupes sont d’autant plus violents que la base historique et culturelle en est plus fragile (voire inexistante dans le cas limite de la Padanie [10]).

L’identité culturelle est une aspiration légitime, mais coupée de la nécessaire prise de conscience de la situation historique, elle est dangereuse. Ce n’est pas un concept instrumentalisable. D’abord, lorsqu’une collectivité commence à prendre conscience de son identité culturelle, il y a fort à parier que celle-ci est déjà irrémédiablement compromise. L’identité culturelle existe en soi dans les groupes vivants. Quand elle devient pour soi, elle est déjà le signe d’un repli face à une menace ; elle risque de s’orienter vers l’enfermement, voire l’imposture. Produit de l’histoire, largement inconsciente, elle est dans une communauté vivante toujours ouverte et plurielle. Au contraire, instrumentalisée, elle se renferme, devient exclusive, monolithique, intolérante, totalisante, en danger de devenir totalitaire. La purification ethnique n’est pas loin. C’est ajuste titre que Maxime Rodinson a pu la stigmatiser comme « peste communautaire [11] ».

Les pays d’Islam auxquels on ne peut s’empêcher de penser, longtemps tentés par le projet nationaliste, le sont aujourd’hui - et, semble-t-il, de plus en plus - par le fondamentalisme. Paradoxalement, la déculturation engendrée par l’Occident (industrialisation, urbanisation, nationalitarisme) offre les conditions inespérées de ce renouveau religieux. L’individualisme, ou plus exactement l’individuation, déchaîné comme jamais, donne sens au projet de recomposition du corps social sur la seule base du lien religieux abstrait en effaçant toute autre inscription territoriale. Il s’agit d’un islam politique, théorisé notamment par Hassan El-Bana, le fondateur des Frères musulmans. La religion devient la base d’un projet de reconstruction de la communauté. Elle se voit attribuer le rôle d’assumer la totalité du lien social.

Les mouvements islamiques fondamentalistes touchent avant tout les villes et les bidonvilles dans les pays où la tradition a le plus souffert des projets industrialistes, l’Iran de la révolution blanche, l’Egypte post-nassérienne, l’Algérie « socialiste », le Pakistan ou l’Indonésie d’après Sukarno et Suharto. Les animateurs ne sont pas des notables ruraux ou des esprits rétrogrades, mais des ingénieurs, des médecins, des scientifiques formés dans les universités. La religion, qui canalise les frustrations des exclus de la modernité et des déçus des projets modernistes du nassérisme, du Baas ou du socialisme arabe, est une croyance abstraite, rigoureuse, universaliste. L’universalisme occidental se trouve ainsi confronté à un universalisme tout aussi fort et réactionnel.

Il ne s’agit pas cependant d’une voie véritablement différente : l’anti-occidentalisme de ce courant est très affiché, mais il ne va pas jusqu’à une remise en cause radicale du capitalisme. Le fonctionnement théocratique de l’État est plus une perversion de la modernité qu’un projet radicalement différent. Il implique, certes, un rejet de la métaphysique matérialiste de l’Occident, mais il a besoin de garder la « base matérielle » et en particulier la machine. Ces mouvements anti-occidentaux s’accommodent fort bien de la technique et, le plus souvent, de l’économie de marché (la modernisation sans le modernisme). Sans être totalement vide, le contenu spécifique de ce qu’on appelle l’économie islamique reste très limité : les banques et la finance islamiques, et un volontarisme éthique assez flou. Elle n’exclut même pas un libéralisme quasi total. Le néolibéralisme, de son côté, s’accommode assez bien des communautarismes qui partagent la foi dans le libre-échange, la libre entreprise et la propriété privée. « La loi du marché peut être déclinée, note Geneviève Azam, en fonction de différences culturelles absolutisées, instrumentalisées et marchandisées. Les revendications identitaires qui en découlent renforcent même le discours néolibéral : face à des fractures posées comme absolues, seules les règles objectives et neutres du libre-échange et de

l’échange marchand peuvent assurer la paix [12]. » La menace d’une dérive totalitaire de ces mouvements démagogiques et théocratiques n’est cependant pas négligeable.

En fait, ce projet universaliste peut se lire comme le projet d’une autre mondialisation, la mondialisation islamique. Dans son livre *Jusqu ’au bout de la foi*, Naipaul décrit assez bien ce projet d’islamiser la modernité [13]. De même que Lénine définissait le socialisme par le slogan « les soviets plus l’électrification », les ingénieurs islamistes, indonésiens ou pakistanais, définissent leur projet par le programme techno-économie de pointe plus charia. Mais on voit tout de suite que cette proposition n’offre qu’une fausse alternative. « Les néofondamentalistes, remarque Olivier Roy, sont ceux qui ont su islamiser la globalisation en y voyant les prémices de la reconstitution d’une communauté musulmane universelle, à condition, bien sûr, de détrôner la culture dominante : l’occidentalisme sous sa forme américaine. Mais ce faisant, ils ne construisent qu’un universel en miroir de l’Amérique, rêvant plus de McDo hallal que de retour à la grande cuisine des vrais califes d’autrefois. [...] La oumma imaginaire des néofondamentalistes est bien concrète : c’est celle du monde global, où l’uniformisation des comportements se fait soit sur le modèle dominant américain (anglais et McDo), soit sur la reconstruction d’un modèle dominé imaginaire (djellaba blanche, barbe... et anglais [14]). »

Le cœur de la mondialisation n’est pas remis en question, et la dimension culturelle qui lui est ajoutée n’est guère susceptible de plaire à tout le monde, pas plus que nos valeurs occidentales/chrétiennes. Pour les « néofondamentalistes » musulmans, l’autre mondialisation social-démocrate que préconisent les « altermondialistes » est tout aussi fallacieuse, voire plus, que celle de Bush. L’autre mondialisation est non seulement un défi pour l’Islam, mais l’Islam est aussi un défi pour l’autre mondialisation [15].

Plaidoyer pour un pluriversalisme.

II est un fait que le triomphe de l’imaginaire de la mondialisation a permis et permet une extraordinaire entreprise de délégitimation du discours relativiste, même le plus modéré. Avec les droits de l’homme, la démocratie, et bien sûr l’économie (par la grâce du marché), les invariants transculturels ont envahi la scène et ne sont plus questionnables. On assiste à un véritable « retour de l’ethnocentrisme » occidental et anti-occidental. L’arrogance de l’apothéose du tout marché est elle-même une forme nouvelle d’ethnocentrisme.

Les adversaires de la mondialisation libérale d’Occident ou d’Islam devraient en tirer la leçon et éviter de tomber dans le piège de l’ethnocentrisme qui leur est tendu. On devrait commencer à savoir qu’il n’y a pas de valeurs qui soient transcendantes à la pluralité des cultures, pour la simple raison qu’une valeur n’existe comme telle que dans un contexte culturel donné. Or même les critiques les plus déterminés de la mondialisation sont eux-mêmes, pour la plupart, coincés dans l’universalisme des valeurs occidentales. Rares sont ceux qui tentent d’en sortir. Et pourtant, on ne conjurera pas les méfaits du monde unique de la marchandise en restant enfermé dans le marché unique des idées. Il est sans doute essentiel à la survie de l’humanité - précisément pour tempérer les explosions actuelles et prévisibles d’ethnicisme - de défendre la tolérance et le respect de l’autre, non pas au niveau de principes universels vagues et abstraits, mais en s’interrogeant sur les formes possibles d’aménagement d’une vie humaine plurielle dans un monde singulièrement rétréci.

Il ne s’agit donc pas d’imaginer une culture de l’universel, qui n’existe pas, il s’agit de conserver suffisamment de distance critique pour que la culture de l’autre donne du sens à la nôtre. Certes, il est illusoire de prétendre échapper à l’absolu de sa culture et donc à un certain ethnocentrisme. Celui-ci est la chose du monde la mieux partagée. Là où l’affaire commence

à devenir inquiétante, c'est quand on l'ignore et qu'on le nie ; car cet absolu est bien sûr toujours relatif.

Avec ses Persans, Montesquieu tentait de faire prendre conscience à l'Europe de la relativité de ses valeurs. Seulement dans un monde unique, dominé par une pensée unique, il n'y a plus de Persans ! En bref, ne faut-il pas songer à remplacer le rêve universaliste, bien défraîchi du fait de ses dérives totalitaires ou terroristes, par un « pluriversalisme » nécessairement relatif, c'est-à-dire par une véritable « démocratie des cultures » dans lequel toutes conservent leur légitimité sinon toute leur place ? L'Europe a-t-elle un rôle à jouer dans ce projet ? Peut-elle relever le défi ? L'occidentalisation du monde aujourd'hui est plus une américanisation qu'une européanisation. L'uniformisation planétaire se fait sous le signe de l'American way of life. La plupart des signes extérieurs de la « citoyenneté » mondiale sont made in USA.

Les Etats-Unis sont désormais l'unique superpuissance mondiale. Leur hégémonie politique, militaire, culturelle, financière et économique est incontestable. Les principales firmes transnationales sont nord-américaines. Elles conservent la haute main sur les nouvelles technologies et sur les services haut de gamme. Le monde est une vaste manufacture, mais le logiciel reste américain... Plus que la vieille Europe, l'Amérique incarne la réalisation quasi intégrale du projet de la modernité. Société jeune, artificielle et sans racines, elle s'est construite en fusionnant les apports les plus divers. L'organisation rationnelle, fonctionnelle et utilitaire qui a présidé à sa constitution est vraiment universaliste et fonde son unilatéralisme.

L'Europe peut-elle renier sa progéniture et se désolidariser du « monstre » dont elle a accouché ? En dépit des rivalités et des antagonismes de toutes sortes qui les opposent, elle en reste profondément complice et solidaire. Pour affirmer et renforcer sa différence, il lui faudrait renouer avec ses racines prémodemes et précapitalistes, comme la vision méditerranéenne, et retrouver sa parenté avec son versant oriental et orthodoxe toujours resté en marge. Ces deux Europe du Sud et de l'Est, en effet, sont aux confins de l'autre : le proche, le moyen et l'extrême Orient. Et d'abord, le monde musulman dans sa diversité - turque, persane, mongole, berbère ou arabe. Les échanges incessants, les complicités de toutes sortes les ont toujours - en tout cas, longtemps - gardés de l'autisme de l'Europe atlantique débouchant sur la démesure américaine.

Ce projet d'une voie européenne originale, dont l'ébauche de Constitution européenne de 2004 ne peut malheureusement être considérée comme une étape, est utopique sans doute, mais il est nécessaire peut-être pour l'avenir de l'Occident et celui du monde.

Comme le dit le théologien et philosophe indo-catalan, Raimon Panikkar : « C'est l'Europe qui doit collaborer à la désoccidentalisation du monde ; et même parfois, ce sont les Européens qui doivent en prendre paradoxalement l'initiative auprès des élites occidentalisées d'autres continents qui, tels de nouveaux riches, se montrent plus papistes que le pape... L'Europe, ayant l'expérience de sa culture et ayant saisi ses limites, est mieux placée pour accomplir cette métanoia (regrès/regret) que ceux qui voudraient parvenir à jouir des biens de la civilisation européenne [16]. »

[1] Jacques ELLUL, *Métamorphose du bourgeois*. La Table Ronde, Paris, 1998, p. 3321

[2] J'y écrivais : « En réduisant la finalité de la vie au bonheur terrestre, en réduisant le bonheur au bien-être matériel et en réduisant le bien-être au PNB, l'économie universelle transforme la richesse plurielle de la vie en une lutte pour l'accaparement des produits standard. La réalité du jeu économique qui devait assurer la prospérité pour tous n'est rien d'autre que la guerre économique généralisée. Comme toute guerre, elle a ses vainqueurs et ses vaincus ; les gagnants bruyants et fastueux apparaissent auréolés de gloire et de lumière ;

dans l'ombre, la foule des vaincus, les exclus, les naufragés du développement, représentent des masses toujours plus nombreuses. Les impasses politiques, les échecs économiques et les limites techniques du projet de la modernité se renforcent mutuellement et font tourner le rêve occidental en cauchemar. Seul un réenchâssement de l'économique et du technique dans le social pourrait nous permettre d'échapper à ces sombres perspectives. Il faut décoloniser notre imaginaire pour changer vraiment le monde, avant que le changement du monde ne nous y condamne dans la douleur » (Serge LATOUCHE (dir.), *L'Économie dévoilée. Du budget familial aux contraintes planétaires*, Autrement, Paris, 1995, p. 194-195).

[3] Jean-Marie MESSIER (président-directeur général de Vivendi Universal), « Vivre la diversité culturelle », *Le Monde*, 10 avril 2001.

[4] Jean-Loup AMSELLE, Branchements. *Anthropologie de l'universalité des cultures*, Flammarion, Paris, 2001, p. 13

[5] Je ne crois pas que ce soit la position de Jean-Loup Amselle, mais c'est bien celle que Nicole Lapierre, dans le compte rendu de son livre, lui attribue (Nicole LAPIERRE, « L'illusion des cultures pures », *Le Monde*, 4 mai 2001)

[6] Je pense à Eccessi di culture de Marco Aime (Giulio Einaudi, Turin, 2004) et à Lu *Fin de l'occidentalisation du monde* de Henry Panhuys, sous-titré précisément : « De l'unique au multiple » (L'Harmattan, Paris, 2004).

[7] David ROTHKOPF, « In praise of cultural imperialism ? », *Foreign Policy*, n° 107, Washington, été 1997.

[8] Bien résumé ainsi par Christian LAVAL, *L'Ambition sociologique*, La Découverte/ MAUSS, Paris, 2002, p. 427.

[9] Jacques AUSTRUY, *Le Scandale du développement*, 1968 (rééd. Clairefontaine, Genève-Paris, 1987).

[10] Cette région de la plaine du Pô qui sert de référence au mouvement politique italien de la Ligue du Nord d'Umberto Bossi, qui se revendique à la fois d'une identité celte bien problématique et de la référence historique aux ligues lombardes du Moyen Âge.

[11] Maxime RODINSON, « La peste communautaire », *Le Monde*, 1er décembre 1989.

[12] Geneviève AZAM, « Libéralisme et communautarisme », *Politis*, 20 novembre 2003.

[13] Vidiadhar Surajprasad NAIPAUL, *Jusqu 'au bout de la foi*. Pion, Paris, 1998.

[14] Olivier ROY, « L'islam au pied de la lettre », *Le Monde diplomatique*, avril 2002.

[15] Étrangement, cette mondialisation islamique semble largement ignorée des « altermondialistes ». L'invitation si controversée au Forum social européen de Saint-Denis en 2003 de l'intellectuel musulman de Genève, Tariq Ramadan, ne visait pas à découvrir cette autre mondialisation ni à dialoguer éventuellement avec elle. Il s'agissait plus simplement, à mon sens, de ne pas laisser sur le bord du chemin les contestataires musulmans du Nord et de tenter de les intégrer dans notre altermondialisation.

[16] Raimon PANIKKAR, « Méditation européenne après un demi-millénaire », in *1492-1992, Conquête et Évangile en Amérique latine. Questions pour l'Europe aujourd'hui*, Actes du colloque de l'université catholique de Lyon, Profac Lyon 1992,p. 50.

le mardi 4 avril 2006

par Serge Latouche

Et la décroissance sauvera le Sud...

En novembre 2003, *Le Monde diplomatique* publiait un article intitulé « Pour une société de décroissance ». Depuis, ce thème fait débat au sein du mouvement altermondialiste, voire d'un public plus vaste. Quel projet alternatif les « partisans de la décroissance » entendent-ils proposer au Sud, modèle propre ou nouvelle occidentalisation ?

Dans le sillage des publicitaires, les médias appellent « concept » tout projet se limitant au lancement d'un nouveau gadget y compris culturel. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, qu'ait été posée la question du contenu de ce « nouveau concept » qu'est la décroissance. Au risque de décevoir, répétons que la décroissance n'est pas un concept, au sens traditionnel du terme, et qu'il n'y a pas à proprement parler de « théorie de la décroissance » comme les économistes ont pu élaborer des théories de la croissance. La décroissance est simplement un slogan, lancé par ceux qui procèdent à une critique radicale du développement afin de casser la langue de bois économiciste et de dessiner un projet de rechange pour une politique de l'après-développement (1).

En tant que telle, la décroissance ne constitue pas vraiment une alternative concrète, mais c'est bien plutôt la matrice autorisant un foisonnement d'alternatives (2). Il s'agit donc d'une proposition nécessaire pour rouvrir les espaces de l'inventivité et de la créativité bloqués par le totalitarisme économiciste, développementiste et progressiste. Attribuer à ceux qui portent cette proposition le projet d'une « décroissance aveugle », c'est-à-dire d'une croissance négative sans remise en question du système, et les soupçonner, comme le font certains « alteréconomistes », de vouloir interdire aux pays du Sud de résoudre leurs problèmes, participe de la surdité, sinon de la mauvaise foi.

Le projet de construction, au Nord comme au Sud, de sociétés conviviales autonomes et économes implique, à parler rigoureusement, davantage une « a-croissance », comme on parle d'a-théisme, qu'une dé-croissance. C'est d'ailleurs très précisément de l'abandon d'une foi et d'une religion qu'il s'agit : celle de l'économie. Par conséquent, il faut inlassablement déconstruire l'*hypostase* du développement.

En dépit de tous ses échecs, l'attachement irrationnel au concept fétiche de « développement », vidé de tout contenu et requalifié de mille façons, traduit cette impossibilité de rompre avec l'économicisme et, finalement, avec la croissance elle-même. Le paradoxe est que, poussés dans leurs retranchements, les « alteréconomistes » finissent par reconnaître tous les méfaits de la croissance, tout en continuant à vouloir en faire « bénéficier » les pays du Sud. Et ils se limitent, au Nord, à sa « décélération ». Un nombre grandissant de militants altermondialistes concèdent désormais que la croissance que nous avons connue n'est ni soutenable, ni souhaitable, ni durable, tant socialement qu'écologiquement. Toutefois, la décroissance ne serait pas un mot d'ordre porteur et le Sud devrait avoir droit un « temps » à cette maudite croissance, faute d'avoir connu le développement.

Coincé dans l'impasse d'un « ni croissance ni décroissance », on se résigne à une problématique « décélération de la croissance » qui devrait, selon la pratique éprouvée des conciles, mettre tout le monde d'accord sur un malentendu. Cependant, une croissance « décélérée » condamne à s'interdire de jouir des bienfaits d'une société conviviale, autonome

et économe, hors croissance, sans pour autant préserver le seul avantage d'une croissance vigoureuse injuste et destructrice de l'environnement, à savoir l'emploi.

L'itinéraire des objecteurs de croissance

Si remettre en cause la société de croissance désespère Billancourt, comme certains le soutiennent, alors ce n'est pas une requalification d'un développement vidé de sa substance économique (*« un développement sans croissance »*) qui redonnera espoir et joie de vivre aux drogués d'une croissance mortifère.

Pour comprendre pourquoi la construction d'une société hors croissance est aussi nécessaire et souhaitable au Sud qu'au Nord, il faut revenir sur l'itinéraire des « objecteurs de croissance ». Le projet d'une société autonome et économe n'est pas né d'hier, il s'est formé dans le fil de la critique du développement. Depuis plus de quarante ans, une petite « internationale » anti ou postdéveloppementiste analyse et dénonce les méfaits du développement, au Sud précisément (3). Et ce développement-là, de l'Algérie de Houari Boumediène à la Tanzanie de Julius Nyerere, n'était pas seulement capitaliste ou ultralibéral, mais officiellement « socialiste », « participatif », « endogène », « self-reliant/ autocentré », « populaire et solidaire ». Il était aussi souvent mis en œuvre ou appuyé par des organisations non gouvernementales (ONG) humanistes. En dépit de quelques microréalisations remarquables, sa faillite a été massive et l'entreprise de ce qui devait aboutir à l'*« épanouissement de tout l'être humain et de tous les êtres humains »* a sombré dans la corruption, l'incohérence et les plans d'ajustement structurel, qui ont transformé la pauvreté en misère.

Ce problème concerne les sociétés du Sud dans la mesure où elles sont engagées dans la construction d'économies de croissance, afin d'éviter de s'enfoncer plus avant dans l'impasse à laquelle cette aventure les condamne. Il s'agirait pour elles, s'il en est temps encore, de se « désenvelopper », c'est-à-dire d'enlever les obstacles sur leur chemin pour s'épanouir autrement. Il ne s'agit en aucun cas de faire l'éloge sans nuance de l'économie informelle. D'abord, parce qu'il est clair que la décroissance au Nord est une condition de l'épanouissement de toute forme d'alternative au Sud. Tant que l'Ethiopie et la Somalie sont condamnées, au plus fort de la disette, à exporter des aliments pour nos animaux domestiques, tant que nous engraissons notre bétail de boucherie avec les tourteaux de soja faits sur les brûlis de la forêt amazonienne, nous asphyxions toute tentative de véritable autonomie pour le Sud (4).

Oser la décroissance au Sud, c'est tenter d'enclencher un mouvement en spirale pour se mettre sur l'orbite du cercle vertueux des « 8 R » : réévaluer, reconceptualiser, restructurer, relocaliser, redistribuer, réduire, réutiliser, recycler. Cette spirale introductive pourrait s'organiser avec d'autres « R », à la fois alternatifs et complémentaires, comme rompre, renouer, retrouver, réintroduire, récupérer, etc. Rompre avec la dépendance économique et culturelle vis-à-vis du Nord. Renouer avec le fil d'une histoire interrompue par la colonisation, le développement et la mondialisation. Retrouver et se réapproprier une identité culturelle propre. Réintroduire les produits spécifiques oubliés ou abandonnés et les valeurs « antiéconomiques » liées à leur histoire. Récupérer les techniques et les savoir-faire traditionnels.

Si on veut vraiment, au Nord, manifester un souci de justice plus poussé que la seule et nécessaire réduction de l'empreinte écologique, peut-être faut-il faire droit à une autre dette dont le remboursement est parfois réclamé par les peuples indigènes : restituer. La restitution

de l'honneur perdu (celle du patrimoine pillé est beaucoup plus problématique) pourrait consister à entrer en partenariat de décroissance avec le Sud.

A l'inverse, maintenir ou, pire encore, introduire la logique de la croissance au Sud sous prétexte de le sortir de la misère créée par cette même croissance ne peut que l'occidentaliser un peu plus. Il y a, dans cette proposition qui part d'un bon sentiment – vouloir *« construire des écoles, des centres de soins, des réseaux d'eau potable et retrouver une autonomie alimentaire* (5) *»* –, un ethnocentrisme ordinaire qui est précisément celui du développement.

De deux choses l'une : ou bien on demande aux pays intéressés ce qu'ils veulent, à travers leurs gouvernements ou les enquêtes d'une opinion manipulée par les médias, et la réponse ne fait pas de doute ; avant ces « besoins fondamentaux » que le paternalisme occidental leur attribue, ce sont des climatiseurs, des portables, des réfrigérateurs et surtout des « bagnoles » (Volkswagen et General Motors prévoient de fabriquer 3 millions de véhicules par an en Chine dans les années qui viennent et Peugeot, pour ne pas être en reste, procède à des investissements géants...) ; ajoutons bien sûr, pour la joie de leurs responsables, des centrales nucléaires, des Rafale et des chars AMX... Ou bien on écoute le cri du cœur de ce leader paysan guatémaltèque : *« Laissez les pauvres tranquilles et ne leur parlez plus de développement* (6)*. »*

Parier sur l'invention sociale

Tous les animateurs des mouvements populaires, de Mme Vandana Shiva, en Inde, à M. Emmanuel Ndione, au Sénégal, le disent à leur façon. Car, enfin, s'il importe incontestablement aux pays du Sud de « retrouver l'autonomie alimentaire », c'est donc que celle-ci avait été perdue. En Afrique, jusque dans les années 1960, avant la grande offensive du développement, elle existait encore. N'est-ce pas l'impérialisme de la colonisation, du développement et de la mondialisation qui a détruit cette autosuffisance et qui aggrave chaque jour un peu plus la dépendance ? Avant d'être massivement polluée par les rejets industriels, l'eau, avec ou sans robinet, y était potable. Quant aux écoles et aux centres de soins, sont-ce les bonnes institutions pour introduire et défendre la culture et la santé ? Ivan Illich a émis naguère de sérieux doutes sur leur pertinence, même pour le Nord (7).

« Ce qu'on continue d'appeler aide, souligne justement l'économiste iranien Majid Rahnema, *n'est qu'une dépense destinée à renforcer les structures génératrices de la misère. Par contre, les victimes spoliées de leurs vrais biens ne sont jamais aidées dès lors qu'elles cherchent à se démarquer du système productif mondialisé pour trouver des alternatives conformes à leurs propres aspirations* (8). *»*

Pour autant, l'alternative au développement, au Sud comme au Nord, ne saurait être un impossible retour en arrière, ni l'imposition d'un modèle uniforme d'« a-croissance ». Pour les exclus, pour les naufragés du développement, il ne peut s'agir que d'une sorte de synthèse entre la tradition perdue et la modernité inaccessible. Formule paradoxale qui résume bien le double défi. On peut parier sur toute la richesse de l'invention sociale pour le relever, une fois la créativité et l'ingéniosité libérées du carcan économiciste et développementiste. L'après-développement, par ailleurs, est nécessairement pluriel. Il s'agit de la recherche de modes d'épanouissement collectif dans lesquels ne serait pas privilégié un bien-être matériel destructeur de l'environnement et du lien social.

L'objectif d'une bonne vie se décline de multiples façons selon les contextes. En d'autres termes, il s'agit de reconstruire/retrouver de nouvelles cultures. S'il faut absolument lui donner un nom, cet objectif peut s'appeler *umran* (épanouissement) comme chez Ibn

Khaldun (9), *swadeshi-sarvodaya* (amélioration des conditions sociales de tous) comme chez Gandhi, *bamtaare* (être bien ensemble) comme chez les Toucouleurs, ou *fidnaa/gabbina* (rayonnement d'une personne bien nourrie et libérée de tout souci) comme chez les Borana d'Ethiopie (10). L'important est de signifier la rupture avec l'entreprise de destruction qui se perpétue sous la bannière du développement ou de la mondialisation. Ces créations originales, dont on peut trouver ici ou là des commencements de réalisation, ouvrent l'espoir d'un après-développement.

Sans nul doute, pour mettre en œuvre ces politiques de « décroissance », faut-il en préalable, au Sud comme au Nord, une véritable cure de désintoxication collective. La croissance, en effet, a été à la fois un virus pervers et une drogue. Comme l'écrit encore Majid Rahnema : *« Pour s'infiltrer dans les espaces vernaculaires, le premier* Homo œconomicus *avait adopté deux méthodes qui ne sont pas sans rappeler, l'une, l'action du rétrovirus VIH, et l'autre, les moyens employés par les trafiquants de drogue* (11). » Il s'agit de la destruction des défenses immunitaires et de la création de nouveaux besoins. La rupture des chaînes de la drogue sera d'autant plus difficile qu'il est de l'intérêt des trafiquants (en l'espèce la nébuleuse des firmes transnationales) de nous maintenir dans l'esclavage. Toutefois, il y a toutes les chances pour que nous y soyons incités par le choc salutaire de la nécessité.

(1) Voir « En finir une fois pour toute avec le développement », *Le Monde diplomatique,* mai 2001. Lire également, *La décroissance. Le journal de la joie de vivre*, Casseurs de pub, 11 place Croix-Pâquet, 69001 Lyon.

(2) Voir « Brouillons pour l'avenir : contributions au débat sur les alternatives », *Les Nouveaux Cahiers de l'IUED,* n° 14, PUF, Paris/Genève, 2003.

(3) Ce groupe a publié *The Development Dictionary,* Zed Books, Londres, 1992. Traduction française à paraître prochainement chez Parangon sous le titre *Dictionnaire des mots toxiques.*

(4) Sans compter que ces « déménagements » planétaires contribuent à dérégler un peu plus le climat, que ces cultures spéculatives de latifundiaires privent les pauvres du Brésil de haricots et que, en prime, on risque de voir des catastrophes biogénétiques du genre vaches folles...

(5) Jean-Marie Harribey, « Développement durable : le grand écart », *L'Humanité,* 15 juin 2004.

(6) Cité par Alain Gras, *Fragilité de la puissance,* Fayard, Paris, 2003, p. 249.

(7) La parution du premier volume de ses œuvres complètes (Fayard, Paris, 2004) est l'occasion de relire *Némésis médicale,* qui reste tellement d'actualité.

(8) Majid Rahnema , *Quand la misère chasse la pauvreté*, Fayard/Actes Sud, Paris-Arles, 2003, p. 268.

(9) Historien et philosophe arabe (Tunis 1332-Le Caire 1406).

(10) Gudrun Dahl et Gemtchu Megerssa, « The spiral of the Ram's Horn : Boran concepts of development », dans Majid Rahnema et Victoria Bawtree, *The post-developpment reader,* Zed books, Londres, 1997, p. 52 et ss.

(11) Majid Rahnema, *ibid.*, p. 214.

LE MONDE DIPLOMATIQUE | NOVEMBRE 2004 | Pages 18 et 19
http://www.monde-diplomatique.fr/2004/11/LATOUCHE/11652

Des alternatives à l'économie de marché
Le marché, l'agora et l'acropole : Se réapproprier le marché
Serge Latouche
Revue réfractions

Sortir de l'économie consiste à remettre en cause la domination de l'économie sur le reste de la vie en théorie et en pratique, mais surtout dans nos têtes. Cela doit certainement entraîner un dépassement de la propriété privée des moyens de production et de l'accumulation illimitée de capital. Cela doit encore aboutir par conséquent à un abandon du développement puisque ses mythes fondateurs, en particulier la croyance au progrès, auraient disparu. L'économie entrerait simultanément en décroissance et en dépérissement. La construction d'une société moins injuste serait à la fois la réintroduction de la convivialité, d'une consommation plus limitée quantitativement et plus exigeante qualitativement. Le gaspillage insensé des déplacements d'hommes et de marchandises sur la planète avec l'impact négatif correspondant sur l'environnement, celui non moins considérable de la publicité tapageuse et inutile, celui enfin de l'obsolescence accélérée des produits et des appareils jetables sans autre justification que de faire tourner toujours plus vite la mégamachine infernale constituent des réserves importantes de décroissance dans la consommation matérielle. Les seules atteintes à notre niveau de vie ne peuvent être qu'un mieux-être. Il est même possible de concevoir cette décroissance-là avec la poursuite fétiche de la croissance d'un revenu calculé de façon plus judicieuse. Tout cela sans parler des dépenses militaires ni bien sûr des changements en profondeur de nos valeurs et de nos modes de vie, accordant plus d'importance aux « biens relationnels » et bouleversant nos systèmes de production et de pouvoir.

Ce véritable réenchâssement de l'économique dans le social signifierait-il pour autant la disparition du marché ?[1]

La question peut paraître saugrenue ou paradoxale. Comment peut-on, en effet, concevoir une abolition de l'économique avec un maintien de cette institution qui en est, en apparence du moins, le fondement même ? Très certainement, cela serait inconcevable si on identifiait le marché au Marché, c'est-à-dire à l'économie de marché et à la société de marché.[2] Toutefois, si on remarque que les marchés sont attestés dans de multiples sociétés sur tous les continents, et cela depuis la plus haute antiquité, bien avant la naissance du capitalisme et en dehors de son mode de production, la question mérite d'être posée. Car cette institution facilite incontestablement le commerce social, et pas nécessairement dans le sens du développement des inégalités et de l'injustice.

L'un des indices de la pérennité de l'institution du marché-rencontre, en dehors de l'invention de l'économie, est le fait qu'à la différence des autres notions fondamentales comme le développement ou le travail, il existe des mots pour le dire dans toutes les langues africaines.[3] Un bref survol des marchés africains est riche d'enseignements. Ceux-ci, comme nos foires médiévales, sont périodiques, et leur localisation obéit à des logiques complexes, plus sociales qu'économiques. La théorie économique de la localisation des marchés de Lösch et Christaller, qui n'est que le prolongement de la géographie économique hypothético-déductive de Heinrich von Thünen n'est qu'un exercice de virtuosité formelle qui n'apprend guère plus que ce qu'avec le bon sens et un peu d'intuition, on savait déjà. La localisation idéale, selon ce modèle, doit minimiser les coûts de déplacement des vendeurs et des acheteurs. Mais, toutes sortes de facteurs extra-économiques interviennent dans la détermination d'une place de marché, et comme la relation entre l'emplacement et les acteurs n'est pas à sens unique, on finit par s'accommoder d'une localisation « non rationnelle » au

départ pourvu qu'elle ne soit pas déraisonnable. Les marchés africains sont des « agoras » où la fonction sociale prime sur la fonction économique, mais ce sont aussi des lieux de pouvoir, ou plutôt de contre-pouvoir essentiellement féminin, avec lequel les instances en place doivent compter.

Les marchés africains comme « agoras »

« Un marché ? note Dominique Fernandez, quel terme plat et mercantile pour désigner le territoire magique où se déroule la plus fastueuse des cérémonies à la gloire des couleurs et des parfums ! ».[4]

Cette remarque, qui vaut encore (mais pour combien de temps ?) pour les marchés des villages et des villes de nos pays latins, est cent fois plus vraie pour les marchés africains. Un marché sans odeur risque même de n'y avoir aucun succès. C'est du moins la leçon de l'expérience de Ziniare au Burkina Faso telle que la tire Jean-Pierre Guingane. Les musulmans y étant devenus majoritaires firent pression pour qu'on leur fasse un marché « propre » où ils ne seraient pas incommodés par l'odeur du dolo (la bière de mil) et celle de la viande de cochon. Toutefois, après avoir obtenu satisfaction, « ils étaient malheureux parce qu'ils n'avaient aucun client ». « Tous sont partis pour l'odeur du dolo et du cochon, et voilà ! Ils n'avaient plus d'acheteurs. » Tant et si bien qu'ils ont renégocié pour obtenir un marché unique avec une séparation interne plus nette.[5] Le festival de couleurs et d'odeurs des marchés africains est d'abord un espace de sociabilité spécifique avant d'être un lieu d'échanges de denrées. L'agora, comme le forum, était un marché (agora d'ailleurs est le terme encore utilisé en grec moderne pour désigner l'institution), mais l'histoire a surtout retenu qu'il s'agissait des lieux par excellence de la vie publique.

Le marché est ainsi l'occasion de rencontrer des amis, des proches, du même village, mais aussi des villages avoisinants. C'est un lieu où se croisent les générations, les sexes et les ethnies diverses, liés par des parentés à plaisanterie, voire en situation de guerre plus ou moins ouverte. Le marché est un terrain neutre. Chacun dépose ses armes avant d'entrer. Ces grands rassemblements rythment le calendrier et servent souvent de repères chronologiques. Ils sont l'occasion d'annoncer publiquement les grands événements, éventuellement par crieur public. Ici, ce sont les négociations matrimoniales, là les funérailles qui font trois fois le tour de la place.[6]

« Dans certaines régions du Burkina Faso, note Guingane, chez les Turka par exemple, le marché remplit la fonction du journal officiel où tous les actes jugés importants sont publiés. La cérémonie du mariage comporte une partie où le marié, porté sur le dos de la population, puis sur les épaules de son ami, est suivi de la population. Il fait le tour du marché. Après cela, personne dans le pays, même les absents temporaires, n'est censé ignorer ».[7]

Des palabres informelles permettent d'y régler de multiples affaires. Les jeunes hommes viennent de très loin (20 à 30 km à pied) pour voir les jeunes filles dans tous leurs atours. « Les espaces de vente de dolo... ou de noix de cola, note Guingane pour le Burkina, sont pris d'assaut, non pas parce qu'on a particulièrement soif ou envie de croquer la cola, mais parce que ces zones sont des lieux de rendez-vous amoureux. »

Le côté érotique des marchés semble plus prononcé encore pour les marchés nocturnes qui sont souvent l'occasion de transgressions, ce qui expliquerait leur succès en dépit des risques réels et imaginaires qu'on prend pour s'y rendre.

Toutefois, avec la marchandise venue de loin arrive l'étranger, à la fois objet de méfiance mais aussi de fascination. Le marché africain, extérieur à l'enceinte villageoise, est un lieu

neutre et pacifique où se fait le contact et l'apprentissage de l'autre. Les nouvelles du monde extérieur arrivent avec la connaissance d'autres croyances et coutumes qui inquiètent mais forcent à sortir de soi-même et à relativiser les choses. Le marché est une école de tolérance.

Enfin, si la principale denrée échangée est certainement la parole, la circulation de denrées constitue tout de même la raison d'être de ces foires périodiques. Et, ici, on se heurte au paradoxe marchand en Afrique.

À lire certains textes économiques, et en particulier les rapports de la Banque mondiale, on serait parfois tenté de croire que le marché est une réalité nouvelle au Sud du Sahara. Ainsi le rapport annuel pour l'année 2000 du FMI déclare à propos des pays africains qu'ils « n'ont pas encore réussi à s'intégrer aux marchés mondiaux ». L'insertion de l'Afrique dans l'économie mondiale serait même un projet d'avenir, comme si le commerce triangulaire, qui a saigné à blanc l'Afrique pendant plusieurs siècles, n'avait pas été une séquelle de la première mondialisation du XVIe siècle ! Le « sous-continent » noir en serait encore à découvrir les rapports marchands et les « lois » de l'économie moderne...

Il est vrai que depuis des décennies, les experts en développement vitupèrent les liens de solidarité, les dépenses ostentatoires, la faible monétarisation du monde rural, l'absence de dynamique de création de besoins nouveaux, l'insuffisance de la production pour la vente. Toutes ces choses constituent, selon eux, des résistances archaïques au libre jeu des mécanismes naturels, des freins insupportables à l'accumulation productive du capital et des blocages inadmissibles au sacro-saint développement.[8]

Et pourtant, l'existence d'un commerce intérieur au cœur de l'Afrique et de circuits caravaniers vers l'extérieur est attestée depuis fort longtemps. Hérodote, déjà, raconte les expéditions des Phéniciens et l'étrange troc muet qu'ils pratiquaient avec les populations des côtes de l'Atlantique. Les perles de verre bleues, dites babyloniennes, de l'Antiquité se retrouvent dans les tombes préhistoriques des vallées du Niger. Les actuels commerçants syro-libanais ne font que renouer avec les pratiques de leurs lointains ancêtres... Du nord au sud du continent, il y a pléthore d'ethnies et de groupes divers à la réputation bien établie de « commerçants dans l'âme ». Certains sont spécialisés dans le commerce local, d'autres dans les transactions régionales, d'autres dans les trafics lointains. Pour le Maghreb, on connaît le dynamisme des Fassis et celui des Soussis du Maroc, celui des Mozabites d'Algérie, celui des commerçants de Sfax en Tunisie. Chacun a ses spécificité, ses réseaux, y compris en Europe. Les épiceries ouvertes le dimanche dans la région parisienne sont le monopole des émigrés du Souss, les pâtisseries tunisiennes de ceux venant de Djerba, etc. Plus au sud, les Maures sont les grands commerçants du Sahel. On les retrouve parfois sous le nom de Sénégalais jusque dans le bassin du Congo. L'Afrique noire n'est pas moins pourvue de groupes spécialisés dans les trafics et l'échange : les Haoussa, les Yorouba, les Dioulas, les Beembé du Congo, les Soninké, les Baol-Baol du Sénégal, les Bamiléké du Cameroun, sans oublier la confrérie des Mourides (car la religion a souvent son rôle dans cette affaire) ni les mama-Benz du Togo (car les femmes ne sont pas en reste dans ces trafics). On ne compte plus les groupes ethniques, les sectes religieuses, les zones ou les localités dont les membres passent pour d'habiles commerçants et commerçantes, des hommes et des femmes d'affaires avisés ou des spéculateurs heureux. Les souks et les marchés, lieux d'échange et de rencontre sont innombrables à travers toute l'Afrique. Ils impliquent la totalité de la population. La prégnance de l'échange marchand est au moins aussi ancienne qu'en Europe, et si la marchandisation y est sensiblement différente, sinon moins forte, on assiste désormais à une surmonétarisation de la vie courante.[9] La monnaie intervient partout et pour tout. Si les pays d'Afrique semblent « rester sur le quai » de l'actuelle mondialisation, c'est qu'ils subissent de plein fouet les effets d'éviction de l'ouverture des marchés. Saignés à blanc, ils n'ont plus grand-chose à offrir, et ce qu'ils offrent est toujours plus dévalué par les mécanismes

diaboliques des plans d'ajustement structurel. Toutefois, les marchés colorés et pleins d'odeurs constituent peut-être l'un des derniers remparts contre le Marché et ses effets destructeurs. Cet échange de denrées mêlé à la parole, où chacun jauge l'autre pour trouver le taux d'échange qui permet de maintenir la relation, est aux antipodes du supermarché vanté par Milton Friedman dans lequel les gens n'ont pas besoin de s'aimer ou de se connaître pour faire des affaires. On paye et on embarque la marchandise.

« Donc Inno, dit Guingane, c'est pas un marché ; en fait, ça ne peut pas être un marché, c'est des magasins. » « C'est des chiffres, c'est ce que tu choisis, et tu paies et tu t'en vas. »[10] Croire que l'unification et l'uniformisation planétaire seraient la condition de la paix est une fausse bonne idée, même en dehors de l'imposture économique. La diversité des cultures est sans doute la condition d'un commerce social paisible. En effet, chaque culture se caractérise par la spécificité de ses valeurs. Même s'il régnait un langage et une monnaie communes sur la planète, chaque culture leur accorderait des significations propres et partiellement différentes. Si les places de marché, les marchés-rencontres ont été pendant des siècles sur presque tous les continents des lieux d'échange pacifiques, de règlement des conflits, de circulation matrimoniale, entre voisins et même entre ennemis, c'est que les transactions entre étrangers permises par l'intermédiation monétaire, en dépit de son anonymat relatif, conservaient les qualités du don réussi entre proches. Du fait des différences d'échelles de valeur, chacun en ressortait convaincu d'avoir fait une bonne affaire (voire d'avoir roulé son partenaire, lui-même persuadé avoir réussi le même coup !). Les marchés africains illustrent abondamment cette ruse du commerce pacifique entre cultures différentes. « En attribuant une valeur morale différente aux denrées échangées, écrit l'anthropologue Marco Aime, chacun des deux protagonistes s'en sortira comme le vainqueur suivant ses propres paramètres. »[11]

Il en était ainsi dans une certaine mesure, selon l'auteur, du commerce entre l'Occident et les pays de l'Est avant la chute du mur de Berlin qui assumait souvent la forme d'un troc en raison de « l'existence de conceptions culturelles différentes des valeurs dans les deux systèmes économiques et dans le maintien d'une frontière entre les deux ». [12]

Dans les îles montagneuses d'Indonésie, les côtiers considéraient ainsi les produits reçus des montagnards comme un tribut payé par des sujets, tandis que les montagnards, se sentant parfaitement libres, se félicitaient de recevoir en échange de biens sans intérêts pour eux des marchandises d'importation inaccessibles et sans prix. Chacun interprétait la relation à son avantage et tous étaient satisfaits. En voulant libérer les prétendus sujets, missionnaires et colonisateurs hollandais ont cassé l'interdépendance harmonieuse des populations et, en imposant des valeurs uniformes, introduit des ferments de conflits insolubles. Même marchand, l'échange peut posséder les vertus du « doux commerce », à condition qu'il participe de la logique du don, alors que le Marché anonyme et abstrait est source inépuisable de frustrations, d'envie et de conflits qui dégénèrent en guerres tribales et purifications ethniques.

Cette participation à l'esprit du don se manifeste dans la relation de clientèle. Les comptes ne sont jamais apurés entre les partenaires. Le rabais consenti sous la pression relationnelle (en faisant éventuellement intervenir des proches importants) est un don qui relancera ultérieurement un achat éventuel plus coûteux. D'autre part, après un âpre marchandage, un petit cadeau (une mesure de mil en plus ou un treizième œuf à la douzaine) vient atténuer la rigueur de la joute marchande.

« Le cérémonial du marchandage, si âpre soit-il, note Guy Nicolas pour les Haussa du Niger, conserve toujours quelque aspect oblatif... L'aspect ludique du marchandage a quelque rapport avec celui du don. »[13]

On ajoute toujours un petit quelque chose pour en témoigner. Cela s’observe dans la plupart des pays d’Afrique.

« Il n’est pas jusqu’à la pratique de l’usure, prétend-il, qui ne présente quelque aspect oblatif, dans la mesure où l’emprunteur s’estime redevable envers son usurier de lui consentir un prêt. »[14]

Cette proximité des rapports du commerce de marchandage avec le don est encore accrue du fait que la monnaie n’a pas le plus souvent en Afrique le statut d’un équivalent général abstrait mais possède une réalité concrète qui en fait un objet de contre-don. Lorsque l’argent et l’économie restent encastrés dans le social, ce qui est encore largement le cas, l’argent est un quasi-objet beaucoup plus[15] qu’une monnaie.

Ainsi, le marché-rencontre est un signe et une source incontestable de prospérité, dans tous les sens du terme. Comme les foires du SEL des systèmes d’échange locaux, il stimule non seulement les échanges mais, à travers eux, la production de denrées et le dynamisme collectif, mais sans l’aliénation propre au rapport marchand et à l’instrumentalisation de la production capitaliste.

Le marché comme pôle de pouvoir : l’anti-acropole

Il y a en Afrique un chef de marché, plus ou moins officiel, qui rend compte en général au chef de village (qui n’a pas le droit de venir au marché) de ce qui s’y passe. Il y a surtout la sacralisation du lieu, nécessaire à son succès et au bon déroulement pacifique des rencontres. Le marché est un lieu plein d’esprits bons et mauvais qui peuvent prendre toutes sortes de formes et qu’il faut apaiser ou se concilier. Les morts reviennent hanter le marché, et ceux qui ont le don de double-vue, les voyants, les y croisent. Toutefois, les cérémonies nécessaires font souvent appel à des pratiques archaïques et, parfois, dans les pays islamisés, à des survivances païennes. Les pouvoirs locaux ne peuvent pas refuser de se plier à ces exigences. « C’est simple, dit à sa façon truculente Guingane, si vous ne faites pas ça et qu’il y a des malheurs et des incendies, des ci, des ça, on tape le maire qui n’a pas voulu respecter nos coutumes et le maire aussi a peur. Je crois que personne ne peut installer aujourd’hui un marché et ne pas tenir compte de ces aspects-là. »[16] Et le pouvoir central, colonial ou autochtone, en voulant imposer ses propres vues se heurte souvent à l’obstruction des populations. Au nord du Bénin, la volonté d’imposer une localisation technocratique et la destruction du marché traditionnel de Copargo a été la source d’émeutes qui ont obligé le gouvernement à intervenir, à déplacer le sous-préfet et à rétablir l’état de choses ancien. Guingane cite un cas comparable au Togo.

« Le gouvernement en place a construit carrément un marché de toutes pièces et a voulu déplacer le marché séculaire dont les gens se servent de père en fils, de mère en fille depuis très longtemps. Il a voulu déplacer les gens de force pour faire un grand marché. Il a créé un autre grand marché, les gens ne se déplaçaient pas de l’ancien marché auquel ils sont habitués. Ils ont mis l’armée, ça n’a rien changé. Ils ont tabassé les gens, ils les ont poursuivis, ils les ont pourchassés, et ça n’a rien changé : les gens demeurent toujours au marché qui s’est créé spontanément et qui existe depuis longtemps, de façon séculaire. Donc, ça, c’est un cas de figure où finalement le gouvernement, en porte à faux par rapport à ce qui se fait de façon traditionnelle et spontanée, n’en démord pas pour autant, et s’accroche à vouloir inciter les gens à changer. »[17]

Au Mali, le cas du grand marché est une autre illustration. Après l’incendie de l’ancien marché (provoqué à dessein ?), les gens ont préféré s’agglutiner dans les rues et les trottoirs

avoisinants plutôt que de se rendre sur le marché construit dans un autre site. Finalement, l'ancien marché a été restauré.

Encore aujourd'hui, dans la vie politique française, une partie importante de la campagne électorale, se déroule autour des marchés. On y distribue des tracts, les candidats viennent y discuter leur programme et serrer les mains des commerçants et commerçantes et écouter leurs revendications. En Afrique, une partie importante de la politique de l'après-indépendance s'est faite sur et autour des marchés. L'appui des associations de marché reste encore souvent décisif. On comprend que les pouvoirs publics aient toujours tenté de contrôler ces endroits où se brassent tant de populations diverses et tant d'idées, éventuellement subversives. Les marchés sont un exutoire, non seulement pour les transgressions sexuelles, mais aussi pour toutes les tensions.

« Il existe, note Guingane, une relative liberté pour les marginaux, malheureux des carcans des coutumes et des traditions. Car une société bien gérée, c'est celle qui sait prévenir les conflits, et quand ils s'imposent leur trouver les solutions les meilleures. »[18]

Ainsi, le fou se trouve à son aise au marché, celui-ci exerce une fonction quasi thérapeutique. Mais les marchés sont surtout des lieux de fronde potentielle. Des grèves ou des mouvements de commerçants ont eu raison de certains gouvernements. « Encastré » dans la société africaine, le marché représente une sorte de contre-pouvoir. « Lieu neutre et pourtant politique, mais pas politisé. »[19]

La distinction est importante. C'est le lieu par excellence de la société civile, avec toute la complexité de sens que ce concept revêt dans le contexte africain, opposé à la société politique, militaire ou religieuse lié au pouvoir officiel. Il se règle bien des conflits sur les marchés, avec la parole et parfois le recours à l'arbitrage des anciens et des sages, mais, si bien des palabres se déroulent ainsi en marge du marché, le marché n'est pas la palabre avec son rituel et sa solennité.[20]

Un lieu féminin

Cependant, il est grand temps de dévoiler l'autre face ou le vrai visage du marché. Il s'agit d'un lieu féminin par excellence. Les femmes en sont les acteurs clefs. Ce sont elles qui tirent les ficelles et qui dominent la scène marchande. Même si les multiples devoirs de l'épouse (la cuisine, les enfants, le mari) limitent sa disponibilité pour les trafics marchands, la répartition des tâches entre les co-épouses, ou avec les enfants et les parents, permettent aux femmes de jouer à plein leur rôle. Guy Nicolas cite même pour le Niger le cas de femmes qui reconstituent leur fonds de roulement en accordant furtivement leurs faveurs à l'écart du marché avant de revenir prendre leur place et repartir d'un bon pied dans leurs petits trafics. Ces pouvoirs détenus par les femmes des marchés, plus ou moins consacrés par des titres, des fonctions traditionnelles et le rôle plus récent d'associations de commerçantes, représentent un double défi par rapports aux autorités locales et étatiques. Dans la plupart des pays africains, le contrôle commercial constitue une forme de résistance symbolique et matérielle aux tentatives de contrôle économique de la part des gouvernements successifs. À travers la force tranquille de la protestation passive (mais parfois très active) des marchés, c'est la société civile qui s'exprime et fait savoir jusqu'où le mépris du citoyen (et plus encore de la citoyenne) ne doit pas aller trop loin.

Finalement, le marché-rencontre, tel qu'il existe encore en Afrique, témoigne de la survivance d'un encastrement assez poussé de l'économie dans la société. Mais alors, la distinction de Karl Polanyi entre économie substantielle et économie formelle n'a plus lieu d'être, comme l'a bien remarqué Louis Dumont. L'économie est toujours formelle d'une

certaine façon, et dire qu'elle est encastrée est une manière « occidentalo-centrique » de parler, pour exprimer le fait qu'on n'a pas vraiment affaire à elle, mais à la société. Certes, il faut introduire cette réserve importante que les situations actuelles sont hybrides, puisque l'Occident ayant pénétré partout, tous les marchés sont pervertis par le Marché, tous les « commerces » et « échanges » sociaux par l'économique, et toutes les raisons par la rationalité calculatrice.[21]

Il n'en demeure pas moins, et c'est aussi une leçon que la connaissance de l'Afrique peut nous apporter, que la redécouverte du marché-rencontre fait partie de l'arsenal que la société civile devra sans doute restaurer pour sortir de la démesure de la société du Marché imposée par la mondialisation libérale.

La société de marché est certes une société de marchandisation, mais le Marché de la théorie comme conjonction d'une multitude d'offreurs et de demandeurs est un mythe. Les concentrations et les monopoles l'ont totalement éliminé ou détourné, si tant est qu'il ait jamais existé. En revanche, la place de marché, le marché lieu de rencontre et de bavardage des citoyens est à réinventer. Il importe tout en reconnaissant la dualité nécessaire de la socialité primaire ou communautaire et secondaire ou sociétale, d'éviter l'hétéronomie de la société de Marché en assumant pleinement la médiation démocratique du rapport d'échange entre citoyens. Le retour de l'esprit du don dans la société post-moderne est une nécessité, mais il ne doit pas compromettre la persistance d'une socialité secondaire. On peut concevoir celle ci comme fonctionnant à la citoyenneté fondée sur la bienveillance mutuelle, la sympathie ou la philia, sans retomber dans le familialisme et le clientélisme. La réappropriation du marché signifie concrètement la réaffirmation de la nature radicalement politique de l'échange marchand qui n'est qu'une forme du commerce social. Aussi, même s'il est souhaitable que persistent des marchés et des rapports marchands, à côté de la redistribution et de la réciprocité, c'est l'imaginaire du Marché qui devrait d'abord être aboli pour rompre avec la logique de la démesure.[22]

Serge Latouche

Notes

1. La question se pose dans les mêmes termes pour l'argent, mais nous ne l'aborderons pas ici.

2. Sur cette distinction voir le chapitre I, « Marché et marchés », de notre livre l'Autre Afrique.

3. Jean-Pierre Guingane, le Marché africain comme espace de communication, conférence débat. Sur www.cauris.org, p. 12.

4. L'Or des tropiques, Grasset, l993, p. 113.

5. Jean-Pierre Guingane, le Marché africain comme espace de communication, conférence-débat, sur www.cauris.org, p. 10.

6. « Vivre, c'est donc aller au marché. Et si on cesse d'aller au marché, c'est qu'on est mort » souligne Guingane, p. 8.

7. Ibid., p. 7.

8. Ibid., p. 4.

9. Sur cette distinction intéressante, voir l'article d'Olivier de Sardan, « L'économie morale de la corruption en Afrique », Politique africaine, n° 63, octobre l996, Paris, Karthala, pp. 97-116.

10. Op. cit., p. 16.

11. Marco Aime, « Mercati africani », Bollati Borighieri, Torino, 2002 (p. 61 du manuscrit).

12. Ibid., p. 62.

13. Op. cit., p. 2l7. Notons aussi : « Quant à la pratique commerciale, on peut y déceler des aspects qui se rapprochent de ceux du don et divergent par rapport au schéma libéral de référence [...]. Il convient de signaler [...], dans la pratique marchande courante, des conduites relevant incontestablement du principe et du rite oblatif. », ibidem, p. 10.

14. Ibid., p. 219. Cela rejoint la vision d'Aristote à propos de la vente à crédit. « La dette y est claire et indiscutable, remarque-t-il, mais il y a quelque chose d'amical (philikon) dans le délai consenti. » Éthique à Nicomaque, VIII, 15, cité par Dominique Temple et Mireille Chabal, la Réciprocité et la Naissance des valeurs humaines, L'Harmattan, Paris, 1995, p. 200.

15. « Pour les Fidjiens, la monnaie dans certains cas est moralement neutre, dans d'autres non. En Inde, par exemple l'échange monétaire n'a pas du tout bouleversé les relations traditionnelles et les hiérarchies préexistantes entre les castes. » (p. 70).

16. Op. cit., p. 11.

17. Ibid., p. 13.

18. Op. cit., p. 9.

19. Page 79.

20. Voir la Déraison de la raison économique, le chapitre II : « La palabre, une forme de"phronésis"[mot grec qui signifie : sagesse] africaine ».

21. Nous renvoyons le lecteur à l'annexe de notre livre la Déraison de la raison économique.

22. Sur ce point, voir la belle démonstration de Geneviève Azam, « Économie sociale : quel pari ? » dans Économie et Humanisme, n° 347, décembre l998-janvier 1999, pp. 20-21.

Résumé

Sortir de l'économie consiste à remettre en cause la domination de l'économie sur le reste de la vie en théorie et en pratique, mais surtout dans nos têtes. Cela doit certainement entraîner une renonciation et un dépassement de la propriété privée des moyens de production et de l'accumulation illimitée de capital. Cela doit encore aboutir par conséquent à un abandon du développement puisque ses mythes fondateurs, en particulier la croyance au progrès, auraient disparu. L'économie entrerait simultanément en décroissance et en dépérissement. La construction d'une société moins injuste serait à la fois la réintroduction de la convivialité, d'une consommation plus limitée quantitativement et plus exigeante qualitativement. Le gaspillage insensé des déplacements d'hommes et de marchandises sur la planète avec l'impact négatif correspondant sur l'environnement, celui non moins considérable de la publicité tapageuse et inutile, celui enfin de l'obsolescence accélérée des produits et des appareils jetables sans autre justification que de faire tourner toujours plus vite la mégamachine infernale constituent des réserves importantes de décroissance dans la consommation matérielle. Les seules atteintes à notre niveau de vie ne peuvent être qu'un mieux-être.

Décoloniser l’imaginaire

(Serge Latouche « Survivre au développement », conclusion, Intervention à l'Unesco)

Face à la mondialisation, qui n'est que le triomphe planétaire du tout-marché, il nous faut concevoir et vouloir une société dans laquelle les valeurs économiques ont cessé d'être centrales (ou uniques), où l'économie est remise à sa place comme simple moyen de la vie humaine et non comme fin ultime. Il nous faut renoncer à cette course folle vers une consommation toujours accrue. Cela n'est pas seulement nécessaire pour éviter la destruction définitive de l'environnement terrestre, mais aussi et surtout pour sortir de la misère psychique et morale des humains contemporains (1).

Il s'agit là d'une véritable décolonisation de notre imaginaire et d'une déséconomicisation des esprits nécessaires pour changer vraiment le monde avant que le changement du monde ne nous y condamne dans la douleur. Il faut commencer par voir les choses autrement pour qu'elles puissent devenir autres, pour que l'on puisse concevoir des solutions vraiment originales et novatrices. Il s'agit de mettre au centre de la vie humaine d'autres significations que l'expansion de la production et de la consommation

La menace la plus grave qui pèse sur notre planète, ce n’est Peut-être pas celle de la destruction par le délire de la Mégamachine, c'est notre aveuglement et notre impuissance. Comme les Romains de la fin de la République, «nous ne pouvons plus supporter ni nos vices ni leurs remèdes (2)». Nous refusons de faire le vrai diagnostic de la maladie, et nous nous satisfaisons de masquer les symptômes. C'est à l'aggravation même du mal que nous demandons des remèdes Contre le développement proposer un développement durable, local, social ou alternatif, c'est chercher, en fin du compte, à prolonger l'agonie du patient le plus longtemps possible en entretenant le virus. Il faut une véritable cure de désintoxication collective. La croissance, en effet, est à la fois un virus pervers et une drogue. Comme l'écrit Majid Rahnema : «Pour s'infiltrer dans les espaces vernaculaires, le premier Homo œconomicus avait adopté deux méthodes qui ne sont pas sans rappeler, l'une l'action du rétrovirus VIH et une autre les moyens employés par les trafiquants de drogue " (3). » Il s'agit de la destruction des défenses immunitaires et de la création de nouveaux besoins

Demander à nos contemporains de renoncer à la technique, dans le sens du «système technicien» (et pouvons-nous ajouter au développement), ce serait, selon Jacques Ellul, comme de demander à l'homme du néolithique de brûler sa forêt qui est son milieu (4) II est clair que nous ne renoncerons volontiers ni au développement, ni à notre mode de vie, ni aux techniques qui leur sont associées. Il n'est même pas sûr que nous renoncions à brûler les dernières forêts et les derniers hommes du «néolithique» qui y vivent encore.

N’y a-t-il alors ni espoir ni perspective pour la planète ou pour l'humanité ?

Les leçons de l'Histoire n'ont rien pour rendre optimistes, et la victoire du bon sens sur le délire du système techno-économique, de la convivialité sur l'égoïsme des possédants et la volonté de puissance des dominants ne serait rien moins qu'assurée si on ne devait faire fond que sur la force de conviction et de persuasion de la raison pratique Seulement, la démesure de la rationalité commandée par la recherche sans limites du profit mène à des catastrophes qui pour douloureuses qu'elles soient font naître des occasions de remise en question Tchernobyl hier, la vache folle aujourd'hui, l'effet de serre demain, sans parler des innombrables risques technologiques quotidiens, sont de puissants adjuvants de la réflexion. La pédagogie des catastrophes impulse le nécessaire changement de l'imaginaire qui constitue la condition non moins nécessaire à l'émergence et au triomphe des alternatives.

Les Indiens de Colombie britannique sur la côte ouest du Pacifique (les Kwakiult, Haida, Tshimshian, etc.) pensaient que les saumons étaient des êtres vivants comme eux, qu'ils vivaient en tribus au fond de la mer où ils avaient leurs « tipis ». En hiver, ils décidaient de se sacrifier pour leurs frères terrestres, revêtaient leurs habits de saumon et partaient vers les embouchures. À la saison de la remonte des rivières, les Indiens accueillaient le premier saumon comme un visiteur de marque. Ils le mangeaient avec cérémonie. Son sacrifice n'était qu'un emprunt provisoire. Ils reportaient à la mer l'arête centrale et les restes qui permettaient la renaissance de l'hôte dévoré. Ainsi, la coexistence et la symbiose des saumons et des hommes se perpétuaient de façon satisfaisante. Avec l'arrivée des Blancs et l'installation sur chaque embouchure d'une conserverie, la course au profit a entraîné un prélèvement abusif. Les Indiens en ont conclu que les saumons ont disparu parce que les Blancs n'ont pas respecté le rituel... Qui pourrait leur donner tort (5). Cette obligation pour l'homme de se fondre dans le cosmos se retrouve dans la plupart des sociétés. En Sibérie, on va mourir dans la forêt pour rendre aux animaux ce que l'on en a reçu. Cette attitude implique des rapports de réciprocité entre les hommes et le reste de l'univers. Les hommes sont prêts à se donner à Gaia comme Gaia se donne à eux.

En niant la capacité de régénération de la nature, en réduisant les ressources naturelles à une matière première à exploiter et non en la considérant comme un «ressourcement», la modernité a éliminé le rapport de réciprocité entre l'homme et la nature. Tous les peuples opprimés, étranglés, humiliés de la planète n’aspirent pas nécessairement à ce que cachent les miracles et les mirages du développement quels que soient les emballages. Ils aspirent sans doute d’abord à survivre. Non d’une survie purement biologique mesurée en calories, ou purement matérielle, comme le donne à penser la vision économiste et développementiste, mais d’une survie culturelle en terme de chaleur humaine. Ils aspirent si possible à vivre « bien ». Bien et non pas toujours plus, ni mieux. Cela signifie vivre dans la dignité, selon leurs valeurs, leurs normes et leurs choix culturels, sans être piégés et broyés par et dans la course au plus haut PNB. Au fond, n’est-ce pas aussi une aspiration profonde partagée par les petites gens du Nord ? C’est cette aspiration que vise à réaliser la décroissance conviviale combinée au localisme.

1) Tite-Live, cité par Jacques Ellul, *Le Bluff technologie*, Paris, Hachette, 1988, p. 214

2) Majid Rahnema, *op. cit.*, p. 214

3) Jacques Ellul, *Le Système technicien*, Paris, Calmann-Lévy, 1977, pp. 94-98

4) Lewis Hyde, *The Gift : Imagination and the Erotic Life of Property*, New York, Vintage/Random, 1983

Serge Latouche, La déraison de la raison économique

Albin Michel, 05/2001

Du délire d'efficacité au principe de précaution.

Il n'y a pas si longtemps toute résistance au libéralisme semblait bien héroïque et solitaire. L'ambiance a bien changé. Il devient impossible de lire tous les livres de critique du libéralisme qui paraissent, comme on ne peut participer à toutes les réunions, forums, débats consacrés à la construction d'une alternative économique. Alors que nous étions isolés, chacun devant se dresser seul contre cette idéologie d'Etat, qui se révèlera être une psychose collective comme les autres totalitarismes ; alors que nous devions défendre les valeurs humaines bafouées et l'existence même de la société contre la toute-puissance économique, avec le vertige affolant de refuser le sens commun répété avec insistance, voilà que la clameur s'élève de partout et submerge déjà les anciens vainqueurs renvoyés aux poubelles de l'histoire.

L'OCDE elle-même doit reconnaître dans une étude toute récente la priorité du développement humain (du capital humain dit-elle) et le nouveau discours de la Banque Mondiale, hérité d'Amartya Sen, finira par transformer son action en profondeur même si on ne peut s'attendre à un changement immédiat de ses méthodes sans changer l'institution elle-même. Jacques Généreux nous annonce un "Manifeste pour une économie humaine" à paraître dans la revue Esprit, dont l'ambition n'est pas moins que de rassembler la quasi-totalité des économistes qui contestent la "théorie de référence" ; car Jacques Généreux affirme qu'il n'a presque jamais rencontré de partisans de cette théorie dominante, en fait américaine. La très grande majorité des économistes ne croient pas à l'autonomie de l'économie et portent leur attention sur le politique, les institutions, les régulations sociales. Après la collaboration, tout le monde va se retrouver résistant !

Il faut donc saluer à la fois les convergences remarquables qui se font jour et les retournements étonnants. On trouvera en annexe du livre de Serge Latouche une critique de l'utilisation de Polanyi dans la théorisation du tiers-secteur très proche de celle que j'avais faite dans "la privatisation de la société" et qui avait paru osée. René Passet vient de sortir un éloge du mondialisme alors que je n'ai pas eu le temps de finir un article sur le même sujet. Surtout, le livre de Michel Bounan "Sans valeur marchande" précède de peu le livre de Serge Latouche "La déraison de la raison économique" avec des thèmes très proches : le nécessaire dépassement de la rationalité, de la science, de la technique, de l'art, du marché, de l'individualisme au profit d'une approche plus holiste, sociale, raisonnable, humaine, multi-dimensionnelle, souple, localiste, délibérante, politique. Cela fait longtemps qu'on n'avait plus vu ces audaces qui vont jusqu'à remettre en cause la démocratie formelle pour restituer l'appartenance à une démocratie locale, à l'espace de la discussion publique.

Pour les retournements, il est intéressant de comparer avec le gros livre de David S. Landes "Richesse et pauvreté des nations" qui trace la fresque historique du développement économique mondial et dont les conclusions sont d'une part que la géographie est déterminante (trop de chaleur tue l'effort), d'autre part que le développement nécessite une certaine dose de protectionnisme dans la phase de décollage ; mais ce qu'on a retenu de lui, c'est surtout l'importance de la culture, des valeurs de travail, d'invention, de liberté et, par dessus tout l'importance du calcul, de la rationalité, de l'horloge. Pour Landes la domination de l'occident est sans appel. Il raille la mode de la multiculturalité, du relativisme des cultures. La supériorité de l'occident est technique, matériélle, et la valorisation des cultures retardataires n'est qu'un aveuglement criminel retardant le développement économique et sa

rationalisation. De son point de vue, il n'y a pas pire que l'Afrique, règne de la facilité qui n'aime pas le travail. Rien à tirer de sa culture arriérée, il faut américaniser toutes les cultures.

Serge Latouche dit exactement le contraire et c'est en Afrique qu'il va chercher le modèle de la palabre (qui cherche un consensus, la réconciliation plutôt que la justice) pour sortir d'une rationalité économique mortifère, du "délire d'efficacité", et retrouver des pratiques "raisonnables" intégrant le principe de précaution. Le raisonnable s'oppose à la rationalité comme la pensée pratique, conjoncturelle, à l'exactitude de la pensée théorique (Aristote). Serge Latouche identifie cette opposition à celle de la culture anglo-saxonne qu'il oppose d'une certaine façon au reste du monde, hésitant entre tiers-mondisme, "méridiennisme" (des peuples de la Méditerranée) ou tout simplement holisme (en référence à Louis Dumont).

L'essentiel de sa thèse tient à la réintégration de la controverse publique, de la décision politique dans les choix économiques, ce qui revient à prendre en compte les rapports humains, l'occasion, la lutte et la ruse dans le raisonnable, s'appuyer sur la situation avec le plus de discrétion possible alors que la rationalité supprime les controverses et ne concerne que les choses auxquelles elle s'applique aveuglément en détruisant leurs arrangements. Au sujet passif du calcul rationnel s'oppose le sujet pratique de l'action raisonnable : "*agir c'est toujours répondre à l'appel de l'inattendu, laisser surgir le nouveau en exerçant sa vigilance dans le creuset de la circonstance*" (Françoise Collin). On peut rapprocher cette définition de la subjectivité avec celle de Christophe Dejours pour qui le travailleur doit faire face à ce qui ne marche pas dans la production, à l'imprévu qui échappe à la rationalité hétéronome. C'est donc aussi la capacité d'autonomie, la capacité de dire non, de refuser ou d'adapter les ordres. Si la rationalité nous a apportée le développement de la modernité, son unilatéralité trouve sa limite dans les déséquilibres écologiques et rencontre la résistance de la plupart des peuples.

Comme Michel Bounan, Serge Latouche insiste sur le fait qu'on ne peut prétendre à une *autre* technique, une *autre* rationalité, une *autre* science, un *autre* développement économique. Ce qu'il faut abandonner c'est le calcul lui-même, l'optimisation de Pareto pour qui le non-calculable, le non-économique constitue un "résidu". Le tiers-secteur ne représente pour la raison calculante qu'un tiers exclu, ce qui ne rentre pas dans ses calculs, l'humanité en ce qu'elle a d'irrationnelle et d'humain. Mais si l'Art se définit d'échapper au calcul, cela ne l'empêche pas d'exister comme marché ! On ne peut corriger le calcul économique en y ajoutant simplement ce qu'il exclut par nature. Au contraire, il s'agit bien de ne plus calculer mais délibérer démocratiquement des institutions, des conventions, des normes, des barèmes, alors que "*rationaliser le politique c'est supprimer la délibération qui en est l'essence*".

Bien qu'il défende une position holiste (un corps chimique ou vivant ne se réduit pas à ses composants) et refuse de réduire le social à la réciprocité ou bien à l'économie matérielle, on pourrait croire parfois qu'il le ramène à l'intersubjectivité, à la palabre, à l'agir communicationnel. Il faut se garder de cette réduction que conteste l'excellent "Phénoménologie et sociologie" sortit récemment aux PUF : la conscience collective est constituée plutôt de notre agir collectif (praxis : fonctions, rites, techniques, reproduction) et pas seulement de notre "agir communicationnel" (mythes, normes, politique, domination) mais il est bien nécessaire de relancer le débat public.

Venons-en aux propositions pratiques, qui se situent dans le sillage d'Amartya Sen et dont on peut déplorer les faiblesses, notamment en ignorant pratiquement la révolution informationnelle. Son originalité est d'essayer de penser le passage de l'économique au politique, du calcul au consensus. Le besoin d'une alternative à la rationalité n'est ainsi pas compatible avec un simple secteur protégé complémentaire réduisant le tiers-secteur à la gestion des exclus, c'est l'économie qu'il faut changer dans sa passion calculante. De même, le

refus d'étendre la rationalité économique fonde sa critique du commerce équitable où il voit la contamination de la fin (éthique) par le moyen (commerce) illustrée par le *charity business* américain, ainsi que le rabaissement du vote au simple achat, du citoyen au consommateur ou à l'actionnaire, qui légitime encore plus le marché comme prétendue démocratie réelle.

Au contraire, dans sa reconquête politique, "*la production alternative devrait s'appuyer sur une distribution alternative, sur une finance alternative, sur une consommation alternative*". C'est seulement dans cette perspective que des fonds éthiques pourraient être positifs. De même il faut être conscient qu'il ne peut y avoir de démocratie d'entreprise et de véritable éthique, nécessaire pour une production alternative, que dans le cadre d'entreprises alternatives (non soumises à la rationalité économique). Il ne dit pas cependant comment ne plus être soumis à la rationalité économique. Seul Bookchin y apporte une réponse convaincante avec ses "coopérative municipales" (nous ajouterons et le revenu garanti), mais l'accord est général sur la nécessaire insistance sur l'économie de proximité, les rapports humains et une démocratie de face à face, une implication collective plutôt qu'un acte individuel anonyme conforme à une logique purement financière.

Le "*consomacteur*" doit être avant tout local. Ce qu'il faut c'est reconstituer la société et l'économie locale plutôt que moraliser la mondialisation, privilégier les relations de proximités, le développement local, l'informel, les "niches" plutôt que les "créneaux". "*Normaliser l'informel, c'est le tuer*". Il faut s'appuyer sur le "potentiel de la situation" et intervenir discrètement, avoir pour objectif la "complicité" (qui semble une bonne traduction de la *philia* qui était pour Aristote la finalité de la politique).

Pourtant il s'agit bien de normaliser. On ne peut discuter sans fin des termes de l'échange (dans les SEL par exemple), ni calculer un impossible juste prix, ni se limiter au temps de travail (*time dollar*) alors que le travail immédiat est sans rapport avec le travail de reproduction ou de "production de soi" comme dit Gorz. Il s'agit plutôt de remplacer l'évaluation impossible par des normes sociales délibérées collectivement : statut, barème, ancienneté tout comme le salariat avec les conventions collectives (Friot), assurer la reproduction de son statut, cette reproduction de la hiérarchie sociale étant "La" question politique par excellence, que reprennent d'ailleurs les syndicats réclamant une échelle des salaires élargies afin de permettre une meilleure progression de carrière.

L'intérêt de ce livre est donc de poser radicalement le problème d'une alternative à la société de marché par une politisation de l'économie locale basée sur la délibération publique. Si on doit faire part d'un large accord, on ne peut s'empêcher de trouver bien optimiste les vertus prêtées à une démocratie rénovée, de même que prendre l'Afrique pour modèle de l'économie sociale n'est pas sans poser problème eu égard à sa situation catastrophique ("L'Afrique noire est mal partie" avertissait René Dumont il y a déjà bien longtemps). Il me semble enfin qu'il serait plus "raisonnable" de laisser une place à la rationalité afin de limiter les effets subjectifs (spéculation, mimétisme, mensonge, corruption). Le calcul garde sa nécessité car le réel n'oublie rien. Plutôt qu'un choix entre le jour et la nuit, je crois à leur partage, à leur dialectique, à leurs contradictions. L'accord inter-subjectif a besoin d'une objectivité sur laquelle s'accorder, même si ce n'est pas si simple désormais de s'y retrouver maintenant que ni l'or, ni le travail ne peuvent nous servir de mesure. Il ne faut pas négliger les "pathologies des hiérarchies", les dangers du conservatisme social comme de la démagogie (ainsi la défense de la retraite par répartition serait plus crédible si elle dénonçait le déséquilibre d'une protection sociale favorable aux générations dominantes et délaissant complètement la jeunesse). Je suis persuadé que les marchés gardent leur place nécessaire, même subordonnée, pour éviter les démesures du volontarisme et de la propagande.

Il n'en reste pas moins qu'il s'agit pour l'instant de politiser l'économie, de rendre le secteur protégé dominant et il semble qu'on puisse adopter utilement ces principes d'une discussion raisonnable : toujours partir du "précédent" et tenir compte de la complexité ("*Tout ce qui est simple est faux, mais ce qui n'est pas simple est inutilisable*", Valéry), de la "pluralité des mondes" et du conflit des valeurs pour discuter jusqu'à dégager un consensus. Afin d'illustrer la réussite de ce modèle, pas la peine d'aller en Afrique, ce sont les pays nordiques (la Hollande notamment) qui nous montrent la voie avec leur culture du consensus. C'est plus facile dans les petits pays de s'appuyer sur des valeurs communes, ce n'est pas impossible d'y arriver à plus grande échelle (on l'a montré souvent). C'est, en tout cas, un objectif indispensable pour socialiser l'économie, la re-territorialiser, et donner un coup d'arrêt à une rationalité globale trop aveugle.

16/05/2001

La métaphysique du Progrès
Serge Latouche

Le Progrès est une divinité ou une idole objet d'une religion avec son dogme, sa doctrine, son culte, ses sacrifices et ses victimes, ses apôtres et ses hymnes. Citons : « La religion du progrès » d'Edgar Morin dans Le Monde du 23/08/97 ; « Tous ont entonné les chants nauséabonds en l'honneur du Dieu progrès, le fils aîné du Travail ». Le Droit à la paresse de Paul Lafarge : « La théorie du progrès a été reçue comme un dogme à l'époque où la bourgeoisie était la classe conquérante » ou encore Les illusions du progrès de Georges Sorel (écrit en 1908). Pour la théologie protestante, le progrès est la suite terrestre de la rédemption. La propriété est à l'origine de la division du travail et du progrès. Or le travail est la source de la propriété, donc cela est éminemment moral. Rejeter la croyance en l'amélioration possible et réelle des choses du monde est une forme d'impiété et d'incroyance. Le progrès est un article de foi. Citons les mots célèbres de Pasteur : « l'humanité ira dans les temples de l'avenir et du bien-être que seraient les laboratoires pour y apprendre à lire dans les œuvres de la nature, œuvres de progrès et d'harmonie universelle ».

Le progrès est bon parce qu'il est utile est d'une certaine façon il est utile parce que bon ! Fontenelle n'hésite pas à le dire : « Il y a donc et il y aura Progrès. Cette idée ne serait-elle qu'une illusion, une "idée fausse", ce serait toujours une illusion utile, propre à accélérer l'activité humaine ». Or, « il faut qu'en toutes choses les hommes se proposent un point de perfection au-delà même de leur portée. Ils ne se mettraient jamais en chemin s'ils croyaient n'arriver qu'où ils arrivent effectivement ; il faut qu'ils aient devant les yeux un terme imaginaire qui les anime... on perdrait courage si on n'était pas soutenu par des idées fausses ». Certes, les adorateurs du progrès se trahissent. Ils reconnaissent que la réalité même du progrès est liée à la désirabilité de son idée. Sa valorisation n'est pas un jugement indépendant de son existence.

Kant apporte la sanction de sa philosophie : « Je m'aventurerai en conséquence à prétendre que la race humaine s'avance continûment en civilisation et en culture comme son but naturel, aussi fait-elle continuellement des progrès vers le mieux en relation avec la fin morale de son existence ». Proudhon aura à peine besoin de forcer les choses pour identifier progrès et émancipation de l'humanité. « Tout ce vers quoi l'on progresse est un progrès... Le mieux, écrit-il, n'est autre que la marche régulière de l'être. Tout ce qui est progressif est bon, tout ce qui rétrograde est mauvais ». Mais, suivant la formule de Philippe Simonnot, à propos des dégâts du progrès sur le plan médical et nucléaire : « Le progrès est légalisé par le progrès ». On a là le mécanisme totalitaire à l'état pur, c'est-à-dire l'impossibilité de sortir du miroir enchanté créé par les hallucinations de l'esprit. Les progrès ultérieurs du Progrès apporteront les solutions des dégâts engendrés par lui à un stade antérieur.

Le noyau dur qui soutient le schème fondamental du Progrès, celui de la continuité illimitée bénéfique, semble donc bien identifiable à la machine technicienne. L'ancrage définitif du progrès dans l'imaginaire occidental puis universel ne se fera vraiment qu'avec le triomphe de l'évolutionnisme. Le véritable bouleversement des mentalités ne viendra qu'avec l'émergence des idées évolutionnistes. Une société qui croit fermement que l'homme est l'aboutissement d'une longue chaîne d'êtres qui part du premier bouillonnement d'une vie informe vers une organisation de plus en plus complexe, pose dans la nature biologique même un ferme pilier pour la croyance au progrès.

La technique renvoie inéluctablement au progrès technique, comme l'économie renvoie à la croissance et au développement qui ne sont rien d'autre que le progrès de l'économie. Les

trois piliers de la modernité sont le progrès, la technique et l'économie. Si le progrès est au fondement de l'économie, l'économie en retour est nécessaire à l'établissement du progrès. Sans système de prix, il est impossible de donner sens à quelque chose comme un PNB par tête, et sans progression de PNB comment se convaincre d'une amélioration du sort de l'humanité ? La croyance au progrès est auto réalisatrice. Si l'on est convaincu que l'accumulation du savoir, le perfectionnement des techniques, le développement des forces productives, l'accroissement de la maîtrise de la nature sont de bonnes choses, on agit pour que les connaissances se transmettent et s'entassent, que les effets puissent se comparer et s'accroître. On se donne des échelles ou l'accroissement indéfini devient possible et pertinent. Cela suppose nécessairement la conviction que la « marche en avant » est une amélioration qu'il s'agit donc d'une chose bonne.

Dernière ligne droite.

Les peuples heureux ignorent le Progrès. Ils ignorent la rationalité, le temps calculé et les mathématiques, donc l'économie et le calcul économique. Technique et économie sont enchâssées dans le social. Leurs représentations en témoignent. Celles-ci sont le plus souvent tournées vers le passé, donc anti-évolutionnistes : l'homme descend des dieux et non des singes... La construction imaginaire du progrès comme du développement est dans ces conditions quasi impossible. Dans beaucoup de civilisations — peut-être toutes — avant le contact avec l'Occident, le concept de développement était tout à fait absent. Ces sociétés traditionnelles ne considèrent pas que leur reproduction soit dépendante d'une accumulation continue de savoirs et de biens censés rendre l'avenir meilleur que le passé. Les valeurs sur lesquelles reposent le développement, et tout particulièrement le progrès, ne correspondent pas du tout à des aspirations universelles profondes. Ces valeurs sont liées à l'histoire de l'Occident, elles n'ont aucun sens pour les autres sociétés.

En dehors des mythes qui fondent la prétention à la maîtrise rationnelle de la nature et la croyance au progrès, l'idée du développement est totalement dépourvue de sens et les pratiques qui lui sont liées sont rigoureusement impossibles parce qu'impensables et interdites. Ces peuples traditionnels — d'Afrique, d'Amérique du sud ou d'Asie — sont heureux car ils ignorent "cette idée neuve en Europe", le bonheur, qui découle du progrès.

le vendredi 10 juin 2005

Extrait d'une conférence donnée par Serge Latouche -- Prof. d'économie à Paris XI et auteur de nombreux ouvrages dont La mégamachine, éditions La Découverte, 1995 et Les dangers du marché planétaire, éditions des Presses de Science-Po. 1998.

De Monterrey à Johannesburg : quel développement ?

Par Serge Latouche

L'antinomie du développement durable
« There cannot be much doubt, sustainable developpement is one of the most toxic recipes ». Nicholas Georgescu-Roegen, Corr. to J. Berry, 1991 (1).

On appelle oxymore (ou antinomie) une figure de rhétorique consistant à juxtaposer deux mots contradictoires, comme « l'obscure clarté ». Ce procédé inventé par les poètes pour exprimer l'inexprimable est de plus en plus utilisé par les technocrates pour faire croire à l'impossible.

Ainsi, une guerre propre, une mondialisation à visage humain, une économie solidaire, etc. Le développement durable est une telle antinomie.

Il faut noter que le développement soutenable n'est pas une trouvaille d'économistes. Il s'agit d'un slogan imaginé par les grandes institutions internationales et lancé par Maurice Strong, secrétaire général de la CNUED (Commission des Nations unies pour l'environnement et le développement) à l'occasion de la conférence de Rio, en 1992. Les économistes ont été sommés d'en faire un concept clé de l'économie écologique. Il s'y intègre d'ailleurs assez bien et véhicule les mêmes ambiguïtés qu'elle.

Le débat fait rage entre les experts, sur la signification du soutenable/ durable. Pour les uns, le développement soutenable/durable, c'est un développement respectueux de l'environnement (soutenabilité forte et substituabilité faible entre les facteurs).

L'accent est alors mis sur la préservation des écosystèmes. Le développement signifie, dans ce cas, bien-être et qualité de vie satisfaisants, et on ne s'interroge pas trop sur la compatibilité des deux objectifs, développement et environnement. Cette attitude est assez bien représentée chez les militants d'ONG et chez les intellectuels humanistes.

La prise en compte des grands équilibres écologiques peut aller, chez eux, jusqu'à la remise en cause de certains aspects de notre modèle économique de croissance, voire de notre mode de vie. Pour les autres, l'important est que le développement tel qu'il est puisse durer indéfiniment.

Cette position est celle des industriels, de la plupart des politiques et de la quasi- totalité des économistes. Le développement soutenable est comme l'enfer. À Maurice Strong déclarant le 4 avril 1992 : " Notre modèle de développement, qui conduit à la destruction des ressources naturelles, n'est pas viable. Nous devons en changer ", font écho les propos de Georges Bush (senior) : " Notre niveau de vie n'est pas négociable " (2).

Le développement soutenable est comme l'enfer, il est pavé de bonnes intentions. Les exemples de compatibilité entre développement et environnement qui lui donnent créance ne manquent pas. Bien évidemment, la prise en compte de l'environnement n'est pas nécessairement contraire aux intérêts individuels et des agents économiques.

Il se trouve des industriels convaincus de la compatibilité des intérêts de la nature et de l'économie. " En tant que dirigeants d'entreprise, proclame le manifeste du Business Council for Sustainable Development, nous adhérons au concept de développement durable, celui qui permettra de répondre aux besoins de l'humanité sans compromettre les chances des générations futures. " (3) Tel est bien le pari du développement durable.

Un industriel américain exprime la chose de façon beaucoup plus simple : " Nous voulons que survivent à la fois la couche d'ozone et l'industrie américaine. " Cela vaut la peine d'y regarder de plus près, en revenant aux concepts pour voir si le défi peut encore être relevé.

La définition du développement durable telle qu'elle figure dans le rapport Brundtland ne prend en compte que la durabilité. Il s'agit, en effet, d'un " processus de changement par lequel l'exploitation des ressources, l'orientation des investissements, les changements techniques et institutionnels se trouvent en harmonie et renforcent le potentiel actuel et futur des besoins des hommes ". Il ne faut pas se leurrer pour autant.

Ce n'est pas l'environnement qu'il s'agit de préserver, mais avant tout le développement. Là réside le piége. Le problème, avec le développement soutenable, n'est pas tant avec le mot soutenable, qui est plutôt une belle expression, qu'avec le concept de développement, qui est carrément un mot " toxique ". En effet, le soutenable signifie que l'activité humaine ne doit pas créer un niveau de pollution supérieur à la capacité de régénération de l'environnement.

En fait, les caractères durable ou soutenable renvoient non au développement " réellement existant " mais à la reproduction. En revanche, la signification historique et pratique du développement, liée au programme de la modernité, est fondamentalement contraire à la durabilité.

On peut définir le développement comme une entreprise visant à transformer les rapports des hommes entre eux et avec la nature en marchandises. Il s'agit d'exploiter, de mettre en valeur, de tirer profit des ressources naturelles et humaines. La main invisible et l'équilibre des intérêts nous garantissent que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles. Pourquoi se faire du souci ? Une véritable décroissance est indispensable

La plupart des économistes, qu'ils soient libéraux ou marxistes, sont en faveur d'une conception qui permette au développement économique de perdurer. Ainsi l'économiste marxiste Gérard d'Estanne De Bernis déclare : " On ne fera pas ici de sémantique, on ne se demandera pas non plus si l'adjectif " durable " (soutenable) apporte quoi que ce soit aux définitions classiques du développement, tenons compte de l'air du temps et parlons comme tout le monde. (...)

Bien entendu, durable ne renvoie pas à long, mais à irréversible. En ce sens, quel que soit l'intérêt des expériences passées en revue, le fait est que le processus de développement de pays comme l'Algérie, le Brésil, la Corée du Sud, l'Inde ou le Mexique ne s'est pas avéré " durable " (soutenable) : les contradictions non maîtrisées ont balayé les résultats des efforts accomplis, et conduit à la régression ".

Effectivement, le développement étant défini par Rostow comme " self-sustaining growth " (croissance autosoutenable), l'adjonction de l'adjectif durable ou soutenable à développement est inutile et constitue un pléonasme. En conclusion, en accolant l'adjectif durable au concept de développement, il est clair qu'il ne s'agit pas vraiment de remettre en question le développement réellement existant, celui qui domine la planète depuis deux siècles : tout au plus songe-t-on à lui adjoindre une composante écologique. Or la pression de l'économie mondiale actuelle sur la biosphère dépasse, et de beaucoup, sa capacité de régénération.

Il est plus que douteux que la dématérialisation toute relative de la production suffise dans l'avenir à résoudre les problèmes. Une véritable décroissance de la production physique est indispensable (ce qui ne signifie pas nécessairement un moindre bien-être). Quand on est à Rome et que l'on doit se rendre par le train à Turin, si on s'est embarqué par erreur dans la direction de Naples, il ne suffit pas de ralentir la locomotive, de freiner ou même de stopper, il faut descendre et prendre un autre train dans la direction opposée. Pour sauver la planète et assurer un futur acceptable à nos enfants, il ne faut pas seulement modérer les tendances actuelles, il faut carrément sortir du développement et de l'économicisme, tout comme il faut sortir de l'agriculture productiviste pour en finir avec les vaches folles et les aberrations transgéniques.

*** Serge Latouche est professeur émérite de l'université Paris-Sud.**

1. Cité par Mauro Bonaiuti, La Teoria bioeconomica. La " nuova economia " di Nicholas Georgescu-Roegen, Carocci, Rome, 2001, p. 53.

2. Cité par Jean-Marie Harribey, L'Économie économe, L'Harmattan, 1997.

3. Changer de cap, Dunod, 1992, p. 11. Pour une abondance maîtrisée, solidaire et frugale

Pour une alternative au développement

Entretien avec Serge LATOUCHE économiste et philosophe, membre du M.A.U.S.S. (Mouvement Anti-Utilitariste dans les Sciences Sociales)

Extrait du numéro 6 de la revue Le Recours Aux Forêts

L.R.A.F.

En ouverture de la troisième partie de votre livre « La Mégamachine », vous citez cette phrase de Heidegger: « Seulement, un dieu peut encore nous sauver. Il nous reste pour seule possibilité de préparer dans la pensée et la poésie une disponibilité pour l’apparition du dieu ou pour l’absence du dieu dans notre déclin ». En même temps, vous avancez une « éthique du raisonnable », que vous opposez à la rationalité purement instrumentale et qui serait susceptible de nous sortir de l’impasse représentée par la Mégamachine. Pourriez-vous donc préciser votre pensée. Si l’on se range à votre critique de la rationalité, de la rationalité économique en particulier, et que l’on souhaite amorcer une sortie des impasses de la Mégamachine, Que reste-t-il de la raison ? Plaidez-vous pour une nouvelle rationalité ou en faveur d’une prise de conscience de ses limites intrinsèques et donc en faveur d’une reconnaissance du caractère permanent et fondamental du Sacré et d’un nécessaire réenchentement du monde ?

Serge LATOUCHE :

Je ne pose pas la question dans les termes où vous la posez, même si votre formulation est pertinente. En fait, dans mon dispositif théorique, je n’oppose pas la rationalité à une autre rationalité, mais la rationalité au raisonnable. En simplifiant beaucoup, on peut dire que la raison avait deux voies chez les grecs, le logos et la phronésis, cette dernière étant la sagesse. Le logos a pris un développement fantastique qui a complètement éliminé la phronésis, en devenant la raison rationnelle, c’est-à-dire la raison calculatrice. La rationalité a trouvé son domaine d’épanouissement fantastique dans l’économie, c’est-à-dire dans le calcul économique. Et il est tout à fait remarquable que, à partir de l’épanouissement du calcul économique, toutes les références au rationnel sont toujours avec en arrière fond une pensée d’économique. C’est d’ailleurs tout à fait normal puisque la raison s’est d’abord épanouie dans les mathématiques et la mathématisation du social s’est faite dans l’économie. Pour Max Weber « Le droit bourgeois est un droit rationnel » par opposition au droit des autres sociétés. C’est-à-dire un droit sur lequel on peut compter comme sur du calcul économique, le droit rationnel devrait ainsi être un droit calculable, John Rawls parle quant à lui d’une justice rationnelle au sens de la rationalité économique, et la rationalité économique c’est la rationalité quantifiante.

Alors, il peut être légitime d’obéir à un calcul rationnel lorsqu'on achète des actions à la bourse, mais lorsqu'on fait de même pour régler des problèmes qui concernent les hommes, il est déraisonnable de se fier uniquement au calcul. Parce qu'on a toujours affaire dans le social à des valeurs, de justice, de liberté etc. On ne peut plus se fier au calcul, puisque cela suppose que l’on ait éliminé les valeurs ou que l’on situe son action à l’intérieur d’une valeur unique. Pour prendre un problème concret : faut-il ouvrir le marché français et européen sans limites à la concurrence extérieure ?. Il y a des arguments pour et d’autres contre, on les connait depuis trois siècles. Or, tout d’un coup, par une espèce de coup de force, la pensée unique économique nous impose sa rationalité, c’est l’ouverture totale, le libre-échange absolu. C’est tout à fait déraisonnable : on va ruiner des milliers de gens, on va détruire des centaines de

savoirs, de traditions pour ne les remplacer par rien ou par peu de choses. C'est donc une décision que l'on doit délibérer démocratiquement en soupesant le pour ou le contre.

Alors, la Mégamachine techno-économique fonctionne à la rationalité, une rationalité à la fois économique et technicienne, qui finalement est déraisonnable, puisque la raison ne peut pas se donner à elle-même ses propres fins. Et cela les Grecs l'avaient très bien compris: la raison raisonnable, c'est celle qui considère que l'on ne peut pas ultimement trancher de façon démonstrative et définitive. On ne peut trancher que de façon provisoire et délibérative en soupesant les arguments contradictoires. Ceci amène à développer un savoir - qui est totalement différent de ce savoir technocratique qu'est l'économie - et qui était la rhétorique, c'est-à-dire l'art de convaincre et de persuader de la vérité, de rechercher la vérité, de soupeser les arguments de manière à faire aboutir la solution la plus raisonnable dans l'espace des connaissances.

Alors le deuxième problème soulevé par votre question, c'est le désenchantement du monde. La modernité dans sa prétention à construire la société sur la seule base de la raison rationnelle, amène à créer un monde totalement désenchanté. Et là, bien sûr, les deux aspects de votre question se rejoignent, car les sociétés antérieures pensaient qu'il était raisonnable de suivre la tradition, et éventuellement la révélation. Est-ce que les Grecs croyaient à leurs mythes, à leurs dieux ? Peut-être bien que oui, ou peut-être bien que non. Quand on lit Platon et Aristote on peut être sceptique sur la réalité de leur foi, mais je crois qu'ils pensaient raisonnable de faire mine d'y croire. Ils faisaient un pari pascalien, en se disant que même si les dieux n'existent pas, les civilisations reposent sur des préjugés. Ils savaient que cet enseignement que les anciens avaient déjà suivis avait été amélioré marginalement au cours du temps, et qu'il n'y avait pas de raison de bouleverser radicalement cette tradition. A partir du XVIIIème siècle, en particulier en Europe, on a voulu tout bouleverser, répudier la tradition sous prétexte qu'elle n'était pas démontrée rationnellement. Les sociétés humaines doivent aujourd'hui affronter et supporter une indétermination fondamentale, une espèce de vide au centre. Alors au MAUSS on dit quelque fois qu'il faudrait au fond une transcendance immanente (rire). C'est-à-dire qu'il faut accepter cette indétermination fondamentale. Il y a en effet une espèce d'indétermination fondamentale du social, dont il faut reconnaître qu'elle nous dépasse. Il faut accepter par conséquent, le fait que nous vivons dans des sociétés qui ne seront jamais totalement rationnelles, et qui doivent chercher leurs racines dans des traditions particulières. Evidemment, l'imaginaire démocratique dont nous avons hérité nous donne certaines bases pour affronter cette indétermination. En fin de compte la solution la plus raisonnable, c'est d'en débattre collectivement et de se ranger à la solution qui satisfait provisoirement le plus grand nombre, quitte à ce que cette solution soit remise en question lorsque le plus grand nombre a changé d'idée, a évolué.

L.R.A.F.

A l'instar de vos précédents travaux et de ceux de vos amis du MAUSS, vous insistez sur le réenchassement de la technique et de l'économie dans le social. Vous entendez par là que la technique et l'économie doivent rester « contextualisées » (embedded, selon la terminologie de Karl Polanyi), c'est-à-dire insérées dans une unité sociale, politique, géographique, historique et culturelle aux valeurs de laquelle elles se subordonnent. Mais précisément, et concrètement, à quelle catégorie contemporaine peut correspondre ce « contexte », cette identité collective, sachant que l'Etat-nation, est aujourd'hui en crise?

Serge LATOUCHE :

Elle est à inventer. Je pense que pour le meilleur et pour le pire le monde est devenu un village planétaire. Je pense que l'universalisme actuel est un universalisme imposé par un impérialisme culturel occidental et qu'il ne peut mener qu'à un chaos. Mon ami Bertrand Badie dit que l'on s'oriente peut-être vers de nouvelles formes impériales, avec des souverainetés emboîtées. Je pense d'abord que l'on s'avance vers un immense chaos, mais au delà de ce chaos, comme dans la trilogie d'Isaac Asimov, on irait vers un nouvel empire, qui je l'espère ne serait pas un nouvel empire du mal, mais une organisation où il-y aurait une articulation successive de niveaux de souveraineté. Je crois que la démocratie ne peut fonctionner qu'à un niveau local. Platon donnait 5040 citoyens pour la république idéale, je serais presque encore plus restrictif que lui. J'observe qu'un grand nombre de décisions de la vie quotidiennes devraient être prises au niveau des communautés de base : maisons, immeubles, quartiers.

L.R.A.F.

Votre ouvrage contient une critique sans appel de la notion de développement durable qui reste la clef-de-voûte de nombreux programmes écologistes. Je crois aussi que la formule selon laquelle il faudrait initier non pas, « un développement alternatif mais des alternatives au développement » est de vous. Mais quel type d'alternatives au développement la réflexion écologiste peut-elle proposer d'après vous?

Serge LATOUCHE :

Votre question est étonnante, même si vous n'êtes pas le premier à me la poser. Notre imaginaire est à ce point colonisé que nous nous posons une question qui si on y réfléchit bien n'a pas vraiment de sens. Depuis toujours, les hommes ont cherché à vivre conformément aux lois de ce que les Grecs appelaient « la bonne vie ». Dans la notion de « développement durable », il y a une contradiction dans les termes. C'est un oxymoron parce que le développement c'est forcément la démesure et que nous sommes dans un monde limité. On chasse la démesure par la porte et elle revient par la fenêtre. La décolonisation de l'imaginaire, c'est vraiment le changement des bases imaginaires sur lesquelles repose le système.

La pauvreté, mauvaise conscience des âmes sensibles et invention perverse des maîtres du monde.

Au lendemain des attentats du 11 septembre 2001, le "bon" docteur James Wolfenson, Président de la Banque Mondiale déclarait qu'il fallait lancer des programmes de lutte contre la pauvreté. Son compère, le "brave" Mickael Moore, secrétaire de l'Organisation Mondiale du Commerce, renchérissait : Il faut accélérer la libéralisation du commerce pour en finir avec la misère du monde. Et cela, en dépit des résultats catastrophiques de l'Uruguay Round pour les Pays les moins avancés (PMA). L'instrumentalisation et la culpabilisation des victimes de l'ordre mondial sont ainsi poussées à leur comble. Les rapports des institutions financières internationales sur la pauvreté sont des monuments d'hypocrisie. Tout le monde sait parfaitement que seule la renonciation à notre modèle de civilisation, au mode de vie occidental, peut permettre une amélioration de la situation des Pays du Sud. Le Programme d'action en faveur des P. M. A de réduire de moitié le nombre de personnes vivant dans l'extrème pauvreté d'ici 2015 est une fumisterie 1 La pauvreté est une pièce importante du dispositif du Nouvel Ordre mondial. L'entreprise occidentale du développement économique mondialisé trouve sa vérité dans un processus de "misérabilisation" planétaire. En décrétant que les pays non occidentaux étaient sous-développés, les économistes ont décidés dès le départ qu'ils étaient misérables En fait, la pauvreté africaine, la plus voyante aujourd'hui, est surdéterminée dans l'imaginaire occidental par une longue tradition d'assimilation symbolique entre les pauvres et les sauvages : nos indigents sont nos indigènes, et donc les indigènes sont des indigents... Ce dispositif a permis d'objectifier et d'instrumentaliser les uns et les autres.

Les non occidentaux, d'une certaine façon, sont tous pauvres, voire misérables. Appartenir à une société dévaluée rejaillit sur le statut de tous, y compris de ceux qui ont les plus grosses fortunes de la planète dans un coffre fort en Suisse. Cette pauvreté officielle, de façade, ne laisse pas de cacher des situations pensées et vécues comme très différentes. Par ailleurs, sur la base communément admise que la pauvreté renvoie au manque, à la carence, presque personne n'y échappe. Qui est pleinement satisfait de son sort ? les repus souffrent de carences affectives et parfois, aussi, de déficits nutritionnels qualitatifs. Les affamés, de leur coté, se plaignent rarement d'une insuffisance de calories en tant que telle, mais de bien d'autres choses : non reconnaissance de leur dignité, absence de statut social, etc. Les théologiens catholiques eux-mêmes, après avoir posé que les pauvres ont droit au superflu des riches se sont trouvés bien en peine pour définir concrètement ce qui est superflu.

La définition de la pauvreté comme un absolu est l'artifice privilégié de cette tragi-comédie. La pauvreté est un concept codé issu de la société occidentale basée sur l'économie et l'individualisme. La pauvreté n'est pas un état, c'est un processus. Les pays du Sud sont confrontés à la logique économique, celle du développement global. C'est une logique qui est destructrice de leurs moyens de survie et de leur environnement, qui les met dans une situation d'appauvrissement ou d'accroissement de la précarité.

Si on veut trouver de la pauvreté et des pauvres en Afrique, on n'aura aucun problème, en ville et à la campagne. Mais si on ne veut pas en trouver, non plus... La Banque mondiale n'en trouve pas en ville, parce que, privilégiant les évaluations monétaires, elle constate que les ressources des urbains sont nettement plus élevées que celles des paysans, que l'accès aux services est plus facile en ville qu'au village et que la couverture des "besoins essentiels" y est mieux assurée A l'inverse, ceux qui ont fait des enquêtes à la campagne, en s'attachant au vécu réel des ruraux et non à des critères abstraits et extérieurs, peuvent ne pas rencontrer non plus la très grande pauvreté, car là, tout le monde se débrouille pour se nourrir et couvrir ses

besoins minimaux. Les critères "raisonnables" d'un "seuil de pauvreté" du genre "moins de la moitié du revenu moyen" ont un sens dans une société urbaine monétarisée et individualiste, pas dans une communauté rurale holiste. Les critères de comparaison monétaires du genre moins de un ou deux dollars par jour sont proprement surréalistes.

La mode est donc aux indices de développement humain et autres sophistications statistiques. On recherche toujours des critères, des évaluations de situations, forcément objectifs, qui seraient vraiment universels et transculturels. Ce faisant, on ne quitte pas pour autant l'espace de l'imaginaire économique occidental. Mais qualifier de besoins les éléments d'un mode vie "idéal" occidental permet de l'imposer symboliquement dans l'imaginaire des autres sociétés. La recherche de et sur la pauvreté n'échappe ni à l'impérialisme culturel, ni à l'ethnocentrisme.

Evidente au regard de l'expert extérieur et invisible ou presque de l'intérieur de la société concernée, la pauvreté est donc le plus souvent "non pensée". Les processus objectifs étrangers au milieu sont ressentis et vécus comme une fatalité. Certaines populations sont désarmées face à ce destin artificiellement créé par l'occidentalisation du monde et en désarroi devant le déficit de sens ainsi advenu.

Finalement, quel est le nombre de réprouvés, victimes de l'économie mondiale ? 1, 2 ou 2, 8 milliards, suivant le compte de la Banque Mondiale de ceux qui vivent avec moins d'un ou deux dollars par jour ? Probablement pas tous ceux-là, mais sans doute beaucoup plus au total si on inclut les nouveaux pauvres de l'Occident et ceux des pays de l'Est, moins bien lotis avec quelques dollars de plus...

---

1. Voir aussi : Majid Rahnema, "La pauvreté globale une invention qui s'en prend aux pauvres", Interculture n· 2 Printemps l991, Montréal. vol XXIV.

le dimanche 4 septembre 2005

par Serge Latouche

La décroissance comme préalable
et non comme obstacle à une société conviviale.

Par Serge Latouche, objecteur de croissance,

COLLOQUE LA DECROISSANCE SOUTENABLE

Lyon les 26-28 septembre 2003

La décroissance comme préalable et non comme obstacle à une société conviviale. Par Serge Latouche, objecteur de croissance, Professeur émérite de l'Université de Paris-Sud

"Car ce sera une satisfaction parfaitement positive que de manger des aliments sains, d'avoir moins de bruit, d'ètre dans un environnement équilibré, de ne plus subir de contraintes de circulation, etc." Jacques Ellul

George W. Bush déclarait le 14 février 2002 à Silver Spring devant l'administration de la météorologie que "parce qu'elle est la clef du progrès environnemental, parce qu'elle fournit les ressources permettant d'investir dans les technologies propres, la croissance est la solution, non le problème".

Cette position "pro-croissance" est largement partagée dans le fond par la gauche y compris les altermondialistes qui considérent en outre que la croissance est aussi la solution du problème social en créant des emplois et en favorisant une répartition plus équitable. Le chroniqueur écologique de Politis a été récemment poussé à la démission. Le débat qui s'en est suivi est révélateur du malaise de la Gauche.

La vraie raison du conflit, écrit un lecteur, est sans doute d'"oser aller à l'encontre d'une sorte de pensée unique, commune à presque toute la classe politique française, qui affirme que notre bonheur doit impérativement passer par plus de croissance, plus de productivité, plus de pouvoir d'achat et donc plus de consommation". Comme le conclut Hervé Kempf qui rend compte de l'incident : "Cette gauche peut-elle accepter de proclamer la nécessité de réduire la consommation matérielle, un impératif qui reste au coeur de l'approche écologique ? "

Après quelques décénnies de gaspillage frénétique, il semble que nous soyons entrés dans la zone des tempètes au propre et au figuré... Le dérèglement climatique s'accompagne des guerres du pétrole, qui seront suivis de guerres de l'eau, mais aussi de possibles pandémies, de disparitions d'espèces végétales et animales essentielles du fait de catastrophes biogénétiques prévisibles. Dans ces conditions, la société de croissance n'est ni soutenable, ni souhaitable. Il est donc urgent de penser une société de "décroissance" si possible sereine et conviviale.

La société de croissance n'est ni soutenable, ni souhaitable.

Pour cerner ce que pourrait ètre une société de décroissance, il convient d'abord de définir ce qu'est la société de croissance. "L'idée moderne de croissance, selon Henry Teune, a été formulée il y a environ quatre siècles en Europe, quand l'économie et la société ont commencé à se séparer". Mais, ajoute justement Takis Fotopoulos, il n'empèche que "l'économie de croissance elle-mème (définie comme le système d'organisation économique orienté, soit objectivement, soit délibérément vers la maximisation de la croissance économique) est apparue bien après la naissance de l'économie de marché du début du XIXème siècle et ne s'est épanouie qu'après la Seconde Guerre mondiale". C'est-à-dire au moment où l'Occident (à travers le Président Truman...) lançait le mot d'ordre et l'entreprise du développement. La société de croissance peut être définie comme une société dominée par une économie de croissance et qui tend à s'y laisser absorber. La croissance pour la croissance devient ainsi l'objectif primordial sinon le seul de la vie.

A. Une telle société n'est pas soutenable pour au moins quatre raisons :

Elle dépasse la capacité de charge de la planète,

Elle se heurte aux limites de la finitude de la biosphère,

Les progrès de l'ecoefficience que ses partisans mettent en avant pour tenter de la sauver se trouvent toujours dépassés par la logique de la croissance elle-mème,

La substituabilité de l'artefact à la nature postulée par les économistes orthodoxes est restreinte.

1) Elle dépasse la capacité de charge de la planète. Une chose para"t acquise, désormais : Notre surcroissance économique dépasse déjà largement la capacité de charge de la terre. Bien loin d'ètre le remède aux problèmes sociaux et écologiques qui déchirent la planète, le développement économique constitue la source du mal. Il doit ètre analysé et dénoncé comme tel. Mème la reproduction durable de notre système prédateur n'est plus possible. Si tous les citoyens du monde consommaient comme des Américains ou mème des Européens moyens les limites physiques de la planète seraient largement dépassées. Si l'on prend comme indice du "poids" environnemental de notre mode de vie "l'empreinte" écologique de celui-ci en superficie terrestre nécessaire, on obtient des résultats insoutenables tant du point de vue de l'équité dans les droits de tirage sur la nature que du point de vue de la capacité de régénération de la biosphère. En prenant en compte, les besoins de matériaux et d'énergie, ceux nécessaires pour absorber déchets et rejets de la production et de la consommation et en y ajoutant l'impact de l'habitat et des infrastructures nécessaires, les chercheurs travaillant pour le World Wild Fund (WWF) ont calculé que l'espace bioproductif par tète de l'humanité était de 1, 8 hectare. Un citoyen des ƒtats-Unis consomme en moyenne 9, 6 hectares, un canadien 7, 2, un européen moyen 4, 5. On est donc très loin de l'égalité planétaire et plus encore d'un mode de civilisation durable qui nécessiterait de se limiter à 1, 4 hectare, en admettant que la population actuelle reste stable. On peut discuter ces chiffres, mais ils sont malheureusement confirmés par un nombre considérable d'indices (qui ont d'ailleurs servi à les établir). Ainsi, pour que l'élevage intensif fonctionne en Europe, il faut qu'une surface pour ce qu'on appelle des "cultures en coulisses" équivalant à sept fois celle de ce continent soit employée dans d'autres pays à produire l'alimentation nécessaire aux animaux ainsi élevés sur un mode industriel. Le citoyen du Nord consommait en 1992 en moyenne trois fois plus de céréales et d'eau potable, cinq fois plus d'engrais, dix fois plus de bois et d'énergie, quatorze fois plus de papier, dix-neuf fois plus d'aluminium que le citoyen du Sud. Les rapports de consommation comparée d'énergie et de rejets de gaz à effet de serre sont encore plus flagrants. "Si nous faisons les calculs, remarque Fran ois Schneider, cela signifie qu'il nous faudra douze planètes si nous les voulons viables à long terme". Les économistes passent le plus souvent la question sous silence, mais peu ont le front de soutenir que l'ordre écologique mondial engendré par l'économie libérale est équitable. Certes au début des années 90, Lawrence Summers, vice-président de la Banque mondiale, puis secrétaire au Trésor sous la présidence de Clinton, affirmait que " les ressources de la Terre n'ont pas de limitesÊqui pourraient devenir contraignantes dans un futur prévisible. Il n'y a pas de risque d'apocalypse due au réchauffement de la Terre, ni rien de semblable. L'idée que le monde est au bord du gouffre est une erreur fondamentale ; l'idée que nous devrions limiter la croissance à cause d'une quelconque limite naturelle est une grave erreur qui, si elle devait avoir de l'influence, aurait d'immenses coéts sociaux". Il n'allait toutefois pas jusqu'à prétendre que l'usage des ressources naturelles correspondait à la justice.

Nous n'avons qu'une quantité limitée de forèts, d'eau, de terre. écrit Arundathy Roy, Si vous transformez tout en climatiseurs, en pommes frites, en voitures, à un moment vous n'aurez plus rien.

L'état stationnaire et la croissance zéro sembleraient des réponses de bons sens pour remédier à cette situation. De fait, il s'agit de propositions de compromis déjà anciennes qui tentent de concilier la préservation de l'environnement avec les "acquis" de la domination économique. Le fait que toutes les sociétés humaines qui ont duré jusqu'au XVIIIème siècle ont fonctionné dans la reproduction soutenable semble conforter cette position. Toutefois, celle-ci sous-estime la démesure propre à notre système. En conséquence, on se prive des apports positifs en terme de bonheur collectif d'une décroissance conviviale et on ne renonce pour autant ni au mode de production, ni au mode de consommation, ni au style de vie engendrés par la croissance antérieure. On se résigne par raison à un immobilisme conservateur, mais sans remettre en cause les valeurs et les logiques du développementisme et de l'économisme. La décroissance est donc inéluctable.

2) Elle se heurte aux limites de la finitude de la biosphère. Une croissance infinie est incompatible avec une planète finie. Certes, la première loi de la thermodynamique nous apprend que rien ne se perd, rien ne se crée. Toutefois, l'extraordinaire processus de regénération spontanée de la biosphère, mème assisté par l'homme, ne peut aller à un rythme illimité. Il ne permet de toute fa on pas de restituer à l'identique la totalité des produits dégradés par l'activité industrielle. Les processus de transformation de l'énergie ne sont pas réversibles (deuxième loi de la thermodynamique) et il en est en pratique de mème de la matière ; à la différence de l'énergie, celle-ci est recyclable, mais jamais intégralement. Ce phénomène qu'il a baptisé la "quatrième loi de la thermodynamique", est peut-ètre discutable en théorie pure, mais pas du point de vue de l'économie concrète. On ne sait pas coaguler les flux d'atomes dispersés dans le cosmos pour en faire de nouveaux gisements miniers exploitables, travail qui s'est accompli dans la nature en des milliards d'années d'évolution. Bref, le processus économique réel, à la différence du modèle théorique, n'est pas un processus purement mécanique et réversible, il est de nature entropique. Il se déroule dans une biosphère qui fonctionne dans un temps flèché.

3) Les progrès de l'ecoefficience se trouvent toujours dépassés par la logique de la croissance Pour concilier les deux impératifs contradictoires de la croissance et du respect de l'environnement, les experts pensent trouver la potion magique dans l'écoefficience, pièce centrale et à vrai dire seule base sérieuse du "développement durable". Il s'agit de réduire progressivement l'impact écologique et l'intensité du prélèvement des ressources naturelles pour atteindre un niveau compatible avec la capacité reconnue de charge de la planète. Les documents du World Business Counsil for Sustanable Developpement (WBSD) sur ce point sont édifiants. "La principale contribution du monde des affaires au développement durable, sur laquelle nous avons travaillé depuis une décennie, est l'éco-efficience, un terme que nous avons inventé en 1992. Le WBCSD définit l'éco-efficience comme étant "accomplie par la livraison de biens et de services à des prix concurrentiels qui satisfont les besoins humains et apportent une qualité de vie, tout en réduisant progressivement l'impact écologique et l'intensité du prélèvement des ressources naturelles pour atteindre un niveau compatible au minimum avec la capacité reconnue de charge de la planète". Que l'efficience écologique se soit accrue de manière notable est incontestable, mais dans le mème temps la perpétuation de la croissance forcenée, accrue par ces progrès, entra"ne une dégradation globale. L'expérience nous enseigne que les baisses d'impacts et de pollution par unité se trouvent systèmatiquement anéanties par la multiplication du nombre d'unités vendues (effet rebond). La "nouvelle économie" est certes relativement immatérielle ou moins matérielle, mais elle remplace moins l'ancienne qu'elle ne la complète. Au final, tous les indices montrent que les prélèvements continuent de cro"tre.

4) La substituabilité de l'artefact à la nature est restreinte. Il faut toute la foi des économistes orthodoxes pour penser que la science de l'avenir résoudra tous les problèmes et

que la substituabilité illimitée de la nature par l'artifice est concevable. Dans certaines limites, il loisible de remplacer l'homme par la machine (c'est-à-dire le facteur travail par le facteur capital), mais pas les flux de matières premières (inputs) par une augmentation des stocks. Comme le remarque Mauro Bona•uti, on ne pourra jamais obtenir le mème nombre de pizza en diminuant toujours la quantité de farine mais en augmentant le nombre de fours ou de cuisiniers. Plus généralement, avoir une foi aveugle dans la science et dans l'avenir pour résoudre les problèmes du présent est non seulement contraire au principe de précaution, mais tout simplement au bon sens. Mème si on peut espérer capter de nouvelles énergies, serait-il raisonnable de construire des "gratte-ciel sans escaliers ni ascenseurs sur la base de la seule espérance qu'un jour nous triompherons de la loi de la gravité ? ". C'est pourtant ce que nous faisons avec le nucléaire, accumulant des déchets potentiellement dangereux pour les siècles à venir sans solution en perspective.

Ainsi, pour toutes ces raisons, la société de croissance est insoutenable et condamnée à terme plus ou moins rapproché à dispara"tre.

B. Elle n'est pas non plus souhaitable.

Toutefois, si on suit Ivan Illich, la disparition programmée de la société de croissance n'est pas nécessairement une mauvaise nouvelle. "La bonne nouvelle est que ce n'est pas d'abord pour éviter les effets secondaires négatifs d'une chose qui serait bonne en soi qu'il nous faut renoncer à notre mode de vie - comme si nous avions à arbritrer entre le plaisir d'un mets exquis et les risques afférents. Non, c'est que le mets est intrinséquement mauvais, et que nous serions bien plus heureux à nous détourner de lui. Vivre autrement pour vivre mieux".

La société de croissance n'est pas souhaitable pour au moins trois raisons : elle engendre une montée des inégalités et des injustices, elle crée un bien-ètre largement illusoire, elle ne suscite pas pour les "nantis" eux-mèmes une société conviviale mais une anti-société malade de sa richesse.

1) - Elle engendre une montée des inégalités et des injustices

Pour les inégalités, la polarisation des situations a toujours été vérifiée au niveau planétaire et depuis la fin des trente glorieuses cela se vérifie aussi au niveau de chaque pays, même au Nord. Entre 1972 et 1992, par exemple, le nombre des emprisonnements a doublé, passant de 44 pour 100 000 habitants à 88, environ. Comme le souligne Majid Rahnema : "Ce n'est pas en augmentant la puissance de la machine à créer des biens et des produits matériels que ce scandale (de la misère et de l'indigence) prendra fin, car la machine mise en action à cet effet est la mème qui fabrique systèmatiquement la misère". Quand au développement des injustices, il est non seulement dans la nature mème du système capitaliste, mais de toute société de croissance. Une société qui n'est plus en mesure de permettre à la plupart de ses membres de gagner leur vie par un travail honnète mais les condamne pour survivre à accepter d'agir contre leur conscience et à se rendre complice de la banalité du mal est profondément en crise. Il en est pourtant bien ainsi de notre modernité tardive, depuis les pècheurs qui ne peuvent s'en tirer qu'en massacrant les fonds marins, des éleveurs qui torturent leurs bètes, des exploitants agricoles qui détruisent le sol nourriciers, des cadres dynamiques devenus des "tueurs", etc.

2) - Elle crée un bien-ètre largement illusoire

On rencontre là le paradoxe écologique de la croissance. L'obsession du PNB fait que l'on compte comme positives toute production et toute dépense - y compris celle qui est nuisible, et celle que cette dernière rend nécessaire pour en neutraliser les effets. ÇOn considère toute activité rémunérée, note Jacques Ellul, comme une valeur ajoutée, génératrice de bien-ètre, alors que l'investissement dans l'industrie antipollution n'augmente en rien le bien-ètre, au

mieux il permet de le conserver. Sans doute arrive-t-il parfois que l'accroissement de valeur à déduire soit supérieur à l'accroissement de valeur ajoutéeÈ. Pour Hervé René Martin, cela ne fait pas de doute. "La vérité commande pourtant de dire, écrit-il, que la désorganisation sociale et environnementale provoquée par le système de production industriel (matières plastiques en tète) et les modes de vie qu'il induit, tuent infiniment plus de personnes que les filtres et les prothèses en plastique ne pourront jamais en sauver". Il est de plus en plus probable qu'au delà d'un certain seuil, la croissance du PNB traduit une diminution du bien-ètre.

Ainsi, les Etats Unis ont dépensé en 1991, 115 milliards de dollars, soit 2,1% du PNB pour la protection de l'environnement et ce n'est pas fini. Le nouveau clean air act va accro"tre ce coét, estime-t-on, de 45 à 55 milliards de dollars par an. Certes, les évaluations du coét de la pollution ou du prix de revient de la dépollution sont éminemment délicates, problématiques et, bien sér, controversées (voir les débats à la réunion du G7 à Naples sur la facture de Tchernobyl). On a calculé que l'effet de serre pourrait coéter entre 600 et l000 milliards de dollars par an dans les années à venir, soit entre 3 et 5% du P.N.B. mondial. Le World resources institute, de son coté, a tenté des évaluations de la réduction du taux de croissance en cas de prise en compte des ponctions sur le capital naturel dans l'optique du développement durable. Pour l'Indonésie, il a ainsi ramené le taux de croissance entre l97l et l984 de 7,l à 4 % en moyenne annuelle, et cela en intégrant seulement trois éléments : la destruction des forèts, les prélèvements sur les réserves de pétrole et de gaz naturel, et l'érosion du sol. L'économiste allemand W. Schultz a calculé à partir d'un inventaire non exhaustif des pollutions, que la prise en compte des dommages causés à la R. F. A., en l985 équivaudrait à 6% du P. I. B. Peut-on assurer que l'on a pour autant compensé toutes les pertes du Çcapital naturelÈ ?

Les indices triomphalistes de croissance de la productivité qui démontreraient de manière irréfutable le progrès du bien-ètre résultent souvent d'artifices comptables. Certes notre nourriture, gr‰ce au productivisme de l'agriculture, incorpore cent fois moins de travail direct que celle de nos grand-parents, et nos précieuses voitures automobiles vingt fois moins que celles de parents, mais un bilan complet intégrant les coéts complets du système agro-alimentaire ou du sytème automobile ferait appara"tre des résultats moins reluisants. La prise en compte pour l'agro-alimentaire de la multiplication des emplois annexes (conseillers, chercheurs, conservation-transformation, agro-chimie, agro-biologie etc.) réduirait considérablement la fameuse productivité. Il y a 50 ans, les agriculteurs recevaient entre 45 et 60% de ce que les consommateurs dépensaient pour leur nourriture, aujourd'hui ce ne sont que 18 % en France et 7% au Royaume-Uni, voire 3,5% aux Etats-Unis. La différence finance les activités annexes. Résultat, le consommateur ne s'aper oit pas d'une baisse absolue du prix des produits alimentaires, en revanche la qualité laisse beaucoup à désirer. Par ailleurs, l'intégration des domages collatéraux (prélèvement d'eau, pollution des nappes fréatiques, pollution des fleuves et des océans, vaches folles et autres fièvres porcines) amènerait sans doute à conclure à une contreproductivité comparable à celle qu'Ivan Illich mettait naguère en évidence pour la voiture.

Dans ces conditions, l'élévation du niveau de vie dont pensent bénéficier la plupart des citoyens du Nord est de plus en plus une illusion. Ils dépensent certes plus en terme d'achat de biens et services marchands mais ils oublient d'en déduire l'élévation supérieure des coùts. Celle-ci prend des formes diverses marchandes et non marchandes : dégradation de la qualité de vie non quantifiée mais subie (air, eau, environnement), dépenses de "compensation" et de réparation (médicaments, transports, loisirs) rendues nécessaires par la vie moderne, élévation des prix des denrées raréfiées (eau en bouteilles, énergie, espaces verts...). Herman Daly et C. Cobb ont mis sur pied un indice synthètique, le Genuine Progress Indicator (Indicateur de progrès authentique) qui corrige ainsi le Gross National Product (Produit intérieur brut) des

pertes dées à la pollution et à la dégradation de l'environnement. Il résulte de leur calcul qu'à partir des années 1970, pour les Etats-Unis, l'indice du progrès authentique stagne et mème régresse, tandis que celui du produit intérieur brut ne cesse d'augmenter. Il est regrettable que personne en France ne se soit encore chargé de faire les calculs. On a toutes les raisons de penser que le résultat serait comparable. Autant dire que dans ces conditions, la croissance est un mythe mème à l'intérieur de l'imaginaire de l'économie de bien-ètre, sinon de la société de consommation!

3) - Elle ne suscite pas pour les "nantis" eux-mèmes une société conviviale mais une anti-société malade de sa richesse.

Jean Baptiste Say posait en loi que le bonheur est proportionnel au volume de la consommation. Il s'agit là de l'imposture économiste et moderniste par excellence qui trouve ses fondements déjà chez Hobbes. Hobbes annonce, en effet, avec délectation cette ubris, cette démesure propre à l'homme occidental. "La félicité de cette vie, écrit-il, ne consiste pas dans le repos d'un esprit satisfait. Car n'existent en réalité ni ce finis ultimus (ou but dernier) ni ce summum bonum (ou bien suprème) dont il est question dans les ouvrages des anciens moralistes (...) la félicité est une continuelle marche en avant du désir d'un objet à un autre, la saisie du premier n'étant encore que la route qui mène au second. (...) Ainsi, je mets au premier rang, à titre d'inclination générale de toute l'humanité, un désir perpétuel et sans trève d'acquérir pouvoir après pouvoir, désir qui ne cesse qu'à la mort". Durkheim dénon ait déjà ce présupposé utilitariste du bonheur comme somme de plaisirs liés à la consommation égo•ste. Un tel bonheur pour lui n'est pas loin de mener à l'anomie et au suicide.

En fait, à y regarder de près, la richesse a un caractère bien plus pathologique que la pauvreté. L'extrème richesse constitue le fléaut principal de la société moderne. Plut™t que de l'accro"tre encore en prétendant porter remède à la pauvreté, il faudrait s'y attaquer comme à une maladie dangereuse masquée par l'imaginaire institué de la croissance. Majid Rahnema note avec pertinence : "La misère morale des riches et des puissants - sujet tabou dans la littérature spécialisée sur la pauvreté - a curieusement plus attiré l'attention des romanciers, des poètes et, bien entendu, des pauvres eux-mèmes, que celle des sociologues et des économistes qui la considèrent comme hors sujet. L'étude profonde des véritables causes de la misère pourrait bien, pourtant, montrer qu'elle est bien au coeur - sinon le coeur - du sujet". Il poursuit : "La misère morale des nantis, "habillée" de ses plus beaux atours et donc bien moins visible de l'extérieur, est paradoxalement plus pernicieuse que celle qui frappe les indigents : à l'obsession proprement pathologique du plus-avoir, au désir incessant d'accumuler pour soi et de retirer aux autres pour le seul plaisir d'exercer sur eux un pouvoir s'ajoutent des facteurs extérieurs tels que les nombreux critères de réussite sociale, l'impitoyable dynamique de la compétition, la règle d'or du profit à tout prix ou la marchandisation de toutes les relations humaines". Il est remarquable que le langage moderne qui stigmatise le pauvre, "n'utilise jamais le mot manque quand il s'agit des riches et des puissants : aussi ne vient-il à l'idée de personne de définir certaines catégories de riches par un manque de clairvoyance, un manque de vertu ou de solidarité, un manque du sens de la justice sociale ou un manque de compassion".

On a tenté de formaliser le bonheur. Celui-ci serait une fonction croissante du revenu monétaire et des biens relationnels. On remarque alors que la disponibilité en biens relationnels tend à diminuer quand le revenu augmente. Au delà d'un certain équilibre, la félicité tendrait à diminuer. L'économiste de Harvard et ancien ministre du travail de Bill Clinton, Robert Reich en fait une analyse lucide à partir de son expérience personnelle. "Le problème est que cet équilibre entre se gagner de quoi vivre et se gagner une vie plus équilibrée devient de plus en plus difficile à atteindre parce que la logique de la nouvelle économie fait que l'on s'attache de plus en plus au travail et de moins en moins à la vie

individuelle. (...) Nous tirons tous de grands avantages de la nouvelle économie (...) Nous jouissons des extraordinaires opportunités qu'elle nous offre en tant que consommateurs et, toujours plus comme investisseurs/spéculateurs. Nous poussons la nouvelle économie en avant. Et pourtant, il y a un "mais". Quelque merveilleuse que soit la nouvelle économie, nous sacrifions sur son autel des parts significatives de notre vie : des pans entiers de la vie de famille, de nos amitiés, de la vie collective, de nous-mèmes. Ces pertes vont de pair avec les bénéfices que nous en retirons. En un certain sens, ce sont les deux faces de la mème médaille".

Le bonheur promis se traduit par une accumulation frénétique de consommation avec croissance du stress, de l'insomnie, de maladies de toutes sortes (cancers, crises cardiaques, allergies diverses, obésité, cirrhoses du foie, diabète), de troubles psycho-somatiques. Les plus nantis sont condamnés à mourir, selon Hervé René Martin : "d'une effroyable tristesse de l'‰me" Certains "gavés" en arrivent mème au comble de la solitude et choisissent le suicide. Selon l'OCDE, au cours des 30 dernières années, les taux de suicide ont progressé en moyenne de 10 % dans les pays membres, tandis aux Etats-Unis la proportion des personnes seules est passée de 17% de l'ensemble des foyers à 26 %.

Tout cela ne suffit malheureusement pas pour nous amener à quitter le bolide qui nous mène droit dans le mur et à s'embarquer dans la direction opposée.

II Penser une société de "décroissance" sereine et conviviale

Entendons-nous bien. La décroissance est une nécessité ; ce n'est pas au départ un idéal, ni l'unique objectif d'une société de l'après-développement et d'un autre monde possible. Mais faisons de nécéssité vertu, et concevons, pour les sociétés du Nord, la décroissance comme un objectif dont on peut tirer des avantages. Le mot d'ordre de décroissance a surtout pour objet de marquer fortement l'abandon de l'objectif insensé de la croissance pour la croissance, objectif dont le moteur n'est autre que la recherche effrénée du profit par les détenteurs du capital. Bien évidemment, il ne vise pas au renversement caricatural qui consisterait à pr™ner la décroissance pour la décroissance. En particulier, la décroissance n'est pas la croissance négative, expression antinomique et absurde qui traduit bien la domination de l'imaginaire de la croissance. On sait que le simple ralentissement de la croissance plonge nos sociétés dans le désarroi en raison du ch™mage et de l'abandon des programmes sociaux, culturels et environnementaux qui assurent un minimum de qualité de vie. On peut imaginer quelle catastrophe serait un taux de croissance négatif ! De mème qu'il n'y a rien de pire qu'une société travailliste sans travail, il n'y a rien de pire qu'une société de croissance sans croissance. C'est ce qui condamne la gauche institutionnelle, faute d'oser la décolonisation de l'imaginaire, au social-libéralisme. La décroissance n'est donc envisageable que dans une "société de décroissance". Il convient donc de préciser les contours de ce que pourrait ètre une société de "décroissance". Celle-ci suppose une diminution drastique des externalités négatives de la croissance et repose sur l'organisation de cercles vertueux de décroissance.

A Diminuer, voire supprimer, les externalités négatives de la croissance.

Une politique de décroissance pourrait consister d'abord à réduire voire supprimer les externalités négatives de la croissance, cela va des dépenses de publicité à celles des médicaments contre le stress. La remise en question du volume considérable des déplacements d'hommes et de marchandises sur la planète avec l'impact négatif correspondant sur l'environnement (donc une "relocalisation" de l'économie), celle non moins considérable de la publicité tapageuse et souvent néfaste, celle enfin de l'obsolescence accélérée des produits et des appareils jetables sans autre justification que de faire tourner toujours plus vite la mégamachine infernale constituent des réserves importantes de décroissance dans la consommation matérielle.

Avec 14 milliards d'euros en l'an 2000, la débauche publicitaire en France a franchi pour la première fois le cap symbolique du 1% du PNB. Mais selon certaines évaluations ce chiffre devrait ètre revu en hausse et atteindrait 45 milliards d'Euros, soit l'équivalent de toute l'aide des pays de l'OCDE aux pays du Sud. Dans le monde, selon le PNUD, elles représenteraient dix fois le montant des sommes nécessaires pour éradiquer la faim, permettre l'accès à l'eau potable pour tous les humains, les loger décemment et combattre les grandes épidémies. Les dépenses de publicité concernant la télévision, la radio et la presse auraient été de 332,103 milliards de dollars dans le monde, en augmentation de 10,8 % par rapport à 1999, soit quatre fois plus que le taux de croissance moyen du PIB. Mais depuis 1999 viennent s'ajouter les investissements publicitaires sur internet en croissance vertigineuse surtout pour l'Amérique du Nord. Les pays émergents de leur coté entendent rattraper leur retard (1000 % pour la Chine de 99 à 2000 !).

Les accidents de la route représentaient un coét direct de 120 milliards de francs et un coét indirect triple. Les effets sur la santé induits par la pollution atmosphèrique sont évalués à 170 milliards de francs.

Selon les services de l'OMC, à l'horizon 2010, le marché de la dépollution dont la croissance est de 8 % par an et dont l'objectif est de rendre supportable les dég‰ts de la croissance, représenterait 640 milliards de dollars sans inclure l'eau qui représenterait à elle seule 400 milliards de dollars supplémentaires. En outre, selon une étude du BIT, les coéts engendrés par le stress représenteraient 3% du PIB dans les pays développés.

On peut multiplier les signes de "gaspillage". les dépenses faites dans les pays occidentaux pour les cures amégrissantes, nous rappelle Carla Ravaioli, suffiraient largement à nourrir tous les affamés de la planète, celles pour la nourriture des animaux domestiques couvriraient les frais d'instruction de base et celles pour des parfums la santé obstétricale de toutes les femmes. "Les Etats-Unis à eux-seuls dépensent en cosmétique plus que ce qui serait nécessaire pour assurer l'eau potable à tous ceux qui en sont privés". Le marché occidental des parfums représenterait 13 milliards de dollars annuels (Barnard). Il y a donc d'importantes "réserves" de décroissance qui en théorie ne touchent pas notre niveau ni notre mode de consommation. Tout cela sans parler des réductions possibles des dépenses militaires. En 2001, elles atteignent 839 milliards de Dollars et depuis le 11 septembre elles augmentent de fa on vertigineuse. Comme on sait, les ventes d'armes se portent bien.

Les seules atteintes à notre niveau de vie de la plupart des réductions de nos prélèvements sur la biosphère ne peuvent donc ètre qu'un mieux ètre. "Une personne heureuse, note Hervé Martin, ne consomme pas d'antidépresseurs, ne consulte pas de psychiatres, ne tente pas de se suicider, ne casse pas les vitrines des magasins, n'achète pas à longueur de journées des objets aussi coéteux qu'inutiles, bref, ne participe que très faiblement à l'activité économique de la société". La décroissance peut rendre la vie plus agréable. Il est mème possible de concevoir cette décroissance-là avec la poursuite, jusqu'à un certain point, de la croissance fétiche d'un revenu calculé de fa on plus judicieuse. Le Genuine Progress Indicator (Indicateur de progrès authentique) de Herman Daly et C. Cobb évoqué précédemment augmenterait tandis que le PIB diminuerait. Autant dire que dans ces conditions, la croissance est un mythe !

Toutefois, l'important ce sont bien sér les changements en profondeur de nos valeurs et de nos modes de vie, accordant plus d'importance aux "biens relationnels" et bouleversant nos systèmes de production et de pouvoir. Alors, il y a fort à parier que l'indice de bonheur par tète de Robert Reich augmenterait lui aussi !

B Les cercles vertueux d'une société de décroissance.

En 1848, Marx pensait que les temps étaient venus pour la révolution sociale et que le système était mér pour le passage à la société communiste d'abondance. L'incroyable surproduction matérielle de cotonnades et de biens manufacturés lui semblait plus que suffisante, une fois aboli le monopole du capital, pour nourrir, loger et vètir correctement la population (au moins occidentale). Et pourtant, la "richesse" matérielle était infiniment moins grande qu'aujourd'hui (le PIB s'est considérablement multiplié depuis) il n'y avait ni voitures, ni avions, ni plastique, ni machines à laver, ni frigidaire, ni ordinateur, ni les biotechnologies, non plus que les pesticides, les engrais chimiques et l'énergie atomique ! Toutefois, n'est-ce pas précisément cette absence mème qui rendait l'utopie accessible ? En dépit des bouleversements innouis de l'industrialisation, les besoins restaient encore modestes et leur satisfaction possible. Le bonheur, quant à sa base matérielle, semblait à portée de la main. Dans son livre "L'économie Barbare", écrit en 1994, Philippe Saint Marc fait un constat comparable, à une autre échelle. L'objectif du bien-ètre collectif se serait considérablement éloigné en trente ans et les indices des années 60 dessinent une société infiniment plus "heureuse". Ainsi comprise, la décroissance ne signifie pas nécessairement une régression de bien-ètre. La plupart des sagesses considéraient que le bonheur se réalisait dans la satisfaction d'un nombre judicieusement limité de besoins. L'évolution et la croissance lente des sociétés anciennes s'intégraient dans une reproduction élargie bien tempérée, toujours adaptée aux contraintes naturelles. "C'est parce que la société vernaculaire a adapté son mode de vie à son environnement, conclut ƒdouard Goldsmith : qu'elle est durable, et parce que la société industrielle s'est au contraire efforcée d'adapter son environnement à son mode de vie qu'elle ne peut espérer survivre". Aménager la décroissance signifie, en d'autres termes renoncer à l'imaginaire économique c'est-à-dire à la croyance que plus égale mieux. Le bien et le bonheur peuvent s'accomplir à moindre frais. Redécouvrir la vraie richesse dans l'épanouissement de relations sociales conviviales dans un monde sain peut se réaliser avec sérénité dans la frugalité, la sobriété voire une certaine austérité dans la consommation matérielle, bref, ce que certains ont préconnisé sous le slogan gandhien ou tolsto•en de "simplicité volontaire". Encore qu'il ne faut pas se méprendre sur ces "restrictions", si l'ascèse est estimable, il ne s'agit pas de la préconiser et encore moins de l'imposer. Quoiqu'il en soit, on ne peut éviter la question posée par Majid Rahnema : "Dans quelle mesure chacun de nous est-il prèt à résister, dans sa vie quotidienne, à la colonisation des besoins socialement fabriqués ?".

Pour concevoir la société de décroissance sereine et y accéder, il faut littéralement sortir de l'économie. Cela signifie remettre en cause la domination de l'économie sur le reste de la vie en théorie et en pratique, mais surtout dans nos tètes. Cela doit certainement entra"ner une aufhebŸng (renonciation, abolition et dépassement) de la propriété privée des moyens de production et de l'accumulation illimitée de capital. Toutefois, cette transformation ne passe probablement pas par des nationalisations et une planification centralisée dont l'expérience de l'Union Soviétique a montré les résultats décevants et les effets désastreux. Sortir de l'économie doit encore aboutir par conséquent à un abandon du développement puisque ses mythes fondateurs, en particulier, la croyance au progrès, auraient disparu. L'économie entrerait simultanément en décroissance et en dépérissement. La construction d'une société moins injuste serait à la fois la réintroduction de la convivialité, d'une consommation plus limitée quantitativement et plus exigeante qualitativement.

Cela suppose une toute autre organisation dans laquelle le loisir est valorisé à la place du travail, où les relations sociales priment sur la production et la consommation de produits jetables inutiles voire nuisibles. Une réduction féroce du temps de travail imposé pour assurer à tous un emploi satisfaisant est une condition prealable. En 1981 déjà, Jacques Ellul, l'un des premiers penseurs d'une société de décroissance, fixait comme objectif pour le travail, pas plus de deux heures par Jour. On peut avec Osvaldo Pieroni, s'inspirant de la charte "consommations

et styles de vie" proposée au Forum des ONG de Rio, synthétiser tout cela dans un programme en sept "R" : Réévaluer, Restructurer, Relocaliser, Redistribuer, Réduire, Réutiliser, Recycler. Ces sept objectifs interdépendants enclenclent un cercle vertueux de décroissance sereine, conviviale et soutenable. Réévaluer, cela signifie revoir les valeurs auquelles nous croyons et sur lesquelles nous organisons notre vie et changer celles qui doivent l'ètre.

On voit tout de suite quelles sont les valeurs qu'ils faut mettre en avant et qui devraient prendre le dessus par rapport aux valeurs dominantes actuelles. L'altruisme devraient prendre le pas sur l'égo•sme, la coopération sur la compétition éffrénée, le plaisir du loisir sur l'obsession du travail, l'importance de la vie sociale sur la consommation illimitée, le goùt de la bel ouvrage sur l'efficience productiviste, le raisonnable sur le rationnel, etc. Le problème c'est que les valeurs actuelles sont systémiques. Cela signifie qu'elles sont suscitées et stimulées par le système et qu'en retour, elles contribuent à le renforcer. Certes, le choix d'une éthique personnelle différente, comme la simplicité volontaire, peut infléchir la tendance et n'est pas à négliger. Il doit mème ètre encouragé dans la mesure où il contribue à saper les bases imaginaires du système, mais sans une remise en cause radicale de celui-ci la Réévaluation risque d'ètre limitée. Il s'agirait par une véritable révolution culturelle de renouer en quelque sorte avec l'abondance de perdue des sociétés primitives dont nous rappelle Baudrillard, après Salhins et bien d'autres, "la richesse n'est pas fondée dans les biens, mais dans l'échange concret entre les personnes. Elle est donc illimitée".

Restructurer, cela signifie adapter l'appareil de production et les rapports sociaux en fonction du changement des valeurs. Cette restructuration sera d'autant plus radicale que le caractère systèmique des valeurs dominantes aura été ébranlé. C'est l'orientation vers une société de décroissance qui est ici en question.

Relocaliser, signifie bien sér produire localement pour l'esentiel les produits servant à la satisfaction des besoins de la population à partir d'entreprises locales financées par l'épargne collectée localement. Ne faudrait-il pas adopter le "principe de subsidiarité du travail et de la production" formulé par Yvonne et Michel Lefèbvre, c'est-à-dire le principe de la priorité à l'échelon décentralisé?" Toute production pouvant se faire à l'échelle locale pour des besoins locaux doit ètre réalisée localement. Ceci entra"nera : toute prise de décision économique pouvant ètre prise à l'échelle locale doit ètre prise localement". Un tel principe repose sur le bon sens et non sur la rationalité économique. "Qu'importe de gagner quelques francs, précisent les auteurs, sur un objet quand il faut contribuer de plusieurs milliers de francs, par des charges diverses, à la survie d'une fraction de la population qui ne peut plus, justement participer à la production de l'objet". Si les idées doivent ignorer les frontières, les mouvements de marchandises et de capitaux doivent ètre réduits à l'indispensable. En internalisant les coùts ex ternes du transport (infrastructure, pollution dont effet de serre et dérèglement climatique) on relocaliserait un grand nombre d'activités. Pour sér le fameux petit pot de yoghourt aux fraises n'incorpererait plus 8000 km!

Redistribuer s'entend de la répartition des richesses et de l'accès au patrimoine naturel. Réduire veut dire réduire les horaires de travail, comme on l'a vu, mais aussi diminuer l'impact sur la biosphère de nos modes de produire et de consommer. Comme le dit Hubert Reeves : "Il ne s'agit pas de retourner à l'‰ge de pierre et de s'éclairer à la chandelle. On estime que la puissance énergétique nécessaire pour une vie humaine "convenable" (chaleur, propreté, transport, produits manufacturés) équivaut à celle dégagée par un modeste radiateur allumé en permanence (soit 1 kilowatt).

Aujourd'hui l'Amérique du Nord (Canada et Etats-Unis) en utilise douze fois plus et l'Europe de l'Ouest cinq fois plus, tandis que le tiers de l'humanité est bien en dessous de cette norme.

C'est cette surconsommation qu'il serait nécessaire de réduire pour allèger les contraintes énergétiques qui pèseront de plus en plus lourdement sur notre avenir et pour arriver à un partage plus égal du bien-ètre mondial".

Pour ce faire réutiliser au lieu de jeter les appareils et les biens d'usage et bien sér recycler les déchets incompressibles de notre activité. Ainsi, on peut estimer à plus de 10 000 arbres par an, le gaspillage épargné en France par ce que les compagnons d'EmmaŸs prennent la peine de récolter, de trier, de conditionner de papiers et cartons qui sans cela pourriraient ou bruleraient et pollueraient.

Conclusion :

Vaste et utopique programme, dira-t-on ? La transition est-elle possible sans révolution violente ou plus exactement la révolution mentale nécessaire peut-elle se faire sans violence sociale ? Comment passer de la société actuelle de croissance/développement à une société de décroissance? Ce passage peut-il ètre serein, convivial et soutenable ? Il est impossible de répondre. Notre système repose sur la production de valeurs d'échange à travers le marché généralisé engendrant profits pour les capitalistes, exploitation pour les travailleurs du Nord et du Sud et destruction de la nature. La limitation drastique des atteintes à l'environnement et donc de la production de valeurs d'échanges incorporés dans des supports matériels physiques n'implique pas nécessairement une limitation de la production de valeurs d'usage à travers des produits immatériels. Ceux-ci, au moins pour partie, peuvent conserver une forme marchande. Toutefois, si le marché et le profit peuvent persister comme incitateurs, ils ne peuvent plus ètre les fondements du système. On peut concevoir des mesures progressives constituant des étapes, mais il est impossible de dire si elles seront acceptées passivement par les "privilégiés" qui en seraient victimes, ni par les actuelles victimes du système présent qui sont mentalement ou physiquement droguées par lui. La réappropriation de la monnaie et le retour conscient et systèmatique à la monnaie fondante (plus ou moins bien réalisé par l'inflation pendant les trente glorieuses), permettrait de recommencer "l'euthanasie des rentiers" tandis que la taxation des transactions financières limiterait considérablement la spéculation et affaiblirait le capitalisme financier et criminel, sans renoncer pour autant à la logique marchande. Une incitation très forte à la demande serait engendrée facilitant les reconversions vers la production, éventuellement lucrative, de biens relationnels. La démarchandisation nécessaire du travail, de la terre et de la culture ne porterait pas atteinte à l'existence de marchés, mais nous éloignerait du spectre d'une société de Marché. Tout cela combiné à l'encouragement de formes alternatives d'organisation collective contribuerait au réench‰ssement de l'économique dans le social.

Cette marche vers une société de décroissance devrait ètre organisée non seulement pour préserver l'environnement mais aussi et peut-ètre surtout pour restaurer le minimum de justice sociale sans lequel la planète est condamnée à l'explosion. Cependant, l'inquiétante canicule 2003 a fait beaucoup plus que tous nos arguments pour convaincre de la nécessité de s'orienter vers une société de décroissance . Ainsi, pour réaliser la nécessaire décolonisation de l'imaginaire, on peut très largement compter sur la pédagogie des catastrophes.

Pour en savoir plus :

L'ouvrage emblèmatique de Nicholas Georgescu-Roegen, La décroissance, éditions Sang de la terre.

La revue Silence (9 rue Dumenge, F69317 Lyon Cedex 04) en particulier le numéro 280.

L'écologiste, 25 rue de Fécamp, 75012, Paris, N¡ 6 hiver 2001.

Défaire le développement, refaire le monde, actes du colloque de la Ligne d'horizon à l'UNESCO, Parangon, 2002.

Objectif décroissance, ouvrage collectif reprenant les principaux articles de la revue Silence et quelques contributions nouvelles, Parangon, 2003.

Colloque La décroissance soutenable, H™tel de ville de Lyon, les 26-27 septembre 2003. organisée par l'Institut d'études économiques et sociales pour la décroissance soutenable, l'Institut pour la relocalisation de l'économie, l'association La ligne d'horizon, les revues Silence, l'Ecologiste, Casseurs de pub, Nature et Progrès,

Le site de la ligne d'horizon : www.apres-developpement.org

Entretien avec Jacques Ellul, Patrick Chastenet, La table ronde, 1994, p. 342.

Le Monde du 16/2/2002.

Le Monde du jeudi 19 juin 2003.

Vandana Shiva, La guerre de l'eau. Parangon, 2003.

Henry Teune, Growth, Londres, Sage Publications, 1988, p. 13.

Takis Fotopoulos, Vers une démocratie générale. Seuil, Paris, 2002, p. 31.

On trouvera une bibliographie exhaustives des rapports et livres parus sur le sujet depuis le fameux rapport du Club de Rome, dans Andrea Masullo, "Il pianeta di tutti. Vivere nei limiti perchè la terra abbia un futuro". EMI, Bologne, 1998.

Gianfranco Bologna (Sous la direction de), Italia capace di futuro. WWF-EMI, Bologne, 2001, pp. 86-88.

Vandana Shiva, Le terrorisme alimentaire. Comment les multinationales affament le tiers-monde. Fayard, 2001. p. 97.

La quantité moyenne de C02 émise par chaque habitant de la planète est à ce jour de quatre tonne par an, répartie de la manière suivante : onze tonnes et demi pour le cinquième de la population mondiale vivant dans les pays industrialisés (avec une pointe de vingt tonnes et demi pour les Etats-Unis), contre deux tonnes pour les quatre-cinquième du reste de la planète (avec tout juste un dixième de tonne pour onze Etats, en majorité africains), voir Martin Hervé René, La fabrique du diable, La mondialisation racontée à ceux qui la subissent, deuxième partie, Climats, 2003, p. 131.

F. Schneider cité par Hervé Martin, op. cit. p. 225.

Arundathy Roy, ÇÊDéfaire le développement, sauver le climatÊÈ, in L'ƒcologiste, n¡6, Hiver 2001, p.7.

"Nous pouvons recycler les monnaies métalliques usées, écrit Nicholas Georgescu-Roegen, mais non les molécules de cuivre dissipées par l'usage", In Mauro Bonaiuti, La teoria bioeconomica. La "nuova economia" di Nicholas Georgescu-Roegen. p. 140.

De l'impossibilité qui s'ensuit d'une croissance illimitée ne résulte pas, selon lui, un programme de croissance nulle, mais celui d'une décroissance nécessaire.

"Nous ne pouvons, écrit-il encore, produire des réfrigérateurs, des automobiles ou des avions à réaction "meilleurs et plus grands" sans produire aussi des déchets "meilleurs et plus grands" Op. cit. p. 63.

The Business case for sustanable developpement. Document du World Business Counsil for Sustanable Developpement pour Johannesburg.

"Sustainable development is best achieved through open, competitive, rightly framed international markets that honor legitimate comparative advantages. Such markets encourage efficiency and innovation, both necessities for sustainable human progress". "Le développement durable est réalisé au mieux gr‰ce une concurrence ouverte au sein de marchés correctement organisés qui respectent les avantages comparatifs legitimes. De tels marchés encouragent l'efficience et l'innovation qui sont toutes nécessaires à un progrès humain durable". "The basic business contribution to sustainable developpement, one we have worked on for a decade, is eco-efficiency, a term we invented in 1992. The WBCSD defines eco-efficiency as being "achieved by the delivery of competitively priced goods and services that satisfy human nedds and bring quality of life, while progressively reducing ecological impacts and resource intensity throughout the life cycle, to a level at least in line with the Earth's estimated carrying capacity". The Business case for sustanable developpement. Document du WBCSD pour Johannesburg.

Mauro Bonaiuti, "Nicholas Georgescu-Roegen. Bioeconomia. Verso un'altra economia ecologicamente e socialmente sostenible". Bollati Boringhieri, Torino, 2003. En particulier, pp. 38-40.

Bonaiuti Mauro, La "nuova economia" di Nicholas Georgescu-Roegen. ed. Carocci, Roma 2001, pp. 109 et 141.

Jean-Pierre Dupuy, "Ivan Illich ou la bonne nouvelle", Le monde du 27/12/2002.

Rahnema Majid, Quand la misère chasse la pauvreté, Fayard/Actes Sud, Paris 2003, p. 14.

"Mème si l'économie de croissance est fille de la dynamique de marché, il ne faut pas confondre les deux concepts : on peut avoir une économie de croissance qui n'est pas une économie de marché, et c'est notamment le cas du "socialisme réel" Fotopoulos Takis, Vers une démocratie generale. Une démocratie directe, économique, écologique et sociale. Seuil, 2001. p.39

voir notre livre, Justice sans limites. Le défi de l'éthique dans une économie mondialisée", en particulier le chapitre IV, "La banalité économique du mal". Fayard, Paris 2003.

Jacques Ellul, Le Bluff technologique, Hachette, Paris 1998, p. 76.

Op. cit. p. 79.

Chiffres donnés par le journal Le Monde du 22.11.9l.

Hervé Kempf, L'économie à l'épreuve de l'écologie, Hatier, col. Profil, l99l, page 52.

Alors qu'en 1951 il fallait 145 heures de travail environ pour construire une voiture, 98 suffisaient en 1979 et moins de 12 aujourd'hui...

Nouvelles de Longoma•, N¡ 82, automne 2002, cité par Hervé Martin, op. cit. p. 142.

"En dix ans les prix alimentaires en France (ce que paye le consommateur) ont augmenté de onze pour cent, tandis que les prix agricoles à la production (ce qui est payé au paysan) chutaient d'autant. Et il y en a encore qui osent prétendre que a profite au consommateur ! "Hervé Martin, op. cit. p. 25 Le goét, par exemple, n'arrive qu'au septième rang des critères de recherche sur les variétéss actuelles, après la productivité, le calibrage, la couleur, la conservation, etc. Ibid. p. 28

Une étude intitulée "Les coéts masqués de l'agriculture intensive" pour la Grande Bretagne nous apprend qu'"En 1996 les compagnies de distribution d'eau ont dépensé trois cent trente millions d'euros pour éliminer les pesticides, les nitrates et les agents pathogènes d'origine agricole contenus dans l'eau destinée à la boisson" cité par Martin Hervé René, La fabrique du

diable, La mondialisation racontée à ceux qui la subissent, deuxième partie, Climats, 2003 , p. 25. .

"Les cancers ont progresssé en 20 ans en France de 25 % pour les hommes, le plus répandu étant celui de la prostate, en augmentation très rapide dans tous les pays industrialisés, et de 20 % pour les femmes, avec un bond de 60% pour les cancers du sein : une femme sur dix le conna"tra (après la guerre une sur quarante) : si la probabilité pour un homme de contracter un cancer au cours de sa vie est désormais de 46,90 %, celle d'en mourir, gr‰ce au progrès de la médecine n'est que de 27,6 %" (Le Monde, 22 décembre 1998.)

C. Cobb, T. Halstead, J. Rowe, The Genuine Progress Indicator : Summary of Data and methodology, Redefining Progress, San Francisco 1995 et des mèmes, If the GDP is Up, Why is America Down ? in Athlantic Monthly, N¡ 276, octobre 1995.

Hobbes Léviathan chapitre XI. Sirey l971, pp. 95-96. Je dois à mon ami Alain Caillé d'avoir attiré mon attention sur cet important passage.

Christian Laval, L'ambition sociologique. La découverte MAUSS, Paris 2002, pp. 255 et ss.

Majid Rahnema, op. cit, p. 231.

Majid Rahnema, op. cit, p. 134.

Robert Reich, L'infelicita' del successo, Roma, Fazi 2001, pp. 18-21. Cité par Luigino Bruni, L'economia e i paradossi della felicita' p. 242, in Pier Luigi Sacco e Stefano Zamagni (a cura di) Complessita' relazionale e comportamento economico. Il Mulino, Bologna 2002.

Martin Hervé René, La fabrique du diable, La mondialisation racontée à ceux qui la subissent, deuxième partie, Climats, 2003. p. 20

En ce qui concerne les sociétés du Sud, cet objectif n'est pas vraiment à l'ordre du jour, en ce sens que mème si elles sont traversées par l'idéologie de la croissance, ce ne sont pas vraiment pour la plupart des "sociétés de croissance".

Cela voudrait dire à la lettre : "avancer en reculant". L'impossibilité où nous nous sommes trouvés de traduire "décroissance" en anglais est très révélatrice de cette domination mentale de l'économisme, et symétrique en quelque sorte de celle de traduire croissance ou développement dans les langues africaines (mais aussi naturellement, décroissance...). Le terme utilisé par Nicholas Georgescu-Roegen, declining, ne rend pas vraiment ce que nous entendons par décroissance, non plus que decrease, proposé par certains. Les néologismes, ungrowth, degrowth, dedeveloppement, ne sont pas non plus très satisfaisants.

Jean-Luc Porquet, Jacques Ellul l'homme qui avait presque tout prévu. Le cherche midi, Paris 2003.

Patrick Viveret, rapport confidentiel, p. 25.

Carla Ravaioli, Un mondo diverso è necessario, Editori riuniti, Roma 2002, p.25/26.

Ibidem.

Ibid, p. 63.

Paolo Barnard, journaliste de la RAI, interview sur internet.

Hervé René Martin, La mondialisation racontée à ceux qui la subissent, Climats, 1999. p. 15.

Mauro Bona•uti, A la conquète des biens relationnels, Silence N¡ 280 "La décroissance", Lyon, février 2002. Ce ne serait pas pour autant du "développement", concept à proscrire qui n'a jamais été séparé de la croissance matérielle.

"P. J. Hill (...) avance que le niveau de vie des Américains aux revenus les plus bas (20/ de la population) a augmenté en moins d'un siècle de 750 % et que leur "standard de vie" est plusieurs fois supérieur à celui de leurs ancètres les plus riches au début du siècle (20 % de la population)", "An Analysis of the Market Economy", cité par Majid Rahnema, p. 129. .

Philippe Saint Marc, L'économie barbare, éditions Frison-Roche, Paris 1994.

E. Goldsmith, Le défi du XXIème siècle, Le rocher, l994, p.330.

On peut mème penser avec Bertrand Louard que "Remettre en question le "mode de vie" des nations industrielles, fondé sur un immense gaspillage, ne signifie pas non plus la promotion de la frugalité, de l'autérité ou d'une quelconque forme d'ascétisme". "Au contraire, poursuit-il, à travers la ma"trise de savoir-faire, c'est une autre forme de richesse qu'il y a à inventer ; une richesse qui ne se mesure pas à la quantité de marchandises consommées ou de signes échangés, mais plut™t une richesse de significations et d'expressions, qui reflètent autant qu'elles les construisent les rapports sociaux et les rapports des hommes avec la nature". Quelques éléments d'une critique de la société industrielle, Juin 2003, Bulletin critique des sciences, des technologies et de la société industrielle, 52 rue Damrémont, 75018 Paris, p. 28.

Op. cit. p. 18. Il poursuit : "et à choisir des modes de vie basés sur l'archétype de la pauvreté ? ". Autolimitation serait plus appropriée.

"La réduction drastique du temps de travail. Les 35 heures ? Non, c'est "complètement désuet". Le but à atteindre : deux heures par jour. Ellul s'inspire ici de deux ouvrages, le fameux Deux heures par jour, signé Adret, et La Révoution des temps choisis. Certes, reconna"t-il, cela n'est en rien facile ni sans risques : "Je sais très bien ce que l'on peut objecter : l'ennui, le vide, le développement de l'individualisme, l'éclatement des communautés naturelles, l'affaiblissement, la régression économique ou enfin la récupération du temps libre par la société marchande et l'industrie des loisirs qui fera du temps une nouvelle marchandise". (251) Mais s'il imagine facilement "ceux qui vivront collés à leur écran TV, ceux qui passeront leur vie au bistrot" ,etc., il se dit convaincu qu'ainsi "nous serons obligés de poser des questions fondamentales : celles du sens de la vie et d'une nouvelle culture, celle d'une organisation qui ne soit ni contraignante ni anarchique, l'ouverture d'un champ d'une nouvelle créativité... Je ne rève pas. Cela est possible. (...) L'homme a besoin de s'interesser à quelque chose et c'est de manque d'intérèt que nous crevons aujourd'hui". Avec du temps libre, et des possibilités d'expression multiples, "je sais que cet homme "en général" trouvera sa forme d'expression et la concrétisation de ses désirs. Ce ne sera peut-ètre pas beau, ce ne sera peut-ètre pas élevé ni efficace ; ce sera Lui. Ce que nous avons perdu". (253) Ellul "Changer de révolution" cité par Jean-Luc Porquet in "J. Ellul L'homme qui avait (presque) tout prévu" Ed. Le cherche mdidi, 2003 pp. 212/213.

On pourrait allonger la liste des "R" avec : rééduquer, reconvertir, reféfinir, remodeler, repenser, etc. mais tous ces "R" sont plus ou moins inclus dans les six premiers.

La société de consommation, Paris, Deno‘l, 1970, P 92.

Yvonne Mignot-Lefebvre et Michel Lefebvre, Les patrimoines du futur, Les sociétés aux prises avec la mondialisation, L'Harmattan, Paris, l995. P. 235.

Hubert Reeves, Mal de terre, Seuil, 2003, pp 68_69.

Osvaldo Pieroni, Fuoco, Acqua, Terra e Aria, Lineamenti di una sociologia dell'ambiente. Carocci, Roma, 2002, p. 282.

Cité par Fabrice Liegard, Travail et économie dans les communautés d'EmmaŸs, Rapport au ministère de la culture, Paris 2003.

Sur cette distinction/opposition entre Marché (abstrait de la théorie économique) et marchés (concrets des places urbaines, lieux de rencontre) nous renvoyons au dernier chapitre de notre livre déjà cité "Justice sans limites".

Ainsi les articles de Jean-Paul Besset, "Faire face à l'agression climatique" (Le monde du 2/08/2003) et de Corinne Lepage, "Ecologie : la révolution ou la mort (Le monde du 15/08/2003) sont de véritables appels à la décroissance.

Ainsi les articles de Jean-Paul Besset, "Faire face à l'agression climatique" (Le monde du 2/08/2003) et de Corinne Lepage, "Ecologie : la révolution ou la mort (Le monde du 15/08/2003) sont de véritables appels à la décroissance.

Consommateurs de tous pays unissez-vous !
ou Le défi du commerce éthique

Serge Latouche
Ecorev Juin 2003

Le libéralisme économique s'est constitué sur la base d'un affranchissement des échanges marchands par rapport aux critères moraux, politiques ou religieux, et ce autour du seul principe du calcul utilitariste. Pour Serge Latouche, professeur émérite de l'Université de Paris-Sud et président de la Ligne d'horizon, cette myopie des acteurs économiques est, en soi, problématique, du fait des déséquilibres sociaux et environnementaux qu'elle contribue de fait à perpétuer. Il faut donc repolitiser l'acte de consommer. Cependant, alors même que les idéologues néo-libéraux chantent justement les louanges d'une soi-disant "démocratie de marché", comparant le "choix" économique au vote, l'auteur dénonce les contraintes structurelles qui aliènent, au contraire, le consommateur, fut-il "citoyen", et tendent à l'emprisonner dans un système opaque, tout dévoué au productivisme.

Avec la mondialisation, le consommateur (par ailleurs, enfant mineur, mère de famille, travailleuse ou travailleur, producteur ou retraité-e ...), acheteur en bout de chaîne des marchandises fabriquées dans le monde entier, se trouve investi d'une responsabilité nouvelle. Il peut paraître étrange après la dénonciation de l'économisme et du développement de nous voir "réhabiliter" le consommateur, voire la consommation, fussent-ils critiques. Le consumérisme, en effet, participe pleinement de la société de croissance responsable de l'injustice du monde. Pas de croissance de la production sans croissance illimitée de la consommation suscitée par tous les moyens et en particulier la manipulation systématique du consommateur. La consommation dite critique ou éthique, le commerce équitable, peuvent apparaître comme des oxymores au même titre que le développement durable. Il faut sortir du consumérisme tout autant sinon plus que du développementisme. Des slogans comme "consommer éthique !" ou "achetez équitable" sont contradictoires et pervers car ils reprennent ce qui fait problème : l'impératif de consommer. Et de fait, les ONG qui s'investissent dans le commerce équitable sont confrontées à ces contradictions. "Ne consommer jamais !" ne serait pas un mauvais slogan en un certain sens. Bien sûr ! Il ne faut pas l'entendre comme une grève radicale d'achats, mais comme une autolimitation volontaire du recours aux circuits commerciaux, ce qui n'exclut pas une débauche d'échanges festifs. Il s'agit avant tout d'un changement d'attitude dans le rapport avec ce qu'on se procure des autres pour satisfaire ce dont on a besoin en échange de ce qu'on leur offre. La provocation éducative de l'appel à la mobilisation des consommateurs trouve sa justification dans le fait que son pouvoir d'achat est, en effet, l'un des derniers pouvoirs disponibles pour le citoyen qui puisse contrebalancer ou contrer ceux de la finance transnationale. Il ne peut plus se contenter d'être l'usager passif, rôle auquel l'avait réduit le système consumériste, laissant aux syndicats et à l'Etat (à ce qu'il en reste...) le soin d'assumer le contre-pouvoir en face du Marché. Il est désormais sommé de redécouvrir une forme de citoyenneté au cœur même de la dépossession marchande. Contre l'emprise quasi totalitaire du Marché qui s'arroge le droit de se prétendre son porte-parole, la résistance et l'insurrection deviennent nécessaires. Il ne s'agit plus comme dans les projets de l'économie sociale de nier ou contourner la lutte de classe, mais bien de l'assumer par ce biais.

La farce de la démocratie du marché

"Tu vas au supermarché et du prends un paquet de spaghetti et, sans le vouloir, remarque Francesco Gesualdi, tu finances l'industrie d'armement parce que la multinationale à laquelle tu achètes possède aussi des fabriques d'armes. Ou bien, tu acquiers un pot de tomates pelées et tu contribues à l'exploitation des journaliers africains, puisque la multinationale à laquelle tu achètes possède aussi des plantations d'ananas (Del Monte, filiale d'United Fruit, en l'occurrence). En d'autres termes, chaque fois que tu achètes à l'aveuglette tu peux te transformer en complice d'entreprises qui polluent, qui maltraitent les animaux ou qui accomplissent d'autres méfaits" [1]. Dans ces conditions, acheter du café labellisé "Max Havelaar" ou "Transfair" plutôt qu'une marque du grand commerce ordinaire est peut-être un acte citoyen. Acheter équitable, c'est-à-dire, en théorie, selon un juste prix, plutôt que de se laisser vendre un produit inéquitable au prix du marché, c'est une façon d'affirmer la médiation politique dans l'échange commercial. C'est donc affirmer aussi la solidarité avec des partenaires lointains et inconnus sans nier leur existence ni être indifférent à leur sort. Malheureusement, il n'est pas facile au consommateur d'être citoyen. Cela, à la fois subjectivement et objectivement. Subjectivement, parce que la manipulation des goûts et des désirs desdits consommateurs est quasi totale, à travers la publicité et les sollicitations de la grande distribution. Objectivement, parce que, serait-il déterminé à adopter un comportement citoyen, notre consommateur n'a guère le choix. Acheter écologiquement, politiquement et éthiquement correct relève le plus souvent du parcours du combattant et de l'héroïsme, sans véritable garantie de résultat. Pour la plupart des produits, ce choix-là n'existe même pas. Où est la voiture équitable, le frigidaire éthique, la machine à laver solidaire, le logiciel social ? Déjà heureux si la traçabilité est poussée assez loin pour se procurer un complet-veston confectionné ailleurs que dans un bagne modernisé pour femmes du sud-est asiatique... Votons-nous vraiment pour l'esclavage des enfants pakistanais quand nous achetons une paire de chaussures d'une grande marque transnationale ? Adhérons-nous à la destruction des identités culturelles quand nous offrons à nos proches un forfait vacances ? Certes, l'achat est un vote ; mais cette affirmation ne se suffit pas à elle seule. Les ultra-libéraux et les grands capitalistes aussi l'ont toujours répété, opposant aux décisions imposées par un État régulateur le "plébiscite des consommateurs". "Le consommateur est roi, comme on dit. Sa rationalité est souveraine et sa souveraineté est rationnelle : d'une part, il est le meilleur juge de ses préférences et de ses valeurs et, d'autre part, pour reprendre une métaphore souvent utilisée par les économistes, la somme d'argent qu'il accepte de consacrer à tel ou tel bien ou service apparaît comme un ensemble de bulletins de vote. De là à dire, que "la démocratie, c'est le marché", il n'y a qu'un pas à franchir" [2]. La pensée unique actuelle le franchit allègrement : elle a remis au goût du jour le slogan démagogique des "petits porteurs" imaginé par les adversaires du front populaire en 36. Elle clame haut et fort ce thème mystificateur en même temps que celui plus mystificateur encore du référendum des petits actionnaires. C'est la soi-disant "démocratie actionnariale" [3]. "Un électeur ordinaire détenant deux cent cinquante mille bulletins de vote ! Cette démocratie-là laisse un peu songeur" note René Passet en soulignant la répartition asymétrique des titres [4]. Ce serait la ménagère qui plébisciterait le super ou l'hypermarché au détriment du petit commerce de proximité dont la disparition entraîne la mort de la vie urbaine et d'une certaine forme de convivialité. C'est encore elle qui plébisciterait l'agriculture productiviste pour avoir des produits alimentaires propres ou pasteurisés et meilleur marché. Il faudrait donc s'en prendre à elle pour la mort des campagnes et pour la disparition de l'eau potable, pour la pollution des nappes phréatiques et des sols par les pesticides et les engrais chimiques. Si l'on en croît Monsanto, la ménagère du Tiers-Monde réclamerait même les OGM pour échapper à la famine [5] ! C'est l'usager enfin qui ratifierait les licenciements, les dégraissages, les délocalisations, la flexibilité des salaires et des horaires, pour obtenir des transports toujours plus rapides, plus lointains et moins chers, des

vêtements et de l'électronique à bas prix provenant des pays émergents, des voitures, des téléphones portables et des ordinateurs bon marché.

La demande, et elle seule, serait reine ; sa souveraineté serait légitime, puisque démocratique et populaire. Tous les discours sur les bienfaits de la mondialisation des marchés (la mondialisation heureuse) reprennent cet antienne ad nauseam. "Le principe de la souveraineté du consommateur (...) constitue (...) le principe de démocratie directe pratiquée dans un référendum", proclame tout naturellement l'économiste [6]. Il est essentiel de dégonfler cette argumentation arrogante faite au nom des consommateurs, mais qui émane exclusivement des lobbies des grandes firmes. Ce n'est pas la voix des consommateurs telle en tout cas qu'elle s'exprime à travers les associations.

Quelle économie équitable ?

Le citoyen est aussi consommateur. Par conséquent, le consommateur est également un citoyen. Le discours politique considère le citoyen comme souverain tandis que le discours économique affirme que le consommateur est roi. Le consommacteur, comme disent les ONG, le consommateur-citoyen, entend revendiquer cette double reconnaissance de sa suprématie et exercer pleinement les prérogatives légitimes qui en découlent. Comment lui refuser alors de savoir ce qu'il achète, de connaître la provenance de ce qu'il mange, comme prétendent le faire les firmes agro-alimentaire et l'O.M.C. ? La "traçabilité" est vraiment le minimum qu'on doive offrir à celui qu'on prétend souverain. Or celle-ci est loin d'être totale. Derrière l'étiquette "première pression à froid" de l'huile d'olive, par exemple, le consommateur français ne dispose à ce jour d'aucune garantie de provenance ni de fabrication [7]. Elle a été refusée concrètement par les instances européennes pour le chocolat ; quant aux OGM, les firmes transnationales pratiquent sauvagement la politique du fait accompli avec la bénédiction du gouvernement américain. Elles revendiquent le refus d'étiquetage pour ne pas fausser le jeu de la concurrence ! "Ecrire sur un produit qu'il contient des ingrédients génétiquement modifiés, déclare Madame Sarah Thorn, responsable de l'association Grocery manufactures of America, un lobby de l'alimentation, équivaut à le condamner à rester sur les rayons des supermarchés" [8]. La ministre de l'Agriculture, Madame Venemann, s'est d'ailleurs fait auprès de Bruxelles le soutien du lobby des OGM. "Il sera difficile, a-t-elle déclaré au commissaire européen chargé de la protection des consommateurs, de considérer les mesures d'étiquetage des produits génétiquement modifiés comme n'étant pas des mesures de discrimination commerciale" [9]. On ne peut mieux dire que le consommateur-roi n'a pas à connaître le contenu de la boite et à faire prévaloir son choix, il n'a qu'à payer... Le retournement du consommateur, normalement citoyen passif (et infiniment patient !), en citoyen actif et consommateur exigeant un minimum de respect, s'observe occasionnellement en cas de crise, lorsque les ménagères et les usagers refusent les hormones dans le bœuf, les organismes génétiquement modifiés ou les ballons de football faits par des esclaves-enfants et sont prêts à aller jusqu'au boycott. Après la condamnation de l'Europe à l'O.M.C. pour refus d'importer du bœuf aux hormones et en réponse aux mesures de rétorsion américaines sur divers produits dont le Roquefort, le président du C.N.J.A. (Centre National des Jeunes Agriculteurs) déclarait : "Ils ne connaissent que le fric. Il faut donc frapper là où ça fait mal, au tiroir-caisse". Dommage qu'il faille attendre une crise et le démontage de quelques Mac-do pour découvrir ces solides vérités et l'évidence de la "malbouffe"... C'est effectivement aussi par la réappropriation du pouvoir politique de l'acte de consommation que le citoyen d'une société économiquement mondialisée peut espérer infléchir encore le cours des choses. Il y a dans cette situation nouvelle un défi éthique manifeste. L'action syndicale et la militance politique supposent des sacrifices et ont une dimension morale souvent importante, mais elles pouvaient apparaître justifiées par des intérêts très concrets : hausses de salaires, conditions de

travail, avantages divers. Avec la consommation citoyenne, le rapport entre éthique et intérêt est inversé. Certes, il est de l'intérêt bien compris de tous que la planète survive et soit sauvée, que les produits soient sains et même que justice soit faite pour éviter le chaos, mais cet intérêt-là se heurte à d'autres intérêts plus immédiats qu'il faudrait lui sacrifier. Il est indécent de demander au smicard ou au RMiste de payer 30 % plus cher pour un produit biologique, 50 % voire 100 % plus cher pour une marchandise équitable. Comment suggérer au banlieusard de renoncer à son supermarché favori pour des formes moins injustes de distribution, alors que celles-ci n'existent même pas à proximité et que font encore plus défaut les marchés traditionnels. Bien sûr, des circuits courts producteurs-consommateurs peuvent être organisés y compris en zones urbaines sous forme de paniers-fraîcheurs avec abonnement ou avec les jardins ouvriers [10]. Quelques militants écologistes ou eco-solidaires convaincus y ont recours. Nul doute qu'il soit souhaitable que de telles initiatives se développent. Sous la pression citoyenne, les pouvoirs publics peuvent venir en renfort et infléchir les politiques agricoles dans un sens moins productiviste. L'Allemagne a ouvert courageusement la voie. Toutefois, peut-on généraliser ces formules ? Et encore une fois, où trouver la voiture équitable, le juste kilowattheure et le m3 d'eau moral ?

Contrer les manipulations et refaire le monde

Il est clair qu'on ne va pas effacer d'un trait de plume la manipulation des puissances économiques qu'il est impossible de méconnaître et qu'il faut se garder de sous-estimer. Toutefois, l'objectif est bien de refaire le monde et le moyen est bien de contrer la manipulation et le lavage de cerveau auquel nous sommes soumis. Il est temps de commencer la décolonisation de notre imaginaire, c'est-à-dire la déséconomicisation des esprits. Prendre conscience que nos désirs de consommation, notre vision du monde dominée par le caractère incontournable de l'économie sont le résultat de la manipulation insidieuse d'un système et ne repose pas sur une véritable nécessité. Les choses ont été autrement, pourraient être autrement, devraient être autrement. Il faut toujours avoir comme horizon cet objectif ambitieux avec l'idéal d'un échange juste, c'est-à-dire d'économies et de marchés médiatisés par le social ou le politique.

Ce texte est pour l'essentiel un extrait du dernier livre de l'auteur, Justice sans limites. Le défi de l'éthique dans une économie mondialisée, Fayard, Paris 2003.

---

[1] Francesco Gesualdi, Manuale per un consumo responsabile. Dal boicottaggio al commercio equo e solidale, Feltrinelli, Milano 1999. La traduction et la parenthèse sont nôtres.

[2] Franck-Dominique Vivien et Agnès Pivot, "A propos de la méthode d'évaluation contingente", Natures Sciences Sociétés, 1999, vol 7 n°2, p. 51.

[3] "De fait, rien n'est plus facile que de pousser à son terme une métaphore démocratique qui ne cesse d'affleurer dans le discours de la finance. L'exposition des projets économiques (ceux des entreprises comme ceux de la politique économique) à l'opinion des marchés n'est-elle pas communément présentée comme une forme de suffrage ? Et les décisions d'engagement ou de désengagement des investisseurs ne sont-elles pas l'expression d'une sorte de vote ? Les pratiques de la corporate governance font un cran supplémentaire à cette analogie en donnant à la politeia financière son agora : l'assemblée générale des actionnaires (...) Fausse démocratie dans une société qui ne connaît pas d'autres préoccupations communes que celles du patrimoine : il n'est pas certain que la polis des fonds de pension soit une cité

radieuse", Frédéric Lordon, Fonds de pension, piège à cons ? Mirage de la démocratie actionnariale, Raisons d'agir, Juin 2000, pp. 106 et 109.

[4] Passet René, Éloge du mondialisme par un "anti" présumé, Fayard, 2001, p. 30.

[5] Ce n'est pas encore le cas, mais grâce à la propagande appuyée par l'argent des firmes et avec la complicité des élites locales, cela semble en bon chemin. Déjà, Mohamed Yunus, le "banquier des pauvres", se fait au Bangla Desh le propagandiste des semences de Monsanto. Plusieurs ministres africains de l'agriculture relayent cette campagne de pénétration insidieuse. Les Américains en offrant des surplus de céréales génétiquement modifiées aux Etats affamés d'Afrique accentuent encore la pression.

[6] Ici Marc Williger, "La méthode d'évaluation contingente : de l'observation à la construction des valeurs de préservation". Natures Sciences Sociétés, 4,1, Paris, l999.

[7] Comme le rappelait récemment le Canard enchaîné.

[8] Cité par Politis, Jeudi 10 octobre 2002.

[9] "De telles mesures, poursuit-elle, pourraient coûter des millions aux industriels états-uniens". Frédéric Prat, "Europe et OGM : Bruxelles, le passage en force", Courrier de l'environnement de l'INRA, N° 46, juin 2002, p. 76.

[10] La revue Silence (Ecologie, Alternatives, Non-violence), 9 rue Dumenge, 69004 Lyon, est une source irremplaçable d'informations et d'adresses, de même que Nature et Progrès, 68 bd Gambetta, 30700 Uzès.

A bas le développement durable !
Vive la décroissance conviviale !

«Il n'y a pas le moindre doute que le développement durable est l'un des concepts les plus nuisibles». Nicholas Georgescu-Roegen, (correspondance avec J. Berry, 1991) (1).

On appelle oxymore (ou antinomie) une figure de rhétorique consistant à juxtaposer deux mots contradictoires, comme «l'obscure clarté», chère à Victor Hugo, «qui tombe des étoiles...». Ce procédé inventé par les poètes pour exprimer l'inexprimable est de plus en plus utilisé par les technocrates pour faire croire à l'impossible. Ainsi, une guerre propre, une mondialisation à visage humain, une économie solidaire ou saine, etc. Le développement durable est une telle antinomie.

En 1989, déjà, John Pessey de la Banque mondiale recensait 37 acceptions différentes du concept de «sustainable development» (2). Le seul Rapport Bruntland (World commission 1987) en contiendrait six différentes. François Hatem, qui à la même époque en répertoriait 60, propose de classer les théories principales actuellement disponibles sur le développement durable en deux catégories, «écocentrées» et «anthropocentrées», suivant qu'elles se donnent pour objectif essentiel la protection de la vie en général (et donc de tous les êtres vivants, tout au moins de ceux qui ne sont pas encore condamnés) ou le bien-être de l'homme (3).

Développement durable ou comment faire durer le développement

Il y a donc une divergence apparente sur la signification du soutenable/durable. Pour les uns, le développement soutenable/durable, c'est un développement respectueux de l'environnement. L'accent est alors mis sur la préservation des écosystèmes. Le développement signifie dans ce cas, bien-être et qualité de vie satisfaisants, et on ne s'interroge pas trop sur la compatibilité des deux objectifs, développement et environnement. Cette attitude est assez bien représentée chez les militants associatifs et chez les intellectuels humanistes. La prise en compte des grands équilibres écologiques, doit aller jusqu'à la remise en cause de certains aspects de notre modèle économique de croissance, voire même de notre mode de vie. Cela peut entraîner la nécessité d'inventer un autre paradigme de développement (encore un ! mais lequel ? On n'en sait rien). Pour les autres, l'important est que le développement tel qu'il est puisse durer indéfiniment. Cette position est celle des industriels, de la plupart des politiques et de la quasi-totalité des économistes. A Maurice Strong déclarant le 4 avril 1992 : «Notre modèle de développement, qui conduit à la destruction des ressources naturelles, n'est pas viable. Nous devons en changer», font écho les propos de Georges Bush (senior) : «Notre niveau de vie n'est pas négociable» (4). Dans la même veine, à Kyoto, Clinton déclarait sans prendre de gants : «Je ne signerai rien qui puisse nuire à notre économie» (5). Comme on sait, Bush junior a fait mieux...

Le développement soutenable est comme l'enfer, il est pavé de bonnes intentions. Les exemples de compatibilité entre développement et environnement qui lui donnent créance ne manquent pas. Evidemment, la prise en compte de l'environnement n'est pas nécessairement contraire aux intérêts individuels et collectifs des agents économiques. Un directeur de la Shell, Jean-Marie Van Engelshoven, peut déclarer : «Le monde industriel devra savoir répondre aux attentes actuelles s'il veut, de façon responsable, continuer à créer dans le futur de la richesse». Jean-Marie Desmarets, le PDG de Total ne disait pas autre chose avant le naufrage de l'Erika et l'explosion de l'usine d'engrais chimique de Toulouse... (6). Avec un

certain sens de l'humour, les dirigeants de BP ont décidé que leur sigle ne devait plus se lire «British Petroleum», mais «Beyond Petroleum» (Au delà ou après le pétrole)... (7)

La concordance des intérêts bien compris peut, en effet, se réaliser en théorie et en pratique. Il se trouve des industriels convaincus de la compatibilité des intérêts de la nature et de l'économie. Le Business Council for Sustainable Development, composé de 50 chefs de grandes entreprises, regroupés autour de Stephan Schmidheiny, conseiller de Maurice Strong, a publié un manifeste présenté à Rio de Janeiro juste avant l'ouverture de la conférence de 92 : Changer de cap, réconcilier le développement de l'entreprise et la protection de l'environnement. «En tant que dirigeants d'entreprise, proclame le manifeste, nous adhérons au concept de développement durable, celui qui permettra de répondre aux besoins de l'humanité sans compromettre les chances des générations futures» (8).

Tel est bien, en effet, le pari du développement durable. Un industriel américain exprime la chose de façon beaucoup plus simple : «Nous voulons que survivent à la fois la couche d'ozone et l'industrie américaine».

Le développement toxique

Il vaut la peine d'y regarder de plus près en revenant aux concepts pour voir si le défi peut encore être relevé. La définition du développement durable telle qu'elle figure dans le rapport Brundtland ne prend en compte que la durabilité. Il s'agit, en effet, d'un «processus de changement par lequel l'exploitation des ressources, l'orientation des investissements, les changements techniques et institutionnels se trouvent en harmonie et renforcent le potentiel actuel et futur des besoins des hommes». Il ne faut pas se leurrer pour autant. Ce n'est pas l'environnement qu'il s'agit de préserver pour les décideurs - certains entrepreneurs écologistes parlent même de «capital soutenable», le comble de l'oxymore ! - mais avant tout le développement (9). Là réside le piège. Le problème avec le développement soutenable n'est pas tant avec le mot soutenable qui est plutôt une belle expression qu'avec le concept de développement qui est carrément un «mot toxique». En effet, le soutenable signifie que l'activité humaine ne doit pas créer un niveau de pollution supérieur à la capacité de régénération de l'environnement. Cela n'est que l'application du principe de responsabilité du philosophe Hans Jonas : «Agis de telle sorte que les effets de ton action soient compatibles avec la permanence d'une vie authentiquement humaine sur la terre».

Toutefois, la signification historique et pratique du développement, liée au programme de la modernité, est fondamentalement contraire à la durabilité ainsi conçue. On peut définir le développement comme une entreprise visant à transformer les rapports des hommes entre eux et avec la nature en marchandises. Il s'agit d'exploiter, de mettre en valeur, de tirer profit des ressources naturelles et humaines. La main invisible et l'équilibre des intérêts nous garantissent que tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes possible. Pourquoi se faire du souci ? La plupart des économistes qu'ils soient libéraux ou marxistes sont en faveur d'une conception qui permette au développement économique de perdurer. Ainsi l'économiste marxiste, Gérard d'Estanne de Bernis déclare : «On ne fera pas ici de sémantique, on ne se demandera pas non plus si l'adjectif «durable» (soutenable) apporte quoi que ce soit aux définitions classiques du développement, tenons compte de l'air du temps et parlons comme tout le monde. (...) Bien entendu, durable ne renvoie pas à long, mais à irréversible. En ce sens, quel que soit l'intérêt des expériences passées en revue, le fait est que le processus de développement de pays comme l'Algérie, le Brésil, la Corée du Sud, l'Inde ou le Mexique ne s'est pas avéré «durable»(soutenable) : les contradictions non maîtrisées ont balayé les résultats des efforts accomplis, et conduit à la régression» (10). Effectivement, le développement étant défini par Rostow comme «self-sustaining growth» (croissance auto-

soutenable), l'adjonction de l'adjectif durable ou soutenable à développement est inutile et constitue un pléonasme. C'est encore plus flagrant avec la définition de Mesarovic et Pestel (11). Pour eux, c'est la croissance homogène, mécanique et quantitative qui est insoutenable, mais une croissance «organique» définie par l'interaction des éléments sur la totalité est un objectif supportable. Or historiquement, cette définition biologique, est précisément celle du développement ! Les subtilités d'Herman Daly, tentant de définir un développement avec une croissance nulle ne sont tenables, ni en théorie, ni en pratique (12). Comme le note Nicholas Georgescu-Roegen : «Le développement durable ne peut en aucun cas être séparé de la croissance économique.(...) En vérité, qui a jamais pu penser que le développement n'implique pas nécessairement quelque croissance ? « (13).

Finalement, on peut dire qu'en accolant l'adjectif durable au concept de développement, il est clair qu'il ne s'agit pas vraiment de remettre en question le développement réellement existant, celui qui domine la planète depuis deux siècles, tout au plus songe-t-on à lui adjoindre une composante écologique. Il est plus que douteux que cela suffise à résoudre les problèmes.

La croissance zéro ne suffit pas

En fait, les caractères durable ou soutenable renvoient non au développement «réellement existant» mais à la reproduction. La reproduction durable a régné sur la planète en gros jusqu'au 18e siècle ; il est encore possible de trouver chez les vieillards du tiers-monde des «experts» en reproduction durable. Les artisans et les paysans qui ont conservé une large part de l'héritage des manières ancestrales de faire et de penser vivent le plus souvent en harmonie avec leur environnement ; ce ne sont pas des prédateurs de la nature (14). Au 17e siècle encore, en édictant ses édits sur les forêts, en réglementant les coupes pour assurer la reconstitution des bois, en plantant des chênes que nous admirons toujours pour fournir des mâts de vaisseaux 300 ans plus tard, Colbert se montre un expert en «sustainability». Ce faisant, ces mesures vont à l'encontre de la logique marchande.

Voilà, dira-t-on, du développement durable ; mais alors, il faut le dire de tous ces paysans qui plantaient de nouveaux oliviers et de nouveaux figuiers dont ils ne verraient jamais les fruits, mais en pensant aux générations suivantes, et cela, sans y être tenu par aucun règlement, tout simplement parce que leurs parents, leurs grands-parents et tous ceux qui les avaient précédés avaient fait de même (15). Désormais, même la reproduction durable n'est plus possible. Il faut toute la foi des économistes orthodoxes pour penser que la science de l'avenir résoudra tous les problèmes et que la substituabilité illimitée de la nature par l'artifice est possible. Peut-on vraiment, comme se le demande Mauro Bonaïuti, obtenir le même nombre de pizzas en diminuant toujours la quantité de farine et en augmentant le nombre de fours ou de cuisiniers ? Et même si on peut espérer capter de nouvelles énergies, serait-il raisonnable de construire des «gratte-ciel sans escaliers ni ascenseurs sur la base de la seule espérance qu'un jour nous triompherons de la loi de la gravité ? » (16). Contrairement à l'écologisme réformiste d'un Hermann Daly ou d'un René Passet, l'état stationnaire lui-même et la croissance zéro ne sont ni possibles, (ni souhaitables..). «Nous pouvons recycler les monnaies métalliques usées, mais non les molécules de cuivre dissipées par l'usage» (17). Ce phénomène que Nicholas Georgescu-Roegen a baptisé la «quatrième loi de la thermodynamique», est peut-être discutable en théorie pure, mais pas du point de vue de l'économie concrète. De l'impossibilité qui s'ensuit d'une croissance illimitée ne résulte pas, selon lui, un programme de croissance nulle, mais celui d'une décroissance nécessaire. «Nous ne pouvons, écrit-il, produire des réfrigérateurs, des automobiles ou des avions à réaction

«meilleurs et plus grands» sans produire aussi des déchets «meilleurs et plus grands» (18). Bref, le processus économique est de nature entropique.

«Le monde est fini, note Marie-Dominique Perrot, et le traiter, à travers la sacralisation de la croissance, comme indéfiniment exploitable, c'est le condamner à disparaître; on ne peut en effet à la fois invoquer la croissance illimitée et accélérée pour tous et demander à ce que l'on se soucie des générations futures. L'appel à la croissance et la lutte contre la pauvreté sont littéralement parlant des formules magiques tout autant qu'elles sont des mots d'ordre et des mots de passe (partout). C'est l'idée magique du gâteau dont il suffit d'augmenter la taille pour nourrir tout le monde, et qui rend «innommable» la question de la possible réduction des parts de certains» (19).

Notre surcroissance économique dépasse déjà largement la capacité de charge de la terre. Si tous les citoyens du monde consommaient comme les Américains moyens les limites physiques de la planète seraient largement dépassées (20). Si l'on prend comme indice du «poids» environnemental de notre mode de vie «l'empreinte» écologique de celui-ci en superficie terrestre nécessaire on obtient des résultats insoutenables tant du point de vue de l'équité dans les droits de tirage sur la nature que du point de vue de la capacité de régénération de la biosphère. En prenant en comptes, les besoins de matériaux et d'énergie, ceux nécessaires pour absorber déchets et rejets de la production et de la consommation et en y ajoutant l'impact de l'habitat et des infrastructures nécessaires, les chercheurs travaillant pour le World Wide Fund (WWF) ont calculé que l'espace bioproductif par tête de l'humanité était de 1,8 hectare. Un citoyen des Etats-Unis consomme en moyenne 9,6 hectares, un Canadien 7,2, un Européen moyen 4,5. On est donc très loin de l'égalité planétaire et plus encore d'un mode de civilisation durable qui nécessiterait de se limiter à 1,4 hectare, en admettant que la population actuelle reste stable (21).

Sortir de l'économicisme

On peut discuter ces chiffres, mais ils sont malheureusement confirmés par un nombre considérable d'indices (qui ont d'ailleurs servi à les établir). Pour survivre ou durer, il est donc urgent d'organiser la décroissance. Quand on est à Rome et que l'on doit se rendre par le train à Turin, si on s'est embarqué par erreur dans la direction de Naples, il ne suffit pas de ralentir la locomotive, de freiner ou même de stopper, il faut descendre et prendre un autre train dans la direction opposée. Pour sauver la planète et assurer un futur acceptable à nos enfants, il ne faut pas seulement modérer les tendances actuelles, il faut carrément sortir du développement et de l'économicisme comme il faut sortir de l'agriculture productiviste qui en est partie intégrante pour en finir avec les vaches folles et les aberrations transgéniques.

La décroissance devrait être organisée non seulement pour préserver l'environnement mais aussi pour restaurer le minimum de justice sociale sans lequel la planète est condamnée à l'explosion. Survie sociale et survie biologique paraissent ainsi étroitement liées. Les limites du «capital» nature ne posent pas seulement un problème d'équité intergénérationnelle dans le partage des parts disponibles, mais un problème d'équité entre les membres actuellement vivants de l'humanité.

La décroissance ne signifie pas nécessairement un immobilisme conservateur. L'évolution et la croissance lente des sociétés anciennes s'intégraient dans une reproduction élargie bien tempérée, toujours adaptée aux contraintes naturelles. «C'est parce que la société vernaculaire a adapté son mode de vie à son environnement, conclut Edouard Goldsmith, qu'elle est durable, et parce que la société industrielle s'est au contraire efforcée d'adapter son environnement à son mode de vie qu'elle ne peut espérer survivre» (22). Aménager la

décroissance signifie, en d'autres termes renoncer à l'imaginaire économique c'est-à-dire à la croyance que plus égale mieux. Le bien et le bonheur peuvent s'accomplir à moindres frais. La plupart des sagesses considèrent que le bonheur se réalise dans la satisfaction d'un nombre judicieusement limité de besoins. Redécouvrir la vraie richesse dans l'épanouissement de relations sociales conviviales dans un monde sain peut se réaliser avec sérénité dans la frugalité, la sobriété voire une certaine austérité dans la consommation matérielle. «Une personne heureuse, note Hervé Martin, ne consomme pas d'antidépresseurs, ne consulte pas de psychiatres, ne tente pas de se suicider, ne casse pas les vitrines des magasins, n'achète pas à longueur de journées des objets aussi coûteux qu'inutiles, bref, ne participe que très faiblement à l'activité économique de la société» (23). Une décroissance voulue et bien pensée n'impose aucune limitation dans la dépense des sentiments et la production d'une vie festive, voire dionysiaque.

On peut conclure avec Kate Soper : «Ceux qui plaident pour une consommation moins matérialiste sont souvent présentés comme des ascètes puritains qui cherchent à donner une orientation plus spirituelle aux besoins et aux plaisirs. Mais cette vision est à différents égards trompeuse. On pourrait dire que la consommation moderne ne s'intéresse pas suffisamment aux plaisirs de la chair, n'est pas assez concernée par l'expérience sensorielle, est trop obsédée par toute une série de produits qui filtrent les gratifications sensorielles et érotiques et nous en éloignent. Une bonne partie des biens qui sont considérés comme essentiels pour un niveau de vie élevé sont plus anesthésiants que favorables à l'expérience sensuelle, plus avares que généreux en matière de convivialité, de relations de bon voisinage, de vie non stressée, de silence, d'odeur et de beauté... Une consommation écologique n'impliquerait ni une réduction du niveau de vie, ni une conversion de masse vers l'extra-mondanité, mais bien plutôt une conception différente du niveau de vie lui-même» (24).

Serge Latouche

(1) Cité par Mauro Bonaïuti. La teoria bioeconomica. La «nuova economia» di Nicholas Georgescu Roegen, Carocci, Rome 2001, p. 53.

(2) J. Pezzey, Economic analysis of sustainable growth and sustainable development, World Bank, Environment Department, Working Paper n° 15, 1989.

(3) Christian Comeliau, Développement du développement durable, ou blocages conceptuels ? Tiers-Monde, N° 137, Janvier-mars 1994, pp. 62-63.

(4) Cité par Jean Marie Harribey, L'économie économe, L'harmattan, Paris 1997.

(5) Carla Ravaioli, «Lettera aperta agli economisti. Crescita e crisi ecologica». Manifesto libri 2001, P. 20.

(6) Green magazine, mai 1991. Cet exemple comme les précédents est tiré de Hervé Kempf, L'économie à l'épreuve de l'écologie. Hatier, col. enjeux, Paris 1991, pp. 24/25.

(7) Carla Ravaioli, op.cit. p. 30.

(8) Changer de cap, Dunod, l992, p. ll.

(9) Carla Ravaioli, op. cit. p. 32.

(10) Gérard de Bernis, Développement durable et accumulation, Tiers-Monde, n° l37, p. 96.

(11) Mesarovic et Pestel, Strategie per sopravvivere, Mondadori, Milano 1974.

(12) Une augmentation du revenu (au sens hicksien) sans atteinte au capital naturel permettrait d'affirmer qu'une croissance soutenable est une contradiction dans les termes, pas un développement durable. Voir Gianfranco Bologna et alii, «Italia capace di futuro» WWF-EMI, Bologne 2001, pp. 32 et ss.

(13) NGR 1989 p. 14, cité Bonaïuti, p. 54.

(14) En dépit de la coquetterie que l'on se donne de contester la sagesse des «bons sauvages», celle-ci se fonde tout simplement sur l'expérience. Les «bons sauvages» qui n'ont pas respecté leur écosystème ont disparu au cours des siècles...

(15) Cette observation de Castoriadis rejoint la sagesse millénaire évoquée déjà par Ciceron dans le «de senectute». Le modèle du «développement durable» mettant en ¦uvre le principe de responsabilité est donné par un vers cité par Caton : «Il va planter un arbre au profit d'un autre âge». Il le commente ainsi : «De fait, l'agriculteur, si vieux soit-il, à qui l'on demande pour qui il plante, n'hésite pas à répondre : «Pour les dieux immortels, qui veulent que, sans me contenter de recevoir ces biens de mes ancêtres, je les transmette aussi à mes descendants». Cicéron, Caton l'ancien (de la vieillesse), VII-24, Les belles lettres, Paris 1996, p. 96.

(16) Bonaïuti Mauro, La «nuova economia» di Nicholas Georgescu-Roegen. ed. Carocci, Roma 2001, pp. 109 et 141.

(17) Ibidem. p. 140.

(18) Op. cit. p. 63.

(19) Marie-Dominique Perrot, Mondialiser le non sens, L'Age d'homme, Lausanne, 2001, p. 23.

(20) On trouvera une bibliographie exhaustive des rapports et livres parus sur le sujet depuis le fameux rapport du Club de Rome, dans Andrea Masullo, «Il pianeta di tutti. Vivere nei limiti perchè la terra abbia un futuro». EMI, Bologne, 1998.

(21) Sous la direction de Gianfranco Bologna, Italia capace di futuro. WWF-EMI, Bologne, 2001, pp. 86-88.

(22) E. Goldsmith, Le défi du XXIe siècle, Le rocher, l994, p.330.

(23) Hervé René Martin, La mondialisation racontée à ceux qui la subissent, Climats, 1999. p. 15.

(24) Kate Soper, Ecologie, nature et responsabilité. Revue du MAUSS n° 17 premier semestre 2001, p. 85.

Catastrophes, genèse d'une décolonisation de l'imaginaire ?
Par Serge LATOUCHE, Christopher YGGDRE

LES PÉRIPHÉRIQUES VOUS PARLENT

Numéro 16

Catastrophes, genèse d'une décolonisation de l'imaginaire ?

Par Serge LATOUCHE, Christopher YGGDRE

La notion de "développement" hiérarchise les cultures en référence à des valeurs économiques dont la centralité continue de régler le rapport des pays occidentaux au reste du monde. Or, affirme Serge Latouche, une grande partie du monde considère que l'économie est l'auxiliaire ou la subordonnée d'autres valeurs. S'il s'agit de lutter, en Occident, contre le règne sans partage de la norme marchande, encore faut-il que ce combat contre la globalisation affirme et prenne conscience de ses propres déterminations culturelles.

Extrait

(...) LE DEVELOPPEMENT DURABLE : UNE NOTION CONTRADICTOIRE

Les périphériques vous parlent : Pour des auteurs comme Jeremy Rifkin, la culture apparaît comme une voie royale de salut pour nous sauver du centrement obsessionnel sur l'économique. Vous retournez le raisonnement en disant que les pratiques de marché sont des pratiques culturelles. Dans notre participation aux différents mouvements sociaux contre la globalisation économique, nous avons le sentiment que la pensée économiste gagne certains de ceux qui la combattent à travers notamment la prolifération des réponses économiques aux problèmes économiques. Pourtant la dimension culturelle de la transformation de nos modes de vie est un élément incontournable pour sortir du processus actuel de destruction de la vie. Quelle analyse faites-vous de ce piège, comment en sortir ?

Serge Latouche [1] : Quand vous faites référence à Jeremy Rifkin, je suis frappé par le fait que le terme de culture n'a pas le même sens dans la pensée anglo-saxonne qu'en France. Bien sûr, le mot culture est un terme polymorphe qui a tant de sens qu'il finit par ne plus en avoir. J'utilise toujours le mot culture dans son sens fort. L'humanité vit dans la culture, c'est ce qui lui permet de trouver des réponses aux problèmes de l'être, donc du sens. L'homme est un animal culturel avant d'être un animal politique. La tradition anglo-saxonne a édifié une conception culturelle de la culture, au sens où, parlant d'un ministère de la Culture, on signifie que l'économie est une infrastructure au contraire de la culture qui est une superstructure. Ceci est paradoxal, dans la mesure où l'étude des peuples dits primitifs, telle que l'a entreprise d'ailleurs l'anthropologie anglo-saxonne de façon magistrale, montre que la culture représente pour ces peuples l'espace de réponse à l'ensemble des questions concernant la vie et la survie. C'est dans ce sens-là que j'affirme que la technique et l'économie constituent notre culture à nous Occidentaux, le reste étant réduit à du folklore. Le technique et l'économie sont pour un Occidental les seules vraies réponses aux questions de l'existence et de l'être.

Au sein du mouvement actuel de l'antimondialisation, se profile tout de même depuis longtemps un mouvement transnational minoritaire non négligeable qui constitue aujourd'hui l'un des pôles forts de la contestation de la globalisation économique. La critique radicale, c'est-à-dire celle qui plonge jusqu'à la racine des problèmes, est toujours, dans l'histoire, minoritaire, mais elle féconde et transforme néanmoins le monde et finit par grignoter du terrain. Hegel disait que "nul ne peut sauter par-dessus son temps". Nous sommes tous pris,

nous y compris, dans l'imaginaire économique dominant. Il est extrêmement difficile d'en sortir, même si on peut prendre conscience d'un certain nombre de dangers qui lui sont inhérents. L'imaginaire qui est le sien se traduit par des comportements concrets qui devraient être remis en cause, mais qui ne le sont que rarement. Chercher un moyen terme entre le beurre et l'argent du beurre est un réflexe très humain. Cette attitude n'est pas propre au citoyen lambda. Les industriels ont conscience de certains dangers et voudraient bien concilier à la fois la protection de l'environnement et la prospérité de leurs affaires. C'est pourquoi la notion de développement durable est apparue pour associer deux réalités profondément contradictoires. On désire une automobile propre parce qu'on ne veut pas y renoncer, alors que la profusion d'automobiles est une des sources de nos malheurs. Nous sommes pris au piège des contradictions du système dans lequel nous vivons et toute remise en cause concrète se fait dans la douleur. (...)

[1] Economiste, membre du Mauss (Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales), son dernier livre paru est "La déraison de la raison économique", aux éditions Albin Michel

Les effets culturels de la mondialisation
UNIVERSALISME CANNIBALE OU TERRORISME IDENTITAIRE
Par Serge Latouche à Otawa

L'impérialisme économique et l'impérialisme de l'économie, qui caractérisent la surmodernité dans sa phase actuelle sont en train de détruire la planète. Cela peut s'observer par le spectacle du quotidien pour peu qu'on ne soit pas atteint de la myopie de cette vision ultra libérale des "staliniens" des institutions de Bretton-Woods, ceux-là mêmes qui jouent aux apprentis sorciers... Cet économisme a réduit la culture au folklore et l'a reléguée dans les musées. La mondialisation en liquidant les cultures engendre l'émergence des "tribus", des replis, de l'ethnicisme, et non la coexistence et le dialogue. La montée de la violence mimétique sur fond de victimisation des boucs émissaires est le corrolaire de l'homogénéisation et des faux métissages. Amplifiés par les média, ces phénomènes ont provoqué une telle répulsion, sans doute légitime, qu'on en vient à exalter un universalisme béat et sans nuance, d'essence exclusivement occidental, avec la répétition incantatoire de slogans creux.

En 1989, il y a tout juste dix ans, (et en même temps une éternité !), la chute du mur de Berlin semblait annoncer la fin du mensonge et des illusions totalitaires. Pendant quelques années le monde occidental se prit à rêver de la paix perpétuelle qu'aménerait à coup sûr l'extension rapide à toute la planète de l'économie de marché, des droits de l'homme, des technosciences et de la démocratie. Aujourd'hui, le cauchemar a clairement succédé au rêve. Partout dans le monde on se massacre allègrement et les États se défont au nom de la pureté de la race ou de la religion. L'Occident aurait doublement tort de croire que ce sont là affaires de barbares qui ne le concernent pas. D'une part parce que le conflit se fait de plus en plus sentir au cœur même des démocraties les mieux ancrées. Et surtout parce qu'il y a tout lieu de penser que cet effarant retour de l'ethnocentrisme du Sud et de l'Est est au fond rigoureusement proportionnel à la secrète violence impliquée par l'imposition de la norme universaliste occidentale. Comme si, derrière l'apparente neutralité de la marchandise, des images et du juridisme, nombre de peuples percevaient en creux un ethnocentrisme paradoxal, un ethnocentrime universaliste, l'ethnocentrisme du Nord et de l'Ouest, d'autant plus dévastateur qu'il consiste en une négation officielle radicale de toute pertinence des différences culturelles. Et qui ne voit dans la culture que la marque d'un passé à abolir définitivement.

Toutefois, après quarante ans d'occidentalisation économique du monde, il est naïf et de mauvaise foi d'en regretter les effets pervers. On est ainsi enfermé dans un manichéisme suspect et dangereux : ethnicisme ou ethnocentrisme, terrorisme identitaire ou universalisme cannibale.

Si les méfaits des replis identitaires et de l'ethnicisme doivent être dénoncés, il ne faut pas évacuer le bébé avec l'eau du bain. Leurs mécanismes doivent être analysés, en particulier celui d'une absolutisation de différences arbitraires par des entrepreneurs de l'identité sans scrupule. Symétriquement, l'ethnocentrisme arrogant et à nouveau triomphant de la bonne conscience occidentale doit aussi être démonté. Il faut dénoncer l'illusion d'une culture planétaire qui serait le sous-produit de la mondialisation techno-économique. Par quel miracle le mauvais mondial ne serait-il que le double déformé et caricatural du bon universel ?

La mondialisation en particulier, tout en caricaturant l'universel renforce la nostalgie pour ses valeurs de plus en plus bafouées. "Mondialisation et universalité, écrit Jean Baudrillard, ne

vont pas de pair, elles seraient plutôt exclusives l'une de l'autre. La mondialisation est celle des techniques, du marché, du tourisme, de l'information. L'universalité est celle des valeurs, des droits de l'homme, des libertés, de la culture, de la démocratie. La mondialisation semble irréversible, l'universel serait plutôt en voie de disparition" . Quand Baudrillard oppose ainsi le mondial à l'universel, il ne fait que constater une réalité. Toutefois, n'est-ce pas l'universalité de la science, de la technique et plus encore de l'économie, d'essence bien occidentale, qui a engendré cette mondialisation "diabolique" ? La parution du cours de géographie d'Emmanuel Kant vient à point nommé pour nous rappeler l'étroitesse ethnocentriste de l'universalisme chez le plus grand penseur des Lumières, avec son florilège de clichés racistes.

La réalité de l'érosion et de l'écrasement des valeurs par la mégamachine techno-économique globale n'est-elle pas, d'une certaine façon, la vérité de l'universel, dès lors que cet universel est uniquement et exclusivement occidental et que son noyau dur n'est autre que l'économicisation/marchandisation du monde?

Ce débat sur l'ethnocentrisme est d'autant plus actuel que les problèmes du droit à différer font irruption dans notre quotidien, du foulard islamique à l'excision, de la montée du racisme à la ghettoïsation des banlieues. La mise en perspective de nos croyances en se mettant à la place de l'autre est indispensable sous peine de la perte de la connaissance de soi, danger que fait peser la mondialisation culturelle.

I L'Occident comme mégamachine anti-culture : L'universalisme cannibale.

Mégamachine techno-économique, anonyme et désormais sans visage, l'Occident remplace en son sein la culture par une mécanique qui fonctionne à l'exclusion et non à l'intégration de ses membres, et sur ses marges, à sa périphérie, elle lamine les autres cultures, dans sa dynamique conquérante, les écrase comme un rouleau compresseur. D'une certaine façon, l'économie (et la technique), que l'on présente souvent comme l'autre de la culture ne sont pas à coté de la culture, elles sont notre culture ou plutôt son "tenant-lieu". La culture, en effet, dans la signification pleine que la tradition anthropologique donne à ce terme, est ce qui donne sens à la réalité humaine et sociale. Or, comme l'homme vit d'abord dans le sens, à la différence des autres êtres vivants, la culture est ce qui permet de trouver une réponse au problème de l'être et de l'existence. Nous sommes littéralement immergés dans la culture.

L'Occident moderne, néanmoins, a imposé la technique et l'économie comme "milieu" social, réduisant, ce faisant, le sens à une simple fonction, la fonction vitale, celle de vivre pour vivre ou de vivre pour consommer et consommer pour vivre... Le seul sens de la vie que les produits de l'industrie culturelle propose à nos enfants, c'est : faire de l'argent et en gagner toujours plus. Aussi peut-on dire que cette soi-disant culture occidentale est une anti-culture. Elle est une non culture pour trois raisons ; d'abord, parce qu'elle désenchante le monde suivant le mot et l'analyse de Max Weber, c'est-à-dire qu'elle réduit le sens à une simple fonction et avec la recherche d'accumulation illimitée de l'argent, elle prend les moyens pour fin. Elle est une anti-culture, encore, parce qu'elle fonctionne à l'exclusion. Enfin, elle est ethnocidaire ou culturicide. Pseudo-culture universelle, elle est cannibale ; elle dévore les autres cultures et ses propres enfants ; elle assassine ou détruit tout ce qui lui resiste.

Loin d'entraîner la fertilisation croisée des diverses sociétés, la mondialisation impose à autrui une vision particulière, celle de l'Occident et plus encore celle de l'Amérique du Nord. Dans un article au titre provocateur ("In Praise of Cultural Imperialism ?"), un ancien responsable de l'administration Clinton, M. David Rothkopf déclare froidement : "Pour les Etats-Unis, l'objectif central d'une politique étrangère de l'ère de l'information doit être de

gagner la bataille des flux de l'information mondiale, en dominant les ondes, tout comme la Grande-Bretagne règnait autrefois sur les mers"; Il ajoute : "Il y va de l'intérêt économique et politique des Etats-Unis de veiller à ce que, si le monde adopte une langue commune, ce soit l'anglais ; que, s'il s'oriente vers des normes communes en matière de télécommunications, de sécurité et de qualités, ces normes soient américaines ; que, si ses différentes parties sont reliées par la télévision, la radio et la musique, les programmes soient américains ; et que, si s'élaborent des valeurs communes, ce soit des valeurs dans lesquelles les Américains se reconnaissent". Il conclut en affirmant que ce qui est bon pour les Etats-Unis est bon pour l'humanité ! "Les Américains ne doivent pas nier le fait que, de toutes nations dans l'histoire du monde, c'est la leur qui est la plus juste, la plus tolérante, la plus désireuse de se remettre en question et de s'améliorer en permanence, et le meilleur modèle pour l'avenir" . Cet impérialisme culturel aboutit le plus souvent à ne substituer à la richesse ancienne de sens qu'un vide tragique. Les réussites de métissages culturels sont plutôt d'heureuses exceptions, souvent fragiles et précaires. Elles résultent plus de réactions positives aux évolutions en cours que de la logique globale. C'est à raison que l'on a pu parler à propos des pays du Sud, d'une "culture du vide". Toutefois, ce vide d'une modernité bâtarde et désenchantée est disponible pour nourrir les projets les plus délirants.

L'économie et la technique en s'autonomisant, en se désenclavant du social (selon l'analyse de la disembeddedness de Karl Polanyi) en viennent à occuper la totalité de l'espace social et sont in abstracto universelles. Toutefois, cette mégamachine techno-économique fonctionne à l'exclusion. Elle repose sur le culte de la performance technique et économique, sans frein, ni limite, le profit pour le profit, l'accumulation illimitée. Hobbes annonce déjà avec délectation cette ubris, cette démesure propre à l'homme occidental. "La félicité de cette vie, écrit-il, ne consiste pas dans le repos d'un esprit satisfait. Car n'existent en rélité ni ce finis ultimus (ou but dernier) ni ce summum bonum (ou bien suprême) dont il est question dans les ouvrages des anciens moralistes (...) la félicité est une continuelle marche en avant du désir d'un objet à un autre, la saisie du premier n'étant encore que la route qui mène au second. (...) Ainsi, je mets au premier rang, à titre d'inclination générale de toute l'humanité, un désir perpétuel et sans trêve d'acquérir pouvoir après pouvoir, désir qui ne cesse qu'à la mort". Cette recherche inquiète du "toujours plus", cette démesure propre à l'homme occidental engendrent peut-être la félicité de quelques uns, mais sûrement pas le bonheur du plus grand nombre. La guerre économique, qui est la réalité de la concurrence, guerre à laquelle la course techniciste donne une puissance inouïe, engendre des vainqueurs mais aussi des vaincus. Les vainqueurs, les gagnants, petit nombre d'élus, sont magnifiés par les médias, proposés en modèles. Ce sont les héros des temps modernes.

C'est là un mythe d'une redoutable efficacité pour imposer l'extension de la mégamachine, et même réussir une certaine intégration imaginaire des exclus. Tous, en effet, ont une chance, infime et très inégale, sans doute, mais pas nulle, de sortir de l'immense bataille, de la gigantesque loterie comme un Dieu, une vedette, une star, une idole des nombreuses scènes interdépendantes de la société du spectacle : le show-biz, le sport, la science, la fortune, l'art, la bourse... Les jeux télévisés sont une caricature du fonctionnement de cette gigantesque foire.

Ce faisant, cette mécanique produit nécessairement une masse énorme de perdants : les exclus, les recalés, les laissés-pour compte. Cette "culture" de la performance est donc ipso facto une culture de l'échec. Or toute culture vise avant tout à l'intégration de ses membres, de tous ses membres et pas seulement de quelques uns. Elle ne vise pas uniquement à une intégration imaginaire, mais aussi à une intégration réelle dans la vie concrète. Elle fournit les mythes et les croyances qui contribuent à la fabrication sociale des personnes, donnent sens à leur existence en même temps qu'elle fournit les moyens matériels de cette existence en

assumant le lien social et en instaurant une solidarité collective. Elle ne limite pas ses bienfaits à quelques élus ni à une élite, mais à tous. Elle canalise les pulsions agressives ou explosives, maîtrise la démesure, l'ambition, l'avidité des individus pour les faire travailler au bien commun ou au moins neutraliser les effets mortifères des passions débridées. Bref, toute culture se doit d'accomplir cette intégration concrète du vivre ensemble que l'Etat-nation moderne a plus ou moins réussi à maintenir pendant la période de montée en puissance du marché. En revanche, l'intégration abstraite de l'humanité dans le technocosme par le marché mondial, par l'omnimarchandisation du monde et la concurrence généralisée se fait au prix d'une désocialisation concrète, d'une décomposition du lien social, en dépit du mythe de la main invisible cher aux économistes.

A cette décomposition sociale et politique du Nord correspond la déculturation du Sud. Celle-ci est d'autant plus dramatique que, si dans une certaine mesure, le Nord fonctionne encore comme "élite planétaire", le Sud n'a souvent pour seule richesse que sa culture, ou ce qu'il en reste...

Le sous-développement n'est pas seulement une forme d'acculturation, il est en réalité une déculturation. Ses symptômes économiques ne peuvent ni s'expliquer ni se comprendre par la seule économie. Il n'est pas fondamentalement engendré par elle. L'analyse du sous-développement en terme de dynamique culturelle, n'est pas complémentaire d'une analyse économique, mais elle est exclusive, puisque la culture au sens fort englobe l'économie. Le sous-développement est d'abord un jugement porté de l'extérieur sur une réalité façonnée de l'extérieur. C'est l'intériorisation du regard de l'autre, ce processus d'autocolonisation de l'imaginaire piège les sociétés non-occidentales dans la dynamique infernale de l'occidentalisation. Ce processus pourrait être illustré de mille façons par les observations de la vie quotidienne comme par l'expérience des échecs tant du mimétisme politique (L'Etat importé) que du mimétisme économique (la faillite du développement). Toutefois, cet écrasement laisse des traces et engendre un grand ressentiment.

En conséquence de cela, les cultures refoulées font partout retour, parfois sous les formes les plus pernicieuses. Faute d'une place nécessaire et d'une légitime reconnaissance, elles reviennent de manière explosive, dangereuse ou violente.

II Le retour du refoulé : l'irruption des revendications identitaires.

La mégamachine globale rase tout ce qui dépasse du sol, mais elle enfonce les superstructures et conserve à son insu les fondations. Sous l'uniformisation planétaire, on peut retrouver les racines des cultures humiliées qui n'attendent que le moment favorable pour resurgir, parfois déformées et monstrueuses. Les replis identitaires provoqués par l'uniformisation planétaire et la mise en concurrence exacerbée des espaces et des groupes sont d'autant plus violents que la base historique et culturelle en est plus fragile, (voire inexistante dans le cas limite de la Padanie). Parce que l'universalisme des Lumières n'est que le particularisme de la "tribu occidentale", il laisse derrière lui bien des survivances, suscite bien des résistances, favorise des recompositions et engendre des formations bâtardes étranges ou dangereuses.

Les réactions défensives face à l'échec du développement, les volontés d'affirmation identitaire, les résistances à l'homogénéisation universelle vont prendre des formes différentes plus ou moins agressives ou plus ou moins créatives et originales.

Les délices du jeu politique marqué par le conflit droite-gauche que l'Occident a propagé avec plus ou moins de bonheur dans le reste du monde s'en trouvent empoisonnées. Les

revendications communautaires sont tantôt de "droite", tantôt de "gauche". Dans les vieilles démocraties elles-mêmes, l'identité "nationale" devient un enjeu électoral. Des "nouvelles droites" ou des "nouvelles gauches" en font leurs thèmes porteurs. Des pêcheurs en eau trouble récupèrent les aspirations identitaires nostalgiques dans des projets nettement néo-fascistes. Rien n'est plus comme avant, et les choses sont bien embrouillées avec l'émergence de ce monstre polymorphe qu'est l'identité culturelle stigmatisée par Maxime Rodinson comme "peste communautaire".

L'identité culturelle est une aspiration légitime, mais coupée de la nécessaire prise de conscience de la situation historique, elle est dangereuse. Ce n'est pas un concept instrumentalisable. D'abord, lorsqu'une collectivité commence à prendre conscience de son identité culturelle, il y a fort à parier que celle-ci est déjà irrémédiablement compromise. L'identité culturelle existe en soi dans les groupes vivants. Quand elle devient pour soi, elle est déjà le signe d'un repli face à une menace ; elle risque de s'orienter vers l'enfermement, voire l'imposture. Produit de l'histoire, largement inconsciente, elle est dans une communauté vivante toujours ouverte et plurielle. Au contraire, instrumentalisée, elle se renferme devient exclusive, monolithique, intolérante, totalisante, en danger de devenir totalitaire. La purification ethnique n'est pas loin...

Arnold Toynbee distinguait naguère deux types de réaction face à l'impérialisme culturel : l'hérodianisme et le zélotisme, soit le mimétisme caricatural et le renfermement désespéré. Ces deux tendances seraient d'ailleurs vouées à l'échec. Ne doit-on pas ajouter une troisième forme plus optimiste, celle d'une véritable innovation historique ? Même si, en pratique, ces formes se mélangent et s'interpénètrent, il convient donc de discerner trois grands types de réaction : le projet fondamentaliste qui s'apparente au zélotisme, l'affirmation national-populiste, plus proche du mimétisme et la construction d'un néo-clanisme original.

Le projet fondamentaliste

Dans les sociétés musulmanes déstructurées par l'industrialisation et l'individualisme de la modernité, on voit apparaître et se développer une forme régressive d'affirmation de l'identité perdue. Le fondamentalisme islamique, saisi dans son ensemble, est l'illustration actuelle la plus typique de la percée des mouvements identitaires. La montée en puissance spectaculaire de ce courant ne doit pas cacher d'autres phénomènes du même type, comme l'extrémisme brahmanique en Inde, ou les revendications régionalistes dans les vieux pays d'Europe. Tous ces phénomènes sont suscités par l'échec de la modernisation et résultent des frustrations engendrées par cet échec. Les masses arabes touchées à l'heure actuelle par les frères musulmans ou les mouvements chi'ites, étaient nassériennes ou baasistes il y a vingt ans, c'est-à-dire qu'elles mettaient alors leurs espoirs dans le modernisme et croyaient en une synthèse possible de l'héritage arabe et de la modernité. Leur fanatisme actuel permet de mesurer l'ampleur de leur déception. Certes, ce courant est porteur de nombreuses ambiguïtés. Il se nourrit des formidables survivances religieuses et culturelles sans lesquelles il n'aurait jamais vu le jour. Il trouve dans la nostalgie d'un passé historique glorieux, en partie mythique, une force de résistance et d'expansion. Il constitue une tentative problèmatique de concilier l'industrialisation et la technique avec le Coran, (une modernisation sans la modernité). Aux tentatives nationalistes de "modernisation de l'islam", il oppose son projet ambitieux d'"islamisation de la modernité".

Les sociétés concernées n'ont jamais fait de la religion leur seul principe d'identification sociale. Il ne s'agit donc pas d'un retour à un vécu religieux traditionnel, ni à une forme de société antérieure, même si la nostalgie d'un âge d'or de l'Islam ou d'une pureté originelle des

temps du prophète et de ses compagnons nourrit l'imaginaire des masses. Au grand dam des intégristes, les croyances populaires de la société rurale sont pétries de rituels et de pratiques locales étrangères au Coran et de survivances ante-islamiques qualifiées de superstitions. Le Maraboutisme, si vivant en Afrique noire et les divers soufismes en sont une illustration. "S'il se présente comme un farouche partisan du conservatisme en matière de moeurs, note Hocine Benkheira à propos du fondamentalisme, il n'en est pas moins un adversaire intrangiseant des modes de vie traditionnels, notamment pour tout ce qui touche à la religiosité. Dans ces modes de vie, celle-ci repose, selon lui, sur un tissus de superstitions qui a recouvert la religion authentique et qu'il faut donc éradiquer pour retrouver le vrai islâm, la vraie foi, celle qui règnait avant, dans un temps mythique". En n'y voyant qu'un retour de l'islâm traditionnel, poursuit-il, "on s'est empêché de voir que si le fondamentalisme triomphait, cela signait l'arrêt de mort de la religiosité qui a dominé le Maghreb depuis environ dix siècles". Le retour mythique à un Islam authentique suppose autant l'éradication de la religiosité traditionnelle que l'élimination des valeurs de la modernité occidentale.

Les sociétés traditionnelles des pays d'Islâm se caractérisaient par un enchevêtrement complexe de communautés et de particularismes. L'identité culturelle était de ce fait plurielle et ouverte. La oumma, ou assemblée des croyants, n'avait été qu'un repère unificateur imaginaire pour les musulmans disséminés dans des collectivités enchevêtrées, formées d'un réseau très complexe de liens historiques. La sharî'à n'avait jamais été la loi civile unique et applicable à tous. Les intégristes ont raison en un certain sens de dénoncer l'âge d'or des grands empires arabes comme une époque de corruption, d'impiété et d'hérésie. La grande période de la Perse, celle des poètes chantant l'amour et le vin, celle des miniatures raffinées et des palais des Mille et Une Nuits, était aux antipodes du puritanisme imposé par les ayatollah. Les fanatiques détruisent aujourd'hui au Yémen ou ailleurs des oeuvres d'art sans prix du XIème siècle produites dans les périodes de tolérance de l'Islam au temps de sa première splendeur : tombeaux de marabout, objets et lieux de cultes populaires.

"Même l'islam dont ils (les intégristes algériens) se réclament, écrit Camille Tarot, fut-il antimoderniste, n'est plus l'Islâm traditionnel. C'est un islâm importé par des coopérants venus du proche-orient, mâtiné de militantisme nationaliste, d'idées totalitaires, de méthodes activistes empruntées aux guerres révolutionnaires de naguère et à la guerilla afghane, un islâm ébloui par le succès tactique de la révolution khomeiniste".

Paradoxalement, la déculturation engendrée par l'Occident (industrialisation, urbanisation, nationalitarisme) offre les conditions inespérées d'un renouveau religieux. L'individualisme, déchaîné comme jamais, donne sens au projet de recomposition du corps social sur la seule base du lien religieux abstrait en effaçant toute autre inscription territoriale. La religion devient la base d'un projet de reconstruction de la communauté. Elle se voit attribuer le rôle d'assumer la totalité du lien social. Les mouvements islamiques intégristes touchent avant tout les villes et les bidonvilles dans les pays où la tradition a le plus souffert des projets industrialistes, l'Iran de la révolution blanche, l'Égypte post-nassérienne, l'Algérie "socialiste". Les animateurs ne sont pas des notables ruraux ou des esprits rétrogrades, mais des ingénieurs, des médecins, des scientifiques formés dans les universités. La religion, qui canalise les frustrations des exclus de la modernité et des déçus des projets modernistes du nassérisme, du Baas ou du socialisme arabe, est une croyance abstraite, rigoureuse, universaliste. L'universalisme occidental se trouve ainsi confronté à un universalisme tout aussi fort et réactionnel. Il ne s'agit pas cependant d'une voie véritablement différente ; l'anti-occidentalisme de ce courant est plus affiché que profond. Le fonctionnement théocratique de l'Etat est plus une perversion de la modernité qu'un projet radicalement différent. Il implique, certes, un rejet de la métaphysique matérialiste de l'Occident mais il a besoin de garder la "base matérielle" et en particulier la machine. Ces mouvements anti-occidentaux

s'accommodent le plus souvent de la technique et de l'économie de marché (la modernisation sans le modernisme). Sans être totalement vide, le contenu spécifique de ce qu'on appelle l'économie islamique reste très limité : les banques et la finance islamiques, et un volontarisme éthique assez flou. Elle n'exclut même pas un libéralisme quasi-total. La menace d'une dérive totalitaire de ces mouvements démagogiques et théocratiques n'est pas négligeable.

Cependant, le monde islamique n'a pas le monopole de ces phénomènes. On les retrouve sous leur forme strictement religieuse avec l'hindouisme radical, l'intégrisme chrétien, en particulier dans certaines sectes au Nord comme au Sud. Tous les fondamentalismes islamiques, mais aussi leurs équivalents hindouistes et, dans une certaine mesure, les intégrismes chrétiens, s'inscrivent dans cette direction d'un néo-populisme religieux porteur de projets de société imprécis. Le discours est égalitaire et reprend ad nauseam le thème de la dénonciation de la "corruption" des dirigeants. L'utilisation politique de la religion est manifeste.

L'affirmation nationaliste/ethniciste.

Dans les sociétés où l'appareil d'État porteur du projet moderniste apparaît comme étranger aux populations locales, les réactions face à l'échec du développement et à l'uniformisation planétaire prennent la forme de revendications "nationalistes" plus traditionnelles. Le particularisme ethnique, linguistique, historique, bref culturel, constitue la base du projet d'autonomie. Les revendications des Kurdes, des Tamouls, mais aussi celles des Berbères d'Algérie, des Corses, des Basques d'Espagne ou des Baltes sont de ce type.

Cette réaction n'est pas radicalement étrangère à la précédente ; un certain fondamentalisme va se loger dans l'ethnie fétichisée, enfantant un véritable intégrisme civil.

La fin de l'impérialisme soviétique donne naissance à un réveil des nationalités (et des nationalismes) qui rappelle autant la période 1848-1919 que celle de la décolonisation. On assiste à un retour en force apparent et paradoxal à l'heure du village global de l'Etat-nation. La fascination imaginaire du modèle est toujours aussi forte alors même que les vieux Etats-nations connaissent une crise décisive de la citoyenneté et une désaffection politique.

A défaut d'autres formes d'organisation sociétale, l'Etat-nation apparaît comme le seul mode d'expression de l'existence collective au regard des autres et de soi-même. Il n'empêche que ce nationalisme se restreint aux dimensions de communautés homogènes, ou soi-disant telles. Il canalise provisoirement tout à la fois les aspirations identitaires et communautaires. Sans doute, le mythe mobilisateur de la nation est-il, en l'espèce, aussi porteur d'illusions et de déceptions que celui de la religion. L'identité qui s'affirme dans la revendication n'a guère plus de contenu que le souvenir de sa disparition. Souvent même, la violence des conflits avec les voisins extérieurs ou les allogènes à l'intérieur (juifs, gitans, minorités diverses) est à la mesure de l'indifférenciation croissante entre les individus. L'uniformisation planétaire favorise le déchaînement des crises mimétiques, c'est-à-dire d'explosions engendrées par la disparition des différences complémentaires, selon l'analyse de René Girard. L'ex-empire soviétique est un fantastique terrain d'expérience des phénomènes de ce type, comme l'avaient été et comme le sont toujours, mais à des degrés moindres, les ex-empires ottoman et austro-hongrois. C'est le triomphe de l'ethnicisme avec son corollaire sinistre, la purification. La Yougoslavie est l'exemple clinique de ce processus. Il ronge aussi l'Afrique noire sous le nom plus exotique de "tribalisme". Les ethnocides à répétition du Rwanda et du Burundi en offrent une tragique illustration. La Somalie, le Liberia sont sans doute des manifestations du même phénomène. On chercherait en vain un seul pays du sous-continent où les tensions, souvent

même nourries par les processus dits de démocratisation, ne menacent pas de dégénérer en conflits ethniques ouverts.

La construction néo-clanique.

Dans les deux cas, on se trouve en face d'un fondamentalisme comparable à l'intégrisme occidental. Au lieu de savoir que ce en quoi l'on croît est une croyance, ce qui est légitime, on croît qu'il s'agit d'un savoir, ce qui l'est beaucoup moins (qu'il d'agisse de science ou de religion). Un usage raisonné de la religion est à tout prendre moins dangereux qu'un usage religieux de la raison.

A coté de ces dérives terroristes identitaires, il existe, enfin, une forme plus souterraine et plus ouverte de renaissance du sentiment communautaire qui rejoint peut-être le "pluriversalisme". On la trouve de la façon la plus forte, là où l'exclusion par rapport à la mégamachine techno-économique transnationale est la plus totale, là où les bénéfices sociaux, politiques et économiques de la modernité-monde sont quasiment inexistants. L'Afrique noire est la terre d'élection de ces marginaux, mais on les rencontre aussi en Océanie et dans certaines zones d'Amérique latine (surtout chez les Afro-américains et les Amérindiens). Ces exclus de la modernité-monde sont condamnés à résister au rouleau compresseur de l'uniformisation. Les masses qui s'agglutinent à la périphérie des villes du Tiers-Monde n'ont guère pour "richesse" que l'ingéniosité, la solidarité et l'entraide. Le renforcement des liens traditionnels et la constitution de nouveaux réseaux sont la réponse à la faillite du mimétisme économique, technologique et politique. Il ne s'agit pas seulement d'entretenir une nostalgie compensatrice, mais de produire la vie dans toutes ses dimensions. Un tissu social nouveau se crée ainsi dans la déréliction des bidonvilles et des quartiers populaires.

Ce miracle résulte de la synthèse assez réussie par la "société civile", c'est-à-dire en fait la masse hétérogène des laissés pour compte, entre la tradition perdue et la modernité inaccessible... La fusion se réalise à trois niveaux : au niveau imaginaire, au niveau sociétal, au niveau techno-économique ; l'ensemble forme ce qu'on peut appeller la société vernaculaire.

Au niveau imaginaire, l'innovation majeure est constituée par les cultes dits syncrétiques et les mouvements prophétiques qui mêlent des éléments modernistes, chrétiens ou islamiques aux valeurs traditionnelles. Ces croyances, kimbanguisme et kitawala, dans le bassin du Congo, cultes vaudou sur les côtes du Bénin, harrisme, secte papa-novo, Albert Atcho ou le culte déima en Côte d'Ivoire, etc., sont en pleine expansion et atteignent toutes les couches de la population et, en particulier, les déracinés des bidonvilles et des banlieues. A Lagos, il vient même de se constituer le premier syndicat de prophètes vivants... Ces religions, quand elles ne donnent pas lieu aux dérives dénoncées ci-dessus, fabriquent du sens à la situation nouvelle et conflictuelle que vivent les néo-urbains et maîtrisent les tensions psychiques que les cultes blancs et l'animisme traditionnel, lié au pouvoir des ainés et à la polygamie, ne peuvent plus contrôler. Elles font contrepoids à la montée en puissance de la sorcellerie qui ronge ces sociétés en crise. Le cas des layennes chez les Lebous de Yoff, cette confrérie musulmane apparue au Sénégal dans la banlieue de Dakar au début du siècle, comme celui de l'umbanda au Brésil, peuvent illustrer cette reconquête de la dignité. Ces croyances permettent aux déshérités de trouver un sens à leur situation et de ne plus se percevoir seulement en négatif par rapport à l'autre (en l'occurrence, l'occidental). L'apport et le message des prophètes sont à peu près les mêmes. Face à une situation coloniale ou néo-coloniale, où un grand nombre d'Africains sont eux-mêmes convaincus de l'infériorité de la race noire ou d'une malédiction qui pèse sur elle, ils affirment que Dieu n'a privilégié aucune race, voire même que les Noirs sont ses élus.

Au niveau sociétal, cela concerne l'invention de structures qu'on peut appeler "néo-claniques". Les nouveaux citadins s'organisent dans des réseaux de solidarité qui reproduisent partiellement les formes ancestrales, mais répondent à une situation nouvelle. Chez les Sérères et les Wolof du Sénégal, par exemple, les réseaux urbains (tontines, dahira, associations sportives, théâtrales, de voisinage, etc.) sont calqués sur le système lignager, avec des "aînés sociaux". Chaque individu participe à plusieurs de ces réseaux (de cinq à dix en moyenne). Cette auto-organisation permet la prise en charge des mille et un problèmes de la vie quotidienne dans un bidonville ou une cité populaire, depuis l'enlèvement des ordures ménagères, le fonctionnement des égouts jusqu'à l'ensevelissement des morts en passant par les branchements clandestins d'eau et d'électricité, l'animation festive et culturelle. Cette convivialité en marche ne doit rien aux animateurs extérieurs, ni aux experts des ONG. Elle constitue la base vivante de la création économique populaire.

Au niveau techno-économique, la production, la répartition et la consommation sont presque intégralement enchâssées dans cette socialité nouvelle. Le bricolage et la débrouille peuvent aller jusqu'à une endogénèse technologique qui laisse rêveur le développeur sans succès. Ici, on est ingénieux sans être ingénieur, entreprenant sans être entrepreneur, industrieux sans être industriel. Irréductibles dans ses logiques, ses comportements et ses formes d'organisation au capitalisme traditionnel et à la société technicienne, la nébuleuse informelle fait preuve d'une efficacité remarquable pour recycler les déchets de la modernité et relever les défis de la situation d'exclusion. Fortement articulés entre eux, ces trois niveaux constituent une intégration réactionnelle à une collectivité ouverte, hors de l'ordre national-étatique. Le réenchassement du technique et de l'économique dans le social n'est pas un retour à un monde disparu mais une véritable invention historique. Ainsi, sans bruit et sans fureur, ces sociétés vernaculaires sont-elles peut-être en train de se donner une identité plurielle et de construire une socialité postmoderne qui dépasse l'opposition de l'individu et de la communauté. On dit souvent que l'Afrique n'a pas encore fait entendre sa voix dans l'aventure humaine. La voie ainsi esquissée sera peut-être son apport précieux au concert universel.

Conclusion : Plaidoyer pour un pluriversalisme

Avec ses persans, Montesquieu tentait de faire prendre conscience à l'Europe de la relativité de ses valeurs. Seulement dans un monde unique, dominé par une pensée unique, il n'y a plus de persans ! Pourtant, ce moment de l'avènement de la cosmopolis, est aussi celui de l'acmé des déchirures. On l'a vu, c'est l'heure de la Bosnie et du Kosovo, pour ne pas parler du Rwanda, de l'E.T.A et de l'I. R. A. ... C'est-à-dire un temps de résurgence d'un fanatisme identitaire sans précédent aux contours problèmatiques. Le triomphe de l'imaginaire de la mondialisation a permis et permet une extraordinaire entreprise de délégitimation du discours relativiste même le plus modéré. Avec les droits de l'homme, la démocratie, et bien sûr l'économie (par la grâce du marché), les invariants transculturels ont envahi la scène et ne sont plus questionnables. On assiste à un véritable "retour de l'ethnocentrisme" occidental et anti-occidental. L'arrogance de l'apothéose du tout marché est elle-même une forme nouvelle d'ethnocentrisme. L'extension programmée des technologies sophistiquées de la communication au sein du village planétaire a un fort relan d'impérialisme culturel. Le triomphe même de la technoscience et ses conséquences pratiques (développement des biotechnologies, en particulier) ne portent-ils pas en germe une intolérance radicale et problèmatique de la diversité ? On devrait néanmoins savoir qu'il n'y a pas de valeurs qui soient transcendantes à la pluralité des cultures pour la simple raison qu'une valeur n'existe comme telle que dans un contexte culturel donné. Cette situation de triomphe de l'ethnocentrisme ordinaire a été rendue possible par la démonisation des excès en retour que

cette même mondialisation engendre : montée des intégrismes et des terrorismes ethnicistes. Même les critiques les plus déterminés de la mondialisation sont eux-mêmes, pour la plupart, coincés dans l'universalisme des valeurs occidentales. Rares sont ceux qui tentent d'en sortir. Et pourtant, on ne conjurera pas les méfaits du monde unique de la marchandise en restant enfermé dans le marché unique des idées. Il est sans doute essentiel à la survie de l'humanité, et précisément pour tempérer les explosions actuelles et prévisibles d'ethnicisme, de défendre la tolérance et le respect de l'autre, non pas au niveau de principes universels vagues et abstraits, mais en s'interrogeant sur les formes possibles d'aménagement d'une vie humaine plurielle dans un monde singulièrement rétréci.

Il ne s'agit donc pas d'imaginer une culture de l'universel, qui n'existe pas, il s'agit de conserver suffisamment de distance critique pour que la culture de l'autre donne du sens à la notre. Le drame de l'Occident est de n'avoir jamais pu se départir de deux attitudes, qui, finalement aboutissent au même résultat : nier la culture de l'autre, ou nier notre propre culture au profit d'un universalisme très particulier. Certes, il est illusoire de prétendre échapper à l'absolu de sa culture et donc à un certain ethnocentrisme. Celui-ci est la chose du monde la mieux partagée. Là où l'affaire commence à devenir inquiétante, c'est quand on l'ignore et qu'on le nie ; car cet absolu est bien sûr toujours relatif. La religion et la science (et en particulier la religion de la science) véhiculent en Occident une absolutisation du relatif, comme le font tous les intégrismes. La tolérance vraie commence avec la relativisation de l'absolu. L'absolutisation de l'universel, en effet, fait de celui-ci un dogme religieux comparable à l'intégrisme islamique issu de l'absolutisation symétrique du relatif et du particulier.

En bref, ne faut-il pas songer à remplacer le rève universaliste bien défraîchi par ses réalisations inéluctablement totalitaires par un "pluriversalisme" nécessairement relatif dans lequel les persans et les autres conservent toute leur légitimité sinon toute leur place ? "Pluralisme, comme le remarque Raimon Panikkar qui de fait pense au pluriversalisme, ne signifie pas la simple tolérance de l'autre, vu qu'il n'est pas encore trop fort ; pluralisme signifie l'acceptation de notre contingence, la reconnaissance que ni moi ni nous, n'avons de critères absolus pour juger le monde et les autres. Pluralisme signifie qu'il y a des systèmes de pensée et cultures incompatibles entre eux ou, en utilisant une métaphore géométrique, qu'ils sont incommensurables (tels, que le sont le rayon et la circonférence ou l'hypothènuse et le cathète, en restant pour autant en coexistence et co-implication). La convivialité est quelque chose de beaucoup plus profond que la simple tolérance mutuelle". Il s'agit bien d'une "démocratie des cultures" pour reprendre une autre de ses expressions.

La disparition du pluriel dans un monde unique (pas seulement par la pensée...), provoque un écrasement qui à son tour est responsable de l'émergence du double ethnocentrisme dénoncé. Le refus de la pensée unique et de l'homme unidimentionnel avec ses séquelles débouche sur un plaidoyer pour réhabiliter le polythéisme des valeurs, la pluralité des fins ultimes, bref la tolérance et la diversité des soucis légitimes de la vie humaine et de la différence. Sans, pour nous occidentaux, renoncer aux apports de la modernité (qui irriguent aussi l'autre Afrique, comme en témoignent les conférences nationales et leurs revendications démocratiques), il s'agit de réhabiliter la dimension holiste inéluctable de toute société et non de la nier ou de la refouler honteusement. L'existence du tout social et donc la recherche du bien commun et de la justice sociale doit encadrer les individus et l'affirmation des droits de l'homme. Ainsi est-il possible d'acceuillir l'autre et de dialoguer avec les socités non-occidentales. Il s'agit d'admettre qu'il y a plusieurs voies pour accèder au bien commun et à la justice, et donc d'autres conceptions recevables de la dignité humaine que les droits de l'homme à l'occidental.

Texte paru initialement dans *Politis*, n°905, du 8 juin 2006.

« La décroissance : un enjeu électoral »

par Serge Latouche.

Le thème de la décroissance opère une percée remarquable. Il fait débat au sein des Verts, des altermondialistes, mais aussi d'un public bien plus vaste. Il s'est invité dans la campagne électorale italienne. Il est aussi au coeur des vives contestations locales contre de « grands projets ». L'apparition de cet ovni a mis en ébullition les médias - peu informés et déformant souvent les rares analyses disponibles. Au départ, la décroissance est une bannière derrière laquelle se regroupent ceux qui font une critique radicale du développement, afini d'envisager un projet alternatif pour « l'après-développement » : la construction, au Nord comme au Sud, de sociétés conviviales, autnomes et économes.

Cette proposition vise à rendre toute sa dignité au politique. Elle est nécessaire pour rouvrir l'espace de l'inventivité et de l'imaginaire bloqué par le totalitarisme économiciste, développementiste et progressiste : tous les régimes modernes ont été productivistes. Républiques, dictature ; gouvernements de droite ou de gauche ; libéraux, socialistes, populistes, sociaux-démocrates, centristes, radicaux, communistes, etc., tous ont posé comme objectif inquestionnable la croissance économique. Qui aujourd'hui n'est rentable qu'à condition d'en faire porter le poids sur la nature, les générations futures, la santé des consommateurs et les conditions de travail. C'est pourquoi une rupture est nécessaire. Tout le monde ou presque en convient, mais nul n'ose sauter le pas. Ce n'est pas à portée d'une simple élection, d'une nouvelle majorité. Ce qui est requis est beaucoup plus radical qu'un changement des structures du droit et des rapports de production : une révolution culturelle, ni plus ni moins. L'alternative au productivisme se pose à tous les niveaux : individuel, local, régional, national, européen, mondial. Il faut trouver les leviers pour agir de façon concertée et complémentaire. Faut-il pour autant figer dès maintenant le mouvement en un « parti de la décroissance » ? Nous ne le pensons pas. L'institutionnaliser prématurément nous expose au risque de la politique politicienne, alors que les conditions ne sont pas mûres pour espérer une mise en oeuvre de notre programme. Il est des plus douteux que la problématique Etat-nation en soit le cadre prioritaire. L'« agir local » constitue même une voie de solution des impasses globales. Peser dans le débat, participer à l'évolution des mentalités, telles sont à ce jour notre mission et notre ambition. Ainsi comprise, la politique ne serait plus une technique pour détenir le pouvoir, mais redeviendrait l'autogestion de la société par ses membres. Dire que la décroissance sera au centre du débat électoral de 2007 serait présomptueux, mais il est sûr qu'elle n'en sera pas absente.

le samedi 17 juin 2006

POUR EN FINIR AVEC LA MARCHANDISATION

Conférence – débat, le 5 mars 1999, avec Serge LATOUCHE - 70 participants

Jean –Jacques Gouguet, enseignant à la Faculté des sciences économiques de Limoges, introduit la soirée par une présentation de l'œuvre de Serge Latouche, montrant son ampleur au travers des titres de ses écrits. Il s'agit pour J-J.G d'un des intellectuels qui compte en cette fin de siècle, en raison de ses apports et de son originalité : ce qui contraste avec la plupart des économistes qui écrivent... pour ne rien dire, confinant leur travaux dans des élaborations mathématiques aussi stériles que sophistiquées.

Aujourd'hui, l'un des éléments les plus frappants est le décalage qui existe entre la vie telle qu'elle pourrait être, eu égard à l'état de la technique, des sciences etc.., et la vie telle qu'elle est.

Ainsi Serge Latouche, qui a établi un bilan peu glorieux de ce siècle (génocides, guerres, atteintes à l'environnement, pauvreté au milieu de l'abondance..), nous projette dans une double direction.

Son premier objectif est de penser autrement ; car il nous est difficile de penser le 21ème siècle avec les instruments du 19ème ; l'autre consistant à anticiper et imaginer un nouveau projet de société à long terme.

J-J. G relève dans les travaux de Serge Latouche, deux types essentiels d'apports. Il s'agit, d'une part, de ses travaux d'épistémologie : étude critique de la science, en l'occurrence économique, illustrée notamment par l'ouvrage collectif L'économie dévoilée*. Son autre apport essentiel concerne le développement et les propositions qu'il énonce à partir de sa remise en cause.*

Nous vous présentons, dans ce numéro, la partie "exposé" de la soirée.

Serge Latouche nous confie qu'il aurait préféré comme titre du débat « Pour en finir avec l'*omni*marchandisation du monde». Parce que, si la marchandisation n'est pas un phénomène nouveau, au stade actuel on assiste, et ceci est nouveau, à la transformation de *tous* les aspects de la vie en marchandise (il cite l'exemple tout récent des randonneurs réfugiés dans un igloo en montagne).

Sortir du développement

Aujourd'hui, parler du développement c'est prononcer un requiem pour un mort en survie artificielle prolongée.

On peut dire du développement, comme du progrès, qu'il est une maladie qui se prend pour son propre remède...

A l'origine, en 1948-49, le développement était une entreprise paternaliste et transitive. Les pays riches s'engageaient à concourir au développement des pays moins avancés. Mais ce développement-là est très mal en point. Ainsi, les pays les plus riches, qui devaient consacrer à l'assistance technique et au développement 1% de leur Produit Intérieur Brut (P.I.B), ont, au fil des années, ramené leurs prétentions à un taux avoisinant 0,25%. Autre signe manifeste de cette décrue : les instituts d'étude et de recherche sur le développement ont fermé leurs portes.

Mais, au fond, si le développement s'est volatilisé (y compris du paysage intellectuel), ce n'est pas en raison de ses échecs, ou de son refus par les victimes, mais au contraire de son accomplissement : accomplissement de sa mission historique, qui était de réaliser l'économie mondialisée.

En effet, dans une économie mondialisée il n'y a pas de place pour une prise en considération spécifique d'une région de la planète (le Sud). Il n'y a place que pour une seule théorie économique, valable à la fois au Nord, comme au Sud, du village planétaire.

Toutefois, **le développement survit**, en particulier avec « l'ère du développement à particule », c'est à dire celle du développement assorti d'un qualificatif comme : **durable**, **supportable**, **soutenable**, **viable**. Véritable bricolage intellectuel, ce recentrage est mystificateur. Il correspond en fait au déplacement opéré par la mondialisation à l'issue des « trente glorieuses » (1945-1975).

Ainsi, au cours de ces années de croissance vigoureuse, les miettes des riches permirent de nourrir, non seulement les nouvelles bourgeoisies des Etats « indépendants », mais même leur clientèle élargie. Cela permettait d'assurer une cohésion nationale. Ce fut la glorieuse époque du *welfare* (l'abondance, la providence) de la société salariale. On s'aperçoit que le développement d'alors était toujours national. Car **c'était l'existence d'une régulation nationale qui permettait de passer de la croissance au développement**.

Mais la transnationalisation de l'économie et, du reste, les 3 D (dérèglementation, décloisonnement, désintermédiation), ont fait voler en éclats le cadre étatique de cette régulation qui permettait un certain saupoudrage, un certain amortissement des inégalités. Et la polarisation des richesses, les inégalités se développèrent, à nouveau sans limites selon la dynamique capitaliste dure et classique qu'on connaissait au début du 19ème siècle. Un seul chiffre, en donne la mesure : les 225 plus grosses fortunes (1000 milliards de $) possèdent l'équivalent du revenu annuel des 2,5 milliards d'habitants les plus pauvres de la planètes (47%). Au développement, succèdent alors les *ajustements structurels*, et aux politiques sociales, le « SAMU mondial » (Organisations Non Gouvernementales - O.N.G. - humanitaires, urgenciers).

Au développement , poursuite de la colonisation par d'autres moyens, succède donc la mondialisation, poursuite du développement. Les Etats-nations qui s'étaient déjà faits plus discrets dans le passage du témoin de la colonisation au développement (avec les indépendances) quittent carrément la scène au profit de la dictature des marchés (Fonds Monétaire International, plans d'ajustement ...)

Derrière tout cela on retrouve toujours **le mouvement long d'occidentalisation de la planète** poussé aujourd'hui à son point ultime : **la colonisation de l'imaginaire** par le progrès, la science, la technique, l'économicisation, la technicisation .

Finalement, on peut dire du *développement*, comme du *progrès*,qu'il est une maladie qui se prend pour son propre remède.

Par son action corrosive sur l'Etat, sur le politique, sur l'environnement, sur l'éthique, sur la culture, la mondialisation constitue un danger planétaire. L'intégration abstraite de l'humanité dans le marché se fait au prix d'une destruction du tissu social au Nord, et correspond, en plus, au Sud, à une déculturation d'autant plus dramatique que le Sud n'a souvent pour seule richesse que sa culture.

Faute de trouver sa place nécessaire, son épanouissement légitime, la culture fait son retour de manière explosive, et parfois sous des formes insidieuses. On reconnaîtra ainsi le *terrorisme identaire* qui se manifeste par le morcellement et le nationalisme (Kosovo, Rwanda, Irlande du Nord, Corse..) ainsi que la montée des intégrismes religieux musulmans (Algérie, Iran..), mais aussi brahmanistes et chrétiens.

Démystifier la mondialisation

Si le monde est entré dans sa mondialisation depuis Christophe Colomb (1492), l'actuelle phase (mondialisation des marchés) est la pointe ultime d'une marchandisation du monde, autrement dit de son *économicisation.*

Avant la Renaissance, l'Européen et, jusqu'à une époque récente, les autres hommes donnaient très peu de place dans leur vie à l'économie. Chacun accomplissait ses tâches, le plus souvent domestiques, et se préoccupait, pour l'homme du Moyen-âge, de la religion, pour l'indigène d'Afrique, de fêtes ou de rituels. D'ailleurs le mot "économie" était alors absent de la plupart des langues.

Mais, aujourd'hui, chacun participe à la vie économique et possède un minimum de connaissances, surtout de croyances, voire de mythes, concernant l'économie. Le chef d'entreprise s'intéresse aux taux d'intérêts et aux prélèvements fiscaux, et la ménagère au prix du beurre et aux versements de la Sécurité sociale ; tout cela étant des catégories économiques. Cette situation de l'homme moderne est bien illustrée par le proverbe : "Quand on a un marteau (l'économie) dans la tête, on voit tous les problèmes sous la forme d'un clou (économique)". Le revenu est devenu la condition normale - en tout cas de survie - de l'homme moderne.

Quand on a un marteau (l'économie) dans la tête, on voit tous les problèmes sous la forme d'un clou (économique)

Le projet de la modernité repose sur cette prétention de construire la vie sociale sur la seule base de la raison, en s'émancipant de la tradition et de la transcendance. Dans une vision héritée des Lumières, l'économie n'est au fond que la réalisation du plan de la Raison. Cette montée en puissance de la rationalité (calculatrice) se manifeste, de façon indissociable, dans la technique et dans l'économie : il s'agit d'accroître l'efficience en économisant au maximum les moyens pour obtenir les résultats les plus importants suivant la norme du « toujours plus ». Cela tourne à l'absurde, et renvoie à la rumination bavarde de la science économique actuelle dont parlait J-J Gouguet.

L'actuelle expansion des firmes transnationales, ces *nouveaux maîtres du monde*, a rendu possible aujourd'hui, le triomphe apparent de la *pensée unique* , pointe avancée de *l'économicisation des esprits*, qui se présente, avec *l'ultra libéralisme*, comme une déferlante réactionnaire sur notre *imaginaire*.

Depuis l'effondrement des pays de l'Est et la faillite du projet socialiste, l'économie de marché connaît un triomphe quasiment exclusif. Ce succès apparaît comme la plus belle réussite de l'économie des économistes (les lois sacro-saintes du marché).

Mais, plus l'imaginaire de la grande société du marché mondial et pacifique (la fin de l'Histoire !), devient planétaire, plus la misère, plus l'exclusion, semblent gagner du terrain.

Ces dysfonctionnements de toute nature favorisent l'émergence de contre dogmes, de fondamentalismes ethniques, plus ou moins bricolés avec les séquelles idéologiques du passé et l'énergie du ressentiment.

Toutefois, ces réactions nient plus le rationalisme qu'elles ne le dépassent, et continuent, souvent, à s'en nourrir. Elles n'attentent pas à la majesté de la pensée unique impliquée dans l'universalisme occidental. Car elles ne s'attaquent pas à ses racines, qui sont celles de l'économisme et celles de l'utilitarisme.

Seule la remise en cause de l’empire du rationnel peut ouvrir la voie à *une pensée* moins intolérante qui pourrait être dite *plurielle*. Car il y a plusieurs chemins pour chercher le *raisonnable* ; de même qu’il y a pluralité conflictuelle et indépassable des fins ultimes.

Que faire ?

Il faut commencer par voir les choses autrement pour qu’elles puissent devenir autres. En d’autres termes : des solutions originales, vraiment novatrices, seront concevables dès lors que l’on aura commencé à se sortir le marteau économique de la tête.

On devrait ainsi aspirer à une société dans laquelle les valeurs économiques auraient cessé d’être uniques ou centrales ; où l’économie serait remise à sa place, comme un simple moyen de la vie humaine, et non pas posée comme une fin ultime.

L’alternative historique

L’*alternative historique* existe lorsque la situation n’offre aucun choix ; quand on est condamné à construire malgré soi, de manière plus ou moins inconsciente, une autre société.

Cette réalité est aujourd’hui perceptible dans *les laboratoires de l’après-développement* africains relatés et étudiés dans l’ouvrage *L’autre Afrique : entre don et marché* (1998).

L’économie mondiale, avec l’aide des institutions de Bretton Woods (Fonds Monétaire International., Organisation Mondiale du Commerce..) a chassé des millions de personnes des campagnes, les condamnant à disparaître : ce sont les *naufragés du développement*. Mais, paradoxalement, ils se multiplient et survivent mystérieusement. C’est le cas des 700 millions d’Africains au sud du Sahara, qui n’existent aujourd’hui pratiquement plus statistiquement (moins de 2% du PIB mondial).

Pour ne pas disparaître, ils n’ont eu d’autre choix que de se débrouiller, d’organiser leur survie en dehors de l’économie, en dehors du développement, donc selon une autre logique. Même si ce n’est pas fait par tous et pas toujours très bien, Ils inventent donc, effectivement, un autre système, une autre vie.

Mais considérer qu’il s’agit de *laboratoires de l’après-développement*, et non de sociétés transitoires (« l‘économie informelle », « les entrepreneurs aux pieds nus ») vivant d’expédients, implique de se munir d’un autre regard, d’autres normes, de se mettre dans la peau des acteurs de cette *innovation* sociale.

La société vernaculaire

Il s’agit, non pas d’une autre économie, mais d’une *autre société. L’économique n’y est plus autonome*. Il est dissous, incorporé dans le social ; en l’occurrence, dans les *réseaux* complexes qui structurent les cités africaines.

Il s’agit donc, surtout, de la façon dont **ces naufragés du développement, œuvrant dans un archipel de petits métiers et entreprises, produisent et reproduisent leur vie*, hors du champ officiel,* grâce à des *stratégies relationnelles*.** C’est à travers le *lien social* qui reste extrêmement fort et vivant, et qu'ils savent *réinventer*, que se réalise le miracle de cette survie.

Cependant l'expérience étudiée (Grand Yoff, banlieue de Dakar de 100.000 habitants), très intéressante à ce point de vue, ne doit pas être considérée comme un paradis retrouvé.

Toute cette population vit en auto-organisation. Elle se désigne elle-même comme composée de *reliés* en *grappes* (chaque individu a tant de *reliés* qui forment sa grappe). Cette société est également *néo*-clanique car elle invente de nouveaux réseaux sociaux plus riches, dépassant les cadres traditionnels ethniques, villageois et religieux.

Ces stratégies, jeux subtils de tiroirs sociaux et économiques (que chaque membre ouvre ou ferme selon ses besoins), s'apparentent à celles des ménagères qui tirent le diable par la queue : mais ce sont les pratiques de ménagère d'une famille qui comprend plusieurs centaines de membres.

L'échange, avec ou sans monnaie, repose plus sur la réciprocité que sur le marché

La *société vernaculaire* africaine apparaît avant tout féminine, fondée sur la pluriactivité (non sur le professionnalisme) et sur les stratégies relationnelles. Le phénomène est d'importance car on assiste, là, à un processus de « réenchassement » de l'économique par rapport au social, processus inverse de celui décrit par le grand anthropologue Karl Polanyi analysant les débuts du monde moderne dans *La grande transformation.*

La vie s'y caractérise par l'importance du temps, de l'énergie des ressources qui sont consacrées aux relations sociales (rencontres, visites, réceptions, discussions) avec, au bout, des opérations qu'on peut qualifier d'économiques (prêter, emprunter, donner, recevoir, s'entraider, passer des commandes, livrer, se renseigner) ; sans parler du temps, non moins considérable, consacré à la fête, à la danse, au rêve.

Ce qui frappe, c'est que tout ce qui est reçu (denrée ou argent) est immédiatement placé (pour rembourser une dette ou en faire profiter ses proches) à l'intérieur du réseau. Car chacun est conscient qu'un bienfait n'est jamais perdu ; chaque « relié » vivant dans le sentiment qu'il reçoit plus qu'il ne donne.

Une conséquence de ce fonctionnement est le contrôle de l'argent par le groupe. Contrôle social pouvant nous paraître insupportable, mais qui a pour conséquence de favoriser des pratiques financières communautaires - comme les tontines - et de mettre hors-jeu les banques, considérées ici comme impersonnelles et peu sûres.

Nous voyons donc que l'économie néo-clanique, forme de l'*alternative historique* et *invention sociale*, fonctionne selon une logique très différente de la logique marchande. L'échange, avec ou sans monnaie, repose plus sur la réciprocité que sur le marché. On est en présence de cette triple obligation, analysée par le sociologue Marcel Mauss dans son *Essai sur le don* : obligation de donner, de recevoir, de rendre. Dans une telle *logique qui s'apparente à celle du don*, **le lien social est plus important que le bien.**

L'alternative volontariste

Il s'agit des individus qui, refusant totalement ou partiellement le monde dans lequel ils vivent, tentent de vivre autrement, de travailler ou de produire autrement, au sein d'entreprises différentes, ou d'inventer une monnaie pour la faire servir à une autre façon de vivre, et selon une autre logique que celle de l'accumulation illimitée.

Il y a des liens entre les deux formes de l'*autre société*. Car au Sud les « bricolages de la survie » ne sont jamais tout à fait spontanés. Ils incorporent des aspirations et projets, on y détecte les traces de modèles et d'utopies. Quant aux alternatifs du Nord, de plus en plus souvent chômeurs (de fait ou en puissance), ils n'ont, eux aussi, pas toujours le choix.

Les entreprises coopératives en auto-gestion, les communautés néo-rurales, les systèmes d'échanges locaux (SEL), des mouvements associatifs, doivent être mis en liaison entre eux et avec l'auto-organisation des exclus du Sud ; se féconder mutuellement. Leur cohérence et leur intérêt proviennent d'abord du fait qu'il s'agit de formes de **résistance** et de **dissidence** à l'omnimarchandisation.

Créneau et *niche*

Le danger qui guette la plupart des initiatives alternatives est de se cantonner dans le *créneau* qui leur a permis de prospérer, au lieu de travailler à la construction d'une *niche* ; c'est-à-dire de tout un environnement, un milieu porteur différent du marché mondialisé (*dissident*). Le créneau est un concept de stratégie militaire de conquête, lié à la rationalité économique dominante (l'efficience) ; il sera nécessairement occupé à son tour, un jour, par un concurrent. Seule *la niche peut garantir* la pérennité de *l'entreprise alternative* (*l'efficacité* sociale).

S'agissant du commerce équitable et solidaire, par exemple, il est plus important de s'assurer du caractère équitable de la totalité de la filière, depuis le transport jusqu'à la commercialisation. Ce qui exclut, certes, la distribution en grandes surfaces, mais qui, en contrepartie, élargit le tissu porteur.

Cette extension-approfondissement du « champ des complicités » doit aussi être liée à *l'éducation et à la formation des consommateurs-citoyens*. C'est cette cohérence qui représente une véritable alternative au système.

Il s'agit, semble-t-il, de coordonner la protestation sociale avec la protestation écologique, avec la solidarité envers les exclus du Nord et du Sud, avec toutes les initiatives associatives, pour articuler résistance et dissidence, afin de déboucher à terme sur une société autonome.

Survivance, résistance et dissidence

Nous sommes au centre d'un triangle dont les trois sommets sont : la survivance, la résistance et la dissidence. Nous ne devons ni oublier ni privilégier aucune de ces trois dimensions, toutes trois nécessaires et essentielles.

Survivre, signifie que nous devons, dans une certaine mesure, nous adapter au monde dans lequel nous vivons. Même si nous refusons de l'accepter comme tel, nous passons nécessairement des compromis dans l'action quotidienne. Il s'agit donc, surtout et d'abord, de refuser la compromission dans la pensée ; de résister mentalement à la domination ravageuse de la pensée unique.

Résister s'impose aussi, dans la mesure où l'on a conscience d'être embarqué sur un bolide, mégamachine techno-économique, qui fonce sans pilote droit dans le mur. Nous devons résister, c'est à dire freiner le monstre, changer la direction, passer la marche arrière, si cela est encore possible.

Mais nous devons également songer à quitter l'engin en délire. Il faudra faire sa niche ailleurs, dans ce monde mondialisé. C'est cela *la dissidence*.

Ingénieux, industrieux, entreprenant

Dans ces trois cas (de survivance, résistance, dissidence), le territoire, *le local* est très important, car c'est le patrimoine local qui est à la base. Si la rationalité est liée au triptyque ingénieur-industriel-entrepreneur qui est caractéristique de la mondialisation du système de la rationalité économique, *le raisonnable* quant à lui est lié au triptyque *ingénieux-industrieux-entreprenant*. C'est ce triptyque qui caractérise la société vernaculaire et qui s'ancre dans le territoire, voire le terroir, à reconstruire.

« Les illusions de la techno-démocratie de marché mondialisée »,

par Serge Latouche.

« Ce qui est ici en question est la critique du projet technicien qui caractèrise la société industrielle. J'entends par là la volonté de remplacer le tissu social, les liens de solidarité qui constituent la trame d'une société, par une fabrication ; le projet inédit de produire les relations des hommes à leurs voisins et à leur monde comme on produit des automobiles ou des fibres de verre. L'autoroute, le rein artificiel et l'Internet ne sont pas seulement des objets ou des systèmes techniques ; ils trahissent un certain type de rapport instrumental à l'espace, à la mort et au sens. C'est ce rapport instrumental, le rêve de maîtrise qu'il recouvre que la critique se doit d'analyser pour en mesurer les effets délétères ».

Jean-Pierre Dupuy [2]

En 1994, lorsque j'écrivais *La Mégamachine*, les biotechnologies commençaient tout juste à se répandre et les semences transgéniques n'étaient pas encore l'objet d'un débat passionné, le clonage restait du domaine de la science fiction, les nanotechnologies étaient toujours dans les limbes et les rues françaises étaient libres de téléphones portables et de leur incivilité congénitale... Pourtant, 15 ans après, sauf quelques détails, je n'ai rien trouvé à y changer. Il y a là un paradoxe. L'extraordinaire dialogue entre Theuth, le dieu ibis inventeur du nombre, du calcul, de la géométrie et de l'astronomie « sans parler du trictrac et des dès » mais surtout de l'écriture et le roi Thamous, tel qu'il est rapporté dans le Phèdre de Platon, nous permet de le comprendre.

« Voilà, dit Theuth en présentant l'invention de l'écriture, Ô roi, qui procurera aux Egyptiens plus de science et plus de souvenirs ; car le défaut de mémoire et le manque de science ont trouvé leur remède !" A quoi le roi répondit : "O Theuth, découvreur d'arts sans rival, autre est celui qui est capable de mettre au jour les procédés d'un art, autre celui qui l'est, d'apprécier quel en est le lot de dommage ou d'utilité pour les hommes appelés à s'en servir ! Et voilà maintenant que toi, en ta qualité de père des lettres de l'écriture, tu te plais à doter ton enfant d'un pouvoir contraire de celui qu'il possède. Car cette invention, en dispensant les hommes d'exercer leur mémoire, produira l'oubli dans l'âme de ceux qui en auront acquis la connaissance ; en tant que, confiants dans l'écriture, ils chercheront au dehors, grâce à des caractères étrangers, non point au dedans et grâce à eux-mêmes, le moyen de se ressouvenir ; en conséquence, ce n'est pas pour la mémoire, c'est plutôt pour la procédure du ressouvenir que tu as trouvé un remède. Quant à la science, c'en est l'illusion, non la réalité, que tu procures à tes élèves : lorsqu'en effet, avec toi, ils auront réussi, sans enseignement, à se pourvoir d'une information abondante, ils se croiront compétents en une quantité de choses, alors qu'ils sont, dans la plupart, incompétents ; insupportables en outre dans leur commerce, parce que, au lieu d'être savants, c'est savants d'illusion qu'ils seront devenus ! » [3]. Les réflexions du roi ressemblent étrangement à celles faites de nos jours par le théologien Ivan Illich, quand celui-ci, par exemple, dénonce "La condition "humaine" actuelle, dans laquelle toutes les technologies deviennent si envahissantes qu'on ne saurait plus trouver de joie que dans ce que j'appellerais un techno-jeune" [4]. S'appuyant sur Jacques Ellul, il développe le thème de l'humiliation de l'homme par la technique. « Nos pieds, dit Illich, qui nous avaient été donnés pour accomplir notre pèlerinage sur terre sont atrophiés au point de ne plus servir que d'outils pour pousser les freins ou l'accélérateur ». La technique nous transforme ainsi en outil de son propre développement. C'est la mise en « dis-valeur » de l'homme, corollaire de la mise en valeur/destruction de la nature.

Même si la société grecque de Platon ignorait tout autant la société technicienne que celle d'Aristote la société de marché, qu'elle n'était ni capitaliste, ni thermo-industrielle, les deux grands philosophes avaient mis le doigt sur quelque chose d'essentiel dans les dimensions marchandes et techniciennes de ce que serait la modernité. Si le texte de Platon (pas plus que celui d'Aristote sur la chrématistique) n'a vieilli c'est qu'il ne s'agit pas de textes techniques de technique ou d'économie, mais d'une réflexion philosophique sur la technique et l'économie Si le monde de Platon et d'Aristote est à des années-lumière de celui de G. W. Bush, les questions que soulèvent ces penseurs restent les nôtres pour l'essentiel, et au niveau philosophique, ils sont encore nos contemporains. En ce qui concerne l'univers des techniques, les mythes, relayés par les utopies, puis la science-fiction ont déjà exploré depuis fort longtemps de multiples aspects de la mégamachine en voie de réalisation et que j'ai appelé "Occident". L'Occident, en effet, aujourd'hui nous apparaît comme une machine vivante, mi-mécanisme mi-organisme, dont les rouages sont des hommes et qui, pourtant, autonome par rapport à eux dont elle tire force et vie, se meut dans le temps et l'espace suivant son humeur propre. Ce qui n'éxistait pas encore il y a dix ou quinze ans, était déjà prévisible et contenu en puissance. Les mises en garde sur les bricolages du vivant et la fabrication de cybernanthropes ou sur la perte des libertés par les controles techniques restent d'actualité plus que jamais puisque les dangers n'ont fait que se renforcer. Si les exemples se renouvelent, les logiques demeurent inchangées. Il en est ainsi parce que nous nous situons sur un plan où le progrès n'existe pas [5].

Ainsi, les analyses de "La mégamachine" de 1994 et de "L'occidentalisation du monde" de 1989, semblent pour l'essentiel pouvoir être reprises sans changement en 2005. La récente publication dans la collection du MAUSS, du savant ouvrage d'Andrew Feenberg, "(Re)penser la technique" nous donne l'occasion de faire le point sur la possibilité de "rénover" la modernité par l'apport des nouvelles technologies, en particulier sur le projet de la démocratie, et de tester ainsi la validité des analyses de Jacques Ellul et d'Ivan Illich [6].

I - Peut-on rénover la modernité technicienne ?

La mégamachine, autrement dit l'Occident, déjà défini dans "L'occidentalisation du monde", comme mégamachine anonyme, n'est autre que la grande société, le monde des gagnants de "La planète". Si le technique y occupe une place centrale, cela tient surtout au fait qu'il est la forme en laquelle s'incarne le mieux l'imaginaire du progrès et que celui-ci joue un rôle structurant dans la modernité. Ellul dénonçait un totalitarisme technicien conduisant à une société totalitaire. La société technicienne est poussée certainement à s'enfermer totalement sur elle-même ; tout problème étant technique, ne peut trouver de solution que technique. Ainsi, la pollution engendrée par la technique réclame plus de technique pour résoudre les problèmes qu'elle pose. On songe, par exemple, à créer des bactéries nouvelles ou autres xénoorganismes pour dévorer ou recycler les déchets et les scories du technocosme. La technique engendre des situations telles qu'il parait bien impossible de s'en sortir sans recourir à encore plus de technique. Internet participe peut-être des solutions techniques à la destruction du lien social due à la société technicienne et contribue à remédier à la "solitude de l'homme moderne" en permettant à des déracinés d'entrer dans des communautés virtuelles et de s'éclater dans le deuxième monde du cyberespace...

Toutefois, faire pour cela d'Ellul un technophobe et un représentant de "l'essentialisme de la technique" montre de la part de Feenberg (mais aussi de beaucoup de critiques), une certaine incompréhension. En particulier, ce reproche témoigne de la méconnaissance de la distinction, capitale chez lui, entre "La technique", c'est-à-dire le système technicien, qui

correspond à la modernité, avec "les techniques". Comme le souligne justement Ivan Illich, qui se considère comme un disciple du maitre, le premier apport de jacques Ellul "c'est l'impossibilité de comparer la technique moderne et ses terrifiantes conséquences avec la culture matérielle d'une autre société quelle qu'elle soit" [7]. Affirmer qu'il y a "une essence de la technique, et une seule, et qu'elle est responsable des problèmes principaux de la civilisation moderne" vaut peut-être pour Heidegger, mais pas pour l'auteur du système technicien, même si le rôle totalitaire attribué à celui-ci reste discutable. L'idée maitresse de Feenberg est que "le développement technique est un processus social et il ne peut se comprendre qu'en tant que tel" [8]. "J'affirme (...) que les technologies ne sont pas des dispositifs physiques que l'on peut extraire de valeurs sociales contingentes.

La technique incorpore toujours le social dans sa structure" [9]. Certes, mais Ellul ne dit pas autre chose et nous le suivons aussi totalement sur ce point. Paradoxalement, Feenberg lui-même n'échappe pas à un certain "substantialisme" de la technique qui constitue pourtant sa bête noire. Ainsi la phrase finale du livre, "Dans cet avenir, la technique ne sera pas un destin qu'il faut accepter ou rejeter, mais un défi à la créativité politique et sociale", attribue à une technique "essentielle" un rôle clef même si nous entendons bien que pour lui, elle "soit replacée dans le cadre du mouvement démocratique de l'histoire". Ellul, certes, dans certaines formulations, n'y échappe pas non plus (et nous-même aussi très probablement), tant il est vrai qu'il est difficile d'échapper à certaines manières de parler héritées. Plus, "notre" Mauss qui, presque seul entre tous, y a échappé en ce qui concerne l'économie, assumant un nominalisme/culturalisme sans faille, succombe au mirage du "primat du technique (...) indépendant et cause". C'est qu'il voit dans les techniques "un compromis entre la nature et l'humanité" [10]. Autrement dit, un invariant universel et transhistorique. Et pourtant, nous ne pouvons que souscrire pour l'essentiel à l'analyse critique du substantialisme à laquelle procède Feenberg. "Le substantialisme identifie la technique en général avec la technique occidentale moderne. Dans les techniques modernes, il y a assurément des réussites universelles dont nombre d'entre elles furent à l'origine empruntées à d'autres civilisations. Cependant, la forme particulière sous laquelle ces réussites ont été obtenues en Occident incorpore des valeurs qui, loin d'être universelles, appartiennent à une culture et à un système économique bien définis. Ainsi l'erreur du substantialisme ne réside-t-elle pas tant dans sa description de la technique moderne que dans son incapacité à en reconnaître la contingence historique" [11].

La principale différence entre l'approche de Feenberg et la mienne (et aussi celle d'Ellul) c'est qu'il veut intégrer la critique des thèmes techniques à la philosophie "sans perdre l'espace conceptuel qui permet d'imaginer une reconstruction radicale de la modernité" [12]. Autrement dit, sauver la modernité ou mettre en place des " moderntés alternatives ". Pour ce faire, pense-t-il, il suffirait de règlementer "le cadre culturel de l'économie" pour rendre la modernité tout à fait présentable, alors que nous pensons qu'il faut en sortir et sortir en même temps de l'économie qui lui est consubstantielle. Sans doute, n'a-t-il pas tort d'insister sur "l'énorme flexibilité des systèmes techniques" ou sur cette "malléabilité de la technique", sous-estimée par Ellul. Il y a incontestablement des techniques qui rendent des services aux opprimés dans leur combat contre leurs oppresseurs. Il y a des techniques plus conviviales que d'autres, même dans notre système technicien. La machine à coudre individuelle inventée par Singer par amour pour son épouse, comme le rappelle Ivan Illich, l'est infiniment plus qu'une centrale atomique congénitalement porteuse d'hétéronomie [13]. La bicyclette est de même devenue une merveille technique favorisant l'autonomie et préservant l'environnement, sans commune mesure avec les 4/4...Toutefois, la question n'est pas là. Elle est qu'on ne peut pas juger une technique isolément de son contexte, c'est-à-dire de la société qui l'a produite. De la technique moderne on doit dire qu'il ne s'agit pas d'un outil neutre, encore moins d'un outil

émancipateur en soi ou qui participerait d'un projet global d'émancipation de l'homme ; on ne peut pas dire non plus qu'elle émane d'une culture à objectif extra technoéconomique, comme les outils produits dans les sociétés précapitalistes, préindustriels, prémodernes... L'existence d'un outil convivial et autonome comme ceux précédemment cités est une heureuse exception dans l'univers de la technoscience. De là à penser que grâce aux "polémiques techniques" et aux "dialogues innovants" qui sont devenus "des dimensions incontournables de la vie politique contemporaine", on puisse déboucher sur des "appropriations créatives" significatives, il y a de la marge. Peut-être faut-il voir là un exemple de cette fraîcheur un peu naïve qui sépare la jeune Amérique de la vieille Europe. A moins que "La peur pathétique d'apparaître comme dépassé par quoi que ce soit, peur qui tient lieu de pensée chez la plupart des intellectuels de gauche (finisse) par aboutir aux noces actuelles de l'avenir radieux et du cybermonde" [14]...

Nous, Européens sceptiques, croyons savoir que derrière la mise en scène de la démocratie procédurale, ce sont les lobbies qui font les lois et la loi... La "flexibilité interprétative de la technique" et "l'invention participative" nous semblent, à nous aussi néanmoins, très importantes pour limiter les dégâts du présent et préparer un autre futur, mais cet heureux avènement ne nous paraît possible qu'en changeant de cadre. Tout est dans ce changement. Il ne s'agit donc pas d'une "opposition radicale à la technique", mais bien d'une opposition radicale à la société de marché. "Il est possible que nous puissions encore établir une société démocratique où le progrès technique servira le progrès de la communication" [15]. Espérons le, mais cela a quelques relents suspects de cette "télédémocratie" qui incarne les illusions des "rénovateurs" de la modernité [16].

II - Les apories de la télédémocratie.

La télédémocratie est un thème à la mode. Il existe aujourd'hui une utopie internet (déjà dépassée par l'utopie nanotechnologie), illustrant l'utopie technicienne qui courre depuis l'origine de la modernité, de Francis Bacon à Saint Simon et tous les prophètes de l'industrialisme. Il a existé aussi dans les années 70 une utopie "puce électronique". Il n'est pas inutile d'en rafraichir la mémoire, car il s'agit toujours du même plat qu'on nous sert indéfiniment réchauffé. En ce temps là, JJSS (Jean-Jacques Servan Schreiber) avait prédit que le micro processeur allait sauver le Tiers-monde et supprimer le sous-développement. On sait ce qu'il en est advenu...

Toute technique est porteuse de rêve et de phantasme, mais les techniques médiatiques l'ont sans doute été plus que toutes les autres. Déjà, l'invention de l'imprimerie avec Guttenberg a été un formidable vecteur de la réforme. La radio, la télé, la vidéo, le Minitel, avant internet, ont été des lieux d'espoirs et d'expériences sociales intéressantes. Brecht disait en son temps : "La radio pourrait être le plus formidable appareil de communication qu'on puisse imaginer pour la vie publique, un énorme système de canalisation, ou plutôt elle pourrait l'être, si elle savait non seulement émettre, mais recevoir, non seulement faire écouter l'auditeur, mais le faire parler, ne pas l'isoler, mais le mettre en relation avec les autres. Il faudrait que la radio, abandonnant son activité de fournisseur, organise cet approvisionnement par les auditeurs eux-mêmes" [17]. Internet réalise précisément cette possibilité.

Le développement des radio locales battant en brèche le monopole public des ondes en France a été un mouvement porteur d'espoir. La guérilla qui s'est déchaînée entre l977 et l981 a abouti à la fin du monopole public, mais la part des mouvements sociaux s'est rétrécie comme une peau de chagrin et l'on a assisté à des O. P. A à coup de millions sur les fréquences les plus convoitées et pour finir à la mainmise du groupe Hersant sur l'essentiel.

S'il n'y a pas eu en France de mouvements citoyens comparables pour la télé, et que la guerre des chaînes est restée une affaire de professionnels et de spécialistes, ici ou là (au Québec en particulier), des expériences et des espérances très intéressantes de télévision citoyenne de quartier se sont produites.

La vidéo, par son coût modeste et ses facilités d'utilisation, a fait renaître cette visée d'une autre télévision, décentralisée, permettant aux récepteurs de devenir émetteurs. On trouve déjà cette composante clef de l'offensive du multimédia, à savoir l'idéologie de l'interactif. "La vidéo comme transgression en faisant éclater formes et contenus de la télévision des familles" écrit Yonne Mignot-Lefebvre était porteuse de ces espoirs [18]. Les médias bon marché et populaires servent de véhicule à des mouvements contestataires. "Les modèles de société sont rejetés, note encore Yvonne Mignot-Lefebvre, mais nous pouvons constater que les technologies d'information sont utilisées sans tabou pour renforcer les patrimoines organisationnels naissants : informatique, téléphone mobile, réseau internet, cassettes vidéo..." [19]. C'est le cas en particulier avec les mouvements islamistes qui diffusent les prêches des imams et autres mollah en cassettes audio ou vidéo. Le rôle de la diffusion clandestine des cassettes de Khomeny dans la révolution iranienne n'a pas été négligeable.

L'important et la nouveauté, c'est en fait la baisse des coûts. la communication planétaire instantanée existe en effet depuis plus d'un siècle. Samuel Morse, en l838 déjà, avait imaginé de "faire de l'Amérique un village" grâce aux liaisons télégraphiques [20]. Depuis le début du siècle, dans différents pays, des expériences d'écoute en direct de concerts, d'envoi de nouvelles et d'informations diverses grâce au téléphone domestique ont été entreprises. Dès l909, A. T. T. décrivait son réseau comme "une autoroute de la communication" [21]. Toutefois, le fantastique abaissement des coûts rend accessible, désormais, même aux groupements paysans d'Amazonie l'échange interactif ! La planétarisation de l'information, qui a eu un rôle non négligeable dans les événements qui ont entraîné la chute du mur de Berlin, fait rêver (et pas seulement à gauche) d'une démocratie sans frontière. "La libre circulation de l'information génère un besoin de démocratie" (exemple Taiwan ou le Chili). La NII (National Information Infrastructure) pourrait aider à créer un "parlement électronique" [22], déclarait le vice président Al Gore. L'idée d'une télédémocratie avec ses citizenet est en l'air, elle a été développée en France par Pierre Levy. Il y a des façons très diverses de concevoir cette télédémocratie. Pour certains, c'est tout simplement ce mélange d'agora électronique et de supermarché qui a la faveur des pouvoirs publics américains et qui correspond à une alliance objective des anarchistes et des ultra-libéraux. Bill Gates qui a commencé sa carrière au sein du courant libertaire est tout à fait représentatif d'une génération d'entrepreneurs libéraux néo-anarchistes. Pour d'autres, internet représente la possibilité de retrouver une forme de démocratie directe, pour d'autres encore, c'est la base d'organisation d'une "société civile planétaire" constituant un contre-pouvoir à l'image des puissants réseaux écologiques aux États-Unis. Enfin, pour ceux qui sont restés trop longtemps devant leur écran, comme dit Walter Kirn, et ont attrapé "une éruption de millénarisme high-tech" ou ont succombé à "une attaque schizoïde fin de siècle", c'est l'entrée dans une cybersocialité voire un cybercommunisme pour internautes où, grâce à la numérisation de toutes les sensations, on pourrait bientôt vivre la totalité de ses phantasmes... [23] Internet peut carrément faire délirer. Mark Dery dénonce avec humour la "rhétorique du sublime technologique et le mythe technotranscendental" d'une utrahumanité. "Ces visions d'une cyberassomption, commente Roland Jaccard, sont une ruse fatale qui nous fait oublier le saccage de la nature, les déchirures du lien social et l'abîme qui se creuse entre l'élite technocratique et les masses sous-payées" [24].

Internet est-il le loup dans la bergerie qui permettrait de battre en brèche le quasi monopole médiatique du Nord et singulièrement des transnationales à dominante nord-américaines ? "Il

ne manquent pas de gens, note Chiara Ottaviano, qui affirment que les pays du tiers monde pourraient y trouver des avantages décisifs, du fait qu'ils auraient facilement à disposition ce qui constitue aujourd'hui la principale matière première : la connaissance et l'information" [25]. Il en est ainsi pour Christian Huitema, chercheur en informatique et membre de l'Internet Activities Board, auteur d'un ouvrage intitulé "Et Dieu créa l'Internet" (Ed. Eyrolles). "L'internet, déclare-t-il dans une interview réalisée par @mail, peut être une chance extraordinaire pour les pays "en développement". Le réseau doit permettre à l'étudiant africain d'accéder à la bibliothèque de la Sorbonne, au commerçant indien de proposer ses marchandises sans intermédiaire à des clients européens. Tout cela va dans le sens de plus d'égalité" [26].

Remettons les pendules à l'heure. En ce qui concerne le net, l'immense majorité des ordinateurs se trouve au Nord, l'immense majorité des sites et des serveurs aux États unis. Loin de résorber l'écart Nord/Sud, le multimédia risque d'avoir l'effet contraire [27].

Là encore, on ne peut s'empêcher de ressentir une impression de "déjà vu". On peut rappeler les espoirs et les déboires du "nouvel ordre mondial de l'information et de la communication", préconisé en 1977 par l'Unesco et la commission Mac Bride. On ne peut que souscrire à ce que disait alors un grand intellectuel africain, Babakar Sine : "L'essentiel n'est-il pas de tout faire pour que l'avènement de la civilisation de l'audiovisuel ne se traduise pas par l'évincement systématique et aveugle de cette culture africaine de base, qui se développe de façon vivante dans les communautés (les villages, les quartiers populaires) et dans la vie associative si riche du peuple. Et cela au profit et par le fait d'une manipulation et d'une approche technocratique des outils audiovisuels, qui seraient le fait de spécialistes détachés du peuple, qui concevraient programmes et émissions à partir de centre de décision lointains ? (...) Le problème est de provoquer une réelle prise de conscience devant un tel phénomène, et tout d'abord chez les peuples d'Afrique eux-mêmes. Comment pourront-ils s'approprier l'audiovisuel, y exprimer la nouvelle culture qu'ils portent en attente ? A quelles conditions les outils audiovisuels pourront-ils être détournés de leur usage actuel pour servir un projet libérateur de société ? [28]

Trente ans après, force est de constater qu'il s'agissait là de voeux pieux. Le N.O.I.I. et de la communication a été un total fiasco. Pour l'instant la cyberculture est massivement anglo-saxonne et singulièrement nord-américaine, même si elle n'émane pas nécessairement des groupes multimédia. Très rapidement, on risque de voir un nouveau type de pauvreté, la "pauvreté d'information", élargissant plutôt que diminuant le fossé qui sépare les pays riches des pays pauvres [29]. Dernier exemple actuel, la réussite d'Internet se fait aux dépens des hackers (développeurs informaticiens liés à la contre-culture américaine) qui en ont conçu les usages et, à terme au profit des entreprises"<!--[if !supportFootnotes]-->[30]. En ce qui concerne plus spécifiquement Internet, il s'inscrit malgré tout dans le projet de GII, global information infrastructure, impulsé par les États Unis, consistant à développer des "autoroutes de l'information" (un "réseau de réseaux"). Ce projet grandiose vise explicitement à la création d'un marché mondial plus généralisé, plus instantané, etc. "Il nous appartient, selon le vice président Al Gore, de construire une communauté mondiale dans laquelle les citoyens de pays voisins se regarderaient non comme des ennemis potentiels, mais comme des partenaires potentiels, tous membres d'une grande famille humaine reliés par une chaîne aux maillons de plus en plus nombreux. (...) Elle rendra possible la création d'un marché mondial de l'information, où les consommateurs pourront acheter et vendre. (...) La croissance mondiale peut s'enrichir de plusieurs centaines de milliards de dollars si nous nous engageons sur la voie de la GII" [30]. Cela, grâce à la suppression en l993 de la clause qui imposait un "usage acceptable" du réseau, c'est-à-dire qui en excluait en fait les activités commerciales [31]. "Pour la nation, les bénéfices potentiels du projet sont immenses. La NII

permettra aux entreprises américaines de relever victorieusement le défi de l'économie mondiale, ce qui entraînera la création d'emplois intéressants pour nos concitoyens et générera de la croissance pour l'ensemble de la nation (...) et maintenir l'avance technologique des États-Unis" [32]. " Faciliter les échanges électronique d'information pour développer la mondialisation du commerce et des affaires" [33]. L'objectif américain se résume à : "plus de marchés pour nos produits et plus de produits pour le marché". Il s'agit donc de réaliser un supermarché virtuel ou cybermarché, accomplissant l'impossible idéal du Marché ultra libéral : instantanéité, transparence, universalité. C'est l'hypermarché électronique à domicile par teleshopping [34].

L'interactivité d'internet a fait rèver de "démocratie sans frontière" de "parlement électronique" et de "télédémocratie" avec "nitizens" ou "citizenet" [35]. Sans pousser jusqu'au délire de la cybersocialité, la question d'une solution technique aux apories de la démocratie directe peut sembler légitime. Toutefois, si certaines techniques peuvent résoudre certaines difficultés techniques de sa mise en oeuvre, ces solutions ne peuvent sûrement pas se réaliser à l'intérieur du paradigme de la modernité marchande, qui a su déjà récupérer l'internet pour le supermarché électronique planétaire. Andrew Feenberg lui-même, d'ailleurs, en convient - dans une note, il est vrai. "De telles améliorations supposent des formes d'organisation plus participatives qui pourraient se révéler incompatibles avec le code technique capitaliste" [36]. C'est bien mon avis !

Chico Mendes fut assassiné le 22 décembre 1988 dans le fin fond de l'Amazonie, à Xapuri. Comme par hasard le téléphone ne fonctionnait pas durant les heures qui s'ensuivirent et les portables n'existaient pas encore. Or il faut des heures de marche dans la forêt pour porter les nouvelles. Pourtant, la diffusion de l'information fut immédiate au Brésil et dans le monde entier. C'est que, si le web, à proprement parler, n'existait pas encore, internet, imaginé en 1964 par Paul Baran pour sauver les communications télématiques militaires en cas d'attaque soviétique, était utilisé dès les années 70 par les scientifiques pour échanger des informations ; et les ONG Nord-américaines, très actives dans la région fonctionnaient déjà en réseau interconnecté. De ce fait, la mobilisation nationale et internationale fut très rapide. Dans son édition du samedi 24 décembre, le "Jornal do Brasil" publiait sur une pleine page une interview du leader amazonien faite trois semaines auparavant.

Ainsi, grâce à une technique, inventée et mise au point par la CIA pour exercer un contrôle planétaire, le meurtre répugnant en forêt d'un résistant à l'oppréssion de l'économie-monde ne fut pas passé sous silence et, étant devenu un évènement global, a pu bouleverser la conscience planétaire. Depuis, le sous-commandant Marcos a fait mieux dans l'usage de la guérilla informatique pour populariser la révolte des Chiapas contre les "nouveaux maîtres du monde". Il est donc incontestable que certaines des techniques nouvelles donnent des instruments nouveaux au combat pour l'émancipation. Toutefois, les développements ultérieurs des exemples cités (la poursuite des expropriations en Amazonie, y compris sous le régime de Lula et la liquidation subreptice des leaders indiens des Chiapas) font douter de la possibilité de changer vraiment la donne grace à la technique. D'ores et déjà, on voit internet devenir progressivement un instrument du "bit business" ou "cyberbusiness" avec l'invasion des "infomerciales" (scénarisations de la publicité).

Il y a une autre raison, plus profonde qui vicie à la base le projet de télédémocratie globale et qui porte moins sur le volet technique que sur le volet "global". Je me méfie de tout projet universaliste, même radical ou subversif. J'ai tendance à y déceler des relans d'ethnocentrisme occidental [37]." Pourquoi Dieu, se demande Raimon Panikkar, en détruisant le rêve de Babel, n'a-t-il pas voulu d'un gouvernement mondial, d'un marché mondial, d'une banque mondiale, d'une démocratie mondiale ? Pourquoi a t-il préféré, pour permettre aux hommes de communiquer, de petites huttes à échelle humaine, avec des

fenêtres et des rues, et non des autoroutes de l'information ? (...) Pour le philosophe, (la réponse) c'est pour que les rapports humains restent personnels" [38]. L'idée qu'une humanité unifiée est la condition d'un fonctionnement harmonieux de la planète fait partie de la panoplie des fausses bonnes idées véhiculées par l'ethnocentrisme occidental ordinaire [39]. La diversité des cultures est sans doute la condition d'un commerce social paisible. En effet, chaque culture se caractérise par la spécificité de ses valeurs. Même s'il régnait un langage et une monnaie commune sur la planète, chaque culture leur accorderait des significations propres et partiellement différentes. On peut le vérifier sur le plan économique. Si les places de marché, les marchés-rencontre ont été pendant des siècles sur presque tous les continents des lieux d'échange pacifique, de règlement des conflits, de circulation matrimoniale entre voisins et même entre ennemis, c'est que les transactions entre étrangers permises par l'intermédiation monétaire conservaient, en dépit de son anonymat relatif, les qualités du don réussi entre proches. Du fait des différences d'échelles de valeur, chacun en ressortait convaincu d'avoir fait une bonne affaire (voire d'avoir roulé son partenaire, lui-même persuadé d'avoir réussi le même coup !). Les marchés africains illustrent abondamment cette ruse du commerce pacifique entre cultures diverses. "En attribuant une valeur morale différente aux denrées échangées, écrit l'anthropologue Marco Aime, chacun des deux protagonistes s'en sortira comme le vainqueur suivant ses propres paramètres" [40]. Ainsi, le malentendu interculturel est un "facilitateur" d'harmonie dans l'échange social en faisant règner la conviction partagée par chacun d'avoir obtenu son dû (voire même un peu plus...). Il en va de même sur le plan politique. La démocratie, en particulier, ne peut probablement fonctionner que si la politie est de petite dimension et fortement ancrée dans ses valeurs propres. Dans une vision "pluriversaliste", les rapports entre les diverses polities au sein du village planétaire pourraient être règlés par une "démocratie des cultures". Bien évidemment, il ne s'agit pas là d'un gouvernement mondial, mais d'une instance d'arbitrage minimale entre des polities souveraines de statuts très divers. "Quand je m'oppose à un gouvernement mondial, remarque encore Panikkar, je ne veux pas aller contre une harmonie universelle ou contre une forme de communication entre les hommes. Je reconnais que l'idée de gouvernement mondial est fantastique et je comprends que celui qui la soutient ne veut pas être le président suprême de l'humanité, mais désire l'harmonie, la paix, la compréhension entre les peuples et voudrait peut-être supprimer comme moi l'État souverain. L'alternative que je cherche à offrir serait la biorégion, c'est-à-dire les régions naturelles où les troupeaux, les plantes, les animaux, les eaux et les hommes forment un ensemble unique et harmonieux. (...) Il faudrait arriver à un mythe qui permette la république universelle sans impliquer ni gouvernement, ni controle, ni police mondiale. Cela requiert un autre type de rapports entre les biorégions" [41]. Les technologies sophistiquées peuvent aider au fonctionnement technique d'une telle structure mais n'interferrent pas sur son principe.

Finalement, on ne peut nier la puissance extraordinaire de l'instrument internet, en ce qu'elle change les données des luttes sociales. Le cas des versets sataniques de Salman Ruschdie ou le scandale du corsage brodé au Coran de Claudia Shiffer dans une présentation de mode en Indonésie, illustrent le changement d'échelle apporté par couple mondialisation/médiatisation dont internet est une pièce maîtresse. Internet permet aux chercheurs du monde entier de fonctionner en réseau comme une seule communauté constituant une "intelligence collective", partageant des savoirs et échangeant en temps réel. Formidable ! mais comme le note Jean Loup Anthony : "Est-il vraiment utile qu'ils (les chercheurs) se mettent tous ensemble pour détruire plus rapidement la planète ? Einstein se posait déjà cette question à la fin de sa vie ! [42]". Toutefois, s'agissant de la lutte contre la mégamachine, on pourrait conclure assez lucidement avec le philosophe Jacques Poulain que nous tenons là la possibilité inouïe de faire partager de façon planétaire le constat de notre protestation impuissante.

[1] La première partie de cette contribution reprend en partie l'introduction de la nouvelle édition de notre livre "La mégamachine" La découverte, 2004.

[2] In *Pour un catastrophisme éclairé*, Seuil, 2003, p. 28.

[3] Platon, Phèdre (pour la présente traduction, oeuvres complètes, édition de la pleiade, 1950, tome 2, p. 75). Voir aussi Neil Postman, *Technopoly, The Surrender of Culture to Technology*, A. Knopf, New York, 1992, et pour la présente citation Bollati Boringhieri, Torino 1993, p. 12

[4] L'origine chrétienne des services, in *La perte des sens*, Fayard 2004 p. 43.

[5] Maurice Merleau-Ponty nous le rappelle avec raison, voir *L'Oeil et l'Esprit*, Galllimard 64, p. 91-93.

[6] Andrew Feenberg, *(Re)penser la technique. Vers une technologie démocratique*, p. 217.

[7] Hommage d'Ivan Illich à Jacques Ellul, in *Perte des sens*, Fayard 2004, P. 154.

[8] op. cit, p. 52.

[9] op. cit, p. 202.

[10] voir l'éclairant article de François Vatin, « Mauss et la technologie », in *Revue du MAUSS*, N° 23 premier semestre 2004. pp. 423 et 424. Dans son commentaire, François Vatin en rajoute une louche : " La technique lui apparaît en effet comme le moteur du processus de "la Civilisation" qu'il conçoit au singulier dans la destinée prométhéenne de l'humanité " (Ibid. p. 425).

[11] op. cit, p. 217

[12] op. cit, p. 39.

[13] Ivan Illich, *La convivialité*, Le Seuil, l973.

[14] Jean-Claude Michéa, « Révolte et conservatisme : les leçons de 1984 », *La revue du MAUSS*, n° 9, 1er semestre l997

[15] Feenberg, op. cit. p. 108.

[16] Pierre Lévy, « La cyberculture en question : critique de la critique ». *Revue du MAUSS*, n° 9, 1er semestre 1997

[17] Brecht, l970, p. 137, cité dans « Multimédia et communication à usage humain », *Dossier pour un débat*, n° 56, Fondation pour le progrès de l'homme, Paris, 1996. p. 145.

[18] Yvonne Mignot-Lefebvre, *Place de la communication dans les enjeux de l'autonomie*. Audiovisuel, nouvelles technologies de l'information et changement social, I, thèse, Paris X, l997, p. 129.

[19] Ibid. p. 339.

[20] Chiara Ottaviano, *Mezzi per comunicare. Storia, società e affari dal telegrafo al modem*, Paravia, Torino, 1997, p. 142.

[21] Ibid. p. 118.

[22] « Multimédia et communication à usage humain », *Dossier pour un débat*, n° 56, Fondation pour le progrès de l'homme, Paris, 1996, p. 29 et 69.

[23] Jean-Louis Weissberg, Internet, un récit utopique, in Terminal n° 71/72, Spécial Internet, L'Harmattan, l997.

[24] Mark Dery, *Vitesse virtuelle*, ed. Abbeville, l997, cité par Roland Jaccard, "Mythologies de la cyberculture" *Le monde des livres* du 6/06/97.

[25] Op. cit. p. 132.

[26] « Faire confiance à la technique : Cyber-interview de Christian Huitema », in *Terminal n° 71/72*, Spécial Internet, L'Harmattan, l997. p. 102.

[27] Michel Elie, « Internet et développement », *Futuribles*, N° 214, novembre l996.

[28] Babakar Sine, « Audiovisuel et extraversion culturel », Communication faite au colloque d'Epernay, 23-26 février l977, pp. 9 et 11.

[29] Yvonne Mignot-Lefebvre, op. cit. p. 35. Elle note encore : "Cette conjonction rare entre un mouvement social extrêmement fort et novateur et une nouvelle technologie de communication, la vidéo, était une efflorescence fragile à durée brève de vie. Ce phénomène s'est reproduit depuis avec moins d'ampleur pour d'autres techniques, plus cognitives comme le micro-ordinateur, et récemment pour ces objets nouveaux du désir que sont les multimédias, les mondes virtuels, le cyberespace... A chaque fois, se réduit le temps de mise au point des techniques tandis que se rétrécit l'espace ouvert aux développeurs et créatifs pour inventer de nouvelles pratiques". Ibidem, p. 36.

[30] Discours du vice-président Al Gore à l'International Télécommunication Union, Buenos Aires, le 21 mars l994. Extraits tirés de "Multimédia et communication à usage humain", Dossier pour un débat 56, Fondation pour le progrès de l'homme, 1996, pp. 78-87. Pour l'anecdote, on peut noter que le père du vice président Al Gore, inventeur du concept des autoroutes de la communication, dirigeait une société de construction d'autoroute... (voir Jean-loup Anhthony, Croissance d'entreprise ou développement humain, in CIEPAD, rencontres d'été l995).

[31] Chiara Ottaviano, op. cit. p. 131.

[32] Multimédia, op. cit. p. 63.

[33] Ibid. p. 101. 6 millions d'Américains utilisent déjà le télétravail.

[34] Le rapport de l'Union Européenne de Martin Bangemann qui calque celui d'Al Gore conclut : "Les pays qui entreront les premiers dans l'ère de l'information seront en mesure de dicter aux autres la suite des événements"Ibid. p. 113.

[35] Jean-Louis Weissberg, "Internet, un récit utopique" in *Terminal n° 71/72*, L'Harmattan, 1997. Mark Dery, "Vitesse virtuelle", ed. Abbeville, 1997. Roland Jaccard, "Mythologies de la Cyberculture" le monde des livres du 6/06/97.

[36] Op. cit, p. 214.

[37] Je me séparai déjà sur ce point de Castoriadis. La lecture de Takis Fotopoulos renforce mes doutes.

[38] *Le Monde* du mardi 2 avril 1996 : " Qui a peur de perdre son identité l'a déjà perdue " (Entretien avec Henri Tincq).

[39] Ce que Denis Duclos qualifie fort justement de " délires d'universalité " à propos de " l'idéal dune citoyenneté universelle et de son futur Etat planétaire, fantasme particulièrement présent chez les intellectuels en France". *Société-monde, le temps des ruptures*, La découverte-MAUSS, Paris, 2002, p. 217.

[40] Marco Aime, *La casa di nessuno*, Bollati Borighieri, Torino, 2002, p. 114. Voir aussi le dernier chapitre de notre livre " Justice sans limites ", Fayard, 2003.

[41] « Politica e interculturalità », in *Reinventare la politica*, L'Altrapagina, Città di Castello, 1995, pp. 22/23.

[42] Jean-loup Anhthony, « Croissance d'entreprise ou développement humain », in *CIEPAD*, rencontres d'été l995. p. 12.

le jeudi 6 juillet 2006

par Serge Latouche

LA DECROISSANCE, UNE UTOPIE ?
LA CROISSANCE, UN CONCEPT PERVERS ?

mardi 5 septembre 2006

« **Les Amis du *Monde Diplomatique*** » en partenariat avec « **La Maison du citoyen et de la vie associative de Fontenay sous Bois** » 94. Le 30 mai 2006. Participants : 116 personnes.

Conférence débat avec Serge Latouche :

Professeur émérite d'économie à l'université de Paris X. Ecrivain.

Thème : « **La décroissance, une utopie ? La croissance, un concept pervers ?** »



Essai de restitution :

En introduction est projeté un court métrage « La terre vue du ciel » (édit. Montparnasse), lequel nous montre ce que serait la Terre si le dérèglement climatique se poursuit ; images fortes qui s'impriment sur le subconscient, qui nous mettent en garde contre cette idée de croissance.

Serge Latouche : La croissance est un concept ayant pour origine les révolutions économiques anglaises. C'est au colloque* « Ligne d'horizon » en 2002 sous l'égide de l'UNESCO que le concept de décroissance prend une place importante dans le débat. On reconnaît enfin, qu'il faut descendre de ce train fou du productivisme, qu'il faut pour sauvegarder cette terre, explorer d'autres voies (* 700 participants pendant 3jours). L'aspect illimité de la croissance pose problème. On se réfère à un indice le PIB, terme fétiche où l'on retrouve tout et n'importe quoi : les dépenses pour le développement, et les dépenses pour pallier aux dégâts dus à ces développements, les maux et les remèdes. Cet indice ne mesure que le bonheur matériel, bonheur de consommer toujours plus, ce qui au-delà d'un certain seuil n'a plus de sens.

La « décroissance » elle aussi est un concept, de fait une rupture, un slogan presque pour casser une idéologie et la langue de bois autour du mot décroissance, c'est pourquoi nous utilisons aussi le mot « a-croissance ». Le principe lutte contre cette idéologie qui substitue nos valeurs à un processus du toujours plus, plus de consommation, gagner plus pour dépenser plus. Nous dépensons plus : pour avoir de l'eau potable, plus pour respirer de l'air plus pur, plus pour acheter du prozac afin de tenir le rythme du travail et des déplacements, le cercle vicieux.. Plus le bien matériel augmente, plus le « mal être » augmente. La province du Québec a introduit la notion de PID, « produit intérieur doux », indice qui mesure l'écart entre l'évolution de la consommation et le sentiment de bien être, traduit en graphique nous voyons des courbes en « effet ciseau », un écart croissant qui traduit les inégalités et les injustices.

L'a-croissance introduit d'autres variables, telle que la richesse relationnelle, et, elle introduit surtout l'idée forte de « l'empreinte écologique » ; l'espace bio productif pour un mode de vie durable, a une limite ; elle est pour un individu de 1,4 hectare et nous consommons l'équivalent de 1,8 hectare. Si tous les pays vivaient comme les français nous dépasserions ce quota de 30%. Nous serons la première civilisation à avoir préparé nous-mêmes une série de catastrophe, dont les premiers signes ont été : Tchernobyl, la vache folle, le sang contaminé..., mais ces catastrophes ont eu aussi un effet pédagogique, elles sèment le doute.., des pays comme l'Italie, l'Allemagne prennent du recul quant au nucléaire, nous sommes sensibilisé autour des question sur les OGM, sur la brevetabilité du vivant.., comme si nous présentions des catastrophes.

Un élément phare de nos industrielles, de consommation, est encore à ce jour le pétrole. Nous irions sur la fin du pétrole ? Qu'en découlera t-il ? Un changement de comportement ? Changement de société ? On ne pas exclure non plus des guerres dépassant tout ce que nous avons connu. Déjà à ce jour si le pétrole était vendu à son coût réel, coût du produit, plus coûts induits par ses effets sur l'environnement, il serait plus cher. De même pour les transports de la route et ses coûts indirects, ils seraient multipliés par 10. Le petit yaourt à la fraise sur votre table, avec tous ses composants, packaging, marketing...c'est 9000 kms. Il en est de même pour des milliers de produits que nous consommons chaque jour. Ceci appelle à une relocalisation de l'économie. Consommer local c'est aussi redonner du sens au lieu.

Le cinéaste Woody Allen dit « d'où venons-nous, où allons-nous..., et qu'est-ce qu'on mange ce soir » ? Réponse : Nous venons, nous sommes dans une société de consommation, société de croissance, et nous allons en accélérant, droit dans le mur !

Cette spirale de l'économie de croissance demande que croisse la consommation, mais la croissance du pouvoir d'achat se heurte à une idéologie dominante qui accapare les produits du travail, alors l'artifice reste la croissance de l'endettement, une fuite en avant du crédit à la consommation qui atteint jusqu'à 60% des revenus. Entraînés dans cette culture de la consommation exponentielle, idéologie de la croissance, les médias considèrent encore la décroissance comme un OVNI.

La croissance accompagne la mondialisation, nouveau mode de colonisation propageant, imposant nos valeurs occidentales.., elles génèrent destruction des valeurs traditionnelles, de savoirs. Dans des pays dits « sous développés » tel l'Afrique noire, on réussi souvent à survivre hors la sphère du « Marché », on survit par l'auto organisation, par l'entraide, par les échanges hors des circuits marchants ; des sociétés qui nous rappelle que le bien peut-être remplacé par le lien. Précisons que la décroissance ne se réfère pas aux alternatives parfois issues des années 68, tels les collectivités élevant des chèvres au Larzac..., il n'y a plus de place ,de temps pour ces rêves.

La croissance n'est ni soutenable, ni souhaitable, nous en avons aujourd'hui une mesure précise : « l'empreinte écologique ». Nous sommes dans un monde fini, une planète de 51

milliards d’hectares de superficie ; seule une partie est utilisable évaluée à 2 millions d’hectares. Nous sommes 6 milliards d’habitants, notre espace bio productif est limité par individu à 1,8 hectare et nous consommons à ce jour 2,2 hectares. Nous dépassons déjà de 3O% ce qui est supportable dans un mode de vie durable. Si tous les habitants de cette terre vivaient, comme les français, il faudrait trois planètes, comme les américains, 8 planètes. La sous consommation des burkinabés (Burkina, ex hte Volta) nous aide, le Sud aide le Nord ! Nous dépassons la capacité de régénération de la biosphère.., « je sens venir par nos soins diligents une série de catastrophes ».

La décroissance se décline en 8 points, suivant la règle des « 8 R » : **1° Réévaluer** : Changer les valeurs de nos sociétés, décoloniser notre imaginaire...**2° Reconceptualiser** : Sortir du capitalisme, redonner la priorité du social, de l’humain sur l’économie...**3° Restructurer** : restructurer la société sur d’autres value que le seul profit, sur une autre approche du temps de vie...**4° Redistribuer** : les droits de tirage sur la biosphère, retrouver l’empreinte écologique normale...etc. et pourquoi pas retrouver le yaourt de notre enfance avec les fraises du jardin, produit qui n’aurait fait que quelques kilomètres...**5° Relocaliser** : Remettre les produits à leur véritable coût incluant l’écologie, nous permettant de redécouvrir les vertus de nombre de produits locaux, produits français, c’est déjà relocaliser l’emploi, lutter contre le chômage, retrouver le sens de , là où l’on vit, sortir d’un monde géographique virtuel...**6° Réduire notre empreinte écologique** : Changer sa manière de consommer, adapter les habitations, réduire le temps de travail, travailler moins pour travailler tous, Eduquer pour donner du sens à la vie, au temps réapproprié...**7° Restaurer l’activité paysanne** : Sortir de la culture intensive, promouvoir la qualité des produits...**8° Recycler** : Rendre effectif le recyclage sur toute la France, revaloriser les produits non jetables, favoriser la réparation qui crée des petits métiers de proximité...A cela il faudrait ajouter une forte taxation sur la publicité , lutter contre ce fléau environnemental (summum de l’inutile) 2ème budget mondial après l’armement.

Alors la décroissance serait-elle une utopie ? Nous pouvons rester la tête dans le trou, penser que la science, la technique viendra à bout de ces problèmes. Nous pouvons continuer à être toxicodépendants de ce gâchis de consommation, refuser de voir les catastrophes récentes, nier les risques...



Débat :

F. Dans quelle mesure la croissance de la consommation n'est pas liée à la croissance de la démographie. D'un milliard nous sommes passés en 200 ans à 6 Milliards, de plus la durée, l'espérance de vie à beaucoup augmenté.

S. L. L'aspect démographique n'est pas à occulter.., ce n'est qu'une infime part du problème, les démographes imaginent que la population de la Terre se stabilisera autour de 9 milliards d'individus, un autre élément pose presque le problème inverse : l'OMS découvre chaque années des régions où tous les hommes deviennent stériles, il nous reste à déterminer le niveau souhaitable de population sur la planète. Si nous consommions comme les burkinabés, il y a la place pour 600 milliards, comme les australiens nous avons dépassé le seuil soutenable...

F. Vous avez évoqué des modes de vie en Afrique loin des circuits marchands.., on y voit aussi de la souffrance, les sociétés et modèles anciens ne peuvent être une solution, on connaît aussi l'esclavage des enfants...

F. Il semble qu'il y a prise de conscience, on entend beaucoup parler de développement durable.

S.L. Cette belle expression de « développement durable » est d'abord grammaticalement un oxymoron (juxtaposition de deux termes contraires), et c'est aussi un non-sens. Le développement ne peut être durable dans un monde fini, il faudrait parler de développement soutenable, et retrouver le sens des limites..

F. On nous dit que nous allons atteindre à brève échéance le « Pic d'Hubert », que l'on s'achemine vers la fin du pétrole, des scénario envisageables peuvent être catastrophiques, l'agriculture intensive très dépendante du pétrole et dérivés peut péricliter et entraîner une famine.

S.L. Si nous ne modifions rien, oui il y aura problème, on présente parfois la fin du pétrole comme l'Apocalypse, mais c'est en fait une bonne nouvelle.., cela peut signifier la fin du productivisme, la réduction de l'effet de serre. La fin du pétrole ne sera pas la famine, nous sommes empêtrés dans nos excédents, par contre pour les milliers de produits issus du pétrole il faudra s'adapter. Rappelons que 1% de plus de température correspond à 10% de récolte en moins, l'inverse étant valable. Les famines risquent bien plus d'être générées par les dérèglements climatiques, conséquence entre autres, du pétrole.

F. Il y a des avis divergents sur les réserves de pétrole, sur des minerais transformables en carburant, les réserves seraient alors de un ou deux siècles...

S.L. Les coûts prohibitifs dans les méthodes d'extraction du pétrole amènent les Nations à étudier le développement des biocarburants, actuellement il y a conflit d'intérêt entre pétroliers et ces nouvelles technologies, et certains Etats freinent ce développement.

F. Toute l'économie autour du pétrole fait obstacle à tout moyen, procédé, pouvait empiéter sur son marché, c'est ainsi que des brevets depuis des dizaines d'années, sont achetés et mis sous le boisseau, comment les contraindre à rendre publique ces techniques si importantes pour notre avenir.

...Il s’ensuit des échanges entre participants, des avis différents, on évoque le moteur à eau, l’Arlésienne pour certains...Un débat dans le débat, qui se poursuivra hors débat...

F. Si ce soir ce débat se tenait à Pékin, comment expliquer aux 1,3 milliards de chinois qu’ils doivent freiner leur développement, qu’ils nous mettent en danger, et qu’ils se mettent en danger ?

S.L. Bien difficile à priori de leur dire : « nous polluons depuis des décennies, mais vous n’avez pas ce droit », le développement de la Chine, de L’Inde... va poser un gros problème à court terme. Les chinois veulent comme nous avoir leur voiture.., de grands bouleversements se préparent en Chine : 400 millions de paysans vont se retrouver sans terre...quelle partie va déferler sur l’occident.., mais la Chine souvent nous surprend, c’est une vieille civilisation qui a toujours de grands sages.

F. Implicitement ce programme de décroissance n’entraîne t-il pas la fin du modèle du libéralisme économique ?

S.L. Oui, c’est en totale rupture avec tout ce qui fait ce modèle, une « déconstruction » de la pensée économique, mais aussi en rupture avec le modèle du Keynésianisme, il n’est pas souhaitable et pas soutenable de revenir au modèle des « 30 glorieuses », où nous étions déjà persuadés que croissance était égale à création d’emploi, l’après libéralisme, le nouveau modèle de société que nous devons créer est à inventer..., La conception de société de décroissance n’est, ni un impossible retour en arrière, ni un accommodement avec le capitalisme, mais un dépassement (si possible en bon ordre) de la modernité .

(Conclusion) : Tout nous montre que le processus de changement climatique est enclenché, il pourrait s’accélérer, c’est un problème majeur, il est urgent de l’aborder.

Alors, la décroissance serait-elle une utopie ?

A coup sûr l’utopie, la folie, est, de penser que nous pouvons continuer ainsi.

L’inconscience serait de ne rien faire.

(Note du rédacteur) : La décroissance quel que soit la forme que nous voudrons lui donner, la forme que nous serons capable de déterminer, devient incontournable, alors faisons de nécessité vertu !

Serge Latouche est l’auteur de : La déraison de la raison économique (Albin Michel). Justice sans limites (Fayard). Survivre au développement (Mille et une nuits). L’invention de l’économie (Albin Michel). Décoloniser l’imaginaire (Parangon). La planète des naufragés (La Découverte)............

(Les éventuelles erreurs de transcription n’engagent pas le conférencier).

Essai de restitution 3 juin 2006. Guy Louis Pannetier, adhérant « Amis du Monde diplomatique du Val de Marne »

La mégamachine

Serge Latouche

Introduction

Lewis Mumford [1974] nous a appris que la plus extraordinaire machine inventée et construite par l'homme n'était autre que l'organisation sociale. La phalange macédonienne, l'organisation de l'Égypte pharaonique, la bureaucratie céleste de l'empire des Ming sont des « machines » dont l'histoire a retenu l'incroyable puissance. L'empire d'Alexandre a durablement bouleversé les destins du monde, les pyramides d'Égypte étonnent encore l'homme du xxe siècle et la Grande Muraille de Chine reste à ce jour la seule construction humaine visible de la Lune. Dans ces organisations de masse, combinant la force militaire, l'efficience économique, l'autorité religieuse, la performance technique et le pouvoir politique, l'homme devient le rouage d'une mécanique complexe atteignant une puissance quasi absolue : une Mégamachine. Les machines simples ou sophistiquées participent au fonctionnement de l'ensemble et en fournissent le modèle.

Les Temps modernes, dont Chaplin nous a donné l'inoubliable spectacle cinématographique, ont sans doute franchi une étape nouvelle dans ce processus de montée en puissance. Walter Rathenau, dans l'Allemagne de Weimar, parlait judicieusement de la « mécanisation du monde1 ». Ure, dans The Philosophy of Manufactures, cité par Marx et Mumford, parle de l'usine de la grande industrie comme du « grand automate ». L'essentiel est dans « la distribution des différents membres du système en un corps coopératif, faisant fonctionner chaque organe avec la délicatesse et la rapidité voulues, et par-dessus tout dans l'éducation des êtres humains pour les faire renoncer à leurs habitudes décousues de travail et les faire s'identifier à la régularité invariable d'un automate2 ». Cinéastes, artistes et écrivains de l'entre-deux-guerres se sont ingéniés à annoncer l'ère nouvelle, l'ère technique. Parmi les témoignages les plus saisissants, citons Metropolis de Fritz Lang, Le Meilleur des mondes d'Aldous Huxley, ou 1984 de George Orwell. En ce temps-là, le monde fasciné ou horrifié a vu se mettre en place l'usine fordiste avec la chaîne de montage, la machine de guerre et d'extermination du régime nazi, le socialisme bureaucratique combinant, selon la formule de Lénine, les soviets et l'électrification. Au sein de ces Mégamachines, l'individu n'est plus une personne, ni moins encore un citoyen. Si ces trois Mégamachines se sont effondrées comme des colosses aux pieds d'argile, les mécanismes plus subtils du marché mondial sont en train d'enclencher sous nos yeux les différents rouages d'une Mégamachine aux dimensions planétaires : la machine-univers. Sous le signe de la main invisible, techniques sociales et politiques (de la persuasion clandestine de la publicité au viol des foules de la propagande, grâce aux autoroutes de l'information et aux satellites des télécommunications...), techniques économiques et productives (du toyotisme3 à la robotique, des biotechnologies à l'informatique) s'échangent, fusionnent, se complètent, s'articulent en un vaste réseau mondial mis en oeuvre par des firmes trans-nationales géantes (groupes multimédias, trusts agro alimentaires, conglomérats industrialo-financiers de tous secteurs) mettant à leur service États, partis, sectes, syndicats, ONG, etc. L'empire et l'emprise de la rationalité technoscientifique et économique donnent à la Mégamachine contemporaine une ampleur inédite et inusitée dans l'histoire des hommes.

Ce livre rassemble des essais autour de ce thème de la Mégamachine planétaire : son unité et sa diversité. À la différence des analyses de Jacques Ellul, la fatalité du totalitarisme

technicien est mise en doute. La synthèse unifiée du technocosme sous le signe de la rationalité se heurte peut-être à des obstacles nés de la pluralité de la Raison même : technicienne, économique et politique. En vérité, il m'apparaît impossible de donner une unité achevée à l'ensemble de mes réflexions sur ce sujet, pour des motifs divers qui tiennent peut-être ultimement à cette même pluralité irréductible de la Raison. Si mes livres antérieurs, L'Occidentalisation du monde [1989] et La Planète des naufragés [1991], peuvent apparaître comme des variations sur ce thème même, aborder de front la Mégamachine présente d'importantes difficultés objectives et subjectives.

Rien ne prédispose ni ne qualifie, en effet, un economiste, de par sa formation, à parler de la technique. Aussi curieux que cela puisse paraître, l'économiste côtoie continuellement la technique, mais ne la rencontre pour ainsi dire jamais. De plus, il se refuse à voir dans sa discipline une technique, laissant cela aux spécialistes de l'entreprise et de la gestion qui prennent en charge l'intendance. Si le fondateur officiel de l'économie politique, le philosophe Adam Smith, est entré, comme on sait, dans une manufacture d'épingles, et en a été profondément marqué, c'est un peu par hasard. Il ne semble pas que cet exemple ait été beaucoup suivi. Certes, Jean-Baptiste Say sera lui-même fondateur d'une importante filature à Aulchy-le-Château (Pas-de-Calais). Il en profitera pour exalter l'entrepreneur et s'intéressera aux machines dans leurs effets sur les coûts4. Rares seront par la suite les professeurs d'économie théorique à franchir le seuil d'une fabrique. Il est vrai que les entreprises n'encouragent guère les universitaires à venir les visiter. Si j'ai pu pénétrer personnellement dans une vingtaine d'usines les plus diverses, je le dois aussi au hasard et à ma persévérance, mais en rien à ma profession...

Le modeste atelier (moins de dix artisans) d'Adam Smith pratiquait certes la division du travail qui devait tant impressionner le maître, mais il n'utilisait que peu ou prou ces dispositifs ingénieux susceptibles d'alléger le fardeau du travail des hommes et qui devaient donner par la suite naissance au machinisme de la grande industrie. Pour les économistes classiques, les inventions de la « première révolution industrielle » ont une grande importance pour l'économie, à travers l'abaissement des coûts et la hausse de la productivité ; mais ayant eu lieu une fois pour toutes, elles ne sont pas susceptibles de bouleverser ses lois. La plupart, comme John Stuart Mill, s'intéressent d'ailleurs plus à l'effet des techniques sur les rendements agricoles qu'aux changements des procédés de fabrication dans l'industrie. L'univers de la technique est extérieur à celui de l'économiste. Karl Marx est sans doute, dans les sciences sociales jusqu'à une époque récente, celui qui a le plus réfléchi sur la technique moderne, ses sources, son impact, et sur l'interaction entre le développement des machines et la société. Le système capitaliste avec son « double moulinet » de l'accumulation du capital et de la prolétarisation des travailleurs est une extraordinaire Mégamachine présentée comme telle par Marx lui-même, avec la concurrence comme moteur et le profit comme source énergétique. Mais Marx est-il vraiment un économiste ? La plupart des collègues ne le reconnaissent pour leur pair que du bout des lèvres et non comme un authentique représentant de la science économique. Les néoclassiques, de leur côté, concevant les combinaisons de facteurs comme une sorte d'alchimie hors de leur champ d'intérêt, se tourneront presque exclusivement vers les marchés, dont la Bourse représente l'idéal. L'hypothèse peu réaliste des rendements décroissants, nécessaire à l'équilibre général, ne leur permet pas de comprendre les processus concrets des choix de techniques nouvelles. Les gros investissements d'innovation, en effet, sont amortis sur des productions croissantes à coût réduit qui éliminent du marché les produits anciens. Ces innovations sont, en outre, des paris sur un avenir incertain dont le choix est contraire au comportement « optimiseur » censé être celui des entrepreneurs rationnels.

Certes, les économistes contemporains considèrent la technique comme un élément central dans les phénomènes de la croissance. Pourtant, il n'y avait aucune réflexion sérieuse en économie sur ce que sont la technique et le progrès à l'époque où j'ai fait mes études, et jusqu'à ces dernières années. Pour l'essentiel, dans le corpus traditionnel, c'est-à-dire la théorie néoclassique ou théorie standard, la question se ramène au choix de la technique optimale. La technique est définie comme une combinaison de facteurs de production (travail et capital).

On suppose que, pour obtenir une production donnée, on a le choix entre une infinité de combinaisons de facteurs, autrement dit on a un panier de techniques disponibles, déjà là, l'arbitrage se faisant par les coûts. L'approche formalisée du choix des techniques reste le noyau dur du dispositif économique sur les techniques. La solution rationnelle est donnée formellement par le point de tangence de la droite de budget et de la courbe d'isoproduction5.

Confrontés à l'évidence du progrès technique ou progrès des techniques, c'est-à-dire à l'accroissement d'efficience des combinaisons productives, les économistes ont développé des analyses partielles sans véritables liens avec l'approche synchronique du choix des combinaisons de facteurs. Il s'agit de la fameuse analyse du résidu dans les fonctions de production dites de CobbDouglas. L'amélioration de la qualité des facteurs (machines plus productives, main-d'oeuvre mieux formée, etc.) explique les deux tiers de la croissance tandis que l'accroissement quantitatif des facteurs n'en expliquerait qu'un tiers environ. Comme le dit fort bien Nathan Rosenberg, « le progrès technique est traité de façon révélatrice comme l'introduction de nouveaux procédés qui réduisent le coût d'une production conçue comme identique6 ». « L'approche analytique du progrès technique, conclut justement Jean-Luc Gaffard, ignore le processus de constitution des technologies dans le temps, qui signifie que la technologie se construit étape par étape en interaction avec un environnement spécifique dont les caractéristiques orientent le développement technologique et sont modifiées par lui » [Gaffard, 1985].

Quelques économistes plus ou moins hétérodoxes ont ajouté des considérations complémentaires ; toutefois, il s'agit d'ajouts qui ne sont pas intégrés au corpus. Reste le cas de Joseph Aldis Schumpeter. Celui-ci était bien conscient, en écrivant La Théorie de l'évolution économique tout au moins, que la belle mécanique économique fonctionne à la reproduction à l'identique, mais ne contient pas en elle-même les sources de son dynamisme.

En l'absence d'impulsion extérieure (l'innovation), l'économie reste un circuit fermé immuable. C'est la volonté de puissance, opposée à la recherche hédoniste de l'utilité de l'homo oeconomicus ordinaire, qui pousse l'entrepreneur à tenter des paris sur l'incertain. Il n'invente pas les techniques nouvelles, mais il prend le risque de les utiliser. Conformément à cette conception, il explique le « cycle des affaires » par l'émergence de grappes d'innovations et les processus de destruction créatrice [Schumpeter, 1939]. Pour intéressante que soit cette théorie schumpéterienne de l'innovation, elle ne nous initie pas aux secrets de la technique. Celle-ci reste pour l'économiste une « combinaison de facteurs », c'est-à-dire une certaine proportion de travail et de capital dont les sauts qualitatifs restent mystérieux et hors du champ de la discipline. « Si au lieu de la quantité de facteurs, écrit Schumpeter, nous changeons la forme des fonctions, nous avons une innovation. » Très bien, mais rien n'explique ce changement qui fait rupture7. Cette vision froide et abstraite de la technique ne nous introduit pas dans la réalité de l'usine et du laboratoire où se fabrique le monde moderne. Le dispositif économique reste transhistorique et universel face à un sujet désincarné et calculateur. Plus récemment, on a cherché, avec un succès mitigé, à étendre la formalisation à la découverte scientifique elle-même.

Le processus de la découverte serait le résultat d'un calcul rationnel 8.

Les analyses concernant la technique évoquées en économie politique sont le plus souvent empruntées à d'autres disciplines et intégrées comme des pièces rapportées. Les énormes efforts déployés ces dernières années pour constituer une « économie industrielle », permettant de fonder une politique industrielle, ont abouti à accumuler d'instructives études de cas et des modèles formels sophistiqués, sans idées vraiment originales. Ce bric-à-brac nourrit un enseignement pour experts qui n'est pas forcément mauvais, mais est loin de remplir le vide théorique.

Le progrès est une évidence inquestionnable. On sait qu'on ne l'arrête pas ; moins que tout autre l'économiste y songe. La croissance de la production et de la productivité, l'amélioration des niveaux de vie, la diminution des coûts et des horaires de travail, tous phénomènes assez bien représentés par l'indice du PNB par habitant, sont les critères incontestables du progrès. Si tout le monde ne connaît pas un accroissement de son bien-être (notion quantitative qui, pour les statisticiens, remplace le bonheur), pour la plupart des économistes, cette situation regrettable, et provisoire, tient à de mauvais choix, à des accidents de parcours, à des obstacles contingents divers ; cela ne saurait remettre en cause l'évidence massive que le progrès est la loi de l'humanité, tout au moins des Temps modernes. L'incontestable et spectaculaire croissance du PNB mondial et plus encore celle des pays développés en sont la preuve éclatante. La généralisation du mode de vie américain durant les « trente glorieuses » (1945-1975) a été la réalisation de ce « conte de fées de la modernité », selon la belle expression de Bertrand de Jouvenel [1968, p. 132]. Bien entendu, les choses n'ont cette rassurante simplicité qu'à la condition de ne pas se poser de questions sur ce qu'est le progrès.

L'économiste du développement, toutefois, ne peut se tenir totalement à l'écart de la technique. Le développement apparaît, en effet, comme le résultat de la mise en oeuvre massive de techniques productives. Dans les premières décennies du développement (1960-1970), toutes les stratégies de décollage reposaient sur des choix techniques au sens large : priorité aux cultures de rente sur les cultures vivrières, priorité à l'industrie sur l'agriculture, priorité à l'industrie lourde sur l'industrie légère, priorité aux techniques de pointe sur les techniques traditionnelles ou intermédiaires, etc. Dans cette période, j'étais convaincu, sous l'influence conjuguée du marxisme et des idées de François Perroux, que seul le « raccourci technologique » et l'industrialisation massive pourraient sortir le tiers monde de la misère et du sous-développement [Latouche, 1994]. Dans les milieux de « gauche », l'efficacité technique était, au moins jusqu'en 1968, une idole indétrônable. Les économistes libéraux favorables à une intégration progressive des techniques et qui préconisaient le recours aux « petites industries », comme Ragnar Nurkse ou Albert Hirschman, paraissaient aux experts progressistes suspects de complicité avec l'imperialisme.

L'approfondissement de la critique de la mythologie de l'impérialisme et de la crise du développement m'a amené naturellement à questionner la technique et le présupposé commun à la technique et au développement : la croyance au progrès. Les implications pratiques de la remise en question du développement m'ont conduit à participer aux débats sur les techniques de pointe et la « technologie appropriée » dans les années soixante-dix.

La critique de l'approche économique classique du choix des techniques devait être complétée par une critique de l'économisme et du technicisme marxistes, c'est-à-dire une critique de la modernité et de ses bases imaginaires.

Le rapport entre culture et technique (la question de la neutralité de la technique par rapport à la culture ou, au contraire, de son impact sur elle, la place de la technique dans la culture et celle de la culture dans une société dominée par la technique, c'est-à-dire le problème de la culture technique, voire de la culture technicienne) devenait essentiel dans une

telle approche, pour tenter de déboucher sur de nouvelles pratiques échappant à la crise du développement.

La critique du développement et de l'économisme m'ont ainsi contraint à interroger ce sphinx qui se tient au carrefour des chemins de la modernité et qu'on appelle le progrès. Progrès, technique et progrès technique sont intimement liés, mais l'interrogation sur le progrès sans qualité atteint probablement la strate la plus profonde de l'imaginaire de la modernité. C'est à cette époque seulement, c'est-à-dire dans les années quatre-vingt, que je me suis mis à lire Jacques Ellul. Cette lecture m'a incontestablement aidé à entrevoir un lien entre ces divers champs de réflexion. Ce n'est donc pas ma formation initiale d'économiste qui a nourri mon intérêt pour le progrès, mais bien plutôt la nécessité de sortir de la discipline, par une approche anthropologique et philosophique, pour en saisir le point aveugle. Ce parcours explique la manière particulière dont j'interroge la technique et la société technicienne. Le phénomène technique n'est central que pour autant qu'il est inséré dans un contexte social et dans l'histoire. Il n'est pas isolable du jeu planétaire complexe de la puissance et de la richesse auquel il contribue à donner forme.

Modernité, Occident, Grande société, mais aussi développement, progrès, rationalité, technique, autant de maîtres mots qui se font signe, se renvoient les uns aux autres, peuvent se substituer dans une certaine mesure pour désigner le même complexe ou le même paradigme, celui de la Mégamachine. La rationalité économique est au fondement de la recherche technoscientifique. Le progrès est la condition, mais aussi le résultat de l'économicisation du monde et de l'accumulation illimitée de capital, de marchandises et de biens matériels et inimatériels.

La technique est la condition de la croissance et du développement, mais aussi, dans une certaine mesure, son résultat et son moteur. La Mégamachine est bien un autre nom pour désigner ce que j'ai appelé naguère l'Occident, dans L'Occidentalisation du monde, puis la Grande société, dans La Planète des naufragés. On pourrait lui ajouter tous les maîtres mots cités comme qualificatifs, multipliant ainsi les connotations tout en dénotant toujours la même chose. La Mégamachine est tout aussi bien moderne, occidentale, développernentiste, progressiste, rationnelle et technoscientifique. Gilbert Hottois a bien perçu cette unité profonde : « Le processus qu'on appelle souvent l'occidentalisation de la planète et qui est en fait la technicisation, l'extension du technocosme, ne serait donc pas un accident, une erreur politique réparable, mais l'expression d'une nécessité directement issue de l'essence même de la technique et des principes de la techno-évolution... » [Hottois, 1984, p. 200.] Pourtant, ce nouveau livre, La Mégamachine, n'est pas vraiment la suite de L'Occidentalisation du monde ni de La Planète des naufragés. Les notes de cours et les articles qui le composent ont été rédigés, pour l'essentiel, avant ou pendant la préparation de ces deux ouvrages. Ma réflexion sur la technique et le progrès a accompagné et nourri ma critique de l'Occident et de la Grande société. Elle a servi parfois d'échafaudage pour construire l'édifice, et parfois m'a fourni quelques matériaux. C'est dire que La Mégamachine se relie tout de même fortement aux précédents ouvrages. Le fil directeur et la conclusion visent à montrer la nécessité de « réenchâsser » la ou le technique dans le social. La Planète des naufragés tentait de montrer la nécessité du « réenchâssement » de l'économique.

C'est d'une tentative du même ordre concernant le technique, prolongeant et complétant la première, qu'il s'agit cette fois. La technique en soi, si tant est que l'expression ait un sens, n'est pas pour moi une figure du mal. Toute société utilise des « techniques » et celles-ci sont bonnes si elles permettent à la société concemée de fabriquer des citoyens sains et heureux. Même nos techniques les plus délirantes, en tant que pures techniques, pourraient, si tant est que cela soit concevable, être bonnes dans une société réconciliée avec elle-même et qui en aurait besoin pour relever certains défis. Le drame de la technique moderne n'est pas tant dans

la technique que dans le moderne, c'est-à-dire dans la société. Le fait que la société issue des Lumières, émancipée de toute transcendance et de toute tradition, ait véritablement renoncé à son autonomie et se soit abandonnée à la régulation hétéronome de mécanismes automatiques pour se soumettre aux lois du marché et à celles du système technicien, en est venu à constituer un danger mortel pour la survie de l'humanité.

L'humanité, dira-t-on, ne mérite peut-être pas tant de sollicitude, j'en conviens volontiers, mais quand on en fait partie, peut-on vraiment se désintéresser de son sort ? Les trois parties de cet ouvrage visent à un regroupement des huit essais qui le composent permettant de défricher ce vaste champ. La première partie, « Technique, culture et société », rassemble trois essais qui, tous à leur manière, contribuent à montrer comment la Mégamachine, par ses logiques, ronge les cultures et détruit le lien social.

Il s'agit d'une description et d'une analyse du fonctionnement de cette Mégamachine. Les conclusions de cette première partie peuvent paraÎÎtre catastrophistes. Comme dans L'Occidentalisation du monde et dans La Planète des naufragés, il ne s'agit pas d'annoncer l'apocalypse, mais bien de tirer un signal d'alarme. Faire prendre conscience des risques et des dangers de la voie où nous sommes engagés reste sans doute l'un des seuls moyens d'en conjurer la réalisation. La deuxième partie, « Technique, écologie et économie », montre les conflits entre raison technoscientifique et environnement, d'une part, et au sein même de la raison techno-économique, d'autre part. Il s'agit de mettre en évidence les contradictions et les difficultés que rencontre la Mégamachine sur deux points particuliers : la confrontation avec ce qu'il est convenu d'appeler les « limites naturelles », d'une part, le conflit entre logique technique, logique économique et logique politique, d'autre part. La faille éventuelle au sein même du rationnel est peut-être une échappatoire possible aux menaces du totalitarisme du système technicien. Avec la troisième partie, « La technique et le mythe du progrès », on explorera le soubassement et les fondations imaginaires de la Mégamachine. Celle-ci apparaît, certes, comme la réalisation d'un destin. Plus ou moins à son insu, l'homme ne ferait qu'actualiser les possibles du donné naturel, inscrits éternellement dans les structures de la matière. Cette vision fataliste, qui tend à s'imposer du fait du poids énorme des techniques sur la vie quotidienne de l'homme moderne, fait tout de même bon marché de la fabrication et du façonnage historiques de cet acteur humain.

La Mégamachine n'est pas un monstre en apesanteur, elle est solidement arrimée à notre imaginaire.

Elle est le résultat d'une véritable machination. Elle se nourrit de nos rêves et de nos cauchemars. Décoloniser cet imaginaire est une tâche urgente à accomplir pour neutraliser les dangers potentiels de cette créature dès lors qu'elle menace de se retourner contre son créateur.

---

1. Cf. Pietro Barcellona [1994, p. 27]. Oswald Spengler reprend l'expression « mécanisation du monde » en 1931, dans L'Homme et la Technique [1958, p. 143].

2. Cité par Jean-Pierre Séris [1994, p. 183].

La mégamachine et la destruction du lien social

Serge Latouche

J'ai coutume de dire que nous sommes embarqués sur un bolide qui fonce à toute allure, mais qui a perdu son chauffeur. Cet engin me paraît condamné à se fracasser sur un obstacle ou à disparaître dans un précipice, à un moment ou un autre de sa course folle.

Cette situation n'est pas due à la technique seulement, ni au système technicien au sens étroit du terme, aussi je me propose d'élargir le sujet qui m'était proposé à la fois du côté de la cause et du côté des effets : du côté de la cause en glissant de la technique à la mégamachine techno-socio-économique, du côté des effets en voyant les conséquences destructrices non seulement sur les cultures nationales mais aussi sur le politique, et finalement sur le lien social aussi bien au Nord qu'au Sud.

La mégamachine infernale

Lewis Mumford, et plus encore Cornélius Castoriadis, nous ont appris que la plus extraordinaire machine inventée par le génie humain n'est autre que l'organisation sociale elle-même. Après la métaphore de l'organisme, celle de la machine a été reprise ad nauseam pour parler de la société. Au vrai, avec la vision cartésienne de l'animal machine, les deux métaphores renvoient à une même vision mécaniste de la société.

L'entreprise de rationalisation a toujours visé ultimement, à travers l'ordre technique ou l'ordre économique, l'organisation de la Cité. Frank Tinland remarque, à juste titre, à propos de la technoscience, qu'on a toujours à faire en fait à un triangle techno-économico-scientifique (1). La dynamique techno- économique planétaire a pris l'allure d'un macrosystème décentralisé assez différent de la mégamachine centralisée (comme l'Etat pharaonique ou la phalange macédonienne visés par Lewis Mumford), mais que je qualifierais volontiers d'infernale. Ceci mérite d'être précisé. Il s'agit d'une part d'identifier cette machine, d'en spécifier les caractéristiques et d'autre part de montrer en quoi peut se justifier le qualificatif d'infernal.

La machine humaine

Le caractère machinique du fonctionnement du monde contemporain se manifeste à la fois par la montée de la société technicienne et du système technicien, mais aussi par le fait que les hommes eux-mêmes sont devenus des rouages d'un gigantesque mécanisme. De plus en plus on peut parler d'une cybernétique sociale (2). Cela se marque dans un premier temps par l'émancipation par rapport au social de la technique et de l'économie, puis, dans un deuxième temps, par l'absorption du social dans le techno- économique.

L'émancipation et le déchaînement de la technique et de l'économie

Si la technique est, dans son essence abstraite et, comme telle, insignifiante, aussi vieille que le monde, l'apparition d'une société où la technique n'est plus un simple moyen au service des objectifs et des valeurs de la collectivité mais devient l'horizon indépassable du système, un but en soi, ne date que de la période de "l'émancipation" des régulations sociétales traditionnelles, c'est-à-dire de la modernité. Elle ne prend toute son ampleur qu'avec l'effondrement du compromis entre marché et espace de socialité réalisé dans la nation, soit la fin des régulations nationales, substituts provisoires et finalement séquelles ultimes du

fonctionnement communautaire. On peut dater très précisément ce saut, passage de la quantité à la qualité, de ce qu'on appelle la troisième révolution industrielle. Le coût des techniques, leurs effets positifs ou négatifs (pensons à Tchernobyl), leurs dynamiques sont immédiatement transnationales. Si le monde obéit aux lois du système technicien, telles que les a analysées Jacques Ellul, la capacité du législateur s'en trouve réduite d'autant. Cela veut dire que le souverain, qu'il s'agisse du peuple ou de ses représentants, se trouve dépossédé très largement de son pouvoir au profit de la science et de la technique. Les lois de la science et de la technique sont placées au-dessus de celles de l'État. C'est en grande partie pour l'avoir oublié que les totalitarismes de l'Est, qui étaient en contradiction avec les lois de la science et de la technique telles qu'elles fonctionnaient dans le monde moderne, se sont effondrés. Parmi les conséquences de cette montée en puissance de la technique il y a l'abolition de la distance, la création de ce que Paul Virilio appelle une télécité mondiale et l'émergence du village-monde, d'où un effet d'effondrement immédiat de l'espace politique. "A partir du moment, déclare Paul Virilio, où le monde est réduit à rien en tant qu'étendue et durée, en tant que champ d'action, de ce fait, réciproquement, rien peut être le monde, c'est-à-dire que moi, ici, dans mon donjon, dans mon ghetto, dans mon appartement (cocooning), je peux être le monde ; autrement dit, le monde est partout mais nulle part. C'est cela que la féodalité, puis la monarchie, puis la République ont cassé" (3).

Une des conséquences de ce repli sur soi est la réapparition des guerres privées. Le féodal et le privatif vont de pair. Il a fallu la monarchie, puis l'Etat-Nation et la Révolution pour que l'on dépasse cette notion de conflit privé. Elle a resurgi hier au Liban, aujourd'hui en Yougoslavie ou en Ukraine. La disparition des distances qui crée cette télécité mondiale crée aussi immédiatement la disparition de l'espace national et la réémergence de ce chaos qui détruit la base de l'Etat- Nation et engendre ces phénomènes de décomposition dont les médias nous entretiennent à longueur de journée.

La transnationalisation de l'économie est le complément indispensable de l'émancipation de la technique. Il s'agit aussi de quelque chose d'extrêmement ancien qui réapparaît sous des formes nouvelles. Dès l'origine, le fonctionnement du marché est un fonctionnement transnational, voire mondial. Pendant plusieurs siècles, il y a eu concubinage entre le marché et l'Etat- Nation. Partie d'une base locale, et en partie déjà transnationale (ligue hanséatique, fonctionnement des places financières entre Gênes et l'Europe du Nord dès les 12-13ème siècles), il a fallu que l'économie se crée progressivement un marché national. La nation a été l'espace de compromis sur lequel s'est développé le marché. Toutefois, une fois achevée la conquête de l'espace national, le marché a continué sa course. Depuis la fin des années 70 surtout, l'économie s'est fondamentalement transnationalisée. Il y a toujours eu des firmes transnationales dans le capitalisme (les Fugger, Jacques Coeur, les Médicis). Ce qui est nouveau, c'est que la production elle-même et non plus seulement la finance ou le commerce est transnationale. Renault fait fabriquer ses moteurs en Espagne. Les computers IBM sont fabriqués en Indonésie, montés à Saint Omer, vendus aux États-Unis, etc. La division du travail s'est internationalisée. Les entreprises se sont totalement transnationalisées.

Lorsque j'ai commencé mes études d'économie, on distinguait deux types d'économie : les économies autocentrées et les économies extraverties. Les économies développées étaient des économies nationales ayant un tableau d'input-output "noir", c'est- à-dire que les branches nationales étaient interdépendantes (les industries chimiques françaises consommaient des matières premières françaises, etc). On disait qu'il y avait un tissu industriel cohérent et très fort. Par opposition, les économies du tiers monde avaient des tableaux vides, c'est-à-dire que ce qu'elles consommaient était importé et ce qu'elles produisaient était exporté. On disait que ces économies étaient extraverties alors que les économies occidentales étaient autocentrées.

Tout a changé. La dynamique même des économies autocentrées les a amenées à s'extravertir. Ce que nous produisons (produits agricoles, armements, etc), nous l'exportons. Ce que nous consommons (électroménager) est très largement importé. Statistiquement, nos économies sont aussi extraverties que celles du tiers monde. L'un des enjeux de Maastricht est non seulement de pousser plus avant cette transnationalisation au niveau européen, mais aussi de permettre aux firmes japonaises, américaines, etc, de coloniser l'espace européen et d'accroître la fluidité des échanges économiques, c'est-à-dire d'obéir aux lois de l'économie. C'est bien sûr le principal objectif du GATT et de l'Uruguay Round que d'étendre cette libéralisation des échanges à l'agriculture et aux services. Comme la science et la technique, les lois de l'économie dépossèdent le citoyen et l'Etat-Nation de la souveraineté, puisqu'elles apparaissent comme une contrainte que l'on ne peut que gérer et en aucun cas contester. Si on ne peut plus faire autre chose que gérer des contraintes, le gouvernement des hommes est remplacé par l'administration des choses ; le citoyen n'a plus de raison d'être. On peut le remplacer par une machine à voter, c'est-à-dire à dire toujours oui, et on aura le même résultat.

La machinisation du social

L'émancipation du technique et de l'économique ne signifie pas que le social reste en dehors des mécanismes, qu'il conserve son autonomie, que le politique, en particulier, pourrait et devrait utiliser ces machines en fonction de projets propres. Tout au contraire, comme on l'a déjà suggéré, l'autonomisation du technique et de l'économique, leur désenchâssement du social vident celui-ci de toute substance. L'autonomisation ne peut se produire qu'au prix d'une incorporation et d'une absorption du social dans les machines et, finalement, d'un effondrement de celui-ci. Les hommes, leur volonté, leurs désirs, sont captés, détournés, par la logique du tout. Les citoyens sont transformés en usagers. Certains aspects de cette mégamachine sont bien connus et ont été analysés depuis longtemps déjà. Marx, en particulier, analysait le monde moderne comme un sytème dont le noyau, le mode de production capitaliste, était une véritable mécanique. Il parle même d'un double moulinet qui reproduit les prolétaires comme force de travail toujours condamnée à s'offrir pour être broyée par le capital, en même temps que se trouve reproduit par le même mécanisme le capital lui-même, prêt à utiliser toujours plus de force de travail. Adam Smith, avec la main invisible, est le grand prophète de la grande machinerie moderne, avec la mise en évidence des merveilleux automatismes du marché. Les hommes des Lumières, fascinés par les automates, ont sciemment voulu que le social soit ainsi régulé de manière machinique. Cette machination participe du projet de la modernité, d'une rationalisation totale du social. Elle a été réalisée au delà de leurs espérances.

A ces mécanismes et automatismes, déjà anciens, des perfectionnements nouveaux ont été apportés et de nouveaux rouages ont permis de donner plus d'ampleur encore à la machine. Les consommateurs, conditionnés par la publicité, répondent aux sollicitations du système de production, comme les producteurs réagissent aux contraintes et aux signaux du marché. Les ingénieurs, en faisant leur travail au mieux, contribuent, à leur insu le cas échéant, à la croissance illimitée des techniques. Ces techniques fournissent des moyens toujours nouveaux et toujours plus raffinés pour déposséder les citoyens de la maîtrise de leur propre vie. Elles accroissent par ailleurs les inégalités entre le Nord et le Sud, et alimentent la course aux moyens de destruction. Les responsables politiques, eux-mêmes, fonctionnent comme des rouages du mécanisme. Ils se font les exécutants de contraintes qui les dépassent. La médiatisation de la politique politicienne accentue le phénomène de façon caricaturale. La dimension essentielle actuelle du jeu politique n'est plus le savoir-faire mais le faire-savoir. La politique se transforme de plus en plus en marché (développement du marketing politique). Cela est relativement

nouveau et tient au caractère désormais transnational du fonctionnement de la machine. La mondialisation de la machine et sa mécanisation totale sont des phènomènes récents et en cours d'achèvement. Les nouvelles technologies accélèrent un processus de déterritorialisation enclenché par l'abstraction du marché dès le XIIe siècle. Les satellites de télécommunication, l'interconnexion des banques de données, des ordinateurs de gestion des bourses et des agences de toutes sortes créent des sphères immédiatement transnationales. D'ores et déjà, la vitesse des moyens de communication rend toujours plus archaïques les réglementations nationales et exige une organisation mondiale. L'espace aérien européen morcelé constitue un véritable casse-tête pour les responsables du trafic et représente un gaspillage financier énorme. L'anonymat généralisé de la mégamachine techno-sociétale démoralise les rapports sociaux et politiques des collectivités humaines. Les contraintes qui pèsent sur l'homme politique, comme sur l'ingénieur, sur le producteur ou sur le consommateur aboutissent à un renoncement à toute considération éthique. L'efficience est la seule valeur reconnue par tous qui circule dans la machine. Cependant, cette efficience devenue une fin en soi est auto-destructrice et fait de la machine une machine infernale. Le caractère infernal de la mégamachine Une machine peut être qualifiée d'infernale quand elle échappe au contrôle de ses constructeurs. Or c'est très exactement ce qui s'est produit avec la machine sociale dont nous parlons. Anonyme et irresponsable, elle est devenue pratiquement non maîtrisable.

Cette rébellion de la machine se manifeste de trois manières différentes et complémentaires : elle échappe à toute régulation politique, elle mène à une impasse, elle est profondément injuste. Elle échappe à toute régulation Lorsque la dynamique économique fonctionnait au sein des espaces nationaux, il était encore concevable de soumettre la machine au contrôle des forces sociales et politiques et de maintenir un minimum de surveillance des autorités politiques, bref une emprise relative de la société sur la marche et l'utilisation des techniques comme sur la vitesse, l'orientation et les modalités de l'accumulation nationale du capital. Avec la mondialisation de l'économie et la transnationalisation de plus en plus poussée des forces sociétales, depuis les télécommunications jusqu'à la culture, l'illusion d'une maîtrise de la mégamachine n'est plus possible. Les logiques de fonctionnement se situent à des niveaux qui dépassent celui des organisations sociales. Celles-ci n'ont d'autre choix que de se soumettre ou se démettre, et font généralement les deux. Déjà dans son ouvrage Que la crise s'aggrave, François Partant écrivait : "L'économie française n'a pas beaucoup plus de réalité et d'indépendance que l'économie bretonne, corse ou languedocienne... L'appareil productif français est indissociable de l'appareil mondial de production. L'économie française n'a plus d'existence propre" (4).

L'une des conséquences de ce fait est une certaine "fin du politique", c'est-à-dire la perte de la maîtrise de son destin par des collectivités citoyennes au profit d'une hypercroissance d'une adminstration technocratique et bureaucratique. Les autorités politiques des plus grands Etats-Nations industriels sont désormais dans la situation des sous-préfets de province naguère : tout puissants contre leurs administrés dans l'exécution tatillonne de règlements oppressifs, mais totalement soumis aux ordres et étroitement dépendants du pouvoir central et hiérarchique, révocables ad nutum à tout moment. Simplement, et ce n'est pas rien, ce pouvoir central de Big Brother est devenu complètement anonyme et sans visage.

L'impasse

La course au progrès dans laquelle nous sommes piégés est proprement délirante. L'accumulation illimitée du capital, la croissance indéfinie des techniques, la production pour la production, la technique pour la technique, le progrès pour le progrès, ce toujours plus qui constitue la loi des sociétés modernes ne peuvent se poursuivre éternellement. Cette fuite en

avant, nécessaire à l'équilibre dynamique du système, vient buter sur la finitude relative du monde. Les limites naturelles sont en passe d'être franchies comme en témoignent la crise de l'environnement et la montée des préoccupations écologiques. Peut-être est-ce plus fondamentalement la pertinence même de cette tension entre besoin et rareté, au coeur même du système, qui est atteinte quand un taux de croissance annuel du niveau de vie de l0 %, pendant un siècle, multiplie celui-ci par 736 ! Peut-on continuer à s'aveugler durablement et ne pas voir que le mieux est l'ennemi du bien ? Entendons nous, il ne s'agit pas de témoigner une nostalgie romantique pour un univers pré- technique. En elles-mêmes les techniques actuelles, même les plus audacieuses comme les projets de cyberanthropes, de cyborg, les mutations génétiques, la colonisation de l'espace, ne sont pas délirantes, ni plus ni moins que l'invention de la roue, du feu, de la machine à vapeur ou la découverte de l'Amérique. L'inquiétude naît de l'inadéquation entre le niveau technique atteint et la machine humaine chargée de fabriquer socialement les citoyens. On peut concevoir de fabriquer socialement des personnes saines incorporant des tas de prothèses dans un monde sain peuplé de machines. Il est angoissant de voir des techniques hyperpuissantes utilisables sans contrôle par des entreprises n'ayant d'autre loi que le profit, des seigneurs de la guerre ne rêvant que de leur domination, des bureaucrates ne recherchant que l'efficacité, dans un monde sans âme, sans cohérence et sans projet.

L'injustice

La dynamique de la machine sociale planétaire est infernale, enfin, en ce qu'elle est gravement injuste. Progammée pour réaliser le plus grand bonheur pour le plus grand nombre, elle est en passe de réaliser le malheur de la plupart, sinon de tous, après avoir scandaleusement favorisé le bien-avoir de quelques uns. Le milliard d'habitants le plus fortuné de la planète, d'après la Banque Mondiale elle-même, dispose de cent fois plus de ressources que le milliard le plus pauvre ! Dans ces conditions, l'universalisme, que l'Occident a tant mis en avant, est une escroquerie. "Le processus d'enrichissement dont les nations industrielles ont jusqu'ici bénéficié, écrit François Partant, ne peut pas se généraliser et bénéficier à l'humanité entière. Les peuples du tiers monde ne peuvent en aucun cas combler l'écart qui les sépare de ces nations, c'est- à-dire produire autant qu'elles et consommer autant qu'elles" (5). Ils ne sont pas en retard, car le retard implique qu'on peut encore suivre le peloton, ils sont carrément en dehors de la course. On touche là à l'une des conséquences les plus dramatiques de la mégamachine, le fait qu'elle fonctionne non seulement à l'uniformisation, mais aussi à l'exclusion. La destruction du lien social La mégamachine uniformise, déracine et finalement détruit le politique.

L'uniformisation/conformisation

Le processus d'uniformisation planétaire, je l'ai longuement décrit et analysé dans L'occidentalisation du monde (6). La Mégamachine techno-scientifique, le rouleau compresseur occidental, écraserait les cultures, laminerait les différences et homogénéiserait le monde au nom de la Raison. Ce processus a des effets déculturants au Sud et entraine un danger de conformisme pour tous par la mondialisation de la culture ou de ce qui en tient lieu, par la perte des repères moraux et leur remplacement par les modes et les sondages. On assiste à une universalisation planétaire des modes de vie et de consommation, en même temps qu'à une dictature de la médiocrité, avec la banalisation de l'exceptionnel et l'exaltation du banal. Cela encore n'est que la réalisation du programme de la modernité, dans la mesure où la modernité conçoit l'humanité comme une collection abstraite d'hommes identiques, l'homme

universel des lumières. Il n'y a donc plus de raison de manger, de s'habiller et de consommer différement : tout le monde porte un jean et boit du Coca-Cola. Les événements "culturels" deviennent des événements mondiaux (Dallas, les J.O.). L'universalisation culturelle n'exclut pas l'émergence de rivalités entre égaux, au contraire. Plus les hommes se ressemblent, plus les haines apparaissent, plus les différences persistent au sein de l'identité. On observe toujours que les conflits surviennent non pas quand les différences sont au maximum, mais quand les conditions se rapprochent (québécois et anglophones au Canada, décomposition de l'empire ottoman, Serbes, Croates et Bosniaques aujourd'hui).

Le déracinement

La dynamique techno-économique mondiale déracine les peuples et entraîne une déculturation dramatique de toutes les sociétés "traditionnelles". La perte des identités culturelles, le désenchantement du monde et l'exclusion économique et sociale, par la dévalorisation des compétences, la délégitimation des statuts et l'impossible accès au niveau de vie américain, favorisent un déchaînement désespéré d'explosions identitaires, dont l'ex-Yougoslavie offre le tragique et lamentable témoignage.

Coupés de leur souche originelle (l'histoire européenne), l'Etat moderne et l'ordre national-étatique sont des greffes artificielles. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes sur lequel repose la Société des Nations aboutit à la destruction de cette même société, du fait du vide de la notion de peuple. Un peuple, en effet, ne peut se définir que par le sentiment subjectif d'appartenance. Chaque groupe humain, lié par un trait quelconque, langue, religion, terroir, coutume... peut revendiquer le label de "peuple" et réclamer la reconnaissance étatique, condition de son existence comme sujet de droit au sein du concert international des puissances. On aboutit à la dégénérescence "nationalitaire" ou au "tribalisme", et souvent aux deux à la fois.

La revendication nationale se confond avec une revendication particulariste et donne naissance à un Etat tout à la fois fantoche et fanatique, sans maturation d'une société civile de citoyens. L'individualisme, qui ronge les sociétés modernes, et la mondialisation de l'économie font voler en éclats les rassemblements antérieurs de l'histoire en groupuscules de plus en plus microscopiques. Il n'y a de limite à cette tendance inévitable que l'union sacrée des Etats déjà reconnus qui cherchent à bloquer par tous les moyens l'accès au club très fermé de la Société des Nations. Chaque tribu, chaque clan, chaque chapelle peut arguer de son particularisme comme seul fondement légitime du lien social. L'île de Nauru, dans le Pacifique, avec ses sept mille habitants est un Etat, même si l'exploitation des phosphates vide l'île de sa substance et condamne à terme sa population à vivre en Australie.

La destruction du politique

La transformation des problèmes par leur dimension et leur technicité, la complexité des intermédiations et la simplification médiatique des mises en scène ont dépossédé les électeurs, et souvent les élus, de la possibilité de connaître et du pouvoir de décider. La manipulation combinée à l'impuissance ont vidé la citoyenneté de tout contenu. Le fonctionnement même de la mégamachine implique cette abdication pour des raisons très terre à terre : la dépossession productive et l'absence du désir de citoyenneté.

La dépossession productive

L'abondance au moindre coût, condition du plus grand bien-être pour le plus grand nombre, suppose que l'énergie maximale est déployée et captée dans le maniement des techniques, et grâce à elles. En devenant travailleur, consommateur et usager, le citoyen se soumet corps et âme à la machine. Taylor avait le mérite de la clarté cynique. "On ne vous demande pas de penser ; il y a des gens qui sont payés pour ça !" aurait-il répondu un jour à un ouvrier. En séparant les tâches de conception des tâches d'exécution, le fordisme/taylorisme réalise la production de masse, condition de la consommation de masse, au prix de la réduction du travailleur à l'état de serviteur aveugle de la machine. Les nouvelles technologies redonneront-elles la citoyenneté dans l'entreprise ? Peut-être, mais au prix d'une exclusion de la vie de la cité. Elles réclament, en effet, un engagement actif des travaillleurs, une attention volontaire et, si possible, intelligente. Dans l'atelier flexible, la machine-outil à commande numérique ne laisse plus aucune liberté de décision à son serviteur. Là comme dans le reste du système, il n'y a même plus de gens payés pour penser, les machines s'en chargent ! Quant au travailleur, il devient son propre "garde-chiourme, gérant son auto-exploitation, et autogérant son exploitation" (7). Le travailleur des cercles de qualité obtient sans doute le sentiment d'une reconnaissance dans son collectif d'entreprise, mais c'est au prix d'une renonciation à une part importante de sa vie privée. Au Japon, comme on le sait, la seule citoyenneté est déjà celle de l'entreprise, pour laquelle 40 000 cadres mourraient chaque année d'une forme de stress baptisé karoshi.

Ainsi, à l'usine, au bureau, sur le marché, dans la vie quotidienne, le citoyen, devenu agent de production, consommateur passif, électeur manipulé, usager des services publics, est le pur rouage de la grande machine techno-bureaucratique. Même si sa souveraineté n'était pas frappée d'impuissance par tous les mécanismes que nous avons analysés, comment pourrait-il avoir encore le loisir et le désir de l'exercer ? L'absence de désir de citoyenneté Au terme de journées de travail ou d'occupations nerveusement harassantes, le citoyen rentre chez lui pour trouver d'innombrables problèmes à règler, entre les études des enfants, les impôts à payer, les feuilles de Sécurité Sociale à remplir, etc. Il pense se détendre en regardant les jeux télévisés plutôt que les informations. Quel temps lui reste-t-il, quelle disponibilité a-t-il pour aller sur l'agora ou le forum s'informer des affaires de la cité, soupeser les arguments, démonter les rhétoriques et se livrer à une délibération prudente pour décider de ses choix ? L'avalanche médiatique des messages, dont la qualité n'est pas ici en question, aboutit à une désinformation de fait. Cela concerne tout autant le haut responsable que l'électeur de base. J'ai procédé autour de moi à une enquête lors du vote de la loi sur la contribution sociale généralisée (C.S.G). La question avait donné lieu exceptionnellement à un débat public à la Chambre, à la parution de nombreux articles, et même à des manifestations de rue. J'ai demandé à mes étudiants de maîtrise de Droit public, ainsi qu'à mes étudiants de troisième cycle, tous électeurs : qui avait pris connaissance des textes votés, qui avait compris les mécanismes du prélèvement ? Il ne s'en est pas trouvé un seul (8) ! Et pourtant la question concerne le point, ô combien sensible ! du portefeuille. Les logiques de la mégamachine n'incitent pas le citoyen à remplir ses devoirs ni à exercer ses droits. Le beau projet de la démocratie se trouve ainsi privé de toute substance au profit d'une technocratie anonyme ; celle-ci fait un usage modéré d'un despotisme que nous croyons éclairé parce qu'elle est inconsciente d'elle-même et que nous sommes satisfaits d'être ainsi débarassés, à moindre frais, de soucis supplémentaires.

Conclusion

Je voudrais me contenter de soulever deux problèmes : les limites de la mégamachine, et les perspectives ouvertes.

-Les limites

La mégamachine n'est pas sans faille, elle n'est pas totalement homogène. Les analyses de Jacques Ellul sur la société technicienne sont justes dans l'ensemble, mais son aboutissement très pessimiste me paraît un peu excessif. L'effondrement du monde soviétique montre que la société technicienne et le totalitarisme "dur" ne constituent pas le meilleur mélange pour assurer la permanence du système technicien. S'il faut un totalitarisme pour assurer l'essor de la société technicienne, il s'agit plutôt d'un totalitarisme "mou". Le conditionnement en souplesse des consommateurs-usagers dans la société de marché convient mieux que la bureaucratie rigide. Il ne faut pas non plus surestimer les performances de la technique. Les échecs et les failles des grands systèmes techniques sont nombreux. Certes, il s'agit de catastrophes, et le risque majeur n'est pas à écarter. Toutefois ces catastrophes sont aussi des occasions de remise en cause, au moins partielles de la technique et des croyances sous-jacentes dans la science et dans le progrès. Il y a une pédagogie des catastrophes. Les doutes déjà considérables qui ont ébranlé la foi techniciste pourraient bien tourner à une crise profonde.

C'est bien sûr dans la technicisation de l'homme et dans le fonctionnement de l'ingénierie sociale que les défaillances sont le plus flagrantes. La machine technobureaucratique soviétique, qui s'était approchée le plus du mythe de la cybernétique sociale, s'est révélée tout-à-fait contre- performante, et finalement très fragile en dépit des apparences. Il faut prendre très au sérieux les critiques des machines sociales, même si elles sont présentées sous des formes humoristiques, comme la loi de Parkinson ou le principe de Peter. Ces phénomènes guettent effectivement toute organisation sociale, même dans une économie de marché ultra-libérale. C'est dans la machinisation du social que les grains de sables les plus nombreux pénètrent dans les rouages et menacent de casser la mécanique globale.

Ainsi peut-on expliquer en partie les incroyables défaillances de certaines réalisations techniques, du fait des négligences et des erreurs humaines. Tchernobyl est un exemple spectaculaire des ravages que peuvent faire l'incompétence combinée à l'irresponsabilité bureaucratique. Alexandre Zinoviev, dans L'avenir radieux, avait mis en scène avec brio ce fonctionnement ubuesque. Dans la société libérale, là où persiste un minimum de démocratie formelle, les organisations citoyennes peuvent questionner la conception et surtout l'usage de la technique, y compris en s'appuyant sur des techniciens. On peut en voir une illustration (y compris avec ses limites) avec ce qui se passe dans le débat écologique. La manipulation de l'opinion avec le développement foudroyant des médias, n'est pas (pas encore ?) intégrale, ni surtout irréversible. Les crises économiques, les drames écologiques, les catastrophes techniques peuvent susciter des remises en cause de l'omniprésence et de l'omnipuissance de la technique. Cette remise en cause pourrait peut-être être facilitée si le mécanisme analysé par Nicholas Rescher sous le nom de principe de Planck, s'avérait confirmé. Sous sa forme faussement rigoureuse, ce principe s'énonce ainsi : le rendement de la recherche scientifique ne correspond qu'au logarithme de la quantité des ressources allouées. Cela signifie qu'on assisterait à une décélération inéluctable du progrès scientifique lourd. Tôt ou tard, on se heurterait à une croissance zéro du progrès scientifique, quel que soit le montant des investissements (9). Cette baisse du rendement de la recherche scientifique est généralement admise par les savants. Les grandes découvertes du XXème siècle ont été faites avec de petits moyens. Les énormes budgets dont sont dotés les laboratoires ont surtout débouché sur des progrès du "software", c'est-à-dire des applications déduites des grandes découvertes. Là le champ est loin d'être épuisé. Toutefois, si ce principe s'avérait fondé, la fuite en avant technicienne se serait pas illimitée.

-Les perspectives ouvertes

En évoquant ces perspectives de sortie de la société technicienne, je suis loin de verser dans les rêves optimistes d'une "technodémocratie" chère à Pierre Levy (10). L'émancipation de la technique par rapport à l'économie, sur laquelle il fonde son analyse, paraît bien problématique. Elle ne serait pas nécessairement porteuse de liberté, loin de là.

A partir de tout cela, je veux simplement suggérer que la technicisation totale du monde relève plus de la science-fiction et du phantasme que de la réalité observable et prévisible. Il est raisonnable de tabler sur la défaillance de l'organisation sociale pour échouer à prendre en charge le projet d'un meilleur des mondes, le pousser à la limite et même le faire fonctionner. Le hiatus entre système technique et société peut être la source de dysfonctionnements tragiques, mais ce peut être aussi l'occasion d'une reprise en main de la technique par les hommes pour construire une authentique postmodernité, c'est-à-dire une société qui réenchâsserait l'économique et le technique dans le social, qui réenchaînerait Prométhée, qui remettrait l'économique et le technique à la place subalterne qui doit être la leur, plutôt que de confier à une domination illimitée de la nature et à une concurrence généralisée et aveugle la solution de tous les problèmes humains.

Notes

1. Franck Tinland, L'autonomie technique, in "La technoscience, Les fractures des discours", sous la direction de Jacques Prades, L'Harmattan, l992.

2. En tant que projet, cette cybernétique sociale n'a sans doute nulle part et jamais été poussée aussi loin que dans l'ex-URSS. L'écrivain communiste, Lion Feuchtwanger, exilé par les nazis et devenu assistant-procureur en URSS au second procès de Moscou, écrit dans son ouvrage Moscou l937, (publié à Amsterdam en l937) à propos des l7 accusés trotskistes autour de N. Bouckharine, après les délibérations : "Les accusés ne sont pas de véritables accusés, mais des scientifiques mis en demeure d'expliquer leurs erreurs techniques relativement à la théorie scientifique en cours d'application en URSS. Juges, procureurs et accusés sont liés par un but commun. Ils étaient comme des ingénieurs ayant à tester un nouveau genre compliqué de machine. D'aucuns, les acccusés, ont détérioré la machine, non par méchanceté, mais par obstination à éprouver leurs conceptions visiblement fausses. Leurs méthodes se sont avérées fausses : voilà pourquoi ils sont condamnés. Et comme la machine ne leur tient pas moins à coeur qu'aux juges, ils acceptent leur condamnation. C'est pourquoi aussi ils délibèrent sincèrement avec les autres. Ce qui les solidarise tous c'est l'amour de la machine, l'amour de la machine de l'Etat et leur idolatrie de l'efficacité".

3. Paul Virilio, Interview dans le Monde, Janvier 92.

4. François Partant, Que la crise s'aggrave, Solin, l978, p. l07.

5. Op. cit. p.77

6. Serge Latouche, L'occidentalisation du monde, essai sur la signification, la portée et les limites de l'uniformisation planétaire, La découverte, Paris, l989.

7. Michel Perraudeau, cité dans Michel Kamps, Ouvriers et robots, ed. Spartacus, Paris, l983, p.36.

8. Et pourtant, nemo censetur ignorare legem ! (nul n'est censé ignorer la loi !)

9. Ce serait la mise en forme d'une remarque de Planck : "Chaque avancée de la science accroît la difficulté de la tâche".

10. Pierre Levy, Vers une citoyenneté cosmopolite, in "La technoscience", op. cit.

Si la mégamachine s'emballe

Selon Serge Latouche, la technologie est un bolide sans freins, sans pilote, sans marche arrière. Et nous sommes tous à bord...

Au milieu des discours glorifiant la mondialisation ou vantant l'avènement du village global, la conférence prononcée par Serge Latouche le 3 avril dernier, au pavillon Palasis-Prince, à l'invitation de l'Institut québécois des hautes études internationales, a l'effet d'un véritable vent de fraîcheur. Volontiers iconoclaste, ce professeur en économie du développement à l'Université de Paris-Sud n'hésite pas à émettre de sérieux doutes sur le sens de la course à la technologie qui caractérise nos sociétés modernes. Cette quête effrenée, si elle n'est pas maîtrisée, pourrait en effet nous faire perdre notre humanité, selon le conférencier.

Métropolis, Les Temps modernes, 1984, Le meilleur des mondes: nombre d'écrivains ou de cinéastes ont décrit avec une précision parfois clinique le fonctionnement de sociétés complètement dominées par un type organisation réduisant l'homme au simple rang de rouage. Selon Serge Latouche, la période de l'entre-deux guerres fournit également quelques exemples éclairants, avec la mise en place de la chaîne de montage fordiste aux États-Unis, l'installation de la machine de guerre nazie en Allemagne ou celle du socialisme bureaucratique en URSS. Même si ces trois mégamachines n'existent plus aujourd'hui, le système d'organisation mondiale qui s'ébauche actuellement sous le signe de la main invisible semble encore plus terrifiant, à en croire cet économiste.

"Cette machine-univers, d'une ampleur inédite dans l'histoire, n'a plus d'autre but qu'elle-même, tandis que les systèmes précédents servaient certains intérêts, remarque Serge Latouche. L'homme se retrouve emprisonné dans cette horlogerie mécanique où les firmes transnationales géantes, les réseaux mondiaux mettent à leur service syndicats et gouvernements." Il constate ainsi que le consommateur moderne devient toujours plus passif et qu'il suffit d'investir massivement dans la publicité pour le forcer à s'approprier les gadgets les plus inutiles, qu'il s'agisse d'Eurodisney ou de la télévision par câble.

La défaite du politique

Dans ce déchaînement techno-économique où l'expertise remplace la citoyenneté, que devient l'individu? Serge Latouche observe un lent glissement des valeurs, comme l'égalité ou la liberté, qui ont participé à la fondation de la république, vers de nouveaux crédos techniques tels Internet et l'hyper-sécurité, exprimée par un foisonnement de caméras de surveillance et de satellites. Au nom d'un progrès technologique considéré comme une condition essentielle au bonheur, on détourne le citoyen de son rôle car il ne dispose plus de tribunes politiques pour débattre de l'avenir de sa société. Serge Latouche en veut d'ailleurs pour preuves les échecs des tentatives de moratoire sur la génétique ou la poursuite de la recherche spatiale.

Cette mégamachine, essentiellement préoccupée par ses propres intérêts, connait également des déchirements intérieurs. Ainsi, les logiques techniques et économiques se télescopent parfois. "Renault a mis au point un moteur de voiture qui ne consomme que deux litres aux 100 kilomètres, précise le conférencier. Mais les enjeux financiers empêchent la commercialisation d'un tel vé

hicule." Pour bien mesurer l'efficacité économique de certains progrès technologiques, il faudrait également prendre en compte leurs répercussions sur l'environnement, et les écosystèmes. Mais la mégamachine ne se préoccupe ni de la disparition des forêts, ni de l'agrandissement du trou dans la couche d'ozone.

Technique ou culture?

L'introduction sans ménagement d'outils technologiques a également des effets dévastateurs sur des types d'organisations humaines fondées jusque-là sur des valeurs plus traditionnelles. "L'Afrique est devenue depuis quelques années un véritable cimetière de projets, indique Serge Latouche. Difficile en effet de concilier techniques traditionnelles et rationnalité économique visant à soutenir la concurrence." Dès lors, l'expert en développement se heurte à un problème insoluble. Lorsqu'il tente de comprendre le fonctionnement de ce genre de société, on lui reproche de nuire au développement, tandis que s'il ignore l'importance du facteur culturel le milieu résiste aux tentatives de modernisation.

"Nous sommes engagés dans une impasse, embarqués dans un bolide sans freins, sans pilote, sans marche arrière et qui fonce à toute allure", analyse le conférencier qui refuse toutefois d'appeler un dieu quelconque à l'aide. Selon lui, il faut refuser le règne du technique pour infléchir notre destin et surtout éviter de considérer ce progrès technologique comme une fatalité. Au hasard des catastrophes, comme l'épidémie de la vache folle ou le smog londonien qui a coûté la vie à de nombreuses personnes en décembre 1952, les citoyens prennent conscience des dangers d'un système qui s'impose de plus en plus pour lui-même. Serge Latouche voit d'ailleurs dans les mouvements de défense de consommateurs un moyen priviliégié pour lutter contre les diktats de la mégamachine. L'homme délaissera alors son rôle asservissant de servile rouage pour devenir le grain de sable grippant le subtil mécanisme.

PASCALE GUÉRICOLAS

Le développement durable : mystification et boniments

Le développement durable est la dernière potion à la mode que les agro-industriels, financiers et autres ennemis du genre humain tentent de nous faire avaler. Mais foin du développement, même durable ! Quand donc cesseront-ils de nous prendre pour des gogos ? Réponse : le jour où, de façon claire et sans équivoque, nous refuserons le mythe du Progrès et tout l'attirail de technologies, d'armes et de confort qui l'accompagne

Ainsi donc, le « développement » pourrait être « durable ». Il semble bien pourtant que si « nos » dirigeants, « nos » scientifiques et autres tenants du Progrès continuent de nous développer ne serait-ce encore qu'un demi-siècle, il ne restera pas grand-chose de la planète ni des êtres vivants qui l'habitent ! Ou plutôt, le risque existe qu'il ne reste qu'une humanité nettement divisée en castes et sous-castes, avec des nantis toujours plus nantis les écarts entre les riches et les pauvres s'accroissent dans des proportions hallucinantes, non seulement entre Nord et Sud mais, dans les pays mêmes du Nord, entre les classes aisées et les laissés-pour-compte de la « croissance ». Il se pourrait dès lors que ne subsiste qu'une planète à bout de souffle, avec des riches super-pollueurs rejetant sur les pauvres la responsabilité de la misère. Car le discours du développement durable tourne en vase clos, pour le plus grand bonheur des nantis. Jugeons-en plutôt.

Le développement tel que nous l'avons pratiqué au Nord, dénoncé (de façon parfois caricaturale)[1] dès les années 1960 par le Club de Rome, n'a servi qu'à une chose : faire prendre conscience aux tenants du pouvoir qu'ils avaient tout intérêt à intégrer ce qu'ils appellent les dimensions sociales, humaines, environnementales, etc., à leur discours, voire à leurs pratiques[2]. Même le Fonds Monétaire International donne dans le développement durable, l'amitié entre les peuples et l'humanisme de bon aloi lorsque son sous-directeur au bureau européen, Sergio Pereira Leite, s'écrie joliment : « En y regardant de plus près, on voit que les activités du FMI contribuent toutes, directement ou indirectement, à la lutte contre la pauvreté et à la défense des droits de l'homme [3]. » Le brave homme ! Pourtant, même le parti socialiste ou Attac reconnaissent que le FMI contribue, par ses pratiques cyniques, à engraisser le Nord en appauvrissant le Sud, qu'il réduit à la misère. Abandonnons M. Pereira Leite à ses contorsions intellectuelles rassurantes et déculpabilisantes à si peu de frais, et revenons à la réalité.

Le développement durable est devenu, dit-on par ailleurs, un concept fourre-tout. Ce qui signifie en fait que toutes sortes de groupes, d'institutions, d'organismes, y compris des gouvernements, des États ou le FMI, se reconnaissent dans ce concept. Or, assez curieusement, le « fourre-tout » en question n'inclut pas, et exclut même, la frange contestataire qui est en général assimilée, par les tenants de ce fourre-tout, à une opposition « romantique », « délirante », voire « paranoïaque » et surtout, comble d'insulte,

---

[1] Car le Club de Rome, en prenant systématiquement en compte les perspectives les plus défavorables, s'est révélé piètre prophète, surtout en matière d'explosion démographique et d'épuisement des ressources naturelles – ce qui n'enlève rien au fond de son propos.

[2] Ainsi, le patron de Shell France, Christian Balmes, l'explique en détail dans l'ouvrage dirigé par Anne-Marie Ducroux, Les Nouveaux utopistes du développement durable (éd. Autrement, 2002), et il a l'air d'y croire : Shell est une entreprise qui pense à nos enfants ! Merci, M. Shell.

[3] Finances et Développement, revue du FMI et de la Banque mondiale, décembre 2001. Car les droits de l'homme et la lutte contre la pauvreté participent du développement durable.

« obscurantiste »[4]. Quelle est précisément la nature de cette opposition au développement durable ?

Nous ne reconnaissons pas le concept de « développement » qui est, comme on le sait depuis belle lurette, le développement de l'individu Blanc, riche, de sexe masculin, jouissant de droits civiques, au travail, etc. Quant à l'adjectif « durable », il implique le rejet a priori de toute révolution et, tout au contraire, la tentative de bien mesurer le développement afin qu'il soit « durable » et que les actuelles élites, surtout, se maintiennent au pouvoir. Le développement durable consiste ainsi à maintenir un équilibre précaire entre riches et pauvres, exploitation de la nature et protection de la biodiversité, trou d'ozone et réduction des émissions de carbone, production d'électricité nucléaire et inconvénients du style de Tchernobyl, etc., de façon que le commun des mortels – les « masses » – ne soient surtout pas tentées par l'« aventure » de l'opposition au développement qui est implicite dans la révolution, l'abolition des États, la liberté, la fraternité humaine. Cet équilibre subtil se fonde sur le pouvoir des experts, pouvoir que le développement durable garantit à long terme, car il faut être expert pour dire jusqu'où on peut faire fondre l'Antarctique et jusqu'à quel point on peut brûler l'Amazonie. Le développement durable est donc, en réalité, tout à fait profitable aux élites actuelles, économiques, politiques, financières et scientifiques [5].

Bien sûr, taxer l'opposition, dans ces conditions, de romantisme ou d'obscurantisme est tout ce qu'il y a de plus facile, puisque les partisans du développement durable sont, eux, pragmatiques (contraire de « romantiques ») et scientifiques (contraire d'« obscurantistes »). Mais la supercherie fonctionne dans tous les sens ! Car certains opposants finissent par donner vraiment dans l'obscurantisme[6]. Un ouvrage « culte » comme celui de John Zerzan, Futur primitif, est en effet romantique et obscurantiste (ou plutôt réactionnaire au sens premier du terme, de « retour vers le passé »). Après avoir cité trop abondamment des ethnologues qui, pour la plupart d'entre eux, se souciaient comme d'une guigne du sens politique de leurs recherches, Zerzan conclut : « Dans une vie où les êtres étaient égaux, laquelle n'avait rien d'une abstraction et s'efforce de se maintenir encore aujourd'hui, *ils dansaient avec la forêt, dansaient avec la lune* »[7]. Le tout à l'imparfait, pour accentuer encore cette idée de passé, de passéisme même ! Vision romantique parce que c'est de la seule compréhension ethnologique des erreurs énormes et en effet atroces qui ont pavé la longue route du Progrès, que Zerzan tire comme conséquence que nous devons revenir, dans le futur, à notre état primitif (par quel miracle pourrions-nous d'ailleurs y parvenir ?). Comme si, surtout, cet état primitif était si génial que cela ! Car il suffit de se pencher sur la littérature ethnologique sans a priori, ce que ne font pas les primitivistes, pour voir tout ce qu'il manque dans une société humaine « primitive »... et comprendre aussitôt ce qui manque encore davantage dans la société humaine contemporaine !

Une pincée de culpabilisation

Nous aurions avantage à rejeter à la fois le Progrès et le primitivisme, car ce dernier est l'obscurantisme-reflet de cet autre obscurantisme qu'est le Progrès. Nous aurions avantage à

[4] René Riesel répond très précisément aux accusations d'obscurantisme lancées contre les opposants aux OGM dans ses Déclarations sur l'agriculture transgénique et ceux qui prétendent s'y opposer et ses Aveux complets des véritables mobiles du crime commis au Cirad le 5 juin 1999 (les deux à l'Encyclopédie des Nuisances, 2001). Voir aussi Roger Belbéoch, Tchernoblues (L'Esprit frappeur).

[5] Ces dernières que l'on oublie trop souvent et qui ne sont pourtant pas les plus innocentes par les temps qui courent !

[6] Ça a toujours été une erreur des révolutionnaires que de croire pouvoir retourner contre leurs adversaires l'insulte dont ils étaient gratifiés. En réalité, ce faisant, ils acceptaient la discussion sur le terrain qu'imposaient leurs ennemis. Or, c'est ce terrain même de discussion que nous devrions nous mettre en état de refuser.

[7] John Zerzan, Futur primitif, L'insomniaque (qui a publié de bien meilleurs textes !).

rejeter tous les intégrismes religieux, à commencer par l'intégrisme que constitue le néolibéralisme, avec son sacro-saint credo « Le marché réglera tous les problèmes », lequel, notons-le, ne s'oppose pas à l'idée de développement durable. S'opposer au Progrès est la base d'une pensée, et surtout d'une pratique, radicales. Toute concession à ce mythe du style « quand même, la Science, c'est génial ! » est déjà un doigt happé par l'engrenage des compromis et des concessions, qui se transforment vite en compromissions.

Il n'y a jamais eu de Progrès prenant l'homme comme centre. Le développement durable vise à nous faire croire que, malgré tout, dans la durée et dans l'espace fini qui nous est imparti la Terre , un « développement » de l'humanité est possible. L'humanité développée dont il s'agit est un mirage bardé de droits et de devoirs, une sorte de monstre totalement désincarné, qui n'a à voir avec les êtres humains réels que par le biais des statistiques, des études, des pourcentages et des projections. Humanité technocratisée, parfaitement conforme à la vision pragmatique et scientifique des choses[8]. Vision d'un monde de progrès, forcément difficile à faire advenir, et pour lequel il nous faut trinquer, dans l'espérance que nos enfants, après nous, auraient enfin un monde beau, fraternel, etc., etc., etc.

Tout concourt à servir ce but. Le Nord a déjà culpabilisé les pauvres du Sud en leur disant : « C'est vous qui nous polluez avec vous usines pourries, vos bagnoles en échappement libre, vos métropoles dépourvues d'égouts. Allez-vous enfin vous mettre à vous enrichir ? Allez, tiens, on va être gentils : voici quelques prêts de la Banque mondiale... Quoi, votre dette est passée de 1000 milliards de dollars en 1985 à près de 3000 aujourd'hui ? Attendez encore un peu... ». Ce discours a tellement bien marché que les élites du développement durable nous tiennent maintenant, à nous, « riches » du Nord, cet autre discours culpabilisant : « Gardez un monde propre et beau pour vos enfants. Ce n'est pas de la terre de vos ancêtres que vous avez hérité : vous n'êtes que les utilisateurs momentanés de l'univers de vos enfants ! »

Flûte alors ! Un grand coup de goupillon néolibéral ou christiano-freudiano-culpabilisant par-dessus tout ça, et nous revoilà, tout penauds... tandis que les vrais responsables du désastre sont absous. Si le Progrès, la Science, la Technologie et leurs valets nous ont conduits là où nous sommes en effet[9], ce n'est pas en ne posant pas la vraie question que nous sortirons du bourbier. Or, la vraie question est : « Comment se débarrasser du Progrès, de la Science, des Technologies et de tous leurs valets, une bonne fois pour toutes ? »

Politique de l'antidéveloppement !

La seule question qui est vraiment évacuée du concept de développement durable est bien entendu la question politique. Comme s'il allait de soi que personne ne puisse être contre le développement durable ! Consensus mou planétaire, alors que seules les élites autoproclamées des pays du Nord comme du Sud se sont approprié ce concept forgé en réalité il y a bien longtemps, et déjà contenu en germe entre autres dans les fameux discours des chefs Amérindiens au moment de la conquête de l'ouest américain[10].

---

[8] Ce que les pédants appellent une Weltanschauung, comme si l'on ne pouvait pas dire, comme tout le monde, une " vision du monde ", car ce n'est que de la merde qui s'étale partout autour de nous et que l'on nous invite à regarder avec les verres déformants de la philosophie hégélienne. Le vocabulaire philosophique employé par ses partisans pour maquiller le développement durable n'est pas innocent…

[9] Car le monde contemporain est-il autre chose qu'une poubelle à la dérive dans l'univers ?

[10] La lecture des Amérindiens est une éternelle source de critique du réel, de Pieds nus sur la terre sacrée à De mémoire indienne…En outre, cette lecture montre que, contrairement au discours officiel et partisan sur le développement durable, celui-ci n'est qu'une version amoindrie et reliftée d'une idée vieille comme le monde des hommes et de leurs cosmogonies – et regrettons au passage que Zerzan n'ait pas plutôt cherché à

Le coup magistral et habituel est que le développement durable apparaît aux yeux d'une large part de l'opinion publique « progressiste », de celle qui réfléchit en lisant le Diplo et en regardant Arte, comme un « mieux » par rapport aux positions anciennes, butées, de l'époque des Trente Glorieuses (1945-1975) au cours desquelles l'on a développé à tout va sans se soucier ni de la nature ni des êtres humains. Pourtant, l'erreur de perspective est grossière : non seulement le développement durable est une position de repli des tenants de l'industrialisation et du Progrès, mais il est en même temps un outil offensif au service d'une politique de domination qui interdit de s'attaquer aux racines des problèmes. En ce sens, la critique du développement durable doit non seulement être une critique du Progrès, de l'industrialisation et du développement comme de la durabilité de ce monde-ci, mais elle devrait (aussi, voire surtout ?) être une dénonciation sans merci des faux critiques de l'existant. Ceux-ci se regroupent dans Attac, écrivent dans le Monde diplomatique ou le lisent assidûment, dévorent avec plaisir Empire de leur gourou Toni Negri, occupent des chaires au Collège de France dont ils se servent comme de tribunes qu'ils prétendent politiques, envoient des étrennes aux petits Noirs via le CCFD, sont des écologistes façon Greenpeace car Greenpeace est l'un des fers de lance du développement durable. Ils ont bâti leur fonds de commerce sur du discours « critique » qui ne s'affuble de mots volés à la critique radicale que pour faire croire à la profondeur de leur discours. Mais qu'est-ce que la critique si elle doit rester rangée dans nos cartons ou étalée à longueur de rayons dans nos bibliothèques ! Ce que nous voulons est une critique profonde et radicale de l'existant, critique concrète du réel, abolition de tout ce qui, y compris la fausse critique, permet la perpétuation de l'ordre qui nous opprime.

PG

Article tiré de *Courant alternatif* , n° 127 - mars 2003.

---

comprendre comment on est passé du monde décrit par les cosmogonies “ primitives ” ou les chefs amérindiens au monde des Lumières, de la technologie, etc.

En finir avec la religion de la croissance

Patrick Piro

Une foi aveugle dans les vertus de la croissance économique continue de dominer notre vision du monde. Mais la prise de conscience écologique a relancé l'idée de décroissance. Une révolution pour les modes de vie des pays industrialisés. Une autre culture qui sollicite la responsabilité de chacun plutôt que les mannes de l'État.

Les premières critiques d'une croissance continue interviennent dans le débat public à l'occasion de la Conférence des Nations unies sur l'environnement à Stockholm en 1972. On ignore trop souvent qu'elle marqua, bien avant Rio en 1992, l'irruption du doute écologique dans la machine économique triomphante. C'est à cette occasion qu'est ouvertement posée la question de la compatibilité du développement avec la préservation de l'environnement. Dans un cercle prestigieux, mais d'audience restreinte. La publication du rapport du Club de Rome « Halte à la croissance », cette même année, déclenche en revanche une agitation intellectuelle notable. Le Club se fait le héraut d'une « croissance zéro », afin de mettre un frein à la consommation effrénée de biens, énergie et ressources planétaires qu'engendre l'expansion économique. Des idées qui ébranleront même un président de la Commission européenne, Sicco Mansholt, qui ira jusqu'à contester qu'il ait pu soutenir les idées des « zégistes », puisqu'il estimait pour sa part que ce n'était pas une croissance zéro qu'il fallait viser, mais... une croissance négative !

Qu'est-il advenu de ce débat essentiel en trente ans ? Rien. La surpuissante foi dans les vertus de la croissance a rapidement balayé les doutes des politiques : elle apporterait non seulement le bien-être à tous, mais trouverait aussi en elle les solutions à l'agaçant problème de la finitude des ressources, notamment grâce aux prouesses de la science et des techniques.

La décennie 1990 a violemment remis le problème sur la table. Non seulement la croissance, dopée par la mondialisation économique, a considérablement participé à creuser le fossé entre les riches et les pauvres, mais c'est aussi l'alerte rouge du côté écologique.

Le développement durable ? L'option, lancée à Rio en 1992, enjoint de passer toutes les politiques au crible de filtres économiques, sociaux et environnementaux. Le respect de ces trois axes ayant pour but de préserver les intérêts des générations futures. Programme séduisant, certes, mais l'horizon est brouillé par des avatars douteux de ce concept aux contours flous, souvent récupéré par des entreprises soucieuses de leur image. Et voilà l'idée de la décroissance qui repointe son nez.

Le principal pilier de cette théorie est constitué par les écrits d'un penseur très original, l'économiste roumain Nicholas Georgescu-Roegen (1906-1994), professeur émérite à l'université de Vanderblit (Tennessee), qui puise dans les disciplines biologiques et énergétiques pour démontrer que même une croissance nulle serait insuffisante pour assurer la pérennité de la planète, et qu'il faut aller jusqu'à une décroissance économique (1).

Plusieurs groupes s'y réfèrent aujourd'hui (2), ainsi qu'aux idées de François Partant, Jacques Ellul ou Ivan Illich. En 2002, l'association la Ligne d'horizon-Les amis de François Partant organise à l'Unesco un important colloque, « Défaire le développement, refaire le monde », suivi par 700 personnes pendant trois jours (3). À la même période, les revues *l'Écologiste* (n° 6, hiver 2001) et *Silence* (n° 280, février 2002) publient des numéros denses et très remarqués sur le thème de la décroissance. Un nouveau colloque est organisé à Lyon, en septembre 2003, sur le thème de la décroissance, accompagné par la publication d'une compilation de textes (4).

Cette mouvance projette de s’organiser en un réseau, sur le modèle du Réseau québécois pour la simplicité volontaire (RQSV, www.simplicitevolontaire.org). Il pourrait voir le jour en octobre 2004, à l’occasion d’une grande manifestation. En attendant, le prochain débat autour des thèmes de la décroissance sera organisé par la commission économique des Verts, et se tiendra au centre culturel de la Tourette, dans la région lyonnaise, (04 74 26 79 70) les 28 et 29 février 2004.

Lire l’ensemble de notre dossier dans Politis n°779 : un entretien avec Serge Latouche et René Passet et une tribune de Jean-Marie Harribey

(1) La décroissance, Nicholas Georgescu-Roegen, éditions Sang de la Terre, 1995, 20 euros.

(2) Citons l’Institut d’études économiques et sociales pour la décroissance soutenable (www.decroissance.org), l’IRE (Institut pour la relocalisation de l’économie), les revues Silence (www.revuesilence.net) et l’Écologiste (www.ecologiste.org), les associations Casseurs de pub (www.antipub.net), la Ligne d’horizon (www.apres-developpement.org), Terre et Humanisme (autour de Pierre Rabhi, www.terrehumanisme.free.fr), Carbusters (www.carbusters.ecn.cz), Oilcrisis (www.oilcrisis.com), les éditions Ecosociété (Québec) mais aussi Nature et Progrès (www.natureetprogres.org) ou Sortir du nucléaire (www.sortirdunucleaire.org), etc.

(3) Paru en 2003, l’ouvrage Défaire le développement, refaire le monde, éditions Parangon, 20 euros, publie des textes des principaux intervenants.

(4) Objectif décroissance, coédition Silence et Parangon, 13 euros. Récemment classé au 165e rang de toutes les ventes françaises.

Engager une politique de décroissance

Pourquoi la décroissance ?

Les 19 et 20 mai 2005 s'est déroulé à Lisbonne le quatrième colloque de l'ASPO. L'ASPO, association for the study of peak oil (association pour l'étude du pic de pétrole) s'est donné pour mission d'éclairer le grand public sur l'imminence du pic d'extraction du pétrole et, par voie de conséquence, sur la fin du pétrole à bas prix. Dans une quasi-indifférence médiatique, pendant deux jours, 300 personnes venues de 40 pays différents ont écouté géologues, anciens pétroliers, professeurs ou économistes. « La date du peak oil importe peu », a déclaré Kjell Aleklett, président de l'ASPO, « ce qui est important, c'est l'irrémédiable et irréversible déclin de la production qui suivra.» Cet ancien cadre pétrolier a enjoint les institutions en charge de l'énergie de lancer l'alerte au « tsunami des réserves de pétrole ». L'ASPO nous rappelle que notre économie repose sur le pétrole à bas prix. Or, nous avons désormais consommé la moitié des ressources pétrolières de la planète. Très bientôt, entre aujourd'hui et 2015, selon les estimations, nous passerons un pic à partir duquel l'offre ne pourra plus satisfaire à la demande.

Voiture, ordinateurs ou brosse à dents

Déjà, aujourd'hui, la hausse du baril provoque une crise sociale dans plusieurs pays d'Amérique du Sud. Il restera toujours des barils à extraire, mais nous serons dans « le second âge du pétrole » : celui du pétrole cher. Le baril était à 10 dollars en 1999, il oscille en ce moment (janvier 2006) entre 60 et 70 dollars, et certaines banques le prédisent à 100 dollars en décembre [1]. La banque d'investissement Ixis-CIB a même publié le 18 avril 2005 une étude selon laquelle le baril de pétrole pourrait coûter 380 dollars en 2015. Tous les pays sont concernés, les pays producteurs comme les pays consommateurs, surtout les plus riches. Notre nourriture, notre voiture, nos objets, nos ordinateurs, nos médicaments, notre télévision ou notre brosse à dents, tout cela est dépendant du pétrole. Chaque jour, l'économie mondiale consomme 82 millions de barils par jour et déjà l'industrie pétrolière commence à caler face à notre gloutonnerie énergétique. « The Party's over », la fête est finie, résume Richard Heinberg, journaliste et écologiste étatsunien [2]. Le pétrole cher signifie un changement à tous les niveaux de la société, qui va entraîner un mouvement de « déglobalisation ». S'il n'est pas anticipé, le « pétrochoc » risque fort de générer des troubles sociaux et politiques considérables. Ces risques ont été fortement soulignés pendant le colloque, faisant dire à Colin Campbell, géologue et fondateur de l'ASPO, que la déplétion pétrolière « est le défi le plus important que l'humanité ait à relever ».

Impasse de développement

Car le pic signifie tout simplement la fin de l'économie de croissance, c'est-à-dire du « modèle » occidental. En effet, la croissance économique s'arrête là ou commence les limites physiques de la planète. Les modèles économiques modernes - libéraux et marxistes - qui ont éliminé la variable écologique de leur raisonnement, se trouvent rattrapés par la réalité. Jean-Baptiste Say (1767 – 1832), le vulgarisateur d'Adam Smith, affirmait : « Les richesses sont inépuisables, car, sans cela, nous ne les obtiendront pas gratuitement. Ne pouvant être multipliées ni épuisées, elles ne sont pas l'objet des sciences économiques. » Nicholas Georgecu-Roegen [3], le père de la bioéconomie et de la décroissance, en conclura que la «

science économique » est à la fois et pas assez et trop matérialiste. Pas assez matérialiste car elle ne prend en compte la réalité physique. Trop matérialiste car elle réduit l'humain à sa seule fonction économique : producteur-consommateur.

En juin 2005, un millier de personnes, dont une grande majorité des jeunes, ont participé à la « Marche pour la décroissance ». Partis de Lyon, ils sont arrivés un mois plus tard à Magny- Cours (Nièvre) pendant le Grand Prix de France de Formule 1 pour demander sa suppression. Cette course automobile constitue le symbole paroxystique de la société de croissance en réunissant dans une même célébration culte de la compétition, religion de la technique et règne de l'argent. En compagnie de José Bové, Albert Jacquard, Serge Latouche et Paul Ariès, les marcheurs ont pointé l'irrationalité de l'idée d'une croissance économique infinie dans un monde limité. Davantage encore, ils ont dénoncé l'« idéologie de croissance » qui anéantit tout espoir de vie désirable et possible. Cette croyance occidentale dans un développement économique — fût-il durable — sans limites constitue une terrible régression humaine et sociale dont la destruction de la nature n'est que la résultante matérielle.

La publicité contre les valeurs

Toutes les sagesses portées par les courants spirituels ou philosophiques ont rappelé inlassablement à l'être humain que celui-ci ne se structurait, comme personne et comme collectivité, qu'en étant capable de s'autolimiter. L'idéologie de croissance vient détruire cet apprentissage. Elle constitue un extraordinaire phénomène de régression collective. Toute une société se voit enjointe à rejoindre « l'âge du sein » afin d'accroître au maximum le PIB. En terme freudien, c'est le ça (la somme des pulsions) à qui il est demandé de gouverner le moi (individu conscient), le principe de plaisir qui doit l'emporter sur le principe de réalité. Cette aliénation collective et personnelle est dictée par la publicité, vecteur de l'idéologie moderne. Cette propagande se fait directement ou indirectement via les médias dominants aujourd'hui dépendants de la publicité.

Nous basculons ainsi dans une inversion des valeurs : la société de consommation. Ce qui est profane — l'argent, la Technoscience, la consommation — est sacralisé, et ce qui est sacré — les valeurs humaines — est profané. Face au pétrochoc, les solutions promues par notre société et ses représentants tiennent ainsi de la religiosité inconsciente : on compte sur la toute puissance de la Technoscience pour nous délivrer de l'apocalypse écologique. L'avènement du moteur à eau — qui défie les lois de physiques — est attendu ; l'ITER, rêve prométhéen de créer un soleil sur Terre, est loué par l'ensemble de la classe politique pro-nucléaire.

Maquillages

Ainsi, à une problématique fondamentalement politique, culturelle, philosophique et spirituelle, nous n'avons de cesse d'apporter des réponses techniques. Cette fuite en avant, caractéristique de la croissance, et la déresponsabilisation sur la Technoscience ne fait qu'aggraver la situation [4]. Refusant d'affronter la réalité des problèmes, nous mettons en place des maquillages éthiques et « verts » qui finissent inéluctablement par devenir la meilleure garantie du système pour perdurer en lui épargnant une remise en cause réelle. Nombre d'associations, et au premier rang le parti Les Verts, se sont prêtées (et se prêtent encore) à ces diversions pour jouir des avantages liés à un discours leur apportant les bonnes grâces des institutions. Ainsi, plutôt que réfléchir aux causes de destruction du monde, nous ajoutons des préfixes (éco-développement) ou des qualificatifs (croissance soutenable, propre, ralentie ou verte – développement durable) à ce qui fait notre maladie. Les concepts d'« alter-développement » ou d'« autre croissance » ne servant finalement qu'à mieux nous enfoncer

dans notre problème, en nous confinant à des solutions superficielles. Pourtant, en refusant de faire face à la réalité physique, mais surtout politique, du monde, notre société pétro-dépendante présentent tous les risques de sombrer soit dans un modèle autoritaire, soit dans la barbarie.

Rien n’est écrit

A l’heure actuelle, 20 % de l’humanité, les pays riches, consomme 86 % des ressources naturelles. Au rythme actuel, il nous faudrait deux planètes pour vivre de manière pérenne. Notre choix n’est désormais plus entre croissance ou décroissance, mais entre décroissance et récession. Soit nous profitons de l’opportunité offerte par cette remise en cause pour travailler à une société plus sobre, partageuse, humaine et démocratique, soit notre monde ira s’éclater contre le mur mou constitué par la limite des ressources naturelles. Contrairement au député des Verts Yves Cochet, nous ne pensons pas que « le choc est inévitable.[qu’] Il n’y a pas de plan B. » [5]. Et nous l’enjoignons à quitter le champ politique s’il y prêche une « inéluctable » « pétroapocalypse ». Son attitude est tout à fait contre-productive et préjudiciable au politique : l’engagement dans la vie démocratique devrait être l’occasion de rappeler, au contraire, que nous pensons que rien n’est écrit est que l’avenir sera ce que nous en ferons. Il a été suffisamment reproché au ultralibéraux d’avoir naturalisé le capitalisme pour que des écologistes à leur tour décrivent l’effondrement de la société sur la fin des ressources naturelles comme un phénomène « inéluctable » !

La question que pose la décroissance est celle du partage et de la sobriété, c’est-à-dire celle du politique. Le problème de la mise en œuvre d’une politique de décroissance revient, à juste titre, régulièrement. Existe-t-il un modèle économique politique planifié et « clefs en main » pour faire entrer un pays dans la « décroissance soutenable » ? Ce dernier concept n’est-il pas, comme le funeste « développement durable », un oxymore, c’est-à-dire la réunion de deux termes opposés, la décroissance engendrant inévitablement le chaos social ?

Pas de contre-système

La décroissance n’est pas l’inverse de la croissance. Une décroissance infinie est aussi absurde qu’une croissance illimitée. La décroissance est un contre-pied, un « mot obus » destiné, dans un premier temps, à briser l’« idéologie de croissance » [6]. Ce mot a la charge symbolique nécessaire pour décloisonner l’enfermement psychique construit par une société de consommation qui naturalise non seulement la croissance économique et son idéologie. La première étape - indispensable – est de comprendre que nous devons d’abord nous désaliéner d’une idéologie considérée comme naturelle alors qu’elle est construite artificiellement.

Oui, avant de construire, la logique de la décroissance cherche à déconstruire. Le préfixe « dé » de la dé-croissance est révélateur de cette façon d’appréhender les choses : décroire, décoloniser, désintoxiquer, désaliéner, désencombrer… La première proposition de la décroissance ne vise donc pas à mettre un contre-système à la place du système, ni une contre-idéologie de décroissance à la place de l’idéologie de croissance, mais bien au contraire de l’esprit critique à place de la pensée dogmatique, de la neutralité à la place de la propagande et du sectarisme.

Négatif, la décroissance ?

Il a beaucoup été reproché au mot décroissance d’être négatif, notre culture marchande obligeant à « positivation » de la vie. Le « Avec Carrefour je positive » faisant écho à la «

positive attitude » de notre ancien Premier Ministre Jean-Pierre Raffarin. A ce titre, le Non du référendum sur le Traité de constitution européenne constitue un espoir : la capacité à dire non ouvre le champ de penser. Suivant cette même logique, les militants de la décroissance s'engagent volontiers dans la conquête des contre-pouvoirs. Ces contre-pouvoirs sont aussi important, si ce n'est plus, que le pouvoir lui-même, car par nature le pouvoir est contraint à la recherche d'équilibre et de compromis. Nous pensons que le contre-pouvoir n'est pas en dehors, mais bien une composante principale de la démocratie.

C'est à la condition de « décoloniser son imaginaire » qu'une « société de décroissance » peut espérer rompre avec l' « économisme » actuel. La première étape est bien de remettre au premier plan toutes les dimensions qui fondent notre humanité.

Ensuite, et ensuite seulement, dans un deuxième temps, vient la question de la mise en œuvre à l'échelle individuelle et collective d'une politique de décroissance. Nous le martelons, nous n'avons pas de système « clef en main » et, de plus, nous ne souhaitons pas en concevoir. La société de décroissance démocratique ne se réalisera que progressivement dans et par le débat, c'est-à-dire dans le conflit sain des idées, en ayant la capacité de se remettre en cause perpétuellement. Cette absence de système préétabli est souvent perçue comme une faiblesse par nos camarades marxistes. Foncièrement démocrates, nous pensons que nous n'avancerons sainement qu'en faisant le chemin au fur et à mesure, pas à pas, et non en définissant un modèle que nous devrions appliquer.

Appliquer la loi

Néanmoins, nous pouvons fixer des « grands principes » qui nous permettrons d'engager plus en avant la société vers la décroissance. Le premier est que la société de décroissance existe déjà : c'est partiellement la loi (dans le meilleur sens du mot). Notre principe est celui de poser des limites, aussi bien à soi-même qu'à la collectivité. La société de croissance conduit intrinsèquement à détruire les lois. L'ultra-libéralisme, qui refuse toutes limites politiques, n'est que la conséquence de l'idéologie de croissance. La décroissance, c'est commencer par appliquer la loi. Si, tout simplement, la loi était appliquée en Bretagne, l'eau y serait buvable. Nous sommes tout sauf des aficionados de Nicolas Sarkozy, mais nous devons reconnaître que lorsque celui-ci a simplement fait appliquer le code de la route et les limitations de vitesse, le nombre de morts et de blessés a chuté de manière spectaculaire. C'est aussi une mesure écologique puissante car la réduction de la vitesse réduit la production de gaz carbonique de manière bien plus conséquente que ne pourraient le faire quelques mesurettes du développement durable, souvent contre-productive, type « vignette verte », « jupettes » ou « baladurettes ».

Un deuxième principe de la décroissance est de créer de nouvelles lois afin de définir un cadre en adéquation avec son projet de société, qui viendront soit s'ajouter aux lois existantes, soit s'y substituer. De nombreuses « lois de décroissance » ont déjà été mises en place. Quand le socialiste Claude Evin a fait passer une loi pour la réduction de la consommation de cigarette, sa loi allait en ce sens. Les propositions du courant pour la décroissance sont pléthoriques : le SMID, c'est-à-dire le Salaire maximum interprofessionnel de décroissance, la relocalisation de l'économie, la sortie de l'automobile, une agriculture biologique, la désindustrialisation au profit d'une économie fondée sur de petites entités de production, la désaliénation de la consommation comme système idéologique, le renforcement des taxes douanières, la hausse progressive de taxes sur les carburants, l'interdiction du système de franchise, la sortie du nucléaire, un nouvelle aménagement du territoire sans mégalopoles, un protectionnisme « altruiste », etc.

Vivre simplement

Troisièmement : la limite des lois. Il est évident qu'une société reposant intégralement sur la régulation par la loi est totalitaire. Qu'il ne sert à rien de faire des lois qui soient inadéquates par rapport à l'état d'esprit des citoyens ou encore inapplicables. Plus nous voulons être libres, plus nous devons être responsables. Plus les individus sont responsables et moins le cadre des lois a besoin d'être oppressif. Le mouvement pour la décroissance ne pourra pas se fonder uniquement sur la loi — sauf à engendrer un système autoritaire et oppressif, ce qui est l'exact contraire de l'objectif recherché, c'est-à-dire la promotion de la non-violence. La culture de la vertu des individus doit donc être un objectif social. Il ne pourra pas passer entièrement par le politique.

Cet objectif de conscientisation des individus est donc essentiel. Cela doit se traduire, entre autres, à l'échelle individuelle par la simplicité de vie. « Vivre simplement pour que simplement les autres puissent vivent », comme le disait Gandhi. Vivre sans télévision, sans automobile ou sans téléphone portable, en refusant l'avion et tous les besoins créés de toutes pièces par le système industriel. Sans prise de conscience et traduction en actes — la sobriété de consommation, la politisation, ou la lutte contre la misère et la richesse — il n'est pas de solution démocratique possible. La décroissance nécessite donc une véritable « entrée en résistance » comme l'ont bien compris les jeunes qui ont marché pour la décroissance ce printemps. La recherche de cohérence de vie était exprimée comme le cœur de leurs engagements.

Besoin du politique

Mais nous ne pourrons avancer que sur nos deux jambes : l'individuel et le collectif. Pour l'esprit moderne, la première dimension est plus compréhensible que la seconde. L'ultralibéralisme conduit à l'ultra-individualisme. Beaucoup de militants sont prêts à manger bio, à rouler à vélo ou à créer des AMAP, mais peu sont tentés par la politique, malheureusement perçue négativement. Pourtant, sauf à se condamner à des solutions de niches réservées à une élite, les militants de la décroissance ne pourront se confronter à la réalité sociale qu'en étant capable de reconstruire du collectif. C'est-à-dire en se sentant assez libre pour pouvoir abandonner une partie de leur souveraineté au profit d'un ensemble. Le paradoxe actuel est que la société de consommation produit des individus aliénés qui refusent d'abandonner une part de leur aliénation.

Sur tous les plans, l'idée de décroissance fait son chemin. Au plan individuel comme au plan politique. En novembre 2005, s'est créé le parti pour la décroissance (http://partipourladecroissance.net) qui visent à construire l'articulation politique du mouvement pour 2007 et au-delà. « La fin de l'histoire » est bien loin et l'histoire du mouvement pour la décroissance n'en est qu'à ses débuts.

Vincent Cheynet.

1 – Étude de la banque d'affaires étatsunienne Golman Sachs, numéro 1 mondial des dérivés sur l'énergie, avril 2005.

2 – Richard Heinberg, The Party is over et Powerdown

3 – Nicholas Georgescu-Roegen, (1906–1994), est l'auteur de La décroissance, Éditions Le sang de la Terre.

4 – Lire « L'alibi politique des utopies technologiques », Benjamin Dessus, Le Monde Diplomatique, janvier 2005.

5 – Yves Cochet ,« L'ère du pétrole cher », Le Monde, mardi 12 juillet 2005.

6 – Lire « La décroissance, un mot-obus », Paul Ariès, La Décroissance, n° 26, avril 2005. (liens)

Contre le développement durable

4 janvier 2005, intervention devant les élèves du Master "Ethique et développement durable", Lyon III.



Comment critiquer le développement ? Pour répondre à cette question, j'aimerais vous parler en homme de communication. J'ai été, je vous l'avoue, pendant 10 ans directeur artistique dans le premier groupe européen de communication. Rassurez-vous, je suis aujourd'hui un publicitaire repenti. Mais il me reste de cette époque quelques règles de communication. Une des plus élémentaires est celle-ci : il y a ce que vous dîtes, et la façon dont cela va être entendu. Ce qui peut être très différent, voire opposé. Votre propos peut être entendu dans le sens inverse que celui que vous pensiez lui donner. Par exemple, imaginons, au hasard, que j'emploie le mot "développement". Le dictionnaire le définit ainsi : rendre plus grand, plus fort, donner de l'ampleur. Voilà qui peut sembler éminemment positif.

Mais si je dis le mot "développement" à notre société actuelle, comment va t-elle l'entendre ? Ce qui prime dans notre monde est l'économisme. C'est-à-dire que nous vivons dans un monde plongé dans l'inversion des valeurs, où l'économie est non plus considérée comme un moyen mais comme une fin en soi. Tous les termes se rapprochant de près ou de loin à l'économie seront donc d'abord compris dans leur dimension économique. Si je vous dis croissance, vous entendrez "croissance économique". Si je vous dis libéralisme, vous ne penserez pas au libéralisme philosophique développé par les Lumières, le libéralisme qui a fondé la révolution, vous penserez au libéralisme économique. De la même manière, le terme développement sera entendu par notre société tout naturellement comme « développement économique ».

Notre société décrit comme développées les sociétés de consommation. Les autres habitants du monde sont "en voie de développement" ou "sous-développés". Ainsi, la civilisation de l'automobile, de la télévision et du téléphone portable est considérée comme l'aboutissement logique et inéluctable de toute société humaine. Une nouvelle fois, sous des mots différents, l'homme blanc dévoile son ethnocentrisme. Le développement réellement existant n'est en fait que l'occidentalisation du monde.

Et le développement durable ? Il sera logiquement compris comme « développement économique inscrit dans la durée », assorti d'une couche de peinture verte passée par les publicitaires pour mieux nous leurrer et nous le faire passer pour écolo. Je vous cite la définition du "développement durable" donné en 2001 par Michel de Fabiani, président de British Petroleum France : **"Le développement durable, c'est tout d'abord produire plus d'énergie, plus de pétrole, plus de gaz, peut-être plus de charbon et de nucléaire, et certainement plus d'énergies renouvelables. Dans le même temps, il faut s'assurer que cela ne se fasse pas au détriment de l'environnement."**

C'est-à-dire : polluer plus en sauvegardant l'environnement. Comme le précise un grand écologiste local second adjoint à la mairie de Lyon : **"Le développement durable, c'est concilier la croissance et la protection de l'environnement.".**

Il a été démontré et re-démontré que plus de croissance économique, c'est nécessairement plus de pollution. La croissance verte, la croissance propre, la croissance soutenable, comme le développement durable, sont des oxymores, c'est-à-dire une juxtaposition de deux mots contradictoires.

Louis Schweitzer, le pédégé de Renault déclarait dans le mensuel **"Enjeux Les Echos"** en décembre 2004, **“le développement durable n'est ni une utopie ni même une contestation, mais la condition de survie de l'économie de marché.”** Et quand Louis Schweitzer parle “ d’économie de marché ”, il ne parle pas de “ l’économie des marchés ”, une économie à taille humaine et respectueuse de l’environnement, fondée sur des petites entités économiques, il parle du capitalisme.

Voici deux ans, le sénateur Marcel Deneux - qui n’est pas un gauchiste mais un monsieur de droite - concluait ainsi son rapport sur l'évaluation de l'ampleur des changements climatiques : **“De prime abord, le concept de "développement durable" peut rallier à peu près tous les suffrages, à condition souvent de ne pas recevoir de contenu trop explicite ; certains retenant surtout de cette expression le premier mot "développement ", entendant par là que le développement tel que mené jusqu'alors doit se poursuivre et s'amplifier ; et, de plus, durablement ; d'autres percevant dans l'adjectif "durable" la remise en cause des excès du développement actuel, à savoir, l'épuisement des ressources naturelles, la pollution, les émissions incontrôlées de gaz à effet de serre... L'équivoque de l'expression "développement durable" garantit son succès, y compris, voire surtout, dans les négociations internationales d'autant que, puisque le développement est proclamé durable, donc implicitement sans effets négatifs, il est consacré comme le modèle absolu à généraliser sur l'ensemble de la planète.”**

Voici deux ans, le sénateur Marcel Deneux - qui n’est pas un gauchiste mais un monsieur de droite - concluait ainsi son rapport sur l'évaluation de l'ampleur des changements climatiques : “De prime abord, le concept de "développement durable" peut rallier à peu près tous les suffrages, à condition souvent de ne pas recevoir de contenu trop explicite ; certains retenant surtout de cette expression le premier mot "développement ", entendant par là que le développement tel que mené jusqu'alors doit se poursuivre et s'amplifier ; et, de plus, durablement ; d'autres percevant dans l'adjectif "durable" la remise en cause des excès du développement actuel, à savoir, l'épuisement des ressources naturelles, la pollution, les émissions incontrôlées de gaz à effet de serre... L'équivoque de l'expression "développement durable" garantit son succès, y compris, voire surtout, dans les négociations internationales d'autant que, puisque le développement est proclamé durable, donc implicitement sans effets négatifs, il est consacré comme le modèle absolu à généraliser sur l'ensemble de la planète.”

Pour les élèves ici présents du « Master Ethique et développement durable », je citerai aussi la revue Capital. Un article dans leur numéro du mois de juillet 2004 était consacré aux « métiers d'avenir et comment s'y préparer ». Un de ces métiers est Responsable du développement durable. Je cite **“Idéalistes, s'abstenir ! Le responsable du développement durable n'est pas là pour sauver la planète, mais pour faire en sorte que l'entreprise respecte les nouvelles normes de qualité et d'environnement. Et pour éviter les conflits sociaux ou les polémiques avec les consommateurs.”**

Parler de développement, entendu comme croissance économique, pour les pays occidentaux, est un non-sens. Les pays riches consomment 80 % des ressources naturelles de la planète tout en ne représentent que 20 % de la population mondiale.

Notre niveau de développement économique sous-entend le pillage systématique du reste de la Terre et l'asservissement économique de populations entières. Le niveau actuel de “ surdéveloppement ” des pays riches est déjà insupportable pour la biosphère. Il n'est bien sûr pas réalisable pour les 80 autres % des habitants du globe. D'ailleurs, qui pourraient-ils piller pour devenir à leur tour développés ?

Je cite Serge Latouche, professeur émérite d’économie à Orsay : **“C'est pourquoi le "développement durable", cette contradiction dans les termes, est à la fois terrifiant et**

désespérant ! Au moins avec le développement non durable et insoutenable, on pouvait conserver l'espoir que ce processus mortifère aurait une fin, victime de ses contradictions, de ses échecs, de son caractère insupportable et du fait de l'épuisement des ressources naturelles... On pouvait ainsi réfléchir et travailler à un aprèsdéveloppement, bricoler une post-modernité acceptable. En particulier, réintroduire le social, le politique dans le rapport d'échange économique retrouver l'objectif du bien commun et de la bonne vie dans le commerce social. Le développement durable, lui, nous enlève toute perspective de sortie, il nous promet le développement pour l'éternité !" Cette critique n'est pas nouvelle : en 1993, Serge Latouche titrait déjà un de ses articles ainsi : **" L'arnaque du développement durable."** Deux ans plus tôt, Nicholas Georgescu-Roegen, le père de la bioéconomie, nous avertissait déjà : **"Il n'y a pas le moindre doute que le développement durable est l'un des concepts les plus nuisibles".**

Alors, on nous répond " Oui mais le développement dont nous parlons n'est pas le développement économique ou l'occidentalisation du monde, c'est un développement humain ou social, un développement durable, tel qu'il a été défini ". Le problème est que si vous décidez d'appeler les marteaux " tenailles ", et que vous demandez à vos contemporains de vous passer une tenaille en l'appelant marteau, cela ne peut pas marcher. Vous ne pouvez pas vous abstraire du monde dans lequel vous vivez et du sens qu'il donne aux mots. Ainsi, en employant le terme " développement durable ", vous ne faites qu'alimenter la mégamachine à détruire l'humanité et la nature.

Le système possède une capacité extraordinaire à tout récupérer et il se nourrit d'abord de toutes les mauvaises contestations.

Ni le développement, ni la croissance, dans leur dimension économique, qui est celle entendue communément, ne peuvent être durables, car ils sont LA cause du caractère insoutenable de notre civilisation. **"On ne résout pas un problème avec les modes de pensée qui les ont engendrés"** disait Einstein, et nous ne pourrons pas aller vers un monde plus écolo en proposant comme remède ce qui fait notre maladie.

Alors pourquoi un tel succès pour ce concept ? Auparavant les écologistes étaient écartés du pouvoir. Il avait un discours trop dérangeant pour l'institution. Le développement durable permet de concilier tout et son contraire. Il a permis à l'institution de récupérer la critique écologiste et de la dévoyer. Il a favorisé la création d'une caste de " développementistes" dans le politique, l'institution, qui veille à sauvegarder ses intérêts.

La décroissance vient s'opposer à ce fourvoiement. Elle est là pour rappeler que nous devons cesser de nous déresponsabiliser sur la technoscience. Que la problématique humaine et écologique est avant tout philosophique et politique. Et donc que les réponses seront philosophiques et politiques. Ce dont nous avons besoin prioritairement n'est pas de plus de science et de technique, mais de plus de partage et de sobriété.

Vincent Cheynet.

Décroissance ou décélération ?

Intervention aux rencontres de Montbrison, février 2005

Sauverons-nous le monde ? Veuillez m'excuser, mais j'en doute fort. Nous le savons, le défi écologique auquel est confrontée l'humanité est gigantesque, tant par son échelle que par sa complexité. Personnellement, ce défi me paraît tellement énorme que j'aurais du mal à ne pas considérer comme potentiellement dangereuse toute personne, ou groupe, qui prétendrait pouvoir sauver l'humanité de la catastrophe annoncée.

Alors, que peuvent bien motiver malgré cela nos engagements ? Nous le martelons : l'écologie, la défense de la vie, si elle est bien sûr très importante, n'est pas pour nous l'objectif ultime. Nous conditionnons cette lutte à des valeurs : et notamment aux valeurs humanistes et démocratiques. Une écologie dépassant ces préalables humanistes et démocrates serait pour nous à combattre. Ainsi, le sens premier de notre engagement est de resituer les choses à leur juste place dans l'échelle des valeurs : l'écologie, oui, mais après l'humanisme qui fonde notre combat.

La société de consommation nous plonge dans l'inversion des valeurs : la consommation n'y est plus conçue comme un moyen mais comme une fin en soi. L'économisme nous fait sombrer dans un monde où l'économie n'est plus un moyen au service l'humain mais devient le but de toute la société. L'être humain n'y est plus perçu que dans sa fonction économique : producteur et consommateur. Son bonheur se mesure à l'aune de l'accroissement du Produit national brut. L'individu est réduit à l'état de tube digestif dont le rôle est d'ingurgiter et de déféquer un maximum pour augmenter le chiffre de la croissance. La pluridimensionnalité qui fonde notre humanité, c'est-à-dire nos dimensions culturelles, politiques, philosophiques, est niée. Voilà bien le sens premier de nos engagements : refuser de voir l'humain ainsi réduit à sa seule fonction économique.

Face à la société de croissance, nous ne voulons pas en premier lieu lui substituer un autre modèle économique, la bioéconomie comme modèle économique ayant réintégré le paramètre écologique. Notre volonté est d'abord de sortir de ce système d'inversion des valeurs. L'économie est très importante, bien sûr, et nous devons nous y intéresser, mais elle est seconde. Si nous ne la resituons pas à cette place de moyen comme préalable à toute réflexion sur l'économie, nous ne ferons que nous enfoncer dans cette inversion des valeurs. Le comptable n'a pas à dicter ses choix au citoyen. Ainsi, la décroissance ne prétend pas apporter un contre-système global à l'idéologie de la société de consommation. La décroissance est un mot pour interpeller nos contemporains afin de mettre en évidence l'absurdité de l'économicisme. Nous ne voulons pas bâtir une contre-système idéologique mais bien au contraire rétablir l'esprit critique pour pouvoir passer à une phase de proposition. C'est pourquoi nous combattons si ardemment les concepts de croissance verte, propre, durable, le développement durable, soutenable, etc. Car sous couvert d'éthique, ils nous enferment dans le primat de l'économie. Ainsi recouvert d'une couche de peinture verte et affublé d'un label éthique, ce qui est la racine même de l'injustice et la destruction devient d'autant plus difficile à combattre. Le système possède une capacité formidable à générer de fausse contestation pour mieux le légitimer. Il cherche à nous enfermer dans des approches superficielles en psychologisant ceux qui se placent dans une contradiction réelle. Nous connaissons la rengaine des médias dominants : radicalité égale extrémisme égale névrose, etc.

Dans le dernier numéro de La Décroissance – 2 euros dans tous les bons kiosques – nous citons Noam Chosmky. Il écrit *«La façon la plus intelligente de maintenir la passivité des*

gens, c'est de limiter strictement l'éventail des opinions acceptables, mais en permettant un débat vif à l'intérieur de cet éventail et même d'encourager des opinions plus critiques et dissidentes. Cela donne aux gens l'impression d'être libres de leurs pensées, alors qu'en fait, à tout instant les présupposition du système son renforcés par les limites posées au débat».

L'idée démocratique qui repose sur le débat, conflit positif, est ainsi pervertie. La « décélération » repose sur cette même logique : elle nous promet de ménager la chèvre et le chou. La décélération rassurera sans doute l'institution. La décélération, ce serait la croissance avec les avantages de la décroissance. Elle séduira les personnes qui veulent faire carrière dans l'écologie politique en promettant à leur concitoyen le beurre et l'argent du beurre. La décélération est en fait une nouvelle formule de style : un oxymore en un mot. Elle traduit une nouvelle fois notre incapacité d'accepter le dissensus et notre volonté de marier les contraires. La décélération est comme la croissance soutenable ou le développement durable, elle ne fait que mieux nous enfermer dans l'économisme.

Bien sûr, tout cela est difficile pour les économistes. Dans le monde de la religion économique, cela suppose de les faire chuter de leur statut de Grand prêtre. Kalle Lasn de la Media Foundation dit «Il faut tuer les économistes» ; rassurez-vous il ajoute : «métaphoriquement s'entend». Nous devons tuer le petit économiste qui est en nous, c'est-à-dire le comptable qui veut prendre la place du citoyen, de l'être humain.

Vincent Cheynet.

Quels savoirs critiques contre l'économie dominante ?

Bonjour,

Je fais partie du Comité rédactionnel du journal *La Décroissance* que vous connaissez peut-être.

Dans notre journal, nous nous en prenons à une forme d'« économie dominante », pour reprendre l'intitulé de cette table ronde, c'est-à-dire plus précisément à l'économie de croissance. Nous pouvons affirmer sans risque que cette économie de croissance est même « ultra-dominante », car, contrairement à l'ultra –libéralisme, elle transcende les clivages politiques. La croissance est l'objet d'un véritable consensus de l'extrême gauche à l'extrême droite en passant par l'extrême centre. Dans la société civile aussi, le Medef comme tous les syndicats, communie dans l'adoration de la Croissance économique.

Pourtant, comment encore croire qu'une croissance infinie est possible dans un monde limité, et a fortiori quand nous touchons les limites de ce monde, si nous ne les avons déjà pas dépassées ? Nous savons tous qu'une petite minorité d'humains, les pays riches, consomme l'essentiel des ressources naturelles de la planète. C'est bien évidemment à eux que s'adresse la décroissance. La décroissance a pour sens le partage.

Nous savons aussi que nous extrayons aujourd'hui trois fois trop de matières premières minérales à l'échelle planétaire pour vivre de façon pérenne. Le mode de vie des sociétés de consommation, c'est-à-dire pour schématiser grossièrement celui de l'automobile, est insoutenable pour la planète. Il est bien sûr impossible à généraliser. Je ne vais pas ici dresser à nouveau un tableau alarmiste de la situation écologique de notre planète. Je vous renvoie pour cela à des livres comme *Comment ne plus être progressiste sans devenir réactionnaire* de Jean-Paul Besset ou encore le très bon ouvrage *Pétrole apocalypse* du député des Verts Yves Cochet.

Quelles sont nos réactions face à l'impasse physique de l'économie de croissance ?

Les économistes, les médias dominants, nos citoyens et leurs représentants, se déresponsabilisent actuellement sur la science en espérant des solutions techniques face à cette impasse physique. La croissance économique comme religion se conjugue avec le scientisme, c'est-à-dire une vision pervertie de la science : une science se fondant non plus sur le doute mais sur la croyance en sa toute puissance.

Je suis souvent surpris de cet enfermement dans l'économie dont nous faisons preuve, même dans nos milieux, qui se pensent souvent comme la contestation la plus radicale du capitalisme. Face à l'ultra-libéralisme et ses ravages, nous avons tendance à opposer immédiatement d'autres modèles économiques. C'est oublier que l'économie ne fait pas toute une politique. Une politique se fonde d'abord sur des valeurs. Pour nous, qui sommes très attachés à la République, ces valeurs sont bien sûr la Liberté, l'Egalité et la Fraternité. Ces valeurs ne seront jamais réductibles à une lecture comptable. Au contraire, leur mise en pratique conduit souvent à la réduction du Produit national brut. La loi Evin, qui interdit la consommation de tabac dans lieux publics, induit une réduction de la consommation, tous comme les lois sur la réduction de la vitesse sur les routes.

Abandonner le discours des valeurs, donc du sens, est le plus court chemin vers la barbarie. Le cynisme, le nihilisme, le relativisme total, l'indifférenciation, la négation de l'universalité de l'Homme y concourent. Je vois la montée de cette barbarie, notamment à travers

l’incapacité croissante de nombre de nos contemporains de distinguer l’Homme de l’animal. Nous la trouvons aussi dans l’indistinction entre l’adulte et l’enfant ou dans la négation de l’altérité homme-femme.

A travers le travail de notre publication *La Décroissance*, et plus largement dans le mouvement des Objecteurs de croissance, nous refusons donc le déterminisme économique. Bien sûr, cela ne veut en aucun cas dire que nous négligeons l’économie. L’économie, comme la science, est très importante, mais seconde dans notre échelle des valeurs.

Pour preuve de notre attachement à la rationalité nous nous appuyons notamment sur les analyses du mathématicien américano-roumain Nicholas Georgescu-Roegen, le père de la théorie bioéconomique. Cet éminent professeur a été mis au ban de la communauté des économistes pour avoir réintégré la physique dans la « science économique ».

Nicholas Georgescu-Roegen avait coutume de répéter que ce qui est appelé « science économique » est à la fois pas assez et trop matérialiste. Pas assez matérialiste car le paramètre écologique n’est quasiment pas pris en compte dans ses raisonnements, et trop matérialiste car la « science économique » mesure le bonheur humain à l’aune de l’augmentation du Produit national brut et réduit l’Homme au rôle d’agent économique.

Ce qui est appelée « science économique » est depuis 200 ans antiphysique car ses différents modèles modernes ne tiennent compte ni des limites des ressources naturelles ni de la loi d’entropie de dégradation de la matière et de l’énergie. Si « Rien ne se perd, rien ne se crée, tout se transforme » (Lavoisier) une richesse est inéluctablement perdue après sa combustion et devient une pollution, comme avec le pétrole. C’est la seconde loi de la thermodynamique de Sadi Carnot.

La « science économique » doit donc réintégrer dans ses paramètres la physique. Néanmoins, Nicholas Georgescu-Roegen insistait sur l’idée que cette prise en compte des lois de la physique par l’économie ne pourrait se faire sans renouer avec une certaine sagesse humaniste. La condition de la décroissance économique des pays surconsommateurs est donc le refus de voir l’Homme enfermé dans sa fonction de consommateur mais, bien au contraire, de promouvoir la multidimensionnalité de notre condition. La décroissance milite donc d’abord pour la sortie de l’économisme, c’est-à-dire que nous voulons remettre l’économie à la place que nous lui jugeons bonne, c’est-à-dire seconde. La décroissance n’est donc pas l’inverse de la croissance, ce qui est une évidence pour nous, mais que nous devons toujours repréciser. Bien évidemment une décroissance infinie est aussi stupide qu’une croissance infinie. La décroissance est un « mot obus » comme le dit Paul Ariès dans son livre *Décroissance ou Barbarie*. C’est un contre-pied symbolique pour communiquer ensuite un discours forcément nuancé. Faire acte de communication en employant le registre symbolique n’a rien de péjoratif, au contraire, c’est essentiel tant pour exprimer les valeurs que nous ne pouvons comprendre qu’à travers un discours imagé que pour communiquer vers le plus grand nombre.

Certes, nous nous opposons à la croissance économique, néanmoins c’est bien de cette « idéologie de croissance » dont les Objecteurs de croissance se font avant tout les contempteurs. L’humain ne se structure, en tant que personne et en tant que société, qu’en étant capable de s’autolimiter et de partager. Gandhi disait *« La civilisation, au vrai sens du terme, ne consiste pas à multiplier les besoins, mais à les limiter volontairement. C'est le seul moyen pour connaître le vrai bonheur et nous rendre plus disponible aux autres. Il faut un minimum de bien-être et de confort ; mais, passé cette limite, ce qui devrait nous aider devient une source de gêne. Vouloir créer un nombre illimité de besoins pour avoir ensuite à les satisfaire n'est que poursuite du vent. Ce faux idéal n'est qu'un traquenard. »*. La planète serait mille fois plus vaste notre discours sur l’autolimitation et le partage n’en demeurerait

pas moins central. L'autolimitaion est la condition de la liberté. Avant d'être un discours écologique dans le sens scientifique du terme, le discours de la décroissance participe d'abord d'une volonté d'humanisation.

Le psychiatre belge Jean-Pierre Lebrun est l'auteur d'un livre remarquable intitulé *Un monde sans limites*. Il montre dans son ouvrage les pathologies psychiques, humaines et sociales engendrées par cette idéologie du sans limite qui traverse notre société. La montée de l'obésité chez les enfants en est un des exemples les plus révélateur.

L'idéologie du développement économique et de la croissance sans limites est donc foncièrement régressive. Face à ses dégâts, plutôt que de la remettre en cause, des publicitaires la maquillent en lui ajoutant des préfixes, éco-développement ou alter croissance, ou des qualificatifs, croissance verte, propre, développement durable, soutenable, etc. Tous ces maquillages renvoient invariablement à des solutions techniques et évitent de parler de l'essentiel.

Or, ce dont nous avons besoin n'est pas de davantage de technique mais davantage de partage et de sobriété, c'est-à-dire davantage de politique.

Pour répondre à l'intitulé de cette table ronde **« Quels savoirs critiques contre l'économie dominante ? »**, nous pourrions nous aider de l'analyse de Nicholas Georgescu-Roegen en 2 points essentiels.

Le premier « savoir » serait le savoir scientifique. Celui du triomphe de la Raison de nos amis Les Lumières dont nous nous voulons dans la filiation. L'économie doit intégrer dans ses raisonnements la physique. Elle doit prendre en compte la limite des ressources naturelles et la loi d'entropie.

Mais cette réintroduction des lois de la physique dans l'économie ne peut être que secondaire par rapport à notre discours premier qui est de remettre les valeurs républicaines au cœur de la politique. L'économie est certes très importante, mais une très importante servante au service de l'Homme pluridimensionnel. Employer ce mot de valeurs ne renvoie pas à une posture religieuse. La République s'est fondée sur des valeurs. Les valeurs renvoient l'Homme à sa spécificité essentielle, c'est-à-dire à sa capacité à exercer son libre-arbitre. À faire le choix entre ce qui lui paraît plus ou moins bien ou plus ou moins mal. Les valeurs renvoient l'Homme à ce qui le fonde : sa liberté fondamentale, au-delà de tous les déterminismes.

Donc, j'aimerais que ces « savoirs critiques contre l'économie dominante » invitent d'abord à ce que **les modèles économiques, quels qu'ils soient, ne soient justement plus dominants**. Et que les savoirs, la sagesse, la culture, l'esprit critique, la responsabilité, les valeurs, le sens, bref l'humain soient eux bien dominants sur l'économie.

Vincent Cheynet, Printemps des université populaire, le 24 juin 2006.

Décroissance et démocratie

Au cours des six derniers mois, la revue Alternatives économiques a consacré deux articles à la décroissance (1). Tout en évacuant soigneusement les questions soulevées, les auteurs décrivent la décroissance soutenable comme nécessairement antidémocratique. Pourtant, les défenseurs du concept de décroissance ont justement bâti leur argumentaire autour de la priorité à accorder de la défense de la démocratie et de l'humanisme. Il s'agit de la raison même d'être de cette idée : *" Si nous ne rentrons pas dans une décroissance économique choisie aujourd'hui, dont la condition est une croissance des valeurs humanistes, nous courrons tous les risques d'avoir une décroissance imposée demain, jointe à une terrible régression sociale, humaine et de nos libertés. " " Plus nous attendrons pour nous engager dans la "décroissance soutenable", plus le choc contre la fin des ressources sera rude, et plus le risque d'engendrer un régime éco-totalitaire ou de s'enfoncer dans la barbarie sera élevé.(2) "*

Pourtant, en quoi la décroissance économique serait-elle nécessairement antidémocratique? Les régimes totalitaires ne cherchent jamais à réduire leur outil militaro-industriel. Bien au contraire, par essence, la politique économique de tous les régimes tyranniques du XXe siècle (stalinisme, fascisme, nazisme, ultra nationalisme japonais, etc.) a toujours eu pour fondement la recherche d'une croissance maximale. Dictatures et recherche de puissance sont irrémédiablement liées, indissociables. Au contraire, la décroissance s'inscrit dans la philosophie non-violente, qui est, elle, par nature antiautoritaire. Elle se situe clairement dans une volonté de non-puissance, ce qui n'est pas l'impuissance. La personnalité politique la plus proche des idées de la décroissance (autosuffisance, simplicité volontaire) est sans aucun doute Gandhi, démocrate mort assassiné à force de combattre des systèmes oppresseurs. La mouvance philosophique qui porte actuellement l'idée de décroissance économique en France (Silence, L'écologiste, Casseurs de pub, La ligne d'Horizon. . .) est justement la plus proche des idées gandhiennes.

De plus, dans une organisation démocratique, les tenants de l'abondance (croissance) devraient partager leur temps de parole avec les défenseurs de la sobriété (décroissance). C'est la condition d'un équilibre réel. Or, la théorie de la croissance occupe la totalité du temps. Dès que les partisans de la décroissance pointent le nez, les chiens de gardes aboient.

Il est à craindre que ce type de reproches ne se développe au fur et à mesure de la diffusion dans la société du concept de décroissance. Pourquoi ?

Une idée dérangeante

La science économique a évacué le paramètre écologique de son fonctionnement. Ainsi, elle fonctionne dans le virtuel, déconnectée de la réalité de la biosphère. Réintégrer ce paramètre fondamental peut sembler effrayant : il impose de remettre en question 200 ans de sciences économiques, du néolibéralisme au néo-marxisme. Tout le monde des " sciences économiques " est donc terrorisé à la seule évocation du nom de Nicholas Georgescu-Roegen, le père de la bioéconomie et théoricien de la décroissance, qui s'est appuyé sur la science, lui, pour faire reposer les pieds sur Terre à l'économie. Galilée avait affirmé que la terre était ronde : il a été condamné à mort par l'église. Nicholas Georgescu-Roegen a démontré que la terre était finie, il a été condamné à la mort médiatique par tous les tenants du dogme économique, quelles que soit leur tendance. La réalité paralyse ces économistes néoclassiques qui imaginent mal comment sortir du mensonge où ils se sont eux-mêmes enfermés, et cela

sans provoquer de drame. Mais ce n'est en pas fuyant la dure réalité que nous nous sauverons de pouvoirs tyranniques. Bien au contraire, plus nous attendrons pour faire face à la réalité, plus les risques de les voir survenir seront élevés.

Insulter plutôt que réfléchir

Quand une idée nous dérange et nous oblige à nous remettre en cause, un réflexe humain primaire suscité par la facilité et l'orgueil consiste à insulter son contradicteur. Cela donne le " T'es complètement débile ! " dans les cours de récréation. Et cela se traduit par exemple par la psychologisation de l'autre chez les adultes occidentaux formatés par le déterminisme freudien : *" Il doit souffrir d'un problème sexuel "*. La décroissance est un concept qui rompt une norme sociale intégrée de l'extrême droite à l'extrême gauche. Ces défenseurs seront immanquablement attaqués dans ce registre. Quoi de plus humain que d'insulter un interlocuteur dérangeant plutôt que de se remettre en cause. *" Est déclaré fou celui dont la pensée est minoritaire "*. Les bons vieux réflexes ont la peau dure et perdurent ainsi sous d'autres formes dans un autre contexte.

Une aspiration inconsciente

Le développement durable est entendu comme une approche avant tout technicienne de l'écologie. En cela, il répond parfaitement à notre actuelle idéologie dominante, idéologie qui a sacralisé la science. " *L'homme ne pouvant vivre sans sacré, il reporte son sens du sacré sur cela même qui en a détruit tout ce qui en était l'objet : sur la Technique. "* Jacques Ellul (3). Le " développement durable ", l' " écologie industrielle ", la " croissance verte ", la " production propre " sont autant de termes contradictoires qui révèlent l'attitude de l'occident face à la problématique écologiste. Croyant dans la toute puissance des techniques, scientifiques ou économiques, l'Homme occidental cherche comme remède ce qui fait sa maladie ? ?. " Seul un maximum de technologie permet de réduire la pollution au maximum " était le slogan d'une publicité pour la voiture Smart (4). Sur la science, fondée sur le doute, s'est greffée l'idéologie scientiste, véritable nouvel obscurantisme. Pour une opinion largement conditionnée, remettre en cause la capacité de la Technique à résoudre les problèmes environnementaux et sociaux est alors considéré inconsciemment comme un véritable blasphème. Il convient alors de d'œuvrer au salut de l'hérétique possédé par le démon.

A contrario, la volonté affichée du concept de décroissance soutenable est d'affirmer la nécessité d'une réponse passant d'abord par le philosophique, le politique, le culturel, et de reconsidérer la science comme un moyen. En cela, elle va directement à l'encontre de notre bain idéologique. Le désir de discréditer par tous les moyens les défenseurs de la décroissance soutenable répond aussi à une aspiration très profondément inscrite, et le plus souvent inconsciente, au sein de l'individu et de notre civilisation.

Les économistes ne sont plus des demi-dieux

Le concept de décroissance conduit inévitablement à " s'extraire de l'économisme ". C'est-à-dire à replacer l'économie à sa juste place dans l'échelle des valeurs. Ce n'est pas à l'économie de dicter sa logique à l'Homme. Elle est un moyen et non une fin. Son primat sur notre civilisation est absurde. Notre société ayant déifié la science, la " science économique " est devenu une religion, elle a son temple ; la bourse, et les économistes ont intégré le rang de

grands prêtres. S'il semble légitimement très ardu pour l'opinion de s'extraire d'un terrible conditionnement, que dire de ceux pour qui la décroissance signifie déchoir de leur statut de demi-dieu vivant ? Ils seront évidemment prêts à tout pour conserver leurs privilèges, et en premier lieu à traiter de fascistes ceux qui leur demanderont de restituer un pouvoir usurpé à la démocratie. En effet, l'économie n'est que de la comptabilité dans le champ politique. Elle n'a rien à y faire. Elle n'est pas une science, comme la biologie et ou les mathématiques. Et si François Partant affirmait : *" Aujourd'hui, un économiste est soit un imbécile soit un criminel "*, force est de constater qu'il est le plus souvent un imposteur.

Une solution technique à un problème philosophique

Revenons aux articles d'*Alternatives économiques.* Dans les deux cas, bien que les dossiers de Silence ou les travaux de Nicholas Georgescu-Roegen aient mis en évidence l'impossibilité d'une " croissance verte ", les impasses de la " dématérialisation de l'économie " et les limites du recyclage, les auteurs concluent que la seule solution demeure en ce type de concept.

Pourtant, dans la pratique (5), la croissance (même verte ou propre) conduit inexorablement à une augmentation des prélèvements sur le capital naturel. Un exemple simple en a été donné par l'arrivée de l'informatique. Celle-ci a suscité chez les économistes néo-classiques un grand espoir pour la sauvegarde de l'environnement. La transmission d'information par pulsions informatiques devait apporter une réduction la consommation de papier, et ainsi soulager la ressource (forêts) et la nature tout entière (pollution diverses pour la fabrication). Ce fut le contraire qui se produisit : la consommation de papier décupla. Le papier étant abondant, les personnes exigent dorénavant un travail parfait et font de nouvelles impressions jusqu'à satisfaction totale. La facilité de démultiplication des documents produit une inflation de leur reproduction. Cela, sans compter les pollutions propres à la fabrication, au fonctionnement et à la destruction de l'informatique. C'est " l'effet rebond " (6). Le temps est fini de la conscience de la préciosité de sa feuille blanche que l'on préserve soigneusement en la gommant le plus possible avant de la jeter. Que s'est-il passé ?

Il a été apporté une solution technique à une problématique philosophique. Chaque fois que nous apportons une réponse inadaptée à un problème, nous l'amplifions. Les pots cassés sont payés soit immédiatement, soit plus tard, mais ils le seront de toute façon, et de manière d'autant plus importante et décuplée que l'on aura voulu l'occulter. Et à nouveau, plus la crise qui en découlera sera forte, plus le risque de voir survenir de pouvoirs autoritaires sera présent.

La radicalité n'est pas l'extrémisme

Un autre reproche récurant est de considérer toute idée radicale comme immanquablement extrémiste, donc potentiellement tyrannique. Mais qu'est la radicalité dans le sens où nous en parlons ? Il s'agit d'aller à la racine des problèmes, de se refuser à une approche purement superficielle. C'est le sens sémantique du mot "radical" (racine). La radicalité, ce n'est pas inexorablement l'extrémisme. Il s'agit de revenir à l'humain, à la philosophie, au sens, à appréhender l'humain dans toutes ses dimensions, réflexion sans laquelle nous sommes condamnés à une vision réductrice et régressive de l'Homme, à ne plus le voir que comme un consommateur, un tube digestif, un rouage dans la machine économique.

Dans l'excellent livre de Jean-Luc Porquet ; Jacques Ellul, l'homme qui avait presque tout prévu (3), Dominique Bourg, défenseur du Développement durable et de l'écologie industrielle, déclare *" le radicalisme est une "forme de maladie de la pensée " et dit " tenir que son action ne serve pas à "des fins purement narcissiques" ".* En qualifiant de maladie

mentale un contradicteur de sa pensée, Dominique Bourg dévoile une facette totalitaire de son fonctionnement psychologique. En effet, l'incapacité à admettre la contradiction et le désir de psychiatriser le dissident est le révélateur d'un fonctionnement totalitaire, individuel ou collectif. L'opposant est forcément " extrémiste ", donc dément, et sera immanquablement fasciste ou traître. Des intellectuels comme Alain Finkielkraut ou Luc Ferry usent du même procédé. Toute pensée " radicale " est qualifiée " d'extrémiste ", tout propos non superficiel, vivant, est sitôt aussitôt taxé de " jusqu'au-boutiste ", dont l'émetteur souffre nécessairement d'une pathologie. Ainsi, Jacques Ellul parlait d'" homme totalitaire à conviction démocratique ". Seule l'approche superficielle est acceptée. C'est la condition nécessaire pour " tenir " le système et éviter toute remise en cause réelle, notamment de leur statut d'intellectuels médiatiques. On n'ose imaginer les qualificatifs que Jésus ou le Cyrano de Bergerac de Rostand, s'ils revenaient aujourd'hui, essuieraient de leur part, sans doute : " dangereux extrémistes terroristes ".

Une contestation factice

Ainsi, la contestation admise en vient plus paradoxalement à ne plus servir et renforcer un système qui fonde notre autodestruction (le consommateur critique peut être un consom'acteur, mais ne doit pas revendiquer son statut d'humain, le capitalisme doit devenir du " commerce équitable " et le pillage des ressources et l'esclavage économique sont promis au " développement durable ").

Le dictat de la " pensée de marché ".

Il serait faux de penser que le dictat ne peut venir que de la sphère politique. Le totalitarisme prend toujours de nouvelles formes pour mieux nous asservir. Celui qui nous menace aujourd'hui a été très bien décrit par Aldous Huxley *" Les vielles formes pittoresques - élections, Parlements, hautes cours de justice - demeureront mais la substance sous-jacente sera une nouvelle forme de totalitarisme non-violent "* (7). Le nouveau dictat est celui de la finance, pensée molle qui s'exprime au nom de la liberté et refuse à l'Homme d'aller à son essence, à sa conscience, à ce qui fait qu'il est humain. Sous couvert d'une fausse modération, la violence de cette logique est extrême : seul l'abrutissement dans la consommation, la télévision ou les neuroleptiques permettent de survivre. La sagesse est confondue avec la soumission, la recherche d'équilibres avec le nihilisme. Des pseudo-défenseurs de la démocratie se trouvent, le plus souvent à leur insu, devenir les plus serviles gardiens de la tyrannie (8).

La décroissance, c'est obliger à plus de démocratie

Néanmoins, le risque d'une décroissance imposée demeure vrai. Lester Brown, l'ex président du Worldwatch Institut l'a décrit comme une économie de guerre (9). Mais cela est-il spécifique à ce concept ? Il est le propre de toutes les idées qui se figent, qui n'admettent plus de contradiction, de produire des idéologies qui à leur tour généreront des systèmes autoritaires. Les délires et les fantasmes en la toute puissance de la technoscience nous conduisent plus sûrement encore au Meilleur des Mondes. Dominique Bourg accepte déjà l'idée de modifier le génome humain pour rendre l'Homme résistant à une dégradation importante de la couche d'ozone(8). Disons que le concept de décroissance soutenable, fondée

sur la simplicité volontaire et l'humilité porte moins en lui les gènes de la dictature, qui couvent plus volontiers dans les systèmes idéologiques fondés sur la recherche de puissance. De plus, cette idée impose de resituer la réalité du pouvoir, elle renvoie les individus à leurs responsabilités, elle aide à *" réintroduire le social, le politique dans le rapport d'échange économique retrouver l'objectif du bien commun et de la bonne vie dans le commerce social. "* (10). La décroissance oblige aussi de distinguer la réponse institutionnelle de la réponse militante, donc de concevoir que nous ne pouvons pas avoir de solution totale, en cela aussi elle est antitotalitaire.

Les terrains essentiels sont les plus glissants, c'est pour cela qu'il faut être d'autant plus vigilant en s'y confrontant. Mais le plus grand des dangers demeure le refus de les aborder, effrayé devant ces risques. Et ce n'est pas en vivant dans le mensonge que nous nous protégerons. Une approche qui se cantonne à la superficialité produira inexorablement des chaos, qui eux seront porteurs du risque totalitaire.

Vincent Cheynet

(1) - *Alternatives économiques : Le développement est-il soutenable ?* Septembre 2002, Jacques Généreux.

(2) - *La décroissance soutenable* - Silence n°280 - Bruno Clémentin et Vincent Cheynet.

(3) - *Jacques Ellul, l'homme qui avait presque tout prévu* - Jean-Luc Porquet - Editions le cherche midi - 2003.

(4) - La publicité est le vecteur de l'idéologie dominante. Cette dernière reproduit au c¦ur même de la société sa logique antidémocratique. La publicité "psychiatrise" ses dissidents en les qualifiant implicitement le plus souvent de "malades mentaux". Mais quelquefois, elle le fait explicitement, ainsi, une association d'agence conseil en communication décrivait voici quelques années, à travers une campagne de publicité, la publiphobie comme une "maladie" (mentale). Le terme publiphobie a été créé par les publicitaires : une phobie est une pathologie.

(5) - Même dans une pure théorie, une croissance complètement dématérialisée s'avère tout aussi impossible. En effet, elle conduit à une accélération infinie des échangesä jusqu'à ce que l'humain décroche. Un phénomène qui existe déjà dans nos sociétés où l'accélération temporelle produite par le système Technique éjecte les plus faibles d'entre nous, incapables de suivre un rythme de moins en moins humain et naturel.

(6) - *Point d'efficacité sans sobriété* - François Schneider - *Silence* n°280.

(7) - *Aldous Huxley, Retour au meilleur des mondes* - Librairie Plon, 1959, p. 169.

(8) - *Les scénarios de l'écologie* - P. 72 - Dominique Bourg - Editions Hachette, 1996. Ce livre est de symptomatique de ce " libéral-totalitarisme " : sous couvert d'une dénonciation des dérives potentielles, et réelles, de l'écologie, il impose le dictat de la Technique en défendant par exemple les O.G.M. - p.108.

(9) - *" La guerre entre l'homme et la Terre est d'ores et déjà engagée "* - Lester R. Brown - *Le Monde*, 27 février 1996.

(10) - Serge Latouche - *Pour en finir, une fois pour toute, avec le développement.* - *Le Monde Diplomatique* - Mai 2001.

La Pub, machine à casser

Vincent Cheynet



« Quoi ? tu te bas contre la pub ? Tu t'ennuies ? Mais il y a mille autres sujets tellement plus importants ! La pub, c'est marrant. Moi, j'aime bien ! ». **Résister à la pub, ce n'est pas forcément facile. La plupart de nos amis n'ont pas conscience que, loin d'être ce truc rigolo et distrayant que nous vantent les publicitaires, elle est un enjeu de société majeur. La pub, c'est une pollution d'autant plus dangereuse qu'elle est souvent invisible. Elle s'attaque à notre cerveau. Elle nous conditionne. Elle formate et normalise notre inconscient collectif. La pub, c'est la machine à casser.**

La pub, machine à casser l'emploi

Selon les publicitaires, être contre la pub, ce serait être contre l'économie. Il faut tordre le cou à cette idée fausse. La pub est au service de l'économie des entreprises géantes, les multinationales, aux dépend d'une économie à échelle humaine, plus respectueuse de l'environnement. MacDo fait de la pub, contrairement aux restaurateurs indépendants de notre quartier. Auchan, Leclerc, Carrefour, toute la grande distribution fait de la pub. Les maraîchers de notre marché, eux, n'en font pas. La pub est au service d'une économie très productive et donc pauvre en emploi (il faut, par exemple, peu de personnel pour distribuer beaucoup de produits et d'aliments dans les grandes surfaces) et elle fait la guerre à une économie moins productive et plus riche en emplois. La pub est donc bien une machine à casser l'emploi. La pub est au service de la « maléconomie » comme de la « malbouffe ».

La pub, machine à casser la démocratie

Dans les années 70, on affirmait : « La pub, c'est le fascisme ! ». En effet, la pub « communique » de manière unilatérale : on ne peut pas lui répondre. Le citoyen n'a pas les moyens de contredire les multinationales qui dépensent des milliards d'euros pour nous imposer la fausse idée du bonheur par la consommation.

La pub est totalitaire car elle cherche à envahir la totalité de l'espace et la totalité du temps : les panneaux publicitaires envahissent notre environnement. Il devient difficile de poser son regard sur un paysage libre de pub. La pub envahit tout le temps : elle matraque ses messages

sur les radios. Elle s’immisce dans les films à la télévision en les coupant. Elle pénètre dans les films au cinéma car les entreprises payent les cinéastes pour y montrer leurs produits. La publicité de supporte pas la contestation. Les publicitaires ont inventé le terme « publiphobe » pour qualifier ceux et celles qui lui résistent. La publicité décrit ses dissidents comme des « pisse-froid », des « coincés », des malades mentaux. La publicité « phychiatrise » ses opposants, comme les régimes totalitaires. Vous trouvez que nous exagérons ? Regardez par exemple cette campagne faites par les publicitaires:



Pour mieux nous aliéner et nous rendre esclaves de la consommation, la pub ne cesse de nous parler de liberté. Mais la seule liberté que nous laisse la pub, c’est celle de consommer, c’est celle de choisir entre Coca et Pepsi–Cola. La pub, c’est *Le Meilleur des mondes* d’Aldous Huxley combiné à *1984* de George Orwell.

La pub, machine à casser le politique

Devant le succès de la pub, les politiques sont très tentés d’utiliser ses armes. Pourtant, en faisant cela, ils se rabaissent au rang de simple produit. La pub, elle, ne cesse d’utiliser les valeurs du politique pour faire consommer ; résultat : elle marchandise ces valeurs. Avec la pub, le politique est toujours perdant.

Des publicitaires, comme Jacques Séguéla, n'ont pas hésité à se mettre au service de dictateurs, comme le tyran togolais Eyadéma. Pendant la première partie du XXe siècle, la propagande était au service des régimes staliniens et nazis.

La pub, machine à casser la liberté de la presse

Aujourd’hui, la presse, la radio, la télévision vivent de la pub que payent les multinationales pour y montrer leurs produits. Résultat : les médias ne critiquent que très exceptionnellement la pub ou la logique des multinationales. Les journalistes ou les intellectuels qui peuvent s’exprimer largement sont ceux qui collaborent à cette logique. Ceux

qui la refusent n'ont plus la parole que dans des médias confidentiels. Pourquoi ne lit-on jamais d'article comme celui-ci dans les journaux les plus connus ? Ainsi, la pub transforme la presse en catalogue publicitaire qui noie la presse libre et indépendante du pouvoir de l'argent. La pub, elle est la tueuse de la liberté de la presse.

La pub, machine à casser les cultures

La pub, ce n'est pas une culture, c'est une anticulture. La culture élève l'humain. La pub le fait régresser au rang de tube digestif dont l'unique fonction est de consommer. La diversité des cultures du monde dérange la pub dans son désir de gagner toujours plus d'argent le plus vite possible. La pub veut donc détruire les cultures en imposant des produits et des modes de vie standardisés sur toute la surface de la Terre. La pub, c'est « Tous MacDo, tous Nike ». La pub ne supporte pas les peuples qui veulent faire de la diversité de leur culture une richesse. La pub veut créer un monde uniforme, incolore, inodore, de Sao Paulo à Pékin en passant par là où nous habitons.

La pub, machine à casser la nature

Aujourd'hui, 20 % des humains, les pays riches, consomment 80 % des ressources naturelles de la Terre. C'est comme si nous étions 10 autour d'un gâteau, que nous faisions 10 parts égales et que 2 personnes mangeaient alors 8 parts. Et, en plus, ces deux goinfres veulent encore plus consommer et réclament aux autres une neuvième part ! Les ressources de notre planète ne sont pas extensibles. Pour sauver notre Terre fragile et partager les ressources de façon plus juste avec tous les autres habitants du globe, nous devons, nous les pays riches, réduire notre consommation. C'est exactement le contraire de ce que nous dit la pub : elle pousse les riches au gaspillage.

La pub, c'est aussi une multitude de grands panneaux, très souvent illégaux, qui défigurent nos paysages. Ce sont des forêts que l'on abat pour faire des tonnes de tracts inutiles qui encombrent nos boîtes aux lettres.

La pub, machine à casser la société

La pub impose partout ses antivaleurs : *« Achète cette voiture, et les autres t'aimeront, t'admireront. » « Achète ce parfum, et les garçons ou les filles seront fous ou folles de toi. » « Achète, achète, achète, et tu existeras. »* La pub nous dit de consommer tout, tout de suite, de céder à toutes nos pulsions. Pas étonnant avec de tels messages que ça pète dans les banlieues ! Plus nous sommes fragiles socialement, plus nous subissons de plein fouet les conséquences sociales des mensonges de la pub. Pas étonnant non plus que cela soit difficile de vivre ensemble, dans le couple, en famille, à l'école, au travail, dans notre ville, notre pays… quand les seules valeurs qui unissent les gens sont l'argent et la consommation. C'est sûr, une société ne va pas très loin avec les valeurs de la pub !

La pub, machine à casser l'individu

La pub ne veut plus d'humains, de citoyens, elle veut des consommateurs. Elle réduit chacun de nous à un moyen : la consommation. La pub nous impose la fausse idée que l'unique sens de la vie est la consommation. Elle a inversé les valeurs : nous vivons pour consommer, nous ne consommons plus pour vivre. La pub tire l'humain vers ce qu'il y a de pire en lui : son fantasme de toute-puissance, sa volonté de domination, son goût du pouvoir, sa volonté de posséder sans cesse plus… La pub est une machine à faire régresser l'humain. Elle veut nous réduire à notre seule apparence. La technique de la pub, c'est d'abord de nous rendre malheureux pour ensuite nous proposer d'acheter pour nous consoler. Ensuite, la pub

nous dit, très clairement mais le plus souvent de manière plus sournoise, que ceux qui ne sont pas d'accord avec sa logique sont des idiots, des personnes tristes qui n'aiment pas la vie, des ringards, des tarés, des inadaptés… Pour ne pas avoir l'air d'être coincés, nous avons ensuite peur de dire du mal de la pub. C'est comme ça que la pub tue notre esprit de révolte. La pub somme chacun d'entre nous de se soumettre. Elle nous refuse le droit d'aller à nous-même, de chercher le vrai sens de nos existences, d'affirmer que nous sommes des humains avant d'être des consommateurs.

Confrontés à cette idéologie antihumaine, mortifère, nous fuyons en nous abrutissant face à la télévision, en consommant des drogues, légales ou interdites. D'autres, nombreux, se suicident. D'autres encore choisissent de résister, car ils pensent que c'est ça, la vie.

Un grain de sable dans la machine à Casser

« Oui, c'est vrai, tout ça, mais la pub, on ne peut pas s'en passer. — Tu as raison : je peux me passer de manger, de me laver, d'avoir des amis, je peux me passer d'un toit, que sais-je encore, mais de pub, ça, non ! » La pub, c'est un truc qui non seulement ne sert à rien et casse tout, mais en plus a su s'imposer comme quelque chose d'indispensable. Bien sûr que l'on peut vivre sans pub ! Si nous voulons vivre bien et longtemps sur notre planète, en bonne intelligence avec les autres, nous avons même intérêt à la faire disparaître très vite. Mais comment résister face à ce qui nous semble être un océan ? La pub nous dit que nous ne pouvons rien. C'est faux. Chacun de nous a un pouvoir immense. à travers nos choix de vie, nous pouvons tous changer le monde. Mais on ne peut changer le monde qu'en cherchant en même temps à se changer soi.

Tous intoxiqués

La première étape pour se libérer de la pub est de comprendre que nous sommes tous conditionnés. Ceux qui le nient sont généralement les premières victimes. Il faut avoir la force de se reconnaître faible. Pour nous qui sommes si orgueilleux, c'est dur ! Nous connaissons tous des milliers de logos, de slogans publicitaires. Ils sont entrés bien au fond de notre inconscient à force de matraquage. « Seb, c'est… » « Du pain, du vin, du… ». Par contre, combien d'entre nous sont encore capables de nommer dix espèces d'arbres ? Et ce n'est pas seulement de slogans que nous sommes imprégnés, mais de toute l'idéologie publicitaire : l'amour fanatique du nouveau, nécessaire pour nous faire jeter des choses encore utiles et en acheter de nouvelles, la croyance dans la toute-puissance de la science…

Si nous ne prenons pas conscience de cela, nous chercherons à résoudre les problèmes avec les maux qui les ont engendrés. Notre monde accepte bien avec le sourire certaines critiques… à condition qu'elles ne fassent que le conforter. Ne tombons pas dans le piège ! La pub et les médias nous ont inculqué une véritable croyance : celle du fantasme de la toute-puissance de la science. Aussi, à chaque problème que nous rencontrons, nous avons naturellement tendance à apporter une réponse technique. Et, en apportant des réponses techniques à des problèmes philosophique ou politiques, nous aggravons la situation, car notre réponse est alors inadaptée. Les bonnes réponses sont donc avant tout philosophiques et politiques, comme le partage et la sobriété.

La réponse collective : associations, réglementation

Les pouvoirs publics font des lois pour tenter de protéger la société de la publicité. Ces lois ne sont pas très sévères mais les publicitaires sont déjà incapables de les respecter : 40 % des grands panneaux que nous voyons partout sont illégaux. Les afficheurs sont des délinquants de l'environnement. Aussi, des associations ou de simples citoyens se battent pour que les lois

soient appliquées. L'état ne fait pas son travail. Il y a aussi des lois pour protéger les enfants de la pub à la télé, pour interdire la pub à l'école, mais les associations de publicitaires font pression pour les faire supprimer. Les publicitaires parlent de « liberté d'expression commerciale » en l'assimilant à la liberté d'expression ! Ce sont des voyous. Nous devons à notre tour faire pression sur les hommes et les femmes politiques pour conserver ces lois, les renforcer, en créer d'autres, mais, surtout, les appliquer.

La réponse individuelle : simplicité volontaire

Mais le plus important, c'est de faire évoluer sa vie, de refuser les mauvaises idées de la pub : l'argent, la consommation, la technique ne sont pas nos dieux, mais des moyens ! Nous pouvons vivre mieux, en existant d'abord par nous-mêmes, avec moins d'objets. à la benne, les télés, les bagnoles, les téléphones portables… ! Mais, pour avoir le courage de faire ça, il faut d'abord se libérer l'esprit et développer une vraie personnalité. Il faut savoir exister sans les objets. La simplicité volontaire, c'est la forme actuelle la plus efficace de résistance non-violente. Nous pourrons alors exister grâce à notre personnalité, en créant, en nous engageant en politique, en cultivant notre vie intérieure, nos amis, notre famille et bien sûr… notre potager. C'est comme ça que nous, les grains de sable, nous enrayerons la machine à casser.

La décroissance soutenable

La contestation de la croissance économique est un fondement de l'écologie politique. Il n'est pas de croissance infinie possible sur une planète finie. Trop dérangeante, car en rupture radicale avec notre développement actuel, cette critique fut vite abandonnée au profit de concepts plus souples, comme le "développement durable". Pourtant, rationnellement, il n'existe guère d'autres voies pour les pays riches (20 % de la population planétaire et 80 % de la consommation des ressources naturelles) que de réduire leur production et leur consommation afin de "décroître".

Il n'est pas besoin d'être économiste pour comprendre qu'un individu, ou une collectivité, tirant la majeure partie de ses ressources de son capital, et non de ses revenus, est destiné à la faillite. Tel est pourtant bien le cas des sociétés occidentales, puisqu'elles puisent dans les ressources naturelles de la planète, un patrimoine commun, sans tenir compte du temps nécessaire à leur renouvellement. Non content de piller ce capital, notre modèle économique, fondé sur la croissance, induit en plus une augmentation constante de ces prélèvements. Les économistes ultra-libéraux comme les néo-marxistes ont éliminé de leurs raisonnements le paramètre «nature», car trop contrariant. Privé de sa donnée fondamentale, notre modèle économique et social se trouve ainsi déconnecté de la réalité physique et fonctionne dans le virtuel. Les économistes vivent en fait dans le monde religieux du 19e siècle où la nature était considérée comme inépuisable. Nier la réalité au profit d'une construction intellectuelle est le propre d'une idéologie. Nous pouvons donc considérer que l'économie actuelle est avant tout de nature idéologique, fût-ce par défaut. La réalité est plus complexe, car le système économique est en fait largement livré à lui-même, sans contrôle politique.

L'objectif d'une économie saine

Nous nommerons économie saine un modèle économique qui, au minimum, ne toucherait pas au capital naturel. L'idéal serait de reconstituer le capital naturel déjà détruit. Mais, le premier objectif d'une humanité vivant sur les revenus de la nature constitue déjà un défi extraordinaire. Nous pouvons même nous demander si cet objectif est encore réalisable et si le point de non-retour n'a pas déjà été franchi. De toute manière, cet objectif est le seul envisageable pour l'humanité, tant d'un point de vue moral que scientifique.

Moral, car il est du devoir, de la responsabilité de chaque individu et de l'humanité de préserver son environnement et de le restituer à ses descendants, au minimum, dans l'état où il lui a été confié.

Scientifique, car imaginer que l'humanité a les moyens de coloniser d'autres planètes relève du délire. Les distances dans l'espace sont hors de portée de nos technologies. Pour faire des sauts de puces dans l'espace, nous gaspillons inutilement des quantités gigantesques de ressources précieuses.

De plus, de manière purement théorique, si nous pouvions ramener sur notre planète et de façon rentable une ressource énergétique extra-terrestre, cela aurait pour conséquence une nouvelle dégradation écologique. En effet, des scientifiques estiment que le danger est plus dans le "trop" de ressources, que dans le risque de les voir s'épuiser. Le danger principal est l'incapacité de l'écosystème global à absorber tous les polluants que nous générons. L'arrivée d'une nouvelle ressource énergétique ne ferait ainsi qu'amplifier les changements climatiques.

Ne pas puiser du tout dans notre capital naturel semble difficile, ne serait-ce que pour produire des objets de première nécessité comme une casserole ou une aiguille. Mais, nous

avons déjà prélevé et transformé une quantité de minerais considérable. La masse d'objets produits constitue déjà un formidable potentiel de matière à recycler.

L'objectif de l'économie saine peut nous sembler un horizon utopique. En fait, nous avons au maximum 50 ans pour y parvenir si nous voulons sauvegarder l'écosystème. La biosphère ne négocie pas de délais supplémentaires. Il reste, au rythme de consommation actuel, 41 années de réserves prouvées de pétrole (1), 70 années de gaz (2), 55 années d'uranium (3). Même si ces chiffres peuvent être contestés, nous nous dirigeons vers le terme de la plus grande partie des ressources planétaires à brèves échéances si nous ne changeons pas radicalement de cap. Contrairement au 20e siècle, nous consommons désormais plus de ces ressources que nous en découvrons de nouvelles. De plus, Il est prévu, d'ici à 20 ans, un doublement du parc automobile mondial ainsi qu'un doublement de la consommation énergétique mondiale. Enfin, plus nous approchons du terme des ressources, plus celles-ci sont difficilement extractibles. Il reste que le plus grand danger semble aujourd'hui plus les dommages que nous faisons courir au climat que l'épuisement des ressources naturelles.

Le théoricien de la décroissance

L'économiste roumain Nicholas Georgescu-Roegen est le père de la décroissance (4). Nicholas Georgescu-Roegen distingue la «haute entropie», énergie non disponible pour l'humanité, de la «basse entropie» énergie disponible. Il démontre simplement que chaque fois que nous entamons notre capital naturel, comme les énergies de stock, nous hypothéquons les chances de survie de nos descendants. «Chaque fois que nous produisons une voiture, nous le faisons au prix d'une baisse du nombre de vies à venir». Il met en évidence les impasses de la "croissance zéro" ou de "l'état stable" que prônent des écologistes. En effet, même si nous stabilisions notre économie, nous continuerons à puiser dans notre capital.

La décroissance soutenable

Tout le problème consiste à passer d'un modèle économique et social fondé sur l'expansion permanente à une civilisation «sobre» dont le modèle économique a intégré la finitude de la planète. Pour passer de notre civilisation à l'économie saine, les pays riches devraient s'engager dans une réduction drastique de leur production et de leur consommation. En termes économiques, cela signifie entrer dans la décroissance. Le problème est que nos civilisations modernes, pour ne pas générer de conflits sociaux, ont besoin de cette croissance perpétuelle. Le fondateur de la revue *The Ecologist*, l'écologiste millionnaire et conservateur Edwards Goldsmith avance qu'en réduisant de 4 % par an et pendant 30 ans la production et la consommation, nous aurions une chance d'échapper à la crise climatique. «avec un minimum de volonté politique» (5). Facile à dire sur le papier, fût-il recyclé ou simplement blanchi sans chlore ! La réalité sociologique est tout autre. Même les riches des pays riches aspirent à consommer toujours plus. Et ce n'est pas «un minimum de volonté politique» qui serait nécessaire si un groupe désirait conduire cette politique d'en haut, mais bien un pouvoir totalitaire. Celui-ci aurait toutes les peines pour contrer une soif sans fin de consommation attisée par des années de conditionnement à l'idéologie publicitaire. A moins de rentrer dans une économie de guerre, l'appel à la responsabilité des individus est la priorité. Les mécanismes économiques conduits par le politique auront un rôle fondamental à jouer, mais demeureront secondaires. Le tournant devra donc s'opérer "par le bas", pour rester dans la sphère démocratique.

Edwards Goldsmith affirme aussi que seule une crise économique mondiale pourrait retarder la crise écologique globale si rien n'est entrepris. L'histoire nous démontre que les

crises ont rarement des vertus pédagogiques et qu'elles engendrent le plus souvent des conflits meurtriers. L'humain en situation périlleuse privilégie ses instincts de survie, au détriment de la société. La crise de 1929 a amené au pouvoir Hitler, les nazis, les fascistes, les franquistes en Europe et les ultras nationalistes au Japon. Les crises appellent des pouvoirs forts avec toutes les dérives qu'ils engendrent. Tout l'objectif consiste, au contraire, à éviter la régulation par le chaos. C'est pourquoi, cette décroissance devra être «soutenable». C'est-à-dire qu'elle ne devra pas générer de crise sociale remettant en cause la démocratie et l'humanisme. Rien ne servirait de vouloir préserver l'écosystème global si le prix est pour l'humanité un effondrement humain. Mais plus nous attendrons pour nous engager dans la "décroissance soutenable", plus le choc contre la fin des ressources sera rude, et plus le risque d'engendrer un régime éco-totalitaire ou de s'enfoncer dans la barbarie sera élevé.

Un exemple de décroissance chaotique est la Russie. Ce pays a réduit de 35 % ses émissions de gaz à effet de serre depuis la chute du mur de Berlin (6). La Russie s'est désindustrialisée. Elle est passée d'une économie de superpuissance à une économie pour une large part de survivance. En terme purement écologique, c'est un exploit. En terme social, c'est loin d'être le cas. Les pays riches devront tenter de diminuer leur production et leur consommation sans faire imploser leur système social. Bien au contraire, ils devront le renforcer d'autant dans cette transition difficile pour tendre à plus d'équité. Une chose semble sûre : pour atteindre "l'économie saine", la décroissance des pays riches devra être durable.

Un exemple : l'énergie

Plus des trois quarts des ressources énergétiques que nous utilisons aujourd'hui sont d'origines fossiles. Ce sont le gaz, le pétrole, l'uranium, le charbon. Ce sont des ressources non-renouvelables, ou plus exactement au taux de renouvellement extrêmement faible. En tout cas sans rapport aucun avec notre utilisation actuelle. L'économie saine nous impose de cesser ce pillage. Nous devons réserver ces ressources précieuses pour des utilisations vitales. De plus, la combustion de ces ressources fossiles désagrège l'atmosphère (effet de serre et autres pollutions) et entame par cet autre biais notre capital naturel. Quant au nucléaire, outre le danger que font peser ses installations, il produit des déchets à durée de vie infinie à l'échelle humaine (plutonium 239, demi-vie 24 400 ans, Iode 129, durée de demi-vie 16 millions d'années). Le principe de responsabilité, qui définit l'âge adulte, veut que nous ne développions pas une technique non maîtrisée. Nous n'avons pas à léguer à nos descendants une planète empoisonnée pour la fin des temps.

Par contre, nous aurons droit aux énergies «de revenu», c'est-à-dire le solaire, l'éolien et, en partie, la biomasse (bois) et un peu d'hydraulique. Ces deux dernières ressources devant se partager avec d'autres utilisations que la seule production d'énergie.

Cet objectif n'est atteignable que grâce à une réduction drastique de notre consommation énergétique. Dans une économie saine, l'énergie fossile disparaîtrait. Elle serait réservée à des usages de survie comme les usages médicaux. Le transport aérien, les véhicules à moteur à explosion seraient condamnés à disparaître. Ils seraient remplacés par la marine à voile, le vélo, le train, la traction animale (quand la production d'aliments pour les animaux est soutenable). Bien entendu, toute notre civilisation serait bouleversée par ce changement de rapport à l'énergie. Il signifierait la fin des grandes surfaces au profit des commerces de proximité et des marchés, des produits manufacturés peu chers importés au profit d'objets produits localement, des emballages jetables au profit des contenants réutilisables, de l'agriculture intensive motorisée au profit d'une agriculture paysanne extensive. Le réfrigérateur serait remplacé par une pièce froide, le voyage aux Antilles par une randonnée à

vélo dans les Cévennes, l'aspirateur par le balai et la serpillière, l'alimentation carnée par une nourriture quasiment végétarienne, etc.

Au moins pendant la période de réorganisation de notre société, la perte de l'énergie fossile entraînera un accroissement important de la masse de travail pour les pays occidentaux, et ceci même en intégrant une diminution considérable de la consommation. Non seulement nous ne disposerions plus de l'énergie fossile, mais en plus la main d'¦uvre peu chère des pays du tiers-monde ne serait plus disponible. Nous aurions alors recours à notre énergie musculaire

Un modèle économique alternatif

A l'échelle de l'Etat, une économie saine gérée démocratiquement ne peut être que le fruit d'une recherche d'équilibre constante entre les choix collectifs et individuels. Elle nécessite un contrôle démocratique de l'économie par le politique et par les choix de consommation des individus. Une économie de marché contrôlée par le politique et le consommateur. L'un ne pouvant se passer de l'autre. Ce modèle exige une responsabilisation accrue du politique comme du consommateur.

Succinctement, nous pouvons imaginer un modèle économique s'articulant sur trois niveaux :

€ Le premier serait une économie de marché contrôlée évitant tout phénomène de concentration. Ce serait, par exemple, la fin du système de franchise. Tout artisan ou commerçant serait propriétaire de son outil de travail et ne pourrait pas posséder plus. Il serait nécessairement le seul décideur de son activité, en relation avec sa clientèle. Cette économie de petites entités, outre son caractère humaniste, aurait l'immense mérite de ne pas générer de publicité, ce qui est une condition sine qua non pour la mise en place de la décroissance soutenable. La sortie de l'idéologie de consommation conditionne sa mise en place technique.

€ Le deuxième niveau, la production d'équipements nécessitant un investissement, aurait des capitaux mixtes privés et publics, contrôlés par le politique.

€ Enfin, le troisième niveau. Ce serait les services publics de base, non-privatisables (accès à l'eau, à l'énergie disponible, à l'éducation et la culture, aux transports en commun, à la santé, à la sécurité des personnes).

La mise en place d'un tel modèle entraînerait le commerce équitable pour tous : appliquant là où l'on produit les critères humains de là où l'on vend. Cette règle simple à énoncer apporterait la fin de l'esclavage et du néo-colonialisme.

Un défi pour les "riches"

A l'énoncé des mesures à prendre pour entrer dans la décroissance soutenable, la majorité de nos concitoyens restera incrédule. La réalité est trop crue pour être admise d'emblée par la majeure partie de l'opinion. Elle suscite dans la plupart des cas une réaction d'animosité. Difficile de se remettre en cause lorsque l'on a été élevé au biberon médiatico publicitaire de la société de consommation. Un cocktail ressemblant étrangement à la Soma, drogue euphorisante décrite par Aldous Huxley dans Le meilleur des mondes (Brave New World, 1932, annonçant un pouvoir psychobiologique !). Le monde intellectuel, trop occupé à résoudre des querelles byzantines et encore ébloui par la science, aura aussi du mal à admettre d'être passé si loin d'un enjeu de civilisation aussi important. Il est difficile pour les Occidentaux d'envisager un autre mode de vie. Mais, nous ne devons pas oublier que le

problème ne se pose pas dans ces termes pour l'immense majorité des habitants du globe. 80 % des humains vivent sans automobile, sans réfrigérateur ou encore sans téléphone. 94 % des humains n'ont jamais pris l'avion. Nous devons donc nous extraire de notre cadre d'habitant des pays riches pour raisonner à l'échelle planétaire et envisager l'humanité comme une et indivisible. Faute de cela, nous serions réduits à raisonner comme Marie-Antoinette à la veille de la Révolution française, incapable d'imaginer pouvoir se déplacer sans chaise à porteur et proposant de la brioche à ceux qui n'ont pas de pain.

Au régime

Environ un tiers de la population américaine est obèse. Les Américains se sont lancés à la recherche du gène de l'obésité pour résoudre ce problème de manière scientifique. La bonne solution est bien sûr d'adopter un meilleur régime. Ce comportement est tout à fait symptomatique de notre civilisation. Plutôt que de remettre en cause notre mode de vie, nous poursuivons une fuite en avant à la recherche de solutions techniques afin de répondre à un problème culturel. De plus, cette folle fuite en avant ne fait qu'accélérer le mouvement destructif. En fait, même si la décroissance nous semble impossible, la barrière se situe plus dans nos têtes que dans les réelles difficultés à la mettre en place. Sortir l'opinion d'un conditionnement idéologique fondé sur la croyance en la science, le nouveau, le progrès, la consommation, la croissance conditionne cette évolution.

La priorité est donc de s'engager à l'échelle individuelle dans la simplicité volontaire. C'est en changeant nous-mêmes que nous transformerons le monde.

Définition d'un concept

Si nous revenons à la définition du concept "développement durable", c'est-à-dire : «ce qui permet de répondre aux besoins des générations actuelles, sans pour autant compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins», alors, le terme approprié pour les pays riches est bien la «décroissance soutenable».

Bruno Clémentin et Vincent Cheynet.

(1) Statistical Review of World Energy.

(2) Gaz de France

(3) Commission des communautés européennes, 2000.

(4) La décroissance, Nicholas Georgescu-Roegen. Éditions Sang de la Terre.

(5) L'écologiste, n° 2, Hiver 2000, éditorial d'Edwards Goldsmith.

(6) Donnée : Ministère allemand de l'environnement.

10 objections majeures au "commerce équitable"

Les arguments en faveur du "commerce équitable" ont été largement développés. Notre propos n'est donc pas ici de les rappeler mais, de développer un contre argumentaire à ce commerce dit " équitable ". La capacité à accepter la critique, à recevoir la contradiction, à engager un débat, sont le gage d'une démarche évolutive.

1 - Le commerce " équitable" est inéquitable. En effet, pour qu'un échange soit réellement équitable, les conditions de protection sociale et de rémunération des individus qui produisent devraient être identiques à celles des personnes qui consomment.

Exemple : selon le site MaxHavelaar, www.maxhavelaarfrance.or, au prix actuel, il faut trois cents ans à un Manuel, producteur local en Colombie, pour gagner 15 000 euros (environ la rémunération moyenne annuelle chez nous) .Manuel reçoit, au nom du commerce équitable, d'après les chiffres fournis par Max Havelaar, 3 fois plus que ce que lui donne le marché*, il ne lui faudra donc plus, au prix du marché équitable que. . . cent ans ! Pour être vraiment équitable, le prix du paquet de café (de 250g, dans l'exemple Max Havelaar) devrait être acheté 100 fois plus cher - 19 euros - et être vendu à Pierre, en France - 21,8 euros. Pierre ne le paye aujourd'hui que. . . 2,35 euros. Ce commerce est donc simplement "moins inéquitable ".

Les coûts d'importation, de torréfaction et de distribution restent, eux, quasiment identiques.

* Selon la revue *Silence*, l'excédent de revenu par rapport à un producteur "classique "est de 4 euros par mois.

2 - Le commerce équitable favorise la concurrence déloyale

Exemple : Marie fabrique des chapeaux sur le plateau du Larzac. Elle les vend sur le marché à Millau*. Sur ce même marché, Jacques propose des chapeaux estampillés "commerce équitable" moitié moins cher que ceux de Marie. L'association qui importe les chapeaux vendus par Jacques ne paye pas, comme tous les commerçants, le transport à son coût réel: le kérosène des avions et le gasoil des bateaux n'est pas taxé. Cette association de commerce équitable profite aussi, dans une moindre mesure que le commerce classique certes, des faibles rémunérations et de l'absence de protection sociale des pays producteurs et jouent sur la force de l'euro. Enfin, Jacques n'est pas payé : salarié du Crédit Lyonnais, il occupe son temps libre en faisant du bénévolat pour cette association. Résultat : Jacques met en faillite l'activité de Marie, avec d'autant plus de force qu'il le fait avec la meilleure conscience possible, sûr de contribuer à un monde meilleur.

* Exemple réel.

3 - Le commerce équitable ne tient pas compte des coûts écologiques

Exemple : Patricia achète une "banane équitable* ". Elle la paye 1 euro. Patricia pense ne manger qu'un fruit tropical alors qu'elle consomme aussi du kérosène, énergie nécessaire pour acheminer le fruit du Costa Rica jusqu'à chez elle**. Ce kérosène n'étant pas taxé, le coût de l'impact écologique du transport n'est pas pris en compte dans son achat. Et la peau de la

banane ? Celle-ci est perdue pour le sol du Costa Rica qu'elle aurait du enrichir en compostant !***

* Max Havelaar importe aussi par exemple du miel ou du riz, produits que l'on trouve dans nos régions.

** Max Havelaar importe des dictatures zimbabwéenne et kényanne vers la Suisse, des fleurs " commerce équitable ". Ces fleurs sont réfrigérées et acheminées en avion pour rester fraîches ! La culture des fleurs se fait sous serre avec force produits toxiques comme les pesticides, qui sont connus pour provoquer des évanouissements chez les ouvriers ,des allergies, des eczémas, des affections respiratoires, des travails ont dénoncées par les ONG. (Source revue *Silence* n° 274, p. 24)

*** Ce sont ainsi d'énormes quantités d'humus qui sont perdues pour les pays producteurs.

4 - Le commerce équitable favorise l'appauvrissement de la biodiversité

Exemple : Patricia est en train de finir de manger sa banane "commerce équitable ". Elle a aussi acheté un pamplemousse, une orange, et. . . une pomme. La diversité de sa corbeille de fruits étant à l'échelle du globe, Patricia néglige alors la biodiversité locale. Alors que sa région comptait cinquante espèces de pomme voici vingt ans, il n'en demeure plus que cinq aujourd'hui.

5 - Le commerce équitable accompagne la "déculturation " de la production

Exemple : Quand Michel va en Inde, il est heureux de trouver une culture différente de la sienne, enraciné dans son milieu. L'habillement fait partie intégrante de cette diversité des cultures et cette diversité culturelle fait la richesse de la Terre. Toute la production fait ainsi partie de la culture vivante des peuples*. Azimuts, entreprise d'habillement issu du " commerce équitable », importe en France des vêtements de style tropicaux. Imaginons la tête du Népalais qui, en arrivant à Paris, se trouve face à des personnes habillées en . . . habitant des tropiques. Gageons qu'il repart aussitôt, déçu. L'idéologie dominante mène au renoncement à sa propre culture.

* Le terme " exception culturelle" limitant la culture aux arts et à notre seul pays, constitue, à cet égard, un scandale.

6 - Le commerce équitable nous éloigne de l'essentiel : re-localiser l'économie

Exemple : Loba est paysan en Côte d'Ivoire. Il cultivait son champ pour se nourrir et alimenter son village (culture vivrière) puis, son gouvernement l'a obligé à produire des fèves de cacao pour les exporter en France (culture de rapport). Loba est alors devenu dépendant du cours mondial du cacao, alors que, grâce aux bénéfices réalisés en vendant les fèves, la Côte d'Ivoire a pu acheter des avions de chasse à la France. Malheureusement, le cours du cacao ayant beaucoup baissé, Loba se trouve au bord de la famine. Grâce au commerce équitable, Loba a un peu moins faim (il reçoit maintenant juste assez d'argent pour acheter la nourriture. . . qu'il produisait avant) et la Côte d'Ivoire peut continuer à acheter des tanks à la France. Mais le retour à l'autosuffisance alimentaire s'est à nouveau éloigné. . . et Loba ne connaît toujours pas le goût du chocolat : un produit réservé pour les riches occidentaux.

7 - Max Havelaar cautionne la grande distribution

Exemple : Monsieur et Madame Grandval avaient un peu mauvaise conscience en se rendant en voiture à Auchan le samedi. Ils savaient que, d'une part, cela ne favorise pas leur coopérative, les paysans au marché ou encore les commerces de proximité, et que, d'autre part, ils faisaient tourner la grande distribution avec toutes ses conséquences : déshumanisation, impact écologique (automobile obligatoire pour y aller, transport routier, flux tendus, agriculture intensive), mal économie, etc. Ils savaient aussi très bien que ce type de distribution dans les pays riches est la cause de bien des maux dans les pays du Sud. Désormais, grâce au paquet de café Max Havelaar* qu'ils déposent à la fin de leurs courses dans leur charriot plein à ras bord, ils ont maintenant en plus bonne conscience. Auchan s'est en effet servi de cet argument en y axant une large partie de sa communication**. Avec cinq produits labellisés "commerce équitable", on peut accéder aux 120 000 produits non labellisés d'un grand magasin en toute bonne conscience !

* Ainsi, Max Havelaar ne cesse de se réjoui rd'être distribué dans un nombre croissantde grandes surfaces. A cause de celles-ci, entre 1966 et1998, selon l'INSEE, la France a perdu 17 800 boulangeries-pâtisseries (44%), 73 800épiceries (84%), 3500 fromageries (76 %), 1 300 librairies, 4700 commerces de chaussures (50 %), 4 300 quincailleries (46 %),etc.

** En Suisse, depuis mars 2003, le thé, le chocolat chaud et sept cafés Max Havelaar sont vendus dans les MacDonald's. *"Pour Max Havelaar, cette opération répond à sa vocation d'élargissement du marché pour les produits du commerce équitable pour que toujours plus de producteurs du Sud aient accès au commerce équitable. . . Si on peut concéder que MacDo puisse bénéficier d'une meilleure image à travers ce projet, Max Havelaar ne labellisepar pour autant la firme MacDonald's. Ceci constitue un nouveau concept, c'est aussi un projet pilote de MacDo Suisse. En cas de succès, ce projet pourrait être étendu au plan européen."* Didier Deriaz, Max Havelaar Suisse. Le logo Max Havelaar apparaît sur les 139magasins suisse MacDo à côté de la photo des produit MacDo labellisés sur tous les menus, les tables, au-dessus des comptoirs, à l'extérieur. *"Si MacDonald's en France fait ce choix, nous n'avons pasà le refuser."* Victor Ferrera, directeur de Max Havelaar France. Source : *Politis* 12/06/03.

8 - Le commerce équitable cautionne la mondialisation

Exemple : Renée est une vielle militante écologiste. Elle se bat depuis cinquante ans pour les cultures vivrières et contre les cultures de rapport. Elle ferraille contre l'uniformisation du monde, contre la volonté de l'Occident d'étendre son anticulture marchande au reste de la planète, contre le " commerce " des pays riches. Pour elle, le commerce équitable est une véritable catastrophe. En effet, comment combattre encore la mondialisation si on lui pose des pastilles vertes, des "labels éthiques", si on cautionne ce système si fondamentalement destructeur qui détruit la nature et opprime une multitude d'humains sur la planète* ? Comment alors amener une critique constructive qui remette en cause les problèmes à leurs racines et non une fausse contestation qui n'a pour conséquence que de renforcer ce système ?

* Dans la lettre de Max Havelaar La tasse de Max, l'organisation se félicite de sa présence et d'être écouté au. . . forum économique de Davos. *" Quant à Porto Alegre, on ne prêche plus contre la mondialisation mais pour une autre mondialisation. " La Tasse deMax*,n° 12, mars 2003.

9 - Le commerce équitable est une forme du néocolonialisme*

Exemple : Patrick arrive à la retraite. Après avoir passé sa vie à polluer la planète dans une grande entreprise de chimie, il se dit qu'il pourrait occuper sa retraite en faisant quelque chose " pour les autres ", et notamment pour ces pauvres noirs. En plus, le commerce équitable lui permettra de joindre l'utile à l'agréable en voyageant à travers le monde.

Nathalie, elle, a 29 ans. Elle ne veut pas travailler dans une multinationale classique. Elle choisit donc de travailler chez Max Havelaar. Ainsi, elle a tous les avantages d'une entreprise classique plus l'éthique. Et, comme Patrick, elle adore les aéroports.

Patrick et Nathalie sont, sans vouloir l'accepter, la version actuelle de nos anciens missionnaires. Ceux-ci apportaient une caution morale au vol des ressources naturelles et à l'esclavage des pays du Sud. Avant de vouloir " faire le bien", Patrick et Nathalie ne se sont pas demandé comment d'abord " ne pas nuire ". Ainsi, tous les deux continuent, avec les 1 % de la planète les plus riches, à prendre l'avion ou bien encore à aller aux sports d'hiver, sans se poser sérieusement de question sur les conséquences qu'impliquent leur mode de vie. Dans leur station de ski respectives, très fiers, Patrick et Nathalie parlent à leurs amis de ces paysans andins qui sont " si gentils". Ils ne dédaignent pas de temps en temps "faire la morale" et pousser un coup de gueule contre ce monde" qui va si mal".

* *" Qui dit commerce équitable dit développement. " La tasse de Max*, n° 12, mars 2003

10 - Le commerce équitable participe à l'idéologie de la soumission

Exemple : Thierry milite dans une association de commerce équitable depuis dix-sept ans (son salaire représente10 fois celui de Loba en Côte-d'Ivoire). Il connaît bien les objections au commerce équitable des militants écologistes radicaux, comme Renée. Mais Thierry travaille et ne veut pas remettre en cause toutes ses longues années de labeur acharné. Au lieu de prendre en compte des remarques de ses contradicteurs, il choisit de les insulter : *" Vous voulez que chacun reste chez soi ! ?"*, etc. Thierry ne cesse de parler de " réalisme" de "stratégie " et de " pédagogie".Thierry finit par être le meilleur allié de la soumission au " réalisme économique". Sans forcément s'en rendre compte, Thierry a fait passer dans son échelle des valeurs les lois de l'économie avant le principe moral et le système se nourrit d'abord de toutes les fausses contestations qui légitiment le primat de l'économie. C'est le retour à la case départ.

Bruno Clémentin et Vincent Cheynet

Dix objections majeures
à la civilisation de l'automobile individuelle

I – Un bilan de guerre mondiale. 30 millions de morts au XXe siècle. Aujourd'hui : 1 200 000 tués/an[(1)].

II – Le nombre de tués est structurel. Un tué/10 000 habitants. La Chine, émergeant du sous-développement, a égalé les USA (45 000, 1,5tué/10 000h). Depuis, la Chine a progressé à 100 000 tués/an (seulement 0,7mort/10 000h). Personne n'envisage un changement d'échelle, un facteur 10 de réduction.

Les pays cités en exemple, Suède et Royaume-Uni, sont à 0,5-0,6 tués/10 000h.

III – Tuer avec une automobile n'est pas répréhensible. Si cela survient dans le cadre du Code de la route (la Convention de Genève de cette guerre mondiale non déclarée). Ce n'est pas un vrai meurtre, même si cela fait de vrais morts. C'est la fatalité ou involontaire[(2)].

IV – Une gestion guerrière du moindre conflit. La propriété privée et la puissance place le conducteur en position et sensation de pouvoir absolu dans l'instant. Les statistiques rejoignent les faits divers : conquête et primauté de l'espace, sacralisation[(3)] de l'engin, maintien à l'état neuf (immaculé ? virginal ?).

V – Des milliers de charges de cavaleries lourdes. Du matin au soir, à peine éveillé ou bien fatigué, avec pour toute formation quelques heures d'apprentissage, le conducteur est pourtant dans la position d'un officier de cavalerie chevronné. Sa liberté individuelle de déplacement ajoutée à une cuirasse métallique intégrale[(4)], la puissance[(5)] – qui s'évalue en dizaines de chevaux – tous ces fruits du progrès alignés, voila un remake d'aucune guerre connue ! Des milliers et des milliers de charges de cuirassiers dans toutes les directions, les unes après les autres, sur le même champ de bataille !

VI – Le pétrole, c'est la guerre[(6)]. Depuis cent cinquante ans, il n'y a pas d'autre source d'énergie plus pratique que le pétrole (1864). Le pétrole n'est ni produit ni inventé, nous l'avons trouvé. Il n'y a pas d'alternative opérationnelle à cette énergie fossile non-renouvelable. Ni pour les centaines de millions d'automobiles, ni pour les centaines de millions à venir. Les bio-carburants nécessiteraient des surfaces cultivables déjà utilisées[(7)].

VII – L'automobile est un engin de guerre. (GM, Ford, Renault, Mercedes, Volvo, Fiat, Nissan, etc. en produisent tous). Un slogan des résistants Afghans contre les Soviétiques disait : « Toyota[(8)] is good for the people's fight ». L'expansion du commerce mondial [(9)] en a facilité l'acquisition en parallèle à la dissémination des armes de petits calibres, permettant tous les micro-conflits. Le véhicule à la mode, le 4x4, est la déclinaison de la Jeep, véhicule d'intervention rapide, conçu pour l'armée américaine en 1941.

VIII – Un système de privilèges et d'octroi. Le réseau routier est structurellement inéquitable. Acquis par l'expropriation, facteur de remembrement destructeur, il fonctionne par l'exclusion temporaire basée sur des droits d'accès économiques ou réglementaires. Lorsque toutes les automobiles sortent en même temps, les routes sont bloquées. La liberté individuelle, la sécurité des occupants, l'amélioration de la qualité de vie, le coût individuel des déplacements sont à évaluer face à la réalité : les embouteillages, les coûts réels élevés, l'insécurité du piéton, les coûts collectifs masqués de la pollution mortelle[(10)].

IX – La communion envers une divinité de la mort, la Vitesse. Les mal nommées sports mécaniques, le spectacle de l'automobile, sont basés sur elle. Ces mises en scène d'une mauvaise conduite et du gaspillage font des morts parmi les participants et les spectateurs,

volontaires ou non comme dans le cas des rallyes et autres trophées imposés chez les sous-développés. C'est la vitesse qui donne du sens(11) à l'usage de l'automobile. Les fabricants et leurs employés publicitaires font tout pour contourner la réglementation, avec un argumentaire augmenté d'une dimension féroce(12). Parlait-on de l'aérodynamisme d'une charrette à boeufs ou de la capacité d'accélération d'une diligence ?

X – Une guerre totale contre le monde vivant. Pour la conquête de l'espace, à la ville et à la campagne, à l'arrêt et en mouvement(13). La « feraillo »-masse automobile (plus d'un demi milliard de véhicules pesant une tonne en moyenne) dépasse maintenant la biomasse humaine, en poids et en volume (une automobile à l'arrêt occupe plusieurs m3). Dès qu'elles bougent, c'est un multiple du volume par la vitesse, excluant dans cet espace/temps(14) tout autre objet ou être.

Notes des Dix objections

1 - a - « l'automobile » dans ce texte s'entend de tout ce qui roule avec un moteur thermique à combustion interne et à énergie embarquée, du simple cyclomoteur au 4 X 4, en passant par les monospaces familiaux. b -Les chiffres sont tirés des données publiques de l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé, notamment à l'occasion de la Journée Mondiale de la santé du 7 avril 2004), l'OCDE (Organisation pour la Coopération Economique et le Développement) et la FIA (Fédération Internationale de l'Automobile). Le plus bas donne 24 millions de tués, le plus haut, 34 millions. Ils sont tous réputés être sous-estimés par leurs rédacteurs, certaines sources ne recensent les morts que jusqu'au 8e jours après l'accident, d'autres un mois. La part des piétons tués, les fameuses « victimes innocentes », est estimée entre la moitié et le tiers. On dénombre en plus 20 blessés par mort, dont un tiers de handicapés à vie. La première victime « officielle » aurait été une mère de famille londonienne renversée le 17 août 1896 par une voiture automobile roulant à la vitesse extraordinaire de 6km/h (http://www.roadpeace.org).

2 - Et cela n'est pas beaucoup plus condamnable en cas de responsabilité prouvée : un récent jugement en Allemagne (source Associated Press - Août 2004) n'a pas retenu de peine de prison ferme pour un ingénieur de DaimlerChrisler conduisant une Mercedes de fonction, donc un homme averti avec un matériel du meilleur état, et ne l'a reconnu responsable ni de l'accident ni de la mort d'une mère et de sa fille, parce qu'il roulait trop vite (ce qui n'est pas répréhensible en Allemagne sur le réseau autoroutier). Le motif de l'indulgence du tribunal ? Le conducteur fait régulièrement plus de 40 000km/an et n'a jamais eu que quelques amendes pour excès de vitesse sur les petites routes. En quelque sorte, son quota de morts n'était pas atteint. Voir la revue Carbusters (http://carbusters.org), vos journaux habituels, voir aussi le texte : Les innommables,

(http://www.partipourladecroissance.net/textes/20020309innommables.htm)

3 - a - La défense de la tanière : cela ne fait que quelques années que la fouille des véhicules a été autorisée en France, après une très longue bataille judiciaire. Ainsi la prétention à s'approprier une part de l'espace collectif au seul motif d'être la voiture a mobilisé les tribunaux, jusqu'au Conseil d'Etat. Le propriétaire d'une automobile prétend jouir de l'extra-territorialité comme l'exception juridique des ambassades, née du règlement des conflits par la guerre entre les peuples et les nations. b - Malgré tous les travaux sur l'Agression de C. Lorentz, jusqu'au récent Les lois de la jungle de Jean-Marie Pelt, rien ne permet de comprendre, dans la nature même de l'homme, comment on passe de la marche à pied, qui elle aussi est génératrice de conflits de trajectoire, aux coups de gueule insultants,

aux coups de poings, aux coups de couteau et aux coups de feu mortels pour une simple place de parking ou une erreur de conduite.

4 - Du plus petit véhicule au plus gros, ne pas être capable de transporter une personne sans l'encombrer de plusieurs centaines de kilos de ferraille et de plastique, qu'il faudra mouvoir et freiner, reste un mystère de la stupidité fondamentale que génère l'idéologie de ce type de transport, et de la faiblesse mentale de tous ceux qui s'en occupent depuis plus de cent ans. Voir texte : Les boîtes de tôles à moteur, par Denis Cheynet,

(http://www.partipourladecroissance.net/textes/boites.htm). Lire L'hommauto, de Bernard Charbonneau, publié il y a déjà 40 ans.

5 - C'est en utilisant la même théorie physique de la loi d'expansion des gaz, étudiée par Volta, qui s'applique aux armes à feu à répétition (mitrailleuses), que les premiers inventeurs ont mis au point le moteur à explosion.

6 - W. Churchill : « A drop of oil will be worth a drop of blood » (« Une goutte de pétrole vaudra une goutte de sang », aurait-il annoncé pour justifier la confrontation à tout prix au Moyen-orient contre l'armée allemande lors de la seconde guerre mondiale).

7 - Pour remplacer la consommation actuelle de pétrole en France, par du diester de colza, il faudrait en cultiver sur 650 000Km2. D'autres évaluations, avec de l'huile de tournesol, donne 200 000 km2. La surface cultivable est d'environ 300 000km2, sur une surface totale de 550 000km2 pour la France métropolitaine.

8 - Un des premiers fabricant « populaire » du genre, le Land Cruiser avec le Patrol de Nissan, sont directement inspirés en 1951 de la Jeep de Willys et Ford, après la signature du pacte de sécurité Etats-Unis-Japon.

9 - a - « Les Nations qui commercent ne font pas la guerre » est un des slogans le plus mensonger proféré par les libéraux économiques.

Quatre des Nations parmi les plus riches et parmi les maîtres militaires de la planète, USA, Russie, Grande-Bretagne et France, sont les 4 plus gros exportateurs d'armement. Des pays émergeant industriellement et accédant au commerce mondial les suivent de loin, Inde, Brésil, Chine, les ex-pays du bloc soviétique ont vite repris leurs parts, etc... Depuis le début de l'ère industrielle, avec le progrès apporté aux armes et le début de la mondialisation du commerce qui s'en est suivi par la capacité de transport des camions, la guerre est un état quasi-perpétuel permis par le commerce et la consommation des armements. b - Les marchands renchérissent : « No parking, no business » .

L'automobiliste veut arriver au plus vite et se garer le plus près possible de l'endroit où il a à faire. Il n'apparaît effectivement pas envisageable à un conducteur de parcourir à pied les premiers et les derniers mètres de sa destination s'il utilise son engin. Cette pratique a moins de 100 ans et ne concerne qu'un quart des habitants de la planète.

10 - a - Aucun pays ne peut résoudre cette équation : que chaque habitant en âge de conduire se déplace en automobile quand bon lui semble, puis la parque au plus près de sa destination ou résidence. b - Un fait inédit dans l'histoire de l'homme qui entraîne, du vivant d'une génération, des changements climatiques dus à son moyen de transport.

11 - a- Pour obtenir cette vitesse absolue ou d'accélération, toujours en augmentation, les fabricants d'automobiles utilisent les mêmes calculs de formes et de pénétration que les fabricants d'armes. Les formules pour l'énergie cinétique font intervenir le carré de la vitesse. b - Les employés publicitaires, les critiques et commentateurs journalistiques vantent toujours les sensations de conduite que procure telle ou telle voiture ou moto, en les personnifiant en

une suite valorisante : de père de famille (pépère et poussif) à sportif (jeune et moderne). c- Pour ses 100 ans, la FIA nous offre sur son site(http://www.fia.com) une superbe bannière avec plus de 50 images, toutes de voitures de course en pleine vitesse ou d'accidents de voitures de course.

12 - a- « On va croiser de plus en plus d'avions de chasse sur Terre », publicité Kawasaki, août 2004. b - « Dompter la bête », publicité pour des pneus, avec l'image d'une calandre de voiture transformée en gueule montrant les crocs.

13 - a - Des motards en colère, rebelles d'eux-mêmes, organisent des commandos de tronçonnage de dizaines de platanes de bord de route, ayant causé la mort de leurs copains. b - Pourquoi les municipalités, qu'elles soient de gauche, vertes, centristes ou de droite (Paris, Grenoble, Lyon, Saint-Etienne, etc.), coupent-elles des arbres pour installer des tramways ou des parkings ? Par ce que l'espace est conquis sur les trottoirs et les places au détriment des piétons au lieu d'être repris sur la route. Or, nous savons parfaitement que la seule manière d'endiguer la pression automobile, en ville ou en campagne, est de diminuer la surface qui lui est réservée. Tout aménagement augmentant l'espace réservé à l'automobile entraîne une augmentation de son utilisation. Les aménagements routiers sont d'une durée de 30 à 50 ans. Les élus d'aujourd'hui préparent ainsi des monuments qui seront obsolètes avant leur amortissement. Nos enfants pourront ainsi visiter de leur vivant des ruines neuves ! Lire le texte : « Pour des pistes bagnolables », par D. Cheynet,

(http://sansvoiture.free.fr/index.php?menu=textes&sousmenu=pistesbagnolables).

14 - Le Code de la route a pour but principal d'empêcher les conflits de trajectoire. On peut modéliser qu'une tonne d'automobile à 90km/hreprésente un tronçon de métal occupant seconde après seconde, et avant qu'il puisse être entièrement stoppé, les 500m3 (sur 2m de large et 2m de haut) devant lui ! Tout autre objet ou être vivant ne peut pas s'y trouver aussi sans conflit.

Une folie collective

Le Consensus par défaut

« Le simple fait de concevoir un changement dans un domaine donné, d'imaginer que les choses soient différentes de ce qu'elles sont, est déjà un progrès considérables par rapport à l'inconscience qui prévalait. » Alain Accardo (Le petit-bourgeois gentilhomme, 2003)

L'automobile est un fait indiscutable, et indiscuté, pour les libéraux et les altermondialistes

Dans le monde idéal de la croissance infinie des partisans du libéralisme économique et des lois du marché, les méchants capitalistes, tout le monde peut obtenir sa part, grâce à son travail productif et à la concurrence aiguisant les capacités de chacun. À terme, chaque adulte valide devra et pourra se procurer une automobile (et pourquoi pas deux... plus un hors-bord et un avion !). C'est la demande de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) : abolir toutes les barrières aux échanges et à la mobilité des biens et des services. Rien ne doit entraver le commerce. Les fabricants présentent une limite de marché, un seuil de motorisation, qui est une mesure du niveau de développement d'un pays : 650véhicules/1 000 habitants – légèrement dépassé aux Etats-Unis, et environ 500/1000 en Europe. Soit potentiellement 4 milliards d'automobiles en 2010 et plus de 6 milliards en 2050. En contrepartie, les altermondialistes, les gentils collectivistes, demandent que tous ces biens et services soient répartis équitablement entre tous, sans tenir compte de la capacité économique ou productive individuelle de chacun, en diminuant notamment le prix d'achat par la

suppression ou le contrôle du profit qu'ajoute le capitalisme. Les deux camps ne semble pas douter de la capacité de la planète à supporter 3, 4 ou 6 milliards d'automobiles (plus les hors-bord et les avions ...). Ils ne proposent pas a priori une limitation, basée sur la philosophie ou l'idéologie de leur vision de la société. Ils ne proposent pas non plus de solution nouvelle, après une mise à niveau de tout le réseau routier mondial au standard des pays riches, pour empêcher le nombre de tués de rester structurellement à 1/10 000h, soit 1 million/an. Ils n'indiquent pas d'où proviendra le carburant (« On trouvera bien ») et où seront rejetées les pollutions, directes par émissions ou captives par filtrage, dues à la combustion (« La technologie y pourvoira »). Les représentants de ces deux camps parcourent la planète, qui en avions, qui en automobiles, pour nous présenter leurs thèses ou combattre celles de l'adversaire.

Diminuer la nuisance, un double paradoxe

En 2004, en France, voici le retour de la « chasse au gaspi », célèbre campagne gouvernementale du milieux des années 1970, due aux chocs pétroliers. Alors que se pose dans le reste du monde le problème de l'espace, des ressources non renouvelables, de l'accès à l'eau pour tous, les radios d'Etat claironnent des messages pour donner mauvaise conscience aux enfants ou pour que ceux-ci fassent la leçon à leurs parents qui laisseraient couler l'eau du robinet en se lavant les dents et qui n'éteindraient pas une lumière au sortir d'une pièce. Il faut un état de sécheresse extrême pour que les autorités recommandent de ne pas « laver sa voiture » ou des taux de pollution record dus... aux déjections automobiles pour proposer de rouler « plus lentement ». Des municipalités vont même jusqu'à supprimer le paiement du parking résidentiel. C'est le double paradoxe de l'incompétence et de la bêtise :

1- Celle des élus, car si ces mesures sont profitables à l'environnement, pourquoi attendre qu'il soit en danger pour l'appliquer ?

2- Celle des propriétaires de voiture en ville : ne pas pouvoir se servir d'un engin à cause de l'utilisation trop importante de ces engins et en être réduit à prendre les transports collectifs que la possession de l'engin visait à éviter !

Le carburant n'est qu'une partie du problème

On remarquera que dans les dix objections, le carburant, le pétrole, ne tient pas une place prépondérante bien qu'il prenne toute la place due à l'actualité de son règne finissant. Mais avec tout autre produit, gaz, air comprimé, hydrogène, électricité nucléaire, éolienne ou hydraulique, huile de tournesol verte, huile de friture récupérée ou distillat de jus de betteraves bio, les neuf autres objections et la finitude de la planète sont toujours là. Quel qu'il soit, il n'est pas possible, selon les lois de la thermodynamique, d'extraire plus d'énergie d'un carburant qu'il n'en a fallu, avec le facteur temps à prendre en compte, pour qu'il acquière un potentiel utilisable. La seule énergie indéfiniment renouvelable provient des rayons solaires; elle est difficilement stockable comme énergie embarquée. Les carburants fossiles concentrés par le temps, la chaleur et la pression nés des mouvements géologiques, ne sont pas renouvelables (dans les temps humains), et s'ils sont tirés d'une matière abondante quasi illimitée nécessitant une concentration la rendant utilisable, avec de la chaleur et de la pression demandant de l'énergie, on comprend aisément que ce n'est pas une solution.

C'est tout le problème d'une folie collective. Une idée qui s'empare d'une foule devient une vérité. Mais on ne peut pas mesurer une folie de l'intérieur. Il faut d'abord accepter le caractère aliénant, inéquitable et insoutenable, cruel et massacreur de vies, destructeur de socialisation et de sens qu'est l'automobile individuelle pour oser s'en extraire, prendre un vélo et marcher à pied le long des rues et des routes, pour se poser cette question : « Mais, comment en sommes nous arrivés là ? »

Conclusion

Ce ne sont pas seulement les autres, ce conducteur (riche ou pauvre, jeune ou vieux, homme ou femme), énervé au sortir de l'embouteillage et qui frôle dangereusement cette petite fille à vélo dans la montée vers un camping de l'Ardèche, l'insultant au passage : « Hé, vas-y, bouge ton cul, la g(r)osse », ou qui écrase sur la Corniche ce cycliste âgé, écrivain connu ; celui qui essaye la puissance de son nouvel engin, voiture ou moto, et ratera/ratera-pas le virage derrière lequel progresse une colonie de vacances, « marche-d'un-bon-pas-ne-faibli-pas-la-route-est-ta-meilleure-amie-mon-gars » ; ou ces parents pressés d'aller à la mer, entassant toute la petite famille dans une bétaillère-à-catho et qui accélèrent encore plus parce qu'il pleut ; cette infirmière libérale, « je soigne les autres », compressant cinq actes d'un quart d'heure dans une heure, ce boulanger, ce maçon, ce livreur, ce postier et ce chauffeur d'un 26 tonnes chargé de goudron brûlant, qui foncent, rentabilité ou simple habitude, en campagne ou en pleine ville et jusque dans les aires piétonnes, avec ce grand cri de ralliement : « moi, j'travaille ».

Et nous tous qui faisons l'impasse sur notre faible vue, notre âge, notre état de fatigue ou d'ébriété. C'est nous derrière le volant de notre automobile.

Pistes pour un développement durable de l'automobile

(Les partisans des groupes « Pour un monde sans voiture », www.worldcarfree.net, peuvent sauter ce dernier chapitre).

Envisageons quelques mesures pour tenter de rendre l'utilisation de l'automobile individuelle soutenable et équitable autant pour l'environnement et les habitants d'aujourd'hui que, selon la formule du rapport Bruntland, pour les générations futures. Le premier obstacle, de taille, serait de lui ôter son caractère de propriété privée individuelle. On mesure là, déjà, le problème politique et social à régler. Mettons ce " détail " de côté et explorons les caractéristiques techniques qui peuvent être modifiés car n'apportant pas, statistiquement (c'est-à-dire en moyenne pour le plus grand nombre et dans l'usage actuel), d'avantages à l' " objet " par rapport au service rendu ou prétendu : transporter des biens et des personnes sans effort (nous nous plaçons là dans une vision pratique, objective, c'est-à-dire ni pour ni contre, autant que cela soit possible).

- Empêcher par construction la vitesse de dépasser 36km/heure (vitesse correspondant environ à la vitesse maximale atteinte par l'homme en courant, elle est déjà supérieure à la vitesse commerciale constatée dans toutes les agglomérations urbaines, autant pour les déplacements personnels que pour les livraisons) ;

- Diminuer la masse de l'engin (tendre à un rapport « poids de l'engin = 2 fois le poids transporté ») ;

- L'entourer d'une protection molle, de façon à ce que tout choc avec du vivant (hommes ou animaux) ne génère pas plus de dégâts que celui de deux personnes se tamponnant en courant ;

- Recourir à une motorisation utilisant une source d'énergie renouvelable et qui ne génère aucune pollution (chimique, sonore ou thermique) ;

- Rendre tout le périmètre de l'engin, côté et arrière compris, visible par son conducteur, jusqu'au ras du sol ;

- Ôter à sa forme les caractéristiques anthropomorphiques ou animales (yeux/phares, bouche/calandre) qui laissent à penser, aux enfants notamment, que l'engin,

incompréhensiblement nommé automobile, voit et agit par lui-même, alors qu'il est inerte, sans les commandes d'un conducteur;

- Empêcher le démarrage de l'engin si au moins deux personnes ne l'occupent pas ;

Dans la partie réglementaire de l'usage :

- Supprimer le droit de priorité, réservé exclusivement pour les véhicules de service collectif en mission ;

- Remplacer le Code de la route par les règles actuelles du déplacement à pied : on ne s'avance pas sans voir et quand on a un doute sur la trajectoire, on s'arrête, on laisse passer, et l'on repart après, en cas de file se croisant, c'est chacun son tour, etc. ;

- Interdire le dépassement ;

- Interdire l'usage des avertisseurs sonores qui seraient plus bruyant que les clochettes de tramway ;

- Mettre à sens unique les voies de transit hors agglomération et rendre infranchissable leur séparation ;

- Partager les routes actuelles en autant de voies nécessaires à l'usage privé, au transport des marchandises, au transport collectif, et aux modes « doux » à roulette sans moteur ;

- Supprimer dès l'entrée dans les agglomérations ces voies réservées (l'espace public destiné aux déplacements se partage) ;

- Interdire en agglomération la livraison par les véhicules lourds ;

- Supprimer tout parking en ville, résident ou visiteur, (instaurer des horaires et des aires d'arrêt pour le chargement et le déchargement des véhicules collectifs, tous les 20/30 mètres) ;

- Supprimer le remboursement des déplacements professionnels par véhicule individuel, rembourser le coût des transports doux (vélos, rollers, etc.), imposer les solutions de transport collectif ;

- Supprimer dans les enceintes des établissements d'enseignements le « droit » de parking des professeurs et personnels (sauf personnels de secours, de santé et de sécurité) afin de rendre l'espace aux élèves et étudiants;

- Installer des espace abrités pour les bicyclettes ;

- Autoriser tout habitant à échanger son ³ droit² de parking, public ou privé, en ville contre la même surface pour cultiver un jardin ;

Si l'industrie et les usagers de l'automobile individuelle peuvent intégrer ces quelques mesures et réglementations, elle pourrait démontrer son utilité dans certains cas.

Un facteur 100 de division du parc serait un minimum pour envisager sa soutenabilité (en supposant résolu par ailleurs les problèmes de motorisation : silence, utilisation de carburants renouvelables et non polluant

La croissance n'existe pas

Tous les jours, dans la presse écrite, à la radio, je n'ai pas de télévision, puis dans les débats, nous pouvons entendre les journalistes, les économistes, les politiques et ceux qui les singent nous parler de la croissance.

Pourtant pouvons nous vraiment comprendre de quoi nous parlons ? Imaginons les services météorologiques ressasser constamment une information qui ressemblerait à : "l'augmentation aujourd'hui est faible. L'augmentation prévue demain sera forte. Le manque d'augmentation que nous avions prévu a entraîné une augmentation.".

Cet exemple est, bien sûr, c'est son but, parfaitement incompréhensible. Il manque de nommer ce qui fait l'objet de l' augmentation : la quantité d'ensoleillement ? de pluie ? de vent ?

Voilà pourquoi tout « communicant » de l'économie peut impunément dire tout et son contraire. En ayant chosifié la qualification d'une mesure sans nommer la chose mesurée ! Le mot de croissance devient une incantation, une "naturalisation".

Pourquoi ne nommons-nous pas l'objet de l'augmentation, le PIB ? Parce ce que le Produit Intérieur Brut est une aberration, selon les économistes. Ces gens là sont prompts à vous faire la leçon. Déjà en 1976, dans une revue théorique "la NEF", des "Objecteurs de croissance" se nommant, ne rigolez pas, Jacques Attali, Michel Rocard, Jean-Pierre Chevènement, entre autres, faisant écho aux propos du M.I.T, de Sico Manscholt ou encore de Bertrand de Jouvenel, par exemple, nous en expliquaient l'incohérence et le côté burlesque.

C'est ainsi devenue une "tarte à la crème" de démontrer, un exemple au hasard, qu'une augmentation des accidents de voiture fait croître le PIB.

Idem avec la "production" de pétrole, volé à la collectivité humaine à venir, exploité dans de nombreux cas dans des conditions barbares et au mépris des populations locales et survalorisé dans les économies des pays industrialisés. Plus le vol est important, plus les dégâts qui s'ensuivent sont lourds et irréversibles, puis le PIB croît ! Il croîtra d'autant plus si au nom du "développement durable" on prétend "réparer" les dégâts plutôt que de mettre fin à la spoliation et au pillage.

L'information deviendrait donc : "aujourd'hui le produit intérieur brut va augmenter, grâce à un plus grand nombre d' accidents de voitures, plus de morts et surtout plus de blessés très graves qui nécessiteront des soins longs et coûteux, et grâce au gouvernement Birman qui a donné tous les pouvoirs à son armée pour permettre d'extraire plus de pétrole.".

Ou encore : "Le gouvernement de droite va prélever chez les contribuables, tous les contribuables, même ceux qui n'ont pas de voiture, des sommes qui vont être reversées aux utilisateurs de voitures pour leur permettre de continuer à brûler une ressource unique et précieuse qui pollue et tue, en achetant encore plus de voitures. L'opposition de gauche demande que le gouvernement reverse plus car cette mesure sera bénéfique pour l'augmentation du produit intérieur brut."

Il est nécessaire que celles et ceux qui entendent apporter un changement à cet état du monde cessent de participer à cette naturalisation et remplace le mot croissance par ce qu'il masque de fait : "l'augmentation du produit intérieur brut", un indicateur frelaté, inconsistant et nuisible, valorisant la misère du monde et la destruction de la planète.

L'augmentation du produit intérieur brut des pays industrialisés est une charge insoutenable pour l'humanité. En économie, diminuer une charge est un gain.

Bruno Clémentin, septembre 2005.

"Le développement durable ? Un concept toxique !"

[Bruno Clémentin]

Un artiste-activiste-chercheur roule (à bicyclette) pour la "décroissance soutenable"

http://www.transfert.net/Le-developpement-durable-Un

Bruno Clémentin est membre du collectif Casseurs de pub et cofondateur de l'Institut d'études économiques et sociales pour la décroissance soutenable (IEESDS). Pour lui, la notion de développement durable est un dangereux leurre. Elle laisserait croire que nous pouvons maintenir notre niveau de vie alors que les ressources de la planète s'épuisent. Pour sauver l'humanité, une seule solution : consommer moins.

Les ressources de la Terre en énergies fossiles sont limitées. Selon vous, à quelle échéance la Terre sera-t-elle victime d'une pénurie énergétique ?

La plupart des grands groupes pétroliers parlent d'un épuisement des ressources prouvées en pétrole d'ici à une cinquantaine d'années. Mais pour beaucoup, la crise a déjà commencé. On peut considérer le conflit en Irak comme un signe du début de cette crise, avec la volonté dévastatrice des Américains d'avoir la haute main sur l'exploitation du pétrole du Golfe persique. Les grandes institutions internationales (ONU, Banque Mondiale, Pnud, etc) ne peuvent continuer à encourager des programmes de développements dits "durables" qui font appel à une ressource non renouvelable, le pétrole, qui ne suffira peut-être même pas à couvrir les besoins des pays industrialisés dans les décennies à venir.

Qu'est-ce que la "décroissance soutenable" ?

Il s'agit de passer d'un modèle économique et social fondé sur l'expansion permanente à une civilisation "sobre", dont l'organisation a intégré la finitude de la planète. Aujourd'hui, 20% de l'humanité consomment 80% des ressources naturelles. Ces 20% ont adopté un mode de vie tout à fait inacceptable pour la biosphère, qu'il est impossible de généraliser aux 80% restants. Pour parvenir une civilisation "sobre", c'est-à-dire viable, les pays riches devraient s'engager dans une réduction drastique de leur production et de leur consommation.

Pourquoi rejetez-vous l'idée du "développement durable", un concept qui fait pourtant l'objet d'un très large consensus aujourd'hui ?

Ce consensus est en lui-même suspect, puisque tout le monde s'en réclame, aussi bien les Verts que les dirigeants de TotalFinaElf. Le problème, c'est que le terme de "développement" est presque toujours entendu dans le sens d'un "développement économique". Cette interprétation est toxique. L'idée consiste à donner bonne conscience aux 20% de la population mondiale qui accaparent l'essentiel de l'énergie disponible sur Terre et ne voient pas pourquoi ils ne pourraient pas consommer encore plus. Pour les pays industrialisés, parler de développement durable revient à dire : *"Il n'y a rien de mal à continuer à s'enrichir puisque cela fera toujours quelques miettes en plus pour les 80% restants de l'humanité."*

La croissance de la production et des richesses restent les piliers de toute politique économique aujourd'hui. Croyez-vous que l'idéologie que vous défendez ait la moindre chance de s'imposer d'elle-même aux citoyens et aux décideurs politiques et économiques ?

A l'aune du passé des sociétés humaines, je réponds non. Mais jusqu'ici, jamais aucune société ne s'est retrouvée confrontée à la finitude du monde. Nul ne peut connaître à l'avance les capacités d'adaptation de l'esprit humain.

Vous voudriez que des peuples entiers fassent l'exact opposé de ce qu'ils cherchent à faire depuis des siècles. L'accroissement des richesses n'est-il pas un moteur de l'avancée des civilisations ?

C'est peut-être vrai pour les civilisations qui ont fait l'Histoire, c'est-à-dire celles qui ont gagné les batailles. Mais ce n'est pas vrai pour tous les peuples. Je pense en particulier à ceux qui se retrouvés à vivre dans les régions les plus pauvres géologiquement et géographiquement.

Comment organiser la décroissance, c'est-à-dire l'appauvrissement d'un pays, sans recourir à un régime politique autoritaire ?

Bien sûr, la décroissance implique un *prima* du politique sur l'économique. Mais imposer la décroissance d'en haut n'a évidemment pas de sens. Une large prise de conscience des menaces de la croissance est un préalable indispensable. L'intérêt égoïste de chacun devra bien un jour s'effacer devant le risque que nous disparaissions en tant qu'espèce.

Comment garantir la subsistance de chacun dans une économie qui, chaque année, s'appauvrit, et donc crée du chômage ?

En se débarrassant des secteurs économiques superflus et nocifs pour la planète, puis en réorientant les richesses ainsi libérées vers des activités réellement utiles. Prenons l'exemple de l'automobile, l'un des principaux responsables du réchauffement climatique. Il y a 15 millions de voitures en France. Seule une fraction minime de ce parc sert directement à produire des richesses (on peut penser aux VRP, aux livreurs, etc.). Imaginons que tous ceux pour qui la voiture ne représente pas une valeur économique directe, c'est-à-dire l'immense majorité des automobilistes, se mettent à se déplacer à pied, en vélo ou en train. Evidemment, des milliers de personnes travaillant dans l'industrie automobile ou l'industrie pétrolière se retrouveraient privées d'emploi. Mais tous les ex-automobilistes pourraient très bien utiliser l'argent qu'ils ne dépensent plus dans leur voiture pour payer ceux qui se retrouvent au chômage à faire autre chose : travailler dans la santé, l'enseignement, les loisirs, et bien d'autres choses encore. D'après l'Insee, chaque voiture coûte en moyenne 530 euros par mois à son propriétaire : cela ouvre quelques perspectives intéressantes, non ? La décroissance n'est pas la récession.

Vous proposez donc une société de petits artisans et de "travailleurs sociaux" roulant à bicyclette ?

C'est un peu ça... Nous croyons qu'il faut relocaliser l'économie, c'est-à-dire se remettre à produire à l'endroit où l'on consomme. Fabriquer des chaussures à un endroit pour ensuite leur faire parcourir la moitié du globe n'est qu'un gaspillage d'énergie. Cela n'a pas de sens, si ce n'est du point de vue des actionnaires des multinationales.

Pratiquez-vous la décroissance soutenable ?

Jusqu'à un certain point. J'ai toujours refusé d'être un salarié dans une grande société (je viens du monde du spectacle). Je n'ai pas de voiture non plus. Depuis l'âge de 25 ans, j'ai toujours été pauvre au regard des critères sociaux dominants. Je me suis aperçu que l'on peut vivre très bien avec peu. La seule différence, c'est que je suis incapable de produire les preuves matérielles qui permettent d'habitude de classer socialement les gens.

Finalement, la décroissance est moins un concept économique qu'une philosophie de vie ?

Le renoncement à certains biens matériels peut bien sûr avoir une dimension spirituelle. Mais la décroissance ne signifie pas renoncer à la société des hommes, bien au contraire. Il

faut qu'on arrive à vivre dans une société faite pour les êtres humains. Ce n'est pas la possession des biens qui fait l'essentiel, c'est l'échange, l'échange en général et pas avant tout celui des marchandises.

Matthieu Auzanneau



Bruno Clémentin

La « décroissance » :
renaissance d'un concept révolutionnaire

Matthieu Auzanneau

Origine : http://www.transfert.net/a9387

Nos vies sont de plus en plus régies par les nouvelles technologies, dont l'influence se fait sentir d'un point de vue tant scientifique et économique que politique, social et culturel. Alors que la profession de journaliste internet est sinistrée et que la quasi- totalité des rubriques "multimédia" ont disparu des journaux, nous pensons que l'internet ne se résume pas au consumérisme des pages "high tech". Au contraire, le sujet mérite, selon nous, un traitement journalistique de toutes ses implications. Transfert entend proposer une veille complémentaire du contenu des grandes agences de presse et des sites spécialisés.

La « décroissance » : renaissance d'un concept révolutionnaire

Cet article fait partie d'un dossier consacré à «l'impasse énergétique» et a été publié le 6/10/2003

Les "objecteurs de croissance" pourraient apporter la théorie économique qui manque aux alter mondialistes

Le premier colloque français sur la "décroissance" se tenait les 26 et 27 septembre derniers à Lyon. L'idée de la décroissance date du début des années soixante-dix, une vingtaine d'années avant l'émergence du "développement durable". Il s'agit d'une critique radicale du principe de l'augmentation constante du revenu global, autrement dit la croissance du PIB, sur laquelle est fondé tout l'ordre économique actuel. L'argument central de cette critique: toutes les matières premières et toutes les énergies consommées aujourd'hui sont perdues pour les générations futures. Les pays riches doivent donc consommer beaucoup moins afin de préserver durablement le bien-être sur Terre. A l'heure où l'on parle plus que jamais de réchauffement climatique, de pénurie d'hydrocarbures et de destruction de la biodiversité, la thèse de la décroissance retrouve des adeptes, après plus d'un quart de siècle de léthargie. Bien qu'encore lacunaire et parfois contradictoire, elle incarne pour certains la théorie économique globale qui fait pour l'instant défaut au mouvement altermondialiste.

Réunis par des membres du collectif Casseurs de pub et de la revue écologiste Silence, quelque 200 "objecteurs de croissance" ont tenu colloque à Lyon pendant deux jours. Ils ont parlé de concepts comme l'"innovation frugale", dans le décor rococo d'une salle d'honneur parée de feuilles d'or de l'hôtel de ville de Lyon, symbole de l'opulence de la capitale des Gaules.

Les racines de la "bioéconomie"

Les débats étaient animés par la poignée d'universitaires français et italiens héritiers de l'économiste roumain Nicholas Georgescu-Roegen, mort en 1994 dans une indifférence quasi totale. Georgescu-Roegen est l'inventeur de la "bioéconomie", une théorie qui ajoute à l'analyse économique un paramètre toujours ignoré jusque-là: la finitude des ressources offertes par la nature. Silvana De Gleria, une ancienne élève de Roegen, explique: "Du libéralisme au socialisme soviétique, les penseurs de l'économie classique travaillent à partir de l'image fausse d'un 'circuit économique' clos. L'activité économique n'est pas un manège, dans lequel tout recommence toujours à l'identique. C'est au contraire un processus destructeur de matière."

L’économiste Serge Latouche, principal thuriféraire de la décroissance en France, affirme que l’approche classique de l’économie ne sait pas intégrer l’évolution temporelle. "Elle exclut de son raisonnement tous ceux qui disent ’J’ai besoin de tel produit’ tout en étant incapables de lui fixer un prix. C’est-à-dire les pauvres et... les générations futures!", s’exclame le professeur d’économie qui enseigne à l’université Paris-Sud.

L’analyse de Roegen a pour point de départ la fameuse loi de "l’entropie", découverte en 1824 par Sadi Carnot. Une grande partie de l’énergie mécanique utilisée par l’industrie se transforme en chaleur. Or cette énergie calorique se dissipe et ne peut jamais redevenir une énergie mécanique. L’entropie décrit un processus irréversible. Toute énergie consommée par les machines (Roegen parle d’"organes exosomatiques") finit par disparaître et ne pourra plus jamais servir à nouveau. Ce qui veut dire que les ressources énergétiques de la Terre sont un capital limité. Plus l’on puise dedans, plus la fin de l’histoire moderne se rapproche. Un instant emporté par l’élan messianique omniprésent au cours du colloque, le politologue suisse Jacques Grinevald lâche: "C’est la chaleur qui a fait fondre les tours du World Trade Center"...

La décroissance a le vent en poupe dans les milieux écologistes et altermondialistes. Un militant d’Attac venu assister au colloque remarque: "La décroissance, c’est l’intuition que les lois de l’économie ne peuvent pas être radicalement différentes des lois de la nature. Après l’effondrement du marxisme, la bioéconomie peut être la théorie économique globale qui manque aujourd’hui aux nouveaux militants de gauche."

Si tous les habitants de la Terre devaient s’aligner sur le niveau actuel de consommation des pays développés, il faudrait entre trois et sept planètes supplémentaires pour couvrir nos besoins en matières premières. Ce constat, qui fait désormais l’objet d’un large consensus, est le meilleur argument des "objecteurs de croissance." Pour eux, la solution est simple: les citoyens des pays développés doivent "déconsommer."

Serge Latouche affirme: "La croissance économique est l’alpha et l’omega de toutes les politiques économiques actuelles. Elle représente un bénéfice illusoire pour des sociétés de plus en plus malades de leurs richesses. Dans les pays développés, la dégradation de l’air, de l’eau et de la nourriture ne cesse d’augmenter: respirer, boire et manger y sont devenus les principales sources de mortalité!"

Mais comment distinguer la décroissance d’une récession, synonyme de chômage et de paupérisation? "La récession, c’est un simple défaut de croissance, explique Jacques Grinevald, tandis que la décroissance correspond à une modification des conditions et des règles du développement."

Mort au consumérisme

Pour "décroître", poursuit Serge Latouche, il faut commencer par supprimer tous les coûts économiques "absurdes": "Par exemple, de nombreux déplacements sont inutiles. Il faut aussi s’attaquer à la publicité et au consumérisme effréné qui font qu’un ordinateur ou une voiture se démodent au bout de deux ou trois ans."

Un cas est fréquemment pointé du doigt: les échanges agricoles internationaux. Pour Pierre Rabhi, l’une des figures de l’écologie française depuis quarante ans, "faire parcourir la moitié de la planète à des moutons est aberrant." La "relocalisation de la production" est l’un des thèmes centraux de la bioéconomie. Rabhi insiste: "Il faut que nous nous remettions à produire au plus près des lieux de consommation, à la fois pour économiser l’énergie et pour permettre un développement harmonieux de nos sociétés."

Les "objecteurs de croissance" se posent en concurrents du "développement durable", un concept dont ils ne manquent jamais de relever les paradoxes. Ils reconnaissent par exemple la pertinence de l'éco-conception (c'est-à-dire la réduction au minimum des coûts environnementaux de chaque produit). Mais ils remarquent que depuis 30 ans, l'amélioration constante du rendement énergétique de la voiture, de l'avion ou des appareils électroménagers a eu pour effet de doper le volume global de leur consommation. On assiste à une sorte "d'effet rebond": une voiture qui consomme 3 litres au cent au lieu de 15 incite à parcourir plus de kilomètres et donc à utiliser plus d'essence au final. Serge Latouche: "Le développement durable est un concept toxique qui conduit à réduire la matière première nécessaire à chaque produit pour mieux augmenter le coût environnemental total de l'économie."

Parmi les mots d'ordre les plus applaudis au cours du colloque, il y a celui de Pierre Latouche: **"Il faut décoloniser notre imaginaire envahi par l'idéologie de la croissance et du profit."**

L'économiste argumente: "C'est parce qu'ils sont incapables de décoloniser leur imaginaire que le Parti socialiste français et tous les mouvements politiques 'sociaux-démocrates' sont condamnés à faire du libéralisme social." Un triptyque proposé par l'économiste italienne Sylvana de Gleria reçoit également un accueil enthousiaste: "Le modèle de la décroissance nécessite conscience, coopération et modération."

2 heures de travail par jour

La théorie de décroissance est encore pleine de lacunes et parfois de contradictions. Pour l'instant, elle n'est animée que par une poignée de professeurs italiens, suisses, français et espagnols décriés au sein de leurs universités. Certains, comme le penseur iconoclaste Jacques Grinevald (qui enseigne à l'université de Genève) luttent en permanence pour éviter d'être mis au placard. Ces leaders des "objecteurs de croissance" sont des macro-économistes et des théoriciens. Pas d'urbanistes, ni de sociologues spécialistes du travail, ni encore moins de politiciens dans leurs rangs.

L'absence de validation pratique de l'approche de la décroissance conduit souvent les orateurs dans un flou artistique. Serge Latouche, par exemple, affirme qu'une réduction "féroce du temps de travail" est nécessaire: "Pas plus de deux heures par jour", réclame-t-il. Il se prononce en même temps contre l'énergie nucléaire, sans prendre la peine d'expliquer comment préserver le fonctionnement de quelques infrastructures vitales (distribution d'eau, chauffage, alimentation, etc.) en ne travaillant quasiment plus et en supprimant de plus la source d'énergie qui réclame le moins de main-d'oeuvre à quantité égale d'électricité produite.

Le problème délicat de la rémunération du travail dans une société travaillant très peu est à peine évoqué par les "objecteurs de croissance". De manière générale, la question de la redistribution des richesses demeure en suspens. Certains affirment que le marché doit continuer à jouer son rôle de confrontation de l'offre et de la demande, d'autres se prononcent en faveur de la suppression de la monnaie et souhaitent emprunter le vieux chemin du socialisme distributiste.

Les "objecteurs de croissance" soulignent tous l'urgence de la situation face à l'imminence d'une "catastrophe environnementale planétaire". Pourtant, afin de franchir le pas de la décroissance, la plupart compte sur une "révolution dans la conscience des citoyens", qui prendra forcément du temps.

Quelle révolution?

Les partisans de la décroissance sont des libertaires convaincus, qui rêvent de "micro-sociétés autonomes connectées entre elles". Jacques Grinevald renâcle à se pencher sur la question du passage à une économie de décroissance. Il botte en touche: "Nous ne sommes ni des révolutionnaires, ni des utopistes." Pourtant, pour mettre en place la vision de l'intérêt général imaginée par les théoriciens de la décroissance, "de nouvelles institutions politiques de redistribution sont nécessaires", souligne l'économiste italien Mauro Bonaiuti. Les conditions d'exercice de cette nouvelle forme de coercition du politique sur l'économie ne sont pas débattues, ni la place accordée à la liberté d'entreprendre.

La décroissance est une idéologie en devenir. Pour qu'elle se développe, Serge Latouche compte sur "la pédagogie des catastrophes". Il affirme: "Les catastrophes sont notre seule source d'espoir, car je suis absolument confiant dans la capacité de la société de croissance à créer des catastrophes."

En attendant, et malgré ce qu'en disent les "objecteurs de croissance", la société de décroissance reste encore dans le domaine de l'utopie. Invitée à apporter un éclairage concret sur le type d'organisation auquel la décroissance pourrait donner lieu, Marie-Andrée Bremont, une représentante du vénérable mouvement communautaire anti-technologique de l'Arche prend la parole à la fin des deux jours de colloque. Avec un débit lent, qui contraste par rapport à l'emphase des orateurs qui l'ont précédé à l'estrade, la responsable de l'Arche décrit sa vie quotidienne. Elle dit: "A part cela, que fait-on de notre temps libre au sein de la communauté?" Silence. Marie-Andrée Bremont ne prend pas la peine de répondre à sa propre question. Un peu plus tard, elle précise tout de même: "Notre principale activité consiste à cultiver la gratuité relationnelle." L'envie se lit sur de nombreux visages dans l'auditoire.

Pour s'informer :

Le site de l'Institut d'études économiques et sociales pour la décroissance soutenable (émanation de "Casseurs de pub"): http://www.decroissance.org

Le site du collectif Casseurs de pub: http://www.antipub.net/cdp/

La revue "Silence": http://www.revuesilence.net/

"Le développement durable? Un concept toxique", interview de Bruno Clémentin, responsable de l'IEESDS (Transfert): http://www.transfert.net/a8573

"L'impasse énergétique", dossier (Transfert.net) http://www.transfert.net/d51

Autre page avec des liens http://fsl33.apinc.org/article.php?id_article=38f

---

10 conseils pour entrer en résistance par la décroissance

Par Casseurs de Pub

1 - Se libérer de la télévision

Pour rentrer dans la décroissance, la première étape est de prendre conscience de son conditionnement. Le vecteur majeur de ce conditionnement est la télévision. Notre premier choix sera de s'en libérer. Comme la société de consommation réduit l'humain à sa dimension économique — consommateur —, la télévision réduit l'information à sa surface, l'image. Média de la passivité, donc de la soumission, elle ne cesse de régresser l'individu. Par nature, la télévision exige la rapidité, elle ne supporte pas les discours de fond. La télévision est polluante dans sa production, dans son usage puis comme déchet. Nous lui préférerons notre vie intérieure, la création, apprendre à jouer de la musique, faire et regarder des spectacles vivants...

Pour nous informer nous avons le choix : la radio (sans pub), la lecture (sans pub), le théâtre, le cinéma (sans pub), les rencontres, etc.

2 - Se libérer de l'automobile

Plus qu'un objet, l'automobile est le symbole de la société de consommation. Réservée aux 20 % les plus riches des habitants de la Terre, elle conduit inexorablement au suicide écologique par épuisement des ressources naturelles (nécessaires à sa production) ou par ses pollutions multiples qui, entre autres, engendre la montée de l'effet de serre. L'automobile provoque des guerres pour le pétrole dont la dernière en date est le conflit irakien. L'automobile a aussi pour conséquence une guerre sociale qui conduit à un mort toutes les heures rien qu'en France. L'automobile est un des fléaux écologique et social de notre temps. Nous lui préférerons : le refus de l'hypermobilité, la volonté d'habiter près de son lieu de travail, la marche à pied, la bicyclette, le train, les transports en commun.

3 - Refuser de prendre l'avion

Refuser de prendre l'avion, c'est d'abord rompre avec l'idéologie dominante qui considère comme un droit inaliénable l'utilisation de ce mode de transport. Pourtant, moins de 10 % des humains ont déjà pris l'avion. Moins de 1% l'emprunte tous les ans. Ces 1 %, la classe dominante, sont les riches des pays riches. Ce sont eux qui détiennent les médias et fixent les normes sociales. L'avion est le mode de transport le plus polluant par personne transportée.

Du fait de sa grande vitesse, il artificialise notre rapport à la distance.

Nous préférerons aller moins loin, mais mieux, à pied, en roulotte à cheval, à bicyclette ou en train, en bateau à voile, avec tous les véhicules sans moteur.

4 - Se libérer du téléphone portable

Le système engendre des besoins qui deviennent des dépendances. Ce qui est artificiel devient naturel. Comme nombre d'objets de la société de consommation, le téléphone est un faux besoin créé artificiellement par la pub. “ Avec le mobile, vous êtes mobilisable à tout instant ”. Avec le portable nous jetterons donc les fours micro-onde, les tondeuses à gazon et tous les objets inutiles de la société de consommation.

Nous préférerons au portable le téléphone, le courrier, la parole, mais surtout, nous tacherons d’exister par nous-même au lieu de chercher à combler un vide existentiel avec des objets.

5 - Boycotter la grande distribution

La grande distribution est indissociable de l’automobile. Elle déshumanise le travail, elle pollue et défigure les pourtours des villes, elle tue les centres-ville, elle favorise l’agriculture intensive, elle centralise le capital, etc. La liste des fléaux qu’elle représente est trop longue pour être énumérée ici.

Nous lui préférerons : avant tout moins consommer, l’autoproduction alimentaire (potager)puis les commerces de proximité, les marchés, les coopératives, l’artisanat. Cela nous conduira aussi à consommer moins ou à refuser les produits manufacturés.

6 - Manger peu de viande

Ou mieux, manger végétarien. La condition réservée aux animaux d’élevage révèle la barbarie technoscientifique de notre civilisation. L’alimentation carnée est aussi une grave problématique écologique. Mieux vaut manger directement des céréales plutôt que d’utiliser des terres agricoles pour nourrir des animaux destinés à l’abattoir. Manger végétarien ou manger moins de viande doit aussi déboucher sur une meilleure hygiène alimentaire, moins riche en calories.

7 - Consommer local

Quand on achète une banane antillaise, on consomme aussi le pétrole nécessaire à son acheminement vers nos pays riches. Produire et consommer local est une des conditions majeures pour rentrer dans la décroissance, non dans un sens égoïste, bien sûr, mais au contraire pour que chaque peuple retrouve sa capacité à s’autosuffire. Par exemple, quand un paysan africain cultive des fèves de cacao pour enrichir quelques dirigeants corrompus, il ne cultive pas de quoi se nourrir et nourrir sa communauté.

8 - Se politiser

La société de consommation nous laisse le choix : entre Pepsi-Cola et Coca-Cola ou entre le café Carte noire et le café “ équitable ” Max Havelaar. Elle nous laisse le choix de consommateurs. Le marché n’est ni de droite, ni du centre, ni de gauche : il impose sa dictature financière en ayant pour objectif de refuser tout débat contradictoire et tout conflit d’idée. La réalité serait l’économie : aux humains de s’y soumettre. Ce totalitarisme est paradoxalement imposé au nom de la liberté de consommer. Le statut de consommateur est considéré comme supérieur à celui d’humain.

Nous préférerons nous politiser, comme personne, dans les associations, les partis, pour combattre la dictature des firmes. La démocratie exige une conquête permanente. Elle se meurt quand est elle abandonnée par ses citoyens. Il est aujourd’hui temps de lui insuffler les idées de la décroissance.

9 - Développement personnel

La société de consommation a besoin de consommateurs serviles et soumis qui ne désirent plus être des humains à part entière. Ceux-ci ne peuvent alors tenir que grâce à l'abrutissement, par exemple, devant la télévision, les “ loisirs ” ou la consommation de neuroleptiques (Proxac...).

Au contraire, la décroissance économique a pour condition un épanouissement social et humain. S'enrichir en développant sa vie intérieure. Privilégier la qualité de la relation à soi et aux autres au détriment de la volonté de posséder des objets qui vous posséderont à leur tour. Chercher à vivre en paix, en harmonie avec la nature, à ne pas céder à sa propre violence, voilà la vraie force.

10 – Cohérence

Les idées sont faites pour être vécues. Si nous ne sommes pas capables de les mettre en pratique, elles n'auront pour seules fonctions que de faire vibrer notre ego. Nous sommes tous dans le compromis, mais nous cherchons à tendre à plus de cohérence. C'est le gage de la crédibilité de nos discours. Changeons et le monde changera.

Cette liste n'est bien sûr pas exhaustive. A vous de la compléter. Mais si nous ne cherchons pas à tendre vers cette recherche de cohérence, nous serons réduit à nous apitoyer très hypocritement sur les conséquences de nos propres mode de vie. Evidemment, il n'est pas de mode de vie “ pur ” sur la Terre. Nous sommes tous dans le compromis et c'est bien ainsi.

La décroissance, un mot-obus

Paul Ariès

La Décroissance, n°26, avril 2005

Le mot d'ordre de la décroissance a rencontré en l'espace d'un an un vif succès. Mais dénoncer les errements de notre société ne suffit pas, nous devons défendre les valeurs de partage et de démocratie : la décroissance doit être bien comprise comme une chance pour tous, et non comme un appauvrissement. Nous devons aussi porter cette parole de dissensus dans la sphère politique, que nos adversaires seraient trop heureux de nous voir délaisser.

Nous savons qu'il n'existe pas de développement et de croissance sans fin. Au contraire, nous pensons que notre humanité n'émerge que lorsque nous sommes capables de nous fixer des limites. Mais il ne suffit pas d'être contre la croissance économique et les sociétés développementistes, nous devons dire à partir de quels points de vue, en nous fondant sur quelles valeurs nous voulons construire un autre type de société. La question n'est pas seulement d'être pour la décroissance, mais de savoir quel contenu nous voulons lui donner, car, s'il existe une théorie critique de la croissance, il n'existe pas de théorie toute faite de la décroissance. Ce mot d'ordre est un mot-obus pour pulvériser la pensée économiste dominante, qui ne se limite pas au néo-libéralisme.

Le succès rapide du mot d'ordre de la décroissance est dû à la coexistence de quatre crises majeures du système : une crise environnementale (dérèglement du climat), une crise sociale (montée des inégalités), une crise politique (désaffection et dérive de la démocratie), une crise de la personne humaine (perte de sens). Le système développementiste écrase l'homme comme il écrase les liens sociaux et détruit la nature. Le mot d'ordre de la décroissance est donc une tentative pour amorcer une sortie à cette quadruple crise.

Le terme a des inconvénients : il est négatif, il flirte même parfois avec des figures douteuses : celle de «la terre ne ment pas» du maréchal Pétain ou les déclarations du baron Seillière : «Il faut siffler la fin de la récréation». Nous sommes donc sur une ligne de crête. Mais la décroissance a un avantage considérable sur ses concurrents : il est très difficilement récupérable. Il attaque frontalement le capitalisme et la société de consommation dans leur idéologie mais aussi dans leur imaginaire sans se limiter à leurs conséquences.

Le partage au centre

Face au concept de décroissance, des économistes altermondialistes ont développé récemment l'idée d'une «décélération» de la croissance (1). Ce terme a pour handicap de se vouloir à la fois dedans et dehors. La «décélération», ce serait les avantages de la croissance moins ses inconvénients. En voulant ménager la chèvre et choux, il renforce l'illusion que nous voudrions faire «la même chose en moins». La «décélération» nous cantonne dans le domaine du quantitatif, du comptable, de l'économisme. La décroissance, elle, pose la question du contenu des richesses, donc celle l'utilité sociale des biens.

Nous ne devons pas craindre de réaffirmer sans cesse que la décroissance ce n'est pas la décroissance de tout ni pour tous. Elle s'applique aux « surdéveloppés », à l'«ex-croissance», à des sociétés et des classes sociales dont l'obésité et la boulimie sont des conséquences de la captation de richesses des plus faibles, en même temps qu'un processus d'auto-destruction. La question du partage, donc de la démocratie, précède celle de l'économique.

A partir de là, le mouvement en faveur de la décroissance doit travailler à l'articulation de trois niveaux de résistance : le niveau de la résistance individuelle, la simplicité volontaire ; le niveau des alternatives collectives, qui permettent d'inventer d'autres façons de vivre pour les généraliser ; le niveau politique, c'est-à-dire celui des débats et des choix collectifs fondamentaux de société. Nous ne devons pas laisser le champ politique à nos adversaires : nous devons être des empêcheurs de développer en rond. Si nous ne pratiquons pas le dissensus politique, base de la démocratie, personne ne le fera à notre place. Le concept de décroissance sera même dévoyé de son sens et instrumentalisé par des esprits intéressés.

Les conditions sont aujourd'hui mûres pour que notre discours soit entendu et fasse problème. Il est de notre devoir de citoyen de nous engager et de participer au processus démocratique. Nous devons expliquer aux exclus et aux déçus de la croissance, à tous les sans-voix que la vraie alternative n'est plus entre croissance et décroissance, mais entre récession et décroissance.

Non au catastrophisme

Nous devons pour cela prendre garde à tout discours pessimiste comme celui sur la pétroapocalypse, c’est-à-dire la fin du pétrole vu comme un chaos inéluctable. Non seulement cette posture est dangereuse car elle démobilise et favorise les comportements cyniques, mais, surtout, elle laisse croire que nous choisirions la décroissance... faute de mieux. **Même si une croissance illimitée était possible, surtout si elle était possible, nous serions plus encore des objecteurs de croissance pour pouvoir être tout simplement des humains**, pour ne pas succomber aux fantasmes de toute-puissance. Nous ne défendons pas la décroissance avec le langage du nécessaire mais avec celui du politique. Le catastrophisme à la Yves Cochet (2), député des Verts et ancien ministre de l’environnement, entretient l'idée que nous serions condamnés à la décroissance. Quelles que soient les bonnes raisons écologiques, nous devons refuser d’abord l'aliénation d'une société qui réduit l’homme à sa seule dimension économique.

Les tenants de la décroissance ne sont pas des écolo-pessimistes, ni des archéo-nostalgiques rêvant à la société d'hier. **Il ne s'agit pas de revenir en arrière vers un pseudo paradis perdu, il s'agit collectivement de bifurquer**. Nous ne sommes pas davantage de nouveaux puritains jouant à plus-décroissant-que-moi-tu-meurs ! Nous ne voulons pas remplacer le politique par le jugement moral ni réduire la morale au religieux. Nous ne venons pas vers les gens en jetant des anathèmes : la décroissance n'appartient à personne. Nous savons que ce nouveau paradigme bouleversera les filiations politiques, idéologiques, philosophiques pour redistribuer les cartes et les alliances nécessaires pour repenser le monde. Mais nous ne partons pas au combat les mains vides : nous savons par exemple qu'il faudra faire avec la relocalisation de l’économie. Notre décroissance nous la voulons conviviale, immédiate et socialement équitable.

Paul Ariès.

1- Le développement a-t-il un avenir ?, ATTAC, Ed. Mille et une nuit, 2004. Le mot décélération est proposé comme « première étape vers une décroissance sélective ».

2- Intervention au colloque de Montbrison, organisé par l’institut d’études économiques et sociales pour la décroissance soutenalble (IEESDS), les 5 et 6 février 2005.

La pub ou l'anti-culture

"Le problème principal, ce sont les systèmes culturels de ce monde, qui sont tellement différents"

Anton Schneider, directeur de Boston Consulting

La pub n'est pas une nouvelle culture, c'est l'anti-culture par excellence. La culture, plus on la fréquente tôt, plus on devient un adulte autonome. La pub, plus on y est soumistôt, plus on en devient un adepte "accroc". C'est pourquoi, la pub est doublement régressive car elle ne peut être efficace qu'en visant les fantasmes, les pulsions de tout un chacun et parce que pour infantiliser les adultes autant commencer par les enfants. Les marques tentent ainsi de fidéliser les enfants avant l'âge de deux ans. Ce dressage des plus petits n'a rien en soi de naturel ou de légitime : il y a encore vingt ans, il était interdit, en France, d'utiliser directement des gosses pour vendre des produits et il est toujours interdit, en Grèce, de passer des pubs pour des jouets aux heures où ils sont devant la télé...

On sait combien c'est facile d'exploiter commercialement les rêves des gosses. Un enfant ne fait pas la différence entre une pub, une fiction, la réalité. La pub n'est pas seulement un supplément d'âme dont a besoin le système. Elle lui est indispensable à la fois pour vendre tel produit mais au delà pour faire régresser les individus au niveau deleurs fantasmes basiques. La culture avait pour fonction de museler ces fantasmes, ces phobies, pour nous rappeler que nous ne sommes pas tout-puissants, qu'on a besoin des autres et qu'aucune chose ne peut remplacer et combler ce désir de l'autre. La globalisation encours appelle l'envahissement généralisé de la pub.

McDo n'existerait pas s'il ne pouvait nous bombarder de ses messages : il en a besoin pour balayer des siècles d'histoire, d'humanisation des pratiques alimentaires, de respect des figures parentales et des identités. La pub reste (pas pour longtemps?) interdite de séjour dans les écoles. La protection des enfants passe pourtant aussi par le refus de les y soumettre. Les marques existent certes depuis longtemps mais avec un sens différent. On était autrefois fidèle à une marque parce qu'on croyait (à tort ou à raison) que ses produits étaient meilleurs, plus résistants, plus efficaces. La réclame visait à nous convaincre par des arguments pseudo-rationnels. L'attachement actuel aux marques se nourrit en revanche d'irrationnel parce qu'il vise, avant tout, à réaliser une identification primaire.

L'enfant qui exige des produits de telle marque ne justifie plus son choix parleur qualité (réelle ou fausse), mais par le seul attrait de leur nom (signe). On veut lui faire croire qu'il va obtenir, à travers lui, une identité propre. Les cultures spécifiques déclinent pour céder la place à cet ersatz culturel. Les jeunes des banlieux ne sont pas, à cet égard, insuffisamment intégrés mais beaucoup trop intégrés au système des marques, à la consommation. Cette recherche d'identification par le marché est génératrice de violence car il s'agit non seulement d'une mise en échec (comment se payer ses produits de marque) mais aussi d'un véritable marché de dupe : on ne peut jamais obtenir un équilibre social ou psychique en s'identifiant à la pub : on veut être unfil de pub comme les autres en exhibant sa conformité. L'enjeu est important : comment se définit-on ? Quelle est son identité ?

Nos grands parents portaient souvent des insignes religieux, nous, nous portions plus des insignes politiques, nos enfants portent des marques : on a des enfants Nike, des enfants Benetton, des enfants McDo ou Coca ! Essayez de faire enlever une casquette dans certains lycées : impossible car c'est vécu comme une violence, le viol de l'identité même du jeune.

La pub est parvenue à s'emparer des identités, à les manipuler et trafiquer. Ce n'est pas par hasard que le racket ne concerne que les marques, c'est bien une preuve de plus que le marché secrète en lui-même la violence. La pub doit pour rabaisser les personnes au rang de consommateurs inverser le profane et ce qui était considéré jusqu'alors comme sacré : elle profane les sentiments, les identités, les valeurs, les engagements. Elle nous vend de l'amour, de la tendresse, de l'amitié, de la générosité. Elle sacralise parallèlement le plus profane : "on se lève tous pour Danette" ! Mais devant quoi se lève-t-on si ce n'est devant un (nouveau) Dieu ? La pub enlève toute dignité à l'humain pour la transférer à la marchandise. C'est elle qui fera devous quelqu'un, sinon vous appartenez à la masse.

Comment la pub représente-t-elle les consommateurs, bref les humains ? Tel constructeur automobile vous imagine en troupeau de mouton, tel autre nous voit parqués uniformément comme des places de parking. La vie sans marque serait celle de la grisaille, vaudrait-elle d'être vécue ? L'humain est identifié à un mouton, à une chose banalisée, inexpressive. Merci à Renault de nous faire sortir du troupeau, Merci à McDo d'exister. C'est le produit qui créé la surprise, qui singularise et non plus l'humain. C'est le produit qui rend libre, qui rend irrésistible, qui rend tout-puissant. La société vue par la pub est celle de la grisaille et de la monotonie. Vous ne pourriez plus rien pour vous, pour votre liberté, votre bonheur ; si ce n'est bien sûr en vous identifiant à desmarques qui vous donnent un sens. La consommation de marque créerait seule un sentiment d'existence. Encore devrait-elle porter seulement sur son nom ou son logo et non sur l'utilité véritable de l'objet : une casquette Nike c'est d'abord son logo !

Cessons de croire que tout cela n'est pas grave, qu'on a un second degré. Ce n'est pas vrai que les jeunes s'approprient la pub pour la désarmer. La réclame cherchait auparavant à parler comme les gens, aujourd'hui ce sont eux qui singent le pub, qui reproduisent ses gestes, répètent ses formules. La pub, c'est une monstrueuse opération de formatage qui vise à faire régresser l'individu jusqu'au niveau de ses images les plus archaïques : on se croit, grâce au marque, tout-puissant, on devient un killer (tueur). On ne libère pas ces archaïsmes sans dommage individuel et collectif. L'individu profané par le marché n'a pas d'autre solution que de s'identifier à une marque, ou plutôt à cette part d'humanité qu'elle croit vendre. "Loréal parce que jele vaux bien", Kronenbourg pour avoir des amis, etc. La pub en jouant sur le mimétisme enfantin développe une sorte de normopathie c'est à dire un besoin infantin de se soumettre à des normes. Elle tue l'imagination et la créativité chez les individus et les peuples.

La pub si soft en apparence a pour cousine la propagande la plus hard. Elle est donc la fille d'un nouveau totalitarisme dans ses moyens et ses buts. La pub ne repasse pas pourtant les plats du nazisme et du stalinisme. Elle est bien plutôt ce dont a besoin la société des "deux dixièmes" c'est à dire celle, de demain, où 20% de la population mondiale suffira à faire fonctionner l'économie et où il faudra s'occuper des 80% restant. Faut-il rappeler la proposition immonde de Zbigniew Brzezinski - ancien conseiller de Jimmy Carter et fondateur du club très fermé de la Trilatérale - de créer sous le nom de tittytainment (de tits, les seins en argot américain et de Entertainment pour divertissements) un "cocktail de divertissement abrutissant et d'alimentation suffisante permettant de maintenir de bonne humeur la population frustrée de la planète" ? On sera alors très proche de la RomeAntique (du pain et des jeux) puisqu'elle permettra le décervelage et l'endormissement de milliards d'humains.

Le "je positive" de Carrefour prendrait alors toute sa véritable signification. la pub est donc bien au delà de sa fonction commerciale immédiate un enjeu véritable car elle participe à tout ce qui fait régresser l'humain. Elle est ainsi ce qui permet de rabaisser les personnes au rang de simple consommateur qui commence par consommer des produits puis consomme ensuite d'autres humains (management moderne, violences sexuelles) et finit par se consommer lui-

même (dopage, sectes). La résistance contre la pub est aujourd'hui un véritable enjeu citoyen : Les lycéens américains ont montré l'exemple en menant des grèves contre les programmes de pub obligatoires tous les matins dans certains Etats. Il faut préserver l'espace public en imposant déjà le respect des règles. Il faut former les enfants à la lecture (critique naturellement) des pubs.

Paul Aries

DEMARQUE-TOI !

Pour une rentrée sans marques ! T'es jeune, t'as plein de rêves. Si t'es moins jeune, t'en as aussi plein. T'en as marre de te faire pourrir la tête par la pub. T'as des tonnes de bonnes raisons de te démarquer en refusant d'entrer dans le troupeau, de marcher au pas et de te noyer dans la masse.

1 - Les marques disent que t'esnul

La pub a besoin pour exister de dénigrer tout ce que, toi, tu es vraiment : elle ignore ton pays - celui où tu vis maintenant ou celui d'où tu viens -, elle oublie ton histoire, elle ignore le boulot et les idées de tes parents, elle ridiculise ton quartier, ton école et tes profs qui seraient des ringards. Elle voudrait créer, en toi, un vide mortel, qu'elle s'y prendrait pas autrement. Elle a besoin que t'aies honte de ta vie, que tu la trouves bête, sans valeur. Regarde comme elle représente ta cité. T'as vu l'image qu'elle donne de ton quartier, des jeunes et des femmes, l'idée qu'elle se fait des pauvres ? Pourquoi elle montre jamais des vieux, des handicapés ou des chômeurs ? Peut-être qu'elle croit qu'ils ne sont pas assez beaux, qu'ils le méritent pas ? La pub s'amuse pas à casser tout ce que tu aimes par simple plaisir. Elle en abesoin pour t'imposer ses Marques et pour t'en rendre esclave.

2 - La pub te ment

La pub te fait croire que le bonheur, c'est de posséder et de consommer. Comme elle se veut gentille pour t'endormir, elle te laisse un choix bidon.

- Tu peux surconsommer des produits sans marque : comme si d'avoir dix fois plus, ça te rendait dix fois plus intelligent ou dix fois plus heureux. A ce petit jeu, tu seras nécessairement perdant, car t'en auras jamais assez. La seule chose que t'auras gagnée, ce sera de bousiller un peu plus la planète, car tous ces trucs inutiles, faut bien les produire avant de les jeter très vite.

- T'es libre aussi de te transformer en homme-sandwich et de porter du matin au soir des marques, comme si ce qui comptait, ce n'est pas ce que tu es, toi, vraiment, mais ces foutus logos que tu trimbales sur tes fringues. Les marques t'appartiennent pas, c'est toi, qui leur appartiens, elles te possèdent. Faut pas croire la pub : la vraie vie, c'est d'avoir des rêves, de faire des tas de choses et de pouvoir être fier de ce que tu es !

3 - La pub trafique ton identité

La pub, elle en a rien à faire que tu sois un garçon ou une fille. Tu peux être blanc, beur, black, pour elle, t'es rien d'autre qu'un porte-monnaie. Tout ça, pour elle, c'est une façon de vendre toujours plus, elle est prête à voler des morceaux de tes identités pour te les revendre

au prix fort. Le rap, les tags, c'est pour elle qu'une occasion de plus de faire du fric ! La pub rapetisse les personnes et les peuples en les passant à la moulinette. Elle veut te faire fantasmer : que tu te croies tout-puissant ou immortel. Comme si de porter telle marque, ça donnait des potes et des rêves à soi ! La pub joue sur les fantasmes des gens un peu malades dans leur tête.

4 - La marque engendre de la violence

On dit que les Jeunes seraient des voleurs, des violents et des violeurs. C'est la pub qui crée la violence, ce sont les marques qu'il faut enfermer. La pub engendre de la violence car elle fait croire que des tas de choses sont indispensables alors que presque personne ne peut se les payer. Elle cause des disputes dans les familles en poussant des gamins à croire que leurs parents qui refusent d'acheter des marques ne sont pas à la hauteur. Elle fait croire que le manque d'argent serait une tare dont on doit avoir honte. Faut pas s'étonner qu'il y ait des trucs qui tombent des camions ! Le racket, c'est archi-dégueulasse car il s'en prend aux plus petits. Mais on sait bien que ce qui est rackettée, ce sont des produits de marque. Le racket, c'est la conséquence du culte des marques et de ses fantasmes ! On ne veut plus de racket : on veut une école sans marques et sans pub !

5 - La pub, c'est une mauvaise intégration

La pub te fait croire que la vraie intégration, ce serait la consommation. Elle te dit que, plus tu consommes, plus tu t'intègres dans la société. Faut pas la croire : la vraie intégration, c'est de faire un métier qui teplaît, qui est utile, avec une sécurité de l'emploi et un vrai salaire, pas d'attendre le Smic ou le RMI pouraller le dépenser aussitôt à Carrouf. Tu crois vraiment qu'être une machine à consommer, c'est la"vraie vie" ? être intégré, c'est avoir des rêves plein la tête et des combats pour les réaliser !

6 - La pub te manipule

La pub t'informe pas. Elle te manipule. Elle te prend pour un benêt. Crois pas que les pubs, ce soient de belles images et de chouettes musiques ! La pub n'a que trois buts : vendre, vendre et vendre. Elle ne pense qu'à te bourrer la tête. Elle te répète cent fois la même chose comme si t'étais "tebé". Elle te manipule à grands coups d'images débiles. La pub cherche à imposer ses marques aux bébés âgés de quatre mois : elle sait que, si elle les transforme, dès le berceau, en adeptes de ses logos, ils lui resteront, ensuite, plus facilement fidèles, comme de petits moutons. Tu trouves pas que c'est dégueulasse? Laissons les gamins vivre leur vie !

7 - La pub, c'est la superexploitation des plus pauvres

La pub n'est pas séparable de la surexploitation des plus pauvres. - Elle les exploite en tant que salariés car les produits de marque que tu achètes sont, très souvent, fabriqués dans les pays les plus pauvres par des salariés, voire des enfants, que l'on jette, ensuite, comme des mouchoirs en papier. - Elle exploite aussi les clients les plus pauvres car elle leur impose des produits inutiles et qui servent, seulement, à faire croire qu'on est quelqu'un. Les marques ne sont donc plus en soi une garantie de longévité ou de sécurité. Crois-moi, c'est pas parce que tu portes des marques que tu cours vite ! Les marques des pauvres ne fonctionnent pas comme celles des riches.

8 - La marque, c'est pas du luxe

La pub te fait croire que les marques, ce serait ce qu'il y a de mieux. Il existe en vérité des marques pour les riches et d'autres pour les autres. Les riches achètent, eux, des trucs de qualité et des choses qui durent. Le bourgeois achète des biens de luxe qui ne sont des marques qu'en plus : une belle maison pour les riches, ça reste en soi une belle maison. Le luxe, pour eux, c'est d'abord d'augmenter toujours plus leur richesse. La pub voudrait que le smicard gaspille sa paye pour de simples signes : ils ne valent rien d'autre que ce que la pub arrive à leur faire croire à la TV. Les marques conçues pour les pauvres, ce sont des trucs qui durent pas. Dix ans plus tard : t'es pas plus riche, t'as pas plus de choses ! Un produit de marque pour les pauvres, ce n'est qu'une illusion coûteuse.

9 - La pub fait vieillir plus vite

La pub, c'est la mode, et la mode, c'est ce qui se démode. T'es sans cesse obligé de jeter des trucs qui marchent encore, qui sont encore portables. Les marques se débrouillent pour les user plus vite, soit en les rendant démodés, soit même en prévoyant des éléments qui cassent très vite. Le but, c'est de t'obliger à gaspiller, c'est de te rendre toujours plus pauvre. N'écoute pas la pub, refuse les marques, tu vieilliras moins vite ! Les marques existent pour des objets dont tu peux très bien te passer, elles ne concernent pas toutes ces choses qui assurent la vraie sécurité. Les jeunes et les pauvres accèdent peu à ce qui permet de mieux vivre : le logement, la santé, l'éducation, la participation civique, etc. Refuse les marques, sois acteur des transformations sociales de ton quartier !

10 - La pub dévore les enfants

La pub vise les enfants car elle sait qu'elle peut plus facilement les dompter : les gosses, ça ne fait pas bien la différence entre la réalité et des histoires, ils croient encore que ce qu'on montre à la télé, c'est toujours la vérité. La pub utilise les enfants pour qu'ils obligent ensuite leurs parents à acheter. Les enfants choisissent aujourd'hui 2 fois sur 3 ce qu'on mange en famille, 1 fois sur 2 la voiture qu'on achète et très souvent où on part en vacances. Ce n'est pas ça, les droits des enfants, ça, c'est le droit d'être manipulé. La pub ne respecte rien : pas même le corps des gamins et de leurs mères. Elle exhibe des corps dénudés pour faire fantasmer sur ces corps et elle veut ensuite utiliser ces fantasmes pour mieux vendre ses produits. Elle croit que c'est en montrant une femme à moitié nue qu'on vend des yaourts ! Elle oblige à croire qu'être belle ou beau, c'est être toujours plus maigre. Conséquence : des millions de jeunes suivent des régimes alimentaires sans en avoir besoin et c'est alors qu'ils tombent malades. Il faudrait que tu ne te plaises pas, pour plaire à la pub : les marques ne sont pas tes amies !

La pub, c'est pas elle la plus forte. La pub voudrait te faire croire que, sans les marques, tu serais nul. Faut pas la croire, tu es beaucoup plus fort qu'elle : tu peux diriger ta vie ! La pub, c'est interdit à l'école car on sait bien qu'elle exploite les enfants. Fais-toi respecter, oblige les grands à respecter la loi et à refuser toute pub à l'école : pas de logo, ni dans les livres d'école nidans les cours de récré ! Presque la moitié des panneaux publicitaires qui polluent ta ville sont illégaux. Fais-toi respecter, tu peux obliger les grands à en libérer ta rue ! Tu peux aussi décider d'agir dès maintenant en refusant de porter des vêtements avec des marques en cachant les logos sous des trucs sympas. Tu crois vraiment que c'est parce que tu portes leur logo que tu as des potes, un copain ou une copine, que c'est toi qui seras perdant si tu agis?

Paul Ariès

Les manipulations mentales (publicité, marques.) au sein de la mondialisation

Paul ARIÈS



La mondialisation est synonyme de régression : régression sociale, régression politique, régression culturelle et régression psychique. Le combat contre la pub ou la TV s'intègre dans le cadre de ce projet des sociétés transnationales visant à "rapetisser" les peuples et les individus sous prétexte de contenir la violence libérée par le capitalisme total et de compenser la destruction des identités. Paul Ariès expose à travers ses travaux en quoi cette évolution dangereuse pour l'homme et la planète impose de réfléchir à la définition de nouveaux objectifs de lutte pour préserver la part d'humanité dans l'homme.

[Soirée de formation organisée à Lyon, au local de DiverCité, le 10 décembre 2002 par "Divercité" en participation avec "Casseurs de Pub"]

Le seul grand mérite de la mondialisation, c'est que les problèmes des uns sont aussi désormais les problèmes des autres. En tout cas, ce qui se réalise c'est tout l'inverse d'une internationale ouvrière. Les marchés ne sont pas plus ouverts qu'avant (comme au temps de la colonisation), mais les pratiques sont différentes. Toutes les activités (religieuses, politiques, etc.) sont en train de devenir économiques. Va-t-on accepter que la planète, que les êtres vivants deviennent des objets commerciaux. Et la publicité joue un rôle considérable. Attention aux fausses idées : la publicité n'a pas toujours existé, la consommation n'a pas toujours existé. Les humains n'ont pas toujours été consommateurs. C'est récent qu'ils se soumettent à la marchandise. Un rapport sérieux indique que les émigrants arrivant aux USA sont en bien meilleure santé mentale que les états-uniens. Le professeur Tubiana relève qu'en France ce sont les jeunes français, étant les plus sensibles à la consommation, qui sont les plus malades mentalement.

Régression sociale

Les petits travaux, la précarité c'est vraiment une volonté de casser les identités sociales. Regardons le vocabulaire : le mot "équipier", quand on perd l'équipe on n'est plus rien. Les jeunes sont les premiers depuis un siècle à vivre moins bien que les générations antérieures. L'activité ne s'arrête plus le dimanche, ne s'arrête plus la nuit. Les horaires décalés, c'est une espérance de vie inférieure. Le système économique, la marchandisation intégrale du monde broie les individus. Un logo s'approprie des couleurs, les organes sont hypothéqués. Le taylorisme, c'était travaille et tais-toi, le fordisme : travaille, tais-toi et consomme. Maintenant, c'est travaille, tais-toi, consomme et soit manipulé. Il y a en plus maintenant un harcèlement du personnel dans les entreprises qui empêche chacun à l'autonomie. C'est une logique de manipulation.

Régression politique

Les USA ont obtenu la dissolution à l'ONU de l'organe de surveillance des transnationales. Désormais les transnationales s'inscrivent directement à l'ONU, moyennant finances, d'où une dépréciation des états-nations politiques. Aujourd'hui, 400 groupes financiers dominent le monde. On s'aperçoit maintenant de l'impossibilité de changer le monde, de l'impossibilité de le penser globalement ; il y a une crise de la citoyenneté. On remarque la disparition des idéaux. On n'a plus de principes, on n'a plus d'espérance, par contre les passions sont exploitées à fond : disneylisation des passions. La soumission sénile ou la révolte violente, c'est tout bon pour le système.

Régression culturelle

Toute culture vient d'un héritage. On nous coupe de nos racines. On n'est plus dans l'humanisation, mais dans la barbarie. L'opposition entre les humains et les machines est de moins en moins grande. L'opposition entre les humains et les animaux disparaît peu à peu (fécondation humaine dans un utérus de truie.). Il en est de même en ce qui concerne l'opposition entre enfants et adultes : la première cigarette, la première expérience sexuelle arrive beaucoup plus tôt qu'avant. On pénalise l'enfant de plus en plus tôt. Et l'adulte reste un grand enfant. C'est vraiment ce que rêve les transnationales. L'opposition entre morts et vivants, le système capitaliste s'en moque. Il ne peut reconnaître que des êtres interchangeables uniquement en vue de la consommation. Pour pousser la consommation, créons des identités de pacotille et cassons les cultures ! "*A terme, 80% de la population sera de trop. Pour ces 80%, il faut créer des loisirs abrutissants !*" de Sbigniew Brejenski, conseiller de Carter, fondateur de la Trilatérale. "*L'humanité va vivre sa deuxième révolution de toute son histoire. La première était l'humanisation au néolithique. La deuxième, c'est la disparition du moi par surabondance d'activités. Le moi sera remplacé, par commerce de morceaux d'identité, par un individu manipulable, formatable à merci. Un monde économique débarrassé de la consommation devient de plus en plus violent. La seule solution est de supprimer toute la logique des passions. Il faut remplacer les logiques passionnelles par des logiques d'intérêt. Si on veut que les gens ne se révoltent pas, il faut les infantiliser !*" d'Alvin Toffler, conseiller de Bill Clinton et du pdg de Disney.

1er exemple : Mac'Donalds.

Devenir l'unique forme d'alimentation de la planète, une alimentation régressive, sans différenciation des saveurs, un geste régressif. A partir du moment où l'homme apprend à manger, il apprendra à penser. Il faut des conformistes, car on ne peut se fier aux anticonformistes. "En mangeant des mac'dos pendant 1000 ans, les Chinois deviendront blancs." a dit le pdg de Mac'Do.

2ème exemple : Disney.

Walt Disney était un agent spécial du FBI. Ses attractions sont pensées pour véhiculer un message et avec l'aval du FBI. Il s'agit de réveiller le grand enfant qui est en nous. L'objectif de Disney était de construire des villes, et notamment des villes sous-marines en développant des branchies sur des humains et ne faire se reproduire que les riches avec les riches.

3ème exemple : love story.

Ce n'est pas qu'une télé poubelle, c'est le viol de l'intimité. C'est la non-séparation entre le public et le privé, comme le flicage, les nouveaux modes de management, où on impose au personnel de participer à des actions politiques pour les valeurs de l'entreprise.

Régression psychique

C'est la conséquence des autres régressions. Comment fonctionne l'argent dans la société ? Traditionnellement, l'argent était là pour dire que tout n'est pas possible. Maintenant, au contraire, l'argent est signe de puissance : tout peut s'acheter et tout peut se vendre. La scientologie possède 17 universités dans le monde qui forment les cadres des transnationales. L'argent permet d'avoir un statut dans la société. On est à l'apogée de la société de consommation.

La publicité a transformé la France en quelques années beaucoup plus que ça ne s'était produit en huit siècles. Ainsi par la publicité, se développe de la violence, de l'obésité (1/5 des personnes sont obèses). Aujourd'hui, on rêve comme la publicité, selon les copies du Bac. Et surtout c'est le refus de tout esprit critique. "Je positive". C'est la fin des chahuts lycéens. Il n'y a plus de transmission de l'esprit de révolte. En tant que consommateur, on refoule tous les autres aspects de sa personnalité. Etre humain, c'est recevoir quelque chose en héritage. Mais la consommation nous ramène à la barbarie. La publicité nous fait croire qu'on arrive au bonheur avec la consommation. Or ce fonctionnement entraîne pour une consommation de masse, une surexploitation dans les pays pauvres. C'est ce qui se passe avec l'entreprise Nike. "T'es mal dans tes baskets : la solution, c'est notre marque ! Avec les chaussures Nike, tu vas enfin être quelqu'un !" La marque devient une béquille identitaire pour celui qui est en difficulté dans la société. Si on demande à un jeune d'enlever sa casquette Nike, il aura du mal car c'est enlever une partie de lui-même. L'identité est cassée, sans repères. Si le jeune a une identité, il n'a que faire de la marque. Celui-ci a un passé, donc un avenir.

La pub c'est le ciment social pour les 80% de la population à manipuler. La pub ne peut faire vendre ses produits si elle ne dénigre pas l'identité. La pub c'est le fossoyeur de rêves. Il y aura, dans un an, à Lyon, un lieu où on pourra produire des effets sur des parties de lobes cérébraux (transe, angoisse.).

Les marques des pauvres ne fonctionnent pas de la même manière que les marques des riches. Un produit de marque pour un pauvre est toujours une illusion coûteuse. La mode se démode. Et le pauvre n'aura pas d'avantage construit autour de lui. La pub ne peut que générer de la violence. Un monde de grands enfants devient de plus en plus violent. Le racket ne concerne uniquement les produits de marque. Pour éviter la violence, il est primordial de supprimer les produits de marque dans les écoles. Et même les enfants ne sont pas dupes, car ils comprennent qu'on leur impose les marques.

J'existe parce que je gaspille

Le peuple est pourtant sûr d'exister sans qu'il ait besoin de marques. La société bourgeoise, se sentant en vampires fondés sur l'exploitation, a détruit son genre de vie car elle doutait de son existence. Un bourgeois, aujourd'hui, ce n'est plus celui qui accumule. Aujourd'hui, "j'existe parce que je gaspille". C'est ça la consommation. Nous sommes dans une société

complètement permissive : il n'y a plus de tabous, plus de valeurs, uniquement une économie du désir, mais le désir qu'exploite la publicité c'est le désir du déni. L'éthique sur l'étiquette, c'est bien, mais ça se situe encore dans le discours de la consommation, et ça peut culpabiliser celui qui n'a pas les moyens d'acheter éthique. La modernité capitaliste a réveillé tous les phantasmes que les cultures avaient muselés. "Acheter tel produit et vous ne vieillirez plus !" Tout ceci est pathogène et ça ne crée que des individus malades.

Le principal terrain sur lequel il faut agir, c'est l'école

Aujourd'hui, la mission officielle de l'école n'est plus de transmettre la culture, mais de préparer un consommateur. On apprend à lire une étiquette. Maintenant, ce n'est plus de façon honteuse que la consommation et la publicité fait son entrée dans l'école. Or un enfant est très influençable et c'est la culture qui permet d'éveiller le sens critique, alors que la publicité infantilise, fidélise à un produit. Et on voit que li ministère de l'Education Nationale, lui-même, recommande les accords d'entreprises. Aux USA, les enfants sont loués, jusqu'à 10% du temps scolaire, à tester des marques. Y a-t-il encore des collèges sans distributeurs de boissons ? Les bons points, c'était finalement mieux que des bons d'achats ou de soi-disant réductions.

Attention de ne pas sous-estimer la récupération totale de tout en tant que marchandise. Même la révolte peut être récupérée au sein de la marchandisation !

Pourquoi n'y a-t-il pas plus d'opposition ?

C'est la faillite des grandes idéologies. Il y a une rupture de transmission. Il n'y a plus d'esprit de révoltes. Il faut voir la baisse de la syndicalisation. Le système est arrivé à ce que chacun soit complètement soumis à ce système, et l'opposition, récupérée.

Quel avenir a ce système ?

Aucun. Ce système ne peut qu'échouer. C'est ce qui s'est passé chaque fois qu'on s'en est pris aux plus faibles, aux parts de faiblesse de chacun. Soit c'est la passivité totale, soit c'est la violence pure. On se dirige vers une société de ghettos pour pauvres et de ghettos pour riches, comme au Moyen-Âge, avec de hauts murs, mais nos ancêtres ne consommaient pas. Les capitalistes, au départ, n'imaginaient pas que l'homme puisse devenir une marchandise. L'homme devient une machine à écouler des produits de consommation.

La psychanalyse n'existe plus aux USA, tellement elle a été pervertie par celle utilisée par les entreprises. Il faut lire les textes de nos adversaires, nous informer sur sa pensée. Ce système n'est pas un complot, c'est une machine folle, que certains poussent de façon tout à fait innocente. La télévision a un rôle considérable : tout est dans l'intemporalité qu'elle impose, une info chasse l'autre.

Quelles alternatives possibles ?

Ce tableau sombre ne doit pas nous empêcher de résister. Ce système, qui a des failles, est fragilisé, menacé. Mais combien va-t-il encore faire de victimes ? Comment va-t-on laisser la planète ? Le débat sur la mal-bouffe prend de l'ampleur. Mais il y a de tout dans l'altermondialisation, de l'extrême droite à l'extrême gauche et ça avance dans tous les sens. C'est un mouvement qui se cherche, qui se construit. Il s'agit de construire des résistances. Lancer le débat sur la publicité, c'est très important, et notamment à l'école. Lancer le débat sur les manipulations, le harcèlement publicitaire. Demander des repas à table à l'école, des repas bio, une alimentation de qualité, et non pas sodhexo. Dire haut et fort qu'on ne veut pas de publicité à l'école, pas de marques à l'école, au collège. Participer aux journées sans télé, sans achat. Cela peut permettre des fronts de lutte entre banlieues, villes et campagnes. "On gagnera parce qu'on est les plus faibles !" disait Martin Luther King, et "Chasser l'humain est voué à l'inefficacité !". Ce n'est pas une culture américaine qu'on nous impose, c'est une infraculture, une sous-culture. Tandis que toute culture est en elle-même un pôle de résistance. En regardant les conditions du capitalisme vis à vis des pays du sud, on peut imaginer ce que ça va devenir chez nous, d'abord dans les banlieues, puis ailleurs.

Le boycott organisé est constitué en délit en France. Le système en a très peur. C'est très efficace. Cependant, par exemple, une journée de boycott de Mac'Do doit être en même temps une journée de solidarité avec le personnel de Mac'Do.

Petit dico de la pub

A comme Aliénation.

La pub, ça rend dépendant, ça rend malade. Des labos américains ont lancé un médicament pour guérir de la fièvre acheteuse, celle des consommateurs accrocs à la dépense inutile. Le Celexa agit directement sur la pulsion d'achat via la sérotonine. Les hypermarchés ne doivent pas s'inquiéter pour autant : la société Upromise vient d'inventer, elle, la recette miracle pour apprendre à dépenser toujours plus, et, tout ça, sans aucune culpabilité : plus vous achetez, plus la société finance le compte d'épargne de vos gosses. L'objectif caché : faire de la surconsommation une bonne action mais aussi rendre le consommateur dépendant d'une marque à perpétuité !

B comme Bureau de Vérificationde la Pub.

Faut faire confiance ! LeBVP, c'est un peu comme si on confiait leur autodiscipline aux dealers. Ça ne le gêne pas, la propagande pour le tabac qui tue des gosses ou pour des bagnoles pitbulls ou des femmes nécessairement salopes, mais pas question qu'Amnesty International critique la Chine ou les états-Unis, ça nuirait aux bonnes relations entre les grands ètats. Pas question non plus de passer un clip pour la Journée sans achat. Le BVP champion de la protection des valeurs à géométrie variable.

C comme Crétin c'est-à-direcomme propagation de contre-valeurs.

La pub, ce n'est pas seulement inutile, c'est sacrément méchant et con. Mercédes a dû retirer une pub mettant en scène des pitbulls, c'est vrai qu'un molosse pareil, ça fait peut-être vendre des bagnoles, mais c'est pas ce qu'il y a de mieux pour combattre l'agressivité au volant. Le PDG d'Intersports et le directeur de l'agence publicitaire BDDP ont comparu en correctionnelle pour une campagne d'affichage exhibant un pitbull agressif au risque d'aggraver encore la violence urbaine, y paraît que c'était par souci de connivence avec les jeunes des banlieues. Coca-Cola propose, lui, de remplacer les cours de philo par la vraie vie. Faut pas croire que tout ça soit insignifiant, ça vous formate une génération. Le danger publicitaire est d'autant plus fort qu'il favorise le recul des autres activités portant sur des signes, il tue l'imaginaire des gosses. La pub, c'est l'anticulture par excellence ; la culture, plus on la fréquente tôt, plus on devient un citoyen responsable ; la pub, plus on y est soumis jeune, plus on en devient accroc des marques, genre malade de l'achat.

D comme Dégradant.

La pub, c'est pas fait pour faire réfléchir mais pour faire acheter. Pour être efficace, soyons le plus régressif possible. Une femme nue à quatre pattes à côté d'un mouton (pub de La City). La pub exploite les fantasmes et phobies les plus éculés et partagés. Elle fait avec le corps de l'enfant ce qu'elle réalise depuis des lustres avec lecorps dénudé de la femme (et depuis peu de l'homme). Elle fait fantasmer le client avec ce corps puis transfère ce désir sur le produit. La pub pour Opium propage une image dégradante de la femme : posture couchée suggestive, jambes écartées, main posée sur un sein. La femme n'a conservé que ses hauts talons naturellement dorés, une marque de chaussures exhibait la godasse de luxe d'un type invisible mais appuyé sur le sexe d'une splendide femme à moitié nue, etc. La leçon de ce type de pub : qui peut acheter l'une peut se payer l'autre. Dunlopillo exhibe un homme traité en animal par une dominatrice, Kookaï présente ses clientes comme des mangeuses d'hommes, etc. Le sexe ? D'accord mais quand je veux et avec qui je veux ! Le hic, dans la pub, ce n'est pas la pornographie, c'est le viol systématique de l'intimité. La pub et Loft Story ? Une même

saloperie contre le respect de l'autre ! La résistance contre la pub, ce n'est pas le retour des ligues de vertu, c'est l'affirmation que le cul, ça doit rester du domaine du don (pas du fric). Est-ce un hasard si le sado-maso et la bestialité vont bien avec le luxe ? Quelle est l'image que la pub tente d'imposer du bon peuple ? Est-ce une sous-humanité composée de “bœufs” vulgaires regardant un match de foot à la TV en buvant de la bière Budweistertout en rotant ?

E comme école.

L'école publique ou privée se prostitue avec la pub. Elle est le nouvel Eldorado des grandes marques dévoreuses de têtes blondes : poubelles (mais oui...) de classe sponsorisées par des hyper, kits pédagogiques gratuits, manuels éducatifs servant la soupe à des grandes marques, bons d'achat ou de réduction offerts à la place des bons points et images d'antan, spectacles scolaires sponsorisés par McDo, activités sportives financées par des marques de sport, etc. Faut comprendre : l'école manque d'argent et les gosses sont influençables dès le sixième mois et prescripteurs d'achats dès deux ans ! Les firmes américaines sont parvenues à intégrer la pub dans les emplois du temps : scolaires : les sociétés fournissent des équipements et, en échange, les écoles s'engagent à ce que les enfants assistent quotidiennement au programme Channel One (2 minutes de pub toutes les 10 minutes). Et si on (re)fondait la laïcité pour foutre le marché en dehors de l'école !

F comme Flicage.

Soyons sérieux : la pub n'existe pas sans la mise sous contrôle systématique de toute la population consommatrice. Tolérer le règne de la pub, c'est accepter d'être sans cesse espionné. Les instruments du flicage sont de plus en plus sophistiqués : tachytoscope pour contrôler la vision d'une annonce à des vitesses variables, “eye camera” pour enregistrer les mouvements oculaires, folder-test pourmesurer l'efficacité de différentes versions d'une pub, peoplemeter pour mesurer l'audience des spots publicitaires, datamining ou analyse des tickets payés par carte de fidélité (type Pass) ou de crédit (American Express), cookies c'est-à-dire mouchards qui suivent, pas à pas, votre trace surinternet, analyse de vos commandes par correspondance, etc. La Poste organise aussi ce flicage grâce à ses cellules géomarketing (“Dis-moi où et comment tu habites, je te dirai qui tu es”) qui, en croisant des données géographiques, socio-démographiques et comportementales, établissent les profils types de “clients” vendus ensuite “confidentiellement” à la Halle aux Vêtements, Pier Import, Conforama, etc.

G comme Gaspillage.

La pub ne crée pas de vraies richesses, contrairement à ce qu'affirment les Séguela et autres dealers de faux espoirs, ou alors c'est de même façon que les marchands de mort que sont les cigarettiers et autres trafiquants d'arme. La pub, c'est un gaspillage de matières et d'énergie, c'est des montagnes de déchets, c'est un gaspillage d'objets censés offrir le bonheur clés en main. C'est un gaspillage d'imaginaire détourné au seul profit du fric, de la “gagne”.

H comme Hypermarché.

Le dressage du consommateur par la pub se poursuit dans les Hypers : largeur des travées, luminosité variable, etc. Il existe même des vrais-faux magasins type Magali pour Carrefour pour tester les innovations marketing augmentant les achats impulsifs. Les autres groupes utilisent les mêmes ficelles pour dresser les clients : une armée de sociologues et de psychiatres déterminent ce qui nous pousse à acheter pour pouvoir ensuite instrumentaliser nos réactions.

I comme Invasion.

Les sectes ont inventé le bombardement émotionnel, la pub invente le bombardement par des messages non sollicités. Les experts du phoning ont toute une panoplie pour forcer ta volonté comme le piège de la fausse alternative (on se voit jeudi ou vendredi ?). Les webistes ont inventé le spamming, histoire de te bourrer la tête, mais bientôt t'auras de la pub au milieu de tes appels téléphoniques. Imagine : tu déclares ta flamme et au beau milieu de tes roucoulades une petite pub pour une marque de briquet ou pour du Viagra, etc. Bien sûr, tu seras pas obligé, mais faudra payer plus pour pas être violé. La Poste inonde ta boîte aux lettres avec 18 milliards de pubs par an tout en sachant que 47 % n'aiment pas cela, que 38 % n'en ont rien à faire.

J comme Jeunisme.

La pub aimerait les jeunes au mépris des vieux. Les valeurs collées au jeunisme font davantage vendre que celles de l'âge. On imagine mal aujourd'hui une crème pour favoriser les rides. Ce jeunisme est en fait un déni d'enfance car elle rabat l'enfant sur le client : on expose le corps de gamins dénudés, on déguise des gamines en objets sexuels, on fait croire aux gamins que le bonheur est à vendre. Les services télématiques pour gosses se développent avec numéros surfacturés pour des conseils du type “100 % Boys”, “Mega flirt line”. On suggère d'avoir l'accord des parents ou “téléphone d'une cabine”.

K comme Kulture.

La pub, c'est l'inverse dela culture qui humanise. Elle est au service des pulsions les plus morbides, des fantasmes les plus moches. Culte de la mort, de la toute-puissance, de la purification. La pub, c'est l'antitravail par excellence, l'antifamille par excellence. Le bonheur, c'est simple comme un coup de fil, la vie, c'est Auchan. Moulinex libère la femme et Disney nous fait le coup de la famille. Papa et ses gosses sont chez Disneyland mais c'est papa qui fait du manège et c'est l'enfant qui lui fait un petit coucou rassurant. Un Disneyland, ça va, deux et bientôt trois parcs, bonjour les dégâts ! Et si la violence dans les écoles, c'était un peu la rançon de cette régression ?

L comme dégradation du langage.

La pub tue toutes les langues. Elle a seulement besoin de quelques messages simplistes à l'échelle planétaire. Elle valorise ses produits en leur collant une pseudo-identité. Laloi du 4 août 1994 impose pourtant l'usage du français dans la pub écrite, parlée et audiovisuelle, sauf pour les produits typiques. Mais que fait le BVP? Le CSA a dû sévèrement le rappeler à l'ordre comme un mauvais élève ! Il paraît qu'on peut pas faire autrement ! C'est à cause de la mondialisation, c'est à dire du Dieu fric-frac ! Défendre sa langue, c'est pourtant défendre le droit de comprendre.

M comme Morbide.

La pub entretient un rapport intime à la mort. Elle repose sur l'idéologie de la consommation-destruction de toutes choses. Elle transforme en objets les humains ou leurs sentiments : Kronenbourg fait les copains, Yoplait fait la tendresse, Câlin de Chamboursy, “Perrier, c'est fou”, “avec Badoit, y'a de la joie”, “Evian l'équilibre”, etc. Elle fantasme que ses produits, ce seraient comme des humains : Grand-Mère qui fait du café, Germaine qui fait des pâtes Lustucru, Tartes Julie, Tante Marie, Père Dodue, Manie Nova, Oncle Bens, etc. La pub ne fonctionne pas toujours avec des images de rêve et de plaisir. Elle utilise de plus en plus des images chocs soit pour s'en démarquer (grâce à telle voiture, vous échapperez à la

mort), soit pour choquer. Benetton s'était spécialisé dans cette stratégie : bébé ensanglanté et encordonné, figures de guerres et de massacres, mourant atteint du Sida, etc. Cette stratégie ne prend pas le contre-pied du monde enchanteur de la pub, elle emprunte “seulement” (?) l'autre face : exhiber ce qui est généralement sous-entendu (le malheur, la souffrance) et cacher ce qui est d'habiture exhibé (le produit, le bonheur). La leçon reste cependant la même : le bonheur ? Un bien de consommation ! Cette stratégie est doublement perverse car, en voulant tout montrer à l'état brut, elle finit par détruire le symbole lui-même, elle tue l'art. Elle subvertit également les valeurs humaines qui se trouvent mises au service exclusif du profit. Le but, c'est tout de même de vendre.

N comme Néophage.

La pub vit du renouvellement des produits. La pub vend de la nouveauté plutôt que de l'authentique ou du nécessaire. Elle transforme les traditions en archaïsmes, les valeurs en modes. Le hic, c'est que la mode, c'est par définition ce qui se démode (sic). La mode concernait au départ des domaines limités, elle s'étend à tout. Il existe même des stratégies d'éphémérisation des produits pour les rendre plus fragiles, pour préparer l'acheteur à de nouveaux achats : laques qui vieillissent mal sur l'électroménager, pièces fragilisées, etc. Et si, au lieu de changer sans cesse pour de faux, on changeait enfin pour de vrai, le culte de la nouveauté contre l'esprit de la révolution.

O comme Objet.

La pub fait croire que vivre c'est surconsommer. Elle joue pour cela avec les pulsions les plus archaïques des personnes : consommer toujours plus pour compenser la perte du sein maternel. N'est-il pas des façons plus humaines de compenser cette perte ? Pourquoi pas l'amour, l'amitié, l'activité créatrice, les utopies ?

P comme Politique.

La pub serait au service de la démocratie. C'est sans doute pour cela que les dictateurs font appel à ses services pour se donner une bonne image auprès de leur population ou des autres états. Dans les vraies démocraties, la pub tue aussi toute possibilité de débats. Les conseillers en communication n'ont de cesse de faire grossir la masse des électeurs flottants beaucoup plus influençables. Leur solution ? Dénoncer le poids des partis et des idéologies figées. La pub est toujours un déni du politique, qu'elle l'évite comme avant la chute du mur de Berlin ou qu'elle l'exploite ensingeant ses slogans et rites : “Parce que la FNAC prend parti pour vous, prenez la carte”, “Elles veulent être élues au suffrage émotionnel. Boléro soutient les femmes” ; Peugeot : “Rejoignez notre mouvement” ; Quick détourne, lui, la main de Touche pas à mon pote pour clamer “le droit à la différence”, Mondial Scooter y va de sa petite profanation de l'histoire pour mieux sacraliser sa marque : “Paris outragé, Paris brisé, Paris martyrisé mais... Paris libéré.”

Q comme Quadrillage.

La population n'est qu'une réserve d'acheteurs. La pub ne veut connaître de différence ni de culture, ni de sexe, ni d'âge, etc. Elle psychologise les clients comme les pays totalitaires psychiatrisaient les dissidents. Puisque la demande solvable est prise encompte, cela veut dire que seuls les (besoins des) riches existent. Le Centre de Communication Avancée (CCA) du groupe Eurocom-Havas a élaboré depuis 1989 une typologie des consommateurs types afin de parvenir à vendre les mêmes produits par-delà les cultures : “ L'Europe des styles de vie y est traitée comme un parc zoologique (...) le vieux continent est peuplé de “chats de gouttière”, de “hérons”, de “colombes”, d'“éléphants”, de “renards”, d'“écureuils”, de “hiboux”, de

“requins”, de “mouettes”, d'“albatros”, de “loups”, de “blaireaux” et d'“otaries”. Les “chats de gouttière” vivent au-dessus de leurs moyens, s'offrent des produits de beauté, des sorties et des loisirs au détriment de l'alimentation de tous les jours ; ils aiment la publicité de type “hollywoodien” en couleurs, brillante ” (A. Mattelart, M. Palmer).

R comme Résistance.

Le secret du système, c'est de nous avoir convaincus de notre impuissance. La résistance s'organise pourtant. Réclamons des courts-métrages à la place des pubs imposées au ciné. Ecrivons aux régies de transports pour nous plaindre de la pub dans les bus. Retournons à l'envoyeur avec mention “refusé, courrier non sollicité” toute pub adressée, le tout, bien sûr, sans affranchissement. Rendons à la poste les milliers de pubs dont elle inonde notre boîte, demandons à France-Télécom notre inscription sur la liste “safran”, etc. La pub tue l'imagination. La résistance à la pub la libère. Libérez-vous !

S comme gros sous.

La pub c'est 92,4 milliardsde francs de marché. Sa croissance est trois fois plus rapide que celle du reste de l'économie. Elle a dépassé cette année pour la première fois 1 % du PIB. Chacun de nous travaille l'équivalent de 2 500 F par an pour être manipulé.

T comme télévision.

La pub envahit la TV : pages de pub, coupures des films, pseudo-variétés servant surtout à vendre des marques. Les Tortues Ninja mangent des Pizzas Dominos, des Burger King et boivent du Pepsi. ET, ce fœtus venu d'ailleurs, s'empiffre de Reese's Pieces ; le film les Visiteurs, c'est un bon voyage au pays des marques. Un gosse subit 40 000 pubs par an, souvent pour des produits malsains. La pub était autrefois interdite à la TV pour des questions d'éthique. La première réclame en France date de 1959 pour des pubs sans marque (du type “changez de cravate, une cravate vous changera”). La première vraie pub pour une marque date donc du 1er octobre 1968, mais la pub restait encore interdite à la TV les dimanches et durant les jours fériés. Il est encore interdit en Grèce de faire de la pub pour des jouets à des heures où un gosse peut se trouver normalement devant son poste. Eh oui, il peut exister d'autres valeurs que celles du marché, de la “gagne”.

U comme Uniformisation.

La pub, c'est l'idéologie du système libéral. Elle a une double efficacité : celle directe et incertaine pour le produit vendu, l'autre indirecte mais plus solide pour cimenter le système. Elle diffuse l'idéologie du bonheur par soumission à la consommation : consommation des objets, des autres personnes et de soi-même. La logique de ce système tend donc à une standardisation généralisée. Même les plus chauds partisans du système doivent l'admettre : le Code de Bonne conduite de Prodimarques lance ainsi un appel pour s'opposer à cette uniformisation généralisée des emballages, des conditionnements et des produits vedettes de notre époque. Nestlé, Heineken, Gillette, Kellogg's,Lesieur, Suchard, l'Oréal, Lu, etc. au service de la bio-diversité, du respect des cultures : quel lapsus ! Le concept de globalisation a été imaginé aux Etats-Unis par le professeur d'Harvard Théodor Levitt puis repris par l'agence de pub Saatchi pour justifier les campagnes marketing banalisantes et appauvrissantes : “Vendre, avec un même slogan et une même image, un même produit dans un même emballage à travers le monde entier” (sic) ; “*La grande barrière, aujourd'hui, ce n'est pas l'argent ni les programmes, encore moins la technologie. La grande barrière est réellement celle de la Loi et de la politique. Ces lois sont comme des piquets de clôtures tendues entre les nations, empêchant le libre flux de l'information. Il faut que les publicitaires du monde entier*

et les entreprises désireuses de développer les médias fassent alliance pour les communications mondiales. Les partisans du mégamarché mondial doivent faire usage des instruments de pouvoir, des relations publiques et de la politique pour renverser ses barrières” (M. Eger, ancien vice-président de la chaîne EBS et ancien conseiller de Richard Nixon, président des états-Unis).

V comme Ville défigurée.

La pub, ce serait le soleil de nos villes. Tristes banlieues pourtant, faites de zones commerciales identiques. Comment savoir où l'on est devant ces mêmes entrepôts hideux ! Paysages de France a du pain sur la planche pour faire respecter la loi puisque la moitié des panneaux publicitaires implantés seraient illégaux ! Cette appropriation de l'espace public est une véritable profanation : des banderoles publicitaires tractées par des avions sur les plages jusqu'aux rayons lumineux comme ceux qui signalent les Buffalo Grill, véritable pollution visuelle qui nous empoisonnent des kilomètres à la ronde !

W comme World-company.

La pub, c'est le luxe des plus gros. Le marché mondial de la pub est concentré dans les mains de quelques géants. Ne pas limiter la pub, c'est choisir les gros contre les plus petits, c'est préférer les transnationales de la mal-bouffe à l'agriculture paysanne. Le marché est toujours plus concentré dans les mains de quelques géants. La pub c'est une véritable métaphore de la jungle libérale totalitaire.

X- Y : la pub est sexiste mais est-elle sexuée : phallus ou inceste ?

La pub joue sur l'image du père tout-puissant puisqu'elle vend du bonheur, puisqu'elle promet la jeunesse éternelle ou l'immortalité. Elle va cependant encore plus loin dans la régression puisque ce qu'elle propose, c'est une véritable fusion incestueuse avec leproduit.

Zcomme Zéro et comme Zeste.

La pub, c'est zéro comme le symbole mathématique, elle n'a pas de valeur en soi mais, placée au service d'une marque ou d'une idéologie (n'importe laquelle) elle fait des ravages. La pub, c'est zéro mais ce n'est pas seulement insignifiant et chiant. La pub, c'est toujours un zeste de connerie, un zeste d'accoutumance. Jacques Blociszewski écrivait dans le Monde diplomatique de mars 1993 que la pub rejette systématiquement ses opposants dans le clan des “pisse-froid”, des “tristes-sires” et des “rabat-joie apocalyptiques” (sic). Elle révèle donc ainsi son fonctionnement totalitaire puisqu'elle ne peut supporter la contradiction : elle excommunie ses opposants en les psychologisant en attendant de pouvoir les psychiatriser. On a déjà, grâce à elle, ceux qui “positivent” (merci Carrefour !) et les méchants qui “négativent”. Si tous les “pisse-froid” pouvaient se donner la main, on vivrait déjà un peu mieux !

Paul Ariès

Paul Ariès, politologue-écrivain-conférencier, est l'auteur de nombreux livres dont La Scientologie, une secte contre la République, Le Retour du diable, satanisme et extrême-droite, Les Fils de McDo, etc. Il vient de publier un ouvrage sur l'Anthroposophie et, plus proche de notre objet (exploitation commerciale et psychique des enfants), Déni d'enfance. Il termine actuellement un ouvrage sur La pub : ras la citroulle ! ainsi qu'un Petit manuel antiDisneyland pour ceux qui ont quelque chose entre leurs oreilles de Mickey, parution programmée pour l'ouverture, en avril 2002, du nouveau Disneyland-leRetour.

Vers la simplicité volontaire

La décroissance peut se traduire dans sa vie personnelle par le choix de la simplicité volontaire. Une démarche individuelle qui entraîne des actions collectives.

Devant les problèmes qui affectent notre planète, la décroissance n'est pas une option parmi d'autres, elle est nécessaire. A l'évidence, nous ne pouvons imposer à une planète fermée et limitée, la Terre, une croissance illimitée. En effet, une telle croissance repose sur une utilisation toujours plus grande des ressources de la planète et elle engendre des déchets toujours plus abondants; or déjà nous dépassons la capacité de production de la Terre &emdash; nous consommons le capital terrestre au lieu de nous contenter de ses fruits &emdash; ainsi que la capacité de la planète de disposer de ces multiples substances chimiques dues à l'invention humaine, mais pour lesquelles la nature ne dispose pas de mécanismes suffisants pour arriver à les métaboliser. Résultat : l'équilibre de la planète telle que nous la connaissons et telle que nous en avons besoin pour notre survie se trouve menacé à très court terme.

Vingt ans, cinquante ans, cent ans avant que les désastres ne frappent ? La plupart des gens voient cela comme très loin, alors qu'ils sont déjà directement ou indirectement touchés dans leur vie ; et puis, que sont ces quelques années dans l'histoire de la Terre, qui date de milliards d'années, ou dans l'histoire de l'humanité, qui se compte en centaines de milliers d'années ? Ramenée à l'échelle d'une vie humaine, l'histoire de l'humanité vit peut-être ses dernières secondes. Et que fait-on devant cette perspective ? Ceux qui peuvent se le permettre consomment de plus en plus, ceux qui ne le peuvent pas aspirent à y arriver au plus tôt. Et nos gouvernements poussent la machine à pleine capacité : «Il faut maintenir une croissance continue pour parvenir à créer des emplois et supporter une augmentation constante de la consommation.»

La décroissance choisie ou imposée

En fait, nous nous trouvons à une croisée de chemins. Pour celles et ceux qui ont conservé une certaine lucidité, il est clair que nous atteindrons bientôt des limites infranchissables dans notre utilisation des ressources de la planète. La croyance dans les pouvoirs de la science et de la technologie de reculer indéfiniment les limites de la consommation n'est qu'un mythe dangereux. Les limites sont à nos portes et leurs conséquences bientôt inévitables ; la seule incertitude qui demeure se trouve dans l'ordre de leur apparition. Verrons-nous nos enfants se mettre à engendrer des monstres à cause de toutes ces substances mutagènes qu'ils absorbent quotidiennement dans l'air qu'ils respirent, l'eau qu'ils boivent et la nourriture qu'ils ingèrent ? A moins qu'ils ne se retrouvent tout simplement stériles &emdash; la baisse de production des spermatozoïdes est déjà bien amorcée dans tout le monde industrialisé... Les changements climatiques transformeront-ils nos pays en déserts ou en marécages ? La nature envahie par des organismes génétiquement modifiés sabordera-t-elle les cultures séculaires qui assurent l'essentiel de notre approvisionnement en nourriture? Les populations du tiers monde de mieux en mieux informées de leur appauvrissement croissant décideront-elles de se faire justice ?

Certes, si rien n'est fait, et rapidement, viendra le moment où il sera péremptoire d'agir. Devant les catastrophes, les gouvernements n'auront pas le choix. Mais vers quel type de société nous acheminerons-nous alors? Des sociétés autoritaires où l'on imposera des mesures restrictives à la majorité ; mais décidées d'en haut, on peut être sûr que ces mesures

épargneront les puissants. La société inégalitaire risque de devenir encore plus mal foutue, avec des privilèges encore plus grands pour une minorité.

Heureusement, au Nord comme au Sud, des femmes et des hommes ont compris que globalement, nous faisions fausse route, que la voie de la mondialisation qu'on nous présente comme désirable et inéluctable nous mène directement à la catastrophe. Ils ont aussi compris qu'il n'y a plus rien à attendre de nos gouvernements compromis et asservis au pouvoir de l'argent. Nos soi-disant démocraties occidentales n'ont rien de démocratique. Quand nous a-t-on consultés avant d'envoyer nos soldats bombarder l'Irak ou le Kosovo ? Avant de laisser les aliments issus d'organismes génétiquement modifiés envahir les tablettes de nos épiceries ? Avant de changer les règles de l'assurance-chômage ? Avant de brader notre système de transport par rail ? En fait, avant de prendre toutes ces décisions qui touchent directement nos vies ? Ceux qui décident à notre place sont achetés par la classe des capitalistes internationaux. Et la population accepte la situation parce qu'elle s'est laissée subvertir par la puissante machine idéologique du capitalisme, avec ses médias, ses vedettes qui nous entraînent dans leur sillage, les amusements qu'elle dispense, le crédit qu'elle rend accessible, la consommation qu'elle permet.

Le plus grand danger qui nous menace actuellement est la passivité. On nous présente la mondialisation comme une tendance inévitable, on nous dit qu'après l'échec du socialisme, le capitalisme et son leitmotiv de la primauté du marché demeure l'unique voie possible. Rien de cela n'est vrai. Sans connaître toutes les solutions aux problèmes sociaux et environnementaux auxquels nous sommes confrontés, sans avoir une vision précise de ce que serait la société idéale, il y a certainement d'autres voies d'action qui permettraient de progresser vers une écosociété, une société où les humains vivraient en harmonie entre eux et avec la nature. En somme, il s'agit d'abolir la soumission à l'économie pour nous donner une société qui favorise le bien-être complet de tous ses membres.

Comment opérer ces changements ? Je n'ai pas la prétention de connaître LA stratégie à adopter pour nous amener à cette société que je trouve désirable &emdash; où toutes et tous puissent vivre convenablement, dans des communautés solidaires et en sachant que leurs enfants pourront aussi vivre plus tard. Mais ma longue expérience de militantisme, mes nombreuses lectures et mes longues heures de réflexion m'ont amené à la stratégie suivante. Je crois que pour le moment il faut engager des actions portant sur trois fronts, qui sont d'ailleurs intimement liés :

1) Se libérer du système : à chacun de prendre des moyens de se sortir de la chaîne surconsommation-nécessité de gagner beaucoup d'argent-stress et fatigue-passivité. La simplicité volontaire est une voie qui permet de retrouver du temps pour vivre et pour agir.

2) S'unir pour faire plus avec moins : en développant nos communautés locales, on se donne des services qui permettent de vivre mieux à moindre coût et qui répondent davantage à l'intégralité des besoins (1).

3) Se donner des organisations nationales et internationales efficaces qui nous permettent de faire entendre nos voix haut et fort pour empêcher nos gouvernements de poursuivre dans la voie néolibérale. Ne nous faisons pas d'illusions, le capitalisme ne cédera pas facilement la place. Au pouvoir de l'argent, nous devons opposer les pouvoirs du nombre, de l'imagination et de la ténacité.

Je n'ai pas l'intention ici de développer les deux dernières actions ; mais je ne voudrais pas qu'on croie que c'est parce que je les juge moins importantes.

La simplicité volontaire

L'expression «simplicité volontaire» a été popularisée aux Etats-Unis par Duane Elgin dans son livre Volontary Simplicity publié en 1981 ; Elgin attribuait la paternité du concept à Richard Gregg, un adepte de Gandhi qui avait écrit en 1936 un article portant aussi ce titre. Pour ma part, j'ai écrit une première version de La simplicité volontaire en 1985, dans le cadre d'une collection de livres portant sur la santé ; ma réflexion sur la santé m'avait amené à conclure que dans nos pays industrialisés, la plupart de nos problèmes de santé nous viennent de notre surconsommation et que notre quête de la santé devrait nous amener à un style de vie plus sobre, nettement à contre-courant; j'y disais : «La simplicité n'est pas la pauvreté ; c'est un dépouillement qui laisse plus de place à l'esprit, à la conscience ; c'est un état d'esprit qui convie à apprécier, à savourer, à rechercher la qualité ; c'est une renonciation aux artefacts qui alourdissent, gênent et empêchent d'aller au bout de ses possibilités». J'ai repris mon livre dans une réédition augmentée en 1998 (2), cette fois en insistant davantage sur les effets sociaux et écologiques de notre surconsommation : «Aujourd'hui, je me rends compte que la voie de la simplicité volontaire ne constitue pas seulement le meilleur chemin pour la santé de ceux qui l'empruntent, mais qu'elle est sans doute l'unique espoir pour l'avenir de l'humanité».

La voie de la simplicité volontaire s'ouvre par une démarche personnelle d'introspection : il s'agit pour chacun de trouver qui il est et d'identifier les moyens de répondre à ses vrais besoins ; et quand je parle de besoins, je pense au delà des besoins physiques de base, à ces besoins sociaux, affectifs et spirituels. Qu'est-ce qui me permet de m'épanouir pleinement, dans toutes mes dimensions et capacités? Dans notre monde d'abondance, cela signifie qu'il faut choisir ; non plus sous l'influence de la mode, de la publicité ou du regard des autres, mais en fonction de ses besoins authentiques. Par définition, choisir signifie prendre quelque chose et laisser de côté certaines autres choses. Quand on commence à choisir, on consomme moins ; et l'on a moins besoin d'argent pour vivre. On peut donc moins travailler et dans le temps ainsi récupéré, faire tout cela qui est essentiel à notre épanouissement : réfléchir, parler avec nos proches, manifester notre compassion, s'aimer, jouer... et aussi répondre par soi-même à une partie de ces besoins que nous comblons de plus en plus souvent par des achats, ce qui nous rend toujours plus dépendants. En fait, c'est là la dimension essentielle de la simplicité volontaire : le temps retrouvé, qui permet la conscience.

Prendre le temps de vivre, c'est prendre le temps de penser, c'est arrêter le temps, c'est jouir du moment présent. Quand on vit en courant, dans le stress, on ne voit pas passer le temps, on se laisse ballotter, entraîner par les circonstances et par la volonté des autres. Retrouver du temps, c'est reprendre le contrôle de sa vie, ce qui permet de se libérer véritablement, d'aller au delà de l'information superficielle, en dehors des courants s'il le faut. Modeler sa vie, la vivre comme on veut. S'engager aussi. Car ma conviction profonde est que lorsqu'on réfléchit, qu'on s'informe et qu'on s'ouvre les yeux, on ne peut accepter ce qui se passe dans le monde et on essaie de changer ce monde. La simplicité volontaire nous donne un levier pour ce faire ; dans notre monde fondé sur la consommation, c'est un refus de la consommation aveugle, c'est le cheminement vers une consommation éclairée, responsable, sociale, c'est un refus du système capitaliste qui est en train de ravager la planète.

C'est là une démarche difficile aujourd'hui, car nous vivons dans un monde piégé, peuplé de rapaces qui cherchent à nous exploiter pour leur profit personnel

- en s'accaparant nos capacités et en les exploitant à leur profit, dans le monde du travail de la majorité ;

- en nous manipulant pour que nous leur déléguions nos pouvoirs : c'est le monde politique ;

- en nous faisant miroiter toutes sortes de bienfaits pour que nous achetions leurs produits ou leurs services, grâce à quoi ils s'enrichissent.

La plupart d'entre nous sommes tombés dans le piège et avons perdu la maîtrise de nos vies. La simplicité volontaire m'apparaît comme un instrument essentiel pour arriver à se libérer. On va me dire : oui, mais c'est un chemin individuel et même égoïste. Individuel d'une certaine façon, mais non individualiste, car la voie pour s'en sortir, même si elle part d'une démarche personnelle, aboutit très rapidement au collectif : nous ne pouvons nous libérer seuls. Nous sommes des êtres sociaux et nous ne pouvons constamment aller à contre-courant. Nous avons besoin de l'acceptation des autres, nous avons besoin, à certains moments, du soutien de notre communauté, nous avons besoin de la reconnaissance des autres ; c'est essentiellement ce qui donne un sens à notre vie. Pour vivre convenablement, nous avons besoin de services collectifs adéquats : des villes plus conviviales, des transports collectifs accessibles et efficaces, des services publics variés... Pour notre survie sur cette planète, nous avons besoin d'entreprendre des actions collectives significatives. Pour moi donc, adopter la simplicité volontaire n'est pas se retirer du monde, tirer son épingle du jeu pour jouir égoïstement de la vie. Oui, il y a une dimension épicurienne à la simplicité volontaire, mais projetée dans le long terme, notre vie ne peut s'envisager séparément de l'évolution du monde. Je ne peux faire ma petite vie seul en me foutant du reste du monde : la pollution, l'effet de serre, la violence... me rejoignent partout ou peuvent le faire à tout moment.

L'importance stratégique de la simplicité volontaire

On arrive à la simplicité volontaire pour différentes raisons, mais on s'y retrouve vite sur la même route. D'après ce que les gens m'en disent, ils s'engagent dans la voie de la simplicité volontaire pour l'un ou l'autre ou plusieurs des motifs suivants :

- parce que leur situation financière n'a plus de sens, qu'ils n'arrivent pas à rejoindre les deux bouts ;

- parce qu'ils voient leur vie passer en coup de vent, n'ayant pas de temps pour en prendre conscience, pour la vivre vraiment et pour faire ce qui pourrait réellement lui donner un sens ;

- parce qu'ils se préoccupent de l'environnement et qu'ils prennent conscience du gaspillage qu'entraîne notre style de société ;

- parce qu'ils sentent le vide de leur vie meublée par la consommation, mais qui ne laisse pas de place au développement de leur spiritualité ;

- parce qu'ils prennent conscience des inouïes disparités qui caractérisent ce monde dans lequel nous crevons à cause de notre surconsommation alors qu'ailleurs on manque de l'essentiel.

La simplicité volontaire constitue actuellement un mouvement de société qui gagne chaque jour en importance. Aux Etats-Unis, on estime que de 12 à 15 % de la population auraient déjà pris cette orientation. Les chiffres pour le Québec ne sont pas connus, mais ils ne sont sûrement pas inférieurs à ceux-là. Depuis plus de deux ans, mon livre La simplicité volontaire, plus que jamais... est un best-seller et je suis appelé à prononcer au moins deux conférences par semaine sur le sujet, devant des auditoires variés et de plus en plus considérables. Il ne se passe pas de semaine sans que l'un ou l'autre des médias de masse ne consacre du temps à la question. Il existe un Réseau québécois de la simplicité volontaire (3) qui regroupe déjà plus de 400 membres. En Suisse, Pierre Pradervand anime depuis quelques années des ateliers qui aident les personnes intéressées à cheminer dans cette voie. En France, il est question de lancer une organisation nationale pour faire la promotion de la simplicité volontaire.

Pour moi qui suis engagé dans l'action sociale depuis bientôt cinquante ans, je n'ai jamais vu un courant social qui se développe si rapidement. Je l'explique par le fait que la simplicité

volontaire offre la rare opportunité, dans notre monde si individualiste, de faire deux choses souhaitables en même temps : travailler à son propre épanouissement tout en agissant pour le bien de la collectivité. Je crois aussi que la simplicité volontaire s'inscrit dans un courant social de fond : les citoyens ont perdu confiance en leurs gouvernants et ils comprennent que s'ils veulent que quelque chose change, c'est à eux à le faire. Comme l'écrit Gustavo Esteva : «Cette classe de mécontents, qui pressent qu'il existe une manière plus sensée de penser, reconnaît que poser des limites politiques aux desseins technologiques et aux services professionnels ne peut se formuler, s'exprimer ou se faire que sur la base de décisions et d'initiatives personnelles, librement consenties, et grâce à des accords communautaires. Leur point de vue s'est donc graduellement déplacé : au lieu de prendre comme référence 'l'ensemble de la société', ils reconnaissent désormais que cette orientation intellectuelle et politique cache un piège dangereux. C'est pour cela qu'ils concentrent leur réflexion et leurs efforts sur le plan local, dans leurs espaces concrets, sur leur sol. Ils ont commencé finalement à savoir sur quel pied danser et à faire confiance à leur nez» (4).

La popularité du commerce équitable, des SELS, de l'agriculture soutenue par la communauté et de combien d'autres initiatives enracinées localement montre bien la vivacité de cette tendance. Mais au milieu de tout cela, il me semble que la simplicité volontaire occupe une place spéciale pour les raisons suivantes :

1) Pour libérer des militants et militantes qui puissent s'engager à fond dans l'action sociale.

La société de consommation repose sur la routine métro-boulot-dodo ; il ne reste plus de temps pour l'activité citoyenne &emdash; la participation aux organismes, la discussion, l'organisation de son quartier, etc. La simplicité volontaire permet de retrouver du temps et aussi, pour plusieurs, de l'argent pour investir dans les causes qui leur tiennent à c¦ur.

2) Pour explorer des façons de vivre autres.

Il faut trouver d'autres voies moins axées sur la consommation pour répondre aux besoins humains qui permettent une vie épanouissante tout en respectant les capacités de la planète.

3) Pour reconstruire au plus tôt nos communautés de manière à ce qu'elles répondent plus économiquement à nos besoins fondamentaux. Ce faisant, les gens qui ont choisi «volontairement» de diminuer leur niveau de vie permettront à ceux qui sont «involontairement» dans la pauvreté de mieux vivre. Par exemple, le développement de bons systèmes de transport collectifs bénéficie à tous.

Pouvons-nous espérer réussir à répondre au défi que pose la nécessité de la décroissance ? Certainement pas si nous n'essayons pas. La simplicité volontaire permet à chacun de nous de commencer à agir ici et maintenant et déjà d'y trouver son propre profit ; peut-on demander mieux ?

Serge Mongeau

Auteur de nombreux livres, un des fondateurs des éditions Ecosociété au Québec.

(1) Voir Marcia Nozick, Entre nous. Rebâtir nos communautés, Editions Ecosociété, Montréal, 1995.

(2) La simplicité volontaire, plus que jamais... Editions Ecosociété.

(3) CP 185, succ D, Montréal, H3K 3G5, tél : 01 514 937 3159, site : www.simplicitevolontaire.org.

(4) Wolfgang Sachs et Gustavo Esteva, Des ruines du développement, Editions Ecosociété, 1996, p. 133.

POUR UNE SOCIETE DE FRUGALITE
par François Brune
En finir avec l'idéologie de la consommation :

L'aspiration à une société de frugalité exige l'examen de ce qui lui est contraire, la société de consommation, c'est-à-dire de sur-consommation, dont l'idéologie publicitaire est à la fois le reflet et le vecteur. Car ce qui pousse à consommer, ce n'est pas simplement la somme des publicités prises isolément à un instant donné : c'est avant tout un système, système économique certes, mais aussi système essentiellement idéologique. Or, il nous sera impossible de vivre dans un autre système, - j'entends la société de frugalité, sans abandonner les conduites réflexes créées par le système actuel, c'est-à-dire les schémas mentaux et attitudes compulsives de la « bête à consommer » que la publicité a ancrés au plus profond de notre être.

I - **Grands traits de l'idéologie publicitaire**

Commençons donc par faire le ménage. Il s'agit d'examiner les lignes de forces idéologiques développées par la publicité, que celles-ci lui soient spécifiques ou qu'elles reflètent plus globalement l'idéologie moderniste (religion de la technique, dogme de la communication, etc.). Grosso modo, on peut dégager sept traits fondamentaux :

1/ La mythologie du progrès-qu'on-n'arrête-pas. Celle-ci ne cesse de faire croire que la consommation est sans limite, et que son essor est la preuve même que nous ne cessons de progresser :

- Elle nous dit que tout changement est un progrès ; que tout progrès ne peut résulter que d'un changement. Il faut donc changer pour changer. Votre téléphone va changer de numéro ; alors, changez de téléphone. Éternel éloge du nouveau ; disqualification du vieux. Il est interdit de vieillir. Emploi des mots « innovant », « avancé » et de leurs synonymes : être à la mode, être « tendance », être à la pointe de, aller toujours plus loin, plus vite, etc.

- Elle nous appâte sans cesse d'un « plus » ou d'un « mieux », d'un « toujours mieux » qui se traduit par un « toujours plus ». L'accumulation de choses prend alors le prétexte de l'innovation et l'amélioration. Le qualitatif cautionne le quantitatif, de même que le quantitatif se présente comme seul critère du qualitatif (cf. la dénaturation du mot « croissance », réduit à une mesure purement quantitative, celle du PIB). Cette mythologie globale du « progrès », non seulement légitime, mais amplifie le règne d'une consommation illimitée.

2/ La sur-activation du besoin, du besoin de besoins, de l'envie, de l'envie d'envies, du « désir » et du désir de désirs, présentés comme la nature même du citoyen normal. C'est le cas particulier de la sexualisation des produits, qui sert à les naturaliser comme « désirables ». C'est le cas général de l'ensemble des publicités, qui font semblant de « répondre » à nos besoins pour nous faire croire que nous les avons. Ce faisant, elle pose le dangereux axiome selon lequel tout « besoin » est un droit. J'ai même entendu certains publicitaires déclarer que l'homme normal aimant être manipulé, la manipulation est légitime parce qu'elle « répond à un besoin » ! Comme le viol, sans doute, qui répond au désir d'être violé(e) ; comme la pédophilie, sans doute aussi, qui répond chez l'enfant au besoin de se sentir pédophilisé, etc. ! Cette exacerbation du besoin et de la libido consommatrice aboutit à deux impasses :

- Saturer : tuer l'envie, qui n'a plus la force de se satisfaire (à tel point qu'un centre commercial arbore ce slogan : « Je n'ai d'envie que si l'on m'en donne » (Parly 2) ;

- Frustrer : frustrer matériellement, puisqu'il y a toujours de nouveaux produits semblant répondre toujours mieux à nos nouveaux désirs ; frustrer immatériellement, puisque nos aspirations profondes, réduites à des besoins, ne peuvent pas être satisfaites sur le mode du besoin. Nous sommes saturés de besoins satisfaits qui nous laissent dans l'insatisfaction. Mais voilà : la frustration est motrice. Motrice à condition que le moteur même soit perpétuellement relancé, sous peine de retomber dans la saturation… D'où :

3/ L'appel au consensus terrorisant, c'est-à-dire au mimétisme collectif. Pour relancer l'envie individuelle, rien de tel que d'éveiller le désir mimétique. D'où ces innombrables slogans clamant que tous les êtres normaux font comme cela, que tout le monde rêve de cette consommation, que l'époque est à tel ou tel produit, qu'il faut mimer ce grand mythe, etc. (A quoi allez-vous ressembler cet été ? La Redoute, juin 2003). Vous êtes donc asocial et archaïque si vous ne vous soumettez pas à la loi du grand nombre. La consommation se veut consensuelle pour nous donner l'illusion de la convivialité. Qu'un agrégat d'individus qui consomment en masse puissent se prendre pour une démocratie festive, quel puissant levier commercial en effet ! Au sein de la foule qui se croit libre, chacun oublie combien cette libération apparente cache de servitudes aux puissances de l'Industrie, de la Technique et de la marchandisation (« Tant qu'à subir la publicité, autant l'aimer », « Le monde s'accélère : comment s'y préparer ? », etc.). Et dans cette abondance commune, personne ne veut savoir combien de pillages nécessitent ces gaspillages.

4/ Le culte héros-produit. Au centre de la vie de chacun, prêt à résoudre tous les problèmes, la publicité célèbre le produit. Et comme le produit apporte tout, rien ne peut être obtenu sans lui… C'est la plus terrible des dépendances, puisque nous soumettons chaque jour notre existence à l'industrie d'autrui, en négligeant l'usage de nos capacités propres. Or, cette loi publicitaire s'étend à tout ce qui est de l'ordre des valeurs. On a ainsi le rêve-produit (il est produit par les spectacles, je le consomme, je n'ai plus à cultiver mon propre imaginaire), la beauté-produit (par les produits de beauté), la santé-produit, l'amour-produit (« La plupart des baisers s'achètent au Monoprix »), la démocratie-produit (par le consensus publicitaire), la révolution-produit (par le nouvel Omo ou la transgression des vieilles morales, etc.). Et pour finir, l'identité-produit : le règne des Marques appelant hypocritement chacun à « devenir ce qu'il est » (« Ma crème c'est tout moi », « Shopi : Tout un état d'esprit (…) pour vous guider vers les produits qui vous ressemblent »). Tout est consommable, tout est produit : terrible asservissement à la seule consommation. Avec la plus belle des excuses : c'est au nom du bonheur !

5/ Un bonheur programmé, dont la carotte est le bâton. Toutes ces lignes de force débouchent en effet sur un programme de bonheur. Quel bonheur ? Celui d'un plaisir sans fin comme on parle de vis sans fin : un plaisir de l'instant (toujours ins-tan-ta-né, il ne faut pas le manquer !), un plaisir donc émietté et répétitif, un plaisir anonyme (programmé par la pub), un plaisir-oubli dans le vertige de l'instant (« Pense à ce que tu bois, écoute ta soif » ; « Laissez vos sens prendre le pouvoir »), un plaisir insatiable enfin puisque toujours menacé de finir, un plaisir idéal donc puisqu'il faut le renouveler au rythme même de la production et de l'innovation industrielle (« Le plaisir, c'est de changer de plaisir »). Mais voilà : lorsque le bonheur est placé dans l'intensité du présent, régie par le produit, comme l'instant chasse l'instant, il faut que le produit chasse le produit, et tout de suite, sous peine de mort du plaisir. L'instant est lui-même vécu comme un produit, et ce qui caractérise cet étrange produit (le « moment », le « moment fort »), c'est que sa date de péremption coïncide avec sa parution. D'où une consommation vertige, qui est consumation de soi à travers l'instant qui vous happe. C'est alors qu'on n'est jamais si bien asservi que par soi-même. Ce bonheur est tragique, mais qu'importe ! les marchands veillent : pour mieux vous faire oublier la question du Sens que masque le produit, ils vous invitent à vous précipiter dans la Cadence, dans le rythme effréné

de la consommation, de ses rites et de ses fêtes. La société de consommation fait oublier le tragique de la consommation en accélérant le rythme de la consommation, de même que la croissance économique fait oublier les ravages de la croissance en appelant à toujours plus de croissance.

6/ Un nouvel instinct : la pulsion consommatrice. Consommer, donc, c'est consumer. Mais la très forte liaison qu'établissent les publicités entre la consommation proprement dite d'une part, et d'autre part, toutes les images de la vie, toutes les valeurs sociales, fait de la « pulsion consommatrice » l'unique forme de relation que va tisser l'enfant-consommateur avec les réalités qui l'entourent. À trois ans, on consomme le produit comme un monde, à trente ans on consomme le monde comme un produit. L'idéologie de la consommation se généralise aux images qui leur sont liées, aux spectacles médiatiques, aux stars qui se produisent, aux événements et aux journalistes qui les mettent en scène, aux politiciens qui soignent leur look, etc.., et tout ceci sur le mode de la gloutonnerie des yeux, de la boulimie de rythmes, dans une sorte d'ingestion infinie des choses et des êtres. « Croquer la vie à pleines dents. », voilà le mot d'ordre. Or, ce n'est pas là un simple schéma mental, un impératif abstrait face au monde devenu spectacle : il s'agit d'une pulsion consommatrice, instinctuelle, compulsive, viscérale ; elle réclame sa dose à toute heure, dans une sorte d'impatience chronique. D'autant plus violente que fatalement frustrée, elle proclame sans cesse : « Je le veux, je me l'offre ». Violence possessive des sociétés industrielles sur toutes les richesses de la planète, violence de l'individu formé à l'image de ces sociétés à l'égard des pays du reste du monde, de leurs ressources, de leurs travailleurs, etc.

7/ La destruction des Valeurs. Si l'on se demande ce qui freine encore cette rage consommatrice, individuelle et collective, la réponse est simple : ce sont les Valeurs, les grandes valeurs humanistes, elles aussi personnelles et collectives. Dans ce qu'elles ont de meilleur, les valeurs humaines tendent toutes à la mesure des choses, à la conscience de soi, à la maîtrise des pulsions, à l'équilibre corps-esprit (mens sana in corpore sano), à l'engagement civique, au sens de l'ensemble, au respect de la nature et de l'humanité, à la solidarité et au partage. Effectivement, rien de cela ne porte aux futilités de la consommation. Pour éliminer ces redoutables freins, la rhétorique publicitaire use alors de trois moyens, la récupération, la falsification, l'élimination :

- La récupération : c'est le procédé le plus fréquent. Il consiste, en associant tel ou tel produit à telle ou telle valeur, à faire croire qu'il suffit de consommer le produit pour s'inscrire dans l'ordre des valeurs : la convivialité, le rêve, la démocratie, la liberté, etc. (cf. cette pub de portable : « La Liberté, une idée qui est dans l'air. ») ; or, donner à consommer les « valeurs », c'est le meilleur moyen de dispenser de les vivre, en les réduisant à de simples « signes ». La valorisation des produits est toujours une dévalorisation des valeurs.

- La falsification : la publicité détourne les valeurs en leur faisant cautionner ce qui leur est précisément contraire. Ainsi, elle se sert de la nature pour vanter un produit de l'industrie (plus c'est sophistiqué, plus c'est déclaré « naturel »). Elle recourt à un précepte caritatif pour justifier une conduite égocentrique (par exemple, le mangeur de saucisses : « Quand on aime, on ne compte pas »). Elle mobilise le mythe révolutionnaire pour célébrer un investissement financier (« Révolutionnez vos placements »), ou l'idéologie de la vitesse pour justifier la non vitesse (« La vitesse, c'est dépassé. »), etc.

- L'élimination : c'est encore le plus efficace. La plupart des vertus jugées anciennes (et pour commencer le mot « vertu » lui-même) sont discréditées à travers la valorisation du tout nouveau, de l'hédonisme sans entraves, de la permissivité obligée, etc. Il est interdit de ne pas céder à « ses » désirs (on serait « coincé »), de résister aux modes (il faut être de son temps), de s'adonner à la vie intérieure (combat d'arrière-garde) ; il faut au contraire s'exhiber sans

cesse, se manifester par le port des marques, se vivre soi-même comme image de marque. Dès lors, chacun « s'éclate » sans savoir qu'il se joue la comédie du bonheur à travers les signes de sa consommation et sa consommation de signes. L'aliénation publicitaire triomphe. La boucle est bouclée.

=> Ces sept traits de l'idéologie publicitaire ne sont évidemment pas séparables les uns des autres. Il y aurait risque à les combattre isolément, voire même l'un par l'autre, car ils font système. Ils illustrent parfaitement le type d'individu aliéné et infantile que Marcuse décrivait dans L'homme unidimensionnel : il s'agit précisément de l'homo consumens, dont les seules aptitudes critiques se limitent à des choix illusoires entre des produits apparemment distincts. C'est ce modèle que nous devons fuir dans sa globalité, y compris lorsqu'il en appelle hypocritement au consomm'acteur ou au « consommateur citoyen » (ce nouvel oxymore !)…

II – Pour une société de frugalité : quelques lignes de position

Si donc l'on veut définir les quelques principes qui devraient régir une société de frugalité, la première démarche est sans doute d'inverser les traits idéologiques de la société de consommation dont je viens de faire le tableau, au risque d'apparaître joyeusement archaïque. Voici ce que cela pourrait donner, point par point.

1/ (Contre l'idéologie du progrès) : Réhabiliter l'immobilisme ! L'homme a besoin d'enracinement, et l'on ne s'enracine pas en fonçant sur l'asphalte. Réhabiliter l'immobilisme, et si l'on éprouve vraiment la nécessité de remuer un peu, on peut toujours tenter de… faire machine arrière ! Contre le suivisme ambiant, il faut se rappeler que la vraie tradition est toujours motrice, que l'innovation apparente masque souvent la répétition du même, que l'hypermobilité liée à la gabegie des transports n'a rien à voir avec le mouvement, et qu'il n'y a rien de plus dynamique qu'un arbre préparant ses fruits pendant la morte saison. Il est toujours progressiste d'être en retard dans la mauvaise voie ! Voilà ce qu'implique l'idée de décroissance tempérée, ou si l'on préfère, l'objectif d'une aisance partagée (car la frugalité n'est pas la pénurie). Au bougisme actuel, qui pousse à ne jamais se contenter d'un produit, d'un lieu ou d'un(e) partenaire, il est bon d'opposer d'abord la force de l'inertie. Dans toutes nos activités quotidiennes, notamment celles qui se rapportent à l'économie domestique, la bonne règle est de ne jamais changer que ce qui a vraiment besoin de l'être, donc de conserver tout ce qui est « vieux » et qui fonctionne encore. Haïssons la mode du jetable, si nous ne voulons pas être un jour jetés à notre tour. Préférons le vieil objet fiable au nouveau produit sophistiqué. Rappelons-nous Montesquieu : le mieux est le plus souvent l'ennemi du bien. L'abus d'une bonne chose est toujours une mauvaise chose. C'est le cas de la consommation. En particulier, on prendra garde au piège des cadeaux (avec leurs emballages), à l'occasion des fêtes : parce qu'on se croit désintéressé en « offrant », on alimente sans vergogne la surconsommation. La seule voie aujourd'hui du « consommer mieux », c'est le « consommer moins ».

2/ (Contre le besoin de besoins et l'envie d'envies) Réapprendre le Désir, dans son émergence profonde comme dans sa limitation nécessaire. Le premier principe est toujours de se demander quels sont réellement mes besoins, quels sont mes désirs, et d'analyser la façon dont le monde moderne trompe mes vrais désirs en les maquillant en faux besoins. Car le désir profond, c'est celui qui sait attendre.

Certes, il s'agit là, pour chacun, tout un programme personnel. Mais on rappellera tout de même que la plupart des envies que nous nommons des « besoins » ne sont pas d'une absolue nécessité, et n'ont donc pas à être considérés comme des droits en tant que tels. D'autre part, nos besoins ou désirs sont souvent contradictoires : on ne peut à la fois désirer faire, et faire

faire ; être soi, et être comme tout le monde ; profiter de la consommation à bas prix, et fustiger les salaires dérisoires des exploités du tiers monde ; vouloir « tout » « tout de suite », chose impossible puisque ce serait enfermer le tout dans sa partie (le « tout » dans le « tout de suite ») ; être libres (c'est-à-dire sans dépendances excessives), et accepter les multiples dépendances du tout achat, ou encore, pour une nation, être autosuffisante et dépendre pour subsister de ses échanges avec des nations plus puissantes (c'est donc l'idéologie du commerce comme fin en soi qui est à combattre).

Retrouver le désir dans la conscience de ses limites, - c'est cela même, la frugalité -, cela demande d'avoir perpétuellement à l'esprit ce que coûte d'effort et de peines la satisfaction du moindre de mes besoins (y compris le plus naturel comme la nourriture), et à plus forte raison du moindre de mes désirs, sachant que l'humanité existe autour de moi (et en moi), et que je dois refuser tout ce qui, pour mon plaisir même le plus licite, contribue à l'injustice ou au malheur d'autrui. Retrouver le désir dans sa modération, c'est aussi savoir échapper à l'impatience de l'envie qui nie toujours l'insertion du désir dans le Temps, comme le montre l'épisode du Petit Prince et du Marchand de « pilules contre la soif, qui font économiser 53 minutes par semaine » : « Moi, se dit le Petit Prince, si j'avais cinquante trois minutes à dépenser, je marcherais tout doucement vers une fontaine. » C'était l'époque où les fontaines n'étaient pas polluées…

3/ (Contre le consensus terrorisant) Savoir dire non. Non à l'oppression du groupe, non à l'intériorisation des envies anonymes qu'il suscite en nous. Face à ce qui nous détruit, il est positif de négativer. Non au fameux « sophisme de l'inéluctable » que le « discours réaliste » prêche pour anesthésier nos résistances. Il nous faut refuser non seulement les modes passagères, mais le principe même de leur coercition. Désacraliser les rites sociaux devenus de simples prétextes commerciaux. Freiner le dévergondage des consommations. Se faire joyeusement le rabat-joie de l'euphorie publicitaire. Abominer les promotions prétextes et les soldes-bidon : l'appât isolé de chaque marchandise contribue toujours au piège général du système. Résister aux mimétismes collectifs dans sa famille même, en soi comme autour de soi. Fuir tous les engouements de type Loft Story, télévisés ou non, tous les rassemblements de nature fanatique, qu'ils soient sportifs ou musicaux, et qui poussent à l'éclatement ou à l'infantilisation de soi. Se souvenir de la formule de Sénèque : « La preuve du pire, c'est la foule. » (- mais non pas l'assemblée !).

Bien entendu, cette attitude morale exige de l'énergie morale (on disait autrefois « de la grandeur d'âme »). Si l'on est montré du doigt, -et nous le sommes-, il faut savoir opposer le rire de Panurge à la risée du troupeau. Si l'on est taxé d'archaïsme, et nous le sommes, il faut se rappeler combien c'est la peur d'être anormal qui inspire aux terroristes de la modernité l'injure suprême : vous menez un combat d'arrière garde ! C'est vrai, d'ailleurs : nous menons un combat d'arrière garde, mais paradoxalement ce combat se trouve être… un combat d'avenir. Car, lorsqu'une armée est engagée dans une impasse, il faut bien que, tôt ou tard, elle fasse demi-tour, et alors, l'arrière-garde se trouve aux avant-postes ! Dans un futur proche, on remerciera les personnalités pionnières qui ont montré qu'il était possible de résister et de vivre autrement…

4/ (Contre le culte du produit) Désacraliser le produit-héros. Re-politiser l'acte de consommer. Un produit n'est jamais une fin en soi, il n'est jamais qu'un moyen, une forme substantielle de service rendu, par des hommes à d'autres hommes. Il n'y a donc pas à le célébrer en tant que tel, encore moins à en rêver ou à y enfermer sa vie. Chaque fois qu'on le peut, préférons la solution naturelle qui dépend de nous à la solution-produit qui nous asservit. De même, quand nous sommes amenés à « consommer », rappelons-nous que l'acte de consommer n'est jamais isolé, ne se limite pas à lui-même, il implique toute une chaîne de relations humaines, socio-politiques autant qu'économiques, il peut aider certains à vivre

comme il peut détruire des communautés entières. Ré-humaniser le produit, c'est aussi faire prendre conscience - en aval - de ce que peuvent avoir comme conséquences redoutables les sous-produits du produit : la société de consommation est une société de déjection. Faire le plein nécessite de faire le vide, et de jeter sans fin. Quand on observe tout ce qui est jeté dans nos poubelles, on peut affirmer que nos déchetteries nous accusent. A l'inverse, l'homme frugal ne fait du produit ni la gloire d'un jour ni le rebut du lendemain : il le respecte simplement comme fruit du travail humain ou matière première offerte par la nature, il récupère ce qui peut l'être, il conserve ce qui peut encore servir, il répare et il reprise, il fait des « économies de bouts de chandelles », selon les principes chers à ma grand'mère. Non pas dans le sens d'une avarice sordide, mais dans un esprit altruiste de respect de la planète et des autres civilisations.

5/ (Contre le bonheur normalisé) Oser vivre des joies qui ne se voient pas, qui ne semblent pas « conformes » ! Ne plus craindre les interpellations d'autrui de type « comment, tu n'as pas encore cet objet, comment tu n'as pas vu ce film », etc. Oser le cérébral contre le viscéral. « Oser la sagesse » nous dit Horace (père du « Carpe diem »). Jouer l'intériorité contre l'exhibition. Refuser la fausse convivialité des ruées consommatrices. Sortir de l'économisme domestique et du règne de la marchandise. Savoir que ce que l'on fait lentement de ses mains est le plus souvent préférable à ce que l'on achète compulsivement. Se déconditionner de l'impatience du « tout tout de suite » qui aboutit toujours à instrumentaliser les autres. Savoir vivre avec des problèmes non résolus (et non solubles dans la consommation !). Quitter souvent les horizons mêmes du consumérisme militant, car cela peut encore être une aliénation que d'être obsédé par la recherche sans fin du « mieux consommer ». Réapprendre la gratuité des échanges. Être sceptique devant toute promesse de bonheur qui puisse venir d'autre chose que du Sens (ce « sens » pouvant être, devant les dons quotidiens de la nature, dans la sagesse de la saveur). Accepter enfin les manques inévitables sans les vivre comme des frustrations intolérables ! Car la frugalité à l'échelon planétaire obligera au grand partage, et si l'Occident cesse d'externaliser le labeur et la peine, il faudra bien qu'il en reprenne sa part : nous serons alors conduits à retrouver un savoir-vivre collectif de la privation (équitablement répartie, évidemment !), - sachant que toute peine peut être joyeuse quand elle est solidaire.

6/ (Contre nos impatiences dévoratrices) Eradiquer (ou assagir, faute de mieux) la pulsion consommatrice. C'est le plus difficile, puisque nos modes de vie l'ont ancrée en nous comme un nouvel instinct à la fois personnel et collectif. Nous sommes dévorés par le besoin de dévorer. Si l'on ne peut pas se déconditionner du jour au lendemain, au moins :

- à un premier niveau, ne pas entretenir la pulsion consommatrice dans l'ordre des marchandises : délivrons-nous donc de « l'esprit-shopping », du culte de la grande surface, du lèche-vitrine des rues piétonnières, du vertige des promotions rituelles ou de la délectation compulsive des catalogues de vente par correspondance…

- mais en même temps, ne pas chercher à assouvir cette même pulsion dans l'ordre médiatique, dans la façon dont, sous prétexte d'information, on se repaît de nouvelles, faits divers, événements, documents-spectacles, spectacles-produits, bref, toutes ces formes de « consommations de signes » censées animer la cité alors qu'elles ne font que « divertir » le citoyen. Adieu TV, finie la drogue…

Fondamentalement, c'est à une reconquête du temps personnel que nous sommes confrontés. Un temps qualitatif. Un temps qui cultive la lenteur et la contemplation, en étant libéré de la pensée du produit (dans Le Meilleur des Mondes, on n'a le droit de s'adonner qu'aux loisirs qui font consommer). Vivre un temps qui ait du sens sans l'argent, des parcours qui aient du sens sans carburant, et des loisirs qui chantent sans les trépidations de l'envie.

Savoir être inutile, pour rester disponible à tout ce qui n'est pas utilitaire. Et ainsi, retrouver l'art de « cueillir le temps présent » (Carpe diem) en l'ouvrant à toutes les dimensions (personnelles, collectives, esthétiques, spirituelles) d'une existence humaine, et non sur le mode tragique de la dévoration suicidaire.

Cela implique naturellement un enracinement culturel profond, qui recueille et revivifie nos valeurs en voie d'oubli.

7/ (Contre l'extinction des valeurs) Remettre au premier plan les valeurs humanistes, affirmer la primauté de ces valeurs sur tout autre objectif, notamment technique ou économique (et non, par exemple appeler sans cesse à la consommation pour sauvegarder la croissance, ce qui pousse à l'égocentrisme sous prétexte de solidarité). Ces valeurs personnelles et collectives, lentement élaborées par notre civilisation, sont toujours là – y compris dans la bouche de ceux qui les menacent en les subvertissant. Ce sont globalement : la conscience, la conscience de soi bien sûr, mais aussi la volonté de lucidité sur toutes les réalités humaines dans leurs dimensions tant psychologique que politique, à commencer par nos propres présupposés idéologiques. Le courage, le courage d'être libre, le seul qui conduit à ne pas asservir autrui. Contre la loi du bon plaisir, le sens de l'effort, de l'effort qui n'est pas triste, celui qui permet à l'enfant de se structurer et d'apprendre à vivre debout. Mais aussi la modération, la seule vertu capable de freiner nos soifs de biens ou de pouvoir. La justice bien sûr, le sens constant de la justice, qui exige de lutter contre tout ordre politique qui ne se fonde pas sur la solidarité, - bref, liberté, égalité, fraternité !. Et naturellement, pour conforter en chaque individu ces éléments d'une morale fondamentale, la culture de l'intériorité par laquelle se construit l'identité véritable, à mille lieux de l'identité par l'exhibition ou de l'exacerbation des mimétismes.

Sans poursuivre une énumération qui risquerait de tourner à la facilité du catéchisme humaniste, je ferai deux remarques :

- D'abord, rien de tout cela n'est nouveau. Mais c'est justement pour cette raison qu'il faut le répéter ! Aucun homme, aucune civilisation ne se crée à partir de rien. Il nous faut donc sans cesse reprendre et revivifier notre humanisme, qui a débouché sur la déclaration des droits et des devoirs de l'homme. Quelles que soient les transformations radicales que nous pouvons souhaiter, nous devons savoir qu'il n'y aura pas de citoyenneté véritable, pas de démocratie véritable, sans la transmission et la reprise incessantes de ses valeurs et de l'héritage culturel qui les a perpétuées jusqu'à nous, valeurs qui demeurent à l'opposé de notre surconsommation égocentrée.

- Deuxième remarque : au cœur de cet humanisme, il y a le sentiment de l'appartenance spirituelle de tout homme à l'humanité et de la présence de l'humanité en tout homme, qui fonde l'éthique même, universelle et autonome, dont le respect doit primer sur toute autre considération dans la conduite de nos vies et l'organisation de nos sociétés. C'est ce sentiment qui nous oblige à aller vers une société de frugalité, parce qu'il est tout simplement indécent et immoral de se goinfrer dans notre bulle de « pays nantis » pendant que des centaines de millions de nos frères humains crèvent dans la misère la plus sordide. Or, c'est bien notre double tradition judéo-chrétienne et gréco-latine qui nous renvoie en permanence à cette évidence morale élémentaire : Côté judéo-chrétien : « Tu aimeras ton prochain comme toi-même » ; « Ne te dérobe pas à ton semblable » (dont le texte littéral serait : « Ne te dérobe pas à ta propre chair » - l'autre fait partie de toi) ; « Si tu possèdes une deuxième paire de chaussures et qu'un pauvre va nu-pieds, tu n'as pas à la lui donner, mais à la lui rendre. » (Grégoire le Grand).

Côté gréco-latin : « Je suis homme, et rien de ce qui est humain ne m'est étranger » (Térence). Plus près de nous : « Il y a une espèce de honte d'être heureux à la vue de certaines

misères » (La Bruyère) ; «Conduis-toi de telle sorte que tu traites l'humanité dans ta personne aussi bien que dans la personne d'autrui comme une fin et jamais comme un moyen » (Kant) ; « Être homme, c'est précisément être responsable. C'est connaître la honte en face d'une misère qui ne semblait pas dépendre de soi. » (Saint-Exupéry) ; « [Chaque homme] est responsable de tous les hommes » (Sartre), etc. On pourrait multiplier les citations !

Ces quelques observations ne décrivent pas la société de frugalité elle-même, ni dans son organisation, ni dans l'évolution à suivre pour y parvenir. Elles visent simplement à montrer quelle est l'idée de l'homme qui devrait présider à sa mise en œuvre, et dont elle favoriserait réciproquement l'émergence. Cet homo frugalis, à l'opposé de l'homo consumens, c'est bien sûr l'homme pluridimensionnel. Sans attendre qu'une nouvelle société « clefs en mains » nous soit proposée, et parallèlement à nos actions militantes et associatives, ce modèle représente déjà une sorte d'idéal à vivre personnellement (et interpersonnellement), quels que soient par ailleurs les compromis auxquels nous conduit ce système même auquel nous résistons. Idéal moral, mais aussi politique, - car si la politique est l'art d'ordonner dans la justice la vie de la Cité, ce qui est immoral ou injuste ne saurait être politiquement recevable.



BIOGRAPHIE

Bruno Hongre alias François Brune, professeur et écrivain, collaborateur du Monde Diplomatique, a notamment publié Le Bonheur conforme, essai sur la normalisation publicitaire (Gallimard, 1985), « Les médias pensent comme moi ! », fragments du discours anonyme (L'Harmattan, 1993/1997), De l'Idéologie aujourd'hui (Parangon, 2004) et dernièrement, Médiatiquement correct ! (Parangon, 2004).

Un bonheur illusoire

Violence de l'idéologie publicitaire

par François Brune

L'INSIDIEUSE machine à propagande qu'est la publicité commencerait-elle à donner des signes de fatigue? Confrontés à la baisse d'audience, radios et télévisions doivent désormais ruser avec les auditeurs pour leur faire absorber de force ces "messages" qui, sans relâche, célèbrent l'ordre des "décideurs" et le bonheur des consommations inutiles. Car, au-delà de la manipulation et du mépris, la publicité ne dévoile-t-elle pas, d'abord, une philosophie cynique qui entend transformer le monde en marchandise?

Les élections passent, la publicité demeure. Les promesses politiques se succèdent allègrement à la surface des événements; le système de propagande commerciale, lui, continue de façonner en profondeur l'imaginaire du public, chaque jour et en tout lieu.

Ce n'est pas le principe de la "publicité", au sens originel du mot, qui est en cause (1). C'est la réalité d'un phénomène social devenu hypertrophique, et qui diffuse en permanence ce qu'il faut bien appeler une idéologie dominante, n'en déplaise aux euphoriques de la modernité qui veulent n'y voir qu'un jeu sans enjeu.

A toute forme d'idéologie dominante, deux analyses critiques peuvent être opposées: l'une, stigmatisant la nature plus ou moins pernicieuse de la "vision du monde" qui la constitue; l'autre, l'exercice même et les méthodes abusives de sadomination. C'est à ces deux niveaux qu'on doit dénoncer la violence de ce système.

Les grands traits de l'idéologie publicitaire n'ont pas changé depuis l'origine. A travers leur diversité apparente, toutes les publicités célèbrent le produit héros. La marchandise est le centre et le sens de la vie; le marché (super ou hyper) est son temple obligé. Le message constamment répété est clair: la consommation résout tous les problèmes. Toutes les dimensions de l'être, corps, coeur, esprit, peuvent se trouver dans le produit. Les marques nous fournissent identité et personnalité ("Macrème, c'est tout moi"). Les marchands (et la dynamique capitaliste qu'ils servent) forment une instance assistantialiste permanente au service de la collectivité.

Le rêve lui-même s'achète, puisqu'on vient nous le vendre. Le bonheur se constitue finalement d'une somme de plaisirs immédiats, à programmer du matin jusqu'au soir. Il n'y a pas à se poser de problèmes métaphysiques; tout nous est résolu d'avance. L'existence a un but infiniment simple: ilsuffit de "croquer dans la vie" (de préférence"à pleines dents"). L'homme bronzé recto-verso est l'idéal du moi valable pour tout un chacun. Message parfaitement compris par une lycéenne qui écrivait: "Ala télévision, heureusement, il y a la publicité pour nous simplifier la vie"...

Une étrange thérapie sociale

CETTE philosophie, hautement idéaliste, se complète de traits maintes fois dénoncés, mais plus que jamais présents: l'éternelle célébration du nouveau (qui disqualifie ipso facto tout passé), la pseudo-libération des désirs (aussitôt asservis à la pulsion d'achat), l'appel au consensus terrorisant (ralliez-vous à l'événement-produit: il est votre époque), la déraison conviviale (allons, craquez, rejoignez l'euphorie collective) et, plus généralement, la vampirisation de tous les thèmes à la mode de la vie sociale, culturelle ou politique (2).

La vision réductrice des publicités ne se limite pas à ce contenu. Celles-ci façonnent aussi, par leur langage, les modes de pensée des jeunes générations. Le discours publicitaire cultive une rhétorique de l'association selon laquelle n'importe quel produit peut être allié à n'importe quelle image: toute réalité peut ainsi être manipulée; toute "valeur" peut être récupérée, puis réduite à des "signes" consommables. Une telle "logique" peut déboucher sur la perversion de l'idée même de valeur, lorsque l'on voit par exemple l'éthique ou la beauté du sport délibérément associées à la célébration de boissons alcoolisées (3). Les films publicitaires, qui s'emploient à faire de tout produit un spectacle, contribuent à renforcer chez l'enfant la confusion entre le monde et l'image: l'évident, c'est le visible. Le rythme chaotique des spots, jouant des sophismes de l'image et du montage, habitue les plus petits à vivre leur relation aux choses sous la forme de l'adhésion-réflexe. Le langage publicitaire s'ingénie ainsi à retarder la lente édification de leur raison critique. Sous prétexte de séduction etde poésie, la publicité actuelle est un opérateur de déstructuration mentale.

Cette déréalisation du monde, qui se donne l'alibi de crée un "imaginaire", ignore délibérément la réalité de la crise. On aurait pu penser que le chômage, l'exclusion, la pauvreté freineraient l'exhibition du discours publicitaire et feraient taire les sirènes de la surconsommation. Il n'en est rien. Qu'importe la "fracture" sociale, puisqu'on s'adresse à la majorité nantie! Qu'importe si des centaines de milliers d'individus sont forcés de contempler chaque jour des modèles d'existence qui leur sont rendus inaccessibles par leur exclusion! On ne s'émeut pas de cette violence quotidienne. Après tout, pourquoi refuserait-on aux pauvres de rêver à ce que possèdent les riches: n'est-ce pas ce qui se fait dans le tiers-monde (4)?

A l'ordre économique, qui a pour effet d'exclure les pauvres, s'adjoint désormais l'ordre publicitaire, qui a pour fonction de nous les faire oublier. Au reste, un publicitaire de renom expliquait, il y a quelques années: "Plus les individus portent attention à la publicité, plus ils nient la crise et ses fondements structurels. Par là même, ils retardent et arrivent à éviter la dure rencontre avec les réalités quotidiennes (5)." Admirable thérapie! Schéma à la mode d'affrontement des problèmes, par la fuite dans l'irréel comme dans la drogue!

Si la publicité restait localisée dans son domaine propre (dans le cadre des centres commerciaux par exemple), l'honnête homme la trouverait sans doute tolérable. Mais elle poursuit sans fin son expansion,"hors de son champ économique spécifique", en répondant au reproche de saturation... par la sursaturation! Le discours publicitaire n'est pas seulement totalitaire en ce qu'il prétend enfermer le tout de la vie humaine dans la consommation et la marchandise, il l'est bien plus encore en ce qu'il tente de soumettre à son emprise l'ensemble de la cité, contournant les résistances qu'il ne peut forcer, occupant tous les espaces de liberté, jouant plus encore de la passivité que de la séduction et, pour finir, usant de cette violence subtile, qui n'est certes pas la moindre: la violence institutionnelle.

La "pub" s'est institutionnalisée : elle est "légitime", elle est "naturelle"; on la respire comme l'air même dans villes et des médias; ses enseignes et affiches, passées du centre aux périphéries urbaines, embellissent gracieusement nos campagnes... Cet impérialisme, maintes fois dénoncé naguère, n'apparaît plus même aux yeux de ceux qu'il colonise (6). Voyez ses débordements à latélévision : on ne discute plus le nombre de spots journaliers, on discute maintenant sur le nombre de "minutes par heure" auxquelles ont droit les publicités. Qu'est-ce qui est normal? se demande-t-on: onze minutes? treize minutes? Quinze minutes? S'agissant du saucissonnage des films, c'est sur la"seconde" coupure que les chaînes privées sont passées à l'offensive. Il y a débat, certes; mais ce n'est jamais pour déplorer la violence par effraction qui est faite aussi bien aux oeuvres parasitées qu'à laconscience des spectateurs piégés. C'est simplement pour discuter le délicat partage d'une manne publicitaire non extensible. Le salut du troupeau ne tient pour l'instant qu'à la dispute des loups.

Quel citoyen ose encore s'étonner de l'hypertrophie de l'idéologie commerciale, qui transsude par tous les pores des programmes télévisuels? Les émissions sponsorisées jusqu'à satiété, les produits et les marques liés aux sacres des champions, la vague de stars qui viennent se vendre, le consensus sur la "publiculture" dont on célèbre l'art de manipuler les masses, les débats mêmes sur certaines campagnes indécentes (dont l'abus cautionne, a contrario, lalégitimité des autres), tout vient consacrer la puissance oppressive du système.

Or l'omniprésence quantitative du phénomène publicitaire entraîne un changement qualitatif de sa façon d'imposer ses modèles. Ce discours dominant ne dit plus: "Faites ainsi"; il dit: "Tout le mondefait comme cela". L'injonction quotidienne n'est pas "Voici ce que tu dois être", mais: "Voilà ce que tu es". Le mode indicatif se révèle dès lors beaucoup plus insidieux que le mode impératif. Il suffit que les mêmes images, les mêmes consommations, les mêmes sources se répandent "dans le cadre médiatico-publicitaire" pour que, aussitôt, la foule les reçoive comme régnantes, et donc devant être suivies. L'omniprésence du produit et de ses signes crée l'illusion à la fois d'un partage démocratique et d'un consensus idéologique. La banalisation devient la forme moderne de la normativité. On n'échappe pas à des modes de vie qui semblent déjà les nôtres. Le plus pernicieux des modèles est celui qui joue au miroir: personne ne peut plus protester de sa différence.

Or nos publicitaires, justement, usent et abusent du sophisme du miroir, pour clamer leur neutralité. Nous ne conditionnons pas, disent-ils, nous reflétons. Ils n'avouent pas qu'ils ne reflètent un peu que pour conditionner beaucoup. Leur technique, en effet, joue sur trois temps: photographier effectivement certains aspects de l'individu ou certaines tendances du public; sélectionner, parmi ces traits, ce qui peut s'accorder avec l'idéologie de la consommation; amplifier alors, à l'intention de l'ensemble du public, les modèles ou styles de vie ainsi constitués.

Leur manipulation constante consiste ainsi, avec du reflet sélectif, à produire du conditionnement massif. Cette gigantesque opération sociale réussit d'autant mieux qu'elle ne se voit opposer aucun réel contre-pouvoir institutionnel.

S'il y a en effet, au niveau purement commercial, une certaine défense des consommateurs contre certaines publicités, il n'y a pas de droit de réponse au niveau idéologique. Il n'y a pas d'espace médiatique pour un discours critique. Personne n'ira demander dix minutes par heure sur le petit écran pour exprimer son désaccord sur les modèles d'existence prônés par la publicité. Ni la femme maltraitée dans l'image donnée d'elle, ni l'enfant frustré par l'achat qui n'a pas tenu ses promesses, ni le travailleur insulté par la récupération caricaturale de son image, ni l'humaniste qui voit flétrir les valeurs auxquelles il croit, ne peuvent dénoncer hautement la violence morale qui leur est faite. La résistance à l'idéologie publicitaire ne peutsuivre que la voie de la protestation privée, dans la quasi-clandestinité (7).

Loin d'admettre les résistances critiques du citoyen normal, l'institution publicitaire opères ciemment un chantage à l'anormalité qui frappe d'ostracisme tous les "publiphobes (8)". Elle pousse ceux qui la rejoignent à rejeter ceux qui se plaignent d'elle, tendant par là, comme tout système totalitaire, à transformer ses victimes en bourreaux. Quiconque émet des doutes est suspecté d'archaïsme. Parler de conditionnement, de mercantilisation de l'imaginaire, c'est passer pour tenant d'une sociologie marxiste dépassée. L'individu vraiment "évolué" doit en même temps rejoindre le grand nombre (supposé publiphile) et rire des marginaux (supposés rétrogrades). Des philosophes "post-modernes" soutiennent de leurs sophismes cette position, tant ils craignent eux-mêmes d'être exclus de la modernité (9).

Ce refus de tout contre-pouvoir triomphe dans une dernière interdiction, dans un ultime chantage: oser attaquer le phénomène publicitaire, nous objecte-t-on, ce serait favoriser le chômage en freinant la consommation. Comme si la stagnation de la consommation n'était pas

liée d'abord à celle du pouvoir d'achat! Comme si, dans une société à deux vitesses, le salut du pauvre était directement dépendant de la boulimie du riche! Comme si l'impasse dans laquelle devraient s'égarer nos sociétés consistait, en cette fin de siècle, à s'aliéner culturellement pour survivre économiquement!

Notes:

(1) Dans sa première acception, la publicité désigne le fait de faire connaître au public ce qui a un intérêt public (qu'il s'agisse de débats, d'ouvrages ou de produits). Ce sens uniquement informatif n'a évidemment plus rien à voir avec l'ampleur actuelle du phénomène publicitaire.

(2) Voir Emmanuel Souchier,"Publicité et politique", Le Monde diplomatique, décembre 1994.

(3) Les marchands de mort - par letabac ou par l'alcool - ne désarment pas, on le sait, contre la loi Evin qui freine leur publicité (notamment dans le cadre des retransmissions sportives). Le mouvement Alliance pour la santé a dû récemment dénoncer le "complot des cigarettiers", en rappelant que "la publicité viole la conscience des plus jeunes et des plus démunis" (Le Monde, 1erjuin 1995).

(4) Voir François Brune, "L'annonce faite au tiers-monde", Le Monde diplomatique, mai1988.

(5) Bernard Brochant, dans sa préface au livre de B. Cathelat, Publicité et Société, Payot, Paris, 1987.

(6) Voir François Brune, "De l'impérialisme publicitaire", Le Monde diplomatique, janvier 1986.

(7) Ceux qui désirent sortir de la clandestinité peuvent rejoindre le mouvement Résistance à l'agression publicitaire: 61, rue Victor-Hugo, 93500 Pantin. Tél. (1) 46-03-59-92.

(8) Le mot "publiphobe" provient, on le sait, d'une campagne lancée par la profession publicitaire, au début des années 70, pour ridiculiser ceux qui tiennent trop à leur liberté d'esprit...

(9) Lire les exemples cités par Jacques Blociszewski, "La publicité, culture de notre temps?", in Manière de voir, n° 19.

La publicité, les vecteurs de l'idéologie

par François Brune

Pour bien cerner la réalité spécifique de l'idéologie publicitaire, il faut distinguer les diverses approches qui se mêlent trop souvent dans le débat sur la publicité. On a ainsi :

– le point de vue fonctionnel des agents du marketing (glorification des techniques utilisées, " concepts" qui intimident les non-initiés, autolégitimation du système par la novlangue que s'invente le système : cibles, études de marché, supports, sociostyles, etc.) ;

– le point de vue spontané du " consommateur ", qui réagit au quotidien à telle ou telle campagne : plaisir (intérêt, désir), irritation (colère, scandale, distance lucide ou croyant l'être), bon sens du client en quête d'informations complémentaires et de tests comparatifs ;

– le point de vue de l'économiste, qui considère le système socio-économique globalement, prend de la hauteur pour paraître objectif, examine la publicité comme une instance régulatrice entre l'offre et la demande, situe sa place dans le P.N.B., la chiffre, établit des comparaisons, etc. Mais on notera que les données chiffrées de l'économiste, pour exactes qu'elles soient, légitiment souvent le phénomène publicitaire au nom du " réalisme " que doit manifester notre professionnel : le " réalisme " présuppose toujours que ce qui est ne peut être mis en cause pour la seule raison que cela est. Ce qui cache déjà une position idéologique;

– le point de vue du citoyen humaniste qui, au nom de la liberté et des valeurs fondamentales, manifeste une conscience critique à l'égard de tout ce qui se fait et tout ce qui se dit autour de lui. Ce point de vue suppose qu'on observe lucidement l'ensemble de ce que nous disent les publicités, omniprésentes dans le champ social, et qu'on s'interroge sur le sens profond de ce que leur discours nous prescrit.

Là se situe l'idéologie publicitaire. Elle englobe toutes les représentations que la publicité nous met dans la tête ainsi que le " mode d'emploi " de l'existence qu'elle tend conséquemment à nous faire adopter. Cette idéologie agit parson contenu et par ses stratégies spécifiques. Explorons ici ses divers niveaux d'influence et les formes de sa domination.

Cinq niveaux d'influence

1/ La conduite d'achat

Chacun sait qu'une publicité cherche à faire acheter ou consommer ; chacun se croit libre parce qu'il le sait. C'est en effet l'aspect le plus visible de son action, celui auquel il nous semble le plus facile de résister. Je choisis telle marque, j'achète ou non ce produit, je préfère faire appel à cet organisme de préférence à tel autre : je suis libre !

Cette apparente liberté du client que je suis n'en couvre pas moins un premier niveau de conditionnement, c'est qu'on me dit sans cesse qu'il faut acheter. Ce rappel, que me lancent les multiples signaux de la vie quotidienne (revues, courrier, affiches, spots, enseignes), est de plus ritualisé au fil des fêtes, foires et saisons. On jalonne ma vie de " besoins " d'achat ; on me répète qu'exister, c'est saliver. Je vis dans un monde de lèche-vitrines où ce sont les vitrines qui me lèchent. " Ça fait trois semaines que je n'ai rien acheté! " déplore une consommatrice. "Prenez de l'avance sur les fêtes ", clame un grand magasin dès le mois

d’octobre. Ainsi se constitue au fond de nous une nouvelle instance psychique: la pulsion d’achat, instance première, normative, véritable impératif catégorique de l’idéologie publicitaire.

2/ Le comportement deconsommation

La liberté de choix est évidente, dit-on, puisque “ les marques se concurrencent ”. Certes. Mais le consommateur voit-il qu’il ne choisit pas librement la nature de ses consommations ? Ce dont nous croyons avoir besoin est le fruit d’un conditionnement commercial à base de mimétismes sociaux. J’hésite entre dix marques de “ jeans ” : je ne mets pas en doute qu’il est bon, qu’il est beau, et tellement “ jeune ” d’adopter cette mode. J’ai le choix entre mille et une boissons pétillantes et sucrées, mais je ne m’aperçois pas que je cède à l’impératif de boire, en été, pétillant et sucré. Idem pour les divers produits de beauté, dont l’ensemble persuade qu’il est indispensable d’user de crèmes de toutes sortes pour offrir un visage socialement acceptable. L’usage rituel de produits de beauté fait croire quela beauté ne saurait être que produite (par le miracle de l’industrie). La liberté de choix cache ainsi l’obligation de choisir. Au niveau des produits pris isolément, les prescriptions d’achat se concurrencent, mais en revanche, au niveau des comportements de consommation, elles se renforcent. La grande masse de publicités en faveur de l’alcool, du tabac ou de l’automobile, quoique concurrentielles, convergent pour préconiser leurs ivresses spécifiques: il faut fumer, boire et conduire. “ La promotion de l’usage, dit leprofesseur Got, porte en elle-même la promotion de l’abus. ” Et ces modesde consommation deviennent peu à peu des styles de vie censés incarner le bonheur moderne.

3/ Le modèle de bonheur

Toutes publicités confondues, depuis des décennies, l’idéologie publicitaire dresse à nos yeux, et à ceux des enfants, une représentation idéale du bonheur dans la “société de consommation ”. Résumons ce beau programme :

– il faut jouir : le plaisir d’abord ! Le plaisir de consommer, de consommer tout de suite, de consommer égocentriquement (même si c’est avec d’autres). C’est le “ devoir de plaisir ”, qui exige la satisfaction de l’envie immédiate, matérielle, superficielle, extravertie ;

– il faut “ rêver ” et, plus précisément, rêver de consommations qui recèlent, par elles-mêmes, les grandes valeurs de la vie. Toutes les dimensions de l’être humain (l’intelligence, la santé, la beauté, l’amour, la convivialité, la grandeur, l’engagement politique, voire révolutionnaire) étant réduites aux produits qui les “ signifient ”, inutile de tenter de vivre ailleurs ;

– il faut “ croire ”, c’est-à-dire s’en remettre à la solution “ produit ”, quel que soit le problème que l’on rencontre existentiellement ; le culte du produit-héros, célèbré dans toute publicité, s’étend naturellement du produit à ceux qui le produisent : les industriels, les grands capitaines de l’économie libérale, les multinationales qui ne pensent qu’à vous assister, et dont l’essence divine réside dans le nom, c’est-à-dire la Marque (Vous en rêviez, Tony l’a fait) : la Marque devient alors pour beaucoup la seule identité, l’être social par excellence - et l’illustration parfaite de l’aliénation, puisque le sujet, en la portant, se glorifie de sa servitude ;

– il faut tout consommer, collectivement, qu’il s’agisse de réalités ou de symboles, de choses de lanature ou de fruits de la culture. Sous le signe de la pulsion consommatrice, la rhétorique publicitaire associe désir d’achat et pulsion sexuelle, soif d’information et dévoration d’événements, etc. La “ marchandisation ” du monde a l’avantage de tout

transformer en produit consommable et jetable. Dès lors, la soumission à la consommation, la consoumission, permet de participer au vaste mouvement consensuel et euphorique de la modernité. Honte à qui refuserait de suivre notre fantastique époque de progrès, et tenterait de dégriser les drogués de la surconsommation en tirant la sonnette d'alarme écologiste...

La pauvreté de ce modèle peut faire rire, mais ne doit pas nous dissimuler sa nocivité : il enferme en effet le consommateur dans une frustration chronique (aucun produit ne peut tenir la promesse de ses signes), dans une course inassouvie à la surconsommation tragique, dans une idée de soi qui est un leurre sur soi-même. Le fossé entre l'opium publicitaire et les réalités de la vie, lequel commence dès l'enfance, entretient dans le grand public une sorte des chizophrénie collective, entre délire et sinistrose, grosse de déchirement spotentiels et de lendemains qui déchantent.

4/ Le modèle decommunication

La publicité se prétend “ communication ”. Or, la vraie communication suppose dialogue et parité dans l'échange. Ce coup de force sémantique est révélateur : toute idéologie fausse le sens des mots, pour égarer les gens. Car, en vérité, le discours publicitaire est toujours à sens unique : il impose unilatéralement son message public à des individus isolés. L'émetteur n'apparaît pas, ses injonctions semblant venir le plus souvent de partout à la fois, anonymement. Le destinataire que nous sommes (appelé “ cible ”) n'a pas droit de réponse: si l'on peut acheter ou non, on ne peut pas répondre aux messages publicitaires qui nous sont adressés au niveau idéologique qui est le leur. Le public, clandestinement radiographié par les études de marché, n'est absolument pas considéré comme partenaire libre d'un dialogue égalitaire ; il est traité en troupeau fantasmant ; il est travaillé au niveau inconscient, au niveau réflexe ; et c'est tout juste si on lui offre, pour peaufiner son conditionnement, les “ rationalisations a posteriori ” qui lui donnent l'illusion de choisir librement. Enfin, les publicitaires s'arrogent le droit de “ communiquer ” sans prévenir, où bon leur semble, pour jouer de l'effet de surprise et pénétrer par effraction dans le for intérieur du destinataire (coupures de films, publicités clandestines, etc).

Or, les publicitaires ont fait croire à la plupart des responsables chargés de former positivement les citoyens que leur modèle communicationnel était le type idéal d'éducation populaire ! Les publicités dites d'intérêt général, les campagnes humanitaires, les officines gouvernementales les mieux intentionnées (?), les institutions “ respectables ”, en communiquant de la sorte, croient “conscientiser ” les gens de façon efficace et “ moderne ”. En réalité, ce discours infantilise ceux qu'il prétend rendre conscients, en tentant de leur dicter des conduites-réflexes. On traite les citoyens en mineurs dans la façon même dont on les appelle à vivre en majeurs. Les politiciens à leur tour se sont massivement mis à pervertir leurs messages en recourant au modèle publicitaire. Ainsi est né le marketing politique, avec toutes ses dérives, l'une d'elles étant l'emploi récent, à toutes les sauces, du qualificatif “ citoyen ”.

5/ Le mode de pensée

Dans le déroulementordinaire de son discours, la publicité recourt sans cesse aux sophismes de l'image, falsifie le sens des mots, destructure l'ordre logique. Ce langage, dès le plus jeune âge, façonne ainsi des modes de pensée qui sont à l'opposé de la raison cartésienne. La règle publicitaire, qui oblige à faire du produit un spectacle, conduit l'enfant à confondre l'image et la chose, le visible et le réel. Règne ensuite la culture de l'amalgame : la publicité pratique cette rhétorique de l'association selon laquellen'importe quelle valeur peut être associée à n'importe quel produit (la beauté du sport par exemple à la célébration de

boissons alcoolisées). La rythmique publicitaire (jingles, chocs et frissons), les montages chaotiques et “ déments ”, en tentant de happer au lieu de convaincre, en nous saisissant viscéralement pour contourner nos résistances conscientes, font prédominer les conduites-réflexes sur toute démarche réfléchie. En liaison avec la trépidation médiatique et les oripeaux de la société de spectacle, c’est toute une relation au monde fondée sur l’adhésion sensorielle et le refus de penser que tisse la publicité dans la “ conscience ” collective. Ce mode de pensée instaure, en réalité, le règne de l’impensé...

Le pire est ici qu’un certain nombre de sociologues et autres gourous de la psychologie moderne trouvent cela très bien, et se réjouissent de voir enfin le cerveau retrouver les délices de l’irrationnel en cultivant son “ hémisphère droit ”. Moyennant quoi les générations occidentales se livrent sans remords à la course au fric et à la surconsommation, au nom de la modernité et de la mondialisation, sans préoccupation éthique, sans vouloir voir le lien entreles misères de la planète et les excès de leur train de vie, sans même seposer le problème de leur propre avenir que menacent des catastrophes environnementales. Mais c’est précisément là la visée de l’idéologie publicitaire : entretenir l’irrationalité des foules consommatrices, pour les empêcher de prendre conscience.

Le système de domination

Si ces traits du discours publicitaire constituent bien une idéologie perverse et déshumanisante, la question est de savoir comment elle est parvenue à s’imposer. à l’analyse qualitative de sa nature doit s’ajouter l’analyse quantitative de sa puissance, c’est-à-dire des formes extérieures de sa domination. Une idéologie n’est vraiment aliénante que lorsqu’elle est dominante. Or, l’omniprésence de la publicité, son hypertrophie et les légitimations “ culturelles ” qu’elle s’est trouvées dans les médias ont fait de son idéologie depuis une vingtaine d’années bien plus qu’une philosophie dominante : un ordre, un ordre oppressif qui tente violemment de pénétrer et de façonner tous les esprits.

A/ L’impérialisme publicitaire est patent, comme le montre l’essor des publicités à la télévision française depuis I968 (voir encadré)

B/ La “ légitimation ”du système est allée de pair avec sa pénétration dans les journaux et médias, de sorte que peu de choses séparent maintenant l’idéologie médiatique, prise globalement, de l’idéologie publicitaire. Tout est annonce, tout est “ pub ” : tous les modèles d’existence désirables exposés dans les émissions télévisées grand public s’apparentent au “ bonheur conforme ” programmé par les publicités. D’autre part, les diverses formes de parrainage des émissions, la pression des annonceurs quifinancent les médias, la banalisation du “ discours commercial ” sur toutes les chaînes ou presque, la célébration de la pub-culture et les rubriques journalistiques de connivence qui en suivent l’actualité, tout cela est fait pour rendre, aux yeux des téléspectateurs, l’univers publicitaire consubstantiel de leur monde quotidien (cf. la rubrique de Télé 7 Jours : “Ces marques liées à votre vie ”). Bref, “ normal ”.

C/ L’ordre de laconsommation règne d’autant mieux qu’il ne prend plus l’air de dominer. L’omniprésence quantitative du phénomène publicitaire entraîne en effet un changement qualitatif dans sa façon d’imposer ses modèles : sa norme paraît “ normale ”. Elle ne dit plus d’un ton menaçant : “ Faites ainsi ”, mais tranquillement : “ Tout le monde fait comme cela ”. L’injonction publicitaire n’est plus : “ Voilà ce que tu dois être ”, mais elle devient : “ Voilà ce que tu es. ” Le mode indicatif se révèle dès lors beaucoup plus insidieux, plus oppressif, que le mode impératif. Il suffit que les mêmes consommations, les mêmes modèles d’existence, les mêmes “nouvelles mœurs ” se répandent dans le très partiel cadre médiatico-

publicitaire pour que la foule, aussitôt, les reçoive comme majoritaires, et donc devant être suivis. L'idéologie prend l'allure d'un nécessaire consensus démocratique. La banalisation devient véritablement la forme moderne de la normativité. Et les publicitaires, feignant d'observer comme normaux ces modèles qu'ils ont répandus, viennent nous raconter qu'ils ne font que refléter la société ! Pour peu que nous trouvions quelques différences entre les représentations qu'ils nous donnent de nous-mêmes et ce que nous nous sentons appelés à être, ils prétendent alors qu'ils anticipent sur notre devenir. Il faudra donc nous conformer au miroir qu'ils nous donnent de notre modernité... Et nous ne sommes pas les seuls à devoir suivre la voie de cette uniformisation : les peuples du tiers-monde ne sauraient y échapper. Ce qu'on appelle mondialisation n'est que l'extension à toute la planète de l'idéologie de la consommation, qui dévore tous ceux qu'elle touche.

La lutte anti publicitaire est un combat essentiellement idéologique.

F. B.

A lire de François Brune :

– Le Bonheur conforme, essai sur la normalisation publicitaire (Gallimard, 1985),

– « Les Médias pensent comme moi ! » (L'harmattan, 1997).

La pub, nouveau visage du totalitarisme

par François Brune

Personne ne peut raisonnablement récuser la réalité des agressions publicitaires. Mais oser parler de totalitarisme à propos de la publicité, cela répugne à ceux qui ont en tête quelque souvenir du nazisme ou du stalinisme. N'est-ce pas employer un trop grand mot à propos de manipulations qui, quoique fréquentes, semblent aisément déjouables?

En vérité, le phénomène publicitaire ne consiste pas en une simple somme d'annonces disparates : elle est un système. Et ce système, si on l'observe bien, non seulement tend à occuper la totalité du champ des activités humaines au sein de la Cité, mais encore prétend enfermer le tout de la vie des être humains - y compris ses aspects les plus immatériels - dans la seule consommation. À ces deux niveaux, celui de l'invasion quantitative et celui de la pénétration idéologique, la publicité estbien une entreprise totalitaire. Détaillons le programme.

I - L'impérialismepublicitaire

Il s'agit de l'aspect le plus visible, du spectacle édifiant de cette Pieuvre publicitaire qui envahit nos belles démocraties(1). Comme système :

La publicité envahit tout l'Espace: depuis l'invasion des villes et des campagnes par les panneaux jusqu'à la prolifération des spots sur les écrans, avec ce droit ahurissant de couper les oeuvres d'art et autres spectacles pour y insérer ses « messages » sans autre forme de procès (quel chef d'état se permettrait cela ?). Elle nous piège dans tous les lieux, dans tous nos transports, qu'ils soient publics (« transports encommun ») ou privés (transports amoureux !). En occupant l'ensemble de l'espace médiatique, devenu le « forum» de la cité moderne, elle asservit le champ proprement politique (« marketing » dit politique). Et cet envahissement ne se réduit pas à la dimension nationale (cette vieille lune), il se déploie au niveau de la Cité planétaire, aussi bien dans les pays les plus démunis (tyrannie des Marques mondialisées jusque dans les bidonvilles du tiers monde) que dans les réseaux les plus « sophistiqués » de la modernité (parasitage d'internet, systèmes de surveillance à l'échelon-monde, etc.).

La publicité envahit tout le Temps: elle s'immisce dans la temporalité de la cité, de façon à rythmer toute la vie collective sur le mode de la consommation. Anniversaires, fêtes et saisons, évènements réels ou factices lui obéissent désormais (« faire la fête "signifie" faites la foire »). Elle se saisit pareillement de tous les âges de l'existence individuelle, du prénatal au post mortem : l'enfant (bébé MacDo), l'adolescent (couvert de marques), l'Homme avec ses moteurs, la Femme avec ses produits (de beauté), la Ménagère et leVieillard (« Mourez, nous ferons le reste »). La publicité récupère, célèbre et masque, en l'orchestrant, la grande fuite du temps, des pompes nuptiales aux pompes funèbres, sur fond de danse macabre (je pense ici à la fameuse valse de Chostakovitch, devenue désespérante dans sa récupération publicitaire).

La publicité envahit latotalité de l'animal humain, elle en assiège tous les accès, qu'ils soient individuels ou collectifs : recherches mentales et comportementales, corps et âme, psychologie des profondeurs, analyses sociologiques ou socioculturelles («styles de vie »), approches « scientifiques » de la mémorisation, de la cérébralité ou de la sensorialité (« marketing sensoriel »), sondages et radiographie de l'animal collectif humain à des fins de conditionnement pavlovien, etc. Il s'agit d'une volonté de saisie intégrale de l'individu dans ce

qu'il a d'anonyme, aussi bien que d'une captation totale de la masse consommatrice identifiée à l'archétype individualiste de l'homo consumans. Cette entreprise de réduction de chacun, ainsi réifié et conformé à la masse qui lui ressemble, permettra dans un second temps de le discipliner comme membre du troupeau. Sous des formes plus douces, plus clandestines, et donc plus insidieuses, ce processus ne présente aucune différence avec les procédés de normalisation qui caractérisaient les totalitarismes du XXe siècle.

Cette entreprise totalitaire, qui s'est installée progressivement depuis une trentaine d'années, de façon quasi irréversible, manifeste dans sa progression même son caractère impérialiste. La « pieuvre publicitaire » a effectivement installé son réseau tentaculaire dans tous les secteurs, en se parant mensongèrement du terme de « communication », et en gangrenant de son esprit mercantile tous les organismes au service desquels elle a prétendu se mettre. Un milliardaire résolu peut s'offrir une démocratie à coups d'achats d'espace, de pouvoir médiatique et de marketing politique. Les institutions humanitaires ont légitimé ces pratiques en donnant dans le « charity business »..

Mais cet aspect visible, extérieur, institutionnel du totalitarisme publicitaire couvre lui-même une visée plus profonde, intérieure et qualitative, idéologique en un mot, qui est de réduirela totalité de l'être humain à la seule dimension de la consommation.

II- Un homme unidimensionnel pour unordre nouveau.

L'idéologie de la consommationest à la fois réductrice et totalitaire:

- elle réduit toute l'existence del'homme à la consommation ;

- elle lui fait croire que toutes les dimensions de la vie peuvent se vivre à ce seul niveau. Vaste leurre ! Ce programme est très précisément celui que décrit Marcuse dans son essai prophétique, L'Homme unidimensionnel. Dans mes propres analyses du Bonheur conforme, je n'ai fait que constater ce qu'il annonçait. Le paradoxe, et la grande illusion, c'est que le système publicitaire «intègre », sous forme de signes associés aux produits, les valeurs éthiques et politiques qui lui sont précisément contraires : liberté, amour, intelligence, spiritualité, grandeur, héroïsme, santé morale, nature idyllique, égalité/fraternité, beauté, vérité, citoyenneté, engagement politique, etmême révolutionnaire, etc. Mais tout cela à condition d'acheter : hors de la consommation, point de salut. Ainsi, loin de promouvoir réellement ces valeurs, la publicité les galvaude. Toute valorisation des produits est ipso facto dévalorisation des valeurs. Seuls s'y trompent les naïfs(?) qui croient ou font croire à la « moralité» du système, en déclarant que celui-ci offre aux gens une « consommation des biens immatériels » dont ils ont aussi besoin.

Cette rhétorique rend inattaquable le nouvel ordre économique qui préside à la« société de consommation ». La publicité la présente comme dépositaire de la totalité de la vie (« La vie. La vraie »), et c'est bien en cela qu'elle est, dans son essence, totalitaire : on trouve « tout » en elle, y compris son contraire apparent, puisqu'elle désamorce les tentatives de rébellion en récupérant les valeurs qui les suscitent. Impossible d'échapper à l'ordre extérieur qui règne dans la cité dès lors que celui-ci établit aussi dans les têtes sa clôture absolue. C'est l'éternelle leçon du totalitarisme, qu'il soit nazi, stalinien ou capitaliste libéral. C'était la leçon du Meilleur des mondes, comme celle de 1984 ("L'orthodoxie, c'est l'inconscience"). À ce sujet, quatre remarques s'imposent :

- Première remarque: la puissance du conditionnement publicitaire est directement liée à l'illusion deliberté absolue qu'il donne aux consommateurs alléchés. C'est le piège du « tout, tout de suite ». Pour tout avoir, il faut se précipiter immédiatement, faute de quoi l'on manque

la totalité espérée. Puis, au fil des achats, on devient «accro » de ce mirage. Ainsi, on s'habitue à se soumettre dans la mesure même où l'on rêve d'omnipotence. Et ce qui en résulte, à la longue, c'est le réflexe de soumission. Aussi le « fascisme de marché » se contente-t-il d'instiller journellement cette soumission à la consommation (cette consoumission !) à travers les évidences-réflexes d'un discours anonyme qui nous susurre : « Il me faut cet objet » ; « Un tel n'amême pas tel produit chez lui ! » ; « Je puis m'offrir cela, donc j'en ai besoin ; j'en ai d'ailleurs besoin pourme prouver que je puis me l'offrir » ; « Je dois absolument aller voir ce spectacle dont on parle quoi, tu ne l'as pas encore vu? », etc.

- Deuxième remarque: la « normalisation » s'effectue par le biais de ce qui est normal. Les « il faut» trop sonores, les péremptoires injonctions de jadis, font place aux « il est bien normal de », « chacun, denos jours, fait ainsi », « tout le monde agit, rêve, désire, aime comme cela ». La publicité nous décrit tels-que-nous-sommes-si-nous-sommes-« normaux» (c'est le sens même du slogan « Deviens ce que tues » : on ne fait que te révéler le mode d'être qui est ta nature). Ce mode indicatif est plus contraignant que le mode impératif dans la mesure où l'on ne peut pas se distancier de ses ordres. Qui plus est, cette normalité est commune à tous : la collectivité semble s'y être déjà pliée. Les modèles de consommation deviennent alors d'autant plus coercitifs qu'ils sont supposés massivement répandus. Les conduites normatives étalées dans les publicités sont relayées par les journaux et les films, par les émissions télévisées où les vedettes viennent afficher leurs modes de vie privés et publics, par la rhétorique dominante qui dit sans cesse à chacun qu'être de son époque est la seule façon de vivre authentiquement. Si bien que le citoyen est sommé en permanence de mimer pour exister, de mimer ce qu'on lui a déclaré être sa vraie nature, son identité standard, s'il est vraiment normal. Il doit d'ailleurs mimer aussi les marchands et les publicitaires, puisqu'on lui apprend partout que tout se vend/tout s'achète, qu'il doit se vendre lui-même, qu'il doit donc se vivre lui-même comme produit. Chacun doit à la fois se consommer et s'offrir à la consommation des autres, en exhibant les signes (publicitaires) de la normalité dont il est porteur… Vaste programme !

- Troisième remarque: ce mime généralisé, cette normalisation consensuelle se fondent principalement sur la peur de paraître anormal. Pour bien « normaliser », la publicité cultive chez ses victimes à la fois l'illusion de la différence et la peur de la singularité (baptisée archaïsme). Dans la peine comme dans le bonheur, mais surtout dans le bonheur. Dans le moindre de ses modes de vie, le citoyen se sent exister sous le regard d'une collectivité déjà normalisée, parfaitement convaincue, voire menaçante. Il n'y a pas besoin de « Big Brother » officiel, puisque tous les consommateurs sont appelés à se faire les « bigs brothers » les uns des autres, s'inspectant mutuellement pour voir s'ils sont bien dans la norme. En particulier dans les pratiques festives (on a parlé à ce sujet de disneylandisation du monde). Dans cette surveillance mutuelle généralisée, chaque terrorisé ne manque pas d'être terrorisant, à l'instar des « citoyens» de 1984. La réaction des gens normaux, lorsqu'on met en cause les rites d'achat à l'époque des «fêtes » et la débauche de dépenses qui s'ensuit, est éloquente à ce sujet. Le refus de la surconsommation est aussitôt taxé de jansénisme.Les publicitaires encouragent cette attitude qui consiste, au lieu dedébattre, à discréditer les opposants, les non conformes, en dressant d'eux une image caricaturale (le «publiphobe » puritain, mal dans sa peau et dans son temps). Comme le dit Paul Ariès, l'ordre publicitaire psychiatrise les dissidents, comme tout système totalitaire.

- Quatrième remarque: dans la logique de ce qui précède, le triomphe du système publicitaire est donc de transformer ses victimes en bourreaux. Comme tout système totalitaire, là encore. Les plus aliénés à l'idéologie de la consommation sont aussi les plus acharnés à la défendre pour préserver leur illusion de liberté. À la défendre en attaquant. Au niveau collectif, le désir de s'installer dans le confort majoritaire se mue vite en intolérance

majoritaire à l'égard des empêcheurs de tourner en rond. Mais il y a davantage. La consommation ne propose pas seulement la jouissance soumise dans l'illusion de la liberté : elle flatte aussi sans cesse le désir de pouvoir et de supériorité sociale (par l'appropriation), parfois de façon brutale (1). Méditons ce discours inavoué : « **Je consomme, donc je suis. Je consomme davantage que les autres, donc je suis plus qu'eux. Tu ne possèdes pas, donc tu n'existes pas. Moi, je possède et je consomme, donc j'existe plus que toi. Il faut que tu consommes comme moi, mais moins que moi, pour que je me sente fort d'un bonheur supérieur au tien. Vive les démunis, dont le spectacle me prouve bien que je suis un nanti. Je me sens d'autant plus exister dans l'acte de consommer que j'écrase par mes moyens d'existence ceux qui n'ont pas les mêmes moyens que moi.** » Lorsqu'un grand nombre d'individus esclaves du système finissent par être pénétrés de ce discours, ils forment une majorité terrorisante. Un regroupement de dominés au service de l'idéologie dominante. On voit dès lors que le système publicitaire qui travaille à cet objectif n'est pas seulement violent : il rend violents ceux qu'il a séduits. Chaque victime se transforme en bourreau chaque fois qu'elle a besoin de compenser la perte de sa liberté par l'exercice de ce pseudo-pouvoir. L'aboutissement de cette normalisation, c'est de rendre totalitaires à leur tour les agrégats d'individus qu'elle a subjugués : du haut de leurs marques, ils se glorifient de leur servitude en la prenant pour une supériorité. Etgare à ceux qui s'aviseraient de leur révéler la tragi-comédie qu'ils se jouent à eux-mêmes.

Tel est l'ordre qu'instaure, depuis le for intérieur du citoyen jusqu'au coeur de la Cité, le système publicitaire au service de la dictature des financiers.

François Brune

Note : 1

Une publicité pour téléphone portable, parue en décembre 2001, affiche littéralement la domination promise au consommateur. Une impérieuse jeune femme (oeil malicieux/ séducteur, bouche en coeur aux lèvres très « rouge baiser ») déclare simplement : « Je le veux. Je me l'offre ». Immédiateté du pouvoir et de sa satisfaction : tel est le bon plaisir de l'acheteuse. Trois remarques sur cet éloquent schéma, si souvent réitéré :

- quiconque n'a pas les moyens d'acheter se voit aussitôt éliminé de la course, renvoyé à son statut d'indigent qui ne peut s'offrir l'accès à la modernité, symbolisée par cet objet ; l'héroïne manifeste une arrogance de classe qui néantise socialement le non-consommateur ;

- notre séductrice s'approprie unportable : c'était l'objet de son désir (« je le veux »), et elle s'attribue le droit de le satisfaire immédiatement, du seul fait qu'elle en a les moyens ; mais, bien entendu, l'ambiguïté de la mise en scène évoque, en l'inversant, le schéma classique du macho qui affirme son droit de possession sur tout « objet » qu'il désire (je la veux, je me l'offre : par la force ou par l'argent, ou tout bonnement par la puissance de l'argent) ; c'est au schéma d'une violence sexiste permise qu'il est ici subrepticement référé, comme pour pimenter l'achat d'une légitime transgression : la pulsion porte en elle-même le droit de se satisfaire dans l'instant, qu'elle soit pulsion d'achat ou pulsion sexuelle, les deux s'associant deplus en plus pour ne former qu'une seule et même pulsion consommatrice ;

- du même coup, c'est la tyrannie du consommateur, autorisé à dominer le monde par le moyen de l'argent-roi, qui est instituée. Tout s'achète, tout se consomme. On en a le droit par le seul fait qu'on en a les moyens. Du tourisme sexuel à l'exploitation des enfants, le « je le veux/je me l'offre » apparaît comme la manifestation la plus cynique du droit de l'homme àécraser son semblable, à en faire l'instrument de sonbon plaisir. La publicité flatte notre vocation totalitaireà devenir des potentats qui dévorent une planète à consommer.

UN MOUVEMENT LEGITIME QUE CONVOITENT QUELQUES VAUTOURS…

L'« antipub », un marché porteur

Par François Brune

Auteur du *Bonheur conforme* (Gallimard, 1985) et de *De l'idéologie, aujourd'hui* (Parangon, 2004, édition revue et augmentée en septembre 2005).

L'invasion publicitaire se poursuit. Déjà nombre de restaurants, de cafés et de supermarchés imposent une rasade supplémentaire de « réclame » entre deux musiques d'ambiance. On parle désormais d'« assouplir » la directive européenne Télévision sans frontières afin de donner aux animateurs une plus grande marge de promotion des marques dans leurs émissions. Le développement du mouvement « antipub » témoigne d'un refus croissant de cette dégradation commerciale de l'espace public.

Soudain, à la fin de l'année dernière, les médias se sont avisés qu'il y avait de la publicité dans le métro. Que des groupes de jeunes, excédés, s'étaient lancés à l'assaut des affiches pour y bomber des formules libératrices. Et que la Régie autonome des transports parisiens (RATP), outrée, réclamait 1 million d'euros à une soixantaine d'activistes pris sur le fait. Journaux et revues ont alors multiplié les reportages faisant de l'affaire un sujet « tendance », au risque d'inquiéter les annonceurs qui les financent. D'où sortent ces brigades éclaboussant soudain l'ordre publicitaire ? Et pourquoi les médias ont-ils paru orchestrer la dénonciation du système qui les fait vivre ?

Le 17 octobre 2003, environ trois cents « barbouilleurs » se rendent dans le métro pour couvrir de peinture, de croix noires et d'aphorismes vengeurs des centaines de panneaux publicitaires (« Au lieu de dé-penser : pensez ! »). Ils ont répondu à l'appel d'un site Internet, lancé par le collectif Stopub, constitué d'intermittents du spectacle, d'étudiants, d'enseignants, de chômeurs, de précaires, etc. Tous dénoncent la marchandisation du monde et des esprits, dont « les pubs » sont à la fois la vitrine et le vecteur. Tous, refusant la personnalisation médiatique du mouvement, se présentent ironiquement sous le même nom : Robert Johnson. Cette première action, suivie d'une autre le 7 novembre, a très peu d'échos dans la presse, aucun à la télévision.

Le 28 novembre, ce sont un millier de militants qui rejoignent les stations d'où doit partir une nouvelle action d'envergure. Mais, pour faire régner l'ordre publicitaire, la RATP a mobilisé des cars entiers de policiers. Près de trois cents militants sont cueillis à froid et arrêtés, souvent même avant d'avoir eu le temps d'agir. Simultanément, le premier hébergeur du site (Stopub.Ouvaton) doit livrer à la justice le nom du seul responsable qu'il connaisse : celui d'un jeune informaticien qui a bénévolement mis en place le site incriminé. C'est alors que les médias, frappés par l'événement-poncif action-répression, semblent découvrir le sujet dont ils vont faire un (épi)phénomène de société.

Le 19 décembre, stimulés par la répression du 28 novembre et l'intérêt croissant de certains journaux, les collectifs « antipub » reprennent l'initiative d'une soirée de barbouillage, dans plusieurs villes de France. La RATP et Métrobus choisissent alors d'assigner en justice soixante-deux militants, parmi les centaines d'activistes interpellés, et leur réclament solidairement la modique somme de 1 million d'euros.

Dès lors, les médias s'agitent : de décembre 2003 à février 2004, on ne compte plus les demandes d'entretien adressées aux associations, aux militants un peu connus, aux analystes

de l'idéologie publicitaire, sans parler des reportages souterrains sur ces jeunes qui *osent*, de façon festive et non violente, braver les armes et les symboles de la société de consommation. *Libération, Le Nouvel Observateur, Technikart, Le Monde* 2, *VSD*, puis encore *Libération, Le Figaro* et *L'Echo des savanes* y vont tous de leurs articles illustrés d'images, de citations approximatives ou de portraits singuliers – avec l'assentiment des intéressés, qui utilisent ce tam-tam médiatique pour braquer les feux sur un procès ignominieux. Les radios puis, plus modérément, les télévisions suivent. Le 10 mars enfin, *Libération* consacre sa « une » à l'affaire, sous ce titre ambigu : « Antipub : la génération spontanée en procès (1) ».

« Tout se vend »

Pour saisir la genèse du mouvement, il faut éviter d'expliquer l'actualité par l'actualité. Certes, les manifestations se sont produites dans le sillage de la grève des enseignants, du mouvement des intermittents du spectacle (*lire Le grand retour des intermittents du spectacle*), des attaques contre la recherche en France, qui ensemble ont nourri la critique de la « marchandisation de la culture et des esprits ». Pour autant, ces détonateurs événementiels ne font pas du mouvement antipublicitaire le produit d'une « génération spontanée ». Ce surgissement a des causes profondes qui nous assurent de sa persistance.

Elément premier, la recrudescence de la pression publicitaire depuis quatre ans. Envahissement de l'espace public : bus pelliculés, marketing olfactif dans les gares, pubs sonores dans les couloirs du métro, « placement de produits » dans les films long métrage ; pénétration du système dans les écoles : panneaux intérieurs, parrainage de certains cours, étalage des signes publicitaires – et pas seulement religieux ; sexisme de plus en plus violent : mode du porno chic, spectacles télévisés visant le bas de la ceinture, entrelardés de tunnels publicitaires qui recherchent la même destination. Le resserrement de l'étau publicitaire suscite des soubresauts sans rapport avec une quelconque *« haine de la gaieté* (2) *».*

Plus profondément, la distorsion croissante entre la précarisation de la France d'en bas (celle du métro, justement) et les mythes de l'abondance étalés sur les affiches rend de moins en moins supportable le dévergondage publicitaire. Les faux bonheurs de l'hyper consommation ne cessent de frustrer une partie de ceux qui s'y adonnent ; l'omniprésente célébration de l'argent ne cesse d'insulter les victimes d'une paupérisation qui s'étend.

Or, depuis une vingtaine d'années, les analyses du système médiatico-publicitaire et le travail militant d'un certain nombre d'associations ont créé les voies d'une résistance face à l'idéologie du « tout se vend (3) ». Dossiers spéciaux, essais et documents (du *No logo* de Naomi Klein au *Putain de ta marque !* de Paul Ariès), revues spécialisées (*Casseurs de pub, Paysages de France, L'Ecologiste*) ont orchestré une « publicritique » de plus en plus mordante, dont l'actuel mouvement dit des « antipub » s'est largement nourri pour penser son action.

On comprend dès lors que cette contestation ne se limite plus à un rejet épidermique de la déferlante publicitaire. Elle entre en phase avec d'autres prises de conscience militantes : critique radicale du libéralisme économique et de la cartellisation d'un « monde-marchandise », constat de la dévastation écologique de la planète directement liée aux modèles de vie prônés par les sociétés de consommation, faillite des démocraties dévoyées par les impératifs de l'économisme. Devant l'affiche publicitaire, les plus mûrs des activistes ne se contentent pas d'un coup de griffe ou de gueule : ils font le lien entre le global et le local, entre l'impérialisme du marché et l'idéologie de la consommation.

L'un des collectifs le déclare nettement : *« Notre espace public est devenu la proie d'une poignée de transnationales qui sont à la tête de l'économie de marques, avec son cortège de*

maux planétaires : délocalisations, exploitation éhontée du tiers-monde, marchandisation des ressources naturelles, de la culture, et, pour finir, des êtres humains eux-mêmes. » D'où le sens et la nécessité d'une riposte *publique.*

Mais voilà : si la soudaine prédilection des revues et journaux pour les « croisés » de l'antipub (papier glacé, deux pages de texte, images hautes en couleur) a pu surprendre l'observateur, la lecture des articles consacrés au mouvement l'aura rassuré. Hâtivement ficelés, ils s'inscrivent dans la droite ligne de la récupération médiatique, et de ses procédés bien connus.

D'abord, un effet de vaccin. On concède qu'en effet, ici ou là, la publicité abuse de son pouvoir (prolifération, sexisme, abêtissement). Nos journalistes, entrant en connivence avec cette cause salutaire, sont alors allés, non sans une certaine condescendance, humer le parfum de rébellion soixante-huitarde que les barbouillages avaient répandu *underground.* Cela soulage tout le monde, et notamment les plus subtils défenseurs de la « pub ». Car cette liberté libertaire, face aux dérives publicitaires, prouve paradoxalement qu'on peut s'accommoder du système, comme le souligne sans ambages l'éditorialiste de *Libération* : *« Puisque trop de pub tue la pub, la contestation ne peut pas faire de mal. Surtout si elle aide à renouveler le genre* (4)*. »*

Le deuxième procédé est celui de l'amalgame. Un peu comme naguère l'expression « antimondialiste », l'appellation « antipub » permet d'étiqueter le phénomène tout en se dispensant de lui chercher une cohérence, qui serait politique. On donne à croire qu'on saisit le réel alors qu'on le *construit,* selon le schéma bien connu du phénomène de société dont le surgissement échappe à la raison. C'est significativement l'expression « pêle-mêle » qui revient dans les articles sur les antipub. Se dessine un regroupement hétéroclite de saturés du système, d'écologistes plus verts que les Verts, de publiphobes archaïques (trop illuminés pour que le lecteur dans la norme souhaite les rejoindre), d'étudiants « néo-situationnistes » à leur insu, d'anars clandestins qui fleurissent au grand jour, de tagueurs non violents qui s'adonnent au *« free style »,* et même d'intégristes du voile islamique, tous plus ou moins entrés en *« désobéissance civile »* (expression reprise mais non élucidée).

Pour faire informé, on ajoute quelques références aux associations militantes (légalistes, mais dépassées), aux revues engagées, aux publicitaires repentis ou aux jansénistes de la première heure. Bref, on filme un phénomène au lieu d'analyser les fondements d'un mouvement. L'ensemble produit une sorte d'*effet galaxie* sur lequel on tente de « brancher » en direct les lecteurs, c'est-à-dire le public-cible à qui l'on vend, cette semaine, de l'antipub...

Or, tout en peignant ce beau désordre, dont la seule unité semble tirée du mot « anti », les articles tracent une ligne de partage entre les anciens et les nouveaux, entre l'arrière-garde qui pense (publicritiques par trop rigides, publiphobes institutionnels, associations structurées) et l'avant-garde qui « bouge » (réactivité immédiate, contacts Internet, génération spontanée). Les reporters branchés, imprégnés des canons de la postmodernité, saluent chez les néo-publiphobes la prévalence du pulsionnel sur le rationnel.

Ce qui plaît aux médias, c'est l'apparent « jeunisme », l'hypermobilité des *« acharnés de la bombe à peinture »,* leur pratique de la gué-guérilla métropolitaine – qui conduit par exemple *Technikart,* pour être tout à fait *« in »,* à nous parler anglais : *« No pub last night, underground, free style.* » C'est *« par sa façon free style d'agir politiquement* (5) *»* que le mouvement antipub est jugé convaincant. S'inscrivant en effet dans ce qui est tendance, il ne peut être qu'une mode passagère, et donc inoffensive.

La subtilité de ce traitement médiatique peut néanmoins paraître bien vénielle devant l'énormité de la récupération institutionnelle tentée par la RATP. Celle-ci, en effet, joignant la

carotte au bâton, annonça soudain en mars 2004 qu'elle allait offrir, pendant une semaine, quarante-sept panneaux (soit un dix millième de l'affichage publicitaire annuel de la RATP) à la *« libre expression »* des artistes en tout genre. Des panneaux de pub pour les antipub, en somme...

Peu après, tombant « dans le panneau », la très verte association Agir pour l'environnement se félicita d'avoir *acheté* à Métrobus quelques espaces publicitaires pour dénoncer la pollution publicitaire, ce qui lui valut un communiqué de Casseurs de pub sévère mais justifié (6). Car s'il est difficile pour les militants d'échapper à la récupération, il est vraiment futile de prétendre récupérer leurs récupérateurs. La stratégie du petit poisson qui entre dans le gros pour le dévorer de l'intérieur... n'a pas encore fait toutes ses preuves.

(1) A ce titre du journal répond la citation de publicitaires qui déclarent : *« Les antipub nous obligent à être meilleurs. »*

(2) Contrairement à ce que déclame le (très involontairement) cocasse point de vue de Robert Redeker, « L'antipublicité, ou la haine de la gaieté », *Le Monde,* 11-12 avril 2004.

(3) *Cf.* « De l'organisation de la résistance », *Le Monde diplomatique,* mai 2001, et plus généralement le dossier « La pieuvre publicitaire » dans le même numéro.

(4) *Libération,* 10 mars 2004.

(5) *Technikart,* février 2004. A l'opposé de ce *« free style »* célébré comme *« corps-à-corps concret et rhizomatique »* (!), se situent des essais critiques qui, faute d'avoir été lus, sont assimilés à une dénonciation *« curetonne, incantatoire et finalement pas très efficace ».* Le journaliste précise : *« Notre rapport à la publicité est beaucoup trop intime, ambigu, pour qu'on se contente de pamphlets unilatéraux, gris, moralisants. »* D'autant plus intime, sans doute, que la revue *Technikart* croule sous le poids d'une publicité qu'on peine parfois à distinguer des articles...

(6) Casseurs de pub a donc refusé de participer au « débat » organisé le 18 mars 2004 par Agir sur l'environnement, sur le thème « La pub véhicule un message polluant », où devait participer Frédéric Beigbeder, ex-publicitaire repenti qui se charge de la publicité télévisée de Flammarion. Casseurs de pub a également déploré que la défense des soixante-deux barbouilleurs du métro ait cru bon, pour des raisons médiatiques, d'appeler Frédéric Beigbeder à témoigner au procès, conjointement avec le photographe Oliviero Toscani, *« ex-publicitaire de Benetton qui a instrumentalisé de la manière la plus écœurante qui soit toute la détresse du monde ».*

LE MONDE DIPLOMATIQUE | MAI 2004 | Page 3
http://www.monde-diplomatique.fr/2004/05/BRUNE/11178

Pour une sobriété heureuse

Un engagement de vie fondé sur la sobriété heureuse, comme force considérable face à la puissance de la frustration programmée sous l'injonction obsessionnelle et quasi hystérique de la publicité est le moyen de comprendre la décroissance.

Les lecteurs de la revue Silence sont les mieux placés pour savoir que j'ai fait de la «décroissance soutenable» l'argument fondamental de ma campagne électorale pour les présidentielles 2002. Plutôt que rentrer dans les aspects techniques et épistémologiques de la question que des spécialistes seront traiter mieux que moi, ma contribution sera probablement plus utile ailleurs. J'entends par «ailleurs» l'espace de débat public qui s'est ouvert à l'occasion de la campagne et qui a suscité en même temps que des adhésions très significatives, des questions révélatrices de la difficulté de certaines personnes de comprendre le principe de la décroissance soutenable.

Il est pas contre compréhensible qu'avec la symphonie universelle exaltant le PNB et où la croissance résonne comme l'option rationnelle, salvatrice et irremplaçable, la décroissance puisse sonner comme une fausse note. Par ailleurs, la conscience collective ayant intégré la croissance comme fondement quasi religieux de la modernité, la décroissance devient une sorte de schisme régressif menaçant l'intégralité de tout le système. Sans jugement de personnes, nous pouvons mesurer la puissance de l'endoctrinement induisant une forme d'aliénation non identifiée. Car il est sous-entendu que selon le modèle en vigueur, les individus que nous sommes, notre présence momentanée au monde, de notre naissance à notre décès, doivent être soumis à la loi de la productivité et de la consommation. Nos énergies métaboliques et intellectuelles sont la propriété d'un destin prédéterminé par la loi du marché. Le territoire national lui-même, et dans sa totalité, n'est pas perçu comme un espace où des êtres humains doivent vivre en conciliant la résolution des besoins matériels de survie et la satisfaction des besoins légitimes d'épanouissement de la personne, mais comme une vaste entreprise. Le tout est basé sur la valorisation monétaire de tout ce qui peut l'être, au risque d'exclusion et de souffrances humaines contingentes. Elles sont considérées comme la taxe sacrificielle à payer à la divinité «croissance». Car dans ce scénario, tout ce qui n'a pas un prix n'a aucune valeur et celui qui n'a pas de ressources ne peut avoir d'existence au pire par oblitération radicale, au mieux par perfusionnement minimal de survie. Le territoire considéré comme une entreprise est donc aménagé sur les critères de rentabilité avant tout. Les cités deviennent de grandes structures hors sol, tirant de l'espace naturel les ressources vitales dont elles ont impérativement besoin, et cet espace naturel est lui-même soumis à l'idéologie de la productivité, induisant dégradation physique, chimique, biologique du milieu ainsi que l'épuisement des ressources vitales telles que le sol, l'eau, les variétés nutritives, la biodiversité naturelle et la disparition des paysans. La notion de bien commun est totalement absente des préoccupations et des discours politiques. Toute déontologie de l'usage du bien commun est occultée. Tout cela pour ne pas handicaper le principe d'avidité sans limites bien que sans réelle satisfaction. Pire encore, le bien commun est confisqué à ses ayant-droits légitimes représentés par tous les citoyens, par des corporations nationales et internationales sans visage ni patrie, les usurpations et les hold-up se faisant en toute légalité sous le prétexte de l'économique pour tous.

Un postulat intelligent

Avec ces quelques considérations loin d'être exhaustives, on aura compris que de notre point de vue, la croissance économique universelle est d'autant plus répréhensible qu'elle se

fonde sur la négation de l'individu et de l'humain. En outre, elle inflige à la nature, entendue dans le sens d'une entité vivante et vitale pour chacun de nous, des exactions qu'aucune véritable intelligence ne peut entériner. Il n'est donc pas étonnant que partant de notre propre remise en question de la croissance datant d'une quarantaine d'années, nous ayons voulu saisir l'opportunité de la campagne présidentielle pour contribuer à en promouvoir l'antidote, à savoir : la décroissance soutenable. Nous devons ici, toujours au titre de témoignage, préciser à nouveau que notre rejet de la croissance ne s'est pas seulement traduit par une réprobation verbale, mais par un engagement de vie fondé sur la sobriété heureuse, comme force considérable face à la puissance de la frustration programmée sous l'injonction obsessionnelle et quasi hystérique de la publicité. Ainsi, la sobriété devient en l'occurrence le maître mot pour comprendre la décroissance. Quant au terme soutenable, il évoque l'accompagnement d'un processus graduel pour éviter l'effondrement brutal avec pour corollaire un chaos inextricable comme ceux que vivent les peuples de l'Est, l'URSS, l'Argentine ou d'autres lieux encore à venir.

Car il serait irréaliste de penser que l'idéologie du capitalisme sera toujours triomphante. Les prémisses de son effondrement sous la forme d'une vulnérabilité enfin révélée sont sous les yeux de ceux qui veulent bien les considérer objectivement. Il est une loi irrévocable applicable à de nombreuses situations, à savoir que, quand un ordre est malade, il meurt ou il guérit, mais il ne peut agoniser indéfiniment. En dépit de tous les acharnements thérapeutiques, l'agonie de la logique en vigueur est réelle, et se traduit par un chaos planétaire dont nous avons chaque jour la révélation, le tribu de désolation et de souffrance.

Si l'on admet cette vision pessimiste, la décroissance soutenable apparaît d'emblée comme un postulat intelligent, promoteur d'une nouvelle perspective historique, un exaltant chantier qui, tout en restaurant ce qui reste encore restaurable, pose les fondements d'un avenir viable. Notre analyse pessimiste n'occulte cependant pas les nombreuses initiatives et les innovations qui, dans l'attente consciente ou inconsciente d'une mutation indispensable où elles constitueront des recours, élaborent déjà les possibles de demain. Cela s'appelle «utopie», terme qu'il faut distinguer de la chimère. L'utopie serait en l'occurrence le non lieu de toutes les possibilités, «folie vitale» faite d'une audace éclairée qui permet de soulever les montagnes. En matière technologique par exemple, nous pouvons dire que nous disposons d'ors et déjà d'un panel d'innovations fiables, raisonnables et durables, qui pourront d'autant mieux se propager que les moyens dispendieux et nuisibles actuels fondés sur l'énergie combustible, non durable, auront atteint leurs limites. Bien sûr, le plus tôt sera le mieux, si l'on tient compte des nuisances générées et des urgences qu'imposent le cours de plus en plus accéléré des événements.

Un autre mode d'éducation

Tout au long de la campagne, nous avons énuméré bien d'autres dispositions ou réformes pour la décroissance soutenable. L'un de ceux que nous tenons pour décisifs concerne l'éducation des enfants. Il nous paraît indispensable de leur proposer sans endoctrinement, une vision différente d'une réalité vue sous un angle libéré des présupposés idéologiques qui ont conditionné les esprits, les relier de plus en plus à la nature comme matrice de vie et de survie, et conservatoire des invariants, donc de la pérennité de notre espèce. Nous avons souvent déploré que l'écologie ne soit pas enseignée avec la même rigueur que les mathématiques ou que tout autre matière sélectionnée pour leur utilité à la logique dominante. Introduire une approche plus solidaire et conviviale dans la relation entre enfants, c'est d'ors et déjà renforcer le lien social indispensable à son avenir. Abolir la compétitivité comme germe d'angoisse, de volonté de puissance et d'oppression au profit d'une rigueur qui serait au service de la

générosité. Enseigner des disciplines manuelles donnant à l'enfant la plénitude de ses capacités et bien sûr le goût de la beauté, etc.

Relocaliser l'économie

Pour la décroissance soutenable, il faut également relocaliser l'économie, faciliter l'installation de petites structures agricoles à taille humaine et renoncer à ses monstruosités industrielles où des millions de créatures perçues comme des protéines souffrent le martyre pour alimenter nos insatiables mandibules. Ainsi renoncer à ces déserts de maïs et cette monoculture destructrice des sols, des eaux, qu'elles épuisent et polluent pour produire des protéines animales sans valeur nutritive voire insalubre. Ces structures auront pour mission de satisfaire à la nécessité de produire et consommer localement des denrées de hautes valeurs nutritives produites avec des méthodes non préjudiciables aux sols, aux eaux souterraines, à l'environnement et bien entendu à la santé publique. Sauvegarder la biodiversité comestible et sauvage avec des aménagements appropriés garant de l'intégrité, de la beauté des paysages.

Concernant les aptitudes manuelles, il serait important de réhabiliter tous les métiers susceptibles de l'être et répondant à des besoins locaux : artisanat, services, assistance mutuelle. La production industrielle devra être définie sur les bases de ce que seule l'industrie est en mesure de réaliser. Il serait par exemple préférable d'avoir 200 cordonniers au travail, qu'une masse de chaussures produites par des machines, voire issue du travail délocalisé fait par des esclaves anonymes.

Toutes ces dispositions et bien d'autres encore auraient l'immense avantage de restituer aux être humains des capacités confisquées par le sacro-saint «gain de productivité», l'outrance et l'hégémonie technologique produisant des infirmes. Bien entendu, tout cela doit être accompagné par un comportement conscient et responsable de chaque citoyen ¦uvrant à titre individuel et collectif à la réduction du superflu, générateur de masse, de déchets tels que cela est devenu probablement pour la première fois le phénomène le plus aberrant de l'histoire humaine. A l'exemple de la nature qui n'a pas de poubelles, il serait judicieux et vital d'éradiquer les rebuts d'une façon drastique. Avec cette logique globale, la réduction du temps de travail se ferait par la réduction d'une productivité excédentaire. Le temps ainsi libéré pourrait être mis à profit pour des travaux de réhabilitation des environnements dégradés, à des actions qui ne seraient plus du secourisme social souvent sans résultats, mais à la construction d'un lien social indispensable pour un avenir où l'on ne sait d'ors et déjà pas ce que sera par exemple la condition des vieillards et des enfants ; bref, en mettant l'humain et la nature au centre de nos préoccupations, les inspirations ne nous manqueront pas.

D'aucuns peuvent trouver ce programme irréaliste, impossible à appliquer. Notre conviction est que nous n'aurons de toute façon pas le choix. Cela implique bien entendu pour chacun de nous de se considérer comme le lieu de sa propre mutation, laquelle induira la mutation de la société toute entière.

Pierre Rabhi

De l'Humanisme : Pour une décroissance idéaliste

Lors des journées de Montbrison, en février 2005, Serge Latouche répondait à la proposition de Vincent Cheynet de mettre l'idée de décroissance au service de l'humain par une docte mise en garde contre les pièges de l'humanisme. Rappelant comment une certaine idée de l'Homme a servi de caution philosophique aux pires dérives colonialistes, il retraça le court chemin qui mène du généreux universalisme des Lumières au processus d'acculturation massive et, de là, à une idéologie raciste plus ou moins mâtinée de condescendance à l'égard de tout ceux qui tardent encore à se coucher dans le giron de l'humanité.

Cette critique de l'humanisme est une vieille antienne. Elle date du milieu du vingtième siècle, lorsque les sciences humaines, alors en plein essor, fustigeaient avec raison l'ethnocentrisme occidental caché derrière la promotion des valeurs de l'Homme. Mais la reprise d'un tel argumentaire contre l'appel de Vincent Cheynet semble pour le moins incongru. En effet, lorsque Claude Lévi-Strauss décrète, dans les années 1950, "la mort de l'Homme", il s'en prend alors à un humanisme défiguré par la religion du Progrès et par le culte de la rationalité scientifique et technique, chantre du développement et de l'expansion de la Civilisation triomphante. Autant de partis pris dont on ne peut guère soupçonner les adeptes de la décroissance présents aux journées de Montbrison !

À vrai dire, à l'heure où les sciences de l'homme s'apprêtaient à étendre la rigueur positiviste à la compréhension méthodique des ressorts psychologiques et sociaux de l'activité humaine, il importait qu'elles rompent clairement avec le rationalisme exacerbé qui, pendant un siècle, avait entraîné l'idéal humaniste dans une logique messianique dont la folie nazie avait sans doute marqué l'apogée. Il était dit, désormais, que la rationalité scientifique se referait une virginité en s'abstenant de compromettre son effort d'objectivité dans une métaphysique de l'homme. Sage résolution en vérité, et il est heureux que nos théoriciens de la décroissance, éminents économistes, sociologues, écologues et autres représentants des sciences humaines se soucient à leur tour de ne pas entacher la rectitude de leurs analyses de ce qu'ils considèrent comme des élucubrations philosophiques.

À ceci près cependant qu'on ne saurait confondre l'humanisme avec le produit de sa falsification par le rationalisme, ni faire table rase du principe lui-même dans la condamnation légitime des discours et comportements qui l'ont trahi. Invaliderions-nous de la même manière les idéaux de Liberté et de Justice sous prétexte qu'ils ont eux aussi servi de caution à tant d'actes de barbarie au cours de l'histoire? L'instrumentalisation de ces principes ne justifie pas leur rejet; elle manifeste seulement qu'aucune puissance, quelle qu'elle soit, n'est légitimement autorisée à s'en arroger le monopole et qu'ils n'ont d'autre sens que celui que leur donne, en république, la discussion politique.

Si l'idée de décroissance s'appuie évidemment sur des données issues des sciences sociales, économiques, écologiques et juridiques, elle n'est pas elle-même une idée scientifique mais bel et bien une proposition politique. Et s'il est effectivement fâcheux que la science et l'expertise viennent s'enticher d'un idéal politique qui ne dirait pas son nom; il serait tout aussi dangereux qu'un projet politique se défende de reposer sur un idéal en se réclamant d'une rationalité incolore. À cet égard, l'appel de Vincent Cheynet en faveur d'une décroissance humaniste fait écho au souhait exprimé par Paul Ariès de voir la décroissance investir le champ du politique où elle a vocation à être discutée. Là, à l'instar de tout mouvement politique, elle ne saurait se dispenser d'exposer les préférences axiologiques qui la fondent. Or la décroissance s'affirme comme la seule alternative radicale aux dogmes du Progrès et du Développement qui transformèrent l'utopie des Lumières en un processus d'expansionnisme économique, technologique et culturel, c'est pourquoi elle est naturellement habilitée à reprendre l'idéalisme

humaniste là où les philosophes l’avaient laissé avant qu’il soit arraisonné par les tout premiers doctrinaires de la croissance mondiale.

Aux mots de “valeurs humanistes”, rengainons donc notre revolver matérialiste et tâchons de voir de quelle façon le mouvement en faveur de la décroissance peut effectivement ériger l’humanisme en principe politique.

Privilégier l’humain, dans le discours de la décroissance, ne saurait signifier sauver l’homme des dangers imminents qui le menacent et lui promettre un bonheur de Bergers d’Arcadie. Car la décroissance n’est pas une fin en soi et si elle n’avait rien d’autre à proposer que d’échanger le chaos contre la vie bienheureuse, elle n’aurait en effet rien à faire dans l’espace politique. Mais la force de l’idée de décroissance est ailleurs que dans une hypothétique doctrine du bonheur qui en constitue au contraire le point faible quand elle se décline avec des accents millénaristes. Le projet de décroissance veut affranchir les hommes des déterminismes qu’ils se sont eux-mêmes créés, les soustraire aux processus qui leur confisquent la maîtrise de leur existence. En un mot, la décroissance libère les hommes des mécanismes historiques et leur propose de prendre en charge le monde et l’humain jusque là soumis à l’empire des lois économiques et géostratégiques. Suivant cette analyse, il se pourrait qu’il y ait, dans le concept de décroissance, quelque chose de profondément étranger au matérialisme, dans l’idée d’un déni des orientations économiques et sociales censées découler nécessairement de l’évolution historique des relations entre les hommes. Quoi qu’il en soit, s’il est maladroit de fonder la décroissance sur l’argument de la nécessité écologique, c’est justement parce que la décroissance doit s’entendre comme le refus de la nécessité, ouvrant par là la voie au retour du politique compris comme activité délibérative au cours de laquelle les hommes décident librement de la courbure à donner au monde et à l’humain.

Ici, la décroissance indique bien le chemin d’un nouvel idéalisme que l’on pourrait qualifier d’idéalisme politique et reposant sur deux principes : 1/ Offrir aux hommes l’opportunité d’exister, non pas selon la nécessité de quelque ordre qu’elle soit, mais selon l’idée qu’ils ont d’eux mêmes; 2/ Confier à la communauté des citoyens réunis en assemblée le soin de déterminer, sur le mode du dialogue, l’idée qu’ils se font d’eux-mêmes et du monde à la faveur des questions que la société soumet à leurs délibérations.

S’agissant de l’invention d’une citoyenneté délibérante, le modèle économique et social de la décroissance pousse loin la définition des conditions susceptibles de faire droit à la nature politique de tout homme et à la vocation de la personne humaine d’apparaître au sein de l’espace public pour y accomplir ce qu’Hannah Arendt appelait sa condition de “nouveau venu”. Par les révolutions qu’elle instaure dans le rapport aux richesses, dans la répartition des biens, dans la délimitation et la gestion des besoins; par les mutations qu’elle induit dans nos relations à l’espace et au temps, dans nos rythmes de vie, dans la hiérarchie de nos fins, valeurs et centres d’intérêts, la société de décroissance crée les conditions favorables à une appropriation non symbolique du politique, à l’avènement d’une citoyenneté effective : celle de la personne qui prend part aux décisions concernant le monde humain.

La notion de décroissance est foncièrement révolutionnaire parce qu’elle rompt avec le cours des choses en brisant les processus qui nous emprisonnent. “Notre humanité n’émerge, écrit Paul Ariès, que lorsque nous sommes capables de nous fixer des limites”1. À quoi il faut ajouter que se fixer des limites c’est choisir la délibération pour contrer les mécanismes, c’est s’en remettre à la politique plutôt qu’à l’inertie de l’histoire, c’est affirmer l’homme contre les processus. La société de décroissance ouvre des perspectives inédites où les nécessités de l’histoire, de l’économie ou de la finance ne déterminent plus le sort du monde et de l’homme et où, aucune puissance n’ayant plus le privilège de fixer l’idée que les hommes se font de la

justice et du bien, il revient à l’ensemble des citoyens de contribuer à la définir à l’échelle de communautés délibératives reposant sur une éthique du dialogue politique.

On le voit, la problèmatique n’est pas tant de s’approprier le politique pour faire la décroissance, que de faire la décroissance pour mettre la société en mesure de rendre la politique aux citoyens. D’un tel cas de figure ne cherchons pas de modèle dans le passé. Il est probable que la politique autant que la citoyenneté restent à inventer et que leur invention confère son véritable enjeu à la conception d’une société fondée sur l’idée de décroissance. La décroissance n’est pas seulement un art de vivre inspiré par le souci écologique, elle porte les germes d’une nouvelle utopie politique qui peut redonner sens à l’idéalisme et à l’humanisme. Il nous appartient de porter ces germes aussi loin que possible et, en France, de les faire croître sur le terrain électoral dés les élections législatives de 2007.

Michel Dias (Avril 2005).

1 – La décroissance, le mot obus, La décroissance, numéro 26

Réponse de Serge Latouche : La décroissance est-elle un humanisme ?

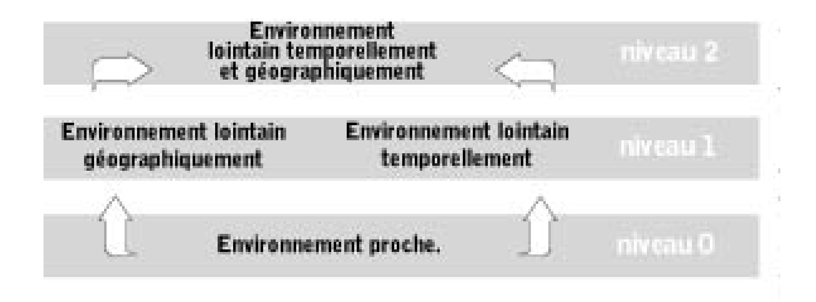
Réponse de Serge Latouche, président de l’IEESDS.

Je pense que non. Bien sûr, il faut s'entendre sur ce qu'est l'humanisme. A la base, il y a la croyance que derrière le concept "homme", il y a une réalité essentielle/substantielle qui transcende la seule existence de l'espèce. L'essence de l'homme viendrait de quelque chose qui le rendrait radicalement différent des autres espèces que certains appellent l'âme, d'autre la raison. Cela ferait des hommes des êtres supérieurs possédant de ce fait des droits (naturels) sur les autres espèces et sur la nature : les droits de l'homme. D'où l'importance de la controverse de Valladolid sur l'âme des indiens. Qu'il en soit bien ainsi ne fait aucun doute pour les occidentaux (et donc aussi pour moi, en tant qu'occidental). Ce qui fait problème, c'est que pour de très nombreuses cultures, il n'en est rien. Ainsi, pour les Asmat de Papouasie, certains "animaux" font incontestablement partie de la famille "humaine", mais la tribu voisine entre dans la catégorie des denrées comestibles ! L'ennui c'est que je ne peux leur démontrer ce que je pense être leur erreur que de l'intérieur de ma propre culture (il en est de même pour eux, si tant est que cela les intéresse de me "convertir" à la weltanchaung asmat). Si la décroissance n'est probablement pas un humanisme, c'est qu'elle repose sur une critique du développement, de la croissance, du progrès, de la technique et finalement de la modernité et qu'elle implique une rupture avec l'occidentalocentrisme. Ce n'est pas un hasard si la plupart des inspirateurs de la décroissance (Illich, Ellul, mais aussi Levi-Strauss, Jaulin, Salhins et bien d'autres) ont dénoncé l'humanisme occidental. Cela dit, ne nous méprenons pas. Je ne plaide pas pour un antihumanisme, mais pour un a-humanisme comme je parle d'a-croissance. Cela n'implique absolument pas, comme semble le penser l'ami Michel Dias, un rejet de toute axiologie, bien au contraire. Le premier "R" du cercle vertueux de la construction de la décroissance s'intitule précisément "réévaluer". Les valeurs nécessaires (altruisme, convivialité, respect de la nature, etc) sont aussi celles qui ont la préférence de Michel Dias. Elles peuvent nous permettre d'entrer en dialogue avec d'autres cultures sans les cannibaliser comme l'universalisme arrogant d'une puissance dominante, parce que j'accepte de reconnaître la relativité de mes croyances. En tant qu'occidental, il y a des tas de valeurs "humanistes" que je suis prêt à défendre bec et ongle, mais je n'en fait pas un absolu et je ne me sens pas le droit d'empêcher un Hindou de considérer le meurtre d'une vache comme un crime (ce qui ne m'empêche pas de manger du steak...). Il en résulte que je suis parfaitement en accord avec beaucoup de choses du texte de Michel Dias et en particulier sur la légitimité pour la décroissance d'investir le champ du politique (ce qui me semble-t-il, il a fait dès le début).

Les trois niveaux de l'écologie

Est-on capable de penser loin géographiquement et temporellement de notre environnement pour réfléchir aux vraies solutions aux problèmes actuels ?

L'écologie peut être définie brièvement comme l'ensemble des interactions entre les êtres vivants et leur environnement. Cette définition s'inscrit dans le cadre global de la biosphère et n'a pas de limite temporelle hors de celle de la vie du soleil et de la terre. L'interprétation qui en est fait aujourd'hui par les médias et l'opinion publique ne prend malheureusement en compte qu'une dimension très restrictive de l'écologie. Des problèmes aussi proches que l'épuisement des ressources pétrolières ou l'accentuation de l'effet de serre semblent ne pas nous concerner car ne modifient pas directement et visiblement la manière dont nous vivons au jour le jour.



Environnement proche

La préoccupation écologique dans le cadre d'un environnement proche tant temporellement que géographiquement constitue le niveau 0 de l'écologie. Lorsque nous nous inquiétons pour notre environnent proche, nous nous inquiétons de l'atmosphère que nous respirons, de l'eau que nous buvons, des aliments que nous mangeons. Nous nous préoccupons de notre sécurité vis à vis d'événements écologiques ponctuels tels que les tempêtes ou le manque de neige pour aller faire du ski dans Alpes.

Les problèmes écologiques du niveau 0 sont nombreux et doivent être pris en compte rapidement puisque ce sont ceux qui ont l'impact le plus direct sur nos vies. Parmi eux, on peut citer le naufrage de l'Erika, la pollution urbaine, la pollution visuelle et sonore liée à l'utilisation de l'automobile, etc. Ces événements sont proches géographiquement, mais aussi temporellement puisque leurs effets sur l'environnement sont courts à l'échelle de l'histoire de la vie humaine. Le naufrage de l'Erika, par exemple, a des conséquences désastreuses sur l'équilibre biologiques des côtes marines. Ces effets sont très visibles, mais auront en grande partie disparu dans 20 ans et n'affectent qu'une portion limitée de la biosphère.

Les hommes politiques du niveau 0 de l'écologie tel que Noël Mamère (1), les discours démagogiques de Jacques Chirac ou de Lionel Jospin nous promettent que tout cela va changer. Nous allons continuer à nous battre pour avoir toujours plus de bien matériels grâce à une croissance économique qui détermine tout. Mais, tout en même temps, nous allons faire attention à ce que cela n'ait pas trop d'impact sur notre environnement proche. S'il n'y a plus de neige dans les Alpes, cela n'est pas bon pour l'économie touristique, ni pour le PIB de la France. Le niveau 0 de l'écologie ne remet pas en cause le niveau économique des pays riches. George Bush Junior a au moins eu le mérite de dire tout haut ce que nous les Européens pensons tout bas, c'est à dire que "notre niveau de vie n'est pas négociable".

Malheureusement, même le niveau 0 de l'écologie n'est pas pris en compte aujourd'hui. Nous continuons à asphyxier les centre villes de boites de tôle à moteur qui nous transportent lamentablement à travers les embouteillages. Même les gestes les plus basiques tels que de ne pas dégrader l'environnement visuel ne sont pas respectés puisque nous aimons enlaidir nos belles citées d'affreux panneaux géants vantant les mérites de la consommation patriotique, en dépit de la loi et du bon sens. Les exemples des problèmes du niveau 0 sont trop nombreux pour être cités ici.

Pourtant, ne s'intéresser qu'au niveau 0 de l'écologie est un acte égoïste qui suppose qu'il n'existe pas de vie en dehors de ce qui nous est proche physiquement et temporellement. C'est rapporter l'existence de la vie humaine à notre propre existence. Nous ne sommes qu'un composant de cette vie humaine puisque celle-ci existe en dehors de notre champ de vision et, espérons le, au-delà du terme de nos vies.

Environnement lointain géographiquement

La manière dont nous vivons dans les pays riches conditionne la vie de milliards de personnes à travers le monde. Naomi Klein(2) dans No Logo et Michael Moore (3) dans Dégraissez-moi ça ! expliquent très bien ce processus. Les dictatures que nous mettons en place pour exploiter le pétrole, le peuples réduits à l'état d'esclavage pour fabriquer nos vêtements ne sont que quelques unes des nombreuses conséquences qu'implique à l'échelle du globe notre boulimie de consommation.

Outre la domination d'êtres humains par d'autres êtres humains, nos modes de vies ont des répercussions sur la vie de la biosphère de manière globale. Les dégradations écologiques ont existé depuis les débuts de l'histoire humaine. Notre espèce a détruit de nombreux paysages en y puisant de manière trop intense les ressources. C'est ce qui s'est passé lorsque les grecs ont abattu de nombreux arbres pour construire leurs navires sous l'antiquité où lorsque la forêt libanaise a servi au roi Salomon pour la construction du grand temple de Jérusalem.

Aujourd'hui, notre impact sur l'écosystème ne se limite plus à une partie réduite de la surface terrestre. Il s'étend dans les différentes couches de l'atmosphère et dépasse toute frontière humaine. Lorsque l'on monte dans une automobile, notre acte ne se limite pas à détruire l'environnement proche, il implique aussi des changements dans l'équilibre de la biosphère qui concerne l'humanité toute entière. Chaque acte que nous accomplissons peut avoir des conséquences pour notre frère ou notre s¦ur qui habite de l'autre coté de la planète.

Bien sûr, les problèmes d'ordre global sont abordés dans quelques conférences qui n'aboutissent à rien de concret. Malheureusement, ces conférences révèlent souvent que nous nous préoccupons de ce qui se passe à l'autre bout du monde et pourrait avoir une influence sur nos vies, mais certainement pas de ce qui se passe chez nous et pourrait avoir une influence sur les vies des habitants de l'autre bout du monde. Par exemple, le débat mondial sur l'avenir de la forêt d'Amazonie nous préoccupe moins pour notre impact sur celle-ci que pour l'impact que sa disparition pourrait avoir sur nos vies.

Elargir notre champ de vision à une vue globale constitue le niveau 1 de l'écologie. Cette vue peut être globale géographiquement, mais aussi globale temporairement. D'une certaine manière, toute vie humaine étant égale, que celle-ci se produise dans le présent ou le futur, la différence est sans importance.

Environnement lointain temporellement

La manière dont nous vivons aujourd'hui conditionne la manière dont vivront les hommes dans 10 ans, 20 ans, 100 ans, 1000 ans, voir dans les millions d'années. L'anthropocentrisme dont je fais preuve ici n'est là que pour rappeler que l'homme a besoin de la Terre pour vivre et non le contraire. Nous sommes tout à fait capables de rendre toute vie humaine impossible. La vie sur Terre continuera, espérons le, sans nous. L'enjeu est donc de préserver l'équilibre de la biosphère pour permettre à la vie humaine de continuer pendant aussi longtemps que possible.

Les ressources non renouvelables seront pillées d'ici moins d'un demi-siècle. A l'échelle humaine, cela signifie tout simplement que nous avons tout pris sans prendre en considération ceux qui viendront après. C'est un peu comme si nous arrivions les premiers à un buffet que nous mangions tout sans nous préoccuper si d'autres viendront manger après. Comme aime le rappeler Georgescu-Roegen (4), "Chaque fois que nous produisons une voiture, nous détruisons irrévocablement une quantité de basse entropie qui, autrement, pourrait être utilisée pour fabriquer une charrue ou une bêche. Autrement dit, chaque fois que nous produisons une voiture, nous le faisons au prix d'une baisse du nombre de vies humaines à venir".

Contrairement à la catastrophe de l'Erika, l'utilisation massive du pétrole continuera à bouleverser l'équilibre de notre biosphère pour au moins 500 ans. Lorsque l'on s'insurge contre la catastrophe de l'Erika, le geste le plus patriotique ne serait donc pas de boycotter Total, mais l'utilisation de toute ressource non renouvelable dans sa globalité. L'altération de la biosphère que nous effectuons aujourd'hui continuera d'avoir des effets négatifs sur la vie humaine pendant des centaines, voir des milliers d'années, si la situation est rétablie un jour.

Le pétrole étant presque déjà épuisé, nous nous tournons vers d'autres énergies telles que le nucléaire qui nous rend de plus en plus dépendants des ressources non renouvelables. Le nucléaire nécessite de l'uranium et celui-ci, même en utilisant les surgénérateurs, sera très bientôt épuisé. Les solutions données par le niveau 0 de l'écologie tel qu'utiliser l'électricité ou l'hydrogène pour diminuer les émanations urbaines sont en contradiction totale avec le niveau 1 de l'écologie. En effet, ces formes de transport d'énergies, soient disant propres à faible échelle, conduisent à une augmentation de l'énergie nucléaire qui constitue la pire forme de "cadeau empoisonné" laissé à nos enfants (5).

Des événements aussi graves que Tchernobyl ne nous ont pas permis de mesurer l'importance de la préservation des vies humaines futures. Pourtant l'enjeu écologie se situe au-delà puisque qu'il réside en une combinaison des deux dimensions temporelles et géographiques.

Environnement lointain temporellement et géographiquement

Le niveau 2 de l'écologie est le niveau que nous devons atteindre si nous considérons que toute vie humaine a la même valeur sur Terre. Si l'homme de là-bas à la même valeur que l'homme d'ici, si l'homme de demain à la même valeur que l'homme d'aujourd'hui, alors nous ne devons plus réduire l'échelle de la vie humaine à notre propre existence.

Plus largement, toute forme de vie a son importance sur la Terre. En nous considérons au-dessus des lois de la biosphère, nous réduisons fortement les chances à ces formes de vies d'exister aussi bien dans le présent que dans le futur. Nous pourrions donc ajouter une dimension supplémentaire qui est une dimension macroscopique. La vie a son importance quelle que soit sa forme, que ce soit les bactéries invisibles à l'¦il nu à l'océan tout entier en tant qu'entité vivante.

Les défenseurs du niveau 2 de l'écologie sont encore rares et sont souvent traités d'extrémistes. Le discours traitant du niveau 0 et 1 est déjà difficile à faire passer au sein d'une civilisation dominée par le consumérisme. Le niveau 3 est trop choquant pour être accepté et remet trop d'aspect de nos vies en cause pour avoir un fort écho aussi bien au niveau de l'opinion publique que de sa représentation démocratique. Quel programme politique oserait affronter la réalité en face en proposant l'augmentation de 1000 % du prix du pétrole, en abolissant le mode de transport automobile, en baissant la consommation d'énergie, de matières non renouvelables, et de biens de consommation de manière générale ? Seules quelques personnes ont eu le courage d'exprimer ces idées, au risque d'être rejeté par leurs collègues économistes tel que Georgescu-Roegen ou d'être taxé d'extrémiste tel qu'Arne Ness, philosophe de la deep ecology.

A chaque fois que nous, humains, accomplissons un acte, nous devons mesurer sa portée et ses conséquences sur la vie à l'autre bout du monde et dans le futur. Nous devons permettre aux autres formes de vies de vivre aujourd'hui et demain.

Si l'on résonne à la taille de la planète. Se préoccuper du niveau 2 de l'écologie revient au même que de considérer que la planète est infiniment petite à l'échelle de l'univers et que nos vies sont infiniment brèves à l'échelle de la vie de la Terre. Ainsi, notre courte existence doit prendre en compte ces éléments qui nous dépassent car bien souvent hors de portée de notre réflexion quotidienne. L'enjeu est de taille puisqu'il conditionne notre existence en tant qu'espèce et détermine le temps pendant que celle-ci sera en mesure d'être acceptée par la Terre (6).

Denis Cheynet

(1) www.ecolo.asso.fr/textes/20010505gag.htm

(2) Naomi Klein, No logo - La tyrannie des marques, Leméac / Actes Sud

(3) Michael Moore, Dégraissez-moi ça !, La Découverte

(4) Nicholas Georgescu-Roegen, La décroissance, Sang de la terre.

(5) L'hydrogène n'est pas une énergie propre. C'est un support pour transporter de l'énergie tels que le sont l'électricité et l'air compressé. L'utilisation de moteurs à hydrogène demande actuellement la production d'énergie à partir de matières fossiles ou réactions nucléaires. Une solution solaire ou éolienne est difficilement envisageable à court terme.

(6) La seule réponse sérieuse, prenant en compte le niveau 2 de l'écologie, est apportée par la "Décroissance soutenable". Cf. n°280 de Silence, Février 2002.

Automobile et décroissance

Denis Cheynet

texte publié en 2003, dans l'ouvrage collectif "Objectif Décroissance" aux éditions Parangon.

Automobile et décroissance

Si l'on considère que notre bonheur, nos relations avec les autres, sont plus importants que l'accumulation de biens pour stimuler la croissance économique, alors la remise en cause de l'automobile devrait être un des premiers enjeux de la décroissance. L'automobile est en effet un outil majeur de la conception économique actuelle du monde.

Bien que maintes et maintes fois répétés, les méfaits de l'automobile ne sont jamais entendus et sont étouffés par une idéologie qui ne veut absolument pas en entendre parler. Dans notre monde qui se veut rationnel et logique, l'automobile est l'outil le plus passionnel et le plus aberrant qui soit. La croissance automobile ne peut pas s'inscrire dans le long terme et n'est encore possible aujourd'hui que parce que seule une minorité privilégiée de l'humanité en a fait l'outil de son développement économique. Si nous voulons que la vie puisse être possible sur Terre dans les décennies à venir, notre seule issue est donc d'abandonner ce fléau en remettant en question, de manière radicale et profonde, les causes qui font que l'idéologie automobile est devenue dominante dans les pays industrialisés. La sortie de l'automobile doit se faire par une réduction de notre consommation matérielle et énergétique, une diminution des flux de transports, une réorganisation de nos sociétés et une remise en cause de nos objectifs.

L'automobile est une aberration, un fléau

Le slogan “La bagnole, ça pue, ça tue et ça pollue” est encore loin de mobiliser les foules. Pourtant, il n'est pas besoin d'être un expert scientifique pour se rendre compte des innombrables dégâts causés par l'automobile. Que ce soit à travers la pollution visuelle, sonore, atmosphérique ou sociale, l'automobile fait de nos villes un véritable enfer mécanique sale et malodorant. Si la pollution de l'air est souvent évoquée et que les constructeurs automobiles nous promettent des avancées technologiques pour y remédier (dans un contexte, où paradoxalement, la proportion de 4x4 et autres véhicules de grosses cylindrées ne cesse d'augmenter), les autres sources de pollutions sont laissées de côté, car trop embarrassantes et nécessitant un remède plus profond que de simples réponses techniques.

Les dégâts causés à nos paysages par l'automobile sont rarement évoqués. Ils constituent pourtant une source de dégradation de notre environnement que nous oublions par habitude, mais que la revue Casseurs de pub nous rappelle, photo d'un échangeur routier à l'appui (1). Il convient parfois de prendre du recul ou d'avoir passé quelques jours dans un endroit préservé pour se rendre compte à quel point cet enchevêtrement d'autoroutes et de voies bitumées peut être inhumain. Les zones commerciales, dont la laideur n'a d'égal que les blockhaus de la seconde guerre mondiale, s'immiscent jusqu'autour des plus petites villes de campagne en empêchant au regard de pouvoir se poser sur quelque chose qui ressemble à de l'architecture ou à de la verdure. Dans le film Le Fabuleux destin d'Amélie Poulain qui dépeint une image de Paris idyllique et agréable, la voiture est — sauf au moment d'une apparition publicitaire — absente du tableau. Jean-Pierre Jeunet n'aurait jamais pu nous transmettre une image du bonheur simple dans une ville aux rues remplies d'automobiles, dans un espace sillonné par les autoroutes ou dans un quartier bordé par un dédale de voies d'accélérations, de ponts routiers et de deux fois trois voies.

L’automobile enlaidit l’espace public, et se l’accapare au détriment des autres usagers. A Paris, par exemple, la voirie est occupée à 60 % par les voitures en stationnement. Une voiture consomme 12 fois plus d’espace par personne transportée qu’un bus et le taux moyen d’occupation des voitures est de 1,25 personne par voiture dans la région parisienne (2). L’automobile s’est approprié les rues des villes, les places des villages et les routes de campagne. Dans la vallée de la Maurienne, l’espace est si exigu qu’il n’y a parfois pas la place pour la rivière Arc, la nationale 6, la ligne de chemin de fer Lyon-Turin et l’autoroute. Pour résoudre le problème, on a été obligé, soit de creuser des tunnels, soit de faire passer littéralement l’autoroute au-dessus des habitations. En ville, les enfants n’ont pas d’espace pour jouer et ont déserté les rues au profit de leur console de jeux grâce à laquelle ils peuvent se prendre pour Shumacher ou un membre d’un commando armé. Dans les comités de quartier, lors des réunions de discussion avec la mairie de Lyon, le problème du stationnement est inlassablement évoqué. Mais quoi que l’on fasse, il ne sera jamais possible de concilier espaces publics et parkings, respect du stationnement et augmentation incessante du nombre de véhicules, surtout lorsqu’il s’agit des centres urbains ou l’un des quartiers les plus densément peuplés d’Europe tel que celui des pentes de la Croix Rousse à Lyon.

Si nous voulons vivre dans une société où l’on continue à avoir chaque année plus d’automobiles que l’année précédente, où chacun peut se garer devant sa porte, se rendre au travail et faire ses courses en voiture, alors nous devons faire tables rase du passé, détruire tous nos centres urbains et reconstruire des villes immenses qui s’étendront sur des dizaines de kilomètres et ressembleront à peu près à ce qui se fait aux Etats-Unis.

Les villes européennes, de par leur forte densité, sont incompatibles avec l’afflux d’automobiles que nous leur imposons et sont sujettes à une pollution sonore inacceptable. “ Un tiers des ménages déclare être gêné par le bruit de la circulation, au moins de temps en temps, lorsqu’ils sont dans leur logement. Ils sont 40 % en banlieue parisienne et 46 % dans Paris. On estime que 7 millions de personnes, soit 12,3 % de la population, sont particulièrement concernés ” (3). Même la mairie de Marseille le reconnaît : “ Mais la meilleure façon de lutter contre le bruit reste de limiter la circulation automobile elle-même. ” (4). Ne nous leurrons pas, des automobiles fonctionnant à l’aide d’un moteur plus silencieux que le moteur à explosion (électrique, à air comprimé ou autre) continueront à être une nuisance sonore en ville ou sur les routes, car la majorité du bruit provient des frottements de l’air et des roues sur la chaussée dès 50 km/h. La limitation de vitesse et l’interdiction de klaxonner n’étant pas respectées en ville, le bruit d’une autoroute sur laquelle circuleraient des véhicules au moteur silencieux étant identique au bruit d’une autoroute actuelle, le problème du bruit automobile ne peut être résolu qu’en substituant à ce mode de transport des moyens plus cohérents (vélo, marche à pied, tramways …).

Une pollution sociale

Bien que les constructeurs automobiles ne puissent plus se permettre de nier la pollution engendrée par l’automobile, je n’ai jamais entendu aucun d’entre eux parler de pollution sociale. Pourtant, l’organisation de nos sociétés telle qu’imposée par l’automobile implique une déstructuration forte de l’organisation des villes et des villages. Les petits commerces ont été anéantis par les multinationales de la grande distribution. Les villages se sont vidés de leurs artisans au profit de zones commerciales lointaines où les familles se rendent deux fois par mois pour acheter de quoi remplir leur congélateur. Dans ce contexte, vivre sans voiture devient de plus en plus dur, l’exclusion sociale de ceux qui ne peuvent pas conduire (personnes âgées, personnes n’ayant pas le permis, personnes n’ayant pas les moyens de posséder une voiture …) ou de ceux qui ne veulent pas conduire (vus par la population comme de dangereux extrémistes écolo) va grandissante. Roule ou crève, telle est la devise de

la société du tout automobile qui ne supporte pas que l'on puisse avoir envie de vivre autrement.Nous ne nous attarderons pas trop longtemps sur la pollution atmosphérique qui est la facette la plus médiatisée du problème de la pollution automobile. "En ce qui concerne la consommation énergétique et la pollution atmosphérique, l'impact du mode routier avoisine, voire dépasse, les 90 % de la contribution du secteur des transports" (5). Bien que la voiture soit responsable, en France de 15% des émissions d'oxyde de soufre, de 60% des oxydes d'azote, de 55% des monoxydes de carbone, de 40% des particules en suspension, les mesures prises pour renouveler le parc automobile et les progrès techniques sont censés apporter des solutions à ce problème.

Bien qu'indéniables, mesurables et chiffrables, les diverses pollutions causées par l'automobile sont, dans le pire des cas, passées sous silence et ignorées et, dans le meilleur des cas, acceptées sans qu'aucune mesure efficace ne soit prise pour y remédier. Tout se passe comme si notre société était atteinte d'un mal parfaitement identifié, mais préférait continuer comme si de rien n'était, les conséquences de l'acceptation de ce mal étant trop douloureuses et remettant en cause de manière trop profonde nos modes de vie.

Un outil de violences

On se serait bien contenté des nuisances provoquées par les automobiles, mais ce serait sans compter sur les nuisances provoquées par le comportement violent des automobilistes. En 2001, 8159 personnes sont mortes sur les routes de France, soit près de 21 morts par jour, 200 000 personnes ont été blessées, dont 45 000 gravement (6). Au niveau mondial, ce sont huit millions de personnes qui ont perdu la vie jusqu'en 1994 (7). En France encore, les jeunes de 15 à 24 ans ont 38% de chances de mourir dans un accident de la route, première cause de mortalité pour cette tranche d'âge, devant le suicide (17%)(8).Ces statistiques effrayantes montrent clairement que l'automobile est un outil de violences physiques intolérable de par le nombre de morts que son utilisation provoque. Si l'on considère qu'environ 10% de l'humanité roule en voiture et que le nombre de véhicules augmente de manière incessante dans le monde, il faut s'attendre à voir ces chiffres décuplés dans les prochaines années.

Comment l'être humain peut-il se transformer aussi radicalement au volant d'une automobile, au point de devenir une bête féroce, dangereuse et mortelle ? A partir du moment où l'automobiliste rentre à l'intérieur de la boîte de tôle constituée par sa voiture, il se dépossède de son enveloppe charnelle pour s'identifier à celle de son véhicule. Ainsi, si vous vous en prenez à la carrosserie du véhicule, son conducteur ressentira cela comme une agression portée directement sur sa personne. Imaginons un instant que les piétons se conduisent de la même manière que les automobilistes. Si vous marchiez trop lentement sur un trottoir, le piéton suivant vous hurlerait des insultes pour que vous le laissiez passer. Lorsque le feu piéton passerait au vert, votre moindre hésitation serait punie par de grands coups de corne de brume dans vos oreilles. Un tel comportement, qui apparaîtrait comme incroyablement agressif et irrespectueux est pourtant celui de beaucoup d'automobilistes.

Non contents de s'être accaparé la quasi-totalité de l'espace, les automobilistes occupent, de manière totalement illicite, le peu d'espace public restant aux piétons, aux cyclistes, aux handicapés, aux autres usagers de la route. Comme une force armée, les automobiles occupent des territoires qui ne leur appartiennent pas, sur lesquels ils n'ont aucun droit et dont les occupants possèdent moins de force physique. L'automobile s'attaque préférentiellement aux plus faibles (piétons, cyclistes) dont la masse physique ne peut rien contre la tonne d'acier dont elle est constituée. Elle s'inscrit dans une logique de domination et de violence envers ceux qui voudraient un meilleur partage de la chaussée. La recrudescence du nombre de 4x4 et "véhicules utilitaires de sport" comme les appellent les Nord-Américains est lié à ce

processus de domination par la force.Après s'être imposée en force dominante et avoir tué, de manière directe, des millions de personnes, l'automobile continue son travail de destruction massive en imposant la loi de la terreur et en ravageant des populations pour assouvir sa soif de pétrole. Comme le dit Marie-Hélène Aubert, "Le carburant que nous mettons dans nos voitures a parfois l'odeur de sang, de malversations et d'encouragements à des gouvernements dictatoriaux" (9). A l'heure où nous nous insurgeons contre la guerre en Irak, Total bénéficie du travail forcé des populations birmanes et du soutien de la dictature en place, le président gabonais, Omar Bongo, s'enrichit au détriment de la population, les Pygmées sont déplacés et persécutés car ayant le malheur de se trouver sur la route d'un oléoduc entre le Tchad et le Cameroun...

L'automobile induit une violence aussi bien au niveau individuel qu'au niveau collectif, au niveau local qu'au niveau international. L'être humain n'est sûrement pas assez évolué pour maîtriser un outil qui dépasse ses capacités à se conduire en citoyen du monde. Puisque les armes sont interdites en France et que l'on reproche souvent aux Nord-Américains de ne pas faire de même, pourquoi ne pas interdire les automobiles qui représentent un danger au moins aussi grand et dont l'utilisation nous échappe tout autant.

L'automobile est irrationnelle

Si nous analysions rationnellement le rapport entre avantages et inconvénients liés à l'utilisation de l'automobile, nous abandonnerions immédiatement ce mode de transport. Malheureusement, l'utilité prêtée à l'automobile est complètement déconnectée de la réalité et n'est même pas justifiée par des raisons économiques. Il est d'ailleurs paradoxal de voir des données de rentabilité financière venir au secours des écologistes qui militent contre la construction de certaines autoroutes (10).

Dans Energie et Equité, Ivan Illich calculait la vitesse réelle d'une automobile en incluant le temps passé à travailler pour supporter le coût de cette automobile. Avec vitesse = distance / temps, actualisons ce calcul au niveau de la France. La distance parcourue par an est de 14 000 km par véhicule en France. Le temps passé doit inclure le temps passé dans la voiture plus le temps passé à construire l'automobile, entretenir les routes et les autoroutes, à soigner les blessés et enterrer les morts. Bref, la vitesse réelle d'une automobile doit être calculé en divisant la distance parcourue par l'ensemble des temps nécessaires à son fonctionnement et à son utilisation.

Retenons les faits suivants :

* Distance moyenne parcourue par véhicule en France : 14 000 km

* Nombre de véhicules particuliers en France : 26 800 000,

* Budget du secteur automobile : 150 milliards d'euros (11),

* Coût insécurité routière : 27,8 milliards d'euros (12),

* Salaire moyen : 19 938,00 euros par an et par actif.

Cela signifie qu'en moyenne chaque véhicule coûte 6635 euros à la société (150 milliards + 27,8 milliards / 26,8 millions de véhicules).

En moyenne un actif travaille 1650 heures par an, ce qui signifie qu'il gagne (19 938 / 1650) environ 12 euros de l'heure.

Pour payer ces 6635 euros, en moyenne chaque actif va donc travailler 553 heures. S'il roule à une moyenne au compteur de 50 km/h, il passe alors 280 heures dans sa voiture

(14 000 / 50). Pour se déplacer, il met donc 280 heures de voiture et 553 heures de travail, soit 833 heures. Et sa vitesse réelle est alors de (14 000 / 833) 16,8 km/h.

S'il essaie d'aller plus vite, avec 100 km/h (ce qui en fait un véritable chauffard !), il ne passe plus que 140 heures dans sa voiture mais travaille toujours 553 heures et donc il se déplace réellement à 20 km/h (14 000 km/140 + 553 heures).

Même en roulant à une vitesse infinie, il ne se déplacerait réellement jamais à plus de 25,3 km/h (14 000 km/553 heures).

La vitesse des automobiles apparaît soudainement comme extrêmement relative. Il est intéressant de remarque que la vitesse réelle augmente beaucoup moins vite que la vitesse moyenne affichée au compteur. Ainsi, une accélération de 50 à 100 km/h ne permet de gagner que 3 km/h réels!

L'adage "Il ne sert à rien de rouler vite" n'aura jamais été aussi vrai. A 50 km/h de moyenne au compteur, la vitesse réelle d'une automobile est identique à la vitesse instantanée d'un vélo. De plus, ces coûts ne sont pas exhaustifs (prix du soutien des dictatures, de la guerre en Irak…) et sont menés à augmenter irrémédiablement avec l'augmentation du prix du pétrole.

L'utilisation de l'automobile est totalement irrationnelle car elle ne fait pas gagner plus de temps qu'elle n'en fait perdre, parce qu'il faut une tonne pour transporter une personne en voiture contre 10 à 15 kg à vélo. L'automobile permet de profiter du bon air de la campagne et de fuir l'atmosphère irrespirable des villes… causé par toutes ces automobiles qui se rendent à la campagne pour fuir l'atmosphère causé par toutes ces automobiles qui se rendent à la campagne, etc. etc.

L'automobile n'est pas généralisable à l'échelle de la planète

Il y a actuellement sur Terre environ 600 millions d'automobiles, soit une voiture pour 10 habitants. Malgré cela, la situation est déjà très préoccupante, que ce soit pour les dégâts causés à l'atmosphère et l'augmentation des températures liée à l'effet de serre ou l'épuisement des ressources pétrolières. Etendre l'utilisation de la voiture à l'ensemble de l'humanité serait tout simplement impossible. En comptant 22 tonnes de pétrole par habitant de la Terre, et au rythme de consommation actuel d'un Français moyen, cela se traduirait par un épuisement total des ressources pétrolières dans moins de 13 ans (13), sans tenir compte des nombreuses autres utilisations du pétrole dont ont besoin l'industrie pétrochimique, les engrais, la fabrication des médicaments… Le pétrole est une ressource qui ne nous appartient pas plus qu'à ceux qui viendront derrière nous et que nous n'avons pas le droit d'hypothéquer sur la vie des générations futures.

Les problèmes écologiques sont comme une énorme roue à inertie que nous ferions tourner chaque jour un peu plus vite. Cette roue tourne déjà beaucoup trop vite et beaucoup des dégâts sont déjà irréversibles. Alors que nous devrions, de manière urgente, nous demander de quelle manière ralentir cette roue, nous ne sommes même pas capables de ralentir son accélération et continuons, au contraire, à la faire tourner de plus en plus vite. Alors que les 10% d'humains privilégiés qui utilisent les automobiles ont déjà à eux seuls, dépassé les seuils critiques et mis en péril les équilibres écologiques, nous parlons de la Chine comme d'un formidable marché pour l'industrie automobile et d'une promesse de développement économique extraordinaire. Comment pouvons-nous tenir un raisonnement aussi aberrant, totalement dénué de raison et de bon sens dans notre société où la preuve scientifique est reine, où le raisonnement rationnel est sensé nous sauver de l'obscurantisme ? Si nous acceptons de regarder la réalité en face, si nous mettons de côté un instant nos pulsions et nos rêves utopiques, nous nous apercevons

que l’automobile n’est tout simplement pas compatible avec la vie humaine sur Terre, un point c’est tout.

L’automobile est une idéologie

Si nous continuons à rouler en automobile, malgré tous les problèmes que cela pose, malgré la violence et l’incohérence qui en découlent, c’est parce que notre rapport à l’automobile est bien plus passionnel que rationnel. C’est parce que l’automobile est une idéologie dominante véhiculée par la publicité et la majorité des médias.

Nous commençons notre vie en jouant avec une voiture en plastique et un gros bonhomme rigolo pour la conduire. Nous poursuivons avec une voiture aux contours un peu plus précis en avançant dans l’enfance. Puis vient la voiture en modèle réduit qui reproduit le plus fidèlement possible celle qui se trouve dans le garage familial. Lassé par ces jouets inertes, nous nous tournons alors vers un circuit de voitures électriques ou une voiture radio-commandée qui apporte enfin un semblant de sensation de vitesse et de puissance par procuration. Tout en jouant, nous rêvons du plaisir que pourrait procurer la conduite d’un tel bolide, “pour de vrai”. Les dimanches à regarder la formule 1 à la télévision sont des moments privilégiés où père et fils peuvent échanger sur une passion commune, sur le changement de pneus ou le nouveau moteur à 12 cylindres.

Pendant toute notre enfance, nous sommes bercés par cette idéologie, nous glorifions le champion de formule 1 et le vainqueur du dernier rallye. L’automobile est un élément structurant de la vie et marque l’étape du passage à l’âge adulte par l’obtention du permis de conduire. A part pour les rares enfants dont l’éducation aura inclus une part plus ou moins grande de remise en cause, refuser l’idéologie dominante de l’automobile revient à rejeter une part importante de son éducation, à s’opposer à ses copains, à s’exclure de nombreuses discussions, voire s’exclure totalement de certains groupes d’amis.

La télévision, la publicité, les copains, les collègues, les aides fiscales, tout est mis en œuvre pour vous démontrer que vous avez absolument besoin d’une automobile et que le bonheur est impossible sans en posséder une. Les publicitaires, qui se veulent incarner la modernité et le dynamisme utilisent des procédés totalement rétrogrades et machistes pour arriver à leurs fins. Ainsi, une banque a récemment diffusé une publicité où l’on voit deux jeunes étudiants épris d’une magnifique jeune femme. Le premier roule dans une vieille guimbarde. Le deuxième se rend à la banque pour emprunter de l’argent et acquérir une auto décapotable toute neuve. Qui des deux séduira belle fille ? Le deuxième bien sûr. Pas besoin de chercher plus loin pour ces publicitaires qui s’appuient sur l’équation “ Belle voiture = jolie fille ” maintes fois éprouvée.

Lorsqu’ils font preuve d’un tout petit plus de finesse, les publicitaires associent la voiture à un mélange de puissance, de domination (sexuelle et sociale) et de liberté. L’automobile devient l’objet qui permet de s’affirmer dans le monde et de s’affranchir des contraintes matérielles en s’extrayant de la lenteur naturelle de notre condition d’humain.

Malheureusement, la pseudo-liberté que permet l’automobile se fait très souvent aux dépends de la liberté commune de respirer un air propre, de vivre dans le calme, de rester en vie ou de vivre dans un Etat démocratique. Dans un bar, une affiche m’a marqué. On y voyait Jean Gabin, au volant d’une décapotable et la citation suivante : “ Vive la liberté, surtout la mienne ”. Cette version de la liberté automobile, égoïste, est le reflet de ce qui se cache derrière les promesses de bonheur publicitaire.

La nécessité de conduire une voiture est imposée de plus en plus tôt. Alors qu’il y a de ça une vingtaine d’années la faculté était synonyme de vélo, de vélomoteur ou de transport en

commun, les étudiants possédant une automobile sont de plus en plus nombreux. Les parents se saignent aux quatre veines pour permettre à leurs chers bambins de pouvoir se déplacer décemment. L'idée que les étudiants roulent tous en voiture est tellement communément admise que lorsqu'elle a ouvert ses portes en 1996, l'Université de technologie de Troyes avait prévu des centaines d'emplacement pour les voitures, mais avait tout simplement oublié que certains étudiants roulaient encore à vélo. Ainsi, une trentaine d'étudiants cyclistes se sont retrouvés sans endroit prévu pour stationner leur bicyclette là où le nombre de places de parking avait été amplement dimensionné.

L'automobile est imposée par la vie sociale, mais aussi par la vie professionnelle. Pour certains métiers tels que le conseil ou le service aux entreprises, la possession d'un permis de conduire est une condition sine qua non d'embauche. Toute personne ne pouvant pas ou ne voulant pas conduire se verra irrémédiablement écartée de ces postes. L'hyper mobilité professionnelle peut s'expliquer par une spécialisation forte des professions. Plus le nombre de spécialistes d'un domaine donné est faible, plus leur champ d'action doit être important. Nous évoluons vers une organisation du travail où l'utilisation de l'automobile devient obligatoire dans de plus en plus de cas.

L'idéologie automobile s'impose dans tous les aspects de nos vies, que ce soit à travers nos loisirs ou l'organisation économique de nos sociétés. Ce mode de fonctionnement nous apparaît irréfutable et naturel. Pourtant, l'idéologie automobile est une idéologie minoritaire puisque 90 % des habitants de notre petite planète n'en possèdent pas et que nous ne sommes que quelques privilégiés à ne pas pouvoir nous en passer et penser que l'organisation de la vie est impossible autrement.

Sortir de l'automobile par la décroissance.

Face aux problèmes créés par l'automobile, les chevaliers vaillants de la technique nous promettent tout un arsenal de solutions qui nous permettront de résoudre, scientifiquement, chacun de ces maux sans avoir à remettre en cause une seule seconde le mode de vie sur lequel l'automobile est basée. La violence automobile sera réduite grâce au développement du téléguidage, des systèmes de régulations automatiques de conduite, de la généralisation des coussins gonflables de sécurité, des freins plus puissants et plus efficaces, des ceintures à pré tenseurs, de tous les équipements de sécurité pour lesquels la recherche avance et contribue à l'amélioration générale de notre bien-être. La pollution sera réduite grâce à la suppression des véhicules vétustes, à l'instauration de normes draconiennes sur les émanations gazeuses. Le problème de l'épuisement des réserves pétrolières et gazeuses sera résolu grâce au remplacement du moteur à explosion par un moteur “ propre ” électrique ou à l'hydrogène. Remarquons au passage que la pollution sonore n'est que rarement évoquée, la pollution visuelle encore moins et la pollution sociale pas du tout.

Toutes ces solutions techniques sont totalement inefficaces pour plusieurs raisons. Le nombre de véhicules augmente plus rapidement que les progrès techniques mis en avant. Ceux-ci ne suffisent pas pour rendre l'automobile mondialement soutenable et sont bien trop insuffisants pour faire en sorte que chaque femme ou chaque homme sur Terre soit en mesure de posséder une automobile. Même en réduisant de moitié les effets négatifs, la voiture continuera à tuer, polluer, épuiser les ressources et rendre la vie impossible à des millions d'humains et ce, de manière beaucoup plus importante que ce qui est soutenable par la biosphère et l'avenir de la vie humaine. La voiture “propre” n'existe pas et ne pourra jamais exister. Il n'y a à ce jour aucune source d'énergie non polluante. L'électricité est produite soit à partir d'énergie fossile, soit à partir d'énergie nucléaire. L'électricité est dépendante des réserves en pétrole, gaz, charbon ou uranium. L'électricité produit des gaz à effet de serre ou

des déchets radioactifs. L'hydrogène est produit soit à partir d'hydrocarbures, soit à partir … d'énergie électrique.

Certains scientifiques nous rétorquent que "l'on trouvera bien quelque chose", que "l'humain possède une capacité d'évolution hors du commun" et que "les progrès techniques permettront de trouver une source d'énergie totalement non polluante et infinie". Cela est très beau, mais relève plus de la croyance que d'une véritable acuité scientifique à analyser les données de manière rationnelle.

Les problèmes que pose la généralisation des véhicules individuels doivent être résolus de manière philosophique et politique. Nous devons accepter nos responsabilités d'humains à faire face à notre destin et arrêter de nous en remettre sans cesse à la bonne fée technique. Prenons l'exemple de l'utilisation de la bicyclette en ville. Pour promouvoir son utilisation, on peut s'y prendre de deux manières.

La première, la solution technique, consiste à construire de nombreuses pistes cyclables sans remettre en cause la place réservée à l'automobile. Cette solution aura pour fâcheuse tendance d'habituer les automobilistes à être les seuls utilisateurs de la chaussée, à faire des cyclistes une espèce en voie de disparition protégée pour laquelle un parc naturel (les pistes cyclables) doit permettre de sauvegarder les quelques spécimens survivants.

La deuxième, la solution politique, consiste à réduire de manière considérable l'espace réservé aux automobiles, à supprimer les places de stationnement, à faire en sorte que rouler en voiture soit insupportable et que l'automobile soit considérée comme une intruse dans l'espace urbain. La chaussée sera rendue aux cyclistes et aux transports en commun.

De ces deux solutions la première sera toujours choisie car, même si elle ne résout pas grand chose, elle est aisément mise en place et donne l'illusion d'avoir contribué à la bonne cause. La deuxième solution n'est presque jamais mise en œuvre car elle demande une bien trop grande remise en question de nos modes de vies, une réforme profonde de mode de pensées et une atteinte à ce sacro-saint confort moderne auquel nous, occidentaux privilégiés, n'accepterons jamais de renoncer. Trouver des solutions aux problèmes causés par l'automobile ne peut se traduire que par une baisse de notre consommation énergétique et une diminution du nombre de kilomètres parcouru dans ces boîtes de tôle à moteur. Nous préférons donc continuer à croire, ou faire semblant de croire, que la technique viendra à notre secours sur son fier destrier et nous permettra de ne jamais, ô jamais avoir à remettre en cause notre niveau de vie (14).

Décroissance des flux de transport

Le nombre de camions roulant sur les routes européennes augmente chaque année. Pour faire face à ce flux croissant, des solutions de ferroutage sont envisagées. Encore une fois, c'est une solution technique qui permettra de résoudre le symptôme (il y a trop de camions sur les routes) au lieu de se pencher sur la cause de problème (notre mode de vie impose que de plus en plus de camions roulent sur les routes). De même, pour l'automobile, nous devons nous attaquer à la cause du problème, c'est-à-dire au fait que de plus en plus de trajets en automobile soient nécessaires pour vivre. Pourquoi les étudiants ne peuvent-ils plus se passer de voiture ? Pourquoi certaines personnes effectuent-elles plus de 60 km pour se rendre à leur travail ?

Nous devons, bien sûr, remplacer dès que nous le pouvons les trajets en voiture par d'autres modes de transports respectueux de l'environnement mais aussi en faire diminuer le nombre. Notre liberté est essentielle, mais a des limites. Elle s'arrête là où commence celle, pour chaque humain, d'avoir une vie décente, que ce soit ici ou à l'autre bout de la planète,

aujourd’hui ou dans 15 000 ans. La marche à pied et la bicyclette sont des moyens de transports conviviaux dont nous pouvons user et abuser sans autre limite que celle apportée par notre force physique. Cependant, si chaque habitant de la Terre se mettait à faire chaque jour un trajet Paris-Lyon en TGV, le bilan ne serait pas bien meilleur qu’il ne l’est avec l’automobile aujourd’hui puisque “pour transporter une personne de Paris à Lyon un TGV consomme 12,5 dep (kilo équivalent pétrole), alors qu'une voiture en consomme 30” (15). Pour transporter une personne, un TGV utilise donc 41 % de l’énergie utilisée par une voiture. Si nous mettons les camions sur les trains, si nous remplaçons nos trajets en voiture par des trajets en TGV et que, dans un même temps, nous augmentons la distance de notre trajet par 2,5, alors nous n’aurons strictement rien gagné.

Pour sortir de l’idéologie automobile, nous devons nous inscrire dans la logique d’une décroissance de nos flux de transports de manière générale. Cela signifie une relocalisation de l’économie et des échanges, une limitation de la taille des entreprises, le démantèlement des grandes surfaces au profit du commerce local. Prenons par exemple la structure de nos villes. Les quartiers se spécialisent : quartier résidentiel, quartier d’affaires, centre commercial. La distance nécessaire pour faire ses courses s’allonge. Les entreprises s’implantent dans les périphéries lointaines, là où les terrains sont moins chers. Les magasins de mode se concentrent dans l’hyper centre et les quartiers dépérissent. Le résultat ultime de cette évolution ressemble aux villes américaines comme Los Angeles qui s’étend sur 200 km ou Detroit qui ne compte que 4,5 millions d’habitants mais occupe plus de 10 000 km2.

Les multinationales emploient des centaines des spécialistes sur un même site. La relocalisation de l’économie consiste à réduire la taille maximale des entreprises au profit de structures à taille humaine qui respectent la répartition des compétences. Les rendements industriels actuels se font soit au détriment d’autres peuples que nous réduisons en esclavage (16), soit au détriment des ressources énergétiques dont la Terre dispose (le pétrole qui permet la mécanisation). Se tourner vers une industrie locale respectueuse de l’environnement se traduirait par un moins grand besoin de flux de marchandises et d’humains. Cela est possible en refusant d’asservir la Terre et les peuples qui la composent et en acceptant de baisser le niveau de vie économique dont dépend cet asservissement. De même, l’abandon de l’agriculture intensive au profit de l’agriculture locale, l’abandon des engrais chimiques et le retour au travail manuel permettraient un moins grand disséminement des habitants des campagnes et une moins grande dépendance de ceux-ci par rapport aux flux routiers.

Si la décroissance du nombre de flux de transport est importante, la diminution de la vitesse de ceux-ci l’est aussi. L’argument le plus fréquemment utilisé pour justifier l’utilisation d’une voiture est la vitesse à laquelle celle-ci permet de se rendre d’un point à l’autre. Nous pouvons sortir de l’automobile en refusant de s’inscrire dans cette logique du toujours plus vite et en préférant des moyens de transports plus lents, mais écologiquement soutenables telles que la bicyclette ou le train. Et lorsque nous serons dans notre tortillard à lire un bon livre de Barjavel, nous aurons tout le loisir de nous rendre compte que tout le temps “perdu” à lire dans ce train est en fait compensé par celui qui n’aura pas été passé à travailler pour se payer une voiture.Décroissance et sortie de l’automobile sont deux démarches liées par leur but et leur manière de procéder. Abandonner l’automobile, réduire le nombre et la vitesse des flux de transports sont nécessaires à une réduction de la consommation énergétique à un niveau qui permette d’atteindre l’équilibre entre énergie consommée et énergie renouvelable (17).

Sortir de l’automobile en redéfinissant nos objectifs

Sortir de l'automobile, c'est remettre en cause beaucoup plus que nos moyens de transports. C'est remettre en cause nos modes de vies, la structure de notre société et les objectifs que celle-ci s'est posée. La croissance économique et la hausse constante de notre niveau de vie ne sont pas des objectifs. Les relations humaines, le bonheur, faire en sorte que tout le monde puisse manger à sa faim en sont. A un niveau plus local, l'objectif d'avoir la plus grosse et la plus puissante voiture possible pourra alors être remplacé par l'objectif de passer de bons moments en se déplaçant à vélo sur des routes débarrassées des automobiles.

Si notre objectif est la décroissance, la redistribution des ressources et la préservation de l'environnement, le fait de gagner une course de Formule 1 ne sera plus glorifié tel que cela l'est aujourd'hui, les étudiants en mécanique n'auront plus l'œil qui brille lorsqu'ils parlent du dernier moteur à 8 cylindres, le fait de posséder une auto puissante et rapide ne sera plus un moyen de se faire admirer. L'automobile paraîtra au contraire totalement ringarde, inutile et moche car allant totalement à l'encontre de la préservation de la vie humaine. Nos comportements découlent directement de la direction prise par la société. Si nous voulons une croissance infinie, si nous plaçons l'économie et la technique au-dessus des valeurs humaines, nous aurons un monde rempli de voitures, pollué et irrespectueux de l'être humain. Si, au contraire, nous préférons mettre en avant le respect de l'homme et la nature qui l'environne, nous abandonnerons ces horribles boîtes de tôle à moteur qui nous polluent la vie, nous réduirons notre niveau de vie économique et augmenterons notre niveau de vie relationnel, social et humain.

Sortir de l'automobile par la non puissance

Le redéfinition de nos objectifs, individuels ou collectifs, passe aussi par le refus de la puissance, c'est-à-dire par le refus de la domination d'êtres humains sur d'autres êtres humains. Refuser de rouler en 4x4 et d'imposer sa domination sur la route, c'est refuser d'imposer la domination internationale nécessaire au pétrole qui en remplit le réservoir. En diabolisant les Américains pour avoir déclaré la guerre contre Saddam Hussein, nous cherchons à nous acheter une bonne conscience et à oublier que nous, Européens, nous inscrivons dans la même démarche que ce pays. A la puissance américaine, nous opposons la puissance européenne, les intérêts communs entre la Russie, la France et l'Allemagne. Malheureusement, le résultat est le même que ce soit Exxon-Mobil/Esso ou TotalElfFina qui exploite le pétrole irakien.

Le refus de la puissance, c'est le refus d'imposer à d'autres ce qu'ils n'ont pas voulu. En imposant l'automobile, on impose la guerre, mais l'on impose aussi aux enfants de rester chez eux, la rue étant devenue trop dangereuse pour eux pour jouer. On impose aux cyclistes de porter un masque au charbon actif, un casque et (peut-être bientôt) des armures pour se protéger du danger. Cette étape est peut-être la plus difficile à franchir car elle impose que nous maîtrisions notre animalité et notre soif de pouvoir au profit de notre humanité.

Denis Cheynet

http://sansvoiture.free.fr/

(1) Casseurs de pub, dossier n°1, novembre 1999, pages 56 et 57

(2) http://lil.univ-littoral.fr/delep/opale_ecologie/site3/en_ville_sans_ma_voiture.htm

(3) http://www.planetecologie.org

(4) http://www.mairie-marseille.fr/vivre/transpor/chasse.htm

(5) Dominique Dron et Michel Cohen de Lara Pour une politique soutenable des transports

(6) Sécurité routière. En fait, ce chiffre ne tient compte que des morts dans les trois jours qui suivent l'accident. L'OMS donne un chiffre plus élevé : environ 13 000 morts. La pollution de l'air en ajoute encore 17 000 par an soit au total 30 000 morts par an, rien que pour la France.

(7) International Road Federation. 10 000 morts de plus chaque mois, rien qu'en Chine.

(8) Jean-Pascal Assailly, Alternatives non violentes n°123, La voiture véhicule de la violence, page 35.

(9) Marie-Hélène Aubert, Alternatives non violentes n°123, La voiture véhicule de la violence, page 59.

(10) Abandon de l'A45 entre Lyon et Saint-Etienne.

(11) http://www.route.equipement.gouv.fr

(12) Sécurité routière

(13) Réserves mondiales en 2001 = 143 milliards de tonnes selon British Petroleum. Consommation totale primaire française = 96,5 millions de tonnes en 2000 selon le ministère de l'industrie française.

(14) “ Notre niveau de vie n'est pas négociable ”. George Bush Senior.

(15) Source : Centre de Culture Scientifique Technique et Industrielle de Grenoble.

(16) Cf. Naomi Klein, No Logo et Roger Moore, Dégraissez-moi ça !

(17) Energie éolienne, énergie solaire, et autres énergies renouvelables dépendant directement de l'énergie fournie par le flux solaire.

De quelques mensonges bien intentionnés sur l'agriculture contemporaine

(CA n°126, février 2003)

Certes, raconter des histoires a toujours été le meilleur moyen d'endormir les masses. En matière d'agriculture aussi ! Ainsi, qu'en est-il de la superficie dont dispose réellement chaque être humain ? de la productivité comparée des diverses formes d'agriculture ? de la faim dans le monde ? sans parler des variétés cultivées ou encore de la façon dont sont promus les OGM...

La superficie dont nous disposons réellement pour la production d'aliments est une donnée clé des projections concernant l'alimentation de l'humanité dans les années et les décennies à venir. Mais il y a plusieurs façons de compter. On va voir que ceux qui, tels les fabricants d'OGM et Albert Jacquard – qui ne fabrique pas des OGM mais de la peur (consciemment ou pas, peu importe après tout !) – se rejoignent sur un point : tous crient "au loup !" Or, les OGM s'imposeront bien plus facilement si la peur l'emporte sur la réflexion. La peur de mourir de faim, bien sûr1 ! Dans le contexte actuel, une telle perspective d'affolement généralisé ne peut conduire qu'à une chose : nous livrer corps et âme aux scientifiques, seuls sauveurs encore à peu près consensuels 2. D'où les OGM, parfaits joyaux high-tech, comme solution !

" une pâture à viande fournit plus de calories qu'un champ de légume... "

Quelques chiffres... Selon la FAO, l'Organisation des Nations unies pour l'agriculture et l'alimentation, peu suspecte de favoriser les idées subversives, sur 130 millions de km2 (Mkm2) de terres émergées fermes, 50 Mkm2 sont des terres agricoles, dont 35 Mkm2 sont des pâturages et 15 Mkm2 des terres cultivées en végétaux (cultures temporaires comme les légumes ou permanentes comme les arbres fruitiers). La manipulation commence juste après : si l'on ne compte que les terres effectivement consacrées à l'agriculture – et non au pâturage – et qu'on divise ce chiffre par le nombre d'êtres humains (6 milliards), on arrive à ce résultat fort préoccupant : 0,25 ha de terres cultivées par habitant, et, à l'horizon 2050, selon Novartis (désormais appelé Syngenta, énorme multinationale de la biotechnologie), 0,15 ha 3. Dès lors, une seule solution : la fuite en avant scientiste, le "progrès", bref, les OGM.

Si l'on compte autrement, si notamment on prend en compte le fait que, sur les 35 Mkm2 de pâturages, on pourrait en reconvertir une bonne partie en terres agricoles, on arrive à des chiffres très différents. Pourquoi reconvertir les pâturages en terres agricoles ? Tout simplement parce que si l'on mesure la productivité de ces pâturages en calories produites pour les êtres humains, c'est-à-dire effectivement consommées, on s'aperçoit que ces terres sont archi-improductives. Ces terres nourrissent les bœufs qui paissent dessus, mais du bœuf à l'homme, la déperdition est énorme : il faut 11 calories tirées par le bœuf de son alimentation (donc du sol) pour obtenir une calorie animale qui sera ensuite consommée par un humain 4. Ainsi, si une partie de ces terres étaient affectées à des cultures végétales, ce qui n'est pas une vision de l'esprit vu la déperdition immense en termes de calories, ce n'est plus de 0,25 ha dont nous disposerions par personne, mais presque du triple (35 Mkm2 divisé par 6 milliards d'habitants), ce qui, on en conviendra, soulage quelque peu la perspective. Avec 0,6 ha par habitant, on peut en effet largement produire de quoi se nourrir, même en en réservant encore

une part (plus petite !) au pâturage pour les fanatiques de la viande que la vache folle n'a pas guéri définitivement...

" Les exploitations modernes demandent moins de travail..."

La productivité des terres cultivées manuellement serait-elle, comme on nous le serine de tous côtés, largement inférieure à celle des grandes exploitations agro-industrielles ? Si l'on s'en tient à la productivité des cultures en soi – combien produit telle superficie cultivée par travailleur –, c'est vrai (et encore, pas toujours, cela dépend des cultures). En revanche, si l'on parle de la productivité réelle et totale, à savoir si l'on divise la production par la somme totale de travail qui est entrée dedans, c'est archifaux. Certains (la revue Scientific American) estiment même que la productivité des exploitations modernes est alors 66 fois inférieure à celle des exploitations familiales des pays sous-développées. En effet, dans le cas de l'agriculture moderne, il faut ajouter au travail de la terre proprement dit tout ce qui est rentré dans ce travail, notamment tous les produits et engins utilisés pour rendre cette terre épuisée capable de produire : pesticides, engrais, tracteurs et machines – car il faut bien du temps pour les concevoir, les construire, etc. Le bilan est même encore pire si l'on considère que l'agriculture selon les méthodes traditionnelles occupe des humains qui seront nourris par leur propre travail au lieu d'aller s'entasser dans les bidonvilles des métropoles du tiers-monde. L'on s'aperçoit alors du formidable gâchis de vies causé par l'appétit de dollars des grandes entreprises de biotechnologies, de semences, de pesticides, d'engrais et de constructions de machines-outils.

" On mange mieux à la ville qu'à la campagne... "

Autre légende : les organismes internationaux ont tendance à dire que c'est dans les campagnes que l'on mange le moins bien. Ce qui semble a priori étrange, tout simplement parce que, quand on voyage en Afrique, en Amérique latine ou en Asie, on croit voir que les gens des campagnes ont l'air malgré toute leur misère en meilleure santé que les pauvres des villes. Finalement, il semble que là encore, l'on nous raconte des histoires. Une étude qui vient de paraître en Inde montre que la sous-nutrition en ville est plus forte que dans les campagnes 5. L'intérêt de cette étude est qu'elle porte sur tout le pays, soit un milliard de personnes, et qu'elle s'ajoute à d'autres études, qui allaient dans le même sens mais n'étaient que partielles. Ainsi, c'est bien dans les métropoles du tiers-monde et dans les villes en général que l'on mange le moins et le moins bien. Dès lors, l'explication saute aux yeux : il fallait bien justifier l'exode rural vers les villes, ce que les ONG et autres organismes internationaux ont fait, remplissant bien ainsi leur rôle de sbires des pouvoirs locaux et transnationaux... d'autant que, autre argument, dans les villes, les pauvres sont plus faciles à contrôler que dans les campagnes.

Si l'on en veut une autre démonstration a posteriori, évoquons le cas de la Chine : sous Mao (qui était un dangereux malfaiteur, mais qui eut cependant quelques bonnes idées), le pouvoir central s'est attaché à empêcher l'exode rural par des incitations diverses, certaines relevant de la basse police, d'autres d'une solide logique “révolutionnaire”. Le niveau de vie des paysans, si l'on considère l'ensemble de la période 1949-1976, c'est-à-dire sans nier les terribles famines du Grand Bond en avant et autres maoïsteries mais en considérant la tendance globale, s'est considérablement élevé. Or, depuis, la Chine a voulu entrer dans l'OMC et y est arrivée. Que constate-t-on, en toute logique ? Les dirigeants chinois actuels estiment que plus de 250 millions de paysans vont émigrer vers les villes dans les décennies à venir. Il est vrai que, depuis 1976, tout a été fait pour pressurer les campagnes et les affamer.

Donc, avec une politique donnée – maoïste ou autre... – , on peut obtenir à la fois des paysans vivant à peu près convenablement et pas d'exode rural. Avec une politique servant les trusts pétrochimiques, semenciers et autres, on peut tout aussi facilement obtenir exactement l'inverse : misère généralisée et exode rural massif ! De là à conclure qu'il y a un lien entre les deux... et à la nécessité de maintenir les paysans à la campagne pour obtenir de meilleurs niveaux de vie.

" on est dépendant des circuits de distributions... "

Dernier exemple : dans le cas d'une catastrophe climatique, même régionale, il n'y aurait plus assez de nourriture dans le monde. C'est assez largement faux, et ce genre d'argument catastrophiste ne sert qu'à apeurer. Une catastrophe climatique régionale mettrait bien en évidence les problèmes d'acheminement de la nourriture là où il y en a besoin. Le cas de l'Inde est éclairant, puisque le Public Distribution System of Food (système public de distribution de nourriture) a permis une amélioration de l'accès des pauvres à la nourriture, et sa remise en cause par l'actuel pouvoir a précisément entraîné une baisse de la qualité de la nutrition des pauvres, baisse généralisée à l'échelle du pays 6. Quant à la nourriture acheminée "d'urgence" dans les zones où sévit une famine accidentelle, elle met en général cinq semaines et plus pour arriver. On le voit : la question n'est pas de production – même avec 0,25 ha –, mais de répartition, de distribution, et aussi de coût, bien entendu !

Conclusion de la FAO : "Si l'objectif du Sommet mondial de l'alimentation est atteint, à savoir 408 millions de personnes sous-alimentées en 2015, au lieu de 610 millions si la stratégie habituelle est maintenue, la valeur des années supplémentaires de vie en bonne santé devrait être de plus de 120 milliards de dollars EU par an.7" C'est nous qui soulignons. Sans commentaire !

Notre conclusion : arrêtons de nous leurrer avec la productivité des cultures " modernes " comme avec la question de la surpopulation. La vraie question démographique est celle de la répartition de la population mondiale entre les villes et les campagnes, et bien entendu son corollaire politique, le libre accès aux terres pour ceux qui les cultivent et veulent les cultiver. La "réforme agraire" est au cœur de l'émancipation humaine aujourd'hui. Mais quelle réforme agraire ? Il nous faut cesser d'accentuer la pression sur le vivant – qui est en dernière analyse, n'en déplaise aux partisans du progrès, la seule source de toute nourriture. La réforme agraire devra être radicale : libre accès de tous aux richesses ! Ce qui signifie très concrètement la fin des États et de la propriété, et la terre à ceux qui la cultivent.

Philippe Godard

P.S : les sous-titres sont de la commission journal

Pistes et notes

On peut lire en priorité Marcel Mazoyer et Laurence Roudart, Histoire des agricultures du monde (Le Seuil, coll. " Points Histoire " n° 307, 2002), ainsi que Remarques sur l'agriculture génétiquement modifiée (Encyclopédie des Nuisances, 1999). Ou encore Vandana Shiva, Le terrorisme alimentaire (Fayard, 2001), et aussi Theodore Kaczynski, La société industrielle et son avenir (Encyclopédie des Nuisances, 1998).

1. Puisque, ainsi que le disait Raoul Vaneigem dans son Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations, nous avons préféré mourir d'ennui plutôt que de mourir de faim, et qu'en effet nous mourons d'ennui dans ce monde archivirtuel. Nous n'allons pas accepter en plus de crever de faim !

2. Mais on se demande pour combien de temps encore...

3. Le livre vert du maïs Cb, document de propagande Novartis, p. 73.

4. L'Écologiste, "Comment nourrir l'humanité ?" (n° 7, juin 2002), p. 60.

5. Food insecurity Atlas of Urban India, World Food Programme (2002).

6. Madhura Swaminathan, Weakening Welfare ["la dégradation de la protection sociale"], LeftWord Books, New Delhi (2000).

7. Rapport de la FAO, Lutter contre la faim grâce au développement agricole et rural durable et à l'amélioration de l'accès à la nourriture (2002).

L’impasse citoyenniste.

Contribution à une critique du citoyennisme

Ce texte a été édité sous forme de brochure par « en attendant » (5 rue du Four, 54000 Nancy - en_attendant@hotmail.com) et dont la reproduction est vivement souhaitée.

Il faut le lire comme étant une contribution critique du « citoyennisme » qui est ici entendu comme étant une idéologie née officiellement en décembre 95 lors d’un mouvement social français dont la principale expression fut la défense du service public. Cette idéologie est ici décrite comme étant produite par une société qui se veut civique et qui ne conçoit plus de perspectives de dépassement du capitalisme. Tout un mouvement, qui fait le deuil de la révolution, naît alors dont les perspectives sont en fait le renforcement de l’Etat pour asseoir la Démocratie où la base active serait les citoyens. On nage alors en pleine moralité exprimée par une classe moyenne en perdition au sein de laquelle prennent naissance, par exemple, des critiques d’une certaine mondialisation qui ne sont en fait que l’expression d’une nostalgie du « bon vieux capital national ».

Le citoyennisme fait parti de l’ordre social existant et ce texte porte aussi l’espoir qu’un jour ou l’autre un mouvement social le balayera...

Note de Courant Alternatif: un autre texte d'analyse du citoyennisme est consultable sur ce site: "Le citoyennisme comme rempart à l'ordre capitaliste" ; il a été publié dans le hors-série de Courant Alternatif n°9 du deuxième trimestre 2003 consacré au citoyennisme

> “Si la logique de la fausse conscience ne peut se connaître elle-même véridiquement, la recherche de la vérité critique sur le spectacle doit aussi être une critique vraie. Il lui faut lutter pratiquement parmi les ennemis irréconciliables du spectacle, et admettre d’être absente là où ils sont absents. Ce sont les lois de la pensée dominante, le point de vue exclusif de l’actualité, que reconnaît la volonté abstraite de l’efficacité immédiate, quand elle se jette vers les compromissions du réformisme ou de l’action commune de débris pseudo-révolutionnaires. Par là le délire s’est reconstitué dans la position même qui prétend le combattre. Au contraire, la critique qui va au delà du spectacle doit savoir attendre.” Guy Debord. *La Société du Spectacle*.

Les thèses rassemblées ici n’ont pas la prétention de dire le dernier mot sur le sujet dont elles traitent. Elles sont plutôt un ensemble de pistes dont certaines pourront être suivies, approfondies, et d’autres peut-être simplement abandonnées. Si nous parvenons à donner quelques points de repères (historiques, entre autres) à une critique qui se cherche encore, nous aurons pleinement atteint notre but. Nous pensons également que ni ce texte ni aucun autre ne pourra, par la seule force de la théorie, abattre le citoyennisme. La véritable critique du citoyennisme ne se fera pas sur le papier, mais sera l’œuvre d’un mouvement social qui devra forcément contenir cette critique, ce qui ne sera pas, loin s’en faut, son seul mérite. A travers le citoyennisme, et parce que le citoyennisme y est contenu, c’est l’ordre social présent tout entier qui sera remis en cause. Le moment nous semble bien choisi pour commencer cette critique. Si le citoyennisme a pu, à ses débuts, entretenir un certaine confusion autour de ce qu’il était réellement, il est aujourd’hui contraint par son succès même à s’avancer de plus en plus à découvert. A plus ou moins court terme, il devra montrer son vrai visage. Ce texte vise

à anticiper sur ce démasquage, pour qu’au moins certains ne soient pas alors pris de court, et sachent peut-être réagir de manière appropriée.

I. Définition préalable.

Nous ne donnerons ici qu’une définition préalable du citoyennisme, c’est à dire ne portant que sur ce qu’il est le plus évidemment. L’objet de ce texte sera de commencer à le définir de façon plus précise.

Par citoyennisme, nous entendons d’abord une idéologie dont les traits principaux sont

1°) la croyance en la démocratie comme pouvant s’opposer au capitalisme

2°) le projet d’un renforcement de l’Etat (des Etats) pour mettre en place cette politique

3°) les citoyens comme base active de cette politique.

Le but avoué du citoyennisme est d’humaniser le capitalisme, de le rendre plus juste, de lui donner, en quelque sorte, un supplément d’âme. La lutte des classes est ici remplacée par la participation politique des citoyens, qui doivent non seulement élire des représentants, mais agir constamment pour faire pression sur eux afin qu’ils appliquent ce pour quoi ils sont élus. Les citoyens ne doivent naturellement en aucun cas se substituer aux pouvoirs publics. Ils peuvent de temps en temps pratiquer ce qu’Ignacio Ramonet a appelé la “désobéissance civique” (et non plus “civile”, qui rappelle trop fâcheusement la “guerre civile”), pour contraindre les pouvoirs publics à changer de politique.

Le statut juridique de “citoyen”, compris simplement comme ressortissant d’un Etat, prend ici un contenu positif, voire même offensif. Pris comme adjectif, “citoyen” décrit en général tout ce qui est bon et généreux, soucieux et conscient de ses responsabilités, et plus généralement, comme on disait autrefois, “social”. C’est à ce titre qu’on peut parler “d’entreprise citoyenne”, de “ débat citoyen”, de “cinéma citoyen”, etc.

Cette idéologie se manifeste à travers une nébuleuse d’associations, de syndicats, d’organes de presse et de partis politiques. Pour la France on a des associations comme ATTAC, les amis du Monde Diplomatique, AC!, Droit au Logement, l’APOC (objecteurs de conscience), la Ligue des Droits de l’Homme, le réseau Sortir du nucléaire, etc. Il est à noter que la plupart du temps les personnes qui militent au sein de ce mouvement font partie de plusieurs associations à la fois. Côté syndicats on a la CGT, SUD, la Confédération Paysanne, l’UNEF, etc. Les partis politiques sont représentés par les partis trotskistes, et les Verts. Les partis politiques ont toutefois un statut à part dans le citoyennisme, mais nous y reviendrons. A l’extrême gauche du citoyennisme, on peut inclure la Fédération Anarchiste, la CNT et les anarchistes antifascistes, qui se mettent le plus souvent à la remorque des mouvements citoyennistes pour y rajouter leur grain de sel libertaire, mais se trouvent de fait sur le même terrain.

A l’échelle mondiale on a des mouvements comme Greenpeace, etc., et tout ce qui s’est retrouvé à Seattle en fait de syndicats, associations, lobbies, tiers-mondistes, etc. La liste complète serait fastidieuse à donner. L’important est que tous ces groupements se retrouvent idéologiquement sur le même terrain, avec des variantes locales. Le citoyennisme est désormais un mouvement mondial, qui repose sur une idéologie commune. De Seattle à Belgrade, de l’Equateur au Chiapas, on assiste à sa montée en force, et il s’agit donc maintenant, pour lui comme pour nous, de savoir au juste quel chemin il prendra, et jusqu’où il pourra aller.

II. Prémisses et fondements.

Les racines du citoyennisme sont à chercher dans la dissolution du vieux mouvement ouvrier. Les causes de cette dissolution sont à la fois l'intégration de la vieille communauté ouvrière et l'échec manifeste de son projet historique, lequel a pu se manifester sous des formes extrêmement diverses (disons du marxisme-léninisme au conseillisme). Ce projet se ramenait, dans ses diverses manifestations, à une reprise du mode de production capitaliste par les prolétaires, mode de production duquel ils sont les enfants et donc les héritiers. L'accroissement des forces productives, dans cette vision du monde, était également la marche vers la révolution, le mouvement réel à travers lequel le prolétariat se constituait comme future classe dominante (la dictature du prolétariat), domination qui menait ensuite (après une très problématique "phase de transition") au communisme. L'échec réel de ce projet a eu lieu dans les années 1920, et en 1936-38 en Espagne. Le mouvement international des années 1968 a souvent été nommé "deuxième assaut prolétarien contre la société de classe", venant après celui de la première moitié du XXème siècle.

Les années 70, puis les années 80, avec la crise et la mise en place de la mondialisation sous sa forme moderne, marquent le déclin et la disparition de ce projet historique. Cette mondialisation se caractérise par l'automation croissante, donc par le chômage de masse, et les délocalisations dans les pays les plus pauvres, qui jettent hors de l'usine le vieux prolétariat industriel des pays les plus développés. On observe ici une tendance des entreprises à se "débarrasser" au moins formellement d'une bonne partie leur secteur productif pour le reléguer dans la sous-traitance, pour idéalement ne plus s'occuper que de marketing et de spéculation. C'est ce que les citoyennistes nomment la "financiarisation du capital". Une entreprise comme Coca-Cola ne possède aujourd'hui directement quasiment plus aucune unité de production mais se contente de "gérer la marque", de faire fructifier son capital boursier, et "réinvestir" en rachetant des concurrents plus petits auxquels elle fait également subir une délocalisation forcenée, etc. On a un double mouvement de concentration du capital et d'émiettement de la production. Une voiture peut se composer de pare-chocs fabriqués au Mexique, de composants électroniques taiwanais, le tout étant assemblé en Allemagne, tandis que les bénéfices transitent par Wall-Street.

Les Etats quant à eux accompagnent cette mondialisation en se défaisant du secteur public hérité de l'économie de guerre (dénationalisations), en "flexibilisant" et en réduisant autant qu'il est possible le coût du travail. Cela donne en France la loi sur les 35 heures que réclamait a cor et à cri le très citoyenniste (dans ses manifestations officielles du moins) mouvement des chômeurs de 1998, et le PARE. L'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981 et le mouvement des étudiants et des cheminots en 1986 sont des repères qui nous permettent de situer les progrès de cette dissolution et le remplacement progressif du vieux mouvement ouvrier par le citoyennisme, dans le cadre de la mondialisation.

Le mouvement de 1968, en France comme dans le monde, a bien été le "dernier assaut contre la société de classes". Son échec marque la liquidation historique de ce qu'a été jusqu'à ce moment-là le vieux rêve de la révolution prolétarienne, à savoir le rêve de l'assomption historique du prolétariat comme prolétariat, c'est à dire comme classe du travail. L'autogestion et les conseils ouvriers ont été la limite extrême de ce mouvement. Nous ne le regrettons pas. C'est aussi toute une contestation sociale beaucoup plus large et multiforme qui a été liquidée au sortir de ces années-là, lorsque s'est abattue sur le monde la chape de plomb des années quatre-vingt.

Même si on l'entend encore dans des manifestations, le slogan "tout est à nous, rien n'est à eux" est l'exact contraire de la réalité, et l'a toujours été Bien entendu, il fait aujourd'hui allusion à une illusoire "répartition des richesses" (et de quelles "richesses" peut-on aujourd'hui parler ?), mais il provient en droite ligne du vieux mouvement ouvrier, qui entendait gérer par lui-même le monde capitaliste. On voit à travers ce slogan à la fois une

résurgence, une continuité et un détournement des idéaux du vieux mouvement ouvrier (naturellement dans ce qu'il avait de moins révolutionnaire) par le citoyennisme. C'est ce qu'on appelle l'art d'accommoder les restes. Nous y reviendrons plus loin. La disparition de la conscience de classe et de son projet historique, rendus caducs par l'éclatement et la parcellarisation du travail, par la disparition progressive de la grande usine "communautaire", et également par la précarisation du travail (tout ceci résultant non d'un complot visant à museler le prolétariat mais du processus d'accumulation du capital qui l'a mené jusqu'à la mondialisation actuelle), ont laissé le prolétariat aphone. Il en vient même à douter de sa propre existence, doute qui fut encouragé par nombre d'intellectuels et par ce que Debord a défini comme "spectaculaire intégré", qui n'était que l'intégration au "spectacle".

Privée de perspectives, la lutte des classes ne pouvait que s'enfermer dans des luttes défensives, parfois d'ailleurs très violentes comme en Angleterre. Mais cette énergie était surtout l'énergie du désespoir. On peut aussi noter que cette perte de perspectives positives s'est souvent manifestée, chez les individus qui avaient connu les années 60-70, par un désespoir personnel très réel, parfois poussé jusqu'à ses dernières conséquences, suicide ou terrorisme.

Le citoyennisme vient s'inscrire dans ce cadre. Le deuil de la révolution ayant été fait, plus aucune force ne se sentant en mesure d'entreprendre à nouveau de transformer radicalement le monde, il fallait bien, l'exploitation suivant son cours, que s'exprime une contestation. Ce fut le citoyennisme.

Son acte officiel de naissance peut être situé en décembre 1995. Ce mouvement, sur la base très réelle de l'opposition à la privatisation du secteur public et donc de l'aggravation des conditions de travail et de la perte de sens de ce travail lui-même, ne pouvait dans la situation présente se manifester que comme défense du service public, et non comme remise en question de la logique capitaliste en général, telle qu'elle se manifeste dans le service public. Cette défense du service public implique logiquement que l'on considère que le service public soit ou plutôt doive être en dehors de la logique capitaliste. C'est un mauvais procès que l'on a fait à ce mouvement lorsqu'on lui a reproché d'être un mouvement de privilégiés, ou simplement d'égoïstes corporatistes. Mais on peut constater que même les actions les plus radicales et les plus généreuses de ce mouvement en portaient la limite. Alimenter gratuitement en électricité des foyers est une chose, réfléchir sur la production et l'emploi de l'énergie en est une autre. On peut voir à travers ces actions que l'Etat est ici conçu comme une communauté parasitée par le capital, lequel viendrait s'intercaler entre les citoyens-usagers et l'Etat. Le citoyennisme ne dit pas autre chose. On peut constater que le citoyennisme ne récupère pas un mouvement qui serait plus radical. Ce mouvement est simplement absent, pour l'heure. Le citoyennisme se développe comme l'idéologie nécessairement produite par une société ne concevant plus de perspectives de dépassement.

L'autre constatation que l'on peut faire, c'est que le mouvement de 1995, acte de naissance du citoyennisme, fut un échec, même dans ses objectifs limités. La privatisation du secteur public continue de plus belle, et il peut même se situer en avant-garde de l'idéologie du privé, comme entreprise participative, implication dans la gestion, etc. On y dégraisse également, et on y crée des emplois précaires, les "emplois-jeunes". On y supprime des postes et surcharge de travail les postes restants. Le secteur public est également en première ligne pour l'application de la loi sur les trente-cinq heures, et donc la flexibilisation. Une fois de plus, s'il en était besoin, on peut voir que la logique de l 'Etat et celle du capital ne s'opposent en rien, et c'est là une des limites internes du citoyennisme.

III. Le rapport à l'Etat, le "réformisme" et le keynésianisme.

Le rapport du citoyennisme à l'Etat est à la fois un rapport d'opposition et de soutien, disons de soutien critique. Il peut s'y opposer, mais ne peut se passer de la légitimation qu'il lui offre. Les mouvements citoyennistes doivent très rapidement se poser en interlocuteurs, et pour cela ils doivent parfois entreprendre des actions "radicales", c'est à dire illégales ou spectaculaires. Il s'agit là à la fois de se poser en victime, de prendre l'Etat en défaut (c'est à dire opposer l'Etat idéal à l'Etat réel), et d'arriver plus vite à la table de négociations. L'arrivée des CRS est le signe qu'on a été entendu. Naturellement, tout ceci doit se passer sous l'oeil des caméras. La répression est l'acte de naissance des mouvements citoyennistes, elle n'est plus comme autrefois le moment de l'affrontement où l'on mesure le rapport de force, mais celui d'une légitimation symbolique. D'où, par exemple, le malentendu entre René Riesel et les quelques autres de la Confédération Paysanne qui voulaient créer ce rapport de force, et José Bové (et manifestement la plus grande partie de la Confédération), qui par une action spectaculaire entendait poser son mouvement comme interlocuteur de l'Etat, ce en quoi il a d'ailleurs partiellement réussi.

L'Etat lui même entérine bien volontiers ces pratiques, et n'importe qui aujourd'hui peut faire une petite manifestation, par exemple bloquer le périphérique, et être ensuite reçu officiellement pour exposer ses griefs. Les citoyennistes s'indignent d'ailleurs de cet état de fait qu'ils ont contribué à créer, trouvant qu'on ne peut tout de même pas déranger l'Etat pour rien. Les interlocuteurs privilégiés voient d'un mauvais oeil les parasites, les pique-assiettes de la démocratie.

Des pratiques citoyennistes sont également promues directement par l'Etat, comme le montrent les "conférences citoyennes" ou les "concertations citoyennes" par lesquelles l'Etat entend "donner la parole aux citoyens". Il est intéressant de constater à quel point les citoyennistes se contentent facilement de n'importe quel ersatz de dialogue, et veulent bien admettre tout ce qu'on voudra, pourvu qu'on les ait écoutés, et que des experts aient "répondu à leurs inquiétudes". L'Etat joue ici le rôle de médiateur entre la "société civile" et les instances économiques, comme les citoyennistes seront ensuite médiateurs du programme de l'Etat (qui n'est que l'accompagnement de la dynamique du capital), révisé de façon critique, vers la "société civile". On l'a vu avec la loi sur les 35 heures. Ils jouent ici le rôle qui était classiquement dévolu aux syndicats dans le monde du travail, pour tout ce qu'on appelle "les problèmes de société". L'ampleur de la mystification montre aussi l'ampleur du champ de la contestation possible, qui s'est étendu à tous les aspects de la société. Dans leur rapport à l'Etat, les citoyennistes commencent aussi, en tout cas en France, à être malades de leur victoire. De plus en plus, le mouvement se scinde, et se recompose, entre ceux qui ont tendance à faire confiance au pouvoir (à la gauche) et ceux, plus radicaux, qui entendent continuer le combat. Mais le problème essentiel n'en reste pas moins posé. La gauche étant au pouvoir, pour qui d'autre pourront-ils voter ? Faut-il plus de Verts au gouvernement, ou faut-il au contraire que les Verts se retirent du pouvoir pour mieux jouer leur rôle d'opposants ? Mais à quoi peut servir un parti politique, si ce n'est à entrer dans l'arène démocratique ?

Le citoyennisme est constitutivement incapable de se concentrer en un parti, en tout cas dans les sociétés qui sont déjà démocratiques. Il faut une dictature ou une démocratie autoritaire pour que les aspirations de la petite et moyenne bourgeoisie entrent en résonance avec une contestation plus vaste, et puissent se concentrer en un parti démocratique d'opposition radicale. On l'a vu a Belgrade ou au Venezuela avec le national-populiste Chavez. Mais partout où la démocratie est déjà là, des partis correspondant tant bien que mal aux aspirations de cette petite et moyenne bourgeoisie existent déjà, et c'est justement ce système de partis dont une large part des citoyennistes se méfient. Dans les pays les plus avancés, le citoyennisme se concentre essentiellement autour d'un désir de démocratie plus directe, "participative", une démocratie de "citoyens". Ils ne se proposent naturellement aucun

moyen d’y parvenir, et ce désir de démocratie directe finit comme toujours devant une urne, ou dans l’abstention impuissante.

Les Verts sont intéressants à cet égard, puisqu’ils manifestent cette limite du citoyennisme. Issus des mouvements écologistes des années 70, ils ont parfaitement pris le tournant des années 80. Mais ils restent également sur le vieux modèle d’un Parti, forme concentrée qui est antinomique à la nature nébuleuse des forces vives du citoyennisme. Ils couraient donc par leur nature même le risque de se retrouver face à l’exercice réel du pouvoir, et c’est bien ce qui s’est passé. C’est là en fait le dernier risque politique que courent les “réformistes”, celui de gouverner. Militer, dans ce cadre là, n’est pas toujours sans conséquences, comme les Verts ont pu le constater à leurs dépens. Ce qui permet de contourner ce risque, c’est le lobbying. Les lobbies n’exercent jamais directement le pouvoir. On ne peut leur imputer les “échecs” de l’Etat. Le militantisme de lobby est sans fin, dans tous les sens du terme. Voilà qui est très satisfaisant pour des individus désireux de s’engager sans courir ce risque politique. Dans un lobby, on est entre soi, et il n’est pas nécessaire de se chercher une base sociale, comme dans un parti classique, par des moyens plus ou moins démagogiques. On peut en toute sécurité se montrer “radical” On peut tranquillement se poser en conseiller critique du Prince, sans affronter les difficultés du gouvernement. On peut éternellement se lamenter sur le manque de “volonté politique”, en matière de nucléaire, d’immigration ou de santé publique sans considérer si peu que ce soit ce qu’il est effectivement possible de faire, pour un Etat, dans le contexte capitaliste.

Un des exemples les plus délirants de cet état de fait est l’inénarrable association ATTAC. Il est de notoriété publique que l’idée même d’une taxation des transactions boursières fait se contorsionner d’hilarité l’économiste le plus stupide. Il est également évident que l’application dans un seul Etat de cette taxation le plongerait immédiatement dans une crise noire, et qu’il est manifestement impossible d’appliquer mondialement une telle mesure. Il crève aussi les yeux que même dans le cas où, prise de folie, une organisation comme l’OMC en viendrait à préconiser une telle mesure, le tollé mondial serait tel qu’elle n’aurait plus qu’à la remettre dans sa musette. Et, pour pousser jusqu’à l’absurde, que si même une telle mesure était appliquée, il s’ensuivrait automatiquement une aggravation mondiale de l’exploitation, pour corriger les pertes.

Tout ceci n’empêche pas les économistes d’ATTAC de pérorer à ce sujet, avec courbes et graphiques, dans l’indifférence amusée de ceux qui exercent réellement le pouvoir. On veut bien également les recevoir de temps en temps, pour rire un peu, et surtout pour bien montrer à quel point l’Etat est attentif à toutes les propositions que les citoyens voudront bien lui faire. Il faut toutefois reconnaître à ATTAC le mérite d’avoir introduit, dans une discipline aussi sinistre que l’économie, cet élément de comique qui lui faisait encore défaut.

Nous voyons ici que son impuissance n’est pas encore un problème pour le citoyennisme. Presque personne ne songe encore à le juger sur ses résultats, puisque l’urgence d’obtenir des résultats ne se fait pas encore réellement sentir. Lorsque cela commencera à être fait à une vaste échelle, il n’est pas douteux qu’il n’en aura plus pour très longtemps.

Nous sommes à ce stade de notre propos naturellement conduits à évoquer la question du “réformisme” citoyenniste. On sait que les citoyennistes se donnent eux-mêmes volontiers ce qualificatif. On comprend qu’ils veulent par l’emploi de ce terme suggérer qu’ils sont plus pragmatiques, plus réalistes que ces sacrés idéalistes de révolutionnaires. Et en effet on peut bien voir jusqu’où va leur pragmatisme et leur réalisme avec une association comme ATTAC. Nous autres, pauvres révolutionnaires, compensons en tout cas notre manque de pragmatisme par la mauvaise habitude de souvent juger des choses en ayant recours à l’histoire, c’est à dire à ce qui s’est réellement produit jusqu’à présent. Et force nous est de constater que le

réformisme surgit toujours dans des moments de crise du système capitaliste. Le Front Populaire, par exemple, était réformiste. Dans un moment où l'insurrection ouvrière était partout, où les usines étaient occupées, la réponse, entre autres, du Front Populaire à été de donner aux ouvriers des congés payés, qu'ils n'avaient jamais demandé Keynes aussi était un réformiste, et la crise de 1929 y fut pour quelque chose. Mais il n'y a actuellement pas de grèves insurrectionnelles, pas de baisse des investissements, pas de baisse significative de la consommation. Même la récente et relative hausse des taux d'intérêts, après une décennie de baisse continuelle, et la très prévisible débâcle des “valeurs technologiques” sont plus perçues comme une consolidation des marchés que comme un risque de crise. Il n'y a pas actuellement de crise réelle du capital. Il ne saurait donc y avoir de réformistes.

En outre, toutes les réformes entreprises dans le capitalisme ne l'ont été que pour sauver le capitalisme lui-même. Il n'y a pas de réformes anticapitalistes. Keynes ne se cachait pas d'être un libéral, et de vouloir sauver le système libéral mis en danger par la crise de 1929.

Il nous faut ici nous attarder un instant sur Keynes, présenté par le citoyennisme comme l'économiste-miracle, remède à tous nos maux. Il faut d'abord dire de l'homme lui-même qu'il connaissait très bien le capitalisme de son temps, puisqu'il avait amassé une fortune personnelle de 500 000 dollars, en se consacrant seulement une heure et demie par jour aux transactions internationales en devises et en biens, tout en travaillant pour le gouvernement anglais. On comprend que le Krach de 1929 ne l'ait pas laissé indifférent.

Le Krach de 1929 marque l'entrée du capitalisme dans sa période moderne. Il est le résultat de la formidable expansion du XIXème siècle, qui ne semblait devoir trouver devant elle aucune limite, en particulier en Amérique. Le rêve américain battait son plein, qui allait se terminer en cauchemar. Ce rêve reposait sur l'esprit d'entreprise, sur l'audace entrepreneuriale des héritiers des conquérants de l'Ouest, et il fut abattu par la réalité du capitalisme, où les investissements ne se font pas par goût du risque ou esprit d'entreprise, mais pour réaliser des profits. Le capitalisme parvenu à maturité stagnait, et on commençait à s'apercevoir qu'une croissance indéfinie n'était pas acquise, comme une loi naturelle. Les investissements baissèrent, ou plutôt s'effondrèrent. Les théories économiques classiques postulaient que puisqu'il y a toujours de l'offre, il y aurait toujours de la demande, négligeant le fait que les entreprises ne produisent pas pour fournir des biens, mais pour extraire la plus-value de cette production. Keynes intervint dans ce contexte. Ce qu'il fallait, c'était de l'investissement, à savoir créer de nouveaux marchés, inventer de nouveaux produits, entrer dans le monde de la consommation de masse. Dans le contexte de la crise, c'était à l'Etat “d'amorcer la pompe”, c'est à dire de remettre les gens, tant bien que mal, au travail, d'établir une politique monétaire inflationniste et de créer des infrastructures sur la base desquelles le capital privé pourrait réinvestir. Qui va fabriquer des automobiles, dit Keynes, s'il n'y a pas assez de routes ?

Le président Roosevelt avait d'ailleurs déjà commencé à mettre en pratique cette politique, sans le précieux appui théorique que Keynes lui apportera plus tard. Il ne faut pas oublier que la crise de 1929 avait aussi jeté quelques millions de chômeurs sur les trottoirs et sur les routes, et que les “raisins de la colère” commençaient à dangereusement mûrir.

On voit en tout cas que le keynésianisme est essentiellement libéral. Il dit simplement que le libéralisme à lui tout seul ne peut se réguler, que le simple jeu de l'offre et de la demande n'est pas le moteur qui permettrait au capital de s'accroître indéfiniment, et que c'est donc à l'Etat de (re)construire les conditions de la croissance, pour ensuite laisser la place aux investisseurs privés. En 1934 Keynes écrit dans une lettre au New York Times : “Je vois le problème du redressement de la façon suivante : combien de temps faudra-t-il aux entreprises ordinaires pour venir à la rescousse ? A quelle échelle, par quels moyens et pendant combien

de temps les dépenses anormales du gouvernement doivent-elles se poursuivre en attendant ?" Nous soulignons "anormales". On voit bien que l'idée de Keynes n'était nullement celle d'un contrôle permanent et continu du capital privé par l'Etat ou des instances internationales. Keynes n'était pas socialiste.

Il l'était d'ailleurs si peu qu'il écrivit en 1931, en parlant du "communisme" : "Comment puis-je adopter une doctrine qui, préférant la vase au poisson, exalte le prolétariat crasseux au détriment de la bourgeoisie et de l'intelligentsia qui, en dépit de tous leurs défauts, sont la quintessence de l'humanité et sont certainement à l'origine de toute oeuvre humaine ?" Il est vrai que la bourgeoisie était alors bien différente de ce qu'elle est devenue, et qu'elle ne sentait pas encore le besoin de se lamenter, avec Viviane Forrester, sur ce qu'il est désormais convenu d'appeler "l'horreur économique".

Il faut indiquer pour finir que les théories de Keynes avaient leurs limites, et que le capitalisme a d'autres méthodes pour "relancer les investissements" : dix ans après la crise de 1929 commençait la guerre qui allait ravager le monde, donner un coup de fouet inespéré au progrès technologique, et faire entrer le monde industrialisé dans l'âge bienheureux de la consommation de masse. Keynes lui-même apporta d'ailleurs sa contribution à cette "relance des investissements" en écrivant un opuscule intitulé Comment financer la guerre.

Les citoyennistes prétendent critiquer le libéralisme, et se réclament de Keynes. Comme ils n'ont jamais prétendu non plus être anticapitalistes, on en déduit donc que s'ils sont contre le libéralisme tout en restant procapitalistes, ils sont pour ce qu'on appelait autrefois le "socialisme", c'est à dire le capitalisme d'Etat. On comprend mieux alors la présence de trotskistes dans leurs rangs. Mais, bien entendu, ils se défendent aussi de cela. On a décidément du mal à savoir ce qu'ils veulent.

Nous affirmons qu'il n'y a pas actuellement de crise capitaliste, et eux naturellement affirment le contraire. En effet, il faut bien qu'il y ait crise pour que l'on fasse appel à eux. La crise est l'élément naturel du réformiste. Ils ont cru en trouver une en Asie du sud-est, mais cette crise-là était bien plutôt la preuve que le capitalisme a bien retenu les leçons de Keynes, et qu'il ne croit plus que le libéralisme va se réguler tout seul. La crise asiatique a donc été très rapidement jugulée, avec toutefois quelques "conséquences sociales". Mais le capitalisme se moque des "conséquences sociales", tant qu'il n'est pas centralement remis en cause. Il n'y aura plus de keynésianisme social, plus de Trente Glorieuses. Cela aussi est derrière nous.

Si les citoyennistes peuvent parler de crise, c'est que l'Etat en a parlé d'abord. Depuis trente ans, la France est, paraît-il, en crise. Cette "crise", bien réelle au début, a bien plutôt été ensuite une façon de justifier l'exploitation. Aujourd'hui, c'est la "reprise" qui joue ce rôle, et les réformistes sont bien embêtés. Les voilà contraints de réajuster leur discours, toujours calqué sur celui de l'Etat, et ceux qui il y a six mois nous parlaient d'une crise mondiale généralisée nous parlent aujourd'hui de "répartir les fruits de la croissance". Où est la cohérence ?

Où sont-ils donc, ces keynésiens antilibéraux, ces réformistes sans réformes, ces étatistes qui ne peuvent participer à un Etat, ces citoyennistes ?

La réponse est simple : ils sont dans une impasse.

Il peut paraître saugrenu d'affirmer qu'un mouvement qui occupe si manifestement tout le terrain de la contestation puisse se trouver dans une impasse.

Certains y verront une affirmation gratuite, dictée par on ne sait quel ressentiment. Nous avons pourtant évoqué tout à l'heure la décomposition et la disparition d'un mouvement bien plus ancien, et pourvu d'une base sociale infiniment plus large et plus combative, sans pour cela avoir à prendre de précautions oratoires particulières, tant cette disparition semble

aujourd'hui évidente. De la même manière, nous pensons qu'un autre mouvement social est possible, sur des bases jusqu'alors inédites.

IV. Citoyennisme et citoyens.

Lorsque Ignacio Ramonet parle de désobéissance "civique" et non plus de désobéissance "civile", il marque une distinction révélatrice du rapport du citoyennisme avec sa propre base. Le mot "civil" se rapporte objectivement, de façon neutre, au citoyen d'un Etat, celui qui n'a pas choisi d'y naître. "Civique" est ce qui est le propre du bon citoyen, c'est à dire celui qui manifeste activement son appartenance à ce même Etat. On voit ici que la distinction est essentiellement d'ordre moral.

Et en effet, une des forces du citoyennisme est bien d'être un mouvement essentiellement moral, pour ne pas dire moralisateur. On voit avec quelle aisance il passe au-dessus des faits et ne s'embarrasse pas d'analyses lorsqu'il s'agit de passer de la dénonciation de la "crise" à la "répartition des fruits de la croissance". C'est qu'il s'agit à chaque fois d'avoir la position la plus "civique", c'est à dire la position la plus généreuse, la plus morale. Et en effet, tout le monde est pour la paix, contre la guerre, contre la "mal-bouffe", pour la "bien-bouffe", contre la misère, pour la richesse. En somme, il vaut mieux vivre riche et en bonne santé en temps de paix, que pauvre et malade en temps de guerre.

Rien ne se vend mieux que la morale, en ce monde qui se situe résolument, un siècle après Nietzsche, par delà bien et mal. Mais ce besoin de consolation est impossible à rassasier.

On peut voir par exemple l'embarras qu'a causé dans les rangs citoyennistes la triste affaire de Givers. Cette révolte avait la particularité d'être à la fois une résurgence archaïque de l'action ouvrière, et la manifestation d'un désespoir bien moderne. Un citoyenniste pendant cette affaire se demandait dans Le Monde si on pouvait qualifier l'action des ouvriers de CELLATEX "d'action citoyenne".. Nous pouvons lui répondre. Le couteau sur la gorge, absolument déboussolés, et sans le recours de cet optimisme soucieux propre aux lecteurs du Monde Diplomatique, les salariés de Givers n'étaient pas des citoyens, et ils n'ont pas agi en tant que tels. L'impuissance des citoyennistes à réagir dans cette circonstance montre quel type de réactions ils pourront avoir dans d'autres circonstances, à une échelle plus grande. Ils ne tarderont naturellement pas à en appeler à la répression des mauvais citoyens, au nom de la démocratie, de L'Etat de Droit, et de la morale. C'était d'ailleurs bien le propos du citoyenniste du Monde, qui entendait par son insidieux questionnement (tout à fait objectif, bien sûr) couper l'herbe sous le pied d'une sympathie naissante, et rappeler les citoyens à la raison, pour préparer l'éventuelle répression qui naturellement n'a pas eu lieu, puisque, dans la situation actuelle, les salariés ne pouvaient que négocier. Il est en tout cas intéressant de constater comment, dans cette mini-crise, un citoyenniste va s'empresser de proposer à l'Etat ses services de médiateur. Le citoyennisme est potentiellement un mouvement contre-révolutionnaire.

Cet exemple montre également l'incapacité du citoyennisme à trouver une réaction face à un mouvement qu'il n'a pas lui-même créé.

Il faut aussi souligner que la base sociale du citoyennisme est considérablement plus large et aussi plus floue que les seuls militants associatifs et syndicaux.

Le citoyennisme est l'expression des préoccupations d'une certaine classe moyenne cultivée et d'une petite bourgeoisie qui a vu ses privilèges et son influence politique fondre comme neige au soleil, en même temps que disparaissait la vieille classe ouvrière. La restructuration à l'échelle mondiale du capitalisme a laissé sur le carreau l'ancien capital national, et donc la bourgeoisie qui en était détentrice et les classes moyennes qu'elle

employait. La vieille société bourgeoise du XIXème siècle, aux relents persistants d'Ancien Régime, a bel et bien disparu. La consolidation de l'Etat et la critique de la mondialisation jouent ici comme nostalgie du vieux capital national et de la société bourgeoise, la critique des multinationales comme nostalgie de l'entreprise familiale. Encore une fois, ils se lamentent sur un monde perdu.

Et deux fois perdu, puisque le terme de citoyen veut aussi se référer à la vieille appellation républicaine, sans doute plus celle des premiers temps de la révolution bourgeoise que celle de la Commune de Paris (encore qu'un film interminable et volontairement anachronique tourné récemment sur ce sujet semble indiquer que l'on voudrait récupérer cela aussi). Mais cette révolution, justement, a été faite, et nous vivons dans le monde qu'elle a créé. Les sans-culottes seraient sans doute étonnés de voir ce qu'est devenue la République qu'ils ont contribué à établir, mais les morts ne reviennent pas plus qu'on ne se baigne deux fois dans le même fleuve. Il n'est par contre pas impossible que de futurs sans-culottes traînent en Nike sur le parking d'une très moderne cité.

Les classes moyennes en déshérence se reconstituent à travers le citoyennisme une identité de classe perdue. Un salon "bio" peut ainsi se déclarer "vitrine des modes de vie et de pensée citoyenne".. Que ceux qui ne mangent pas "bio" se le disent : ils ne sont pas "citoyens". Un jeune citoyenniste peut alors synthétiser de façon fulgurante ses doutes sur le prolétariat : "Que veux-tu attendre d'eux ? Ils font leurs courses chez Auchan." Les citoyennistes ne peuvent en tout cas, sur les bases qu'ils occupent actuellement, récupérer un éventuel mouvement social plus radical, duquel il sont viscéralement coupés. Ils ne pourront à ce moment-là qu'offrir à l'Etat qu'ils défendent une caution morale à la répression. Les pseudo-solutions qu'ils avancent, face à une crise réelle, apparaîtront alors comme ce qu'elles sont, à savoir un moyen de maintenir l'ordre des choses existant. On ne peut se contenter d'opposer abstraitement et à perte de vue l'Etat au capital, la "vraie" démocratie à la démocratie telle qu'elle est, "l'économie solidaire" au libéralisme, lorsque des masses de gens commencent à chercher des réponses à leur situation concrète. Un mouvement né d'une crise majeure, c'est à dire de la remise en question des conditions d'existence mêmes ne saurait se satisfaire durablement de telles amusettes.

Ils pourront tout de même, puisqu'ils sont là, occuper un moment la révolte, qui pourra aussi se manifester par un nationalisme exacerbé, qu'ils auront auparavant contribué à entretenir et développer (on en voit actuellement les prémisses à travers l'anti-américanisme développé par Bové et bien d'autres). Mais la critique du capital mondialisé n'a pas face à elle l'alternative d'un retour au capital national, défendu par l'Etat. Si cette alternative très hautement improbable est mise en jeu, on aura plutôt la guerre.

Nous voyons là que rien ne nous garantit que le prochain mouvement social soit révolutionnaire. Il contribuera en tout cas à démasquer définitivement le citoyennisme, et laissera peut-être le champ libre à une remise en jeu du très vieux projet d'une transformation du monde, au delà de l'Etat et du capital.

V. Citoyennisme et révolution.

Tout l'ancien mouvement révolutionnaire reposait sur la reprise en main par les ouvriers du mode de production capitaliste, dont ils se sentaient virtuellement possesseurs en raison de la place effective qu'ils occupaient dans la production. Cette place effective, ce rapport réel du prolétariat avec la production a été laminé dans les années 70 par l'automation et la précarisation. Certains radicaux, comme ceux de l'Encyclopédie des Nuisances ou Camatte (Invariance) on senti ou théorisé cette transformation, mais ils ne pouvaient sortir de cette conception ancienne de la révolution sans abandonner la révolution elle-même, et c'est bien

ce qui se passa. L’I.S. après tout ne préconisait qu’un “meilleur emploi des forces productives”, pour la création de situations, par le biais des conseils ouvriers. Ils ne voyaient pas (mais à ce moment-là qui pouvait le voir ?) en quoi le mode de production capitaliste était capitaliste, en quoi l’automation qu’ils vantaient n’était pas un moyen de libérer du temps pour “vivre sans temps mort et jouir sans entraves”, mais une façon de dégager du profit pour le capital. Et après la “contre-révolution” des années 70-80 ils ont simplement identifié cette même production, que les ouvriers avaient échoué à reprendre, comme source de tous les maux.

Au lieu de percevoir la disparition du vieux mouvement ouvrier comme nouvelle condition d’un mouvement révolutionnaire à venir, et surtout comme chance de ce mouvement, il l’ont perçue comme catastrophe. Et ce fut bien une catastrophe pour l’ancien mouvement ouvrier, son arrêt de mort. La plus grande partie de la génération post soixante-huitarde s’est ainsi engloutie dans le vide laissé par cette défaite. Et nous ne songeons certes pas à le leur reprocher, une conception vieille d’un siècle ne s’oublie pas en un jour, ni même en vingt ans. Aujourd’hui ce bilan peut commencer à se faire. Nous avons eu, depuis 1995, le privilège douteux de voir une idéologie se rebâtir sur les ruines de la révolution. Si nous l’avons assez rapidement identifiée dans ce qu’elle avait de nouveau, il a été un peu plus long pour nous de la percevoir dans ce qu’elle avait d’archaïque, c’est à dire d’historiquement déterminé. Nous avons indiqué plus haut que cette idéologie, le citoyennisme, pratiquait l’art “d’accommoder les restes” du vieux mouvement révolutionnaire. C’est parce qu’au fond le vieux mouvement révolutionnaire ne constituait pas un dépassement du capitalisme, mais une gestion de celui-ci par la “classe montante” qu’était censé être le prolétariat, que le citoyennisme se veut aujourd’hui “réformiste”. La “gestion ouvrière” du capital s’est simplement aujourd’hui transformée en “répartition des richesses”, en “taxation du capital”, la production disparaissant derrière le profit, derrière le capital financier, derrière l’argent. “De l’argent, il y en a, dans les poches du patronat”, dit le slogan. Certes oui, mais au nom de quoi cet argent devrait-il atterrir dans les poches des prolétaires, pardon, des “citoyens” ?

Le vieux mouvement ouvrier n’ayant pu aboutir à la communauté humaine se change ainsi en simple intéressement aux profits capitalistes, de façon obscène et révélatrice (il faut toutefois noter que si on ne demande “que” de l’argent au capitalisme, c’est aussi parce que l’on sait ne rien pouvoir en attendre d’autre). Il y a certes là de quoi écoeurer un vieux révolutionnaire, un de ceux qui pensaient pouvoir construire un monde meilleur. Mais s’il était déjà illusoire de penser pouvoir construire ce monde par la gestion ouvrière du capital, ils l’est tout à fait de penser pouvoir contraindre le capitalisme à partager ses profits pour le bonheur de tous les “citoyens”, à supposer même que leur argent puisse faire notre bonheur. Le citoyennisme touche au point central d’une illusion vieille d’un siècle, et cette illusion, déjà morte dans les faits, est sur le point d’être détruite.

“Tout est à nous, rien n’est à eux”, s’obstinent-ils à chanter dans leurs manifestations. Mais le capital, cette masse d’argent ne visant qu’à s’accumuler par la domination de l’activité humaine, et donc par la transformation de cette activité suivant ses propres normes, a créé un monde où “tout est à lui, rien n’est à nous”. Et il ne s’agit pas seulement de la propriété privée des moyens de production, mais également de leur nature et de leurs buts. Le capital ne s’est pas simplement approprié ce qui était nécessaire à la survie de l’humanité, ce qui n’était que le premier moment de sa domination, il l’a également transformé, par l’industrialisation et la technologie, de telle manière qu’aujourd’hui presque plus rien n’est produit pour être consommé, mais simplement pour être vendu. Produire pour nos besoins ne peut être le fait du capitalisme. Presque plus rien ne subsiste de l’activité humaine précapitaliste. Le monde est bel et bien devenu une marchandise.

Le capital n'est pas une force neutre qui, si on "l'orientait" convenablement, pourrait aussi bien faire le bonheur de l'humanité qu'il fait sa perte. Il ne peut pas "dépolluer aussi bien qu'il pollue", comme l'a prétendu un citoyenniste écologiste, puisque c'est son mouvement même qui l'amène inéluctablement à polluer et à détruire, c'est à dire que le mouvement d'accumulation et de production pour l'accumulation passe par-dessus toute idée de "besoin", et donc également du besoin vital qu'est pour l'humanité la préservation de son environnement. Le capital ne suit que ses propres fins, il ne peut être un projet humain. Il n'y a pas une "autre mondialisation". Il n'a pas face à lui les besoins de l'humanité, mais la nécessité de l'accumulation. S'il se met à recycler, par exemple, la branche ainsi créée fera tout pour avoir toujours de quoi recycler. Le recyclage, qui n'est qu'une autre façon de produire de la matière première, crée toujours plus de déchets "recyclables". En outre, il pollue bien autant que n'importe quelle autre activité industrielle.

Nous devons ici, pour éviter toute confusion, nous porter en faux contre cette idée quelque peu paranoïaque que véhiculent certains "radicaux", selon laquelle le capital polluerait pour créer un marché de la dépollution, ou en tout cas que chaque dégât provoqué par le capitalisme engendrerait des marchés pour la réparation de ces dégâts, suivant le schéma du "pompier incendiaire" Il y a des dégâts, et ils sont nombreux, que personne ne veut réparer, simplement parce que leur réparation ne constitue pas un marché. La preuve en est que ce sont la plupart du temps les Etats qui doivent assumer seuls le coût d'une dépollution, et le conflit peut se situer là, entre les Etats et les entreprises, et tout le débat sur les "pollueurs-payeurs" en est la manifestation. Limiter la casse, et surtout les frais, sans pour autant faire fuir les investisseurs, telle est la quadrature du cercle que le "capitalisme écologique" doit résoudre, tel est le véritable enjeu des "règlementations écologiques".

Il ne s'agit en tout cas jamais de ne plus polluer, mais de savoir qui doit payer dans le cas où la pollution est par trop catastrophique et visible. Le prétendu "marché de la dépollution", contrairement à celui du recyclage, n'existe pas vraiment, parce qu'il ne produit aucun bénéfice en retour, sinon celui très relatif de se mettre en conformité avec certaines réglementations, et n'est donc qu'une pure charge pour les entreprises, charge qu'elles ont intérêt à limiter au maximum. Personne ne veut dépolluer, et on l'a vu à la récente conférence de la Haye.

Nous pourrions développer plus longuement tout ceci, mais cela déborderait notre propos. Nous voyons en tout cas ici qu'il ne saurait être question d'une gestion "humaine" de la production capitaliste, et encore moins de reprendre telle quelle cette production. Tout est à reconstruire. La révolution sera aussi le moment du "grand démantèlement", et de la reprise sur des bases inédites de l'activité humaine, aujourd'hui presque entièrement dominée par le capital.

Le vieux mouvement ouvrier manifestait le lien unissant capitalisme et prolétariat. Le plus exploité des ouvriers pouvait se sentir dépositaire, à travers son travail, d'un monde futur, où le travail dominerait le capital. Le Parti était à la fois une famille et un Etat ouvrier en germe, chaque chef syndical pouvait se sentir lié à la communauté ouvrière à la fois présente et à venir. Les transformations du mode de production capitaliste au cours des vingt dernières années ont laminé tout ceci, généralisant la séparation des individus.

Dans son expansion, le capitalisme a dû détruire les vieilles communautés de souche paysanne pour créer la classe ouvrière qui lui était nécessaire. A peine cette classe ouvrière créée, il doit de nouveau la détruire, et se trouve face au problème de l'intégration de millions d'individus à son monde.

Les citoyennistes apportent une réponse dérisoire en tentant de reconstituer le lien qui unissait autrefois la "classe ouvrière" par celui qui unirait les "citoyens", c'est à dire l'Etat.

Cette recherche de la reconstitution du lien à travers l'Etat se manifeste dans le nationalisme latent des citoyennistes. Le capital abstrait et sans visage est remplacé par des figures nationales, par la moustache de José Bové, ou la réhabilitation de l'hymne tsariste en Russie (il ne s'agit plus là de citoyennisme, bien sûr, mais de la manifestation d'un nationalisme bien plus général, et également sans issue). Mais l'Etat ne peut offrir que des symboles, des ersatz de lien, parce qu'il est lui même pour ainsi dire saturé de capital, et qu'il ne peut agiter ces symboles que dans le sens qui lui est dicté par la logique capitaliste à laquelle il appartient.

Le "citoyen" comme lien est la manifestation d'un vide, ou plutôt du fait qu'il appartient maintenant au capitalisme, et à lui seul, d'intégrer ces milliards de gens privés de la communauté Et nous sommes obligés de constater qu'il le fait, jusqu'à présent, tant bien que mal.

Cependant, le capitalisme est toujours confusément perçu comme une force extérieure et hostile à l'humanité, soit qu'il la prive de pain, soit qu'il la prive de "sens". Dans les sociétés capitalistes avancées, cela se manifeste par la fuite des individus séparés dans ce que les sociologues nomment la "sphère privée", les loisirs, la famille ou ce qu'il en reste, la bande de copains, etc. Ceci développe très logiquement un marché de la séparation, qui se manifeste à travers les outils de communication-consommation, mais cette consommation de "l'être ensemble" se résout finalement, dans le monde de la marchandise, en un "avoir tout seul" qui replonge dans la séparation qu'elle était censée pallier.

Le travail lui-même, qui est toujours la principale force d'intégration du capital, est de plus en plus perçu comme une contrainte extérieure et il n'est plus que marginalement ce qui décrit l'identité d'individus toujours plus nivelés dans la masse. Et cela n'a rien d'étonnant, à l'heure de la disparition des métiers, remplacés par des fonctions ne réclamant aucune compétence particulière. Le "monde du travail" est aussi devenu celui de l'incompétence. Cette dynamique de déqualification peut-être perçue par certains comme une décadence (et la dynamique de l'intégration par le capital crée bien ses propres "barbares" de l'intérieur), mais elle est également une démoralisation du travail, où celui-ci apparaît réellement à chacun comme vide de sens, pur arbitraire, contrainte extérieure, exploitation. La morale du travail, autrefois partagée également par la bourgeoisie et le prolétariat, est en train de se dissoudre dans le mouvement de l'intégration capitaliste.

L'intégration capitaliste (problème central sur lequel il nous faudra revenir) se fait de plus en plus sentir comme artificielle, elle est en tout cas très problématique, et elle induit ce qu'on pourrait nommer une névrose de masse, liée au sentiment de n'avoir plus aucune prise sur sa vie. Le prochain mouvement révolutionnaire ne pourra faire l'économie de ce constat, puisque cette impuissance, qui est également ce que l'on nommait autrefois aliénation, fait partie intégrante de notre rapport au monde capitaliste.

VI. "Prolétaires de tous les pays, je n'ai pas de conseils à vous donner !"

Nous ne nous donnerons pas le ridicule de présenter ici ce que devra être le prochain mouvement révolutionnaire. Personne ne peut le dire avec certitude, sans tomber dans une idéologie de rechange. Nous pouvons toutefois imaginer, à partir de ce qui est déjà là, ce que ce mouvement pourra être, c'est à dire ce qui dans la situation présente est le germe d'une situation future.

La mondialisation du capital et la dissolution des capitaux nationaux impliquent qu'il s'agira d'un mouvement mondial, et pas sous la forme caricaturale d'une action contre l'OMC ou la CNUCED. Il ne s'agira pas d'aller mettre le feu à Francfort ou à Bruxelles, mais d'agir face au capitalisme tel qu'il se présente ici, là où nous sommes, parce qu'ici, là où nous

sommes, c’est là que se joue réellement la mondialisation. La mondialisation du capital est aussi la mondialisation de la lutte, et lorsqu’on décide à New York de ce qui est produit au Mexique et emballé dans le Pas-de-Calais, toute attaque locale a des répercussions globales.

La dissolution de la conscience de classe et du vieux mouvement ouvrier ont également pour conséquence que chacun se trouve, dans sa vie, seul face à tous les aspects de la domination et de l’exploitation, simultanément. Il n’y a plus de refuge, plus de communauté où se replier. L’identité que l’on se construisait à travers le travail tend à se dissoudre, au profit d’une tentative de recomposition autour du privé, de la bande de copains ou la famille, des loisirs. Mais avec les loisirs de masse, la décomposition de la famille et la brutalité des rapports sociaux, le particulier se retrouve à chaque fois réexpulsé vers le général. L’homme moderne est un homme public.

Jamais dans l’histoire de l’humanité les individus n’ont été contraints à se penser de façon aussi globale, en tant qu’humanité, à l’échelle mondiale. Ceci est à la fois une souffrance (et on comprend mieux ici ce qui peut attirer certains chez Zerzan ou Kaczinski, entre autres régressions) et la condition même de la libération. Les primitivistes veulent se libérer de l’humanité, revenir à cette harmonie antérieure de la communauté restreinte isolée. Mais ce retour est impossible. Il n’y a pas d’en dehors du capitalisme.

En 1860, Marx pouvait encore écrire dans le Capital : “Pour rencontrer le travail commun, c’est à dire l’association immédiate, nous n’avons pas besoin de remonter à sa forme naturelle primitive, telle qu’elle nous apparaît au seuil de l’histoire de tous les peuples civilisés. Nous en avons un exemple tout près de nous dans l’industrie rustique et patriarcale d’une famille de paysans qui produit pour ses propres besoins (...).” Cet “exemple” a disparu.

Toute l’activité humaine ou presque est désormais régie par le capitalisme, ce qui pousse certains, comme Zerzan ou Kaczinski, et bien d’autres avec eux, à regretter le “bon vieux temps”, qu’il soit primitif-fusionnel, ou patriarcal-artisanal. Mais toutes ces formes d’organisation sociale n’ont pas su résister au capitalisme, et on voit mal dès lors comment elles pourraient être son avenir, à moins de postuler une nature de l’humanité dont ces formes seraient la manifestation, et également une autodestruction catastrophique du capitalisme (c’est à dire du monde), après laquelle elles pourraient tout naturellement retrouver leur place momentanément usurpée. Mais cette “autodestruction ” du capitalisme serait également la nôtre, et c’est donc à partir du capitalisme qu’il nous faut envisager l’avenir, que cela nous plaise ou non.

On a vu que la globalisation des individus déborde largement les limites du travail salarié. Chaque aspect de la vie est soumis à cette globalisation, et c’est donc chaque aspect de la vie qui demandera a être transformé, unitairement. Dit plus simplement, on ne peut aujourd’hui rien changer sans finalement tout changer. Cela sera la principale condition de la révolution à venir.

Très concrètement, chaque problème que le capitalisme nous léguera ne pourra se résoudre qu’à l’échelle d’une société entière. Déchets nucléaires, transports, agriculture, tout ceci nous conduira à des choix et des modes d’organisation qui devront être conduits globalement, hors de la propriété privée et de la division hiérarchique du travail. Et il ne s’agira pas seulement de travail.

Le “monde sans frontières” que le capitalisme a créé pour la marchandise sera bel et bien un monde sans frontières pour l’humanité. Il n’y aura pas de droits de douane.

Nous remettrons à plus tard le soin de développer ce que tout cela implique. Nous pourrions également évoquer ce que pourraient être les modes d’organisation que les hommes se donneront alors, mais il nous semble que l’immensité des problèmes pratiques qui se

poseront alors sera telle que des solutions inédites devront être alors mises en oeuvre, et sans doute souvent dans l'urgence. L'initiative individuelle sera peut-être alors aussi nécessaire que la concertation générale, et jamais l'une ne saurait remplacer l'autre. Le débat reste ouvert, et c'est aussi sur toutes ces questions qu'il nous faut "savoir attendre".

VII. Conclusion provisoire.

Nous nous sommes efforcés ici d'évoquer les principales limites et faiblesses du citoyennisme, et l'on voit que ce ne sont pas simplement des limites ou des faiblesses "théoriques", mais qu'elles sont bien réelles et lui seront sûrement fatales, à plus ou moins court terme.

Pour autant, il n'est pas question de rester assis les bras croisés "en attendant" que le citoyennisme s'écroule, pour laisser magiquement la place à la révolution. Ce mouvement a bien des ressources encore, et il est sans doute capable de s'adapter à de nouvelles conditions. Nous avons cependant précisé ici à quelles "conditions" il ne saurait s'adapter. Nous n'avons en tout cas qu'à peine ébauché cette critique, qui sera poursuivie par d'autres. La question à laquelle nous avons aussi voulu tenter de répondre, c'est celle de la manière dont il nous semble qu'il convient d'aborder la critique. Trop souvent, des révolutionnaires critiquent ceux qu'ils prétendent être les "réformistes", sous le simple prétexte qu'ils ne seraient pas révolutionnaires. C'est présenter les choses comme s'il s'agissait au fond d'un simple débat d'opinions, au fond égales, c'est à dire également vides, paroles creuses face à la toute-puissante objectivité du monde. A ce compte-là, on peut défendre n'importe quoi, et préférer les Indiens de Zerzan aux cow-boys de Kaczynski, la Renaissance à la société industrielle, les prolétaires à casquette aux jeunes rapeurs en Nike.

Le prochain mouvement révolutionnaire devra aussi trouver son propre langage. Il ne s'exprimera sûrement pas dans les termes que nous employons ici, qui sont ceux d'une certaine tradition théorique. Le langage théorique que nous employons est un outil pour comprendre la révolution à venir, il n'est pas cette révolution elle-même. Il nous faudra cependant sortir de l'emploi magique-affectif du langage, qui est le langage de l'aliénation contemporaine, le langage de ceux qui n'ont aucune prise pratique sur le monde, et ne peuvent donc que le rêver. Seuls ceux qui n'ont aucun pouvoir sur le monde peuvent dire n'importe quoi, sans crainte d'être jamais démentis, puisqu'ils savent que leurs propos sont sans conséquences.

Dans le monde de l'intégration capitaliste, il n'y a plus ni vérité ni mensonge, juste des sensations éphémères ; il nous faut cesser d'avoir peur de la vérité. Si souvent nous voyons dans la prétention à dire la vérité une domination, un "fascisme", une volonté d'hégémonie du discours, c'est que dans le monde capitaliste seuls ceux qui dominent peuvent prétendre à dire la "vérité", puisqu'ils la créent eux-mêmes, et détiennent le monopole de la "parole vraie". Mais cette "vérité" est si manifestement fausse, et notre impuissance à y répondre si écrasante, que nous finissons par être dégoûtés de toute tentative de rechercher la vérité, et doutons de la possibilité de dire quoi que ce soit de vrai, c'est à dire de rendre, autant qu'il nous est possible, intelligible le monde où nous vivons.

Dans l'arbitraire du spectacle, tout est question de "point de vue". Chacun, "de son point de vue", peut avoir à la fois tort et raison, et l'indifférence libérale à autrui se manifeste dans le respect de toutes les "opinions".

L'appel "révolutionnaire" à la subjectivité, résidu du surréalisme et du situationnisme vaneigemiste, est plus que jamais réactionnaire, à l'heure où le capitalisme lui-même en appelle à la séparation jouissive : "rêvez, nous ferons le reste". C'est au contraire un langage

commun qu’il nous faut retrouver. Notre subjectivité même ne peut se construire réellement que si nous sommes capables, avec d’autres, de saisir l’objectivité du monde que nous partageons. Comprendre, c’est dominer, et donc pouvoir changer le monde. Commencer à tenter de comprendre, c’est rétablir la communication avec ce qui nous entoure, fissurer la glace de la séparation.

Nous n’avons pas critiqué ici les citoyennistes parce que nous n’aurions pas les mêmes goûts ou les mêmes valeurs, pas la même subjectivité. Nous n’avons d’ailleurs pas critiqué les citoyennistes en tant que personnes, mais le citoyennisme, en tant que fausse conscience et en tant que mouvement réactionnaire, comme on disait autrefois, c’est à dire qui concourt à étouffer ce qui n’est encore qu’en germe. Nous l’avons critiqué historiquement, ou du moins avons tenté de le faire.

Nous ne doutons d’ailleurs pas que nombre d’individus qui sont aujourd’hui englués dans les contradictions du citoyennisme par louable désir d’agir sur le monde, n’en viennent un jour à rejoindre ceux qui désirent réellement le transformer.

Nous ne sommes ni plus ni moins “radicaux” que le moment dans lequel nous sommes.

Sur le même sujet, on peut se référer avec profit aux thèses sur le démocratisme radical de la revue Théorie Communiste (Roland Simon, B.P. 17, 84300 Les Vignères) et au texte Des Organismes Génétiquement Modifiés et du citoyen signé par "Quelques ennemis du meilleur des mondes transgénique"(c/o ACNM, B.P. 178, 75967 Paris Cedex 20).

L'IMPASSE CITOYENNISTE
Porto Alegre : Calme ta joie !

30 janvier 2001 s'est tenu le premier *Forum social mondial* à Porto Alegre (Brésil). Ce sommet avait pour but de formaliser une sorte *d'Internationale citoyenniste*, et de *faire des propositions concrètes* en vue de *lutter contre la mondialisation*. Ce Forum se tenait en parallèle avec le Forum économique mondial de Davos.

Cette rencontre est pour le citoyennisme un pas de plus vers ses insolubles contradictions. Voulant se démarquer des *casseurs* qui accompagnaient systématiquement les manifestations contre les instances internationales qu'ils critiquent, ils se voient contraints à concilier *crédibilité* et *radicalité*.

Les citoyennistes en avaient assez de risquer l'amalgame avec les *casseurs*. On sait qu'à l'occasion ils n'ont pas hésité à se faire auxiliaires de police. Ces *casseurs* leur donnaient cependant un petit parfum sulfureux susceptible d'attirer la sympathie de quelques *contestataires* égarés. A l'heure de la respectabilité, comment vont-ils désormais résister aux louanges des *maîtres du monde* ?

L'heure est venue, disent-ils, de *faire des propositions concrètes*

-A qui vont-ils faire ces propositions ? Et quelles seront-elles ? Ont-elles la moindre chance d'aboutir ?

Comment concilier l'effacement de la dette du Tiers-Monde, *favoriser la production destinée aux marchés intérieurs*, avec les intérêts du capitalisme ? Les pays du *premier Monde* accepteront-ils de limiter leurs exportations, de cesser le pillage systématique des ressources, pour permettre à l'humanité de manger à sa faim ?

Les intérêts des agriculteurs brésiliens sont-ils les mêmes que ceux des agriculteurs européens, dans le cadre de la mondialisation? Les citoyennistes siègeront-ils bientôt officiellement au FMI ?

José Bové sera-t-il bientôt sous-secrétaire d'Etat à l'agriculture ? Que fera, en France, la Confédération Paysanne lorsqu'elle sera dominante dans les Chambres d'agriculture? Pour qui nous demanderont-ils de voter, pour faire appliquer ces fameuses *propositions positives* ?

Autant de questions qui ne tarderont pas à se poser cruellement à *l'Internationale citoyenniste*.

Pour l'instant, de leur aveu même, ils ont moins de propositions à faire qu'un exemple à proposer: celui du lieu même où s'est déroulée leur réunion, la ville de Porto Alegre. La gestion de cette ville serait paraît-il un modèle de démocratie *directe* on dit plutôt "*participative*.

On voit ici ce qu'est réellement une politique *citoyenne* : 10 à 15 % du budget de la municipalité est *géré* plus ou moins directement par les *citoyens*, pour ce qui concerne les transports, l'éducation, etc... En réalité, moins de 10 % de la population intervient dans ces choix. Les autres ont sûrement autre chose à faire, survivre, par exemple. Ces 10 % de population, ce sont bien les *citoyens* 1 la classe moyenne de gauche.

On voit où se situe pour eux la *citoyenneté* : dans le fait que les *gens aient leur mot à dire*, soient *écoutés*, pour tout ce qui concerne le *quotidien*, les transports, l'école : le *citoyen*, c'est l'usager.

La *citoyenneté* c'est le rapport entre l'usager et la Mafia de ses élus, qu'il doit caresser dans le sens du poil s'il veut obtenir satisfaction. Ceux qui ont le pouvoir consentent à écouter ceux qui reconnaissent ce pouvoir, et seulement ceux-là.

Cette *démocratie participative* entend faire passer sous les fourches caudines de l'Etat, via ses représentants, toute forme de contestation et de revendication. Se dire *citoyen*, c'est reconnaître d'emblée ce rapport de domination, c'est embrasser la bague du Parrain: le ministre, l'élu.

Il en est d'autres qui n'ont rien à revendiquer, qui savent n'avoir rien à attendre de cette Mafia, qui refusent le racket citoyenniste. Ceux-là ne sont pas *citoyens*.

Nous ne sommes pas « citoyens »!

Festival résistances 10 mai 2005

question posée :

« La décroissance soutenable est-elle valable pour l'ensemble du globe ? »

Pour répondre simplement, nous pourrions poser la question : « Faut-il un régime alimentaire pour tout le monde ? ». Non, bien sûr, c'est absurde. Les régimes ne sont pas pour tous mais pour ceux qui sont en situation de surpoids. Fait-on un régime quand-on a que la peau sur la os ? Bien au contraire, dans ce cas, l'objectif est se de réalimenter.

Dans ce sens de régime, la décroissance ne vaut que pour les sociétés « obèses », les sociétés de sur-consommation, comme la nôtre. Les pays riches, dont la France, consomment 80 pour cent des ressources naturelles alors qu'ils ne représentent que 20 pour cent de la population mondiale. A l'heure actuelle, 2 planètes nous seraient nécessaires pour vivre à ce rythme de façon pérenne. Dans notre monde aux ressources limitées, toute sur-consommation de l'un se fait au détriment de l'autre, et d'abord aux dépends des plus faibles. La sur-consommation des uns n'est possible que grâce à la captation de richesse et à l'asservissement des autres.

Bien sûr, cela ne signifie pas qu'à l'intérieur des pays sur-consommateurs, il n'y ait pas des personnes en situation de sous-consommation. A contrario, vous avez déjà toute une frange de la population des habitants des autres pays du monde qui ont déjà rejoint le mode de vie des sociétés de consommation.

Mais qu'est-ce que surconsommer ? La surconsommation est-elle seulement l'apanage des possesseurs de 4 X 4 ?

Guillaume Duval, le rédacteur en chef d'Alternatives économique a écrit en janvier 2004 : « L'idée que le sauvetage de la planète doit nécessairement se traduire par un puissant "serrage de ceinture" au Nord ne peut susciter qu'un enthousiasme très modéré parmi ceux (les plus nombreux) qui n'ont pas le sentiment d'être aujourd'hui des "privilégiés" qui gaspillent de façon éhontée l'énergie et les matières premières ».

Cette phrase du rédacteur en chef d'Alternatives économique, revue de gauche, révèle la naturalisation des objets de la société de consommation par nos contemporains, y compris par nombre de ceux qui se sentent critiques. L'automobile, le téléphone portable, l'avion ou encore la télévision ne nous parraissent pas des objets pour les « privilégiés ». Ils nous semblent aujourd'hui aussi naturels que les arbres. D'abord totalement artificiels, ces objets nous sont devenus naturels,- de naturels, ils nous apparaissent maintenant souvent comme des droits inaliénables. Or, cette société des objets, que nous avons naturalisés, est un phénomène marginal tant dans le temps que dans l'espace. L'automobile ne s'est par exemple généralisée que depuis cinquante ans dans les pays riches. Mais ce mode vie marginal constitue une pression insoutenable pour la planète. Non seulement il conduit à épuiser les ressources naturelles, mais en plus il exige de mettre en quasi esclavage économique les habitants du reste du monde. Pour ceux qui voudraient encore s'en convaincre, je conseille d'aller voir le très bon film de Hubert Sauper Le Cauchemar de Darwin.

Plus encore que ces objets, nous avons naturalisé l'idéologie de consommation et de Croissance qui a permis leur généralisation, à tel point d'ailleurs que nous avons inscrit la Croissance dans le projet de Traité constitutionnel européen. Mais tout comme l'automobile, cette l'idéologie de Croissance est un phénomène marginal, mais non unique, dans notre histoire humaine. Toutes les sociétés qui se sont laissées happer dans cette impasse sans réagir à temps se sont effondrées en détruisant leur environnement.

Pourquoi ? Parce que l'idéologie de Croissance constitue une rupture avec ce qui permet à l'humain et à la société de se structurer. L'idéologie dominante diffusée par la publicité ou les médias nous enjoint à l'idée d'un croissance – entendu comme matérielle - et d'un développement – compris comme économique (fut-il durable) - sans limite. Or, nous ne devenons adulte qu'en étant capable de nous autolimiter. En terme freudien, nous devons maîtriser notre Ça pour permettre à notre Moi d'émerger. Plus simplement nous devons maîtriser nos pulsions archaïques de possession pour permettre à l'Etre d'exister. La société de consommation et l'idéologie de Croissance, elles, n'ont de cesse de faire régresser l'humain à l'âge du sein pour le rendre dépendant, addict à la conso. C'est une entreprise de régression collective qui mène à la guerre de tous contre chacun, à l'égoïsme comme système de fonctionnement. La crise environnementale n'est que le reflet matériel de l'effondrement des valeurs. Ne s'attacher qu'aux effets concrets, c'est-à-dire aux effets écologiques au sens scientifique du terme, de cette crise revient à se focaliser uniquement aux conséquences et non de comprendre les causes.

Quand nous critiquons la société de consommation ou technoscientisme, que disons-nous ? Ce n'est bien sûr pas la consommation ou la science **en tant que telle** que nous critiquons, mais une société qui vit dans l'inversion des valeurs. La consommation est vue comme une fin en soi et non plus comme un moyen. La science ne repose plus sur le doute, mais est devenue une croyance. Nous vivons dans la profanation continuelle du sacré ; le sacré c'est-à-dire les valeurs : la partage, la tolérance ou l'amitié, et dans la sacralisation du profane : la technique, la consommation ou l'argent. Et l'humain ne vit pas sans sacré. Nos contemporains qui se croient sortis des systèmes religieux transfèrent inconsciemment le sacré vers le profane. Nous sommes dans des sociétés de religiosité inconsciente. L'Airbus A 380, merveille de la Technique est vénérée, l'avènement du « moteur à eau » défiant les lois de la physique, attendu.

Or qui dit sacralisation inconsciente dit aussi hérétisation inconsciente. Nous aurons beau marteler que nous nous ne sommes ni contre la science ni contre la consommation, le simple fait de critiquer le techno-scientisme ou la société de consommation nous vaudra immanquablement le reproche d'être pour « plus de consommation du tout » ou « plus de science du tout ». Les objecteurs de croissance seraient-ils les nouveaux hérétiques à conduire à bûcher ?

Cela révèle non seulement ce phénomène de transfert de la sacralisation mais aussi cette terrible **horreur binaire** ambiante.

Les Français haïssent Georges Bush et son combat du Bien contre le Mal. Force est de constater pourtant que le fonctionnement mental binaire du président étatsunien est largement répandu aussi dans notre société. Ce mode de réflexion régressif est en fait parfaitement adapté au média dominant de notre époque : la télévision. La construction d'un réflexion complexe et nuancée exige du temps. Impossible à la télévision, média de la rapidité. Les systèmes duals, avec le plus ou moins bien et le plus ou moins mal, les systèmes d'équilibres, avec trois pôles – deux points opposés et un point d'équilibre, les système d'échelle des valeurs avec ce qui est premier et ce qui second, sans que le premier ne s'oppose au second, ne s'accordent pas avec le formatage de la pensée par la télévision et les médias de rapidité.

C'est particulièrement criant avec la décroissance. Dans son sens biblique, le pauvre était l'homme sobre, celui qui était grandi et proche de Dieu car il était capable de maîtriser et vivre ses pulsions archaïques. Aujourd'hui nous ne voyons plus que la pauvreté, entendue comme misère, s'opposant à la richesse. Si nous nous extrayons de cette horreur binaire nous comprenons que c'est la richesse qui produit la misère, que toutes deux sont liés et à

combattre. L’évolution ne se situe pas dans la fuite vers la richesse afin de combattre la misère, mais dans une recherche d’équilibre, et dans la relativisation du matériel.

La décroissance n’est pas un système. C’est d’abord un mot obus, un mot symbolique qui véhicule l’imaginaire nécessaire pour comprendre l’immatériel, pour réaffirmer le primat du politique devant le Technique, pour s’opposer à la religion de la Croissance. La décroissance est un mot négatif et c’est très bien. Il vient créer du dissensus pour s’opposer à cette terrible obligation de « positiver » et à notre actuelle incapacité de « négativer », qui constitue un terrible rétrécissement de notre champ de penser. Ce positivisme ambiant révèle notre difficulté actuelle à appréhender le fonctionnement démocratique où les contre-pouvoirs sont aussi nécessaires que le pouvoir. Où savoir dire Non est aussi important que de savoir dire Oui et n’exclut en rien du processus démocratique.

La décroissance peut être interprétée comme un régime à l’échelle d’une communauté. L’objectif n’est pas de finir rachitique, bien sûr, mais de retrouver la ligne. C’est « maigrir pour embellir » pour pouvoir vivre bien et rétablir l’espérance de préparer un avenir viable bien sûr, mais surtout désirable. Maigrir dans le sens de la décroissance signifie aussi se « désencombrer » intellectuellement de l’idéologie de Croissance et de ses systèmes de défense. Cela signifie « décoloniser » son imaginaire.

Le développement est-il la solution aux problèmes de l'humanité ?

Thomas Marshall - juillet 2003

Le développement est-il la solution aux problèmes de l'humanité ?

C'est souvent derrière les plus grandes évidences qu'on trouve les croyances erronées les plus ancrées. Ainsi, de grandes croyances collectives imprègnent nos esprits et influencent nos actions. L'imaginaire lié à la notion de développement est constitué de quelques unes de ces croyances.
Avec tous ceux qui pensent qu'un autre monde est possible et souhaitable, nous nous heurtons à des difficultés, dès qu'il s'agit de décrire cet autre monde que nous souhaitons construire : une "autre mondialisation" ? un "autre développement", durable, local, équitable ? Qu'y a-t-il derrière ces mots ? Ce sont des mots piégés, car ils dissimulent un ensemble de croyances rarement discutées au grand jour. Sans un effort de prise de conscience, nous y restons englués, et notre capacité à trouver des solutions créatives aux problèmes actuels en est grandement réduite.

Le développement dans sa version "mythique"-comment peut-on oser le critiquer ?

- Tous développés ?

Le mot de "développement" est chargé d'une valeur entièrement positive. Dans notre imaginaire, il ne peut être que le Bien : c'est une métaphore qui rappelle le mouvement naturel des êtres vivants - la graine se développe, réalise toutes ses potentialités en devenant un grand arbre majestueux. Pour une société, le développement signifie alors la réalisation progressive d'un double potentiel : celui constitué par la collectivité humaine et les individus qui la composent, et celui constitué par le milieu physique où elle vit, riche de certaines ressources. A la diversité des milieux a correspondu pendant des millénaires une diversité de cultures, qui avaient toutes l'autonomie économique nécessaire pour maîtriser leur évolution. Cette évolution suivait un axe différent dans chaque culture, à partir de ce qu'elle était (de ses valeurs, de son histoire, etc).

En ce sens, toutes les sociétés, même celles qui sont dites "primitives", étaient "développées" avant le bouleversement mondial introduit par la colonisation. Le terme de "développement" désigne alors tout processus bénéfique d'évolution d'une société, il est donc incapable de décrire le moindre objectif précis. D'ailleurs, chaque société a une conception différente de la "bonne vie" et peut très bien se passer du mot unique de "développement" pour le désigner : swadeshi-sarvodaya (amélioration des conditions de vie de tous) pour Gandhi ; bamtaare (être bien ensemble) pour les Toucouleurs.

- Le développement, croyance occidentale ?

Mais bien entendu, pour nous, occidentaux, le concept de développement a un sens beaucoup plus précis : il fait référence au "décollage" de l'économie qui a lieu dans quelques pays à partir de la révolution industrielle anglaise (fin 18° s.). Il s'agit alors de croissance économique, dans le cadre d'un État centralisé, et dans des sociétés où règnent des valeurs spécifiques à l'Occident des 19° et 20 ° siècles : le Progrès, le scientisme, la maîtrise de la nature par les techniques, une conception mécaniste de la vie. Il y a aussi une différence majeure avec le sens littéral du mot : le développement de l'arbre est fini, il tend vers un état défini de maturité ; mais nous concevons le développement des sociétés comme infini et la maturité comme la capacité de croître sans fin. Car nous entretenons la croyance que plus, c'est mieux.

- Promesses d’abondance matérielle

Cette idéologie du développement fait croire à une prospérité matérielle possible pour tous. Cette croyance est perverse : elle fixe un objectif qui s’éloigne plus on essaye de s’en rapprocher. Les ressources limitées de la planète rendent impossible la généralisation du mode de vie occidental. Mais dans les sociétés occidentales elles-mêmes, il ne peut y avoir de prospérité sans une fuite en avant vers toujours plus de richesses matérielles, sans la création incessante de nouveaux besoins.

- Tous réduits à des homo oeconomicus

Cette idéologie, appelée "développementisme" par certains, donne à l’économie le rôle central dans la vie humaine. Dans ce cadre, "mettre l’économie au service de l’homme" n’est qu’un voeu pieu. On aura beau parler de développement "durable" ou "solidaire" ; cela ne revient finalement qu’à ajouter un petit paragraphe environnemental ou social à un programme dont le coeur reste la croissance du P.N.B.

- L’homme blanc, éclaireur de l’Histoire

Ce programme est présenté à tous les peuples comme le modèle à suivre. Car l’industrialisation est vue comme un stade nécessaire de l’histoire humaine, au même titre que la révolution néolithique. L’Europe prétend ouvrir le chemin vers le Bonheur et la Paix universelle, et assumer courageusement "le fardeau de l’homme blanc" (Kipling), apportant les bienfaits de la "civilisation" aux "sauvages".

‹‹ Ainsi, la société occidentale persiste-t-elle à penser qu’elle incarne l’avenir de toutes les sociétés. Sa mission civilisatrice s’est transformée en une mission d’aide. Et les sauvages d’hier étant les sous-développés d’aujourd’hui, ceux qui, hier, les civilisaient, aujourd’hui, les développent. ›› (1)

- De notre tendance à voir les autres peuples comme "en retard"

Une croyance infondée constitue le fond de cette conception de l’histoire humaine : elle est vue comme une route unique sur laquelle les différentes sociétés avancent à des rythmes différents, voire stagnent ou reculent. C’est à partir de cette croyance que l’on parle de pays "en retard", ou "moins avancés" que l’on pourrait aider à nous rattraper. Cette croyance est l’effet d’un "illusion d’optique" culturelle : nous jugeons les autres cultures en fonction de notre propre système de référence - toutes celles qui ne vont pas dans notre direction nous semblent figées. Depuis deux ou trois siècles, les sociétés occidentales se sont fixées l’objectif de disposer des moyens mécaniques les plus puissants : selon le critère de la consommation d’énergie par habitant, l’Amérique du Nord est en avance, suivie par l’Europe, et loin derrière, l’Afrique. ‹‹ Si le critère retenu avait été le degré d’aptitude à triompher des milieux géographiques les plus hostiles, il n’y a guère de doute que les Eskimos d’une part, les Bédouins de l’autre, emporteraient la palme. ›› (2) Il n’en a pas été ainsi. En 1949, lors d’un discours, le président des États-Unis change le nom de deux milliards de personnes : Berbères, Quechuas, Thaïs et d’autres s’appelleront désormais "sous-développés". La réalité historique du développement : pas de quoi nous faire rêver...

- Le développement à l’assaut de la diversité des cultures

On peut en tirer cette conclusion : le développement proposé aux anciens colonisés après leur indépendance politique est en réalité une machine de destruction culturelle , qui impose à tous des normes et des valeurs occidentales, prétendument universelles. Cette "occidentalisation" est faite souvent en toute bonne foi, avec des motivations philanthropiques. On admet qu’une "évolution des mentalités" est nécessaire pour que les populations locales puissent profiter des bienfaits de la modernité : le guérisseur doit céder la

place à un personnel médical formé à l'occidentale ; les tabous religieux doivent plier devant les projets d'installations touristiques qui, promet-on, créeront des emplois.

- Le développement, entreprise de marchandisation

Une fois dissipée la version mythique du développement et ses mirages, il devient possible de prendre conscience de façon lucide de ce que le développement est réellement depuis trois siècles : ‹‹ une entreprise visant à transformer les rapports des hommes entre eux et avec la nature en marchandises. [...] Entreprise agressive envers la nature comme envers les peuples, elle est bien comme la colonisation qui la précède et la mondialisation qui la poursuit une œuvre à la fois économique et militaire de domination et de conquête. ›› (3) Elle est à l'origine des problèmes sociaux et écologiques cruciaux de notre époque : en particulier l'exclusion, la misère, les pollutions, l'épuisement à venir des ressources.

- La solution : s'engager dans un "après-développement" pluriel

Le développement, sous ses diverses variantes, n'est donc pas la solution mais la source de la crise actuelle. Notre attachement à des valeurs humanistes ou écologistes ne doit pas nous conduire à rechercher vainement une autre mondialisation ou un autre mode de développement, mais à bâtir "un après-développement", des alternatives au développement - c'est-à-dire des modes d'épanouissement collectif où le bien-être matériel cesse d'être central. Et cela commence par un travail de décolonisation de nos esprits, de remise en cause de nos croyances économiques, incompatibles avec la diversité des cultures. Ainsi pourra avoir lieu dans de bonnes conditions une décroissance économique choisie plutôt que subie, permettant notre survie biologique et sociale, et la construction de sociétés autonomes et convivales diversifiées, au Nord comme au Sud.

Thomas Marshall - juillet 2003

---

(1) François Partant, La fin du développement, Actes Sud.

(2) Claude Lévi-Strauss, Race et histoire, Folio. (chapitre 6)

(3) Serge Latouche, manifeste du Réseau pour l'après-développement (voir plus bas)

P.S. Pour aller plus loin :

- lire le manifeste du Réseau pour l'après-développement, créé il y a quelques mois. dans l'Ecologiste n°9 (février 2003) ou sur internet, le site du réseau

- lire le numéro spécial de l'Ecologiste consacré à la critique du développement, n°6 (hiver 2001) [6 euros - 25 rue de Fécamp, 75012 Paris]

- lire le dossier de S !lence consacré à la décroissance soutenable. (20 pages, interview de Pierre Rabhi - 2€ + 1€ de port - Silence, 9 rue Dumenge, 69 004 LYON)

- un colloque sur le sujet, organisé par des associations et revues écologistes, aura lieu à l'Hôtel de ville de Lyon le 26-27 septembre 2003. informations et inscriptions sur le site ou auprès de l'I.E.E.S.D.S. - 41 rue des Martyrs de Vingré - 42000 St Etienne - tel/fax : 04 77 41 18 16.

- Défaire le développement, refaire le monde, aux éditions Parangon, rassemble une trentaine de contributions d'intervenants au colloque du même nom, qui a eu lieu en mars 2002. Y sont remises en cause les notions de croissance, pauvreté, besoins, aide, entre autres.

thomas m

Création de l'article : 23 juillet 2003

Dernière mise à jour : 5 février 2004

Georgescu-Roegen :

Bioéconomie et biosphère

La nouvelle science économique créée par Nicholas GeorgescuRoegen, la bioéconomie, a été le thème d'une première conférence mondiale à Rome en 1991. Au-delà de la description et de la compréhension du processus économique du développement, l'enjeu n'est-il pas l'émergence d'une nouvelle vision des rapports entre l'ensemble des êtres vivants, dont nous faisons partie avec notre technique, et la Biosphère ?

La crise écologique planétaire qui s'annonce depuis une bonne vingtaine d'années affecte de proche en proche tous les secteurs de notre civilisation industrielle en expansion. Il ne s'agit pas seulement de pollution et de dégradation de l'environnement ! L'économie dans son aspect biophysique, c'est-à-dire le processus de production, de distribution et d'élimination des ressources naturelles, ne fait pas exception. Il relie le métabolisme industriel de la société humaine à la biogéochimie de notre planète. L'évolution des sciences de la nature depuis Carnot et Darwin, c'est-à-dire depuis la thermodynamique et l'évolutionnisme, ne permet plus de séparer le vivant et l'environnement terrestre. Il s'agit d'une coévolution, l'évolution biologique est en interaction réciproque avec les changements de l'environnement planétaire. On redécouvre ainsi l'unité du vaste système écologique dynamique qu'on doit nommer, à la suite des travaux pionniers du savant russe Vladimir Vernadsky (1863-1945), la Biosphère, et que certains, de nos jours, nomment Gaïa (1).

Le développement économique international, accéléré par l'expansion démographique humaine et l'évolution des techniques, est au coeur de cette crise sans précèdent que traverse actuellement l'évolution de la Biosphère de la planète Terre. Les signes avant-coureurs de cette crise sont déjà là. Certains sont anciens. Cependant l'occidentalisation et la militarisation de la planète masquent pour l'instant la faillite du modèle industriel de l'Occident.

La dynamique de l'Europe classique, dont les racines sont médiévales, sans oublier l'alliance entre la raison d'Etat (la guerre) et l'état de raison du modèle de l'Occident, est à la source de nombreux mythes économiques. Ceux-ci reviennent à peu près tous à cette illusion technique qui néglige ou contredit le second principe de la thermodynamique, la loi de l'entropie (voir encadrés).

La science économique, inséparable de l'histoire du rationalisme occidental, se voulait explicitement une extension de la mécanique rationnelle, voire une application sociale de la mécanique céleste. Elle devint une discipline académique florissante de plus en plus abstraite et "scientifique" dont la rationalité, à la faveur d'une logique de l'équilibre et d'une conception circulaire et isolée du processus économique, est d'inspiration explicitement newtonienne.

La science économique usuelle est donc pré-thermodynamique, pré-évolutive et pré-écologique. Pré-thermodynamique, cela veut dire sans entropie, croissante, sans irréversibilité, sans durée, sans devenir, sans complexité, sans destruction-créatrice et donc aussi sans possibilité de vie, de nouveauté et d'évolution ! D'où son anachronisme et son manque de pertinence pour la nouvelle problématique bien mal nommée du développement et de l'environnement (thème du "rapport Brundiland" de 1987 et de la conférence des Nations Unies à Rio en juin 1992), alors qu'il s'agit, dans une vision écologique globale, de l'histoire humaine de la Biosphère, du développement humain dans la Biosphère!

Les propositions pour une autre approche de l'économie (et de la technologie), tenant compte des lois de la circulation et de la transformation de l'énergie et de la matière à la surface du globe, furent nombreuses à l'aube de notre siècle, lorsque la révolution

thermodynamique, avec sa double découverte de l'énergie (premier principe) et de l'entropie (deuxième principe, le principe de Carnot) conduisit les "énergétistes" à proclamer la faillite du dogme mécaniste pré-thermodynamique.

L'incompréhension historique des économistes (ils ne furent pas isolés), pourtant épris de physique, vis-à-vis de ce que nous pouvons appeler la révolution carnotienne, est une erreur de base gigantesque dont les conséquences sont aujourd'hui immenses (2). La transformation du monde par le feu des machines thermiques de la révolution industrielle est lourde de conséquences théoriques et pratiques: elle concerne nos rapports avec la Biosphère et nos conceptions du développement économique.

Dans les années 60, aux Etats-Unis surtout, le concept d'écosystème et la perspective holistique (observer le monde comme un tout) de l'écologie théorique commencèrent à transformer la pensée scientifique dans le sens d'une approche moins réductionniste et plus soucieuse des interactions dans leur ensemble (systémique). Joël de Rosnay a très clairement expliqué cela dans Le macroscope (Ed. Seuil, 1975). Les sciences économiques, de plus en plus indifférentes à l'évolution des sciences de la nature et même des autres sciences sociales, restèrent à l'écart de cette métamorphose de la vision scientifique de l'économie de la nature ! Malgré tout, la nécessité de réconcilier la société et la nature, I'économie et I'écologie, devint l'un des thèmes majeurs de la "contre-culture" américaine.

En 1966, Kenneth Boulding publia The Economics of the ComingSpaceshipEarth (L'économie du futur vaisseau spatial Terre). Ce petit texte révolutionnaire, qui fit le tour du monde en quelques années, annonçait - à la suite de Paul Valéry - le temps du monde fini pour les économistes ! Malheureusement, comme le releva Georgescu-Roegen, ce texte-phare contenait une erreur à propos de la loi de I'entropie qui en fit l'un des véhicules de la nouvelle mythologie éco-énergétiste. Boulding affirmait qu'heureusement il n'y avait pas de loi d'entropie pour la matière ! En 1968, Herman Daly, élève de GeorgescuRoegen, publiait son premier article hérétique: On economics as life science (L'économie comme science du vivant). Il est aujourd'hui l'un des rares défenseurs de la perspective bioéconomique de son ancien professeur.

La littérature écologique spécialisée abonde depuis longtemps en métaphores économiques, au point que l'une des premières définitions de l'écologie n'est autre que "l'économie de la nature" (3). La circulation des métaphores joue cependant dans les deux sens: dès les années 60, plusieurs écologistes attirèrent l'attention sur l'étymologie commune qui relie économie et écologie, mais aussi sur la hiérarchie entre écologie et économie: la Noosphère (la sphère humaine) n'est pas au-dessus, mais dans la Biosphère. Comme on le redécouvre de nos jours, cette problématique planétaire avait été esquissée dés les annces 1920 par Vladimir Vernadsky (4) (d'une manière très différente de celle, plus idéaliste, développée par Edouard Le Roy et Pierre Teilhard de Chardin).

Depuis 1970, une littérature importante traite des interactions entre l'environnement naturel et le développement économique. Mais il y a souvent plus de chaleur (polémique) que de lumière (théorique) ! Il convient de revenir aux sources, en l'occurrence aux travaux fondamentaux de Nicolas Georgescu-Roegen.

Le paradigme bioéconomique

Parmi les grands économistes (récompensés ou candidats au prix Nobel), trés rares sont ceux qui proposèrent une réforme radicale de ladite science économique. Cette corporation compte de brillants esprits peu orthodoxes, mais guère de dissidents du modèle de l'Occident ! Depuis ses débuts, I'économie politique ne manqua jamais de critiques, mais, contrairement à

d'autres sciences, elle n'a jamais changé de paradigme fondamental. Ce constat se retrouve au coeur de la critique développée par Georgescu-Roegen dès l'introduction de son premier grand ouvrage Analytical Economics: Issues and Problems (1966), traduit en France sous le titre La Science économique: ses problèmes et ses difficultés (Dunod, 1970).

Nicholas Georgescu-Roegen (né en Roumanie en 1906, docteur en statistique de l'Université de Paris en 1930, émigré aux USA en 1948, où il fit une brillante carrière de professeur d'économie) approfondit sa critique des fondements de l'analyse économique occidentale et reformula, dans une perspective thermodynamique et biologique évolutionniste, la description du processus économique et de ses relations avec l'environnement dans un ouvrage encyclopédique très savant, The Entropy Law and the Economic Process (La loi de l'entropie et le processus économique), publié en 1971 (Harvard University Press). Il s'agit d'une ¦uvre capitale et pour la science occidentale en général et pour la science économique en particulier.

Georgescu-Roegen a lui-même résumé sa thèse essentielle dans le texte d'une conférence de 1970 intitulée "La loi de l'entropie et le problème économique " (publié sous le titre "Economics and Entropy " dans The Ecologist, juillet 1972). Herman Daly a beaucoup fait pour assurer à ce message subversif une certaine diffusion dans le monde anglophone. En langue française, ce texte n'a pas eu la même fortune. On peut toutefois le trouver, avec deux autres textes, dans un petit livre intitulé Demain la décroissance: entropie, écologie, économie (5). Dans ce livre, Georgescu-Roegen expose avec une concision et une clarté remarquable l'erreur fondamentale de la pensée économique occidentale: la science économique a été construite dans le cadre du paradigme mécaniste (Newton-Laplace), autrement dit sur le modèle de la science classique, au moment même où les bouleversantes découvertes de l'évolution biologique (Darwin) et de la révolution thermodynamique (Carnot) avec sa fameuse loi de l'entropie (Clausius, 1865), introduisent un autre paradigme, celui du devenir de la nature, du temps irréversible, de l'évolution cosmique. Le XIXème siècle ne l'a pas compris. Ce faisant, nous vivons encore, en économie, au XIXème siècle !

C'est fondamentalement le dogme mécaniste de la société industrielle occidentale qui est I'erreur fatale dont les conséquences technologiques et économiques sont à la source de la crise qui attend l'humanité lancée dans l'impasse écologique et sociale de la croissance illimitée. Ce qu'il nous faut entreprendre, au niveau intellectuel, n'est donc pas une simple réforme qui substituerait, par exemple, une comptabilité énergétique à la comptabilité monétaire en vigueur, mais une refonte radicale de notre vision du processus économique. Ceci afin d'intégrer le métabolisme global de l'humanité - avec ses extensions techniques - dans l'environnement biosphérique limité de la planète Terre, "nature" issue de plusieurs milliards d'années de coévolution de la Vie et de la Terre, en un mot de la Biosphère, dont l'espèce humaine est momentanément l'héritière. En raison même de notre puissance, nous nous retrouvons coresponsable de son évolution, c'est-à-dire du destin de la Terre.

A la suite de The Entropy Law and the Economic Process, Georgescu-Roegen publia un troisième recueil où se mêlent discussions théoriques et applications pratiques: Energy and Economic Myths (L'énergie et les mythes économiques) (New York, Pergamon Press, 1976), ouvrage qui contient une importante préface autobiographique retracant les origines et l'évolution de sa dissidence vis-à-vis du modèle de l'Occident.

Dans le premier chapitre, sont esquissées concrètement les implications bouleversantes de son nouveau paradigme qu'il nomme désormais bioéconomique (6). Son franc-parler, sa persévérance et sa critique implacable des sophismes soutenus par ses collègues de l'establishment, rivés au dogme de la croissance illimitée, lui ont valu une fâcheuse réputation.

En 1985,Georgescu-Roegen a même fini par claquer la porte de la prestigieuse American Economic Association.

Ne pas confondre analyse éco-énergétique et bioéconomie

S'il est vrai que la théorie thermodynamique et la pensée biologique évolutionniste et écologique jouent un rôle majeur dans la pensée bioéconomique de Georgescu-Roegen, il faut toutefois prendre garde de ne pas assimiler purement et simplement Georgescu-Roegen à certains courants de l'écologie politique (comme Barry Commoner, L'Encerclement, Seuil, 1972) ou de l'analyse éco-énergétique. Cette dernière approche, bien développée aujourd'hui, ne dérive pas tant de The EntropyLaw and the Economic Press (1971), que peu d'écologistes ont vraiment lu, que d'un autre livre fondamental remarquable de 1971: Environment, Power and Society (L'environnement, l'énergie et la société), de l'écologiste américain Howard Odum (le frère d'Eugène Odum, auteur de très importants ouvrages d'écologie fondamentale et appliquée), père de l'ingénierie écologique, ou écotechnologie.

Le message d'Howard Odum a été repris et développé de diverses manières. En France, cette approche a été présentée d'une manière originale par Joël de Rosnay dansLeMacroscope (Seuil).L'Economique et le vivant (Payot, 1979) du professeur René Passet, tout en introduisant aussi le terme de "bioéconomie"` semble plus proche de H. Odum que de Georgescu-Roegen. On peut s'initier (en français) à l'approche éco-énergétique avec Gonzague Pillet et Howard Odum, Energie, Ecologie, Economie (Genève, Georg, 1987), un maouel qui dit (p.183) que "GeorgescuRoegen semble avoir tort pour ce qui est de la matière (qui, pour lui, se dissipe) et qui, en réalité, n'est perdue que localement car elle est recyclable par les grands systèmes naturels. " Cette critique, assez dérisoire et maladroite, illustre bien l'incompréhension qui accueille la bioéconomie de Georgescu-Roegen ! Celui-ci ne parle pas en l'occurrence des éléments chimiques de la Biosphère, mais de la matière utilisable par l'économie humaine! On n'a pas encore assez médité, tant du côté des écologistes que du côté des économistes, sur les problèmes d'échelle dans les rapports entre le "métabolisme industriel" du développement économique de l'humanité et les grands cycles biogéochimiques de la Biosphère.

Une lecture approfondie des travaux de Georgescu-Roegen reste encore à faire, surtout en France: on mesurera alors l'écart et le malentendu qui séparent (au-delà d'une certaine orientation environnementaliste commune) ce que Georgescu-Roegen appelle "le nouveau dogme énergétique" et la révolution bioéconomique qu'il préconise et qui me semble autrement plus radicale que l'ingénierie écologique ou la "gestion de l'environnement" actuellement à la mode.

La discussion entre Odum et Georgescu-Roegen peut sans doute se retrouver dans la récente naissance de deux sociétés savantes dont l'une, l'International Society for Ecological Economics (ISEE) entend promouvoir l' "économie écologique", mais se trouve en fait présidée et dominée pour l'instant par les représentants de l'analyse éco-énergétique, tandis que l'autre, l'European Association for Bioeconomic Studies (EABS), plus récente, entend promouvoir la pensée de Georgescu-Roegen (voir encadré). L'EABS a organisé sa première conférence internationale sur le thème "Entropie et Bioéconomie" les 28-30 novembre 1991 à Rome. On y célébra aussi le 85ème anniversaire de Georgescu-Roegen qui, affaibli par l'âge, n'a malheureusement pas pu se déplacer. L'absence des Français, à l'exception du jeune économiste Frank-Dominique Vivien, de l'école de René Passet à l'Université de Paris I, était regrettable.

Trente-cinq communications ont été présentées sur les "nouvelles approches à l'épistémologie des sciences", sur les "relations interdisciplinaires entre les sciences sociales et les sciences naturelles", sur "l'impact de la technologie sur la vie écologique et socio-économique", sur "la bioéconomie et l'économie écologique". Les actes de cette première conférence sont actuellement sous presse. Il n'existe pas, pour l'instant, de liens formels entre l'E.A.B.S. et l'I.S.E.E., même si plusieurs chercheurs, à titre personnel, font le pont entre ces deux nouvelles sociétés savantes qui visent à réconcilier économie et écologie.

A première vue, l'ambition &endash; peut-être démesurée - de cette réunion d'"experts" sur le vaste et redoutable thème "Entropie et Bioéconomie" était à l'image de l'ampleur de la crise que traverse la pensée économique contemporaine, et bien entendu l'économie tout court. Ce qu'on peut aisément retenir au premier abord, c'est l'impression que l'aspect thermodynamique du nouveau paradigme proposé par Georgescu-Roegen est relativement bien assimilé, notamment par une nouvelle génération de chercheurs formés par l'écologie systémique, mais que les aspects proprement "bio" (pas seulement bioénergétiques mais aussi évolutifs, écologiques, biogéochimiques et biosphériques) restent encore relativement peu développés, voire souvent mal compris.

Ce qui dérange sans doute le plus dans l'approche bioéconomique de Georgescu-Roegen, comme d'ailleurs dans la fameuse théorie Gaïa, tout aussi controversée, c'est essentiellement, je crois, la rupture avec le traditionnel point de vue anthropocentrique à courte vue qui caractérise notre société. La découverte des "aspects bio-économiques de l'entropie" représente sans doute, selon Georgescu-Roegen, une nouvelle humiliation pour notre orgueil, une nouvelle blessure narcissique infligée à l'amour-propre de l'humanité par l'évolution de la pensée scientifique.

Pour la nouvelle génération des bioéconomistes, Georgescu-Roegen représente le premier économiste professionnel et pratiquement le seul (depuis Malthus) à poser sérieusement le problème de l'économie de l'espèce humaine dans son contexte écologique global, c'est-à-dire à l'échelle planétaire de la vie sur Terre. Kenneth Boulding a aussi proposé une semblable réforme théorique pour "l'économie du nouveau vaisseau spatial Terre", mais, comme Georgescu-Roegen l'a signalé, son application des principes de la thermodynamique à la science économique laisse à désirer et contient en fait une grave illusion sur le recyclage, hélas partagée par de nombreux écologistes qui croient pouvoir assimiler le rôle de la matière dans le processus économique et le cycle des éléments chimiques dans la nature. La bioéconomie de Georgescu-Roegen se situe dans une "problématique de l'évolution" (au sens de François Meyer) qui tient compte de la spécificité de l'évolution technique de l'espèce humaine.

Pour tenter de saisir la signification de cette première conférence internationale, il convient de reconnaître que, d'une manière générale, la visibilité de l'oeuvre de Georgescu-Roegen (souvent maladroitement interprétée ou vulgarisée) reste encore très faible, non seulement dans le grand public et les milieux politiques et économiques, cela va sans dire, mais également dans les milieux scientifiques et académiques. Cependant, et précisément parce qu'elle est occultée, pour ne pas dire censurée par "les multinationales de la pensée" (Michel Serres), l'oeuvre révolutionnaire de Georgescu-Roegen intéresse et interpelle de plus en plus tous les "dissidents" du modèle dominant de l'Occident. La conférence de Rome a démontré que l'audience de ses thèses s'étend désormais à tous les continents, tous représentés à Rome.

Inachevée, dispersée, immense, encyclopédique, son oeuvre n'est pas d'un accès facile. Il faut un certain temps pour la repérer dans son ensemble, la lire attentivement la comprendre et l'assimiler. Il ne faut sans doute pas trop s'étonner si cette révolution bioéconomique, en tant que nouvelle vision planétaire du développement économique de l'humanité, n'est pas encore

une référence des grands débats politiques sur l'environnement et le développement. Pourtant, Georgescu-Roegen était à la conférence de Stockholm sur l'environnement en juin 1972.

A propos de Rio 92 et du fameux "rapport Brundtland", la conférence de Rome a pris connaissance d'un texte de Georgescu-Roegen dans lequel on trouve une critique virulente de la nouvelle doctrine internationale du sustainable development: une "charmante berceuse", écrit Georgescu-Roegen! Il est clair que la plupart des gens, à commencer par les politiciens et les économistes orthodoxes, y compris de nombreux "experts de l'environnement", interprètent le sustainable development comme la nouvelle formule magique non seulement du "développement écologiquement soutenable" mais encore - alors que c'est très différent - de la "croissance durable". Plusieurs communications présentées à Rome furent consacrées à ce concept de "soutenabilité", qui préoccupe depuis longtemps Georgescu-Roegen et qui est loin d'être purement académique.

Sur ce point, l'économiste américain Herman Daly (né en 1938), ancien élève de Georgescu-Roegen, critiqué par son maître au début des années 70 pour son plaidoyer en faveur de "l'état stationnaire" comme alternative à la croissance, représente aujourd'hui un point de vue bioéconomique d'autant plus remarquable qu'il est devenu un conseiller de la Banque mondiale, membre de son nouveau département "Environnement". Daly a le mérite aujourd'hui de dire très clairement, en suivant l'enseignement de Georgescu-Roegen, qu'il ne faut pas confondre croissance et développement, et qu'il ne peut plus y avoir, à l'échelle écologique globale du "monde fini" de la Biosphère, de croissance mondiale durable (7). Herman Daly, dont le dernier livre est écrit en collaboration avec le théologien John B. Cobb (8), est sans doute l'économiste qui contribue le plus efficacement à la diffusion du nouveau "modèle économique" reliant l'approche bioéconomique de Georgescu-Roegen avec l'essor récent de la conscience et de la science du système Terre comme Biosphère (9).

Il faut se rappeler que la distinction entre croissance et développement avait été établie par Joseph A. Schumpeter (1883-1950), le maître de Georgescu-Roegen à Harvard (en 1934-36). La croissance, c'est produire plus; le développement, c'est produire autrement. La pensée de Schumpeter, longtemps négligée, retrouve de nos jours un spectaculaire regain de faveur. Georgescu-Roegen s'est toujours voulu le seul authentique disciple de Schumpeter ! Dans sa perspective bioéconomique, la croissance économique (et démographique) mondiale doit non seulement être stabilisée, mais inversée, autrement dit "Demain la décroissance", si l'humanité veut sauvegarder durablement l'habitabilité de la Biosphère du Quaternaire qui a vu l'apparition et l'expansion du "phénomène humain" sur le globe.

Dans cette perspective, il est clair que l'économie mondiale doit nécessairement respecter certaines limites écologiques globales liées à la capacité de charge des écosystèmes, à la productivité primaire qui dépend de la photosynthèse de la végétation, à l'intégrité de la biodiversité, à la stabilité des cycles biogéochimiques, à l'équilibre du système climatique du globe, en somme respecter la santé, la stabilité dynamique (l'homéostasie) du très complexe système géophysiologique de la Biosphère (au sens de Vernadsky) que James Lovelock et Lynn Margulis nomment Gaïa. Le dernier livre de Lovelock s'intitule (en anglais) La science pratique de la médecine planétaire (paru en français sous le titre Gaïa, comment soigner une Terre malade ?, Ed. Robert Laffont, 1992). D'une manière similaire et convergente, on pourrait dire que la bioéconomie est la science pratique de l'économie planétaire. Ajoutons que les similitudes de pensée entre Lovelock et Georgescu-Roegen à propos de la vie et de l'entropie, de la coévolution entre le vivant et l'environnement, qui puisent en fait aux mêmes sources scientifiques, sont tout à fait remarquables.

Pour l'école bioéconomique, la pensée économique doit retrouver son inspiration première, qui se situait historiquement au voisinage des sciences de la vie, de la physiologie et de

l'agronomie notamment. Quesnay, le père de la découverte du "circuit économique", était médecin et les physiocrates (qui considéraient, au 18ème siècle, l'agriculture comme la seule source de la richesse) utilisèrent explicitement l'analogie de la circulation du sang dans le microcosme animal, associée dans la cosmologie baroque à la circulation de l'eau dans le macrocosme terrestre. Au siècle des Lumières, "le système de la Terre" du docteur James Hutton illustre bien cette vision organique, cyclique et stable, de la "machine du monde". Le mot machine signifiant en l'occurrence tout aussi bien l'organisme. Significativement, James Lovelock, le père spirituel de la théorie Gaïa, qui possède aussi une formation médicale comme le géologue Hutton, réactive de nos jours cette tradition en parlant de "géophysiologie" (10).

Rappelons que le processus économique, surtout avec l'industrialisation, n'est pas seulement métabolique, au sens physiologique et biochimique du terme, il est aussi entropique, dissipatif, évolutif et historique, précisément à cause de la Loi de l'Entropie, c'est-à-dire de la dégradation (11) inhérente aux transformations thermodynamiques irréversibles qui s'opèrent entre le système productif de la société et la géochimie de l'environnement, en l'occurrence les ressources naturelles extraites de la lithosphère, c'est-à-dire l'énergie (les combustibles fossiles surtout) et la matière utilisable (les minéraux utiles), transformées, utilisées, usées et finalement rejetées dans notre environnement terrestre limité. L'épuisement irrévocable des ressources minéralogiques, la pollution et la dégradation de la Biosphère, s'éclairent d'une manière frappante à la lumière du deuxième principe de la thermodynamique. Il nous reste à comprendre que l'extraordinaire développement économique de l'Occident a provoqué une véritable rupture socio-écologique, ce que j'ai proposé d'appeler la révolution thermo-industrielle (dont Sadi Carnot est, en avance sur son temps, le prophète incompris). Nous n'en sommes pas encore sortis. Nous ne l'avons pas encore bien compris.

De l'économie politique à l'écologie politique.

Il s'agit de rompre avec cette "envie de la physique" qui forma l'imagination scientifique des fondateurs de l'économie comme discipline scientifique, car le modèle classique de la physique envié et imité servilement par les économistes (surtout les néoclassiques) n'est, à la lumière de la révolution carnotienne, qu'un paradigme mécaniste qui occulte la dimension proprement biophysique et écologique du développement économique. La science économique, en tant que science humaine (et non cette idéologie scientifique institutionnellement bien établie de nos jours), doit donc se situer non du côté de la physique mais de la biologie, entendue au sens le plus large du terme, dans la perspective globale de l'écologie. Comme l'écrivait d'une manière prophétique dans un article de 1957 I'économiste et philosophe français Bertrand de Jouvenel (1903-1987), il nous faut passer désormais (à présent que nous voyons la Terre comme une petite planète ronde, vivante et fragile, protégée de l'espace cosmique par sa fine membrane atmosphérique) "de l'économie politique à l'écologie politique" (12).

La science économique moderne, typique de la civilisation urbano-industrielle de l'Occident, est à la fois trop peu matérialiste, puisqu'elle ignore la nature (la Terre, l'environnement, les ressources naturelles, la pollution), et trop matérialiste, car elle ne comprend pas que le véritable "produit" du processus économique ne peut être un flux matériel entropique (des ressources de basse entropie transformées en déchets de haute entropie !). Comme Georgescu-Roegen l'a mis en évidence dès son premier grand livre de 1966, la finalité proprement humaine - et à vrai dire aussi biologique - du processus économique est essentiellement immatérielle, spirituelle si l'on veut parler comme Bergson, et c'est la jouissance de la vie elle-même, ce que notre auteur nomme en français la "joie de

vivre". En somme, la bioéconomie est une science nouvelle qui renoue avec une sagesse immémoriale: "Il n'y a de richesse que la vie", comme l'écrivait John Ruskin (1819-1900), le grand critique de l'industrialisme de l'Angleterre victorienne.

La bioéconomie n'est pas du tout une réduction du social au biologique et encore moins à la thermodynamique, parce que la technique, tout en étant une extension "exosomatique" (à l'extérieur du corps) de l'évolution biologique de l'homme, est un phénomène culturel, lié aux capacités cognitives et inventives d'Homo sapiens faber (I'Homme qui pense et fabrique). Interface entre la société et la nature, l'économie et l'environnement, la technique façonne le développement économique tout en transformant la face de la Terre. En cela l'humanité, spécialement depuis la révolution thermo-industrielle, est devenue une véritable force géologique, ce que disait Vemadsky dans les annces vingt ! Comme l'évolution biologique (13), 1'évolution technologique (culturelle) est imprévisible et ponctuée de discontinuités: les inventions majeures de la technique (et donc de la culture) sont l'équivalent des mutations biologiques dans l'évolution sociale de l'espèce humaine. D'où l'inégalité sociale, à l'intérieur des sociétés comme entre les sociétés - que notre idéologie industrielle appelle développées (modemes) ou sous-développées (traditionnelles ou primitives). La science économique dominante est également aveugle sur les relations interculturelles de l'Occident avec le reste du monde ! La bioéconomie, au sens où l'entend Georgescu-Roegen, considère le développement techno-économique de l'espèce humaine dans l'unité de son enracinement biophysique comme dans la diversité de son évolution culturelle et institutionnelle, sans jamais perdre de vue les contraintes et les limites de la planète Terre et de sa Biosphère. Cette affirrnation des limites est sans doute l'aspect le plus écologique du message de Georgescu-Roegen (14). C'est évidemment cette réintégration de l'humain dans la nature qui semble le plus difficilement acceptable pour l'anthropocentrisme modeme essentiellement issu de la tradition religieuse judéo-chrétienne de l'Occident médiéval (15).

Il nous reste, et la tâche est urgente, à repenser complètement le développement (économique bien entendu, mais aussi scientifique, technologique, social, culturel et spirituel) de l'ensemble de l'humanité, avec toute sa diversité culturelle, dans le cadre biogéographique, biogéochimique, écologique, énergétique et cosmique limité de la Biosphère. Cela ne peut se faire, au niveau intellectuel et institutionnel, qu'en établissant une étroite coopération inter- et transdisciplinaire entre les sciences économiques et sociales et les sciences de la vie sur Terre. Cette coopération doit se faire dans le cadre d'une véritable écologie globale (globale dans le sens de planétaire), une science interdisciplinaire et holistique - sans oublier la conscience humaine qui fait elle aussi partie de la Biosphère de la planète Terre et de son aventure extraordinaire dans l'évolution cosmique.

J**acques GRINEVALD Université de Cenève,**

Institut universitaire d'études du développement, 24 rue Rothschild, CH-1202 Genève.

(1) J. Lovelock, *Les Ages de Gaïa*, (1998), traduction française, Paris, Robert Laffond, 1990.

(2) J. Grinevald *"La révolution camotienne : thermodynamique, économie et idéologie"*, Revue européenne des sciences sociales, 1976, 36, pp. 39-79 ; *"Les sens bioéconomique du développement humain : l'affaire Georgescu-Roegen"*, revue européenne des sciences sociales, 1980, 51, pp. 59-75 ; voir aussi Entropie, numéro hors série *"Thermodynamique et sciences de l'homme"*, 1982.

(3) Voir Donald Woster, *Les pionniers de l'écologie. Une histoire des idées écologiques*, tad. de l'Anglais , Paris, sang de la terre, 1992, 412p.

(4) J. Grinevald, *"L'aspect thanatocratique du génie de l'Occident et son rôle dans l'histoire humaine de la biosphère"*, Revue européenne des sciences sociales, 1991, 91, pp. 45-64.

(5) Nicholas Georgescu-Roegen, *Demain la décroissance : entropie, écologie, économie*, préface et traduction d'Ivo Rens et Jacques Grinevald, Lausanne, Favre, 1979, 157 p. Nouvelle édition revue et augmentée en préparation (Editions Sang de la terre).

(6) J. Grinevald, *"La révolution bioéconomique de Ncholas Georgescu-Roegen"*, Stratégies énergétique, biosphère et société, octobre 1992, PP. 23-34.

(7) Herman E. Daly, *" Il n'y a pas de croissance durable"*, Silence, décembre 1991.

(8) Herman Daly and John B. Cobb, For the Common Good : Redirecting the Economy towards Community , the environnement and a sustainable future, Boston, Beacon, 1989, 482 p. Edition anglaise préfacée par Paul Ekins, Londres, Green Print, 1990.

(9) Voir aussi Robert J.A. Goodland et Herman Daly, *"Les instruments requis"*, chap. 13 in C. Mungall et D.C. Mc Laren, eds., La Terre en péril : métamorphose d'une planète, publié pour la société royale du Canada, Ottawa, 1990, pp. 295-309.

(10) J. Grinevald, *"Le système de la Terre de James Hutton à James Lovelock"*, La Quinzaine Littéraire, août 1991, 583, no spécial *"La nature"* pp. 25-26 ; et *"Europe and the Biosphere's global ecology"*, in sara Parkin, ed., Green Light on Europe, Londres, Heretic Books, 1991, pp. 21-37.

(11) Voir Bernard Brunhes, *La dégradation de l'énergie*, (1908) Flammarion, 1991 .

(12) Bernand de Jouvenel, *"De l'Economie politique à l'écologie politique"* (Bulletin S.E.D.E.I.S., 1er mars 1957), republié dans son livre *La civilisation puissance*, Paris, Fayard, 1976, chap.6. Voir aussi son livre Arcadie: Essais sur le mieux vivre, Paris, Futuribles, 1968.

(13) Significativement, Georgescu-Roegen a adapté le point de vue longtemps hérétique du biologiste Richard Goldschmidt (1878-1958) qui distinguait la microévolution a la macroévolution, cette dernière impliquant l'apparition de nouveautés discontinues, macro-mutations, qui ressemblent à des "monstres prometteurs". Georgescu-Roegen crédite J. Schumpeter (1935) d'une vision qui anticipe la thèse de 1940 de R. Goldschmidt, récemment réévaluée. Voir Stephen Jay Gould, introduction à Richard Goldschmidt, *"The Uses of heresy"* The Material Basis of Evolution, New Haven, Yale University Press, (1940), rééd. 1982.

(14) Contrairement à la plupart de ses confrères économistes, Georgescu-Roegen (voir Demain la décroissance) a soutenu la pertinence du rapport Meadows sur *"les limites à la croissance"* (1972) le critiquant seulement sur certains points mineurs, refusant surtout l'idée (partagée alors par Daly) que le salut écologique résidait dans l'état stationnaire. Voir aussi Armand Petitjean, ed., *Quelles limites ? Le Cub de Rome répond*, Paris, Seuil, 1974.

(15) Lynn White, jr., *"Les racines historiques de notre crise écologique"*, traduction et présentation de Jacques Grinevald, Paris, Sang de la terre, 1993.

Le deuxième principe de la thermodynamique

La thermodynamique s'est développée à partir d'un mémoire sur la puissance motrice des machines à feu dû à l'ingénieur français Sadi Carnot (1824). Elle a mis en lumière, entre autres choses, tout d'abord le fait que l'homme ne peut utiliser qu'une forme particulière d'énergie. Dès lors, l'énergie se divise en énergie utilisable ou libre, qui peut être transformée en travail mécanique, et en énergie inutilisable ou liée, qui ne peut pas être ainsi transformée. Il est clair que la division de l'énergie selon ce critère est une distinction anthropomorphique à nulle autre pareille en science.

Cette distinction est étroitement lice à un autre concept spécifiquement thermodynamique, celui d'entropie. Ce concept est si complexe qu'un spécialiste a été jusqu'à dire qu"' il n'est pas facilement compris par les physiciens eux-mêmes". Cependant, pour notre propos immédiat, nous pouvons nous satisfaire de la simple définition de l'entropie comme un indice de la

quantité d'énergie inutilisable contenue dans un système thermodynamique donné à un moment donné de son évolution.

L'énergie, indépendamment de sa qualité, est gouvernée par une loi stricte de conservation, le premier principe de la thermodynamique, qui est formellement identique à la conservation de l'énergie mécanique. Et puisque le travail est l'une des multiples formes de l'énergie, cette loi démasque le mythe du mouvement perpétuel de première espèce. Elle ne tient cependant pas compte de la distinction entre énergie utilisable et énergie inutilisable; en soi, cette loi n'exclut pas la possibilité qu'une quantité de travail puisse être transformée en chaleur ni que cette chaleur soit reconvertie dans la quantité initiale de travail. Le premier principe de la thermodynamique suppose donc que tout processus puisse avoir lieu dans un sens ou dans un autre, de telle sorte que le système revienne à son état initial, sans laisser aucune trace de ce qui est advenu. Avec cette seule loi, nous sommes toujours dans la mécanique, non dans le domaine des phénomènes réels qui, sans aucun doute, comprennent le processus économique.

L'opposition irréductible entre la mécanique et la thermodynamique provient du deuxième principe, la loi de l'entropie. La plus ancienne de ses multiples formulations est aussi la plus limpide pour le profane: "La chaleur ne s'écoule d'elle-même que du corps le plus chaud vers le corps le plus froid, jamais en sens inverse" . Une formulation plus complexe mais équivalente dit que l'entropie d'un système clos augmente continuellement (et irrévocablement) vers un maximum; c'est à dire que l'énergie utilisable est continuellement transformée en énergie inutilisable jusqu'à ce qu'elle disparaisse complètement.

En gros, il s'agit de quelque chose de relativement simple: toutes les formes d'énergie sont graduellement transformées en chaleur et la chaleur en fin de compte devient si diffuse que l'homme ne peut plus l'utiliser. En effet, une découverte qui remonte à Camot est qu'aucune machine à vapeur ne peut fournir de travail si la même température, aussi élevée soit-elle, règne dans la chaudière et le condenseur. Pour être utilisable, l'énergie doit être répartie de façon inégale: l'énergie qui est complètement dissipée n'est plus utilisable. L'illustration classique est la grande quantité de chaleur dissipée dans l'eau de l'océan, qu'aucun navire ne peut utiliser. Bien que les bateaux naviguent à sa surface, ils ont besoin d'une énergie utilisable, soit l'énergie cinétique contenue dans le vent, soit l'énergie chimique ou nucléaire concentrée dans les combustibles. Nous pouvons voir pourquoi l'entropie a fini par être considérée aussi comme une mesure de désordre (de la dissipation) non seulement de l'énergie mais encore de la matière, et pourquoi la loi de l'entropie, sous sa forme actuelle, stipule que la matière également est soumise à une dissipation irrévocable.

(Extraits du livre Demain la décroissance de N. Georgescu-Roegen)

De la thermodynamique à la bioéconomie

De nos jours, rares sont ceux qui professeraient ouvertement une croyance en l'immortalité de l'humanité. Néanmoins, beaucoup d'entre nous préfèrent ne pas exclure cette possibilité. Pour cela, nous nous efforçons de contester tout facteur qui pourrait limiter la vie de l'humanité. L'idée qui rencontre naturellement la plus grande adhésion est celle du caractère virtuellement inépuisable de la dot entropique de l'humanité en raison surtout de la puissance intrinsèque de l'homme à vaincre d'une manière ou d'une autre la loi de l'entropie.

Il y a (...) l'argument simpliste qui prétend que les lois sur lesquelles nous fondons la finitude des ressources accessibles seront réfutées à leur tour, comme cela est arrivé à plusieurs lois naturelles. La difficulté de cet argument historique, c'est que l'histoire prouve, avec même une plus grande force, d'une part que, dans un espace fini, il ne peut y avoir qu'une quantité finie de basse entropie et, d'autre part, que la basse entropie dégénère continuellement et irrévocablement.(...)

Le processus économique, comme tout autre processus du vivant, est irréversible et l'est irrévocablement; par conséquent, on ne peut en rendre compte en termes mécaniques seulement. C'est la thermodynamique, avec sa loi de l'entropie, qui reconnaît la distinction qualitative, que les économistes auraient dû faire dès le début, entre les inputs des ressources de valeur (basse entropie) et les déchets sans valeur (haute entropie). Le paradoxe soulevé par cette réflexion, à savoir que tout le processus économique consiste à transformer de la matière et de l'énergie utilisables en déchets, est ainsi résolu, facilement et de façon instructive. Cela nous force à reconnaître que le produit réel du processus économique (ou même, sous cet angle, celui de tout processus vivant) n'est pas le flux matériel de déchets, mais le flux immatériel toujours mystérieux de la joie de vivre. Faute de cela, on s'interdit la compréhension des phénomènes du vivant.(...)

Pour les économistes, il est essentiel de reconnaître que la loi de l'entropie est la racine de la rareté économique. Si cette loi n'existait pas, nous pourrions réutiliser l'énergie d'un morceau de charbon à volonté, en le transformant en chaleur, cette chaleur en travail, et ce travail à nouveau en chaleur. Les moteurs, les habitations et même les organismes (si tant est qu'ils puissent alors exister) ne s'épuiseraient jamais non plus.(...) Dans un tel monde imaginaire, purement mécanique, il n'y aurait pas de véritable rareté de I'énergie et des matières premières. Une population aussi vaste que le permettrait l'étendue de notre globe pourrait en effet vivre éternellement.(...) La véritable défense de l'environnement doit être centrée sur le taux global d'épuisement des ressources et sur le taux de pollution qui en découle.(...)

L'activité économique de n'importe quelle génération n'est pas sans influer sur celle des générations à venir: les ressources terrestres en énergie et en matériaux sont irrévocablement dégradées et les effets nocifs de la pollution sur l'environnement s'accumulent. Par conséquent, l'un des principaux problèmes écologiques posés à l'humanité est celui des rapports entre la qualité de la vie d'une génération à l'autre et plus particulièrement celui de la dot de l'humanité entre toutes les générations. La science économique ne peut même pas songer à traiter ce problème. Son objet, comme cela a souvent été expliqué, est l'administration des ressources rares; mais, pour être plus exact, nous devrions ajouter que cette administration ne concerne qu'une seule génération .

(Extraits du livre Demain la décroissance de N. Georgescu-Roegen)

Les sources d'énergie

Le globe terrestre auquel l'espèce humaine est attachée flotte, pour ainsi dire, dans un réservoir cosmique libre qui pourrait bien être infini. Mais l'homme ne peut avoir accès à toute cette fantastique réserve d'énergie libre non plus qu'à toutes les formes possibles de cette dernière. L'homme ne peut, par exemple, puiser directement dans l'immense énergie thermonucléaire du soleil. Le plus grave obstacle (valable aussi pour l'usage industriel de la

bombe à hydrogène) réside dans le fait qu'aucun récipient matériel ne peut résister à la température de réactions thermonucléaires massives. De telles réactions ne peuvent avoir lieu que dans un espace libre.

L'énergie libre à laquelle l'homme peut avoir accès vient de deux sources distinctes. La première d'entre elles est un stock, le stock d'énergie libre des dépôts minéraux situés dans les entrailles de la terre. La seconde est un flux, le flux du rayonnement solaire intercepté par la terre. Il convient de bien relever plusieurs différences entre ces deux sources. L'homme a une maîtrise presque complète de la dot terrestre: il serait même concevable qu'il l'épuisât en une seule année. Mais l'homme n'a pas le contrôle du flux du rayonnement solaire pour aucune fin pratique. Il ne peut pas davantage utiliser maintenant le flux à venir. Une autre asymétrie entre les deux sources réside dans leurs rôles spécifiques. Seule la source terrestre nous fournit les matériaux de basse entropie avec lesquels nous fabriquons nos biens les plus importants. En revanche, le rayonnement solaire est source première de toute vie sur terre qui dépend de la photosynthèse chlorophyllienne. Enfin, le stock terrestre est une piètre source au regard de celle constituée par le soleil. Selon toute probabilité, la vie active du soleil, -c'est-à-dire la période pendant laquelle la terre recevra un flux d'énergie solaire d'une intensité appréciable-durera encore quelque cinq milliards d'années. Mais, aussi incroyable que cela puisse paraître, le stock d'énergie terrestre tout entier ne pourrait fournir que quelques jours de lumière solaire.

(Extraits du livre Demain la décroissance de N. Georgescu-Roegen)

Un programme bioéconomique

Aucun système économique ne peut survivre sans un apport continu d'énergie et de matière... Même si tous les rejets pouvaient être recyclés, la dissipation de la matière empêcherait le fonds du capital de demeurer constant.

Une société industrielle se heurte à une accessibilité décroissante de la matière-énergie dont elle a besoin. Si cette circonstance n'est pas contrebalancée par des innovations technologiques, le capital doit nécessairement être accru et les gens doivent travailler davantage pour autant que la population doive demeurer constante. Dans cette perspective, il y a une limite à la capacité de travailler ainsi qu'aux besoins de nourriture et de confort. Si les innovations compensent l'accessibilité décroissante, le capital ne peut rester constant en un sens tant soit peu défini. La difficulté majeure réside alors dans l'impossibilité des innovations à se poursuivre indéfiniment.

Les progrès technologiques trop vantés et vendus à notre propre époque ne devraient pas nous aveugler. Du point de vue de l'économie des ressources terrestres - base du mode de vie industriel de l'humanité - la plupart des innovations représentent un gaspillage de basse entropie. A cet égard, que les rasoirs soient jetés tout entiers lorsque leur lame s'est émoussée ou que des montagnes de photocopies soient mises au rebut sans même avoir été honorées d'un regard, c'est peu de chose au regard de la mécanisation de l'agriculture et du recours à la "révolution verte". Des automobiles, des voitures de golf, des tondeuses à gazon, etc., "plus grandes et meilleures" signifient forcément un épuisement des ressources et une pollution "plus grands et meilleurs".

C'est cette manie de la croissance que John Stuart Mill et les tenants modernes de l'état stable veulent arrêter. Mais ils ont raisonné un peu comme si la négation de la croissance devait déboucher sur un état stable. Probablement, étaient-ils empéchés, en tant qu'économistes, de penser aussi à un état de décroissance. Or, il vaut la peine de relever que la plupart des arguments en faveur de l'état stable militent mieux encore en faveur de cet autre état.

Comme Daly lui-même le reconnaît, la thèse de l'état stable ne nous apprend rien ni sur l'importance de la population ni sur le niveau de vie. En revanche, une analyse thermodynamique fait encore ressortir que la grandeur souhaitable de la population est celle que pourrait nourrir une agriculture exclusivement organique.

Néanmoins, la thèse de John Stuart Mill nous donne une grande leçon: "La lutte pour la réussite... le piétinement, l'écrasement, le coudoiement et l'encombrement qui caractérisent la vie sociale actuelle", pour reprendre ses propres termes, devraient prendre fin.

Pour réaliser ce rêve, nous pourrions commencer avec un programme bioéconomique minimal qui devrait prendre en considération non seulement le sort de nos contemporains, mais encore celui des générations à venir. Trop longtemps les économistes ont prêché en faveur de la maximisation de nos propres profits. Il est grand temps que l'on sache que la conduite la plus rationnelle consiste à minimiser les rejets. Toute pièce d'armement comme toute grosse voiture signifie moins de nourriture pour ceux qui aujourd'hui ont faim et moins de charrues pour certaines générations à venir (quelque éloignées qu'elles soient) d'êtres humains semblables à nous-mêmes.

Ce dont le monde a le plus besoin, c'est d'une nouvelle éthique. Si nos valeurs sont justes, tout le reste - prix, production, distribution et même pollution - doit être juste. Au commencement, l'homme s'est efforcé (du moins dans une certaine mesure) d'observer le commandement: "Tu ne tueras point"; plus tard, "Tu aimeras ton prochain comme toi-même". Voici le commandement de cette ère-ci: "Tu aimeras ton espèce comme toi-même".

Malgré tout, ce commandement lui-même ne saurait mettre fin à la lutte que l'humanité mène contre l'environnement et contre elle-même. Le devoir des universitaires est de contribuer à atténuer cette lutte et non de tromper les autres avec des idées qui échappent au pouvoir de la science des hommes. Avec humilité, telle est la responsabilité qu'enseigne la bioéthique de Van Reusselaer-Potter.

(Extraits du livre Demain la décroissance de N. Georgescu-Roegen)

A la conquête des biens relationnels

Les théories économiques ont oublié que les ressources sont limitées. Pour éviter une chute économique prévisible, il faut développer des activités peu coûteuses en matériaux et en énergie, c'est le cas de toutes les activités relationnelles.

Georgescu-Roegen, le père de la bioéconomie, a été le premier à présenter la décroissance comme une conséquence inévitable des limites imposées par les lois de la nature (Georgescu-Roegen, 1979). Si l'on veut saisir pour quelles raisons l'approche traditionnelle à la croissance économique, théorisée par les économistes néoclassiques et diffusée par les défenseurs de la globalisation et de la pensée unique, n'est pas soutenable, il faut partir de la critique de Georgescu-Roegen. Cette dernière s'articule en deux points, j'y ajouterai ma conclusion en proposant un parcours vers une économie soutenable (Bonaïuti, 2001).

La théorie traditionnelle de la croissance est basée sur une fonction qui affirme que la production (Q) est directement fonction de trois données : la quantité de travail (L), le stock de capital (K) et les ressources naturelles disponibles (R). Selon Solow/Stiglitz,

$Q = Ka\ Rb\ Lc$ avec $a+ b+ c = 1$.

Cela veut dire que la production croît parallèlement à la croissance de chacune des trois données. Elle admet surtout que l'on peut produire n'importe quelle quantité de produit en réduisant à volonté les ressources naturelles R, à condition qu'augmente suffisamment le stock de capital K.

En d'autres termes, la théorie néoclassique prône une parfaite substitutivité entre les ressources naturelles et le capital fabriqué par l'homme. Affirmation qui est à la base de la définition néoclassique de développement soutenable. Cela signifie, comme l'a soutenu Solow, qu'"il n'y a en principe aucun problème, le monde peut, en effet, aller de l'avant sans ressources naturelles" (Solow, 1974, p.11). On peut démontrer toutefois que cette affirmation n'est pas conforme avec les lois de la thermodynamique. Si, et les néoclassiques l'affirment, la fonction de production n'est qu'une recette, Solow et Stiglitz assurent que l'on pourra, avec une moindre quantité de farine faire une pizza plus grande en la cuisant dans un four plus grand (ou avec deux cuisiniers au lieu d'un). Cette formule, de toute évidence, ne respecte pas l'équilibre des matériaux : une lecture diverse de la loi première de la thermodynamique.

Produire avec moins de matières premières n'implique pas une baisse de la consommation totale

Depuis toujours les économistes orthodoxes ont défendu la croissance des attaques des écologistes avec une multitude d'arguments dont le noyau théorique se base sur le concept de progrès technologique. L'idée fondamentale est que le progrès technologique consentira, comme il l'a fait par le passé, de "relâcher les liens", permettant de la sorte de produire une quantité majeure de biens en utilisant une quantité mineure de matière et d'énergie. Ce phénomène, appelé dématérialisation du capital, a suscité un vif intérêt chez les économistes qui en ont vanté les potentialités pour la new economy en particulier.

Le parcours du capitalisme fordien, avec ses usines enfumées, à la civilisation on line, comporterait selon ces auteurs, le passage définitif à une économie légère, à un processus productif propre, caractérisé par une très basse consommation de ressources naturelles et partant par une pollution extrêmement réduite.

Je ne veux pas nier qu'il s'agit là d'un phénomène significatif. Toutefois la théorie bioéconomique apporte de fortes objections sur ce point.

Il est certain que le secteur des technologies informatiques et plus généralement les secteurs impliqués dans la new economy sont en mesure de produire du revenu avec un moindre emploi de ressources naturelles. Malgré cela, nous nous demandons jusqu'à quel point les nouvelles technologies sont des substituts, ne représentent-elles pas plutôt des compléments aux technologies traditionnelles ? En d'autres termes, un plus grand nombre de sociétés de logiciels ou de consultants financiers impliquera-t-il forcément une diminution de la production de voitures ou d'énergie électrique ? Alors que la consommation de nombreuses ressources par unité de produit a effectivement diminué dans les pays les plus avancés, la consommation absolue de nombreuses ressources-clé continue à augmenter. Voici quelques données qui éclairciront ce point :

"Une unité est produite aujourd'hui avec moins d'énergie qu'il n'en fallait dans les années soixante-dix. La consommation d'énergie (mesurée comme énergie par unité) a diminué de 25% (moyenne de l'OCDE) dans les pays de l'OCDE de 1970 à 1988. Mais cette diminution de la consommation d'énergie n'a pas mené à une réduction de l'utilisation totale d'énergie. L'utilisation totale d'énergie a augmenté de 30% pendant la même période" (Biswanger, 1993, p.227).

Même si l'augmentation de la consommation absolue est due en partie à la croissance de la population, le modèle fonds/flux de Georgescu-Roegen nous suggère une intéressante interprétation de ce phénomène. Les nouvelles technologies demandent, comme toute forme de capital (fond), un flux de ressources pour être maintenu "dans des conditions d'efficience". Mais, peut-on se demander, qu'est-ce que la production de capital au contenu technologique élevé (qui est aussi et surtout un capital humain) demande en termes de ressources pour son propre maintien ? Il est fort probable qu'un ingénieur occidental, employé dans une société produisant des ordinateurs utilise directement moins de capital naturel que n'en utilise un travailleur indien employé dans un établissement pour la production de colorants. Toutefois combien de capital naturel demande la production sociale d'un ingénieur, et des technologies informatiques en général ? Peut-on produire des ordinateurs sans se rendre en voiture à son travail ou sans disposer d'une maison pourvue de tous les conforts ? Les infrastructures et les institutions nécessaires aux démocraties avancées promotrices d'innovations technologiques ne demandent-elles pas, elles aussi, un montant significatif de capital manufacturé, humain et naturel pour pouvoir s'auto-maintenir ? De plus, peut-on imaginer que les pays moins avancés puissent arriver à utiliser les nouvelles technologies (si tant est qu'ils y parviennent) sans passer par une phase prolongée d'industrialisation ?

Autrement dit la production de technologie avancée implique un flot continu d'inputs provenant des processus de transformation de type traditionnel, qui demandent à leur tour des quantités croissantes de ressources naturelles. Enfin, même si le progrès technologique peut effectivement réduire les quantités d'énergie employées dans certains secteurs (information, services) il est fort improbable que ce processus puisse être étendu à tous les secteurs de production et encore moins au niveau global.

Pour conclure, la critique de Georgescu-Roegen démontre, d'une part, qu'il n'est pas possible de faire abstraction des ressources naturelles (en les remplaçant par du capital produit par l'homme), d'autre part que le progrès technologique considéré dans son ensemble, ne comporte pas une réduction de l'impact sur les écosystèmes, mais bien au contraire une augmentation de la consommation absolue des ressources. Il faudra donc miser sur une autre voie.

Il nous faut rappeler que lorsqu'on aborde le rapport décroissance/écosystèmes, Georgescu-Roegen considère la production en termes rigoureusement physiques alors que les économistes néoclassiques se réfèrent à la production en termes de valeur. La valeur implique les prix et ces derniers l'utilité associée à des biens et services déterminés. On peut (et j'ose dire l'on doit) critiquer les prémisses utilitaristes sur lesquelles se fonde la théorie néoclassique mais il faut aussi être conscient du fait que considérer la production en termes de valeur porte la question sur un plan totalement différent. Alors que Georgescu-Roegen se réfère aux possibilités de substitution entre ressources naturelles et technologie pour produire le même bien (par exemple une voiture) les auteurs néoclassiques se réfèrent aux possibilités de substitution qui se présentent pour produire un niveau d'aisance déterminé. Il est évident que l'on peut obtenir le même service (utilité) que l'on se déplace à cheval ou en automobile mais le déploiement de ressources naturelles et de technologie ne sera pas le même. Lorsque Ayres affirme que "in the distant future the economic system need not to produce signifiant amount of goods at all" [A long terme, le système économique n'aura plus besoin de produire de biens de consommation du tout], il va sans dire qu'il raisonne "en termes d'utilité et non de production physique constante". Ayres reconnaît à juste titre que sans cette précision la critique de Georgescu-Roegen à la théorie néoclassique serait "dévastatrice".

Les lois de la thermodynamique et en particulier la loi de l'entropie nous enseignent que la décroissance de la production est inévitable en termes physiques. Cela ne veut pas dire et ne doit pas nous porter à croire que ceci implique nécessairement une décroissance du produit mondial brut ou encore moins du bonheur des personnes. Se faire le champion de la décroissance &emdash; en termes de quantités physiques produites, risque de passer pour une euthanasie du système productif privant de la sorte la voie de l'économie soutenable d'un consensus nécessaire.

Le projet d'une économie soutenable requiert plutôt une révision profonde des préférences et de la façon de concevoir la production de la valeur économique. Elle doit produire des revenus tout en utilisant moins de matière et d'énergie. En effet une politique écologique basée uniquement sur une forte réduction de la consommation créerait (au-delà d'un probable échec final), vu la distribution actuelle des préférences, une forte réduction de la demande globale et donc une augmentation importante du chômage et du malaise social. (J'essaie quelquefois d'imaginer ce qui adviendrait si l'Occident s'adaptait soudainement au niveau de la consommation moyenne que suggèrent mes amis critiques envers la consommation. Cela serait une bénédiction pour les écosystèmes mais une catastrophe pour les revenus et pour l'emploi).

Il nous faut donc miser sur une distribution différente des préférences afin qu'à la décroissance des quantités physiques produites ne corresponde pas nécessairement une décroissance de la valeur de la production. Cela implique évidemment une transformation profonde de l'imaginaire économique et productif. Je me limiterai dans ce qui va suivre à indiquer un parcours possible vers cette transformation.

Transférer la demande vers la production de "biens relationnels"

Par cette expression j'entends ce type particulier de "biens" dont on ne peut jouir isolément mais uniquement en relation entre celui qui offre et celui qui demande comme par exemple les services aux personnes (soins, bien-être, assistance) mais aussi les services culturels, artistiques et spirituo-religieux. Il faut en somme favoriser le déplacement de la demande de production de biens traditionnels à impact écologique élevé vers les biens pour "lesquels l'économie civile possède un avantage comparatif spécifique c'est-à-dire les biens relationnels.

Dans les sociétés avancées, il y a une demande spécifique de qualité de la vie. Mais cette demande ne peut être satisfaite à travers la production d'une plus grande quantité de biens traditionnels" (Zamagni, 1998). C'est plutôt une demande d'attention, de soins, de connaissances, de participation, de nouveaux espaces de liberté, de spiritualité. La production de ce type de biens comporte la dégradation de quantités fort modestes de matière/énergie. Ils peuvent en tout cas soutenir en perspective une part importante de la production future en termes de valeur. Dans les pays moins avancés cela signifie avant tout éviter la destruction des liens sociaux, des réseaux néo-claniques (Latouche, 1991) au nom d'un développement qui ne pourra jamais, pour des raisons écologiques et économiques, assumer les caractéristiques du développement occidental.

De nombreux services fournis généralement par des structures publiques ou privées pourront dans le futur se développer dans le cadre de l'économie civile : il suffit de penser au secteur de la connaissance/information (école, centres de formation universitaire, professionnelle, cinéma, télévision, radio, livres, édition). On peut sous certaines conditions y faire entrer les services touristiques, hôteliers, et la restauration. Le lien entre l'écologiquement soutenable et l'économiquement et socialement soutenable n'a jamais été aussi clair. L'expansion de l'économie civile à travers la production de biens relationnels crée non seulement une valeur économique là où l'on peut réduire au minimum la dégradation de la matière/énergie mais constitue aussi une voie puissante vers la réalisation d'une économie juste, réduisant l'accumulation des profits et donc l'inégalité sociale et le chômage : la décroissance matérielle sera une croissance relationnelle sociale et spirituelle ou ne sera pas.

Mauro Bonaïuti

Université de Modène (Italie)

Bibliographie

Binswanger M., (1993), From microscopic to macroscopic theories : entropic aspects of ecological and economic processes, in Ecological Economics,8 , pp. 209-234.

Bonaïuti, M. (2001), La teoria bioeconomica. La nuova economia di Nicholas Georgescu-Roegen, Carocci, Roma.

Georgescu-Roegen, (1979), Demain la décroissance, Lausanne et Paris, Editions Pierre-Marcel Favre. Deuxième éd., Sang de la terre, Paris, 1995.

Latouche S. (1991), La planète des naufragés. Essai sur l'après-développement, La Découverte, Paris.

Solow R.M., (1974), Intergenerational Equity and Exaustible Resources. Review of Economic Studies.

Zamagni, S., (Ed.), (1998), Il non profit come economia civile, Il Mulino, Bologna.

Point d'efficacité sans sobriété
Mieux vaut débondir que rebondir

Services ultra-performants, «hyper-voitures» légères et peu polluantes, lampes économes, mini-ordinateurs, mini-caméras vidéo, éoliennes et capteurs solaires, matériaux ultra résistants, on ne compte plus les innovations qui permettent de consommer toujours moins de matière et d'énergie pour chaque service rendu. De nombreux experts considèrent ainsi que la «cure d'efficacité» sera la solution à tous les problèmes écologiques. Une seule malchance jusqu'à présent : il semble que les baisses d'impacts et de pollution attendues soient systématiquement anéanties par l'augmentation des transports, du chauffage, des surfaces d'habitation, de la climatisation, des importations de produits exotiques, des besoins et de la consommation en général...

Mauvaise chance diront certains. On a longtemps cru que le niveau de consommation était indépendant de l'efficacité. Pourtant, un concept qui prend de l'importance récemment (1), «l'effet rebond», nous apprend que l'efficacité et le progrès technologique sont fondamentalement liés à une augmentation de la consommation. Les voitures économes nous permettent d'aller plus loin pour le même prix ; les transports rapides nous libèrent du temps pour avaler toujours plus de kilomètres ; les produits électroniques de tailles réduites nous permettent d'en offrir à chaque membre de la famille (2) ; le développement du solaire et de l'éolien même permettent d'augmenter toujours plus notre consommation d'énergie malgré la raréfaction de certaines ressources. En résumé, les industries et les services toujours plus efficaces nous permettent de consommer toujours plus.

Bien sûr, nombre de ces développements sont primordiaux et sont potentiellement de grandes avancées écologiques, et il ne s'agit pas ici de dénigrer tout effort pour plus d'efficacité. Mais, il importe de se rendre compte, pour supprimer cet effet, des liens qui existent avec l'accroissement de la consommation en général. Le problème n'est pas l'efficacité et les efforts pour réduire les impacts pour chaque produit ou service, mais le fait qu'ils soient trop souvent réalisés dans le contexte d'une volonté d'accroissement de la consommation, pour vendre plus ou pour les soi-disant bienfaits d'une économie de croissance.

Ne pas oublier «Liberté, égalité, fraternité»

Ainsi les discours continuent qui soutiennent l'augmentation de la consommation même dans nos pays à grande consommation qui sont dits «développés». Cela s'est traduit récemment par des appels à la défense de nos modes de vie mis en danger lors des attaques du World Trade Center, le 11 septembre 2001. Le message semble être : «faites de la résistance, achetez n'importe quoi mais achetez». La consommation des ménages serait, en ces temps difficiles, le principal soutien de la croissance économique.

Or aller vers une société «soutenable» impose de réduire notre niveau de consommation sans qu'il n'y ait besoin de sombrer dans un fondamentalisme religieux ou autre. La consommation de produits et services nécessite des ressources naturelles (énergie, matières premières, et espace) qui sont à la source du changement climatique, de la pollution des milieux, de la baisse de biodiversité, de la destruction des espaces naturels, des environnements dégradés, des risques nucléaires voire génétiques pour ne citer que quelques effets. Et tandis que les médias et politiciens nous parlent d'écologie et de problèmes environnementaux et participent à de nombreux colloques, le niveau de consommation qu'ils

soutiennent par leurs discours ou par leur politique continue d'être la raison principale de l'accroissement des problèmes écologiques. Nos politiciens et experts seraient-ils donc atteints de schizophrénie lorsqu'ils réussissent ainsi à embrasser de la même bouche l'écologie et la consommation ?

Car le problème est important et de nombreux experts (3) et responsables politiques s'accordent, pour se limiter à un ordre d'idées réaliste, que les consommations de ressources devraient diminuer au moins de moitié dans le monde. Le problème n'est pas tant la pénurie de ressources que les dégâts causés par l'utilisation de l'espace, la mise en circulation dans l'économie d'énormes quantités de matière et d'énergie, et, à terme, les émissions et multiples conséquences. L'idée est de ne pas dépasser la «bio-capacité» de la planète, car «l'espace environnemental» est limité. Autrement dit, notre niveau de consommation actuel nécessite au moins deux planètes si on les veut viables durablement.

Un problème encore plus immense apparaît lorsque l'on combine problèmes écologiques et problèmes sociaux, liés de fait aux inégalités planétaires. Nous avons écrit sur toutes les écoles et mairies : «liberté, égalité, fraternité». De ce deuxième principe, nous déduisons que tout être humain devrait avoir droit à une quantité de ressources du même ordre (4). Or, on évalue que les pays «riches» consomment environ 80% des ressources alors qu'ils ne composent que 20% de la population mondiale (5), c'est-à-dire approximativement 16 fois plus de ressources que les pays «pauvres» par habitant.

Pour se faire une petite idée, voici un scénario simpliste pour l'année 2050. On considérera une consommation de niveau équivalent dans le monde entier pour chaque personne (indispensable si on veut éviter un scénario «dictature mondiale» qui serait en désaccord avec le principe de liberté que l'on peut aussi lire sur le fronton des écoles). On considérera également une importante croissance démographique dans les pays du tiers-monde (la population augmente de 60% d'ici 2050 (6)). Ces pays vont multiplier leur consommation (aujourd'hui encore relativement faible) par 24. Si nous faisons les calculs, cela signifie qu'il nous faudra 12 planètes si nous les voulons viables à long terme. Ainsi pour réduire de moitié la consommation mondiale actuelle de ressources, nous devrons réduire la consommation dans les pays riches de 12 fois tandis que les pays du tiers-monde pourront la doubler.

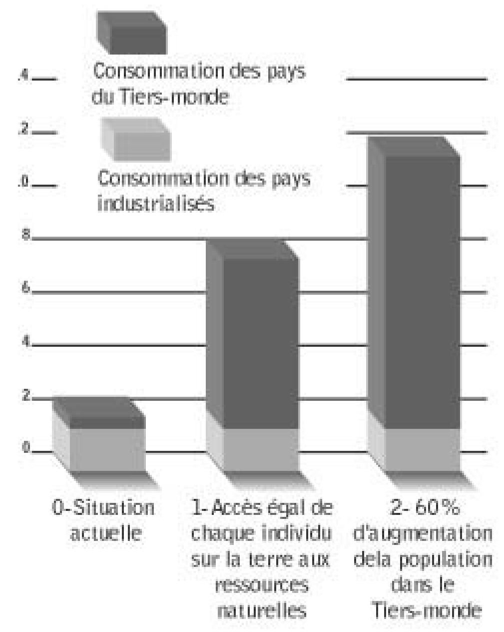


Figure 1 : *Nombre de planètes Terre viables à long terme nécessaires dans la situation actuelle (2002), puis lorsque les consommations de ressources naturelles s'équilibrent dans le monde et lorsque la population des pays " pauvres " augmente de 60%.*

5 % d'économie pendant 50 ans

Mais un phénomène supplémentaire se produit : non contents de consommer au niveau actuel qui entraîne le monde dans une «consommation de planètes», les pays industrialisés tiennent encore à leur croissance économique. Allons-nous continuer la sacro-sainte croissance dans les pays riches ou allons-nous décroître ? Comme cela s'est toujours produit ainsi, nous supposons que la croissance économique suit la consommation de ressources (ce présupposé sera discuté plus en détails dans la suite).

Nous considérons deux scénarios : le scénario «croissance» où une croissance matérielle relativement faible de 2% se produit pendant les 48 prochaines années, et le scénario «décroissance» où une décroissance de 5% se produit pendant ces années. Le premier scénario nous amène à 30 fois au-delà d'un niveau viable et le second nous ramène (en faisant attention à réaliser cette évolution de façon soutenable par une croissance, sinon un maintien, du bien-être et de la qualité de vie) à une planète viable de façon durable.

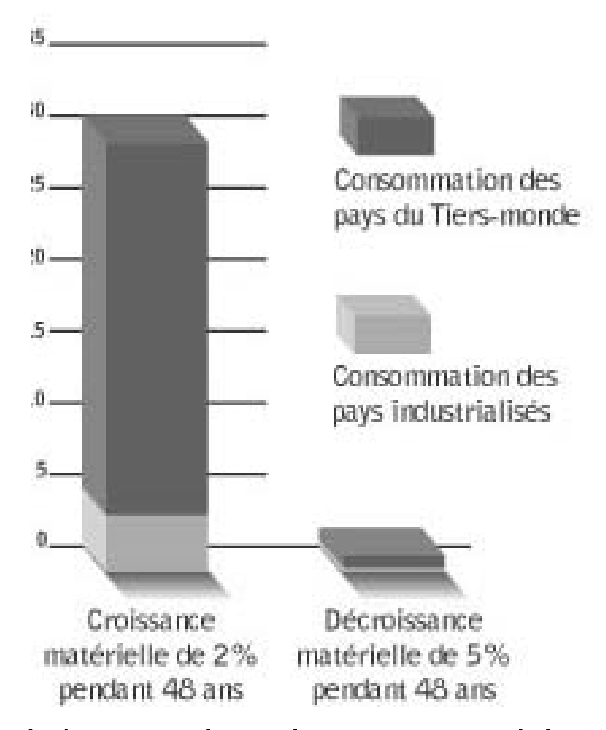


Figure 2 : *Nombre de planètes requises lorsque la consommation croît de 2% par an jusqu'en 2050 et lorsque la consommation diminue de 5% par an jusqu'en 2050 dans les pays industrialisés. Grâce à la " décroissance soutenable " nous n'avons besoin que d'une seule planète.*

En sachant cela, comment nos politiciens peuvent-ils donc continuer à parler de développement durable et de croissance économique sans aucun tremblement dans la voix ? Cela s'explique parce qu'ils croient que les problèmes vont se résoudre par le développement économique et la croissance, qu'une cure d'efficacité pourra résoudre tous les problèmes. Cela s'explique aussi par une grande omission des phénomènes dynamiques qui régissent l'écologie en lien à la consommation de ressources.

Kuznets était-il une cloche ? En tout cas, une courbe de cette forme (figure 4, page 16) et qui porte son nom, laisse croire que les problèmes environnementaux vont simplement se résoudre avec la croissance économique. Cela part de la constatation que certains problèmes locaux, comme la pollution atmosphérique en zone urbaine et la pollution des rivières, semblent se réduire lorsqu'un pays devient suffisamment riche. Au-dessus d'environ 8000 euros de PNB par habitant, l'environnement s'améliorerait continuellement avec la croissance. C'était une belle histoire qui permettait de se croiser les bras et d'attendre que le marché nous

sauve. Le problème est que cela ne marche pas au niveau des impacts globaux (7). Par exemple, les émissions de CO_2 (gaz carbonique) et les transports suivent l'enrichissement de façon relativement linéaire. Mais pire, il semble que les consommations de ressources suivent de façon quasi linéaire le PNB, si nous n'oublions pas les impacts que nous exportons c'est-à-dire les impacts causés dans d'autres pays (le plus souvent du tiers-monde) par le cycle de vie de tous les produits que nous consommons. Les riches exportent ainsi leurs usines polluantes et leurs déchets et importent une bonne part de leurs ressources naturelles. Une bonne illustration est la ville riche peu polluée grâce aux voitures électriques. La richesse aura en effet permis de réduire la pollution atmosphérique locale mais certainement pas la pollution ou autres effets au niveau global (effets résultant de la production de toutes ces voitures, toutes ces batteries, toute cette électricité, ou résultant de la société des supermarchés et des autoroutes qui risquent de se développer en marge de ce type de ville).



Figure 3 : *Cercle infernal de la consommation, trouvez l'erreur, les problèmes créés par la croissance vont-ils réellement se résoudre par la croissance ?*

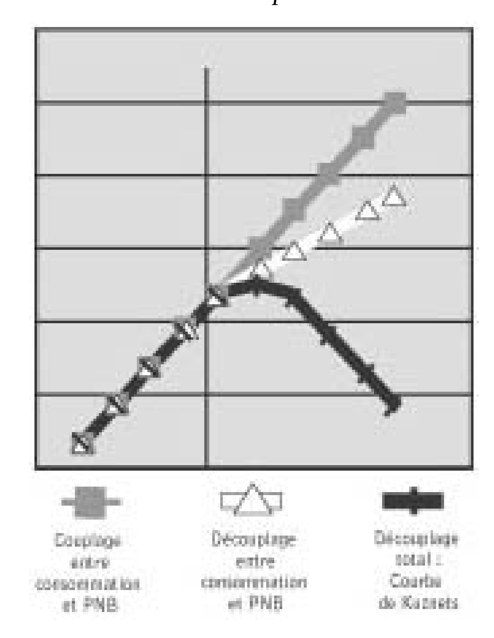


Figure 4 : *Evolution de la consommation d'un pays en fonction du PNB suivant trois théories : le couplage total où la consommation augmente linéairement avec le PNB ; un certain découplage ; un découplage total avec la théorie de la courbe de Kuznets. Si le PNB continue à croître dans les pays riches comment évoluera la consommation ? L'effet rebond rend le découplage très difficile et en tout état de cause insuffisant ; et la théorie " fumeuse " de la courbe de Kuznets représente un mirage bien dangereux.*

Quelques éclaircissements sont nécessaires concernant la croissance. Quand on parle de croissance, on veut en principe parler de la croissance économique. Mais trois aspects sont trop souvent entremêlés (volontairement ?) : l'économie (mesurée par le PNB ou produit national brut), le niveau de consommation de ressources naturelles (mesuré par les matières, énergie ou espaces extraits de la nature) et le bien-être/qualité de vie.

De nombreux indices ont été développés pour mesurer le bien-être. C'est ce bien-être que l'on voudrait voir croître ou au moins se stabiliser. Le PNB n'est que la valeur des produits et services échangés. Cela ne représente rien de fondamentalement négatif mais rien non plus de fondamentalement positif : l'augmentation des accidents et des maladies par exemple est un moyen de croître économiquement. La croissance matérielle est une augmentation de la consommation de ressources naturelles, elle représente une augmentation des impacts écologiques. Jusqu'à un certain point, elle peut être liée à une croissance de la qualité de vie, mais lorsque les impacts deviennent trop importants, elle la réduit. Depuis les années 70, la croissance ne semble plus accroître la qualité de vie, principalement à cause de la croissance des dégâts écologiques et sociaux.

Augmenter la valeur, pas le nombre

Jusqu'à aujourd'hui, la croissance économique a toujours signifié que l'on extrait toujours plus de ressources naturelles. La croissance économique est alors corrélée (ou «couplée») à la croissance «matérielle» (si on prend en compte les effets hors des frontières). Et pour cela elle représente quelque chose de négatif, lié à toutes sortes d'impacts écologiques.

Pourtant il y a deux manières de faire croître l'économie :

€ par une augmentation globale de la valeur des produits et services échangés : en augmentant le prix des pièges à souris par exemple ou des kilomètres parcourus en auto, et un peu des revenus (équitables) en même temps. On pourrait aussi reconnaître une valeur à de nombreuses formes d'art et au travail bénévole ;

€ par une augmentation du nombre de produits ou services échangés : en augmentant le nombre de pièges à souris vendus ou le nombre de kilomètres de transport.

«Découpler» la consommation de ressources de la croissance économique pourrait se faire de façon artificielle et relativement bénigne par la première manière. De façon générale, la croissance économique serait possible avec une baisse de la consommation de ressources, mais cela impliquerait de transformer de fond en comble le fonctionnement de l'économie. Mais ce n'est pas de cette économie-là dont parlent les médias et les dirigeants.

Nos experts parlent bien d'augmentation du nombre de produits ou services échangés comme étant importante pour la croissance. La croissance de la consommation d'énergie et des transports est déjà prévue. Au lieu d'augmenter, la valeur des produits et services tendent à baisser à service équivalent pour créer une augmentation de la demande. Reste donc la cure d'efficacité, chaque produit ou service doit réduire son impact de façon très importante pour contrebalancer l'augmentation de leur nombre. Pourtant, cette méthode a prouvé son incapacité jusqu'à maintenant : aucun découplage ne s'est jamais produit au niveau global malgré les discours dans ce sens. Et elle reste vouée à l'échec dans le contexte actuel si l'on considère l'effet rebond. Le découplage entre croissance économique et croissance matérielle risque d'être bien insuffisant voire inexistant.

L'effet rebond (8)

Le concept d'effet rebond est apparu aux temps de la première crise pétrolière, quand de nombreuses techniques d'économie d'énergie ont vu le jour. Des scientifiques ont alors relativisé les gains obtenus par les techniques d'économie d'énergie en calculant les augmentations de consommation liées à ces nouvelles techniques. Les lampes économes, par exemple, tendent à être utilisées plus longtemps que les lampes normales parce qu'elles coûtent moins cher à l'usage. L'effet rebond est alors défini comme «une augmentation de la consommation d'un produit ou service dû à une réduction de son prix de revient». Il s'est

avéré que ce problème n'est pas si important dans le domaine énergétique mais une brèche a été taillée dans la sacro-sainte efficacité censée résoudre tous les problèmes écologiques.

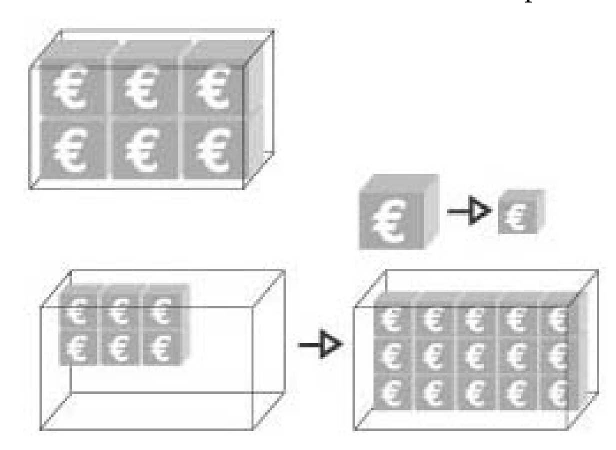


Figure 5 : *l'innovation ou l'éco-innovation de produit sert bien souvent à réduire les limites (financières par exemple) de notre consommation, créant un effet rebond par une augmentation de la consommation jusqu'à ces nouvelles limites.*

Puis le concept d'effet rebond s'est élargi pour prendre en compte les augmentations de consommation qui se reportent sur d'autres produits ou services. Par exemple, les gains des économies d'énergie pourront être utilisés pour voyager. De façon encore plus large l'effet rebond prend en compte les changements d'équilibres économiques et de plus larges transformations de la société. Par exemple, acheter une voiture soutient le réseau routier face à d'autres alternatives ce qui a pour effet une réorganisation de la société et va par exemple favoriser les supermarchés face aux petits commerces et créer encore plus de consommation.

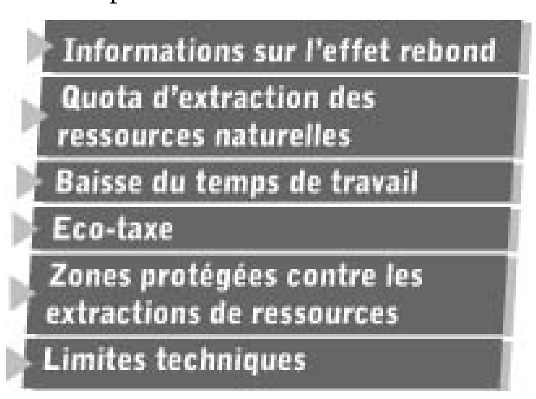


Tableau : *Mesures politiques pour " débondir ".*

Et le concept s'est étendu à d'autres aspects que les coûts directs, tels que la notion de temps. Par exemple, les moyens de transport rapides, censés économiser du temps, amènent un accroissement des distances parcourues qui, non seulement ne font alors plus gagner de temps, mais augmentent d'autant plus l'usage de ce moyen de transport et les impacts qui en découlent.

Le mécanisme responsable est cette fixation à innover non pas réellement pour un bien-être écologique et social mais pour supprimer les limites à une augmentation de la consommation. En effet, réussir à vivre de façon frugale implique en premier lieu d'être conscients de nos limites, de façon à se limiter à ce dont nous avons vraiment besoin. Nous éviterons un achat, nous limiterons l'usage d'un produit, s'il nous coûte trop cher, si nous n'avons pas le temps de l'utiliser, s'il est trop dangereux, s'il nous demande trop d'efforts, s'il risque de nous ruiner la santé, s'il utilise trop d'espace, si son poids est trop important. L'innovation tend justement à réduire toutes ces limites et à le promouvoir dans des publicités. Les produits deviennent bon

marché, rapides, sûrs, sans effort, bons pour la santé, légers et petits, ou bons pour l'environnement. Alors pourquoi se limiter ? A terme cette augmentation de consommation peut supprimer les bénéfices attendus et amener d'autres problèmes. Ainsi, les voitures nous permettent de voyager plus mais nous supprimons alors le temps que nous étions censés gagner et nous créons de la pollution, du bruit, des mortsä De même, les technologies de l'information amènent de fait un accroissement de la consommation de papier et des transports, de par l'augmentation des communications. On retrouve ce problème dans le domaine de la sécurité même, l'airbag tend à créer plus d'accidents car les automobilistes se sentent en sécurité pour rouler plus vite. Les mesures anti-congestion en augmentant la capacité créent un appel d'air, une demande, pour plus de trafic avec toutes ses conséquences environnementales, et un nouvel embouteillage se créera à un niveau de circulation plus élevé.

Défini de façon très générale, l'effet rebond est l'augmentation de consommation liée à la réduction de ce qui limite l'utilisation d'une technologie.

Il serait très hypocrite d'expliquer que l'effet rebond est une grosse malchance et que les industriels rêvaient d'une stabilisation de la consommation. Non, l'effet rebond est un effet voulu pour augmenter les ventes et les profits par augmentation de la demande. Ainsi il a été planifié que le TGV permettrait d'augmenter les déplacements d'une manière considérable entre Paris et Lyon, c'est aussi un effet espéré qu'Internet permette, grâce à son efficacité d'augmenter les ventes de produits en valeur absolue. De même les économies d'échelle ne sont pas conçues pour l'écologie mais pour vendre plus tout simplement.

L'écologie, c'est débondir !

Mais le rebond n'est pas inévitablement lié à l'efficacité et aux produits écologiques. Un produit ou service écologique peut créer d'autres limites à la consommation et par là même créer un effet «débond» cette fois-ci. Par exemple, les déplacements utilitaires à vélo tendent à réduire les kilomètres parcourus, et à consommer relativement moins. Le partage d'automobiles tend à réduire leur usage. Des activités comme le jardinage, la randonnée, les longs repas sont extrêmement écologiques car leur lenteur réduit le temps disponible pour d'autres activités plus polluantes. Acheter des produits chers de bonne qualité, ou bons pour la santé comme les produits biologiques nous font «débondir» en rendant notre budget inutilisable à l'achat de produits de mauvaise qualité et polluants. D'une façon générale, toutes les activités qui prennent du temps, demandent un certain effort ou nous coûtent cher (pour de la bonne qualité) sont les meilleures pour éviter le rebond. La question que l'on est en droit de se poser est de savoir comment convaincre les entreprises de laisser de côté leurs stratégies de pousser à toujours plus de consommation (que ce soit des produits ou des services) car cela semble à la base de leur façon de fonctionner.

Les solutions politiques foisonnent. Cet effet rebond qui ruine les avancées écologiques devrait être documenté, et l'information diffusée, notamment en publiant les informations sur les choix les plus écologiques par euros à dépenser ou par heure d'activité. Une autre possibilité est de limiter les extractions de ressource à la source par des quotas qui réduisent au fur et à mesure pour l'extraction de chaque ressource ou au moins pour les importations, ce qui permettrait de limiter de plus en plus les extractions de pétrole, de métaux, de bois... Ceci aurait pour effet d'augmenter leur prix, et donc de permettre à ceux qui vivent de l'extraction de ces ressources de gagner autant en travaillant moins. Une autre mesure complémentaire est de créer des «réserves de ressources naturelles», des espaces où les ressources seraient laissées à jamais, comme dans les parcs nationaux, mais ceux-ci sont bien trop limités. La baisse du temps de travail permet de réduire les revenus et donc les consommations tout en

rendant possibles les activités lentes et l'auto-production. Les éco-taxes permettent «d'internaliser les externalités» (intégrant par exemple le coût des marées noires dans le prix du pétrole). Elles permettent aussi d'augmenter de façon générale les prix des produits pour réduire le rebond. Une autre solution serait la mise en place de nouvelles limites artificielles pour remplacer celles qui sont réduites par les innovations de produits et services. Cela est possible par exemple en maintenant des niveaux de capacité réduite sur les routes ou en favorisant le niveau local dans les communications et les échanges.

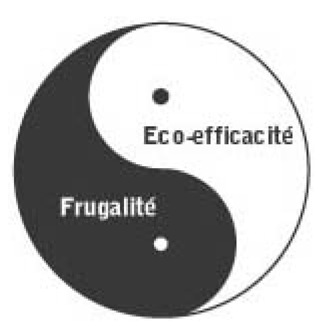


Figure 6 : *Frugalité et (éco-) efficacité sont intimement liées et on ne peut se focaliser sur un seul des deux si l'on espère une réduction des problèmes écologiques.*

L'innovation de style de vie frugal

L'innovation s'est focalisée sur les produits et les services, et a créé cet effet rebond. Il est un domaine où l'innovation peut vraiment porter ses fruits : c'est le domaine des actions personnelles. L'innovation de produits ou services doit laisser place à «l'innovation de style de vie» pour une réduction de nos consommations. Dans cet ordre d'idées et par rapport aux appels aux «consommateurs-soldats», il importe de refuser de participer, de déserter le style de vie consommateur pour qu'un autre type d'économie se développe basé sur l'entraide, la convivialité, la réponse aux vrais besoins et non pas ceux créés par la publicité et la mode. Cette économie ne serait pas basée sur cet apport toujours plus important de ressources naturelles avec les problèmes écologiques et sociaux qui en découlent.

François Schneider

Remerciements à Marion Charrier pour sa relecture et un lieu de travail propice à la « débondade ».

(1) Sanne C, Energy Policy, 2000, 28 (6-7): 487-96; Greening, LA et al., Energy efficiency and consumption- the Rebound Effect- a survey, Energy Policy, 2000, 28(6/7), p. 389-401; Mathias Binswanger, Technological progress and sustainable development: what about the Rebound Effect? Ecological Economics 36 (2001) 119-132.

(2) Schneider, Mesicek, Hinterberger, Luks. «Ecological Information Society - Strategies for an Ecological Information Society» dans «Sustainability in the Information Society», Hilty, M.L., P.W.Gilgen (Eds.), part 2, p.831-839, Metropolis-Verlag, Marburg.

(3) Voir par exemple les travaux de l'institut Wuppertal ou du Sustainable Europe Research Institute: www.seri.at.

(4) Une fois ce problème résolu nous pourrons aussi nous attacher à mieux partager les moyens d'utiliser toutes ces ressources, de nombreux brevets indispensables sont par exemple détenus par les pays riches au mépris de nos principes d'égalité.

(5) F. Schmidt-Bleek, The Factor 10/MIPS concept- Bridging Ecological, Economic, and social Dimensions with Sustainability Indicators. Ces chiffres datent et la situation semblerait avoir empiré,

mais nous les adoptons en gardant en mémoire que ces calculs sous-estiment certainement la gravité du problème.

(6) US Bureau of the Census, Base de données internationale,

www.census.gov/ipc/www/worldpop.htm.

(7) The environmental Kuznets curve hypothesis does not hold for material flows, Seppälä, Tomi, Hankioja, Teemu and Kaivo-oja, Jari, troisième conférence de l'ESEE, 3-6 May 2000 Vienne, Autriche et nombreux autres articles de cette conférence.

(8) Atelier «Consommation soutenable et effet rebond» au 7e ERCP Lund, Suède, Mai 2001, www.iiiee.lu.se/ercp.

Texte paru dans le Silence numéro 280, février 2002.

L'altermondialisme : un nouveau mouvement émancipateur qui ne peut se ramener aux anciennes catégories

Fabrice Flipo (18 juillet 2004)

I. Marxistes, capitalistes et écologistes

Marx a reconnu l'existence de biens naturels et les biens non-économiques, mais il a passé l'essentiel de son temps à analyser la dynamique du capital sans y faire aucune référence. Les économistes ultérieurs en général n'ont eu de cesse que de se concentrer sur la seule augmentation de la production et de la répartition des “ produits ”. Le marxisme a passé son temps a accréditer la thèse d'une libération de l'être humain par rapport à “ la nature ” (entité mythique jamais définie) au moyen du seul travail productif - comme si l'outil de travail était l'alpha et l'oméga de la relation sociale et que l'être humain produisait l'histoire naturelle à la seule force de sa volonté de travail industriel. La confusion entre “ économie ” et “ rapports sociaux ” conduit à négliger de multiples formes de domination.

Prenons un exemple : le nucléaire. En quoi les rapports “ de production ” ont-ils quelque chose à voir avec le risque nucléaire ? Le risque nucléaire est-il “ capitaliste ” ? Non, évidemment. On aimerait bien voir “ le prolétariat ” et en particulier la CGT être opposée au nucléaire. Malheureusement c'est l'inverse : la CGT soutient le nucléaire. Et les marxistes aussi, en règle générale. Nous disons : pourquoi ? On nous répondra : pour dominer la nature, parce que c'est le progrès, parce que c'est moderne, parce que c'est la civilisation. Qu'on nous justifie ces affirmations et nous parions que l'on sera bien en mal. Prenons un autre exemple : la démocratie. Découle-t-elle de l'équilibre des rapports de production ? L'autogestion aboutit-elle à l'autodétermination, premier des droits de l'Homme ? On ne voit pas comment ce qui se passe sur le seul lieu de travail industriel résumerait tout le reste.

Les exemples pourraient ainsi être multipliés ad nauseam. Comme nous pensons que tout rapport de domination ne peut pas in fine se ramener à un rapport de production, et que “ produire ” n'est pas automatiquement “ libérer ” mais peut aussi être “ détruire ”, nous appellerons “ productivisme ” les visions du monde qui réduisent la diversité des relations sociales et la diversité des dominations à une seule : la domination dans les rapports de production.

Quand Marx a écrit ses textes, il existait bien des macrosystèmes techniques mais ceux-ci ne détruisaient pas le milieu duquel ils dépendaient pour leur pérennité, au contraire : ils l'enrichissaient. Tel n'est plus le cas aujourd'hui. L'utilité des macrosystèmes techniques actuels ne tient qu'à la destruction accélérée des biens naturels. Les ressources qu'ils exigent chaque jour sont épuisables. Limitées, les capacités de l'environnement ne peuvent plus absorber les monceaux de déchets qui finissent donc par empoisonner les heureux bénéficiaires des macrosystèmes techniques.

Les macrosystèmes techniques sont un progrès : on ne saurait remettre en cause EDF et la Poste sans vouloir la peau des pauvres. Alors si tel est le cas, qu'on nous explique ce que ce “ progrès ” deviendra quand les ressources dont ils dépendent seront épuisées ou quand les rejets nous auront tous et toutes empoisonné(e)s. Qu'on nous explique ce que feront les pauvres rejetés dans les banlieues pavillonnaires dépendantes du “ tout-automobile ” quand le prix du pétrole flambera. Qu'on nous explique comme les gouvernements pourront éviter de

se jeter dans la guerre pour éviter le chaos interne. Et que l'on nous explique quels progrès pourront bien sortir de ces guerres.

Les objections les plus connues sont les suivantes.

Première objection : les générations à venir trouveront bien une solution. Mais quel est donc ce progrès qui s'autorise un report de problèmes qui sont aujourd'hui sans solution sur les générations à venir ? D'autant que “ la solution ” à trouver n'est rien moins que la pérennité des supposés bienfaits elle-même...

Deuxième objection : après avoir épuisé une ressource, on pourra toujours en épuiser une autreé et ainsi de suite jusqu'à ce que mort s'ensuive ? Et même si c'était possible, comment ne pas remarquer que ces ressources viennent en grande majorité du Tiers-monde, qui en est donc privé ? Là aussi on attend une réponse de la part des marxistes, et comme rien ne vient, on finit par se dire que ceux qui ne disent rien doivent être d'accord avec les capitalistes pour profiter du banquet tant qu'il reste encore quelques miettes. Avec eux comme avec les capitalistes, la réponse est toujours la même : “ ayez la foi, demain on rase gratis ” (argument récurrent et unique du nucléaire).

Troisième objection : “ la science trouvera ”, nous devons acquérir davantage de puissance, plier la nature à nos règles, la dominer. Malheureusement il existe des arguments de principe montrant que ceci est voué à l'échec. Tous ceux qui ont fait un peu de météo connaissent ces arguments. Première limite : aux échelles dont nous parlons (climat, biotoxiques etc.) les phénomènes ne sont pas linéaires mais chaotiques (effet papillon, bioaccumulation par exemple). Autrement dit leur loi n'est pas connaissable et donc pas maîtrisable par aucune science qui soit. Seconde limite : les lois écologiques sont territorialisées. Ce qui est valable dans un écosystème n'est pas valable dans un autre écosystème. Un organisme n'est pas remplaÁable par un autre qui a un autre comportement. Ce qui est montré dans le laboratoire n'est plus valable sur place. Ce qui est valable maintenant n'est pas valable demain - exit l'écoénergétique, adieu l'universalisme. Les macrosystèmes techniques, eux, sont centralisés et réglés par des lois universelles de la science “ universelle ”é Troisième limite : l'entropie - argument bien connu.

On aimerait savoir comment la science prolétarienne pourrait arriver à s'affranchir de ces limites et comment elle les prend en compte dans son projet émancipateur. Regardons du cÙté de ce que préconisent Antoni Negri et Michael Hardt : ils préconisent la mobilité illimitée. Avec quels moteurs ? Du pétrole ? L'objection est sans doute trop bassement matérielle pour être prise en compteé Il reste que la mobilité et la déterritorialisation étant aussi des objectifs du capitalisme, on peut légitimement se poser quelques questions. La question vaudrait aussi pour une démocratie mondiale. Pour un tel projet, il faudra bien se déplaceré Dématérialiser le déplacement ? A part téléportation, il n'existe aucune solution sérieuse à cette question et il faut bien remarquer qu'elle n'inquiète pas beaucoup les marxistes.

La critique de la productivité découle logiquement de ces objections. Bien sûr, théoriquement on peut faire un usage raisonnable (“ économe ”) des ressources, gloser sur la différence entre productivité horaire et productivité par tête. Mais ce n'est pas une analyse politique, ni une analyse à la hauteur des enjeux. C'est une analyse de gestionnaire or notre problème est de mobiliser pour transformer la société.

Dans le monde gouverné par le prolétariat, sans doute tout le monde sera-t-il devenu raisonnable. On peut quand même douter d'une transformation aussi radicale. Il faudrait le prouver. En réalité plus on reste focalisé sur la question de la productivité plus on cherche à optimiser le rendement des écosystèmes et plus se rapproche des limites des écosystèmes, plus la réglementation va s'appesantir car les risques iront grandissants et l'erreur sera de plus

en plus dangereuse. Gouvernement du prolétariat ou pas, aucune société ne reste démocratique quand elle est menacée de risques de type militaire. Et c'est le cas avec le nucléaire, les changements climatiques et bien d'autres questions. Il est illusoire de croire que ceci peut se gouverner. L'urgence est de ne pas s'en approcher. C'est donc la limite qu'il faudrait penser, et pas la croissance.

Ce n'est donc pas principalement l'existence économique des êtres humains qui est en jeu mais leur existence écologique - leur vie en tant qu'être vivants continuellement engagés dans un milieu naturalo-artificiel qu'ils transforment et qui les transforme. La modification de la nature par l'activité humaine est un fait de l'existence en tant que vivant qui n'a rien en soit de particulièrement émancipateur. Pour protéger leur vie, ils doivent limiter leur consommation du milieu. L'économie est limitée du dehors. Une limite ne peut se penser de l'intérieur : il faut préalablement la reconnaissance d'une altérité pour la penser. Tant que les marxistes pensent que la limite est idéologique ou qu'elle peut être surmontée par le progrès technoscientifique, il n'y a pas de nécessité de penser la limite. Les marxistes ne construisent rien de fondamentalement différent de leurs pseudo-adversaires, ils veulent seulement s'approprier les fruits du capitalisme. Respecter la limite au contraire signifie que l'emploi ou d'autres enjeux de répartition intra-sociaux sont traités comme tels et qu'en aucun cas personne ne s'avise de dire que le milieu doit être sacrifié pour des enjeux de court terme. Ceci signifie d'envisager une restructuration des activités humaines pour réduire drastiquement l'espace écologique occupé par la collectivité humaine dont l'espace est trop étendu ou incompatible avec les conditions de la vie (toxiques etc.).

En admettant que la question de la limite vienne sérieusement à se poser dans des milieux pour qui un haut niveau de production signifie civilisation, comment penser que les entreprises, même autogérées, viendraient à limiter leur activité voir même à la diminuer de leur plein gré pour respecter les limites écologiques alors que toute l'histoire ou presque témoigne du contraire ? Pourquoi penser que c'est dans la seule sphère des rapports de production que peut se penser cette question de la limite ? Que la sphère de production y contribue, c'est souhaitable, mais qu'elle résume entièrement la relation la question des rapports de production et en particulier de l'inégalité dans ces rapports est importante mais ineffective ici car elle ne reconnaît pas d'extérieur. Le rapport écologiste à l'écosystème n'est pas un rapport productif ni un rapport de travail mais un rapport d'harmonie. L'émancipation ne vient pas de la transformation de la nature mais de son respect. La question est celle de l'habitation et de la cohabitation, pas celle de la production de cet habitat. On ne saurait produire ce dont on ne peut pas être l'auteur.

Quand on reconnaît cela, et bien d'autres enjeux qui viennent border l'économie de l'extérieur, l'activité économique redevient alors ce qu'elle doit être : une activité subalterne enserrée dans des relations sociales irréductiblement plus riches et plus diverses. L'abondance en biens matériels, la richesse matérielle, est relativisée au sein d'autres facteurs qui ne sont pas des facteurs de production mais des biens communs. Un facteur de production, ça s'exploite et ça se rentabilise, ça se consomme, pas un bien commun. Et il n'y a pas de jeu de mots ici. Un bien commun est un but en soi recherché par la coopération sociale. Il existe quand la coopération est bonne et disparaît dans le cas contraire. Ce serait un abus de langage de dire que la paix est un produit. La paix est un état qui ne peut pas être maximisé. Idem de la santé ou de la démocratie. Ces états requièrent une coopération sociale qui n'est pas de type économique.

Quand on reconnaît cela, les macrosystèmes techniques sont remis en cause. Ils apparaissent comme des structures matérielles obligeant les citoyens à épuiser les ressources et détruire leur habitat pour assurer ce qui leur est présenté comme leurs besoins nécessaires. Du point de vue pratique ceci explique pourquoi les écologistes essaient de ne pas utiliser la

voiture (bien qu'elle leur soit souvent imposée sans utilité par les macrosystèmes techniques), l'électricité (pour cause de nucléaire obligatoire) et bien d'autres “ biens ” matériels qui n'ont de “ bien ” que le nom. Ce mouvement gagnant en ampleur, comment ne pas penser que ceci n'a pas à voir avec un nouveau potentiel émancipateur, bien loin de la domination des forces productives dont l'objectif finit par se révéler dérisoire devant les irréversibilités créées par les macrosystèmes techniques ?é qu'est-ce que la perspective d'une “ domination prolétarienne des forces productives ” nous permettra de dominer exactement, puisque le levier d'action n'est pas dans les forces productives (qu'il faut au contraire limiter) mais dans le reste de la société qui se voit ainsi menacée de destruction et de totalitarisme par la domination de l'économique et de la science mécaniste ? Et ceci en supposant que cette domination du prolétariat arrive un jour car après 150 ans d'échecs on peut quand même se demander si miser sur cette classe n'est pas une erreur de stratégie.

Ce qui nous amène à la question du contre-pouvoir. Il y a là une question de définition : que signifie “ pouvoir ” ? Restons-en à une définition des plus classiques, celle de Max Weber : le pouvoir est la capacité d'imposer sa volonté à la volonté de quelqu'un dans une relation sociale. Remarquons alors plusieurs choses. Premièrement la “ prise ” de l'Etat, par la force ou par les urnes, ne changera pas grand-chose aux relations de domination si le reste de la société ne change pas et en particulier si la richesse matérielle reste l'objectif principal du “ développement ”. Equilibrer le pouvoir signifie donc équilibrer le pouvoir partout. On attend de voir comment cela se fera sans recours à la notion de “ contre-pouvoir ”, qu'il faut donc penser et que les écologistes utilisent par exemple en refusant de consommer et de prolonger les macrosystèmes techniques qui les aliènent. Deuxièmement la définition choisie oublie que la nature possède une puissance sans égale pour imposer sa force sur la volonté. L'un des enjeux majeurs d'une théorie de l'émancipation devrait donc être de tenir compte de l'échelle de l'action humaine (cf. plus haut) et de l'inertie des macrosystèmes techniques.

Les marxistes ne se posent pas la question : pour eux il est entendu que la Poste et EDF c'est bien et c'est même ce qu'il y a de mieux. Là aussi les risques de collusion capitaliste, vérifié par les faits, sont grands : quoi de mieux que des personnes prisonnières dans des macrosystèmes pour garantir des débouchés ? Cela ravit aussi les keynésiens, car plus le système est intégré plus il est “ régulable ”é tant que dure l'approvisionnement en ressources naturelles et tant que la pollution est supportée. Le triomphe des keynésiens est plutôt un signe d'absence grandissante de démocratie : plus la société est régulable par des technocrates moins elle est démocratisable, puisque le fait qu'elle soit régulable signifie que le pouvoir de décision n'est pas entre les mains des citoyens. En voit la limite des approches gestionnaires. L'existence de lois économiques prouve que la démocratie est contenue dans d'étroites limites. Les systèmes macrotechniques “ optimisent ” des buts dont on ne discute jamais, et orientent les comportements pour les rendre prévisibles. Ces infrastructures ont une inertie telle que la prise de pouvoir le prolétariat n'y changera rien. La critique d'Illich garde toute sa valeur ; elle en sort même renforcée. Nous construisons notre prison et le chaos à venir, et cela au nom du progrès.

Au final, il nous semble toujours que pour les marxistes “ développement ” signifie “ développement des forces productives ” et le seul problème est de théoriser l'accès plus égalitaire aux merveilles produites par ces forces incarnant “ l'humanité ”, dont on voudrait bien qu'on nous explique ce qu'on entend par là. Ce “ développement ” est l'humanisation elle-même. Hegel est là, il veille au grain. Cette thèse est productiviste et justifie amplement la critique du “ développement ” faite par les antiproductivistes. Si “ développement ” signifie d'abord et avant tout “ développement des forces productives ”, comme c'est le cas depuis 150 ans pour les marxistes comme pour les capitalistes, alors nous ne souhaitons pas utiliser le concept de “ développement ” et nous dégainerons dès que nous entendrons parler de

“ productivité ” indépendamment de toute référence au contexte écologique mondial et aux macrosystèmes techniques alors que c'est là un enjeu majeur.

L'informatique peut-elle nous sauver ? Si on voit que le matériel informatique est fait de matériaux toxiques, que la croissance des déchets informatiques est quatre fois plus rapide que la croissance des déchets ménagers et qu'il n'existe aucun moyen pour éliminer les déchets informatiques ultimes de la biosphère alors oui il existe des raisons écologistes de remettre en cause le “ progrès ” procuré par l'informatique. Et il existe un grand nombre d'autres raisons : que l'on examine une par une les raisons de ce progrès. Les problèmes des sociétés humaines sont-ils causés d'abord et principalement par un manque de vitesse de communication ? Non, bien entendu. Les critiques sont innombrables et unanimes, de Dominique Wolton à Lucien Sfez en passant par Daniel Bougnoux. L'urgence n'est certainement pas à informatiser la société. Donc célébrer ce “ progrès ” est de notre point de vue suspect de collaboration avec le capitalisme et surtout (bien pire) de collaboration avec le productivisme. Pendant que tout le monde passe du temps à apprendre comment manier ces bestioles et s'extasie devant leur “ puissance ” (virtuelle, en tout cas), personne ne se pose de questions sur la transformation sociale. L'écart se creuse avec le Tiers-monde : avec tout ce que consomme l'informatique et les déchets produits (exportés en Chine, rassurez-vous), encore un gadget qu'ils n'auront pas. On se lamentera sur la fracture numérique et on l'attribuera aux capitalistes alors qu'on aura grandement contribué à la créer (d'ailleurs moi aussi - je ne suis pas encore assez écologiste sans doute - ou peut-être suis-je trop prisonnier d'un macrosystème technique dont il est vrai mes collègues d'Attac ne remettent pas en cause la croissance).

Cette foi toute scientiste et ethnocentrique permet de nous autoproclamer “ développés ” et d'offrir nos macrosystèmes techniques en exemple - et avec eux toute notre mentalité technocratique, notre connaissance toute mécaniste de la nature (et donc notre mépris du vivant non-humain) et notre conception matérialiste du bonheur. On ne saurait raisonnablement s'opposer au progrès, bien entendu. Malheureusement il subsiste les interrogations énumérées plus haut, plus quelques autres sans doute que j'oublie au passage. Si le marxisme et le libéralisme ont un point commun critiquable, c'est d'avoir la même conception de l'histoire.

II. Le diagnostic par rapport à la situation actuelle

Notre raisonnement rejoint donc celui de Pierre Khalfa et de beaucoup d'autres dans l'argument selon lequel le prolétariat a perdu sa prédominance en tant que classe susceptible d'être vecteur d'émancipation. Les raisons sont multiples et découlent entre autres de la critique faite ici. Aucun indice ne permet de dire que le prolétariat, les salariés ou une quelconque autre classe déterminée par sa place dans les rapports de production serait porteuse d'autre chose que d'un déplacement des revenus générés du capital vers les salaires. Un revenu qui n'est pas une richesse et encore moins un progrès pérenne. Les salariés comme les capitalistes ont un intérêt commun objectif : accroître leurs revenus - et cela est d'autant plus nécessaire que les macrosystèmes techniques sont étendus car de tels systèmes ne s'entretiennent pas seuls, à la différence des biens naturels.

Les classes sociales ont-elles pour autant disparu ? Non, personne n'a dit cela et il faudrait être stupide pour croire que ce serait le cas. Simplement elles sont devenues moins commodément identifiables. A nouveau c'est probablement la question de la propriété qu'il faut interroger. Pour ma part, j'ai proposé le concept “ d'espace écologique ” pour renouveler

cette question. Pour le mesurer, voir par exemple M. Wackernagel et W. Rees, Notre empreinte écologique, Editions Ecosociété, Montréal. Ce n'est pas principalement en tant que producteur que je suis concerné par l'extension et la qualité de mon espace écologique mais en tant qu'être vivant. L'espace écologique global étant fini, l'extension de l'espace écologique des uns se fait au détriment de celui des autres. L'espace écologique est en outre dépendant des conditions locales des écosystèmes. Cette extension est directement dépendante de la réponse que l'on donne à la question de la substituabilité des ressources et aux paris que l'on fait sur les capacités de la science à trouver de nouvelles ressources.

L'écologie est bel et bien “ ni de droite, ni de gauche ” pour la bonne raison que l'écologie n'est que la prise en compte de la réalité du comportement du monde quand on dépasse certaines échelles de puissance de l'action humaine dans ce monde. L'étude des relations internationales montre ceci dans toute sa clarté : les écologistes inégalitaires, malthusiens, si on veut reprendre l'argument prêté à Malthus, prennent de l'avance. Paul Ehrlich est en train de gagner. Les dominants ne sont pas stupides et s'intéressent aux sciences qui donnent du pouvoir. L'écologie est de celles-là. En conséquence de quoi on demande de plus en plus au Tiers-monde de se développer “ autrement ”. Comme “ se développer ” signifie bien souvent “ développer ses forces productives ”, alors on demande au Tiers-monde de se développer sans impact écologique. Autrement dit de ne pas se développer. Le Tiers-monde comprend très bien cela puisque le Nord le lui a demandé dès l'origine du “ développement ” (colonies) et le marxisme n'a pas changé grand-chose en la matière sinon l'accélération de l'extension du processus d'appropriation des biens naturels patrimoniaux par un tout petit nombre de générations avide de production et de consommation - qu'il y ait production de valeurs d'usages ou de valeur d'échange change si peu à l'affaire. Tant que le Nord ne change pas de “ développement ”, le Tiers-monde joue le rapport de force et continue de se développer comme nous en espérant que la peur du désastre écologique fera reculer le Nord. On ne peut pas le lui reprocher. Les organisations marxistes du Nord ne préconisent pas de remettre en cause le mode de vie du Nord mais simplement de mieux partager les richesses. Un peu court comme argument quand les ressources sont limitées. Bush aussi dit que le mode de vie des Etats-Unis n'est pas négociable.

Dans ces conditions, une alternative globale viable ne peut pas être basée sur le mot d'ordre de “ développement des forces productives ”. Il doit plutÙt penser la limite. Nous avons besoin d'une alternative qui soit basée sur autre chose que le productivisme, que nous définissons comme l'ensemble des théories de l'émancipation qui accordent une prééminence aux relations économiques dans une société donnée et en font le lien social par excellence, la qualité de ces relations suffisant à établir la qualité de la société dans son entier. Le marché et le marxisme sont en général productivistes, pas toujours.

Par ailleurs, reconnaissons que l'écologie “ de gauche ” n'existe pas encore sous une forme bien identifiée. Comme les marxistes sont aussi divisés que les écologistes, faire la morale en la matière est mal venu. On pourrait peut-être dire que tous ceux qui acceptent de remettre en cause leur propre mode de vie sont des écologistes de gauche - ce qui ne suffit pas à faire une théorie de l'émancipation. On aura donc raison de dire que le paradigme écologiste n'est pas encore mûr. Sans doute l'aliénation dans les macrosystèmes techniques n'est-elle pas encore apparue dans toute sa réalité. Il faudra quelques pannes et accidents majeurs pour parvenir à voir à quel point le lien écologique est un lien avec le monde, et pas seulement un lien social, et à quel point la qualité de ce lien est déterminant de la qualité des autres liens : il n'y a nulle société libre aux environs de Tchernobyl, et pour longtemps. Il n'y a nulle société libre non plus quand les climats sont déréglés.

Quand ce lien apparaîtra dans toute sa clarté et son évidence, alors de posera la question de savoir comment se libérer des macrosystèmes techniques. Espérons qu'il ne faudra pas trop de guerres (telles que la guerre d'Irak pour le pétrole) et que les accidents ne seront pas trop graves. Malheureusement si l'on prend le risque nucléaire et le risque climatique il y a tout lieu de penser que la prise de conscience sera encore lente et qu'il y aura encore un certain temps de vieilles théories pour divertir l'attention des êtres humains.

L'initiative “ 100% altermondialiste ” ne pouvait donc pas aboutir. Brûler les étapes serait décrédibiliser un mouvement encore fragile. Nous avons besoin d'asseoir notre action sur des analyses précises et détaillées, susceptibles de mobiliser. Nous avons besoin d'objectiver un réel commun. Pour l'instant nous évoluons dans des mondes qui se croisent qui réellement se rencontrer quoique que subissant des malheurs dont personne ne dénie la réalité. Quand il s'agit de les analyser et d'identifier leurs causes par contre il y a dissensus. Il ne peut pas y avoir de front uni solide sans un minimum de consensus. Les accusations de collusion avec le capitalisme et de productivisme sont fondées, de part et d'autres. Il y a des écologistes qui pensent que le capitalisme peut devenir écologique. Il y a des marxistes qui restent productivistes. Reconnaissons-le et travaillons à séparer le bon grain de l'ivraie par des analyses solides et des pratiques affirmées. Ce n'est qu'ainsi que nous reconnaîtrons nos alliés de nos adversaires.

La décroissance : une solution pour notre temps.

Fabrice Flipo*

I. Rappels sur les théories de la croissance

Les économistes caractérisent la production par l'équation suivante : Q = A x f (K, L) où Q est la production, A la productivité, K le capital et L le travail.

La croissance, recherchée par tous les courants économiques, c'est l'augmentation de la production. Il y a deux discours à ce sujet : néoclassique et marxiste.

Les néoclassiques affirment que le marché assure l'efficacité c'est-à-dire l'augmentation maximale possible de la production. Il faut que le marché soit parfait : information parfaite (c'est-à-dire les prix sont tous connus de tous), la mobilité est parfaite etc. bref toutes choses irréalistes mais vers lesquelles il faut tendre si on veut le maximum de production. L'Etat peut ensuite redistribuer ce maximum de production.

Les marxistes affirment que le marché n'assure pas l'efficacité car il existe une asymétrie de pouvoir entre le prolétariat (qui n'a que sa force de travail à vendre) et les propriétaires du capital.

Les seconds se rémunèrent mieux sur les profits réalisés aussi faussent-ils tant la production que l'allocation des ressources. Ce ne sont pas les meilleurs biens et services qui sont produits et ils ne sont pas distribués de manière équitable.

Les capitalistes ne parlent de concurrence que pour la fausser. Les marxistes souhaitent donc réaliser l'allocation parfaite sans le marché et pour cela ils entrevoient plutôt la solution de la planification démocratique.

II. La prise en compte de la critique écologiste

La critique écologiste vient compliquer ce jeu. En effet néoclassiques et marxistes se sont longtemps accordés sur la conception d'une richesse purement matérielle (plus de croissance = plus de consommation = plus de biens et de services = plus de bonheur et de moyens pour les diverses institutions humaines) et d'un rapport purement instrumental à la nature (la nature est un matériau qui sert de ressource pour l'économie et de moyen pour la technique).

La prise en compte de la critique écologiste par les néoclassiques et les marxistes se traduit :

- d'une part par la reconnaissance d'un « bien-être naturel des nations » : la richesse est constituée de production mais aussi de « biens naturels » comme un environnement sain, un climat non déstabilisé etc.

- et d'autre part par la mise à l'agenda de la question des « limites à la croissance », ce qui se traduit par la notion de " capital naturel critique "

Les écologistes divergent avec les économistes sur la question de la substituabilité : les économistes ont tendance à mettre les limites assez loin (« durabilité faible ») alors que les écologistes tendent à vouloir les mettre assez près (« durabilité forte »).

Le débat n'est pas tranché et il porte sur plusieurs facteurs sans réponse claire, ce qui ne permet pas de poser des limites précises à l'appropriation contemporaine (et plus

généralement intragénérationnelle, ce que les économistes appellent « l'usufruit ») des milieux :

- divergences sur la capacité de l'homme à inventer de nouvelles techniques et trouver de nouvelles ressources (" on va trouver ") pour assurer la pérennité des fonctions sociales actuellement mises en œuvre (automobile à hydrogène etc.)

- divergences substantielles sur les droits accordés respectivement aux générations actuelles et aux générations à venir, l'importance relative des biens naturels de l'environnement et des biens manufacturés (les écolos préfèrent les parcs naturels et les économistes préfèrent les supermarchés)

- diagnostic sur l'état du milieu : la modification de tel ou tel écosystème est-elle dangereuse ou pas ? (discussion sur la précaution)

- l'attribution des responsabilités : devons-nous nous considérer comme responsables de la modification de tel ou tel écosystème ou est-ce le voisin qui est responsable ? Est-il efficace de chercher à faire quelque chose (ex : changements climatiques) ? Quelle est la part de responsabilité due à l'imperfection des marchés ? A tel territoire (ex : la France) par rapport à tel autre (ex : l'Inde) ? etc.

III. L'originalité de la perspective de la décroissance

La décroissance naît de la convergence de deux courants.

La première est la critique du développement, emmenée par Serge Latouche : le développement est une idée occidentale, basée sur « l'économisme » et la monétisation de toutes les relations sociales. L'économie est une mégamachine qui a été « désenchâssée » de la société et cette manière d'améliorer le monde commun n'est pas universelle. En réalité il y a diverses manières d'améliorer les mondes communs et pas de solution donnée a priori.

Qualité des relations familiales, procédures démocratiques, place de la femme dans la société, connaissance des milieux etc. : il n'y a pas d'arrangements institutionnels qui garantissent un progrès de manière universelle, ce sont chaque fois des arrangements qui doivent tenir compte des réalités locales et en particulier de ce qu'on appelle « la culture ». Toute tentative d'imposer un modèle unique est donc vouée à l'échec et à la dévastation du monde.

D'ailleurs dans les faits le développement a causé plus de dégâts, cautionnant impérialisme et néocolonialisme, qu'il n'a amélioré les choses.

Pour donner quelques exemples :

- faut-il davantage d'écoles dans le monde ? on ne peut pas répondre simplement à cette question car l'école peut servir l'injustice : l'école de Jules Ferry a servi à franciser les régions (comme la Bretagne), elle peut servir à assimiler les Bochimans et autres minorités dérangeantes...

- faut-il davantage de maisons en dur dans le monde ? idem car les constructions traditionnelles sont souvent mieux adaptées au climat local : en Guinée par exemple les gens ont été relogés dans des maisons en béton à la suite de la construction d'un barrage, ce qui a coûté fort cher, mais ils les ont désertées pour reconstruire leurs cases, bien plus confortables selon leur point de vue (mais moins chères donc du point de vue développementiste ils se sont appauvris)...

Il est donc urgent de se défaire de cet imaginaire économiste.

La seconde est la critique écologiste emmenée par Ivan Illich : tous les économistes pensent que la technique « avance » et « progresse ». Certes, elle peut être pervertie par le capitalisme mais nous devons reconnaître qu'un progrès existe : nous allons plus vite, nous communiquons mieux, nous sommes en meilleure santé etc. Illich montre au contraire que nous allons moins vite, nous communiquons moins bien etc. et cela devient manifeste quand on envisage le développement de manière globale, au niveau planétaire et dans le long terme.

En réalité l'augmentation des performances locales passe par une dégradation des performances globales. Pour que quelques personnes puissent aller vite, communiquer davantage etc. alors toutes les autres doivent être ralenties, communiquer moins bien etc.

Pour donner quelques exemples :

- l'automobile exclut les piétons et ne peut donc pas être une solution démocratique / " durable "
- internet accroît la désinformation et le fossé communicationnel entre Nord et Sud

Il est donc urgent de se défaire de l'imaginaire technique.

La décroissance est donc un concept-fantôme lancé dans l'arène de celles et ceux pour qui la croissance est un élément essentiel voire l'élément unique de toute bonne solution à tous les problèmes du monde.

IV. La décroissance : pourquoi un tel scandale ?

De la part des développementistes, la décroissance suscite le scandale et des dénonciations véhémentes. Les arguments sont de trois ordres.

Tout d'abord, les procès d'intention :

- « vous voulez empêcher le Sud de consommer ».
- « vous voulez éliminer la monnaie ».
- « vous voulez imposer un écofascisme ».
- « vous êtes contre les droits de la personne ».

Comme rien de tel n'a été affirmé par aucun des partisans actuels de la décroissance, au contraire, nous laisserons de côté ces arguments qui sont dénués de tout fondement.

Ensuite, les arguments qui sont des critiques irrationnelles et passionnelles tenant au fait que la décroissance désacralise certaines des croyances les plus profondes des développementistes de l'Occident (et c'est bien là son but) :

- « vous voulez revenir à l'âge de pierre » : qu'on nous explique comment un tel risque pourrait exister - c'est continuer dans la voie actuelle, qui est celle du développement, qui a le plus de chances de « nous ramener à l'âge de pierre » - que celles et ceux qui manient cet argument réfléchissent à ce à quoi ils ont réellement peur puisqu'il n'y a nul risque de retour à l'âge de pierre, même si le concept de décroissance est entièrement dévoyé, alors qu'au contraire nous pouvons démontrer avec certitude que la croissance mène à la guerre et au retour à l'âge de pierre.

- « le monde doit croître, il a besoin d'écoles, de puits etc. » : oui en effet mais cela améliore-t-il la vie des gens de manière durable ? Ca dépend des cas, on ne peut donc pas affirmer que la croissance soit toujours une solution. La décroissance au sens économique du terme ne s'applique qu'au Nord, dont il est urgent de réduire l'empreinte écologique. La

décroissance appliquée au monde entier c'est la marginalisation des discours et des pratiques développementistes, rien d'autre.

Enfin les mises en garde et de dénonciation de dérives possibles, qui sont finalement les seuls arguments sérieux, que l'on trouve par exemple chez Guillaume Duval :

- la monétisation c'est l'émancipation voire la pacification, l'arrêter est réactionnaire voire générateur de guerre : mais la monétisation c'est aussi la corruption par conséquent le critère, sans être faux, est très réducteur, trop réducteur pour avoir une portée quelconque ;

- la protection de l'environnement étendra la sphère monétaire : l'argument est vrai à la marge, mais faux si on veut modifier les tendances écologiques dans des proportions qui dépassent l'anecdotique. La contraction des échanges économiques conséquente à un raccourcissement de la division du travail, elle-même nécessaire à une réduction ambitieuse de l'empreinte écologique (produire localement etc.), ne peut à terme qu'engendrer une décroissance importante de la sphère monétaire, abstraction faite évidemment de tous les ajustements (inflation etc.).

- restreindre la croissance est totalitaire : pourquoi donc ? Il faut penser que la liberté est principalement d'ordre économique pour croire qu'une diminution des échanges économiques devra être imposé de force. La diminution des échanges économiques est rendue nécessaire par la nécessaire extension d'autres types de liberté, pour toutes et tous, dans le monde entier, et à long terme. La décroissance et la simplicité volontaire sont un cosmopolitisme, le seul d'ailleurs qui puisse justifier ses prétentions réellement et pas simplement formellement.

- la décroissance va augmenter le chômage : probablement vrai à court terme, pas à long terme, et de toute manière le problème du chômage est bien plus vaste que la question de l'emploi. La question posée est celle de l'exclusion et l'injustice, ce qui tombe parfaitement dans l'escarcelle des partisans de la décroissance qui dénoncent le développement comme principal fautif. Le chômage est l'un des aspects de l'exclusion. La croissance crée du chômage depuis 30 ans.

La restructuration écologique demandera de toute manière une profonde modification de l'économie, ce qui peut être une bonne occasion pour créer massivement de l'emploi et pour ouvrir la discussion sur l'attribution de revenus sur d'autres motifs que le travail productif.

Sortir de l'imaginaire économique, c'est aussi cesser de rémunérer les gens en fonction de leur productivité économique, cesser d'accorder tous les droits aux consommateurs et rien au citoyen, et récompenser d'autres comportements.

Il existe enfin une dernière critique : la décroissance ferait le jeu des dominants.

Mais les critiques de la décroissance pensent-ils mieux défendre le bien des plus faibles quand ils se raccrochent à des mots tels que " développement durable " ?

Rien de plus consensuel aujourd'hui que ce terme, comment font-ils la différence d'avec « les dominants » ?

Ils ne la font pas, c'est bien là le problème.

Que proposent-ils d'autre ? Rien.

Or s'ils ne sont pas pour la décroissance, ils sont pour la croissance, ce qui signifie augmentation des inégalités mondiales (depuis 150 ans), augmentation du chômage (depuis 30 ans), destruction de la planète (tous les scénarios de croissance maximum sont les plus polluants et destructeurs), augmentation de l'exclusion (au Nord comme au Sud) etc.

Remarquons d'ailleurs que d'une manière générale, avant que l'on parle de décroissance, les partisans de la croissance faisaient beaucoup moins la fine bouche sur l'importance qu'il y a à bien identifier ce qui croît et ce qui décroît ! C'est une première victoire à porter à l'actif de la décroissance que d'avoir mis fin à l'usage irréfléchi du concept de « croissance ».

Alors, qui fait le jeu de qui ? Je vous le demande. Le choix du mot « décroissance » aujourd'hui peut donc parfaitement être défendu en termes stratégiques. Quand les dominants l'auront récupéré, comme ils ont récupéré le mot « développement durable » et comme ils ont récupéré tous les développements « à particule » (développement « social », « humain » etc.), la situation sera différente. Les critiques de la décroissance ne proposent donc rien qui ne soit suspect des mêmes dérives que celles dont ils soupçonnent la décroissance.

V. Conclusion : le bien commun au cœur de la décroissance

La décroissance est un concept-fantôme provocateur dont l'ambition est de contribuer à se défaire de l'imaginaire économiste et de l'imaginaire technique, bref de l'imaginaire développementiste, dans nos discours et surtout dans nos pratiques.

C'est une critique radicale du « progrès » entendu comme « l'extension historique des pouvoirs humains automatiquement générateur d'amélioration du monde commun », discours implicite à tous les discours sur le développement et sans lequel celui-ci perd son sens.

Si le « développement » peut cesser de se focaliser sur les miracles technologiques à court terme et se passer de ce discours mythologique sur l'arrachement de l'homme à la nature, pourquoi ne pas laisser tomber le mot « développement » et se contenter de parle de l'amélioration des conditions de vie des gens ou de la construction d'un monde commun ?

Lorsqu'on y réfléchit sérieusement, « développement » ne signifie rien, c'est un terme obscurantiste, un problème sur le chemin d'un monde meilleur et non une solution. C'est un vestige du passé, un vestige des discours historicistes sur les triomphes de la science et de l'industrie dans leur marche vers la domination de la nature.

Ces discours sont aujourd'hui vides de sens et nous faut en faire le deuil si nous voulons inventer autre chose.

On comprend mieux l'importance de la discussion sur les nouveaux facteurs de richesse. Nous ne pourrons pas modifier les tendances néfastes qui orientent notre destin actuel sans repenser les institutions qui nous y mènent, et ces institutions sont avant tout en nous, ancrées dans le sens commun, dans nos représentations et nos pratiques quotidiennes du monde.

Il y a une manière « croissance » de vivre et une manière « décroissance ». Dans la manière « décroissance », l'entreprise n'apparaît plus comme le lieu de production des richesses. C'est la communauté qui construit son monde commun et en assure la qualité. C'est le citoyen en tant qu'élément du demos, du peuple, qui a la charge de cette tâche.

C'est lui qu'il faut solliciter et récompenser s'il travaille pour nous - et pas nécessairement pas de l'argent ! L'entreprise a pour tâche de résoudre des problèmes techniques de production et de mise en relation - bref une tâche d'ingénierie. Elle est un sous-traitant, une sous-fonction de la communauté dont elle doit donc reprendre les finalités si elle veut être respectée.

C'est donc à l'entreprise de garantir que les solutions qu'elle adopte respectent bien les modalités de vivre-ensemble recherchées par la communauté. Si l'entreprise est multinationale, elle doit respecter les modalités de coexistence mises en place par les différentes communautés entre elles. Elle doit concourir à faire en sorte que les modalités

élaborées par les instances gouvernantes soient démocratiques et respectueuses des droits fondamentaux, et peuvent bien être poursuivies dans le long terme.

L'entreprise ne peut pas être citoyenne en elle-même, car elle n'est pas un sujet politique : elle est une institution, qui ne doit son existence qu'à ses statuts - que la communauté pourrait décider de dissoudre si ça lui chante. Elle peut seulement être mise au service du bien commun tel que décidé par des citoyens. La décroissance, finalement, c'est simplement affirmer que la démocratie et les droits humains fondamentaux priment sur toute forme d'augmentation des revenus, de gouvernance d'entreprise, d'autogestion ou de destin technique.

Et cela n'est qu'un préalable. Si nous voulons une mondialisation solidaire et durable, ces finalités doivent être replacées dans un contexte global et à long terme, discutées par toutes et tous et au premier chef les plus démuni-e-s.

Un bon critère pourrait être celui-là : une finalité ne doit être acceptée que si elle fait la preuve de contribuer à réduire l'exclusion dans le monde entier et dans le long terme.

La simplicité volontaire appliquée ici, dans nos communautés riches, sans avoir l'arrogante prétention de faire la leçon au reste du monde sans lui demander son avis, passe aisément le test.

PS : article publié pour la premièe fois en juin 2005.

http://www.decroissance.info/La-decroissance-une-solution-pour, le lundi 13 mars 2006

* Fabrice Flipo est ingénieur et responsable des Amis de la Terre. Il vient de publier un article - différent de celui publié ci-dessus -, intitulé « La décroissance : une utopie au présent » dans la revue *Mouvements* (n°41 sept-oct. 2005).



L'invention du développement

Gilbert Rist

ASSOCIATION D'ECHANGE ET D'ENTRAIDE AUX COMMUNAUTES INDIENNES DE L'ALTIPLANO BOLIVIEN

Gilbert Rist est professeur à l'Institut universitaire d'études du développement (IUED, Genève). Après avoir enseigné à Tunis, il a notamment dirigé le Centre Europe Tiers Monde (CETIM). Il travaille à une anthropologie de la modernité qui fait apparaître la société occidentale comme aussi traditionnelle et exotique que les autres.

Le présent texte constitue le chapitre 4 du livre de Gilbert Rist,
Le Développement, histoire d'une croyance occidentale, *Presses de Sciences Po, Paris, novembre 2001*

http://www.apres-developpement.org/html/livres/rist_developpement.htm
Un ouvrage de référence, traduit en anglais (Zed Books, 1997), en italien (Bollati Boringhieri, 1997) et en espagnol (Los Libros de la Catárata, à paraître en 2002).

Ce texte est extrait du numéro spécial de la revue L'écologiste *n°6.*
http://www.ecologiste.org/

La seconde guerre mondiale avait tout bouleversé. L'Europe avait dû s'en remettre, pour se libérer du nazisme, au secours de nouvelles puissances, les Etats-Unis et l'URSS, et celles-ci, pour des raisons diverses, n'avaient aucun intérêt à protéger l'existence d'empires coloniaux. Avant la fin du conflit, la défunte SDN [Société des nations] avait été remplacée par l'ONU, dont le siège principal se trouvait signe des temps à New York et non pas à Genève. La découverte, certes tardive, des camps de concentration avait dévoilé les atrocités auxquelles pouvait conduire la prétention d'une race à en dominer d'autres. Et, avec la condamnation du racisme, c'était la notion de race elle-même qui était mise en question. Une nouvelle Déclaration univer-elle des droits de l'Homme rappelait l'égalité de tous, émancipant d'un coup tous ceux que l'on avait si longtemps maintenus sous tutelle comme des pupilles ou des mineurs. D'ailleurs, ceux-ci n'avaient-ils pas participé en grand nombre aux combats que se livraient les puissances européennes et, à cette occasion, n'avait-on pas dû leur faire quelques promesses que la victoire obligeait à tenir ?

Cela dit, dans l'immédiat après-guerre, les problèmes les plus urgents ne semblaient pas se situer au Sud, mais au Nord. Il y avait d'abord la reconstruction de l'Europe en ruine. D'où le lancement du plan Mar-shall, le 5 juin 1947, pour venir en aide à l'économie européenne et fournir des débouchés au gigantesque potentiel américain de production qu'il fallait recon-vertir après la fin du conflit. Mais il y avait aussi la brouille naissante entre les alliés d'hier, les prétentions staliniennes en Europe avec le basculement dans le camp des "démocraties populaires" de la Pologne (1947), de la Roumanie (1948), de la Tchécoslovaquie (1948) et de la Hongrie (1949), sans oublier la guerre civile en Grèce (1946-1949). En 1948, les Soviétiques mettaient en place le blocus de Berlin. La guerre froide exigeait des mesures préventives sérieuses qui devaient déboucher sur la création de l'OTAN. Les préoccupations politiques des grandes puissances étaient donc accaparées par des événements qui modifiaient considérablement les relations poli-tiques européennes, faisant passer à l'arrière-plan les transformations qui avaient lieu au Sud. (1) C'est pourtant dans ce contexte, apparemment peu

favorable aux préoccupations extra-occidentales, que fut inventée la notion de "développement".

Le " Point IV " du président Truman

A la fin de l'année 1948, la politique étrangère américaine était en pleine effervescence, obligée de faire face aux changements considérables qui survenaient un peu partout dans le monde ; simultanément, le rédacteur des discours présidentiels s'efforçait de définir quelques lignes claires qui puissent structurer le traditionnel "discours sur l'état de l'Union" que le président Truman devait prononcer le 20 janvier 1949. Une première réunion dégagea trois idées qui firent rapidement l'unanimité : les Etats-Unis continueraient de soutenir la nouvelle Organisation des Nations Unies, ils poursuivraient leur effort de reconstruction européenne à travers le plan Marshall et, enfin, ils allaient créer une organisation commune de défense (l'OTAN) pour faire face à la menace soviétique. A ces trois premiers points, un fonctionnaire suggéra d'ajouter une extension aux nations défavorisées de l'aide technique qui avait été jusqu'ici accordée à certains pays d'Amérique latine. Après quelques hésitations, l'idée fut finalement retenue parce qu'elle était originale et constituait un hochet médiatique, au contraire des trois premiers points, assez conventionnels. Comme on pouvait s'y attendre, au lendemain du discours présidentiel, la presse américaine fit ses gros titres sur le "Point IV", même si personne pas même le président ni le secrétaire d'Etat ne pouvait en dire plus que ce que chacun avait lu. (2)

Or, en dépit du caractère anecdotique de l'épisode, le Point IV inaugure "l'ère du développement" et il est significatif que l'idée ait été proclamée d'abord par un président américain. Voici donc ce texte fondateur (3) :

"Quatrièmement, il nous faut lancer un nouveau programme qui soit audacieux et qui mette les avantages de notre avance scientifique et de notre progrès industriel au service de l'amélioration et de la croissance des régions sous-développées. Plus de la moitié des gens de ce monde vivent dans des conditions voisines de la misère. Leur nourriture est insatisfaisante. Ils sont victimes de maladies. Leur vie économique est primitive et stationnaire. Leur pauvreté constitue un handicap et une menace, tant pour eux que pour les régions les plus prospères. Pour la première fois de l'histoire, l'humanité détient les connaissances techniques et pratiques susceptibles de soulager la souffrance de ces gens.

Les Etats-Unis occupent parmi les nations une place prééminente quant au développement des techniques industrielles et scientifiques. Les ressources matérielles que nous pouvons nous permettre d'utiliser pour l'assistance à d'autres peuples sont limitées. Mais nos ressources en connaissances techniques qui, physiquement, ne pèsent rien ne cessent de croître et sont inépuisables.

Je crois que nous devrions mettre à la disposition des peuples pacifiques (4) les avantages de notre réserve de connaissances techniques afin de les aider à réaliser la vie meilleure à laquelle ils aspirent. Et, en collaboration avec d'autres nations, nous devrions encourager l'investissement de capitaux dans les régions où le développement fait défaut.

Notre but devrait d'être d'aider les peuples libres du monde à produire, par leurs propres efforts, plus de nourriture, plus de vêtements, plus de matériaux de construction, plus d'énergie mécanique afin d'alléger leurs fardeaux.

Nous invitons les autres pays à mettre en commun leurs ressources technologiques dans cette opération. Leurs contributions seront accueillies chaleureusement. Cela doit constituer une entreprise collective à laquelle toutes les nations collaborent à travers les Nations unies et

ses institutions spécialisées pour autant que cela soit réalisable. Il doit s'agir d'un effort mondial pour assurer l'existence de la paix, de l'abondance et de la liberté.

Avec la collaboration des milieux d'affaires, du capital privé, de l'agriculture et du monde du travail de ce pays, ce programme pourra accroître grandement l'activité industrielle des autres nations et élever substantiellement leur niveau de vie.

Ces développements économiques nouveaux devront être conçus et contrôlés de façon à profiter aux populations des régions dans lesquelles ils seront mis en oeuvre. Les garanties accordées à l'investisseur devront être équilibrées par des garanties protégeant les intérêts de ceux dont les ressources et le travail se trouveront engagés dans ces développements. L'ancien impérialisme l'exploitation au service du profit étranger n'a rien à voir avec nos intentions. Ce que nous envisageons, c'est un programme de développement fondé sur les concepts d'une négociation équitable et démocratique.

Tous les pays, y compris le nôtre, profiteront largement d'un programme constructif qui permettra de mieux utiliser les ressources humaines et naturelles du monde. L'expérience montre que notre commerce avec les autres pays s'accroît au fur et à mesure de leurs progrès industriels et économiques."

Un nouvel Evangile

L'intérêt du Point IV tient aussi à la manière dont il est structuré. Il peut se décomposer en quatre parties d'inégale longueur. La première rappelle la situation désespérée dans laquelle vivent "plus de la moitié des gens de ce monde", soumis à l'horreur de la faim et de la misère. Puis, à ceux qui sont ainsi perdus dans une situation apparemment sans espoir, on annonce une bonne nouvelle : "pour la première fois de l'histoire", quelque chose a changé qui permet de transformer leur vie ; grâce à cette nouveauté inouïe, le bonheur est à portée de main. A condition toutefois de mobiliser les énergies, de produire plus, d'investir, de se mettre au travail, d'intensifier les échanges. Alors enfin, si l'on saisit cette chance, si l'on consent aux efforts demandés, alors s'ouvrira une ère de bonheur, de paix et de prospérité dont tous profiteront.

Un évangéliste américain ne dirait pas autre chose. A ceux qui sont livrés au péché et à la mort, Jésus-Christ annonce le salut, pour autant qu'ils se conforment aux exigences de la foi car c'est ainsi qu'ils pourront parvenir à la vie éternelle et jouir de la félicité promise aux élus.

Le discours du président Truman était destiné d'abord à ses compatriotes qui ne pouvaient être insensibles à cette manière de présenter l'histoire du monde ; elle était en effet d'autant plus vraisemblable qu'elle correspondait, sur le mode profane, à la vérité proclamée par l'Eglise. Mais cette audience dépassait largement les Etats-Unis puisqu'elle reposait sur une croyance partagée non seulement par le monde chrétien mais, d'une certaine manière, par tous les adhérents d'une religion de salut. (5)

En profitant de cette homologie de structure avec le discours religieux, la nouvelle croyance au "développement" assurait sa crédibilité, que renforçait encore la métaphore naturalisante, inscrite depuis si longtemps dans la conscience (ou la non-conscience) occidentale. Voilà sans doute pourquoi ce moule discursif sera sans cesse réutilisé dans de nombreuses autres déclarations censées affirmer la nécessité du "développement" comme unique solution aux problèmes de l'humanité. (6)

Du même coup, l'interrogation sur le "développement" deviendra impossible. Certes, il sera loisible de débattre de ses modalités, des moyens d' "accélérer la croissance" ou d'en répartir les effets de manière plus équitable, mais le caractère transitif du "développement" c'est-à-dire

l'intervention qu'il représente dans les affaires internes d'une nation ne sera pas mis en cause : on ne s'attaque pas à une croyance qui détermine un programme visant au bonheur universel, on ne parle pas de ce qui va de soi, tout au plus peut-on chercher à l'améliorer.

L'ère du " développement "

Voilà donc bien des raisons de considérer le Point IV comme l'acte inaugural d'une nouvelle ère. Non pas que la réalité soit créée par les mots, mais parce que certaines formes du discours traduisent plus fidèlement que d'autres la réalité en train de se faire, parce que certains textes parviennent mieux que d'autres à mettre en évidence l'épistémè d'une époque.

Enfin, et c'est l'aspect performatif du texte, parce que le pouvoir ne consiste pas nécessairement à transformer la réalité, mais à la problématiser différemment, à en propo-ser une nouvelle représentation pour provoquer l'illusion du changement. Tout cela est ici réuni et marque par conséquent un moment important dans l'incessante réinterprétation de la métaphore de la croissance : le pouvoir appartient toujours à celui qui sait se rendre maître des mots.

Certes, la transcription dans les faits du sens implicite véhiculé par cette nouvelle interprétation de l'histoire prendra du temps. De même qu'il avait fallu vingt ans pour convaincre l'opinion française du bien-fondé de la colonisation, il en faudra autant pour faire apparaître le "développement" comme le projet collectif de l'humanité tout entière. La décolonisation sera l'occasion de conflits difficiles qui, souvent, se régleront par les armes plutôt que par les mots. Il faudra aussi que surgissent de nouvelles organisations internationales (par exemple le Programme élargi des Nations Unies qui deviendra ensuite le PNUD, Programme des Nations Unies pour le Développement) et de nouveaux modes de gestion de la production pour que celle-ci se transnationalise, que le marché s'étende à l'ensemble de la planète et que s'impose l'idée d'une interdépendance des peuples.

Néanmoins, en quelques paragraphes, une stratégie globale est affirmée. Bien qu'elle serve d'abord les intérêts particuliers de la nation la plus puissante du monde, elle feint de ne se préoccuper que du bien commun et présente le "développement" comme un ensemble de mesures techniques (7) (utilisation du savoir scientifique, croissance de la productivité, intensification des échanges internationaux) et donc situées hors du débat politique ; ce qui permettra d'en donner selon les lieux et les moments des interprétations conservatrices ou révolutionnaires. (8)

De plus, en définissant le "sous-développement" comme un état de manque, plutôt que comme le résultat de circonstances historiques, et les "sous-développés" comme des pauvres, sans s'interroger sur les raisons de leur dénuement, on fait de la croissance et de l'aide (9) conçues en termes technocratiques et quantitatifs (10) la seule réponse possible.

Ainsi, à partir de 1949, plus de deux milliards d'habitants de la planète vont le plus souvent à leur insu changer de nom, être considérés "officiellement", si l'on peut dire, tels qu'ils apparaissent dans le regard de l'autre et être mis en demeure de rechercher ainsi leur occidentalisation en profondeur au mépris de leurs propres valeurs ; ils ne seront plus Africains, Latino-Américains ou Asiatiques (pour ne pas dire Bambaras, Shona, Berbères, Quechuas, Aymaras, Balinais ou Mongols) mais simplement "sous-développés". Cette nouvelle "définition" fut acceptée par ceux qui étaient à la tête d'États indépendants, car c'était une manière d'affirmer leur prétention à bénéficier de l' "aide" qui devait conduire au "développement " ; pour ceux qui étaient colonisés, c'était une façon d'affirmer l'égalité juridique qui leur était refusée. En apparence, ils avaient tout à gagner : la respectabilité et la prospérité. (11) Toutefois, leur droit à l'autodétermination fut échangé contre le droit à

l'autodénomination et, en conquérant leur indépendance politique, ils perdaient leur identité et leur autonomie économique, parce que contraints de cheminer sur la "voie du développement" tracée par d'autres qu'eux. A la diffé-rence de la colonisation qui considérait le monde d'abord comme un espace politique où il fallait inscrire des empires toujours plus vastes, l'ère du "développement" est aussi celle de l'avènement généralisé de l'espace économique (12), à l'intérieur duquel l'accroissement du PNB constitue l'impératif majeur.

Notes

(1) Ces transformations étaient toutefois loin d'être négligeables : la Ligue des Etats arabes avait été créée en 1945 ; en 1947, l'Inde était devenue indépendante ; l'abandon du mandat britannique sur la Palestine en 1947 avait favorisé la création de l'Etat d'Israël en 1948 ; la guerre civile chinoise se termina en 1949 par l'arrivée au pouvoir de Mao Zedong ; l'Indonésie de Sokarno se proclama indépendante en 1945 et devint république unitaire en 1950.

(2) L'anecdote est rapportée par Louis J. Halle, " On Teaching International Relations ", The Virginia Quarterly Review, 40 (1), 1964, pp. 11-25. Le discours présidentiel avait été prononcé le 20 janvier 1949. Une semaine après, soit le 27 janvier, le président Tru-man répondait à la presse qui l'interrogeait sur le " Point IV " : " Les membres de mon gouvernement et moi-même songeons à ce Point IV depuis deux ou trois ans, depuis l'inauguration du Plan Marshall [mais le plan Marshall avait été lancé en juin 1947, soit une année et demie avant le Point IV !]. Il tire son origine des propositions de la Grèce et de la Turquie. Depuis, j'ai longuement étudié ces dernières. J'ai passé le plus clair de mon temps à parcourir le globe pour trouver comment instaurer la paix dans le monde. " Public Papers of the Presidents of the United States, Harry S. Truman. Year 1949, 5, United States Government Printing Office, 1964 (January 27), p. 118.

Bel exemple de mensonge opportuniste puisqu'en fait rien n'était vraiment prévu et qu'il faudra attendre près de deux ans pour que l'Administration américaine com-mence à réaliser le Point IV.

(3) Traduction établie sur la base des Public Papers of the Presidents. op. cit. (January 20), pp. 114-115.

(4) Dans la charte des Nations Unies, les peace-loving peoples repré-sentent les vainqueurs de la seconde guerre mondiale ; dans ce contexte, la formule concerne les pays non-communistes. (cf. la notion de free peoples au paragraphe suivant).

(5) Cf., à ce sujet Marie-Dominique Perrot, Gilbert Rist et Fabri-zio Sabelli, La Mythologie programmée. L'Économie des croyances dans la société moderne, Paris, PUF, 1992, p. 195 et suiv.

(6) Ibid., p. 196 - 197.

(7) Comme si la technique était idéologiquement neutre, comme si elle pouvait s'acquérir sans contrepartie financière, comme si elle n'avait aucun coût culturel, comme si elle ne portait pas en elle-même le code génétique de la société qui l'a produite.

(8) Les " politiques de développement " peuvent remplir diverses fonctions, selon qu'elles sont utilisées dans l'ordre interne (faire quelque chose en faveur des " pauvres "), comme élément de la politique étrangère (aide publique ou aide militaire) ou pour réu-nir un consensus dans le cadre des organisations internationales. Lorsque les contradictions politiques deviennent trop importantes, il est toujours possible de mettre le " développement "

à l'ordre du jour : les diverses manifestations de la guerre froide privant l'ONU de toute possibilité d'intervention dans les conflits militaires n'ont pas peu contribué à la promotion du " développement ".

(9) La notion d' " aide " ou de don renvoie évidemment à des conceptualisations différentes selon les cultures. Hors de la culture occidentale, recevoir sans rendre signifie perdre la face et se placer dans la dépendance du donateur ou mourir. Le don entre ainsi dans un processus de domination dont le donateur (occidental) est d'autant moins conscient qu'il lui attribue une valeur positive.

(10) D'une certaine manière, les États-Unis proposent de livrer la " guerre à la pauvreté " avec les mêmes armes que celles qui ont permis de remporter la victoire sur l'Allemagne et le Japon : la supériorité du potentiel productif et la mobilisation des scientifiques (pour fabriquer la bombe atomique). Ce qui a parfois entraîné la même logique militaire : pour libérer la ville, il faut la détruire...

(11) Pour éviter tout malentendu, on rappellera que le " colonialisme externe " (dit du " premier type ") a trop souvent été remplacé par la colonisation interne, au profit des " élites ", et par la dépendance externe (ou " colonialisme du deuxième type ").

(12) En définissant le " sous-développement " comme un simple état de manque, l'économisme imposait son ordre. Pour l'économiste, la rareté située au fondement de sa " science " constitue un " donné naturel " (plutôt qu'une construction sociale) qu'il s'agit de combattre, même si ce combat est d'avance déclaré vain puisque les " besoins " humains sont présupposés illimités (comme la croissance).

Gilbert Rist répond aux contradicteurs de la décroissance !



On pourrait donc croire la cause entendue : une telle succession de désastres devrait inciter à changer de stratégie et à sortir au plus vite du « développement » qui ne cesse de produire des résultats contraires à ceux qu'il promet. Pourtant il n'en est rien. Depuis que divers auteurs ont dénoncé cette imposture et suggéré que l'on prépare sérieusement l' « après-développement », la controverse sur le développement a repris de plus belle. Or celle-ci n'oppose pas les tenants de la critique aux gardiens de l'idéologie officielle - les bureaucrates de la Banque mondiale ou des ministères de la coopération. Forts des certitudes que procure la science économique, ceux-ci sont convaincus que la croissance se chargera de mettre fin à la pauvreté. Non, la querelle divise ceux-là mêmes qui, depuis longtemps, semblaient unis pour condamner les échecs du développement.

Une question de définition.

Le « front du refus » n'est certes pas homogène, mais il est assez large et comprend de nombreux auteurs répartis aussi bien en Europe, qu'en Asie, en Amérique latine et, dans une moindre mesure, en Afrique [1]. Bien que de perspectives différentes, ils se retrouvent tous derrière cette affirmation simple : on ne peut qualifier de « développement » que le développement réellement existant. Selon eux, les innombrables tentatives, entreprises depuis plus de cinq décennies, pour réhabiliter le développement ont échoué. Elles reposaient sur une funeste confusion entre la croyance dans le développement (censé être positif, souhaitable et nécessaire) et ses manifestations concrètes, c'est-à-dire la transformation de la nature et des relations sociales en marchandises pour alimenter une croissance infinie de biens et de services destinés à la demande solvable. De même que, dans l'ancien Empire soviétique, l'idéologie socialiste servait de paravent aux pénuries chroniques, aux privilèges de la nomenklatura et aux dégâts écologiques (le socialisme réel), l'invocation du développement ne fait que renforcer les inégalités sociales, appauvrir les plus démunis et mettre en danger l'environnement. D'où l'appel à « sortir du développement » et à promouvoir la décroissance. Bien entendu, cette radicale remise en cause du développement et de la croissance économique rencontra des résistances : on ne se déprend pas si facilement d'une croyance ancrée dans l'imaginaire occidental et largement partagée par les élites auto-proclamées des pays du Sud ! D'où l'apparition quasi simultanée - dans le milieu des Nations unies - du développement « humain », « durable » ou « social ». Autant d'expressions contradictoires qui reviennent à avouer que, si on ne le requalifie pas, le développement est généralement inhumain, dangereux pour l'environnement et anti-social. Ces jeux rhétoriques ont néanmoins rencontré un vif succès auprès des entreprises transnationales et des administrations publiques. Celles-ci se sont rapidement approprié ces étiquettes pour conférer à leurs pratiques une respectabilité nouvelle, sans pourtant les modifier. Cela leur permet aussi de s'engager, à la suite du Rapport Brundtland, dans « une nouvelle ère de croissance économique ». Revêtu de nouveaux habits, le développement peut ainsi reprendre son cours et renouveler ses promesses illusoires. Cela dit, la nostalgie du développement ne concerne pas que les institutions internationales ou les acteurs économiques dominants ; elle touche aussi les partisans du « développement alternatif ». Ceux-ci forment un ensemble flou composé de tiers-mondistes, d'ONG engagées dans la coopération et d'une partie importante de la mouvance altermondialiste. S'ils critiquent les stratégies dominantes, ils ne veulent toutefois pas abandonner l'utopie du développement, à condition qu'il soit participatif, endogène, assumé par la société civile, respectueux de l'environnement et orienté vers la satisfaction des besoins fondamentaux. Ces principes sont évidemment respectables. Le seul problème est que

la plupart d'entre eux ont été proposés voici plus de trente ans, que d'innombrables expériences ont tenté de les mettre en œuvre, et que, finalement, rien - ou presque - n'a changé. Même lorsqu'il se proclame alternatif, le développement reste le développement ! Un attachement aussi passionné pour un mot, ou une idée, et un aveuglement aussi total pour ses conséquences relèvent sans doute d'une forme de fondamentalisme religieux.

Les frères ennemis.

Quels sont les termes du débat entre les « fidèles du développement alternatif » et ceux qui le refusent ? Le premier grief qui est fait aux partisans de l' « après-développement » est « d'essentialiser le développement » [2] ou de confondrele développement avec la vision évolutionniste qu'en avait Rostow [3], autrement dit de méconnaître qu'au fil du temps les stratégies ont considérablement évolué. Ce qui est parfaitement exact. Il reste néanmoins que le résultat global, lui, n'a guère varié ! Malgré d'incessantes innovations théoriques, l'écart entre les riches et les pauvres n'a cessé de croître et l'état de la planète de se détériorer. Pourquoi ? Parce que les changements de discours n'entraînent pas nécessairement une transformation des pratiques. Souvent, on propose un emballage pour conserver le même contenu [4]. Que l'on privilégie tantôt la gouvernance, tantôt la pauvreté, tantôt le commerce international ne doit pas faire illusion : c'est toujours la même logique qui est à l'œuvre. Les « recettes de développement » imposées par les institutions financières internationales (I.F.I.) sont toujours les mêmes. Au nom des grands équilibres, le marché a toujours le dernier mot.

Deuxième critique, le courant de l'après-développement ne proposerait rien de constructif. Plus grave encore, il se réfugierait, au nom du relativisme culturel, dans une posture romantique idéalisant les traditions même lorsqu'elles sont contraires aux droits humains. Le premier argument témoigne de la volonté d'aborder les problèmes de manière normative, caractéristique des tenants du développement alternatif. Selon eux, il faudrait définir le développement tel qu'il devrait être, plutôt que tel qu'il est. Mais qui sommes-nous pour définir de manière universelle ce que devrait être la « bonne société » ? Refuser de le faire, c'est refuser de parler au nom des autres, c'est aussi renoncer à l'arrogance ethnocentrique qui a confondu le développement avec l'occidentalisation du monde [5]. Quant au « romantisme » ou au « néo-populisme », que l'on retrouve parfois chez certains auteurs liés à l'après-développement, il se présente sous la forme d'histoires de sociétés qui se situent - délibérément ou malgré elles - en dehors du grand mouvement de modernisation. Pour des esprits formatés par le développement, ces sociétés sont inclassables. Pourtant, celles-ci parviennent à un certain bien-être sans recourir aux techniques de pointe. Pourquoi faudrait-il s'abstenir de faire connaître aussi ce genre de situation ? Certes, ces sociétés ne sont ni nécessairement harmonieuses, ni parfaites au regard des normes juridiques internationales. Elles ignorent souvent la démocratie représentative, méconnaissent l'égalité des sexes et font travailler les enfants [6]. Personne n'en disconvient. Mais si l'application des droits humains doit être le seul critère pour juger de l'ordre social, comment qualifier notre société qui, à bien plus grande échelle que les Aztèques d'autrefois, sacrifie des millions d'individus pour assurer sa reproduction économique et sociale ? Multiplier les « exclus » (et détruire la nature), dans une indifférence quasi générale, serait-il moins grave que d'interdire aux femmes de sortir « en cheveux » (comme nos grands-mères) ou que d'obliger les garçons à garder les chèvres ?

Enfin, ceux qui refusent le développement se tromperaient d'adversaire, accusant le développement au lieu de dénoncer le capitalisme ! Leur principale erreur serait de ne pas penser le politique et le social comme des enjeux entre les classes sociales et de ne pas avoir retenu les leçons de Marx. A côté de l'économisme, c'est-à-dire la naturalisation de la pensée libérale économique, il y aurait place pour une autre économie, hétérodoxe, au service de

l’homme et non du profit. L’argument, malgré son intérêt et sa vigueur, est d’abord injuste. La plupart des tenants de l’après-développement, ont été des lecteurs assidus non seulement de Marx, mais aussi des économistes hétérodoxes tels Samir Amin ou André Gunder Frank. L’argument est ensuite faible car il cherche, dans un premier temps, à rompre le lien entre croissance et développement (le développement serait différent de la croissance, puisqu’il peut y avoir croissance sans développement), tout en réaffirmant ensuite qu’il n’y a pas de développement sans croissance (à condition qu’il ne s’agisse pas de la croissance selon l’économie de marché !). Pour s’opposer au « mauvais développement » (tel qu’il existe), on promeut un « bon développement » (tel qu’on le souhaite) et pour mettre fin à la croissance (capitaliste et marchande), on imagine une autre croissance (socialiste ou qualitative). Il faut espérer que les statisticiens, chargés de calculer les taux de croissance, sauront faire la différence ! Dans ce débat de plus en plus idéologique, on semble oublier que les théoriciens de l’école de la dépendance, d’inspiration marxiste, critiquaient d’abord les mécanismes qui empêchaient le tiers monde de... se « développer ». Mais ils n’avaient pas de projet « alternatif » remettant en cause la croissance, l’industrialisation ou l’exploitation des ressources naturelles. Marx est le dernier économiste classique (fondant la valeur sur le travail) et, pour lui comme pour les autres, le « développement des forces productives » était la clé du progrès, au moins jusqu’au jour où chacun aurait satisfait ses besoins. Dans le contexte français, la querelle tourne autour de la notion de décroissance proposée par ceux qui veulent sortir du développement et récusée par les partisans du « développement alternatif » [7].

Une science obsolète.

Si certains admettent que la décroissance est une mauvaise étiquette, choisie d’abord pour donner à réfléchir, il n’empêche que poser le problème ainsi renvoie nécessairement à l’imaginaire économique (libéral ou marxiste). Par un effet de miroir, chacun ne voit en l’autre que son double inversé. Du coup, les économistes alternatifs montent au créneau : le mot d’ordre de décroissance serait irresponsable puisque l’économie des pays du Sud doit nécessairement croître pour satisfaire les besoins fondamentaux [8]. De plus, si l’on peut admettre, au Nord, une « décélération de la croissance », il ne s’agirait là que d’une première étape afin de découpler la croissance économique (capitaliste, tournée vers le profit) du « développement qualitatif ». Encore et toujours, on parle de croissance. Chacun sait que celle-ci est calculée, dans la comptabilisation nationale, à partir de chiffres qui n’ont aucun sens puisque l’on ajoute des valeurs « positives » (la production de pommes de terre) à des valeurs « négatives » (le coût des ressources non renouvelables consommées ou de la dépollution). Ces inconséquences sont suffisamment connues. Mais alors, pourquoi enliser le débat dans l’idéologie économique, continuer à parler de « besoins » (fondamentaux ou non) ou relancer le vieux débat entre valeur d’usage et valeur d’échange ? La critique de l’économisme demande la remise en cause des présupposés communs aux diverses théories qui se réclament de la science économique constituée à partir de la fin du XVIII e siècle. Bien entendu l’économie - au sens premier de production et de répartition des ressources - a toujours existé. Le problème a surgi au moment où l’on a cherché à rendre compte de son fonctionnement. Tout d’abord, il a fallu trouver un point d’origine (la rareté, confondue avec la finitude, et les besoins), à partir duquel on puisse penser la production et l’échange, censés conduire, à travers la croissance, à l’abondance. Au cœur du système, on a placé ensuite la rationalité de l’agent économique, rapidement confondue avec son intérêt, pour expliquer la concurrence et aboutir à la création des marchés où les prix sont censés être fixés par la rencontre de deux variables indépendantes : l’offre et la demande. Ces enchaînements fondent le discours économique, classique ou hétérodoxe. Cette construction reflétait peut-être les

phénomènes que les premiers économistes avaient sous les yeux (les débuts du capitalisme européen), mais elle relève d'une méconnaissance totale de l'anthropologie et de l'histoire [9]. La théorie économique standard, constituée à partir d'un « cas spécial », ne permet pas d'expliquer ce qui se passe en dehors de l'aire occidentale [10]. Parce que les rapports sociaux - sur lesquels les tenants du développement alternatif insistent tant, tout en les réduisant à la lutte des classes - ne sont pas partout les mêmes, les formes économiques diffèrent. Si le marché n'est jamais absent, il « cohabite » avec la réciprocité (l'économie du don), la redistribution, l'économie du prestige et l'auto-production [11]. Or, au lieu de considérer la pluralité des pratiques sociales, c'est-à-dire les manières concrètes dont les hommes et les femmes produisent et échangent, les économistes s'enferment dans les présupposés de leur discipline. On pourrait attendre d'une « science » qu'elle décrive la réalité. Il faut bien constater qu'à l'inverse les économistes cherchent à conformer le monde à leur dogme [12].

Le second problème tient au fait que la « science » économique est née avant la découverte des lois de la thermodynamique, c'est-à-dire du caractère entropique de toute production matérielle. C'est pourquoi elle raisonne toujours à partir de métaphores mécanistes (flux financiers, force de marché, équilibre général, balance des paiements, etc.) propres à la physique du XIX e siècle. Pendant longtemps, les ressources naturelles passaient pour gratuites puisqu'on les croyait illimitées, mais les nouvelles préoccupations écologiques ont tempéré ce simplisme. Reste que le « développement durable » est toujours en quête d'une croissance « qualitative » liées aux gains de productivité. Quitte à fâcher les économistes, il faut affirmer clairement que leur « science » est obsolète. Non seulement elle méconnaît les réalités sociales multiples, mais elle ne tient aucun compte de la différence entre ressources renouvelables et non renouvelables et s'interdit ainsi de comprendre les phénomènes économiques sur la longue durée [13]. La variante capitaliste (ou néo-libérale) de l'économie a sans doute exacerbé ces défauts, mais il ne faut pas se leurrer : l'incapacité de l'économie à comprendre le monde tient plus à ses présupposés qu'aux manières dont on la met en pratique.

Malgré les efforts - souvent sincères - entrepris pour que le développement soit « centré sur l'épanouissement humain », rien de tel ne s'est produit. Le développement est toujours pensé à l'intérieur des catégories qui empêchent d'atteindre le but recherché. Toute l'anthopologie économique montre que l'organisation des sociétés « autres » ne respecte pas les « lois » de l'économie et toutes les initiatives prises pour promouvoir une « économie solidaire » [14] sont généralement construites en dehors de ces mêmes « lois ». Ne faudrait-il pas en tirer les leçons ?

Sortir du développement signifie donc abandonner un paradigme qui semble avoir perdu son pouvoir explicatif. Les effets dévastateurs de l'économie dominante devraient sonner l'alarme et inciter à comprendre la pluralité des formes possibles d'économie, dans un véritable dialogue entre l'économie, l'anthropologie, l'histoire et l'écologie. On en est donc encore loin, mais la tâche me paraît plus stimulante que la poursuite, depuis bientôt quarante ans, d'un possible « autre développement ». On peut toujours imaginer Sisyphe heureux, mais peut-être serait-il plus heureux encore s'il pouvait s'adonner à des activités moins répétitives.

Pour en savoir plus :

- J. Nederveen Pieterse, *My Paradigm or Yours ? Alternative Development, Post-Development, Reflexive Development*, institute of Social Studies, Working Paper Series, n°229, 1996.

- S. Latouche, *Survivre au développement*, Mille et une nuits, Unesco, Paris, 2004.
- G. Rist, *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*, Presses de Sciences Po, Paris, 2001 [1996].
- La Ligne d'Horizon : *Défaire le développement, refaire le monde*, Parangon, L'Aventurine, Paris, 2003.
- Le site www.apres-développement.org présente les thèses, les auteurs et l'actualité de ce débat.

Article de Gilbert Rist paru dans *Courrier de la planète* n°74, automne 2005. Gilbert Rist est Professeur, Docteur ès sciences politiques, études internationales.

[1] Partant, Latouche, Sachs, Norberg-Hodge, Marglin, Apfel-Marglin, Seabrook, Illich, Esteva, Escobar, Nandy, Perrot, Kothari, Shiva, Alvares, Rahnema, N'diome... et l'auteur de ces lignes ! De nombreux textes ont été regroupés par M. Rahnema et V. Bawtree dans *The Post-Developpement Reader*, Zed Books, 1997. Cf. aussi : *The Violence of Development*, Development, Vol.47, n°1, mars 2004.

[2] J. Nederveen Pieterse, *My Paradigm or Yours ? Alternative Development, Post-Development, Reflexive Development*, institute of Social Studies, Working Paper Series, n°229, 1996.

[3] S. Treillet, *Le refus du développement : réflexions sur la logique d'un courant de pensée*. Séminaire Matisse, Université Paris I, novembre 2003, ou R. Kiely, *The Last Refuge of the Noble Savage ? A Critical Assessment of Post-Development Theory*, The European journal of Development research, vol. 11, n°1, June 1999

[4] « ...tout se passe comme si l'effet d'énonciation se substituait à l'action elle-même, considérée comme réalisée parce qu'énoncée », M.-D. Perrot, « Mondialiser le non-sens. Les mots du pouvoir. Sens et non-sens de la rhétorique internationale », (G. Rist, dir.) Nouveaux Cahiers de l'IUED, n°13, PUF, 2002.

[5] S. Latouche, 1989, *L'occidentalisation du monde*

[6] S. Treillet accuse les partisans de l' « après-développement » de prendre la défense de l'excision cf. *Le développement a-t-il un avenir ?* ATTAC, Mille et une nuits, 2004.

[7] Cf. collectif Silence : *Objectif décroissance. Vers une société harmonieuse*, Parangon, l'Aventurine, Silence, 2003, et J-M. Harribey, « Développement ne rime pas avec croissance » dans *Le Monde diplomatique*, juillet 2004.

[8] La pauvreté du Sud est donc instrumentalisée pour justifier la croissance et condamner la décroissance. On feint d'ignorer que la croissance profite d'abord aux riches et que l'amélioration du bien-être découle d'autres facteurs (accès à la terre, sécurité, etc.) qui ne sont pas économiques.

[9] K. Polanyi, *La grande transformation*. Gallimard, 1944. *Essai sur la signification, la portée et les limites de l'uniformisation planétaire*, La Découverte, 1989 ou A. Ziai, *Post-Development as a Project of Radical Democracy*, Transforma, 2003 www.transforma-online.net/transforma2003/papers/ziai.html

[10] D. Seers, *The Limitation of the Special Case*, Bulletin of the Oxford Institute of Economics ans Statistics, vol. 25, n°2, mai 1963

[11] G. Rist, « Préalables à une théorie générale de l'échange, Pratiques de la dissidence économique. Réseaux rebelles et créativité sociale », (Y. Preiswerk et F. Sabelli, dir.), *Nouveaux Cahiers de l'IUED*, n°7, PUF, Paris, 1998.

[12] G. P. Brockway, *The End of Economic Man. Principles of Any Future Economics*, Harper Collins Publishers, 1991

[13] Pour une critique complète, R. Steppacher, « La petite différence et ses grandes conséquences. Brouillons pour l'avenir. Contributions au débat sur les alternatives » (C. Comeliau, dir.) *Nouveaux Cahiers de l'IUED*, n°14, PUF, Paris, 2003.

[14] Cf. *Another World is Possible. Popular Alternatives to Globalization at the World Social Forum* (William F. Fisher and Thomas Poniah, eds), Zed Books, 2003.

Des partisans de la croissance... ou des réactionnaires ? Les deux mon capitaine !

Réponses à MM. Oxley, Métellus, Cyril di Meo, Vereycken.

L'argument religieux de la critique positiviste.

M. Oxley a la gentillesse de mettre en garde « les gens qui prêtent une oreille favorable aux idées des « décroissants », [ils] devraient savoir où ils mettent les pieds, car la doctrine de la « décroissance » a une dimension philosophique qu'ils ne soupçonnent peut-être pas. » Jacques Ellul étant protestant, mais aussi de sensibilité anarchiste comme feint de l'ignorer le marxiste Oxley [3], et Ivan Illich étant catholique, ce qui se résume pour notre auteur à des « intégristes religieux », la décroissance serait donc dans son essence, une vile pensée religieuse donc attachée à cette vieille catégorie de « l'irrationnel ». Et M. Oxley nous invite alors à l'affrontement un peu désuet entre la raison et la foi, au combat positiviste de la lumière contre l'obscurité. Des problématiques dépassées sur lesquelles plus aucun de nos actuels philosophes n'oseraient s'aventurer tellement ce débat date de l'âge des dinosaures... [4]. Mais notre ami est un réactionnaire, il vit forcément en ruminant le sens de l'histoire intellectuelle passée.



Dans ce principe cognitif nauséabond que Greg Oxley prétend mettre en évidence, la foi de nos deux « intégristes religieux » déterminerait leurs critiques de la modernité, et donc par là la fausseté de celles-ci. Cette réduction d'une critique à de la pensée religieuse, n'est-elle pas de la poudre à perlinpinpin pour tas d'ignorants ? Faut il mettre au bûcher comme en des temps plus sombres, les ouvrages de Freud parce qu'il a été un auteur qui est resté attaché à sa judéité ? C'est juste une invective sans fondement, qui révèle bien les raccourcis et autres procédés simplifiants et mutilants des marxistes fossilisés pour décrédibiliser tout ce qui ne va pas dans le sens de la science, du progrès et du productivisme, bref de leur fameux sens de l'histoire qui a quand même pas mal de plomb dans l'aile. Et ceci sans véritablement comprendre que si le sens de l'histoire est celui-ci, alors la question du sens sera bien inutile, car il n'y aura tout simplement, pas d'histoire du tout !

Cyril di Meo reprend à son tour cette thématique simpliste de l'argument religieux [5] en montrant que puisque Edward Goldsmith lui semble promouvoir des formes de spiritualités écologistes, alors là aussi l'objection de croissance ne peut étendre son empire que sous les oriflammes de l' « irrationnel ». Le simplisme n'est il pas encore une fois de mise ? L'on apprend alors que Pierre Rabhi continuerait « à vendre sa secte [sic !] » et « Teddy Goldsmith à fourger sa camelotte religieuse [re-sic !] ». Hormis que la rhétorique anti-secte est devenue le support de l'idéologie néo-libérale comme l'a très bien montré l'ethnologue Maurice Duval [6], la décroissance dans la bouche haineuse de notre auteur serait marquée par « son caractère décadentiste, spiritualiste.... », voire il l'assimile d'après l'interprétation qu'il a pu dégager des signes des dieux contenus dans les entrailles d'un poulet, au retour pur et simple - allons y tant qu'on y est !-... de la « barbarie » (sic) !

Comme l'écrit très justement Denis Clerc, le rédacteur en chef du magazine *Alternatives économiques*, à propos de Ellul, Illich, René Passet et André Gorz, certaines « critiques de la croissance le sont moins pour des raisons matérielles que pour des raisons que l'on pourrait qualifier de « spirituelles » au sens le plus large du terme : ce n'est pas en accumulant des objets que l'homme se réalise » [7]. Mais Denis Clerc a raison de complexifier des vues trop simplistes et différencier « les moralistes, ou l'être prime sur l'avoir », des « catastrophistes » qui appellent à la décroissance non pour des raisons éthiques mais pour sauver l'humanité. Il classe alors dans cette seconde catégorie, F. Partant, S. Latouche, F. de Ravignan le continuateur de R. Dumont, J.-M. Harribey, G. Rist, F. Sabelli... Ceux-là sont porteurs d'un autre genre d'éthique « en déconstruction-reconstruction », plus proche de l'« éthique à longue responsabilité » dont parle Hans Jonas. Une éthique conduisant vers le principe d'une « responsabilité ontologique à l'égard de l'idée de l'homme » [8], et qui prenant à contre-pied la thèse de son maître Heidegger sur la « métaphysique de la subjectivité », parle y compris d'une responsabilité qui renoue avec une « responsabilité métaphysique » à laquelle on devrait reconnaître, selon Jonas, une vérité fondatrice. Les accents « spiritualistes » que pense pourfendre M. di Méo, sont en fait proches des courants philosophiques libertaires, où la vie immanente et auto-affective « ne vaut que tant que la monnaie est impuissante à en dire le prix » [9]. La critique que Marx fait à l'aliénation de la vie dans l'objectivation de la représentativité (en une valeur d'échange...), pose véritablement le fondement ontologique de l'économique dans une « métaphysique de la vie » (M. Henry), une métaphysique de la praxis. Cela les courants marxistes libertaires comme les situationnistes l'ont véritablement saisi, ils ont su s'écarter radicalement des interprétations holistes de Marx qui voient leur apothéose dans le structuralisme marxiste d'Althusser. Pour les libertaires, la condamnation de l'atrophie des potentialités subjectives de la vie dans son aliénation, prime stratégiquement sur la condamnation ou la réduction des inégalités sociales (voir le point de vue de Bernard Guibert un peu plus loin). Marx disait très justement qu'être radical, c'est aller jusqu'aux racines. Alors bien entendu qu'à travers l'interrogation sur l'agir humain à l'ère de la technique, l'écologisme radical « engage des choix éthiques et métaphysiques » comme le souligne A. Caillé [10], dans un face à face permanent avec l'aliénation de la vie mutileé. Les bien-pensants fossilisés dans leur culture militante d'un autre âge, n'ont qu'à se rendormir...

Une position mondialiste et la haine de l'économie relocalisée.

Cette fois ci, M. Métellus ne veut pas y aller par quatre chemins : « La mondialisation de l'économie, loin d'être un problème [sic], constitue un prémisse fondamentale du socialisme, lequel est complètement inconcevable sur la base des petites économies locales ». Je vais illustrer ce propos de M. Métellus qui est, plus largement, fossilisé en une véritable dogmatique chez les marxistes, en revenant quand même, un peu sur Marx. Quand le progrès s'est mis au milieu du XIXe siècle à détériorer la condition sociale des travailleurs ruraux et urbains, une polémique s'engagea à gauche pour critiquer le machinisme abstrait et aliénant.

Winston Smith, Another day at the office. 1986

Pour contrer ces critiques, Marx ne tergiversera pas longtemps en s'engageant dans le camp du futur en mettant un pied dans la société capitaliste : « il est préférable de souffrir

dans la société bourgeoise moderne, qui par son industrie crée les conditions matérielles nécessaires à la fondation d'une société nouvelle, qui vous libérera, que de retourner vers une forme périmée de société qui, au prétexte de sauver vos classes sociales, tire la nation entière en arrière, vers la barbarie médiévale » [11]. Le dogme marxiste était posé, le développement de la société industrielle capitaliste est nécessaire pour poser les bases matérielles du socialisme, il en est le premier terme, il faut donc accepter la souffrance, car pour Marx l'advenue de l'histoire à laquelle s'identifie la révolution, est le développement de l'aliénation de la vie en l'homme comme condition de sa réappropriation. Ce n'est donc que quand les souffrances deviendront universelles grâce au développement du capitalisme, que sortira le salut tant espéré. Le catastrophisme est à la source de cet interprétation faite par Marx, qui fait en quelque sorte le pari de l'explosion de la condensation de la contradiction capitalistique [12]. Comme le note très justement Michel Henry, cette conception apocalyptique et messianique de l'histoire est chez Marx largement tributaire de la métaphysique allemande [13], même si encore de très nombreux marxistes croient que Marx renversait là radicalement la philosophie de l'histoire de l'Esprit de Hegel pour l'incarner dans le réel de l'histoire. Dès lors Marx et ses disciples n'arrivant pas à se dégager des présupposés de la métaphysique allemande, allaient transformer l' « horreur instinctive devant la mécanisation de la vie » (George Orwell), caractéristique des premières révoltes ouvrières (avec le luddisme industriel et rural), en célébration béate d'un « développement des forces productives » du capitalisme voué à créer les bases matérielles du nouveau monde « de la même façon que les révolutions géologiques ont crée la surface de la terre » [14].

De plus, M. Métellus est-il au courant que cette « dé-territorialisation de l'économie » mondiale (A. Negri) qu'est notre économie-monde n'est possible que grâce à des vecteurs de transport des corps et des objets (y compris et surtout libidinaux) nécessitant des énergies non-renouvelables ?



Winston Smith, Victory is our business. 1980.

Les lois de l'économie ne doivent pas être fondées sur les lois de la mécanique newtonienne comme le pensent les ultra-libéraux et les marxistes, mais sur celles de la thermodynamique et de l'entropie comme l'écrit Georgescu-Roegen - un penseur dont l'oeuvre est écartée d'une chiquenaude bien ignorante par Karel Vereycken, qui l'a renvoi à une « tartufferie » voire à un « mensonge simplet » [15]. Les processus économiques transforment continuellement et irrévocablement de l'énergie disponible en énergie non disponible, il y a là une irréversibilité de la dégradation de l'énergie. Le principe d'entropie et les lois de la thermodynamique, font que la mondialisation des échanges si souhaitée par Messieurs Métellus, Alain Minc et leurs copains du Medef, ne peut être qu'une parenthèse éphémère de l'économie, un jour crépusculaire qui « aura duré entre trois et quatre siècles, pendant lesquels le temps fut d'un certain point de vue comme suspendu » [16]. A la mondialisation succèdera irrémédiablement une « dé-globalisation » [17] et une re-territorialisation de l'économie, même si le local apparaît à M. Métellus aux travers des catégories simplifiantes/mutiliantes de ce qui lui sert de pensée, comme « une utopie réactionnaire » proudhonienne. Référence à un débat qui date du XIXe siècle et qui ne fait, une fois de plus, qu'illustrer un réflexe dogmatique d'un marxisme a jamais pétrifié pour des

siècles et des siècles, comme d'autres rêvaient à un Reich de mille ans. Comme l'écrit S. Latouche, la décroissance n'est ni mondialiste, ni alter-mondialiste, elle pose radicalement la question de la « responsabilité à long terme » d'un tel choix. Notre mode et niveau de vie occidentale n'est pas mondialisable, cela nos défenseurs de la croissance économiques devraient pourtant pourvoir l'entendre, s'il leur reste un zeste de bon sens et un brin d'attachement au principe de réalité dont se réclament si généreusement nos « rationalistes ».

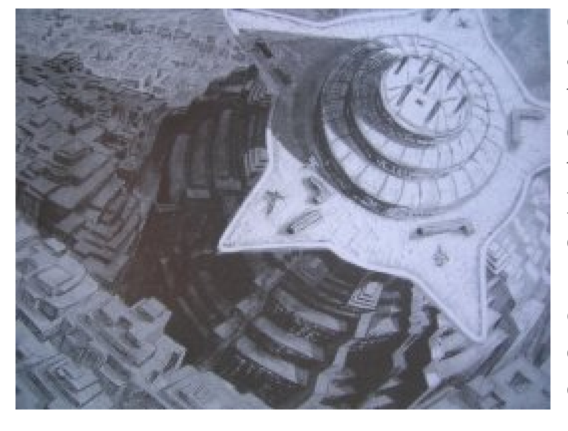
Rappelons à M. Métellus, qu'il y a une histoire qui a forgé le dogmatisme du PCF et celui du totalitarisme soviétique sur les questions agraires : un socialisme agraire théorisé à partir de positionnements déjà urbano-centrique et ouvriéro-centrique. En 1899 Kautsky dans *La question agraire* s'opposait au coopératisme élaboré par l'anarchiste russe Kropotkine, et cette position qui en France sera repris par le courant guediste-marxiste (rappelons quand même que J. Guesde, selon son propre aveux, n'a jamais lu Charles-Henry Marx). Dans cet ouvrage Kautsky y fonde alors définitivement le projet socialiste agraire pour des siècles et des siècles : le pays merveilleux d'une organisation industrielle de l'agriculture et de la destruction des sociabilités communautaires au profit d'une relation unilatérale entre le travailleur de la terre et l'Etat. Pas de place pour la petite exploitation, pas de place pour la petite propriété associationniste qui se réalisait dans l'agriculture que privilégiaient les mouvances libertaires, pas de place pour une culture populaire libre et autonome de toute idéologie. Seul Jaurès, qui lui descendait quelquefois de la tour d'ivoire des grands théoriciens socialistes enfermant leur réflexion à la considération du seul monde urbain et industriel, vivra la réalité du terrain de la paysannerie et acceptera le mouvement coopératif lors de la création de la coopérative viticole de Maraussan dans l'Hérault. Bien au chaud dans la capitale française, les ténors de l'actualité politique socialiste (Guesde, Lallemand...) avaient moins la force et l'originalité d'un tel combat, que d'adresser à la paysannerie de vagues promesses visant à l'enrégimenter. Proudhon, même si l'on peut lui reprocher de nombreuses choses, avait vu juste quand il refusait et dénonçait un « nouveau dogme » du romantisme révolutionnaire et du culte de l'Etat. Il faut également avoir un minimum d'ouverture d'esprit pour ne pas reprendre la vulgate marxiste qui fait de Proudhon un défenseur de la propriété paysanne. Car au lieu de la collectiviser comme le propose Marx qui n'arrive pas encore à se débarrasser totalement de la philosophie hégélienne de l'Etat [18], Proudhon veut la socialiser (« réenchasser » l'économie dans le social dirait l'anthropologue Karl Polanyi), et en cela, il est plus socialiste qu'étatiste ou individualiste. En réalité, l'avantage de Proudhon sur Marx, c'est peut-être que le premier, moins philosophe, n'a pas subit les imbécillités des thèses hégélienne et feuerbachienne [19]. Si Proudhon n'est ni tout blanc ni tout noir - comme Marx d'ailleurs -, on peut au moins lui reconnaître la lucidité de son refus de la conquête violente du pouvoir d'Etat comme le soutenaient les néo-babouvistes, les partisans d'Auguste Blanqui et bientôt de la si douce orthodoxie léniniste. Car cette stratégie révolutionnaire conduirait seulement affirme-t-il, à changer la forme de la domination sans supprimer la domination elle-même. A la lumière du totalitarisme marxiste-léniniste du XXe siècle, et quelque que soit la lucidité ontologique réelle des analyses magnifiques de Marx, il y a des lucidités politiques qui pèsent plus lourdes que certaine autres.

La théorie localiste des objecteurs de croissance est déterminée par une multiplicité d'influences. Dans une « société de décroissance » ou dans le cadre de cette « anthropolitique » dont parle Edgar Morin, la relocalisation de l'économie et la « reterritorialisation de la vie » (Latouche), passent notamment par les concepts de « bio-région », de « souveraineté alimentaire », de « coopération » (l'anarchiste Kropotkine), et les notions, sous divers degrés, d'« autosuffisance alimentaire », d'« auto-production » et d'« auto-construction ». Le fondateur théorique du « projet local » est Alberto Magnaghi, mais le localisme des libertaires comme Murray Bookchin, Raoul Vaneigem, Takis Fotolopoulos sont également des penseurs discutés.

Cette re-territorialisation de l’économie et de nos vies passe par des interactions systémiques entre divers échelons de système locaux et régionaux. Elle passe également par la distinction de secteurs de production « autonomes » et « hétéronomes » dans leurs variantes chez Illich ou chez Gorz. Pour régénérer un tissu social qui enserre le quotidien de la vie quotidienne par un « New deal de civilisation » comme l’écrit E. Morin [20]. La relocalisation est également une relocalisation du phénomène politique « réenchasser » dans les rapports sociaux, dans les territoires et dans nos vies. La démocratie participative ou l’ « Inclusive democracy » (une version de la démocratie directe) théorisée par le penseur castoriadien, Takis Fotolopoulos, sont actuellement les pistes de réflexion que suivent les objecteurs de croissance. Paradoxalement, le projet est au niveau politique de renouer avec la conception territoriale restreinte et lucide de la République, qu’avaient les philosophes des Lumières et notamment Rousseau pour qui la forme territoriale du politique ne pouvait être que réduite. Il faudra que nos contempteurs de l’objection de croissance, nous expliquent ainsi un peu mieux, en quoi ce localisme leur apparaît réactionnaire.

La foi irréfragable en la science des calotins de la modernité et du progrès : vive le productivisme !

Jérôme Métellus pense encore échapper à la critique sur le progrès technique et son « insupportable promotion » (Paul Virilio), en feignant de croire au mythe de la neutralité bienveillante de la science, ligne de défense de tous les marxismes positivistes comme des technophiles libéraux et raéliens, mythe également haussé au rang de dogme chez tous ceux qui veulent faire la révolution avec des bataillons bien rangés de laborantins. Il énonce péremptoirement que la science et le progrès ne sont que l’usage que les hommes en font. La science véritable, elle, trône dans le ciel platonicien des idées, intouchable et inatteignable, très loin des bisbilles de ses viles créatures. On remplace Dieu par la Science et cela s’appelle le scientisme... Car dans les catégories simplifiantes/mutilantes de M. Métellus, si ce sont des méchants capitalistes qui font usage de la science et du progrès, ceux-ci sont forcément destructeurs, si c’est au contraire les gentils socialistes communistes, alors nous vivrons dans le meilleur des mondes. « Or c’est pourtant là qu’est tout le problème, écrit notre auteur. Les catastrophes écologiques et les menaces climatiques qui pèsent sur notre planète ne peuvent être évaluées indépendamment du système économique et social dans lequel elles ont lieu. La menace écologique est fondamentalement le fait du système capitaliste. » Pour Greg Oxley, aussi, la crise du vivant, le réchauffement climatique et le ravage de la planète sont « la conséquence de l’utilisation de la technologie dans l’intérêt des capitalistes [sic !]. Et le socialisme [marxiste] est devenu une nécessité historique justement pour mettre fin à cela, et pour créer, à l’aide des merveilles de la technologie moderne [sic !], une société dans laquelle la science, les arts et la participation active dans tous les aspects de la vie sociale et économique ne seront plus des domaines réservés à une minorité ». Mais de quelle « minorité » parle t-on dans une société massifiée de consommation dirigée, traversée de part en part par la technologie ? Mais sur quels nuages vivent MM. Métellus et Oxley ? Nos auteurs ont décidément tout compris, la technologie assurée à « une minorité » ne fait pas assez de dégâts, peut-être que le programme du PCF pour 2007 serait-il que chaque Français puisse accéder à la possession de son « 4-4 » terminator ?



Les incantations religieuses au progrès peuvent dès lors commencer : « il n'y a pas de limite absolue aux progrès des sciences et de la technologie » ! Alors, bien entendu, la transformation de l'agir humain grâce à la technique, nous donne le droit selon M. Métellus, de changer l'essence de l'homme (nanotechnologies...) et de ravager la biosphère, sans prendre en compte une quelconque « éthique pour l'âge technologique » (Hans Jonas), qui est pourtant bien une limite à l'agir humain. Le communisme à la barre de la science affirment nos auteurs de La Riposte, et ce sera une sorte de Jardin d'Eden idyllique, tel qu'on en décrit dans les livres pour enfants : tout le monde sera beau, gentil, il n'y aura plus de guerre, on vivra bien et heureux pour des siècles et des siècles. Amen !

Et le monde d'Alice que nous promet M. Métellus est celui où « loin de réduire la production, une organisation socialiste de la société aurait pour résultat de « libérer les forces productives [sic !] des chaînes d'un capitalisme en plein déclin. » Faut-il rappeler à M. Métellus, qu'il pourrait aller plus souvent visiter les pays où il souhaite vivre ses idées. Car bien entendu, le « spectacle concentré » (Debord) qu'a été le communisme historique, est connu pour son immense respect de la nature et des hommes.

Le progrès n'existe pas messieurs... ! [21] Il faut vous faire à cette douloureuse idée. Si les origines de la notion de « progrès » sont antérieures à la fameuse querelle littéraire des Anciens et des Modernes au XVIIe siècle (1687-1698), le XVIIIe siècle a fait de ce maître concept un véritable porte-étendard. L'eschatologie chrétienne du salut se change alors peu à peu en idéologie du progrès, en fournissant des éléments religieux métamorphosés. Autrement dit, la théologie de l'histoire préoccupée par la problématique de la transcendance du sens de l'histoire - illustrée par saint Augustin jusqu'à Bossuet - est remplacée à partir des Lumières, par la philosophie de l'histoire et une problématique de son immanence. Ainsi pour Karl Löwith (1897-1973), l'idée même de progrès centrée sur le bien-être de l'individu, remplace au XIXe et XXe siècle, celle du salut préoccupée par le souci de l'âme. La science n'est alors que la forme « sécularisée » de la création divine, et la dimension messianique du marxisme doit être rapportée plus directement à l'influence de cet héritage judéo-chrétien [22]. Marx n'est-il pas pour le philosophe Michel Henry, « le premier penseur chrétien de l'Occident » ? Et les marxismes ne sont ils pas « l'ensemble des contre-sens qui ont été faits sur Marx » ?

Au XIXe siècle, cette philosophie progressiste de l'histoire s'est transformée en un messianisme social et technique que vont entonner tous les calotins de la modernité dans « une insupportable promotion idéologique du progrès » (Paul Virilio). Le schéma de la gradation se retrouve au centre de diverses pensées. Le philosophe et économiste Karl Marx (1818-1883) est alors lui aussi séduit par l'idée de gradation pour rendre compte de la réalité des sociétés humaines. Comme l'écrit justement notre bon ami Greg Oxley, « Marx a expliqué que le développement des forces productives constitue le moteur de l'évolution sociale ». Pour lui en effet, cette évolution passe plutôt par des stades successifs, qui correspondent chacun à des formes différentes du travail et de l'exploitation des richesses. Le marxisme qui suivra Marx, fondé sur une version incarnée de l'idéalisme de la philosophie de l'histoire d'Hegel, s'est lui forgé dans cette période d'apogée de l'évolutionnisme triomphant entre 1860-1880 et il en a subi irrémédiablement l'épistémologie eschatologique. L'ethnologie semblait alors corroborer la belle théorie du sens de l'histoire vers le pays des merveilles d'Alice.

Mais qui aujourd'hui soutiendrait en ethnologie, l'évolutionnisme ? Franz Boas et Claude Lévy-Strauss sont passés par là, et au paradigme évolutionniste s'est substitué le paradigme du « relativisme culturel » et du « linguistic turn ». La notion de « progrès » n'est pas, hélas pour vous messieurs, un de ces fameux « invariants anthropologiques », elle est indéniablement une idéologie de l'histoire propre à l'Occident, l'empirisme de toutes les recherches ethnologiques et historiques l'ont attestée depuis bien longtemps. Les calotins de

la modernité que sont nos auteurs, sont encore hélas pétris et fossilisés par l'ethnologie passéiste du XIXe siècle porteuse de l'ethnocentrisme occidental déguisé en universalisme. Quel penseur soutiendrait aujourd'hui la vision illusoire, idéaliste et angélique de la Science et de la production du savoir scientifique, qui est la votre ? Personne ! car la naïveté de cet optimisme béat ne peut faire que sourire. Pour sortir du prosélytisme de cette vision eschatologique de la science que vous semez inlassablement sur votre chemin, des penseurs comme Husserl, Feyerabend, Bruno Latour, Thomas Khun, Ulrick Beck ne peuvent que vous aider à la décolonisation de votre propre imaginaire. On sortira peut-être et enfin du XIXe siècle !

L'utopisme technologique ou comment avoir une position pro-nucléaire.

Le premier postulat du credo s'énonce comme suit : « le potentiel énergétique dont nous disposons est lui aussi illimité » (Métellus) . Notons entre autre, que même un chaud partisan du développement durable n'affirmerait pas une telle énormité.



Winston Smith, Force Fer War. 1982.

Mais notre auteur nous offre bien d'autres passages succulents qui mériteraient de figurer dans le dictionnaire des bijoux de la bien-pensance et de la fausse conscience : « Si l'énergie atomique est aujourd'hui une grave source de pollution, c'est parce que les capitalistes ne veulent pas rogner sur leurs marges de profits en investissant dans un traitement sérieux des déchets radioactifs. D'un point de vue scientifique, cependant, rien ne permet d'affirmer que l'exploitation de l'énergie atomique ne puisse pas se réaliser de façon à n'impliquer ni pollution, ni risque de catastrophe nucléaire [voyons M. Métellus, même les scientifiques ne sont pas sur cette position du « risque zéro », reprenez-vous !]. En d'autres termes, la pollution et les différents risques liés à l'industrie énergétique reposent, non sur la « croissance », mais sur les mécanismes fondamentaux du capitalisme. Par conséquent ils ne disparaîtront que lorsque ce système lui-même sera renversé. Seule une planification rationnelle et démocratique de l'industrie et des ressources énergétiques permettra de concilier le développement de l'appareil productif avec l'équilibre écologique de la planète. » Comme cela suinte les bons sentiments... On a vraiment envie de vous avoir au pouvoir !

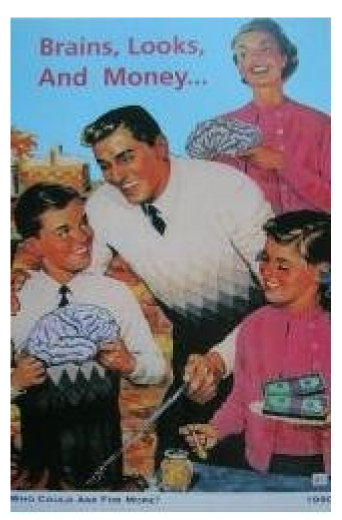
Greg Oxley n'y va pas non plus de main-morte en fustigeant dans les objecteurs de croissance, de vils « anti-rationnalistes » : « En réalité soutient-il, la science n'est pas une « croyance », mais la connaissance du monde réel ». Ou encore une autre perle : « Le progrès n'est pas une « illusion », mais réside dans l'augmentation du pouvoir de l'homme sur son

environnement » (sic !). Nous avons là le beau et éclatant présupposé anthropocentrique de la philosophie cartésienne, où le monde devient un pur objet, un simple réservoir de ressources (illimitées ! dira notre chaud partisan de la croissance) que l'homme peut arraisonner et s'approprier à sa guise pour devenir « maître et possesseur de la nature ». L'environnement est ainsi totalement livré au déchaînement de la raison et au calcul utilitaire.

En tout cas une chose est sûre parmi nos auteurs, la candeur de la balourdise et les bons sentiments de Greg Oxley sont certainement illimités : « Dans le passé, la famine et la pauvreté étaient inévitables, précisément du fait du développement insuffisant de la technique productive. Mais aujourd'hui, celle-ci a atteint un niveau qui permettrait d'éradiquer la misère de toute la planète. » Le salut communiste par la technologie omnisciente et omnipotente ! Fallait y penser...

L'économisme et la très sainte augmentation du « niveau de vie ».

Cyril di Meo lui, semble ne rien comprendre à la décroissance quand il écrit qu' « Ariès prétend alors que la décroissance est juste un concept obus permettant de dynamiter l'idéologie dominante ».



Winston Smith, Who could ask for more ? 1990.

La distinction entre un concept et une notion est elle pourtant si difficile à une personne qui se dit professeur de sciences économiques et sociales ? La décroissance n'est pas un « nouveau concept » comment on l'entend souvent. Car ce n'est pas un concept du tout ! Aucun des auteurs de la décroissance n'élève ce terme de la notion au concept, « Il serait en effet complètement inconsistant logiquement » souligne très justement Bernard Guibert. Comme l'écrit Paul Ariès, il est un « mot obus », ou encore pour S. Latouche un « mot d'ordre » pour mettre en question la logique dynamique de l'économie. Pour éviter toutes les incompréhensions dont souffrent les analyses sur-interprétatives de nos auteurs, faut-il encore leur rappeler comme l'écrit Latouche, que « le mot d'ordre de décroissance a surtout pour objet de marquer fortement l'abandon de l'objectif insensé de la croissance pour la croissance, objectif dont le moteur n'est autre que la recherche effrénée du profit pour les détenteurs du capital. Bien évidemment, il ne vise pas au renversement caricatural qui consisterait à prôner la décroissance pour la décroissance. En particulier, la décroissance n'est pas la « croissance négative », expression antinomique et absurde qui traduit bien la domination de l'imaginaire de la croissance » [23]. La volonté que met Jérôme Métellus à définir la notion de décroissance comme une récession, illustre parfaitement ses « effets psychiques que le capitalisme a sur l'individu » (Christopher Lasch), cette prégnance de l'imaginaire de

l'économisme. « Chassée par la porte, la récession revient immédiatement par la fenêtre ! » écrit-il dans un passage qui a le goût d'un quiproquo comique, mais n'est-ce pas plutôt l'économisme qui revient par la fenêtre de l'imaginaire de notre auteur ? Comme l'écrit encore très justement Bernard Guibert, le terme de « décroissance ne désigne pas une politique économique ni, encore moins, un modèle de "développement" économique » [24]. Il est vrai que la catégorie « d'imaginaire » semble être inaccessible à la majorité des contempteurs de la décroissance. Elle est pourtant issue d'un cheminement intellectuel spécifique, Latouche réévaluant là, le célèbre travail de Castoriadis sur cette question. Il faut prendre au sérieux l'imaginaire que portent des représentations sociales, et ne pas considérer l'imaginaire comme une catégorie inexistante comme le fait Jean-Marie Harribey. L'imaginaire dont il s'agit ici est celui de la psychanalyse, la psychanalyse de Jacques Lacan et surtout de Cornélius Castoriadis, ce que ce dernier appelle « l'imaginaire radical » dans *L'Institution imaginaire de la société*. Pour reprendre les termes de Félix Guattari, le mot obus de la décroissance est un « mot d'ordre » d'hygiène mentale, « d'écologie de l'esprit », « d'écologie mentale », « d'écosophie ». [25].

L'anthropologie économique et politique d'auteurs comme Karl Polanyi, Sahlings, Pierre Clastres et Marcel Mauss sont dans les origines intellectuelles de la décroissance, bien plus fondamentaux qu'Illich et Ellul, si c'est deux personnages dérangent la dogmatique marxiste de M. Oxley. Et cette anthropologie ne peut qu'infirmer l'évolutionnisme d'une lecture désuète du marxisme comme avatar d'une idéologie du progrès linéaire qui obligerait toutes les sociétés à passer sous les fourches caudines du « développement » capitaliste. L'anthropologie économique nous apprend que le monde a connu des économies plurielles et ces apports scientifiques sont une donnée de poids pour « s'opposer au schéma rectiligne et stalinien de la succession des modes de production » (B. Guibert). Les apports de l'anthropologie ont aussi des conséquences sur la théorie et la pratique du politique. La terminologie de MM. Oxley et Métellus suinte de ce schéma évolutionniste quand ils parlent de la décroissance comme d'un retour à l' « époque féodale » (sic !) ou encore à l' « économie pré-capitaliste ». Dans une filiation situationniste, l'objection de croissance est également imprégnée de la critique de la Séparation, comme de la réflexion que mène la revue du M.A.U.S.S. sur la critique de l'utilitarisme.



Pour faire écho avec ce qui a été dit plus haut sur le paradigme du relativisme culturel, la position philosophique soutenue par Serge Latouche est celle d'un nominalisme qui prendrait cependant ses distances avec le « constructionnisme social » des courants post-modernistes [26]. Rappelons également que les théoriciens de l'après-développement aux Etats-Unis (Gustavo Esteva notamment), développent des thèses et réflexions à partir des positions philosophiques de M. Foucault et J. Derrida. Et le dépassement de l'idéologie des Lumières passe notamment sous la plume de S. Latouche, par le crépuscule d'un jour qui verra « l'envol de la chouette de Minerve annonçant un monde de l'après-économie, de l'après-développement, une authentique post-modernité » [27]. La décroissance ne partage donc pas les points de vue des plats post-modernes que l'on nous passe depuis plus d'une dizaine d'années.

La vague des marxismes a ainsi imposé l'économisme révolutionnaire dans l'imaginaire radical de nos militants de

Gauche. En revenant dans le sillon perdu des socialismes français de la première moitié du XIXe siècle, il faut se débarrasser des effets psychiques du capitalisme sur nos imaginaires, et refaire tourner la subversion radicale de l'Utopie. Si le capitalisme aliène nos vies, c'est la vie qu'il nous faut changer. La révolution est moins celle de l'économie que celle de la métaphysique aliénée de la vie ! Nous ne somme pas que les « actants » de la révolution, nous en sommes surtout les « actés ». La révolution passe en nous et nous traverse (voir le philosophe Alain Accardo sur la servitude involontaire, un auteur très proche des objecteurs de croissance) [28].

Il y a deux sortes de gens à Gauche. Il y a ceux qui imprégnés de l'horizon de l'économisme révolutionnaire, défendent le pouvoir d'achat des salariés, la notion de « niveau de vie » produite par le Spectacle [« pour les salariés, la « décroissance » signifierait une régression majeure de leur niveau de vie » (Métellus) ou encore Karel Vereycken, quand celui-ci semble outrée du fait que la décroissance puisse « noyer une fois de plus le débat politique concernant les choix économiques »], les défilés carnavalesques des syndicats enspectaculés, et qui cherchent simplement à réduire et condamner les « inégalités sociales » générées par la capitalisme.

Car tout pousse à reconnaître avec Vaneigem, la « subjectivité radicale » comme ressort du refus de cette « survie », il y a aussi ceux qui ne négocieront pas avec le capitalisme. Les objecteurs de croissance ils en sont de cette canaille ! Riche est la vie et merde au P.I.B. !

Une lecture positiviste de Marx.

La prégnance et la permanence de l' interprétation positiviste et « progressiste » de la critique marxiste de l'économie politique et de son stakhanovisme productiviste, n'ont que trop duré aux yeux des objecteurs de croissance. Ce marxisme formulé dans les années 1880-1900 n'a été que trop influencé par ce « positivisme matérialiste plat et gras [qui] étalait son huile rance sur l'étang aux poissons... » dont nous parlait Romain Rolland. Comme l'écrit justement Bernard Guibert, « Il y a désormais d'autres lectures que la lecture positiviste et productiviste de Marx » qu'est la tradition léniniste représentée par le journal *La Riposte*.



Winston Smith, The Money tree. 1983.

Les fondateurs de la décroissance sont plus marxiens que marxistes, c'est-à-dire qu'ils ont lâché le marxisme orthodoxe auquel restent attachés nos auteurs de *La Riposte* (alors qu'un marxiste comme Jean-Marie Harribey a lui le courage de s'écarter des dogmes). Des auteurs comme S. Latouche, J. Ellul, G. Rist ou J.-P. Besset par exemple ont tous à un moment de leur vie, pris leur distance avec les marxismes traditionnels. Car en effet, les objecteurs de croissance se fondent sur « une autre lecture de Marx qui s'affirme progressivement dans les douleurs de la « déconstruction » (B. Guibert), sous les bannières d'auteurs comme Claude Lefort, Cornélius Castoriadis, Guy Debord, Paul Ricoeur, Michel Henry et Jacques Derrida.

Et dans une lecture interprétative qui considèrerait les différents marxismes comme l'ensemble des contre-sens qui ont été faits sur Marx. La décroissance semble étrangère à toute interprétation holiste, léniniste ou althussérienne. Et manifestement, Jérôme Métellus et Greg Oxley n'ont jamais lu Marx, à part au travers des œillères et de la culture militante marxiste-léniniste. Si Bernard Guibert défendrait l'idée d'une lecture herméneutique de Marx et de l'histoire, et cela peut se défendre, je privilégierais pour ma part la magistrale lecture de Marx que nous a faite M. Henry [29]. Et d'ailleurs Ricoeur n'a pas retenu son éloge sur une telle interprétation fondatrice, des ponts entre l'herméneutique et la phénoménologie henryenne sont certainement possibles de ce côté là.

Comme le montre Jean-Claude Michéa, le capitalisme c'est le libéralisme qui commence à naître sous la plume des physiocrates dans la seconde moitié du XVIIIe siècle. Le capitalisme est indéniablement le produit de l'anthropologie pessimiste du libéralisme des Lumières. Les socialismes français de la première moitié du XIX siècle (Pierre Leroux, Charles Fourier...) ont vu et su analysé sur le moment, la réalisation par la Révolution française, du programme économique des Lumières (Loi Le Chapelier, article 544 du Code Civil...). Quand ces socialismes français ont été écrasés définitivement dans l'épisode de la Commune en 1871, le champ était désormais libre au socialisme allemand pétris d'un marxisme positiviste véhiculant le progressisme, l'économisme et le matérialisme historique. L'Affaire Dreyfus a pu alors cristalliser en France l'institutionnalisation de cette Gauche progressiste et bien pensante des Lumières, qui perdure aujourd'hui du journal *Le Monde* à *Libération* en passant par *Télérama*, *Le Nouvel Observateur* et autre *Inrockupptible*. Cette Gauche empreinte de « replâtrages réformistes » qui n'a envie que de « gérer le capitalisme » en combattant les inégalités sociales et en relevant le pouvoir d'achat des consommateurs. La gestion et la « révolte consommée » est la logique de l'essence même de cette Gauche. Car la Gauche et le capitalisme nés dans le même creuset de l'idéologie des Lumières et de ses présupposés anthropologiques et métaphysiques, ne sont alors forcément que les alliés objectifs de la même eschatologie de l'histoire, les deux faces de la même monnaie progressiste. D'où depuis maintenant 130 ans en France, l'impossibilité, durable celle-ci, de dépasser le capitalisme sur sa Gauche.

L'affaire de la Nouvelle droite ou... la théorie du complot.

Si, dans la bouche de MM. Métellus et Oxley les objecteurs de croissance ne seraient que des réactionnaires, passe encore... finalement nous ne serions réactionnaires que dans cette acception où l'on irait à l'encontre de leur idéologie eschatologique de l'histoire. Mais les catégories simplifiantes/mutilantes des rédacteurs de La Riposte, ne sont encore que du lait pour les chats devant les délires de sur-interprétation de Cyril di Méo et Karel Vereycken. Tous les coups sont permis, tous les amalgames sont possibles.

N'ayant manifestement rien compris à l'anthropologie de la technique, M. Vereycken assimile curieusement les objecteurs de croissance à des « technophobes » opposés au phénomène de la technique. C'est là une crasse ignorance de la pensée d'auteurs comme J. Ellul (il faut vraiment ne pas avoir lu cet auteur pour ne pas voir la distinction qu'il opère entre les techniques et le système technicien) ou A. Gras, et plus largement des bases fondamentales de l'analyse classique de l'anthropologie de la technique. Notre auteur croit un peu bêtement que les objecteurs de décroissance en viennent à nier le phénomène humain de la technique. Il n'arrive pas à prendre en compte que la mutation de la technique à l'âge de la modernité, puisse avoir transformer le domaine ontologique de l'agir humain dans ses effets et conséquences (Hans Jonas), et que ce domaine ontologique n'ait rien à voir avec celui de l'âge de la technique « enchassée », dirait Polanyi, dans les activités sociales des humains.

Réduisant les objecteurs de croissance à des « technophobes », M. Vereycken en arrive forcément au simplisme d'un développement narratif hilarant : « en niant donc cette différence fondamentale entre l'homme et la bête, on cultive le doute et le pessimisme sur la nature humaine, on réduit non seulement notre capacité de survie et celle de notre environnement, mais on prive l'homme de son humanité, une déshumanisation qui est souvent l'instrument des sectes, des systèmes fascistes ou totalitaires, ou de ceux qui préparent leur arrivée. » Votre bonté dans cette ultime nuance, ne peut être que comptée à votre crédit...

Nos admirables dénicheurs de complots cachés, ont alors recours à un argument plus classique. Ainsi apprend-t-on sous la plume de M. Vereycken qu'« Ariès, [est] un malthusien version light » par le seul fait que cet auteur puisse écrire la phrase, « nous savons qu'il n'existe pas de développement et de croissance sans fin ». L'accusation semble entendue pour notre autre auteur, Cyril dit Méo, qui lui dit au contraire qu' « Ariès dénonce les penchants réactionnaires, spiritualistes, malthusiens, réactionnaires de certains décroissants » (décidément deux fois le même mot dans une phrase illustre au mieux l'heuristique de la haine qui se dégage de l'analyse de cet auteur). Faudrait se mettre d'accord, c'est à n'y plus rien comprendre, même si les délires sur-interprétatifs ont de propre cette capacité continuelle de créer de perpétuelles contradictions. Et l'argument utilisant la logique des rapprochements est alors forcément de mise : « le malthusianisme prospère aussi pour preuve l'horrible site du parti français pour la décroissance » (di Méo). Auteur qui nous parle encore dans son délire « des positions ultra malthusienne de Rabhi, Goldsmith, etc ». Faut vraiment se faire désintoxiquer !



Et cette technophobie délirée, ce malthusianisme ahurissant, cette anti-chambre du fascisme vert que seraient le monde des objecteurs de croissance, ne peuvent évidemment qu'assimiler la décroissance à « l'écologie profonde » qu'est censé représenter le magazine L'Ecologiste. Si cette assimilation n'était pas déjà classique dans la stratégie et unique ligne de défense des partisans du développement durable, puisqu'on l'a retrouve de Luc Ferry à Sylvie Brunel, les propos de Cyril di Méo n'en seraient pas moins insupportables. Car comme le note le géographe Bernard Zuindeau cet argument de la plus mauvaise foi qui soit de la part des partisans du développement durable, ne sert pas juste à esquiver un débat sur le fond, mais à porter le feu de la procédure accusatoire inquisitoriale sur un anti-humanisme supposé et rêvé. Comme si les objecteurs de croissance mettaient l'homme après la nature dans leur ordre de priorité. La diabolisation de la décroissance permettant de conserver le confort de ne pas trop se poser de questions et d'écarter ses doutes et sa propre mauvaise conscience. Le développement durable serait-il critiquable ? Vous n'y pensez pas nous répond Cyril di Méo, sa critique n'a qu'« une fonction de cohésion de cet ensemble des décroissants » et l'« on comprend beaucoup mieux [ainsi] les stratégies de dénigrement répété des partisans du développement durable ».

L’article d’Alain de Benoist sur la décroissance ou encore les activités du GRECE sont alors du pain béni pour alimenter le moulin à parole de Cyril di Méo, pour lui permettre de s’engager dans la voie interprétative de l’évident rapprochement illustrant la thèse du complot caché qu’il veut démasquer. Après avoir courageusement pourfendu une sombre « fusion idéologique » où apprend-t-on, « les pensées [d’Alain Caillé, S. Latouche, P. Rhabi et E. Golsmith] sont en osmoses avec celles de l’extrême droite néo-païenne », M. di Méo défenseur du nivellement égalitariste et de l’idéalisme humaniste, et atteint manifestement de « complotite aïgue », entend alors nous apporter la lumière, bienheureuse et bienvenue, de sa vérité.

Certains voient le christianisme cachée derrière la décroissance comme en des temps plus sombres l’on voyait le juif derrière le capitalisme. D’autres encore voient derrière la décroissance le Grand Satan malthusien ou celui de la Nouvelle Droite, ou carrément le bras armé du fascisme et de la barbarie... et pourquoi pas le retour du côté obscur de la Force ! Quel rapport avec la choucroute ?

Le principe cognitif qui cherche à expliquer l’émergence de la pensée de la décroissance pour nos auteurs, c’est la théorie interprétative du complot qui structure si bien notre « imaginaire politique », comme le remarquait si pertinnement Raoul Girardet dans *Mythes et mythologies politiques* ! Ce sont alors quelques groupes minoritaires, élitistes, sectaires qui sont tapis dans l’ombre de la décroissance malfaisante, cachée et secrète, interprétée par di Meo comme une « nébuleuse ». Nos auteurs quand ils s’expriment puisent dans le même fonds symbolique et terminologique de X-Files, Dan Brown et tout le reste de la littérature des dénicheurs de vérité qui sont toujours ailleurs... Car « c’est forcément dans l’ombre que se réfugient les bêtes immondent, de l’ombre qu’elles surgissent. Immuable, permanent à travers l’énorme masse de ses représentations iconographiques et ses expressions littéraires, il existe un bestiaire du Complot. Il rassemble tout ce qui rampe, s’infiltre, se tapit » [30]. Et le complotisme ou le conspirationnisme sont l’un des grands mythes politiques modernes, c’est même généralement ce qui sert de pensée à la Gauche rationaliste, progressiste et scientiste, toujours trop pressée avec son demi-savoir. Il est marqué par l’intérêt pour les machinations ou les manipulations, la fascination exercée par les forces invisibles, la peur d’une dictature occulte. Devant leur ébahissement vécu et leur totale incompréhension de la pensée de la décroissance, nos auteurs cherchent alors du sens dans la révélation des mauvaises intentions des hommes ou des groupes. Une fois démasqués les « mauvaises intentions », voici que pour nos auteurs la pensée de la décroissance prend son sens, elle devient une cause. « Ne faites confiance à personne »... Voilà où se trouve aujourd’hui le niveau intellectuel du « débat » avec nos auteurs.

Conclusion.

Ainsi nos admirables interprètes marqués par une surdose de « complotite aigue », ont un discours qui manque continuellement sa cible par mé-s’interprétation, sur-interprétation, incompréhension ou ignorance crasse et totale. Ils sont à la fois des partisans de la croissance et du progrès donc des réactionnaires (voir le dernier ouvrage de Jean-Paul Besset). Car comme le note François Brune, « le progressisme (le bon), ne serait il pas d’être en retard dans la mauvaise voie » ? Penser radicalement écrivait Marx, c’est aller jusqu’aux racines. Nous refusons donc une gauche progressiste qui améliore les « niveaux de vie » à coups de replâtrage réformiste et qui ne critique la logique du capital que parce qu’elle est la cause principale des « inégalités ». Il ne faut pas demander que l’on assure ou que l’on élève le “minimum vital”, mais que l’on renonce à maintenir les foules au minimum de la vie. Il ne faut pas demander seulement du pain, mais des jeux [31]. Si, très justement, Georges Bush ne

négocie pas avec les terroristes, les objecteurs de croissance ne négocieront pas avec le capitalisme ni avec la société économique. L'influence de la philosophie hégélienne de l'Etat sur Marx, ne doit pas nous faire perdre de l'idée, que Hegel a forgé cette philosophie pour donner un projet politique à la réaction contre la révolution française. L'étatisme est en soi réactionnaire, c'est une théorie qui a non seulement écrasé les expériences communalistes d'auto-gouvernement au XIIIe siècle, mais qui a surtout servi pour « terminer la révolution » comme dit François Furet, et plus fondamentalement pour Hegel, pour l'annihiler radicalement. L'ensemble de la Gauche doit alors tirer les conclusions de la transformation de l'étatisme révolutionnaire en un totalitarisme inhumain comme Proudhon en avait si bien eu l'intuition.

« Notre question s'énonce alors de façon beaucoup plus radicale, plus agressive et également plus désespérée écrivait Hannah Arendt : la politique a-t-elle finalement encore un sens ? » [32] Car « le développement monstrueux des capacités modernes d'anéantissement dont les Etats ont le monopole », « rend toute politique suspecte ». La question qu'Arendt pose alors au politique devenu « l'expérience de la politisation totale », « fait apparaître comme douteuse la compatibilité de la politique et du maintien de la vie dans les conditions modernes, et elle espère secrètement que les hommes se rendront à la raison et se débarrasseront d'une manière ou d'un autre de la politique avant qu'elle ne les fasse tous périr. Mais l'on pourrait objecter que l'espoir que tous les Etats dépérissent, à moins que ce ne soit la politique qui disparaisse d'une manière ou d'une autre, est utopique, et il est probable que la plupart des gens seraient d'accord avec cette objection. Cela ne modifie pourtant en rien cet espoir et cette question » [33]. Il faut non seulement à Gauche achever la sécularisation de la société en sortant de l'Eglise du progrès, mais aussi tirer les leçons de l'histoire du totalitarisme de Gauche au Xxe siècle.

Si à Gauche, nous voyons la poursuite de la fusion et de l'interpénétration toujours plus poussée des objecteurs de croissance avec l'ensemble des mouvances libertaires, il est clair, que la Gauche positiviste, « croissantiste », jacobine et progressiste donc réactionnaire, que représente MM. Oxley, Métellus, Di Meo et Veyrecken ne fera pas partie de notre monde, mais de celui qu'il faudra inlassablement combattre. Encore un effort amis réactionnaires !

La vie passe et nous n'attendons pas de compensations, hors celles que nous devons inventer et bâtir nous-mêmes.

Ce n'est qu'une affaire de courage.

[1] « L'écologie contre les marchands », in *Une société à la dérive*, p.237

[2] Les citations de Cyril di Meo sont extraites de son blog.

[3] On peut lire fort à propos l'article de René Fugler « La Sociologie libertaire de Jacques Ellul » dans la revue anarchiste *Réfractions* en juin 2005 : http://refractions.plusloin.org/article.php3 ?id_article=50. Sur l'influence de la pensée dans la réflexion de Ellul on peut aussi voir l'article de Deun « Comprendre comment l'homme a été éliminé »

[4] On peut lire Jacques Derrida, *Foi et savoir*, Point Seuil, ouvrage où il déconstruit nombreux de ces débats viellots auxquels les réactionnaires sont attachés

[5] Sur une réponse plus fournie aux vues de l'élu Vert de la Très Sainte ex-Gauche plurielle, Cyril di Meo, on peut lire l'article de Baptiste Rabourdin, « La décroissance serait mystique et réactionnaire » : http://www.decroissance.info/La-decroissance-serait

[6] « La peur note M. Duval, a changé d'objet, de l'Etat et de l'industrie, symbole de son système économique et social, elle s'est focalisée sur l'Autre éloigné, l'étranger, l'Autre proche, puis l'Autre religieux (dans cette catégorie entrent les adeptes des "sectes" et les musulmans) et enfin l'Autre politique et alternatif. La peur est donc passée d'instrument objectif de contestation à un instrument de structuration de la pensée unique en dénonçant de nouveaux "ennemis extérieurs", mais dans le cadre d'un consensus très large : en effet, qu'est-ce qui peut se targuer de réunir dans un commun accord, toute la droite et toute la gauche, les laïcs et les religieux ? Hormis le discours sur le terrorisme et la pédophilie, aucun autre discours n'atteint cette performance consensuelle. Dans l'idéal de cette société normative, il faudrait que tous soient semblables et entrent dans le moule », dans l'article « Des peurs collectives : le discours antisecte comme support de l'idéologie néolibérale », publié dans *L'homme et la société. Revue internationale de recherche et de synthèses en sciences sociales*, n°155,2005 n°1, p.65-78.

[7] D. Clerc, « De l'état stationnaire à la décroissance : histoire d'un concept flou », dans *L'Economie politique* n°22, avril 2004, p.88

[8] *Le Principe responsabilité*, 1990, p.69

[9] S. Latouche, préface à Besson-Girard, *Decrescendo cantabile*, Parangon, 2005, p.10

[10] Alain Caillé, « La question du développement durable comme question politique. Illimitation et irréversibilité », in *Dépenser l'économique. Contre le fatalisme*, p.250

[11] Lasch, *Le Seul et vrai paradis. Histoire de l'idéologie du progrés et de ses critiques*, 2002, p.138.

[12] Dit autrement, pour Marx le présent historique du capitalisme est un moment du processus dialectique, il avait la tâche d'accomplir le négatif et de s'identifier avec lui

[13] Voir M. Henry, *Marx*, tome 1, chapitre III « La réduction des totalités », première partie « La mythologie de l'histoire », pp.163-165, Gallimard, Tel, 1976.

[14] Jean-Claude Michéa, *Impasse Adam Smith. De l'impossibilité de dépasser le capitalisme sur sa gauche*, Climats

[15] voir ce que dit l'auteur sur LaRouche

[16] S. Latouche, op. cit. p. 11

[17] voir John Saul, *La mort de la globalisation*.

[18] qui ne décrit que les lois de l'Idée, alors que plus tard Marx revenant sur cette philosophie et si opposant, affirmera que la réalité de l'Etat repose sur les individus qui produisent la substance politique. Il faut se méfier de l'influence d'Hegel sur Marx sur la question de la place de l'Etat. Hegel fait parti des penseurs réactionnaires comme De Bonald, De Maistre, Haller... Bien qu' il a évolué, au début, il est un des admirateur de la Révolution française puis va finalement prendre peur face à ses désordres, et se tourne vers la réaction en forgeant philosophique le soutien au tout Etat. La philosophie hégélienne de l'Etat est toute portée contre la révolution, elle est pour Hegel un projet politique pour la réaction.

[19] Marx toute sa vie luttera théoriquement pour renverser Hegel à partir de Feuerbach, puis renverser ce dernier par une ontologie radicalement fondatrice et innovante. Ce qu'ignorent l'ensemble des marxismes.

[20] Edgar Morin, *Pour une politique de civilisation*, Arléa, 2002, p.66

[21] Pour aller beaucoup plus loin que cette brève « déconstruction » de l'idéologie du Progrès, on peut lire l'article « L'Eglise des illusions du progrès et les Objecteurs de

croissance ». On peut également consulter la conférence de S. Latouche, « La Métaphysique du progrès ».

[22] Jean-Claude Monod, *La Querelle de la sécularisation de Hegel à Blumenberg*, 2003, éd. Librairie philosophique Vrin, 317 p.

[23] Extrait de « Il faut jeter le bébé plutôt que l'eau du bain » page 127

[24] Dans l'article en ligne « Décoloniser notre imaginaire de croissance ? Ça urge ! ». B.Guibert est économiste et membre de la commission économique des Verts.

[25] Comme l'écrit encore Bernard Guibert, « Il s'agit plutôt, conformément à ceux qui, à la suite de Hannah Arendt, ont analysé l'emprise du totalitarisme sur les âmes comme conséquence d'une pathologie du langage, de mettre en place une prophylaxie des mots que nous utilisons. Il y a eu dans ce sens un début d'expérience prometteur au forum social européen de Paris Saint-Denis grâce à des initiatives heureuses de Patrick Viveret et Gilbert Wassermann : comment transformer nos rapports subjectifs aux mots que nous utilisons pour que nous puissions dissiper les malentendus et entreprendre des actions communes couronnées politiquement par le succès »

[26] L'ouvrage de Patrick Tacussel, élève de Maffesoli et principal continuateur de la délicieuse dérive situationniste, *L'attraction sociale, la dynamique de l'Imaginaire dans la société monocéphale*, Librairie des Méridiens, 1984, nous est cependant des plus précieux

[27] Préface de Besson-Girard, *Decrescendo cantabile*, Parangon, 2005, p.11

[28] A. Accardo, *De notre servitude involontaire*, Agone, 2001. D'inspiration bourdieusienne, Alain Accardo invite les « progressistes » à s'interroger sur la part qu'ils prennent à la reproduction de cet ordre qu'en principe ils combattent, dans *Le Petit-bourgeois gentilhomme*, Labor, 2003. M.Accardo a donné un entretien au journal *La Décroissance*, n°25, février 2005, intitulé « Se battre contre le capitalisme, c'est se battre contre soi-même »

[29] M. Henry, *Marx*. tome 1 « Une philosophie de la réalité » ; tome 2 « Une philosophie de l'économie », Gallimard

[30] Raoul Girardet, *Mythes et mythologies politiques*, Seuil, 1996, p.43

[31] Article « Le minimum de la vie », pour l'Internationale lettriste, M.-. Bernstein, A.-F. Conord, M. Dahou, G.-E. Debord, J. Fillon, Gil J Wolman, dans *Potlatch*, n°4 13 juillet 1954

[32] Hannah Arendt, *Qu'est-ce que la politique ?*, Seuil, Points, p. 64

[33] Hannah Arendt, op. cit., p.66.

le mardi 22 août 2006

par Clément Homs

La « décroissance soutenable » : une utopie réactionnaire

De plus en plus de gens se soucient à juste titre de la situation écologique de notre planète. Nous avons assisté, ces dernières années, à un certain nombre de catastrophes écologiques, dont les naufrages de L'Erika et du Prestige. A ces « accidents », qui en fait résultent de la course au profit à laquelle se livrent les capitalistes, s'ajoute le réchauffement de la planète, qui est très probablement dû à de trop grandes émissions de gaz carbonique. Il en résulterait des dérèglements climatiques qui, à terme, pourraient prendre des dimensions effrayantes. Enfin, les

ressources fossiles (pétrole, gaz, etc.), sur lesquelles l'industrie repose encore largement, seront épuisées d'ici quelques décennies, ce qui pose la question des énergies alternatives.

Nous ne pensons pas qu'il faille minimiser ces problèmes. Nous ne partageons pas l'optimisme intéressé des multinationales qui polluent ou sont spécialisées dans le pillage des ressources naturelles. Il semble clair que l'écosystème est à terme gravement menacé – et nous avec – par des catastrophes de type écologique et climatique.

A ce sujet, certains pensent qu'il est possible de « réguler » le capitalisme, de le réformer, de l'aménager, de façon à en maîtriser les conséquences écologiques. Nous estimons au contraire que les mécanismes fondamentaux du système capitaliste s'opposent à toute régulation durablement efficace, et qu'il faut par conséquent lui substituer un système socialiste, c'est-à-dire une planification démocratique et rationnelle des ressources productives et naturelles.

Il existe encore une autre tendance, qui a produit ces derniers temps un certain nombre d'articles dans la revue *Silence!* et dans *Le Monde Diplomatique* : la tendance des partisans de la « décroissance soutenable ». Face aux menaces climatiques et écologiques, ses « théoriciens » pensent que le problème, ce n'est pas le capitalisme, mais… la croissance économique. Dès lors, la solution coule de source : l'économie doit « décroître », et tout ira pour le mieux dans le meilleur des mondes. Nous nous proposons ici de sonder l'argumentation sur laquelle repose cet ambitieux programme.

« Faire tourner à l'envers la roue de l'histoire »

A la lecture des écrits des apologues de la « décroissance soutenable » (voire « conviviale » !), la plupart des gens hausseront simplement les épaules. Cependant, nous aurions tort de considérer que ces idées émanent simplement d'esprits farfelus. En réalité, l'idée que la croissance économique est ce qui pose problème et qu'il faudrait faire marche arrière en ce domaine se rattache à un courant idéologique et politique qui remonte au début du XIXe siècle.

Comme tout autre courant intellectuel, celui-ci a des racines de classe. Autrement dit, il exprime, fut-ce confusément, la situation et les intérêts d'une classe sociale déterminée. En France, au milieu du XIXe siècle, Proudhon proposait de réorganiser l'ensemble de l'économie nationale sur le modèle d'un immense réseau de coopératives paysannes et artisanales. Il fustigeait la grande industrie et la concentration du capital qui l'accompagne. Ce faisant, il exprimait les intérêts et la situation matérielle des petits artisans, commerçants et paysans, autrement dit des classes moyennes, dont la position était menacée par le processus d'industrialisation et de concentration du capital. Par le biais de la concurrence, la production de grande échelle avait tendance à les pousser à la ruine et à les jeter dans la classe des travailleurs salariés, qui, eux, ne possèdent ni terre ni moyen de production, mais seulement leur force de travail. Dans la mesure où il refusait d'adopter le point de vue socialiste, expression générale des intérêts du salariat, Proudhon en était réduit à réclamer un retour à une économie fondée sur la petite propriété artisanale et agricole. Comme l'écrivait Marx, Proudhon voulait « faire tourner à l'envers la roue de l'histoire ».

Ce n'est pas par hasard que l'on retrouve ces idées, presque mot pour mot, dans les écrits des «décroissants». Voilà ce que Bruno Clémentin et Vincent Cheynet nous proposent comme « premier niveau » de leur « modèle économique alternatif » :

« Le premier [niveau] serait une économie de marché contrôlée évitant tout phénomène de concentration. […] Tout artisan ou commerçant serait propriétaire de son outil de travail et ne pourrait pas posséder plus. Il serait nécessairement le seul décideur de son activité, en relation avec sa clientèle. Cette économie de petites entités, outre son caractère humaniste, aurait

l’immense mérite de ne pas générer de publicité, ce qui est une condition sine qua non de la mise en place de la décroissance soutenable. »

La référence à la publicité est ici la seule nouveauté par rapport à Proudhon. Si, dans cette citation, les seuls artisans et commerçants sont évoqués, un autre passage fait l’apologie de « l’agriculture extensive non motorisée », c'est-à-dire des petites exploitations agricoles. Nous voilà renvoyés à la bonne vieille économie précapitaliste.

Peut-être que les deuxième et troisième « niveaux » du « modèle économique alternatif » nous en diront plus ? Oui, mais ils pèsent tellement lourd sur le premier niveau que celui-ci s’écroule comme un château de cartes. En effet, « le deuxième niveau, celui de la production d’équipements nécessitant un investissement, aurait besoin de capitaux mixtes privés et publics, contrôlés par le politique. » Ainsi, loin de ne compter que sur leurs propres ressources, l’agriculture et l’artisanat de petite échelle jouiraient d’« équipements nécessitant des investissements ». Mais les choses s’aggravent avec le troisième niveau, qui fournit à ses petits paysans, commerçants et artisans des « services publics de base, non privatisables : accès à l’eau, à l’énergie disponible, à l’éducation, à la culture, aux transports en commun, à la santé, à la sécurité des personnes. »

Si on appliquait à la France le projet de Bruno Clémentin et Vincent Cheynet, il faudrait fermer un grand nombre d’entreprises, renvoyer des millions de salariés à leur campagne et ateliers artisanaux, mais garder quand même une infrastructure industrielle et une large main d’œuvre salariée pour alimenter tout ce petit monde en services publics de qualité. D’un côté, on ampute allègrement le potentiel productif de l’économie – mais, de l’autre, on exige de cette économie exsangue qu’elle dispense des services publics aux quatre coins de nos campagnes repeuplées !

Cette contradiction, caractéristique d’un mode de pensée utopique, ressurgit sans cesse sous la plume de nos deux candidats aux joies de l’économie locale. Prenons un exemple parmi tant d’autres. On nous assure que, sur la base d’une économie « décroissante », nous aurions accès à la santé. Tant mieux. La santé, cependant, suppose notamment des hôpitaux, des centres médicaux, etc, vers lesquels un malade puisse se rendre rapidement. Or, on apprend que « les véhicules à moteur à explosion seraient condamnés à disparaître. Ils seraient remplacés par la marine à voile, le vélo, le train, la traction animale. » Pour les malades que leur état de santé ne dispose pas à se déplacer sur une bicyclette, sur un chariot tiré par des bœufs ou sur un catamaran, il reste le train. Le problème, c’est que jusqu’à présent, les lignes ferroviaires ne desservent que les principaux axes du pays, les habitants des très nombreuses petites communes rurales se contentant d’utiliser les « véhicules à moteur à explosion ». Mais dans le monde que Bruno Clémentin et Vincent Cheynet appellent de leurs vœux, ceux-ci ont disparu. Il faudra donc élargir considérablement, soit le réseau ferroviaire, soit le réseau hospitalier (soit les deux). En résumé, s’ils voulaient tenir leurs promesses en matière de santé publique, les « décroissants » seraient obligés de lancer le pays passablement désindustrialisé dans… de grands travaux – et pas des moindres.

Il s’agit là d’un exemple assez trivial, mais ce type de contradiction est monnaie courante dans les écrits des « décroissants ». Au fond, elle exprime le caractère complètement abstrait et utopique de leur construction théorique. Ils ne se soucient nullement d’appuyer leur « programme » sur telle ou telle force sociale réelle. Ils s’adressent à la bonne conscience des citoyens « en général », à leur intelligence, en espérant que la graine des vérités qu’ils diffusent finira par germer. Leur problème, en effet, c’est que ni la classe capitaliste, ni le salariat – les deux forces essentielles de la société – ne peuvent s’identifier à un tel programme, qui est à l’antipode de leurs intérêts.

Pour les capitalistes, le développement économique et la concentration du capital sont indispensables : leur course au profit en dépend. Pour les salariés, la « décroissance » signifierait une régression majeure de leur niveau de vie. Voilà ce qu’on trouve dans le programme « décroissant », entre autres envolées « humanistes » : « Le réfrigérateur serait remplacé par une pièce froide, le voyage aux Antilles par une randonnée à vélo dans les Cévennes, l’aspirateur par le balai et la serpillière, l’alimentation carnée par une nourriture quasiment végétarienne, etc. » La liste n’étant apparemment pas exhaustive, on craint le pire !

« C’est le prix à payer », nous expliquent en quelque sorte Clémentin et Cheynet. C’est ça ou la mort certaine. En effet, leur analyse de la situation et des perspectives écologiques conclue à la catastrophe imminente et inévitable, sous quelque système politique et économique que ce soit, si nous n’entrons pas très vite dans la « décroissance ».

Pour y parvenir, les « décroissants » en appellent d’abord au bon sens de chacun d’entre nous, à notre bonne volonté, mais dressent aussi quelques perspectives politiques en ce qui concerne la révolution décroissante. Dans ce domaine, la situation est assez sombre, comme l’expliquent bien nos deux professeurs dans le passage suivant : « L’écologiste millionnaire et conservateur Edward Goldsmith avance qu’en réduisant de 4% par an et pendant 30 ans la production et la consommation, nous aurions une chance d’échapper à la crise climatique " avec un minimum de volonté politique. " […] La réalité sociologique est tout autre. Même les riches des pays riches aspirent à consommer toujours plus. Et ce n’est pas " un minimum de volonté politique " qui serait nécessaire si un groupe désirait conduire cette politique d’en haut, mais bien un pouvoir totalitaire. Celui-ci aurait toutes les peines à contrer une soif sans fin de consommation attisée par des années de conditionnement à l’idéologie publicitaire. A moins de rentrer dans une économie de guerre, l’appel à la responsabilité des individus est la priorité. Les mécanismes économiques conduits par le politique auront un rôle fondamental à jouer, mais demeureront secondaires. Le tournant devra donc s’opérer " par le bas " pour rester dans la sphère démocratique. »

La menace est claire. On nous dit : « soit vous vous pliez aux joies humanistes de la décroissance, soit il faudra une dictature. » En effet, les faux frais d’une dictature ne valent-ils pas mieux que l’auto-destruction à coup sûr ? La « réalité sociologique » est montrée du doigt : tout le monde veut consommer ; les travailleurs comme les patrons veulent garder leurs maudits privilèges. La société devra donc peut-être subir l’électrochoc d’un pouvoir fort, trônant au dessus des classes sociales, pour « remettre de l’ordre ». A leur façon, les « décroissants » expriment la tendance bonapartiste qui parcourt l’histoire politique des classes moyennes.

La menace écologique et climatique

Les « décroissants » estiment que nous allons tout droit vers la destruction générale si nous ne faisons pas baisser nettement et au plus vite le PIB mondial. Selon eux, soit on reconstitue le « capital naturel » (énergétique) détruit au fur et à mesure, soit on meurt tous à coup sûr. En effet, « imaginer que l’humanité a les moyens de coloniser d’autres planètes relève du délire. Les distances dans l’espace sont hors de portée de nos technologies. Pour faire des sauts de puce dans l’espace, nous gaspillons inutilement des quantités gigantesques de ressources précieuses. » Et si, malgré les « sauts de puce », les capitalistes étaient capables d’importer de l’énergie à partir d’autres planètes, on est d’ailleurs prévenu : « si nous pouvions ramener sur terre et de façon rentable une ressource énergétique extra-terrestre, cela aurait pour conséquence une nouvelle dégradation écologique. » En effet, « l’arrivée d’une nouvelle ressource énergétique ne ferait qu’amplifier les changements climatiques » du fait de l’inévitable pollution qu’elle entraînerait.

Il fallait s’attendre à ce que, privé de « véhicules à moteur à explosion », l’homme soit aussi privé de navettes spatiales, fusées, satellites et autres fleurons de la technologie moderne. Mais il faut surtout remarquer que la conquête spatiale est présentée (avant d’être rejetée) comme la seule alternative à la situation actuelle. Ni le socialisme ni aucune autre forme d’organisation sociale susceptible d’augmenter ou de maintenir la capacité productive actuelle ne sont évoqués. Or c’est pourtant là qu’est tout le problème. Les catastrophes écologiques et les menaces climatiques qui pèsent sur notre planète ne peuvent être évaluées indépendamment du système économique et social dans lequel elles ont lieu.

La menace écologique est fondamentalement le fait du système capitaliste. Pour accroître leurs marges de profits, gagner tel marché ou mettre la main sur telle source de matière première, les capitalistes ne s’embarrassent ni de principes sociaux, ni de principes écologiques. En fin de compte, ils polluent la planète pour les mêmes raisons qu’ils bombardent l’Irak ou licencient des milliers de salariés : pour accroître la rentabilité de leur capital. Pourquoi des tonnes d’hydrocarbures sont-ils constamment rejetés au large de nos océans ? Parce que cela coûte moins cher qu’un recyclage non polluant. Pourquoi l’Amazonie subit-elle une déforestation massive, au risque de graves conséquences écologiques ? Essentiellement pour accroître les profits des multinationales qui exploitent le bois. Et ainsi de suite.

Dans le cas des émissions de CO2, qui sont probablement responsables du réchauffement de la planète, le problème se pose dans les mêmes termes. La plupart des grandes puissances dépendent largement des énergies fossiles (pétrole, gaz, etc.), dont la combustion émet de grandes quantités de CO2. Pour s’en passer ne fut-ce que partiellement, elles devraient réaliser d’énormes investissements dans des industries énergétiques alternatives. Or, la concurrence est telle, dans le système capitaliste, que de pareils investissements désavantageraient les capitalistes qui les réaliseraient par rapport aux capitalistes qui se contenteraient de continuer d’exploiter l’industrie existante. La course au profit et la lutte pour des marchés poussent donc les dirigeants des grandes industries énergétiques à continuer d’exploiter les réserves fossiles. Certes, elles ne tarderont pas à s’épuiser et leur combustion constitue une menace écologique. Mais la bourse, elle, n’est pas sensible à de tels arguments. Or, dans le système capitaliste, c’est avant tout elle qui décide.

Dans la mesure où il n’y a pas de limite absolue aux progrès des sciences et de la technologie, le potentiel énergétique dont nous disposons est lui aussi illimité. Aux énergies « renouvelables » (énergie des marées, énergie solaire, éolienne, etc.) s’ajoute l’énergie atomique. Si celle-ci est aujourd’hui une grave source de pollution, c’est parce que les capitalistes ne veulent pas rogner sur leurs marges de profits en investissant dans un traitement sérieux des déchets radioactifs. D’un point de vue scientifique, cependant, rien ne permet d’affirmer que l’exploitation de l’énergie atomique ne puisse pas se réaliser de façon à n’impliquer ni pollution, ni risque de catastrophe nucléaire. En d’autres termes, la pollution et les différents risques liés à l’industrie énergétique reposent, non sur la « croissance », mais sur les mécanismes fondamentaux du capitalisme. Par conséquent ils ne disparaîtront que lorsque ce système lui-même sera renversé. Seule une planification rationnelle et démocratique de l’industrie et des ressources énergétiques permettra de concilier le développement de l’appareil productif avec l’équilibre écologique de la planète.

Croissance et « décroissance »

Dans *Le Monde Diplomatique* du mois de novembre, l’un des chefs de file des « décroissants », Serge Latouche, reconnaît que la perspective d’une récession prolongée n’est pas propre à susciter l’enthousiasme des salariés, des jeunes et des chômeurs. Aussi s’empresse-t-il de préciser – à la différence ses amis Cheynet et Clémentin – que «

décroissance » ne signifie pas nécessairement récession. Il écrit, en effet, que la « décroissance n'est pas la croissance négative ». Et c'est bien heureux, ajoute-t-il, car « on peut imaginer quelle catastrophe serait un taux de croissance négatif ! »

On pourrait faire remarquer qu'il n'y a pas besoin de « s'imaginer » quoi que ce soit, le système capitaliste ayant largement montré, au cours de son histoire, quels sont les effets d'une récession sur l'emploi, les salaires, etc. Mais le plus intéressant, c'est ce qu'il entend par « décroissance », après avoir écarté l'idée de récession. Selon lui, la « décroissance » se met en place, notamment, grâce à « la remise en question du volume considérable des déplacements d'hommes et de marchandises sur la planète, avec l'impact négatif correspondant (donc une relocalisation de l'économie) ».

Quiconque a joué au jeu du Mikado sait bien qu'il est impossible d'enlever certains bâtonnets sans faire tomber tout l'édifice. C'est pourtant ce que s'efforce de faire Latouche. Dans le cadre du capitalisme (que Latouche ne remet jamais en cause), une diminution des « volumes de déplacements d'hommes et de marchandises » signifierait un affaiblissement correspondant des exportations et des importations, c'est-à-dire du commerce mondial. Or, le dynamisme économique du capitalisme repose, pour une bonne part, sur le dynamisme du commerce mondial lui-même. Par conséquent, la première conséquence de la mesure que propose Latouche serait une « croissance négative » du PIB mondial. Chassée par la porte, la récession revient immédiatement par la fenêtre !

Ce n'est pas la première fois que *Le Monde Diplomatique* publie des articles dans lesquels, sous couvert de préoccupations sociales ou écologiques, leurs auteurs font l'apologie de l'économie locale. Or, il s'agit là, encore une fois, d'une idée complètement réactionnaire. La mondialisation de l'économie, loin d'être un problème, constitue une prémisse fondamentale du socialisme, lequel est complètement inconcevable sur la base de petites économies locales. Le fait est, par contre, que le capitalisme a depuis longtemps atteint ses limites historiques, qu'il est incapable de faire progresser le niveau de vie de la vaste majorité de la population mondiale, et que, pour se survivre, il doit renforcer sa pression sur les salariés et piller toujours plus les ressources des pays sous-développés.

Loin de réduire la production, une organisation socialiste de la société aurait pour résultat de libérer les forces productives des chaînes d'un capitalisme en plein déclin. Elle donnerait une puissante impulsion à l'économie, ce qui ouvrirait la perspective d'une diminution progressive et indéfinie du temps de travail. Pour la première fois de l'histoire de l'humanité, l'accès à une éducation de qualité se généraliserait. Le racisme, le fanatisme religieux et tous ces fléaux qui reposent, en dernière analyse, sur la misère que génère le système capitaliste, disparaîtraient. La science, les arts et la philosophie cesseraient d'être le monopole des classes dirigeantes pour devenir un bien collectif que tout le monde pourrait enrichir. L'humanité se débarrasserait enfin du fardeau du besoin matériel. En ce sens, comme le disait Marx, le communisme constituera le véritable commencement de l'histoire humaine.

Jérôme Métellus, Paris, le 01 décembre 2003
www.lariposte.com
BP 80378, 75869 Paris CEDEX 18

Du danger de la décroissance

Les économistes Cyril Di Méo et Jean-Marie Harribey s'attaquent aux thèses de la décroissance. Selon eux, sortir de l'économie et des échanges monétaires serait périlleux pour les systèmes de solidarité institution- nalisés.

Les « marches pour la décroissance » se sont multipliées cet été, traduisant l'installation de la notion de décroissance au sein de la galaxie altermondialiste (1). Cet attrait nouveau a l'avantage, diront certains, de mettre la question écologique au centre d'une mouvance souvent productiviste qui « oublie » l'écologie. Mais cela se fait avec la propagation d'idées relativement dangereuses dépassant la seule question écologique. La critique de l'« économicisme », l'éloge de la pauvreté et la promotion d'une « sortie de l'économie monétaire » montrent que c'est à la modernité que s'attaquent les décroissants, beaucoup plus qu'au capitalisme réel, notamment celui de la phase néolibérale actuelle.

Économie, « économisme », « économicisme », « oxymore de l'économie sociale », les néologismes sont de plus en plus nombreux pour critiquer la domination du développement, de l'économie et du libéralisme. Mais, plus qu'une pensée critique de la forme capitaliste de l'économie moderne, c'est une remise en cause générale de l'économie. L'économie est « essentialisée », « occidentalisée » sur la base d'un anti-marxisme et d'un antilibéralisme primaires. D'une part, les décroissants rejettent une des principales avancées de l'économie politique marxiste : la description de différents modes de production, de consommation et de répartition des richesses, montrant que ces systèmes prennent des formes culturelles et historiques variables. D'autre part, ils attaquent le libéralisme pour ce qu'il a d'« européocentré », d'« occidental », d'« économiciste », notions extrêmement vagues, et non pas pour ce qu'il représente en termes de rapports sociaux. Ils se privent ainsi d'une économie politique réelle au profit de la promotion d'un imaginaire « non-économiciste », et ils passent à côté des destructions modernes impliquées par le capitalisme, notamment la précarisation croissante. C'est d'ailleurs pour cela que leur éloge récurrent et général de la pauvreté, de la frugalité, de la simplicité volontaire, pose question à un moment où le capitalisme crée de plus en plus de pauvreté subie. La substitution d'une critique esthétique ou métaphysique à une critique sociale du capitalisme n'est donc pas sans danger.

Mais, là où la décroissance pose le plus de problèmes aux défenseurs des services publics et non-marchands, c'est dans ses propositions de « sortie » de l'économie monétaire ou de l'économie. Les décroissants vantent l'autoproduction, le don, les systèmes d'échange locaux et nombre d'autres formes d'échanges non monétaires. À titre individuel, ces expériences sont respectables et souvent utiles. Mais, à titre collectif, elles posent de lourds problèmes. La monétarisation de la production et de la consommation permet, au-delà de la sphère marchande et via les prélèvements obligatoires, leur socialisation partielle dans le cadre de l'État providence. Assurance maladie, assurance chômage, retraites par répartition sont assises sur cette économie monétaire. Et c'est au nom d'une solidarité collective obligatoire et anonyme que s'exerce cette protection sociale, c'est-à-dire une certaine redistribution. Que deviendraient ces solidarités institutionnalisées, obtenues par les luttes sociales, dans une société de décroissance démonétarisée ? Hélas, il y a tout à parier qu'elles disparaîtraient au profit de protections individuelles, familiales ou communautaires.

Plus que jamais, les altermondialistes doivent être attentifs à ce que n'apparaissent pas, en leur sein, les idéologies qui accompagnent la destruction des rares avancées obtenues par le salariat, notamment les systèmes de solidarité institutionnalisés par la protection sociale et l'éducation pour tous. Hélas, cette propagation des thèses décroissantistes est facilitée par la rigidité des positions productivistes. Celles-ci sont sourdes à l'écologie et encore fréquemment défendues au sein du mouvement social et de l'altermondialisme. Mais la « sortie » de l'économie et des échanges monétaires serait périlleuse pour les systèmes de solidarité. Car, plus qu'une critique écologique du productivisme, la décroissance est bien une

remise en cause des modes de socialisation contemporains de la richesse. Il y a donc urgence à ne pas laisser l'écologie aux seules mains des décroissants et à penser un développement alternatif de qualité.

Les voies d'une socialisation démocratique et d'une écologisation de l'activité économique restent à explorer. La part des activités non-marchandes, dont le financement est collectif, doit progressivement s'étendre au détriment de la sphère de la marchandise, qui ne peut être confondue avec la sphère monétaire. La réduction des inégalités, au Nord comme au Sud de la planète, pourra se faire essentiellement par le biais de l'augmentation et de l'amélioration des services publics, de la protection sociale, de l'éducation, et par celui d'une répartition entre tous du travail à accomplir pour que chacun puisse moins travailler. Refuser l'idéologie de la décroissance n'enlèvera pas la nécessité de déconnecter progressivement le développement de la croissance, dès lors que les besoins essentiels sont satisfaits, parce que le mieux-être ne peut s'identifier perpétuellement au « plus-avoir ». Mais cela n'a rien à voir avec un refus aveugle de la modernité et de la raison.

* Cyril Di Méo a publié la Face cachée de la décroissance, L'Harmattan, 208 p., 17,50 euros ; http://cyril-dimeo.over-blog.com

Jean-Marie Harribey a dirigé pour Attac le Petit Alter, Dictionnaire altermondialiste, Mille et Une Nuits, http://harribey.u-bordeaux4.fr

Idées – Jeudi, 14 septembre 2006

L’Eglise des illusions du progrès et les objecteurs de croissance.

Clément Homs

Le progrès [1] est utilisé aujourd’hui comme un impératif de consommation, mais il constitue également un espoir aveugle de résolution de tout problème. Son évolution est présentée comme une continuité historique vers un « mieux » définit à travers les catégories du « bien » propres à l’ethnocentrisme occidental. Pourtant nulle essence ne caractérise le terme de « progrès », l’idée de progrès et ses multiples usages ont une histoire bien spécifique qui relève de l’histoire occidentale des idées et plus largement de l’histoire de la société sécularisée. Si bien qu’il nous faudra achever cette sécularisation ratée [2] et sortir de la religion du progrès pour qu’enfin se trouvent réunies les conditions de possibilité pour dépasser le capitalisme sur sa gauche.

Les Lumières ou la douce musique des origines.



Si les origines de la notion de « progrès » sont antérieures à la fameuse querelle des Anciens et des Modernes (1687-1698), le XVIIIe siècle a fait de ce maître concept un véritable porte-étendard. Toute une génération croit en effet au progrès de l’esprit humain et annonce les Lumières. Le philosophe anglais John Locke va par exemple fonder la conviction que la société, en réglementant les conditions matérielles, pouvait promouvoir le progrès moral de ses membres. Les premiers économistes eux vont créer la notion de progrès, sous cette acception aujourd’hui dominante en affirmant que la croissance, le luxe, l’aisance permettront l’accès au bonheur matériel pour l’humanité. Ainsi chez les physiocrates ou chez Adam Smith se crée un idéal voltairien d’efficacité du système économique à travers sa progression illimitée vers le « bonheur universel ».

Les précurseurs de la philosophie de l’Histoire conçue comme progrès, puisent quant à eux dans la théologie chrétienne de l’histoire et chez le philosophe arabe Ibn Khaldoun. Comme l’écrit Karl Löwith, l’eschatologie du salut chrétien se change alors peu à peu en idéologie du progrès, en fournissant des éléments religieux métamorphosés. Autrement dit, la théologie de l’histoire préoccupée par la problématique de la transcendance [3] du sens de l’histoire - illustrée par saint Augustin jusqu’à Bossuet - est remplacée à partir des Lumières, par la philosophie de l’histoire et une problématique de son immanence [4]. L’idéologie du progrès est le produit de la sécularisation de la vision chrétienne de l’histoire qui orientait le temps comme une flèche (en opposition au temps cyclique des Grecs), de la déchéance de l’homme à sa rédemption. Désormais le temps fléché part de la souffrance quotidienne vers le bonheur universel, de la barbarie vers la civilisation radieuse.

Ainsi Jean-Baptiste Vico va laïciser en quelque sorte la théologie de l’histoire exprimée par Saint Augustin dans *La Cité de Dieu*, il la réaménage en approfondissant la notion d’un pouvoir créateur de l’homme s’exprimant dans l’histoire. C’est l’histoire de l’humanité qu’il privilégie, humanité passant d’âges inférieurs marqués par la sensibilité et l’imagination, à un stade rationnel. En s’efforçant d’établir une loi de développement historique portant sur les nations et le développement de l’esprit humain, en prenant en compte une évolution sur

plusieurs étapes, Vico participe à l'élaboration du concept de philosophie de l' histoire selon lequel, l'Histoire formant un tout, évoluerait vers un terme final. Alors l'emportent raison et liberté politique, alors régresse l'autorité. Ainsi avec Vico s'affirme en Histoire l'idée de progrès et celle de création collective, idée que le matérialisme dialectique transformera au XIXe siècle en véritable dogme .

Mais partagés dans leur attitude d'admiration envers la Rome antique transformée en véritable mythologie, les contemporains des Lumières sont pratiquement unanimes à décrier le Moyen-Age, symbole à leurs yeux de pauvreté, d'oppression, d'ignorance, d'obscurantisme, préjugés encore aujourd'hui bien persistants, dont l'historiographie a pourtant depuis longtemps totalement remis en cause. Mais pour des hommes des Lumières « Gothique » reste le terme le plus péjoratif à leurs yeux. Tous sont d'accord lorsqu'il s'agit de société et de culture, distinctes de la liberté politique, pour affirmer que l'époque moderne est sans conteste supérieure à celle qui l'a précédée et bientôt d'imposer cette supériorité aux peuples de leurs colonies.

De la théologie de l'histoire… à la philosophie de l'histoire : l'invention du progrès.

Les Lumières [5] ne dégagent pas au XVIIIe siècle, une philosophie de l'histoire fondée sur de nouveaux fonds baptismaux, c'est-à-dire sur des présupposés épistémologiques radicalement nouveaux. Comme des architectes qui utiliseraient des pierres de réemplois pour construire un nouvel édifice, les hommes des Lumières aménagent la théologie chrétienne de l'histoire à leurs convenances, c'est-à-dire à l'aune de leurs nouvelles croyances. En conservant les présupposés épistémologiques de la théologie de l'histoire, les Lumières n'opèrent dans leur idéologie du progrès qu'une « translation simple » de région ontologique à région ontologique.

Ainsi pour Karl Löwith (1897-1973), l'idée même de progrès centrée sur le bien-être de l'individu, va remplacer au XIXe et XXe siècle, celle du salut préoccupée par le souci de l'âme. Dans cette nouvelle métaphysique progressiste, la science n'est alors que la forme « sécularisée » de la création divine, et la dimension messianique du marxisme doit être rapportée plus directement à l'influence de cet héritage judéo-chrétien [6]. Marx n'est il d'ailleurs pas considéré par le philosophe Michel Henry, comme « le premier penseur chrétien de l'Occident » ? [7] Mais la pensée du XIXe siècle a également emprunté à la tradition Judéo-chrétienne - sans remonter à la version zoroastrienne du mythe du déclin et de la chute de l'humanité -, l'idée de « gradation » pour comprendre la réalité sociale.

La « loi du progrès » allait alors devenir un récit de l'humanité en marche obéissant à la nécessité historique et à la morale tout à la fois. L'idée de concevoir l'humanité comme traversant des époques ou des stades différents est une tentation partagée par tous les auteurs de ce siècle. C'est par ailleurs le plus souvent un des lieux communs que partagent des traditions intellectuelles violemment opposées. Le schéma de la gradation se retrouve en effet au centre de diverses pensées de la société, au XIXème siècle. Pour Charles Fourier (1772-1837), chaque stade de l'évolution est défini par l'articulation de l'économique et du système des amours. L'humanité passe ainsi de l'édenisme, à la sauvagerie - le monde sauvage préhistorique -, en passant par le patriarcat - système de production esclavagiste et domination politique de l'homme sur la femme -, jusqu'à la barbarie - captation, prédation violentes - pour atteindre, stade suprême, la civilisation - plus raffinée certes que la barbarie, mais elle conduit à un résultat identique pour Fourier, car si la contrainte sur l'homme se fait sans violence physique, elle procède quand même par l'idéologie, la culture et la religion. Le philosophe et économiste Karl Marx (1818-1883) est lui aussi séduit par l'idée de gradation pour rendre compte de la réalité des sociétés humaines. Pour lui cette évolution passe plutôt par des stades successifs, qui correspondent chacun à des formes différentes du travail et de

l'exploitation des richesses. Le progrès s'intègre ici dans la socialisation des moyens de production lors de la phase collectiviste, elle-même dépassé dans une étape lointaine et ultime, le communisme comme « seul et vrai paradis ». Pour ce qui est de la conception du progrès proposée par Auguste Comte (1798-1857), ses fameux « trois états » ne sont, comme l'a bien montré le père Henri de Lubac, que le relais à peine sécularisé des « trois âges du monde » de la théologie de Joachim de Flore, célèbre théologien visionnaire du XIIIe siècle et par là, fondateur - selon l'expression de Gilbert Durand (disciple de Gaston Bachelard) - de « l'énorme mythe progressiste », auxquels sacrifieront plus d'un courant de pensée au cours de ce siècle [8]. Selon l'interprétation de Karl Löwith, Joachim de Flore est la figure charnière qui permettra aux théologies de l'histoire de se muer en philosophies de l'histoire. Il thématise l'accomplissement de l'histoire du salut dans le cadre de l'histoire du monde : il opère l'« immanentisation de l'eschaton chrétien ».

Cet aménagement de la théologie de l'histoire par les idéologues du progrès est également bien perceptible pour ce qui est des deux systèmes proposés par Auguste Comte et Herbert Spencer (1820-1903) - les deux pères de l'« évolutionnisme » et du concept de « sécularisation » - pour lesquels l'évolution naturelle aboutit à terme à un affaiblissement notable de la religion. Et dès lors, cette faiblesse doit être pour eux compensée, en remplaçant la religion par de nouveaux paradigmes, formes d'une nouvelle rationalité, Comte voulant fonder la société sur le savoir scientifique, Spencer sur une moralité rationnelle. C'est bien en la place de la religion que s'établit le progrès. Les deux « pères » de la sociologie considéraient ainsi que le déclin de la religion était la conséquence nécessaire des lois de l'évolution et tous deux acclamaient la science comme signalant l'aube d'un nouvel âge de l'humanité. Après les théories positivistes de Comte et de Spencer, pour Ferdinand Tönnies (1855-1936), philosophe et sociologue allemand, les transformations de la modernité ne sont ni la conséquence d'une transformation cognitive, comme le pense Auguste Comte - passage de l'« erreur » à la « vérité » -, ni celle de l'émergence d'un ordre social « scientifique », comme l'explique Spencer, mais le résultat d'une transformation structurelle, c'est-à-dire du passage de la Gemeinschaft (« communauté ») à la Gesellschaft (« société »). Dans ce XIXe siècle en effet, l'air du temps est à ce que la philosophie progressiste de l'histoire réaménage et tienne à remplacer la théologie chrétienne de l'histoire [9].

La Gauche et le progrès : pour se guérir de l'illusion progressiste.

L'association des termes, gauche et progrès, est-elle à démontrer ? [10]. Certes non, cette thèse historiographique identifiant la gauche aux Lumières, remonte au lien qui a longtemps semblé évident entre la Révolution française et les Lumières [11]. Mais Anne Rasmussen décrit pourtant trois postures caractérisant la relation critique des gauches au progrès au cours des XIXe et XXe siècle.

La première figure émerge dès le milieu du XIXe siècle, dans la critique du machinisme dont les effets humains étaient bien souvent une violence et une subordination des hommes arraisonnés par les procédés abstraits de la technique. Le progrès détériorait la condition sociale. Sur cette question une polémique s'engagea à gauche et pour contrer ces critiques, Marx ne tergiversera pas longtemps en s'engageant dans le camp du futur en mettant un pied dans la société capitaliste : « il est préférable de souffrir dans la société bourgeoise moderne, qui par son industrie crée les conditions matérielles nécessaires à la fondation d'une société nouvelle, qui vous libérera, que de retourner vers une forme périmée de société qui, au prétexte de sauver vos classes sociales, tire la nation entière en arrière, vers la barbarie médiévale » [12]. Le dogme marxiste était posé, le développement de la société industrielle capitaliste est nécessaire pour poser les bases matérielles du socialisme, il en est le premier terme, il faut donc accepter la souffrance, car pour Marx l'advenue de l'histoire à laquelle s'identifie la révolution, est le

développement de l'aliénation de la vie en l'homme comme condition de sa réappropriation. Ce n'est donc que quand les souffrances deviennent universelles grâce au développement du capitalisme, que sortira le salut. Le catastrophisme est à la source de cet interprétation faite par Marx, qui fait en quelque sorte le pari de l'explosion de la condensation de la contradiction capitalistique [13]. Comme le note très justement Michel Henry, cette conception apocalyptique et messianique de l'histoire est chez Marx largement tributaire de la métaphysique allemande [14], même si encore de très nombreux marxistes croient que Marx renversait là la philosophie de l'histoire de l'Esprit de Hegel pour l'incarner dans le réel de l'histoire. Dès lors Marx et ses disciples n'arrivant pas à se dégager des présupposés de la métaphysique allemande, allaient transformer l' « horreur instinctive devant la mécanisation de la vie » (G. Orwell) caractéristique des premières révoltes ouvrières (avec le luddisme industriel et rural), en célébration béate d'un « développement des forces productives » du capitalisme voué à créer les bases matérielles du nouveau monde « de la même façon que les révolutions géologiques ont crée la surface de la terre » (Michéa).

A la fin du XIXe siècle, un seconde posture se dégage avec l'apparition d'un désenchantement antiscientiste atteignant de nombreux pans de la société. Plusieurs personnalités de Gauche qui furent pourtant pendant longtemps les plus fidèles adeptes du progrès prirent en ligne de mire la voie évolutionniste du progrès. Ainsi P.-J. Proudhon qui avait pourtant maintes fois affirmé sa croyance au progrès, introduisit la critique en récusant l'acception du « tout utilitaire et matériel : accumulation de découvertes, multiplication des machines, accroissement du bien-être en général » [15]. Une partie de la Gauche prit également ses distances avec l'évolutionnisme ainsi qu'avec le progressiste Herbert Spencer par bien des points conservateurs. Pourtant ces deux premières postures de Gauche, n'en demeuraient pas moins conformes comme l'écrit A. Rasmussen, à « une interprétation progressiste du monde ». Le progrès restait souhaitable, il suffisait de le contrôler et d'en maîtriser les conséquences néfastes.

Toute autre est la troisième posture véritable critique antiprogressiste du progrès, qui trouva dans l'œuvre de Frédéric Nietzsche une formulation éclatante. Si Nietzsche en écartant radicalement la théologie de l'histoire, consentait comme les Lumières à l'idée de situer dans l'immanence historique l'éventuel avènement de son surhomme, il refusait de partager avec Hegel, Comte et Marx leur fantasmagorie de la rationalité historique, et il s'en indignait comme d'un funeste mensonge : « voir dans l'histoire la réalisation du bien et du juste est un blasphème contre le bien et le juste. Cette belle histoire universelle est, pour employer une expression d'Héraclite, ''un pêle-mêle d'ordure'' ». Pour Nietzsche, la philosophie de l'histoire de l'Esprit de Hegel a « divinisé le type du tard venu comme s'il était le sens et le but de toute l'évolution antérieure » [16]. Nietzsche dénonça alors la foi moderne au « progrès », laquelle n'est pour lui qu'une nouvelle mouture de la métaphysique chrétienne : « Dans quelle mesure, demande-t-il, subsiste encore la fatale croyance à la Providence divine, la croyance la plus paralysante qui soit, pour les mains et pour les cerveaux ; dans quelle mesure, sous le nom de la « nature », du « progrès », du « perfectionnement », du « darwinisme », dans la croyance supertitieuse à un certain lien entre le bonheur et la vertu, est-ce encore l'hypothèse et l'interprétation chrétiennes qui persistent ? » [17]. Si Nietzsche immanentise son surhomme dans l'histoire, il arrachait cependant son projet à toute idée de progrès en écartant radicalement la théologie chrétienne de l'histoire, ce que n'ont pas fait l'ensemble des calotins de la modernité qui l'ont simplement aménagé à l'aune de leurs nouvelles croyances. Ici, avec Nietzsche, le « progrès » ne véhicule qu'illusions, il est une idée fausse contre laquelle il importe de lutter. La fascination pour « l'insupportable promotion » du progrès (P. Virilio) y devient hautement suspecte et le messianisme du rationalisme des Lumières sujet à caution. Progrès, humanisme, utilitarisme, positivisme,

industrialisme cosmopolitique ou pacifiste, voire libération des mœurs et des désirs deviennent autant d'illusions à déconstruire. En 1909, Georges Sorel dans *Illusion du progrès,* était le premier à sortir de la religion du progrès sous l'influence de Nietzsche et de la psychologie de William James.

Dans les années 1990, Christopher Lasch, grand intellectuel marxiste et historien américain, a lui contesté qu'il y ait eu historiquement identification des forces démocratiques et radicales au progrès. Se basant sur des analyses adaptées à la société américaine et notamment au travers des mouvements populistes et plébéiens du XIX siècle, l'historien écrivit que les mouvements démocratiques et radicaux se constituèrent en opposition au progrès identifié au capitalisme et à l'industrialisme. En effet, au lieu de s'appuyer sur la solidarité mythifiée du prolétariat international dont la gauche internationaliste faisait l'hypothèse progressiste, une partie de l'action révolutionnaire s'est au contraire construite sur l'appel au passé et à des solidarités locales brisées par l'ordre nouveau modernisateur. Le progrès portait par les élites - qu'elles viennent du libéralisme ou de la gauche - fit pour victimes les groupes sociaux (petits propriétaires, artisans et commerçants) qui résistaient radicalement au développement du salariat et au productivisme par la mise en place à leur encontre d'une politique du « ressentiment » [18]. Les marxismes eux étaient favorables au développement du capitalisme qu'ils voyaient comme une étape nécessaire et fatale vers le collectivisme et le communisme. La défaite finale de ces secteurs de la société constituait pourtant, selon Lasch, la première étape, historique, d'une déconnexion profonde, et aujourd'hui très prolongée, entre la gauche et le « peuple ».



Christopher Lasch.

Jean-Claude Michéa exprime également ce constat adressé à la gauche : qu'elle soit social-démocrate, marxiste, écologiste ou anti-capitaliste, elle a sans cesse été récupérée par le capitalisme en s'intégrant plus en avant au Spectacle, si bien qu'elle est la seule source de la survie actuelle de celui-ci. Le planisme socialiste est devenu l'Etat-Providence, la contre-culture de 68 est devenue le discours publicitaire et idéologie libérale-libertaire, aujourd'hui l'alterconsommation à la côte chez les marchands de chaînes du marketing, etc... Pourquoi une telle récupération a priori paradoxale chez une Gauche qui s'est présentée depuis toujours opposée au capitalisme ? M. Michéa avance l'interprétation suivante, l'idéologie marchande et libre-échangiste qui forme ce que nous appelons commodément le « capitalisme » est au cœur même du projet de la modernité des Lumières. Les Lumières ont inventé l'économie comme l'écrit S. Latouche [19]. Depuis l'Affaire Dreyfus s'est imposée en France une Gauche intellectuelle et morale qui a pris le parti des Lumières et du progrès au nom des travailleurs. Et à partir de la nécessaire modernisation, cette gauche progressiste a accepté et

encouragé la « dissolution générale de tous les acquis communautaires indispensables à la construction d'une vie individuelle réellement humaine » [20], aboutissant aujourd'hui au fait que « la société est en poussière, parce que les hommes sont désassociés, parce qu'aucun lien ne les unit, parce que l'homme est étranger à l'homme » [21]. Les élections françaises de mai 2001 sont là deux siècles après cette analyse prophétique de Pierre Leroux, pour attester s'il le fallait de la crise structurelle de la société et de l'humain. Mais aussi du fossé voire de la déconnexion totale entre le « peuple » et la gauche.

J.-C. Michéa appelle alors à laisser de côté les progressistes de gauche dont les héritiers aujourd'hui se contentent du replâtrage réformisme et d'une révolution conçue sous les traits du productivisme de la socialisation des moyens de production partageant avec leurs supposés ennemis, un économisme congénital. Cette gauche progressiste partage avec les libre-échangistes, l'esprit moderne, c'est-à-dire non seulement l'économisme de leur vision du monde mais surtout « leur complexe injustifié de supériorité sur le passé, [avec] sa fascination pour le futur, et son indifférence latente pour le présent » [22]. La décroissance propose la constitution historique d'une nouvelle gauche radicale, mais pour cela il faut se déprendre de nombreux réflexes propres à la culture de gauche. Aujourd'hui il nous faut véritablement déconfessionnaliser la philosophie de l'histoire qui n'est encore qu'une « théologie déguisée », pour fonder une philosophie de l'histoire laïque, arrachée radicalement à la théologie chrétienne de l'histoire sécularisée dans l'idéologie du progrès. Il faut en effet réaménager une authentique philosophie de l'histoire à l'aune des apports de l'anthropologie, de la sociologie de l'imaginaire, de la phénoménologie et de l'histoire. Car, le « progressisme (le bon), c'est d'être en retard dans la mauvaise voie » [23].

Bibliographie sommaire :

- Christopher Lasch, *Le Seul et vrai paradis. Une histoire de l'idéologie du progrès et de ses critiques*, trad. Fr. 2002, Climats, Castelnau-le-Lez. Cet ouvrage majeur vient d'être réédité en février 2006 aux éditions Flammarion dans la collection Champs.

- Jean-Claude Michéa, *Impasse Adam Smith. De l'impossibilité de dépasser le capitalisme sur sa gauche*. Climats, Castelnau-le-lez. Cet ouvrage vient d'être réédité en février 2006 aux éditions Flammarion, collection Champs.

- Jean-Paul Besset, *Comment ne plus être progressiste...sans devenir réactionnaire*. Fayard 2005.

- Brochure pédagogique « Les illusions du progrès » par les Renseignements Généreux.

- P.-A. Taguieff, *Du progrès. Biographie d'une utopie moderne*, Librio, Paris, 2001.

- Edgar Morin, « La religion du progrès » dans *Le Monde* 28 novembre 1997.

- Serge Latouche, « La métaphysique du progrès » (conférence).

- Anne Rasmussen, « La gauche et le progrès » dans J.-J. Becker et G. Candar, *Histoire des gauches en France*, volume 1, La Découverte/Poche, 2005, pp. 342-361.

- Michel Lagrée, *La Bénédiction de Prométhée. Religion et technologie XIXe-Xxe siècle*, Fayard, Paris, 1999.

- Michel Henry, *La Barbarie*, Puf, réédition 2005.

[1] Le progrès est la transformation graduelle d'une chose, d'un être, d'un état de la réalité. Le mot progrès renvoie le plus souvent au mouvement d'un moins vers un plus, ou du moins

bien au mieux. Nous distinguons ici nettement, l'idée de « progrès » de la philosophie progressiste de l'histoire qui implique une nécessité interne du progrès sous les traits d'une loi soit-disant universelle.

[2] La sécularisation est un processus historique d'« autonomisation » du domaine « séculier » ou profane. Ce terme désigne simultanément un constat, une interprétation et un projet, celui d'une mutation religieuse de la société où non seulement les religions traditionnelles perdent du terrain, mais où également de nombreux éléments religieux se laïcisent.

[3] Transcendance : c'est-à-dire ce qui renvoie à l'idée d'un principe ou d'un être radicalement séparé du monde et infiniment supérieur

[4] Immanence : ce qui relève d'un principe ou d'une causalité interne et non pas d'une instance extérieure

[5] Dont il faut d'ailleurs se dégager d'une vision monolithique héritée des révolutionnaires français, car elles sont en réalité multiples, contradictoires et très souvent nationales. Il existe des Lumières françaises comme des Lumières allemandes, danubiennes ou encore « radicales ». L'idée également que les Lumières seraient opposées à la religion est une idée bien française que l'historiographie a totalement dépassé

[6] Jean-Claude Monod, *La Querelle de la sécularisation de Hegel à Blumenberg*, 2003, éd. Librairie philosophique Vrin, 317 p.

[7] M.Henry, *Marx*, 2 tomes, Gallimard, Tel, 1976

[8] Gilbert Durand, *Introduction à la mythodologie*, Paris, Albin Michel, 1996, p.50-51

[9] Ce rapide aperçu des théories progressistes de l'histoire est très loin d'être exhaustif. Kant, Hegel, Proudhon, Taine, etc auraient pu être développés dans ce même sens

[10] Anne Rasmussen, « La gauche et le progrès » dans J.-J. Becker et G. Candar, *Histoire des gauches en France*, volume 1, La Découverte/Poche, p.342

[11] Aujourd'hui la thèse téléologique de Daniel Mornet sur les origines intellectuelles de la Révolution française a totalement été écartée par l'historiographie contemporaine notamment grâce aux travaux de Roger Chartier sur ses origines culturelles et de Darnton sur les « rousseau des ruisseaux ». En réalité ce sont les révolutionnaires français qui ont inventé a posteriori cette abstraction des « Lumières » en se cherchant une légitimité et des ancêtres (une généalogie). En réalité les derniers représentant des Lumières pendant la Révolution, hormis Condorcet (qui sera guillotiné sous la Terreur), soit se cachent soit se désolidarisent de la Révolution. L'exemple de La Harpe, le grand ami de Voltaire, qui basculera dans le camp de la contre-révolution est caractéristique. Actuellement les historiens considèrent que ni Voltaire ni Diderot et même Rousseau n'auraient pas soutenu la Révolution. Et surtout pas Montesquieu. Il faut donc se méfier des constructions a posteriori et prendre la mythologie révolutionnaire avec des pincettes.

[12] Lasch, *Le Seul et vrai paradis*, 2002, p.138.

[13] Dit autrement, pour Marx le présent historique du capitalisme est un moment du processus dialectique, il avait la tâche d'accomplir le négatif et de s'identifier avec lui.

[14] M. Henry, *Marx*, tome 1, chapitre III « La réduction des totalités », première partie « La mythologie de l'histoire », pp.163-165, Gallimard, Tel, 1976

[15] Proudhon, *Oeuvres complètes, t.XII. Philosophie du progrès*, Slatkine, Paris-Genève, 1982, p.19.

[16] *Considérations inactuelles*, I, Paris, Aubier, 1964, p.333.

[17] *La Volonté de puissance*. t.II, Nrf, Galliamrd, 1948, p.59

[18] C'est-à-dire que le ressentiment lié à la dégradation des conditions de vie, est sublimé par des votes politiques aux extrêmes. Mais peut également se sublimer dans du racisme, de l'antisémitisme...

[19] S. Latouche, *L'invention de l'économie*.

[20] J.-C. Michéa, *Impasse Adam Smith*, Climats, p. 103.

[21] Pierre Leroux, « De la philosophie et du christianisme », in *Revue encyclopédique*, août 1832.

[22] Lasch, *Le Seul et vrai paradis*, p. 278.

[23] François Brune, *Médiatiquement correct*.

http://www.decroissance.info/L-Eglise-des-illusions-du-progres#3
le vendredi 3 mars 2006, par Clément Homs

Economie de croissance, économie de gavage généralisé

Autrefois les moissons s'accompagnaient de grandes fêtes symboliques. Aujourd'hui, cela se passe sans tambour ni trompette avec des travailleurs qui utilisent des outils productifs telles que les moissonneuses-batteuses, ainsi que de lourdes remorques pour transporter le grain.

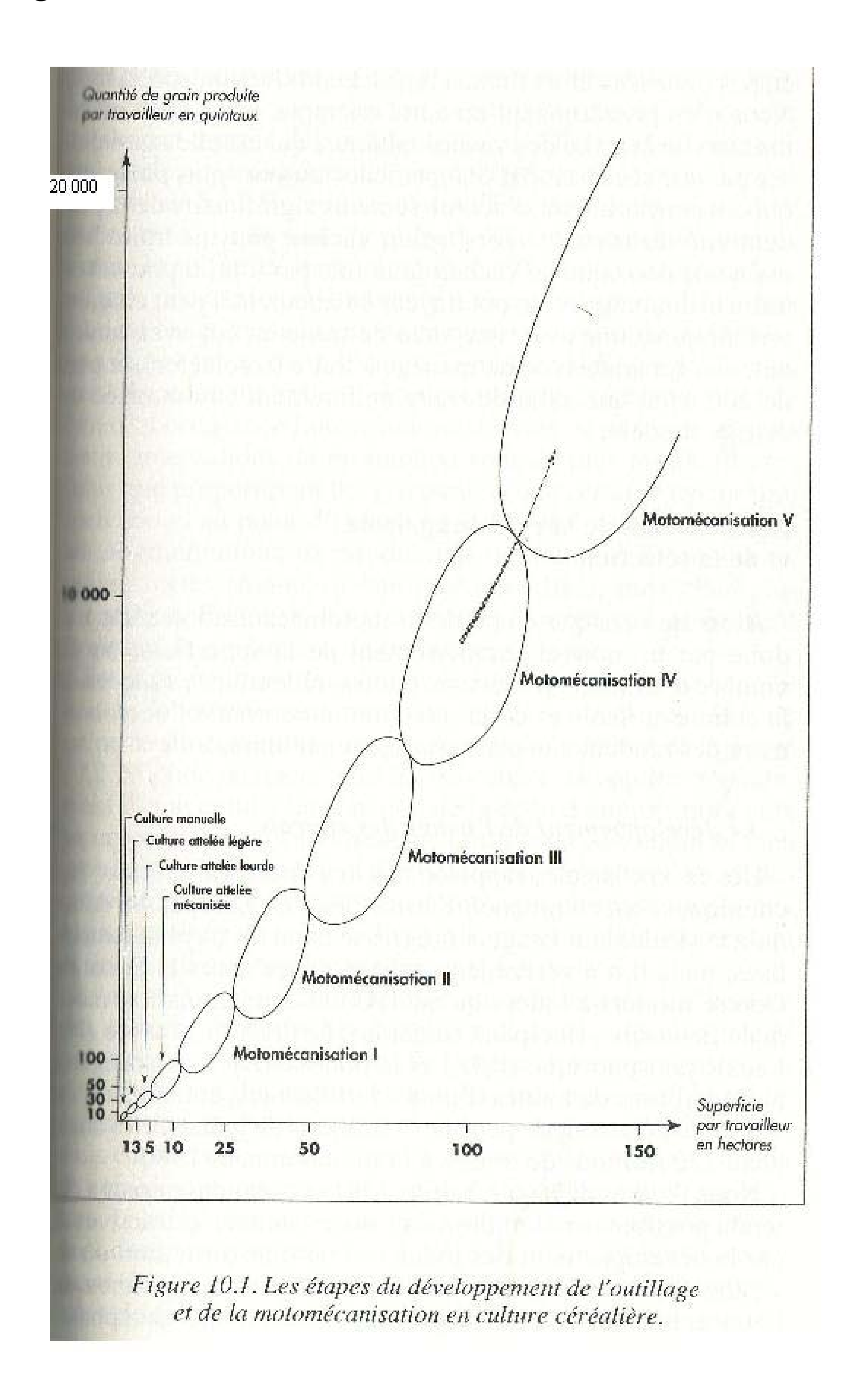


Figure 10.1. Les étapes du développement de l'outillage et de la motomécanisation en culture céréalière.

Extrait d' « Histoire des agricultures du monde » (éd. Seuil). En savoir plus : http://forum.decroissance.info/view...

C'est ainsi que ce système est beaucoup plus efficace, par heure de travail d'agriculteur, qu'un paysan qui ferait des petits champs avec des outils manuels. Il est moins pénible

physiquement, requiert 50 à 100 fois moins de monde pour récolter une même surface. L'économiste de Croissance vantera alors sans réserve le progrès technique qui a permis ce prodige.

Mais il est temps de se demander : à quoi servent en fin de compte ces outils productifs ? Ce système de production est-ce vraiment si efficace ?

En vérité non, car on peut démontrer que 2 à 5% de la récolte, servira finalement à alimenter les hommes, dans certains cas...

Car s'il s'agit de grains donnés aux animaux, comme c'est le cas d'une importante part de la production dans les pays industrialisé, il en faut 10kg pour produire 1kg de viande.

Si on part sur une récolte de 5 tonnes de nourriture végétale par ha, alors il n'y a déjà plus que 500kg en sortie d'étable. La perte d'un facteur 7 à 10 dans la transformation végétal->animal est un chiffre souvent donné, mais encore mal connue de beaucoup de gens. La production de viande est une gabegie de matière végétale, sauf cas extrêmes où on ne peut pas produire de végétal comestible (paturage de montagne), ce qui n'est pas le cas pour la plupart des élevages.

Suite à quoi, le bout de viande passe par différents processus de production, transport, entre abattoir, grossiste, supermarché...dont chacun garnira ses poubelles d'un peu de cette viande pour une raison ou pour une autre : qualité qui semble non satisfaisante pour le consommateur, produits pas vendus à temps, erreur dans le processus de production, scories des processus de productions. Ce que nous considérons comme du gaspillage, mais qui pour ces entreprises de transformation est une perte « inévitable » (en fait, il n'est pas rentable d'employer des gens pour les éviter), pourrait probablement nourrir largement la population française. En étant optimiste, je dirai que seuls 20% de la nourriture sont jetés ainsi, soit un rendement de la filière de 80%. Je fais ici une estimation, n'ayant pas les moyens de chercher le chiffre précis.

Enfin, après tout ces étapes, un bout de viande, une fraction toute petite de la production végétale initiale, arrive chez le consommateur. Lequel peut encore en jeter une partie, parce qu'il l'a oublié de le manger à temps, parce que une fois cuit, l'enfant capricieux n'en veut pas, parce que le père râleur lui trouve un défaut, parce qu'on a vraiment trop mangé ça suffit, etc. Mettons encore un jetage de 20% à ce niveau là, quoiqu'on puisse voir bien pire dans les restaurants...

Il faut surtout noter que suite à la propagande du CIV (centre d'information sur les viandes), des publicitaires, et de beaucoup d'autres facteurs, les français mangent beaucoup trop de viande, et deux fois trop de protéines, ce qui ne va pas sans problèmes de santé, mais donc, ils devraient manger deux fois moins de viande pour avoir le bon nombre de protéines, soit un rendement de « nourriture utile » de 50% (c'est-à-dire qu'on peut considérer seuls 50% de la viande consommée à une fonction de nutrition en apportant les protéines qui sont nécessaires au corps humain, le reste étant consommé sans raison biologique. La surconsommation de viande étant en fait bien supérieur à un facteur 2, on peut adopter un régime végétarien avec un très faible risque d'avoir des carences.)

On pourrait enfin signaler que les gens mangent, en pays industrialisé, au moins de 1,5 fois trop de calories que ce qui leur faut pour vivre, ce qui pose aussi des problèmes de santé (les corps se "consument", les intestins s'usent prématurément..), etc. Les excès de calories sont éliminées sans être digérées, ou sont stockées, ou servent à faire fonctionner l'estomac qui a alors un moins bon rendement, à chauffer aussi les stocks de calories supplémentaires, ou ils sont brûlés, alors on a chaud...globalement le corps gère ces apports excessifs, d'une manière ou d'une autre, mais il n'y a pas été préparé par l'évolution. Il n'existe d'ailleurs aucun

animal sauvage obèse, aucun organisme n'y est adapté. Ces excès sont mal gérés, d'où les problèmes de santé à moyen ou long terme, comme l'obésité, les problèmes cardio-vasculaires... (voir à ce sujet le document joint, p.78, sur la répartition des consultations de médecins selon le niveau de surpoids).

Voilà deux stades où le consommateur est maître des processus : par une gestion des stocks de nourriture réfléchie, pour éviter de jeter de la nourriture, et par une consommation de viande raisonnée, son impact environnemental se réduit de beaucoup. C'est à ce niveau là qu'intervient la "simplicité volontaire".

En passant par une AMAP pour ses achats de nourriture, on intervient sur les autres maillons de la chaînes (en les court-circuitant, tout simplement), on réduit encore son impact environnemental ; mais là c'est une démarche collective qu'il faut effectuer.

Donc si on fait le bilan global, on multiplie les rendements des divers maillons, et on obtient 0,1*0,8*0,8*0,5 = 3,2% , mettons 4% des protéines initialement produit par le champ, ont eu finalement une destination utile (la nourriture pour les cellules du corps humain, sans les surcharger), soit 200 kg de nourriture/ha qui servent réellement à quelque chose. Lorsqu'on est en autoproduction, autoconsommation, sur un bout de terrain, on fait très attention à tous les maillons de la chaîne, et on évite généralement tout gâchis. On a globalement un rendement proche de 100%, au lieu des 2 à 5% du système industriel « productif ». Les matières végétales non utilisés vont au compost pour enrichir la terre.

Dans le système industriel, la différence entre la production végétale initiale, plus ou moins transformée, et la consommation utile finales, est allé

- chauffer l'atmosphère, par la chaleur dégagée par les animaux qui mange les végétaux. Et contribuer au réchauffement climatique, par le méthane émis par les animaux (notamment les vaches). Les vingt millions de vaches en France représentent ainsi comme une chaufferie de 20GW à alimenter en continu avec de la biomasse.
- polluer les nappes phréatiques, par les lisiers des animaux non absorbé par les sols.
- polluer les sols et l'air, par les déchets des processus de transformation et des consommateurs, mis aux ordures ménagères, qui sont incinérées ou enfouis. La complexification croissante de la chaîne de production est aussi source d'emballages de plus en plus nombreux, qui accompagnent la viande jetée à la poubelle.
- polluer les organismes des consommateurs, par alimentation surprotéinée, surcalorique.
- En amont de la chaîne, pour obtenir de forts rendements de productions par hectare, les plantes ont été gavées d'engrais, dont une partie est partie dans les nappes phréatiques, la terre en étant « saturée ».

C'est cela, que permet le système productif industriel. Au final, on a des élevages obèses, des décharges ou incinérateurs obèses, des gens obèses, des rivières surchargées en nitrates, parce que la moissonneuse batteuse, l'usine d'engrais et autres acteurs productifs ont gavé tout le monde. On pourrait objecter que la décharge ne se remplit pas que de matières organiques et que les gens grossissent à cause d'autres facteurs, notamment le manque d'exercice (voir : http://www.manicore.com/documentati...). Certes, mais ces conséquences viennent aussi d'autres processus de « gavage ». Le manque d'exercice vient en partie de l'usage croissant de « prothèses techniques », dont la voiture est la principale, prothèses fabriquées par des usines et pour lesquelles tous les moyens sont employés pour les faire vendre.

En résumé, **le système agro-industriel, pour continuer à croître** alors que tout le monde a assez à manger parmi la population solvable, **doit faire jeter de la nourriture et créer des**

obèses. C’est la solution qui a été trouvée aux Etats-Unis, et dans les autres pays occidentaux (les Etats-Unis étant simplement en avance sur tous les autres avec une proportion plus effrayante d’obèses), pour ne pas créer de chômage parmi les agriculteurs (et autres maillons de la chaîne), malgré des gains de productivités plus rapides que la (supposée) diminution du temps de travail et la diminution de la population active dans le domaine agricole. Cette production et ces pollutions créent des emplois, libérés du travail agricole par les gains de productivités de l’agriculture, laquelle concerne aujourd’hui moins de 1% de la population active, contre 90% il y a trois siècles. Les emplois créés sont par exemple : gestionnaire de stock de grossistes, de supermarché (qui doivent non éviter le gâchis de nourriture, mais faire gagner le plus d’argent possible) éboueur, éboueur (beaucoup), camionneurs, imprimeur d’affiche de pub pour de la nourriture, ou de tract du CIV mis dans les salles d’attente des médecins, médecin, diététicien (doivent informer contre l’obésité, et tenter d’y remédier, alors que les étals regorgent d’aliments tentants et hyper calorique : autant vouloir arrêter la marée haute en construisant des digues à la main et en vidant ce qui déborde avec un seau...), personnel de la sécurité sociale, personnel des station d’épuration de l’eau, et de production d’eau potable en aval parce que le travail des précédents n’est pas parfait.

Pour en chapeauter tout cela, sont aussi créés des emplois banquiers pour les financements des lourds outils productifs nécessaires au fonctionnement de cette machine, des assureurs parce que tout ce beau monde est très productif grâce à des outils coûteux, qu’il serait dommage d’en avoir un seul de cassé sans pouvoir être remplacé. Et encore d’autres emplois : tout un tas de gens pour contrôler, des logisticiens, des informaticiens pour optimiser ce qui n’est finalement que pléthore de gaspillage à tous les niveaux, mais il faut que ça fasse de l’argent quand même, que ça tourne de plus en plus vite...

Et très important, pour que le système continue de fonctionner, les publicitaires, les imprimeurs et les colleurs d’affiches, qui doivent faire croire que les consommateurs ont réellement besoin d’acheter tel steak, tel produit pré-cuisiné...

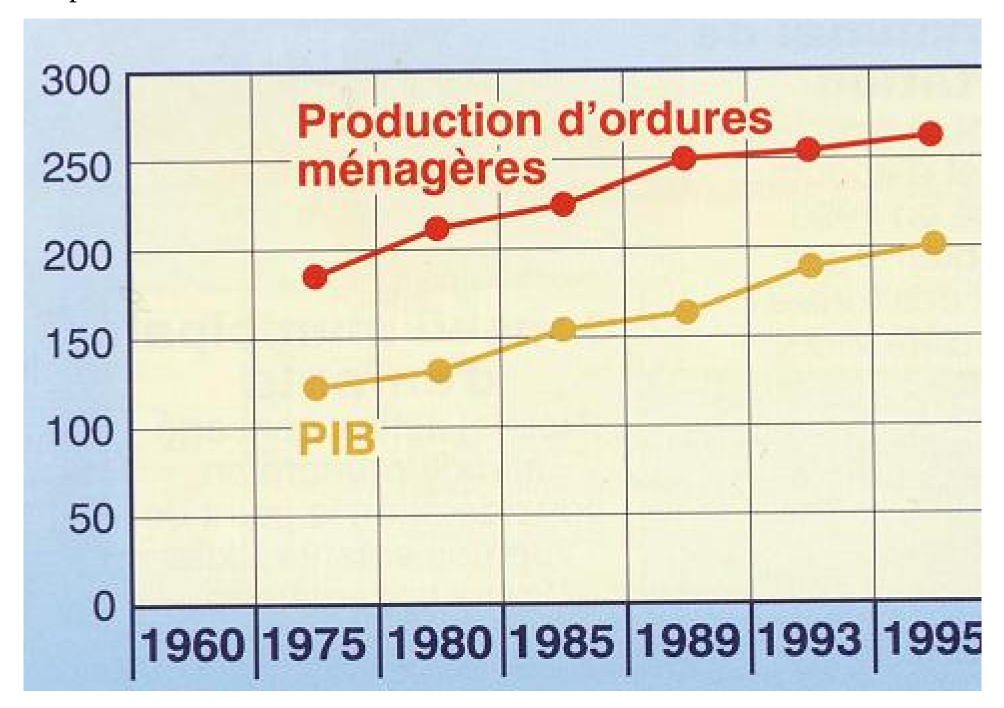
En ce cas, nul besoin de l’écologie pour dénoncer ce processus de croissance mortifère de gavage, qui apparaîtrait grotesque s’il n’était pas tragique ; le problème écologique est juste une composante parmi d’autres de la critique de l’économie de croissance actuelle, qui a abouti à l’absurde surproduction décrite ci-dessus et qui vise encore à faire croître ces productions.

Le 4% de production utile dans la production de viande (en fait, on ne mange pas que de la viande, et le « rendement » de l’agriculture française serait en fait plus de l’ordre de 10%) montre bien le surdimensionnement monstrueux de l’outil de production par rapport à la finalité qu’elle doit accomplir. Le système de production agricole, enfermée dans sa propre logique, tend à produire encore plus (prochaine étape : les OGM), sans aucune nécessité, alors qu’une modification des comportements et de la répartition résoudrait le problème de la faim dans le monde. On demande ainsi aux agriculteurs de produire plus, pour un marché de consommateurs solvables (les autres ne comptent pas) largement saturé. Certains auteurs ont alors parlé de « travail mort », on peut remarquer que cette mort explique la fin de la fête des moissons... Et en effet, qu’y a-t-il à honorer le fait de gaver les sols, les animaux, les poubelles, et les hommes pour écouler sa surproduction pléthorique ? Cette remarque peut se généraliser à peu près tous les corps de métier, pas seulement l’agriculture.

En effet, le surdimensionnement monstrueux des moyens par rapport aux fins n’est pas propre à la production agricole. Si le but est de fournir des protéines, un champ de lentilles dont toute la production (ou presque) est mangée, de manière raisonnable, serait 20 à 50 fois plus efficace que le grain qui nourrit l’animal, dans le scénario ci-dessus. Au niveau des transports, on utilise des engins de 1,5 tonnes pour porter le plus souvent des individus de

moins de 80kg dans des villes congestionnées, alors que l'usage d'un vélo est largement suffisant pour accomplir cette tâche. Un cycliste dépense 100 fois moins d'énergie, pour parvenir à peu près au même résultat qu'une voiture en ville, c'est à dire d'aller d'un point à un autre avec un vitesse de l'ordre de 18km/h. Cela demande un effort minime. En fait, il est même probable que la somme des énergies biologiques humaines mises en œuvre pour extraire, transporter, raffiner le pétrole, fabriquer l'acier, les voitures, etc. soit supérieure à l'énergie biologique humaine pour faire avancer une bicyclette en ville ; sans même compter donc la gabegie d'énergie fossile, perdue à jamais.

Le congestionnement des villes par les voitures, quand on connait l'efficacité du vélo, pourrait paraître grotesque s'il n'était pas tragique pour l'environnement. On pourrait aussi bien critiquer le surdimensionnement des espaces chauffés par habitant, l'éclairage des activités, l'usage de l'eau pour appliquer des normes d'hygiène toujours plus élevées, les emballages de produits...



Exemple d'indicateurs couplés : quantité de déchet (en masse) et PIB du pays. Extrait du « Guide de l'architecture bioclimatique », tome 6 (éd. Systèmes Solaires).

Si la production d'ordures ménagères, en masse, suit la courbe du PIB, et que la part du PIB dévolu au traitement des ordures ménagères augmente plus vite que la production d'ordures comme c'est le cas (du fait d'un traitement de « plus en plus respectueux de l'environnement », donc plus coûteux...mais aussi du payement des dégâts des déchets du passé mal traités), la part du PIB mis en œuvre pour traiter les déchets finira par absorber toute l'économie... La politique économique actuelle, en plaçant comme objectif prioritaire l'accroissement de la production économique, a abouti à des impasses écologiques, sociales, sanitaires ; ainsi que des situations absurdes même d'un point de vue purement économique, qui ne prendront fin qu'avec l'abandon de l'idéologie de la croissance.

http://www.decroissance.info/Economie-de-croissance-economie-de,

le jeudi 7 septembre 2006, par Jeuf

Le Monde publie une chronique diffamant les objecteurs de croissance…

… et affiche sa bêtise.

mercredi 2 août 2006.

Le 29 juillet 2006, le quotidien français *Le Monde* publiait une chronique de Pierre-Antoine Delhommais intitulé *« L'obscure lubie des objecteurs de croissance ».*

L'auteur de cette chronique n'ayant strictement rien compris à l'objection de croissance, nous apportons ici quelques rectificatifs qui peut-être permettront d'éviter chez les internautes qui passent sur ce site certains amalgames que *Le Monde* colporte pathétiquement au détriment de toute déontologie journalistique. Ne prétendant en rien représenter « le » courant de l'objection de croissance qui au demeurant n'est pas unique mais multiple, nous apportons les correctifs qui correspondent à la conception qu'à Respire nous nous faisons de l'objection de croissance.

(Extraits de l'article et remarques)

« L'obscure lubie des objecteurs de croissance » :

Titre de la chronique. Le ton est donné, le sourire s'impose. Si l'objection de croissance était une lubie "obscure", elle serait incompréhensible ou tendrait vers l'incompréhensibilité et ne recueillerait probablement pas l'assentiment d'un nombre croissant de personnes dont de plus en plus d'intellectuels. Reste que pour s'en saisir, ainsi que de toute idée « nouvelle » (le terme est entre guillemets car les travaux fondateurs de *Georgescu-Roegen*, père de la bioéconomie, datent des années 60' - 70', et parce que ces idées sont la systématisation de principes qui ont articulé depuis longtemps - et articulent encore - des pensées à l'œuvre partout sur la planète : la parcimonie, la sobriété, la solidarité notamment), il faut faire un effort intellectuel, ce que notre chroniqueur a évité avec application.

L'objection de croissance est-elle une "lubie" ? A cette entrée, le Littré donne : "Idée, volonté capricieuse qui passe par l'esprit", soulignant le caractère fugace et déraisonnable de l'affaire. Or l'objection de croissance plonge ses racines dans des expériences anciennes comme on l'a souligné précédemment. Si aujourd'hui elle acquiert une popularité nouvelle, c'est aussi parce qu'elle repose sur des bases théoriques (notamment l'œuvre de Georgescu-Roegen) déjà éprouvées et remises à l'ordre du jour par des penseurs contemporains (Grinevald, Rens, Rabhi, Latouche, Besson-Girard par exemple, pour la francophonie). C'est dire que l'objection de croissance n'est pas si fugace que ça. Quant à l'accusation de légèreté ou de déraison (deuxième caractéristique de la lubie selon le Littré), on la retourne volontiers à l'envoyeur : quelles réponses la théorie libérale peut-elle apporter aux objections bioéconomiques ? On attend toujours...

"*Chacun comprend qu'une croissance infinie est matériellement impossible dans un monde fini*", affirme dans son programme le Parti de la décroissance, né en avril 2006, et qui organise, cet été, plusieurs marches prosélytiques. Car il s'agit de remettre dans le droit chemin les pauvres pécheurs consommateurs. "*La décroissance est d'abord une désintoxication, une désaliénation, un désencombrement.*"

Précisons d'entrée que tous les membres de Respire ne se retrouvent pas dans les propos tenus par le "Parti pour la décroissance" et la stratégie qu'il a choisie. Cela n'empêche de revenir sur les affirmations du chroniqueur qui ne fait pas dans la nuance.

M. Delhommais associe la dénonciation de la surconsommation à un prêche culpabilisant, forçant le trait jusqu'à lui donner une connotation bigote [1]. C'est là un argument qui est sans cesse rabâché aux objecteurs de croissance : dire que l'occident surconsomme et qu'il va

devoir arrêter tiendrait de l'accusation et de la culpabilisation. Nous serions libres de consommer comme nous l'entendons et ceux qui disent le contraire seraient des pisse-froids, des durs à jouir moralisateurs. La débilité de cet argument est confondante, mais sa facilité explique sans doute qu'il soit employé par certains lorsqu'ils sont à court d'arguments.

Cette accusation révèle en réalité l'espèce d'effondrement de la responsabilité, notamment écologique, qui caractérise pour une bonne part nos sociétés « riches ». Ca ne fait plus un pli, nous sommes en train de détruire rapidement l'écosystème Terre. Il existe un consensus scientifique international à ce sujet, pensons par exemple au réchauffement climatique [2], à la perte de la biodiversité [3], à la pollution dramatique de l'eau potable [4]et à la diminution des réserves de pétrole et de gaz [5]. Les objecteurs de croissance disent que si nous continuons comme cela, nous connaîtrons toujours plus de catastrophes écologiques dont les conséquences, notamment humaines, seront de plus en plus graves. Quelqu'un pourrait-il dire le contraire, en étayant son propos, sans passer pour un rigolo ?

Or, lorsque l'on tire les conséquences de cette remarque partagée, on débouche logiquement sur la nécessité de diminuer notre impact sur l'écosystème Terre, notamment en diminuant fortement notre consommation de ressources naturelles non-renouvelables. Mais cette conséquence logique est difficile à admettre. Tellement difficile que l'on reproche souvent à ceux qui la défendent d'être « culpabilisants » et « moralisateurs » : les gens ont tellement de problèmes qu'il ne faudrait pas leur demander l'impossible quand-même, de renoncer à une partie de leur confort, à leur 4x4 et leur frigo américain. Et pourtant il est clair que nous n'avons pas le choix. Par ailleurs, et c'est crucial, nombreux sont ceux qui non seulement n'ont pas le sentiment de se priver mais plutôt celui d'être plus heureux en se simplifiant ainsi la vie. Se séparer d'objets bien souvent inutiles, arrêter de consommer compulsivement permet de se libérer d'une multitude de stress, d'instatisfactions et de pseudo-obligations qui pourrissent l'existence. Il ne s'agit pas bien entendu d'obliger ceux qui déjà ont peu à avoir encore moins, ni de retourner aux cavernes et à la bougie, mais d'arrêter de surconsommer.

Il s'agit donc d'une question de responsabilité et non de culpabilité. Or se sentir responsable de ses actes, maître autant que possible de ses choix, est une source de confiance et de bonheur. En revanche, si nous ne prenons pas nos responsabilités, les générations à venir, condamnées à vivre sur une planète dévastée, nous jugeront bel et bien coupables de ne pas l'avoir fait.

"Apparemment d'une grande simplicité, le concept de décroissance repose en réalité sur des fondations philosophico-scientifiques complexes, voire obscures. "*Nous analysons l'économie comme un système de transformation de matière et d'énergie régi par les lois de la physique, et non comme une machine à mouvement perpétuel conduite par des forces exogènes, avec la monnaie pour unique médium*", explique un de ses maîtres à penser, Robert Ayres, qui préconise de mesurer production et échanges en joules plutôt qu'en dollars."

Où l'auteur glisse de complexe à obscur, glissement qui caractérise somme toute bien l'esprit économiste simpliste régnant en maître sur la pensée unique qui, comme son nom l'indique, n'est pas trop complexe. Pour un esprit-marteau, la complexité n'a pas lieu d'être, d'autant que c'est moins facile à vendre. Mais rien n'est perdu pour notre chroniqueur, l'une des caractéristiques de la pensée étant de pouvoir évoluer.

Que la pensée de Georgescu-Roegen par exemple soit complexe, c'est un fait. Elle est aussi précise, systématique et très solide. C'est pour cela qu'elle résiste aussi bien à la critique depuis 40 ans et que les fanatiques de la croissance (croissance de quoi ?) ont si peu

d'arguments à opposer à l'objection de croissance [6], la chronique dont il est ici question constituant un exemple parfait.

Par ailleurs, soutenir que *Robert Ayres* est l'un des maîtres à penser des objecteurs de croissance est doublement faux. D'abord parce que si les objecteurs de croissance partagent les enseignements de certains penseurs, et Georgescu-Roegen est sans doute le premier d'entre eux, pour la plupart ils n'en font pas pour autant des « maîtres à penser ». Les objecteurs de croissance essaient surtout de se mettre à penser par eux-mêmes, et de reconquérir leur autonomie en actes et en idées. Enfin Robert Ayres est largement inconnu en francophonie.

"Les "décroissants" se proclament humanistes, mais ils ne croient pas en l'homme. Leur pessimisme leur fait dire que l'humanité ne sera pas assez inventive pour trouver des énergies de substitution au pétrole ni assez raisonnable pour éviter un désastre écologique."

Tous les « décroissants » ne sont pas humanistes. Tous ne sont pas pessimistes. Tous ne sont pas non plus optimistes. Tant de complexité épatera sans doute notre chroniqueur, mais tous les objecteurs de croissance sont différents ! Il ne semble pas exagéré en tous les cas de dire que beaucoup sont suffisamment optimistes et croient suffisamment en l'homme pour défendre leurs idées et militer en faveur d'une évolution nécessaire de nos sociétés. Les pessimistes ne croyant pas en l'homme ne prendraient pas cette peine.

Mais là encore, l'amalgame foireux du chroniqueur mondain entretient un trouble obscur autour de l'opposition optimisme/pessimisme. Faire le constat lucide de l'échec de nos modes de développement prédateurs est souvent assimilé à du pessimisme, tant la pensée du type « avec carrefour je positive » s'est répandue dans les esprits. En regard de cette « pensée positive » qui est plutôt une absence de pensée, l'effort de discernement qui est celui de toute raison est en effet souvent taxé de pessimisme. Pourtant, seuls les optimistes béats et les fous ne veulent pas voir aujourd'hui que nous sommes face à un problème majeur, un problème de civilisation (nous sommes en train de dévaster la planète, ou en terme plus imagé, de couper la branche sur laquelle nous sommes tous assis). Regarder ce problème en face est une question de responsabilité et c'est seulement lorsque nous serons capables de fournir cet effort responsable que nous pourrons penser des solutions réalistes et adéquates à ce problème. Peut-être alors pourrons-nous mettre en œuvre des pratiques réellement positives pour créer quelque chose de meilleur.

S'en remettre, comme l'entend le chroniqueur, à une foi illuminée dans les progrès de la science (« trouver des énergies de substitution au pétrole ») pour résoudre un problème urgent, tient peut-être de « la pensée positive » ou de quelque autre optimisme libéral mais pas de la raison. Autant espérer une suite de révolutions scientifiques comme l'invention de la roue, du télescope et de la physique newtonienne en moins de 10 ans. Be positive !

"Mais ils laissent à son sort le milliard d'êtres humains qui vit avec moins de 1 dollar par jour."

Non, c'est exactement le contraire. C'est précisément pour que l'on puisse redistribuer les richesses plus équitablement que nous prônons la décroissance de la consommation dans les pays "riches". Parce qu'aujourd'hui, 20% de la population mondiale consomme 80% des richesses. Et le fossé s'accentue avec la croissance de la croissance. Alors forcément, si l'on veut justement que les 1 milliard d'êtres humains qui vivent avec moins de 1 dollar par jour puissent vivre dignement, il faut impérativement arrêter de concentrer les richesses et de piller la nature pour le profit d'un tout petit nombre (nous). C'est une condition *sine qua non*. Ce

n’est pas une condition suffisante, mais c’est une condition absolument nécessaire. « Vivre simplement pour que simplement les autres puissent vivre », comme le disait Gandhi.

"Si les économistes ne croient plus à l’idée, dominante dans les années 1960, selon laquelle une croissance forte est une condition suffisante pour vaincre la pauvreté, ils s’accordent en revanche pour dire que la progression du PIB est une condition nécessaire. "*Il est impossible de faire reculer la pauvreté s’il n’y a pas de croissance économique*", résume Humberto Lopez, coauteur du rapport de la Banque mondiale "Poverty Reduction and Growth : Virtuous and Vicious Circles". "*Une politique de réduction de la pauvreté sans croissance n’est pas viable, ajoute l’économiste Pierre Jacquet. Pour produire des biens publics et promouvoir des objectifs sociaux, il faut un flux de ressources nouvelles, et donc de la croissance.*"

Si la phénoménale croissance continue du PIB mondial au cours des dernières décennies avait permis de vaincre la pauvreté, ça se saurait. Les maîtres à penser de notre auteur ressassent les mêmes idées depuis des siècles sans que la liberté promise par l’économie libérale ne soit arrivée jusqu’aux déshérités qui en plus ont eu l’outrecuidance statistique de progresser en nombre dans de nombreux pays ! Les objecteurs de croissance ne s’opposent bien évidemment pas à « la croissance » dans les pays « pauvres ». Encore faut-il savoir de quelle croissance on parle et de quels mécanismes de redistribution elle est accompagnée. Car croissance du PIB, répétons-le, ne veut pas nécessairement dire amélioration du niveau de vie ni diminution de la pauvreté. La manne pétrolière fait exploser le PIB de certains pays d’Afrique... qui voient pourtant les franges les plus pauvres de leur population sombrer dans une misère encore plus violente et les inégalités sociales s’aggraver [7]. Notre chroniqueur sera-t-il aussi critique vis à vis de cette croissance que de la nécessaire décroissance de la consommation des ressources naturelles non renouvelables ? Car il est utile de rappeler que dans les pays d’Afrique riches en or noir, la croissance du PIB, réalisée sur les bénéfices liés à l’extraction du pétrole, sera en plus accompagnée d’un surcroît de pollution, et de l’aggravation de l’effet de serre. Comme de bien entendu, le bouleversement climatique, dont les pays « riches » sont les principaux responsables, produit ses effets d’abord au Sud, dans les pays pauvres, d’Afrique notamment, générant par là un surcroît de pauvreté... La « croissance » est donc bien une "nécessité" pour certains pays, à manier avec d’immenses précautions pour que ses effets bénéfiques soient réels.... C’est loin d’être le cas chez notre chroniqueur qui applique sans réfléchir le dogme libéral de "la croissance" (croissance de quoi ? pour quoi ? pour qui ?) sans sourciller.

Or, la « croissance » telle qu’elle est réalisée aujourd’hui repose avant tout sur la transformation des ressources naturelles en déchets et en pollution. Et cette croissance là est une impasse.

"En Chine, le nombre de personnes très pauvres est passé, grâce au boom économique, de 377 millions en 1990 à 173 millions en 2003."

On ne sait pas d’où notre chroniqueur tire ses statistiques positives, aucune source n’est mentionnée. Quoi qu’il en soit, on sait que la validité de ce genre de mesures est très relative. S’il s’agit d’une mesure de la pauvreté par quantification du revenu, comme notre chroniqueur nous le proposait plus haut, il faut être doublement méfiant. Prenons un exemple : si une personne à très bas revenus passe de 1 dollar à 2 dollars par jour, elle peut sortir de la catégorie « très pauvre », et les statisticiens complexophobiques en concluent que la pauvreté diminue. Ce qui somme toute est un calcul rondement mené ! Est-ce que passer de un dollar à deux dollars permet automatiquement de sortir de la pauvreté ? Ce n’est bien entendu pas du tout garanti. Il faut au minimum que ce revenu soit suffisant, que le coût de la vie n’augmente pas ou soit pris en compte dans la mesure, et que les ressources non

financières dont disposent les personnes soient conservées. Trois choses qui ne sont pas indiquées et encore moins garanties par des mesures statistiques de ce type. Pire, on sait que l'entrée dans l'économie capitaliste de pays pauvres s'accompagne souvent de la mise en pièce de ces solidarités traditionnelles et l'impossibilité de recourir à des ressources qui deviennent monétarisées (voir le cas de la révolution verte en Inde : *"Pas si rose, la Révolution verte !", UNESCO*

"Selon certaines simulations, l'extrême pauvreté y sera éradiquée dans quinze ans si le PIB continue à progresser au même rythme. Le scénario catastrophe par excellence pour les objecteurs de croissance."

Sans doute un scénario du type de ceux qui prévoyaient l'éradication de la famine en Afrique avec l'apparition de l'Internet (qui aurait permis de savoir à la minute près la situation des cultures et des stocks et de réagir à temps pour contrôler les pénuries...). Un scénario qui en tout cas ne tient certainement pas compte des conséquences toujours plus lourdes de notre impact écologique sur l'écosystème. Parmi les populations les plus pauvres du globe, de nombreux paysans ne disposent que de très peu de surface de terre et de très peu ou pas du tout de machines. Toute modification du climat peut avoir un effet très important sur leur source de revenu et leur niveau de vie. Et l'on sait que le climat change. L'ONU prévoit même des déplacements de population massifs dans les décennies à venir, dus au bouleversement climatique et à l'inondation des zones côtières que la montée des océans provoquera si rien n'est fait. Parmi ces millions de personnes déplacées, l'immense majorité viendra nourrir les flots statistiques de la pauvreté que notre chroniqueur prétend vouloir combattre en développant et en renforçant les causes de ce problème.

Il est sûr également que ce type de scénario n'anticipe pas les manques annoncés d'approvisionnement en pétrole des économies de croissance. Or une économie de croissance privée de pétrole risque de s'effondrer, précipitant dans sa chute des pans entiers de la population dans la pauvreté et la misère.

Ces éléments absolument centraux étant négligés par les économistes, les scénarii à la façon de notre chroniqueur peuvent être "positifs" et faire miroiter des résultats statistiques positifs aux gens positifs. Même sans ces effets naturels nouveaux par leur ampleur et leur gravité, ce genre d'affirmation a une validité proche des prévisions de Mme Irma, tant on sait que l'économie est incapable de prévoir l'avenir. En tenant compte de notre impact écologique (dont les conséquences ne peuvent qu'être dramatiques si rien n'est fait pour changer), ces scénarii apparaissent pour ce qu'ils sont réellement : des imprécations mensongères de fanatiques de la croissance.

Quant à dire que l'éradication de l'extrême pauvreté est « Le scénario catastrophe par excellence pour les objecteurs de croissance », c'est tellement ridiculement stupide qu'on se demanderait presque comment le journal *Le Monde* a pu laisser passer une telle pitrerie (s'il n'appartenait à un marchand de canons).

" Au-delà des préoccupations écologiques légitimes qui sont les siennes, il faut prendre la doctrine de la décroissance pour ce qu'elle est, une théorie élaborée par des individus habitant des sociétés prospères. Une lubie de gosses de riches parfaitement égoïstes. Mais cela va généralement ensemble. "

Comme notre chroniqueur semble l'ignorer, cela fait quelques siècles que dans de très nombreux pays, et en particulier ceux qui subirent les colonisations, de très nombreuses personnes qui sont loin d'être des gosses de riches prétendent que l'occident ne pourra pas éternellement se comporter en carnassier, piller des nations entières, saccager la planète et se laver la conscience en se noyant dans des ersatz de pensées dont l'hypocrisie est abyssale.

Pour le reste, inutile de répondre à cette provocation de triste chroniqueur. A l'attention de ceux qui seraient tentés de reprendre cet amalgame grossier, nous rappelons que l'un des éléments centraux de l'objection de croissance est de promouvoir la diminution de la consommation des ressources naturelles non renouvelable dans les pays « riches », c'est-à-dire chez nous avant tout.

Les réactions à cet article sur le *forum du journal* sont nombreuses (au 1 août, le journal en avait retirées un grand nombre) et intéressantes. Elles témoignent de la bonne forme du « courant » de l'objection de croissance et du décalage médiatique entre le journal *Le Monde* et ses lecteurs.

Voir aussi les corrections et la prise de position de l'*IEESDS*.

Le 1er août, *Le Monde* publiait une réaction de Hubert Reeves : *Pour une vie meilleure* qui laisse penser qu'à côté de ses qualités de scientifique et d'humaniste, M. Reeves n'est pas très au fait de la pensée des objecteurs de croissance, contrairement à ce qu'affirmait M. Delhommais.

Le quotidien titrait également son édito : *"L'enjeu écologique"*, en parlant notamment d'un "coup de gueule" de N. Hulot sur les boniments des politiques en matière de responsabilité écologique (soulignons qu'en la matière, N. Hulot, dont la fondation est supportée par EDF - pronucléaire - , L'Oréal - grosse multinationale dont les modes de production sont douteux [8] - et TF1 - bourrée de pub - ne fait pas beaucoup mieux).

Coup de gueule dont le journal dit plus le même jour dans l'article *"Les Verts embarrassés par Nicolas Hulot"*.

1er août journée tendance-ecolo pour *Le Monde* qui publié également un papier de la candidate Ségolène Royal : *"Canicule, les vraies causes, par Ségolène Royal"* dans lequel on retrouve très exactement le ton dénonciateur des politiques qui ne font pas ce qu'ils disent. Mme Royal dit ce qu'elle croit, pas ce qu'elle compte faire...

Quoi qu'il en soit, peut-être que ce "quotidien de référence" français se rend progressivement compte que sa schizophrénie n'est pas tenable à terme, pas plus que ne l'est notre mode de vie. On trouve dans ce journal le meilleur (H. Kempf) et le pire (P.-A. Delhommais) : l'avenir dira si *Le Monde* arrivera à se libérer de ses chaînes mercantiles (pub et actionnariat) pour retrouver une liberté éditoriale sans laquelle il est illusoire de penser qu'il ouvre ses colonnes à un courant auquel il n'oppose pourtant aucun argument valable.

Et l'on jugera également si *Le Monde* aura été une force d'émancipation porteuse de solutions aux problèmes qui sont les nôtres ou si au contraire il aura agi comme un frein à la prise de conscience et à l'inéluctable changement dont on espère qu'ils adviendront assez tôt. Pour l'instant, le bilan mondial est sombre...

[1] Que certains groupes « décroissants », français notamment, tiennent des propos moralisateurs et excessifs est bien dommage mais n'engage pas l'ensemble du mouvement « pour la décroissance » dont le gros des effectifs est étranger à ces abus.

[2] voir les travaux de l'*IPCC*.

[3] voir la *Convention sur la biodiversité*.

[4] voir le *2ème Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau*.

[5] Voir le site indépendant de l'*ASPO*.

[6] Pour notre part lorsque nous employons le terme "décroissance", nous précisons qu'il s'agit d'une *décroissance de la consommation des ressources naturelles non renouvelables par les populations "riches" pour que les pays "pauvres" ainsi que les générations futures puissent à leur tour bénéficier d'un accès raisonnable à ces ressources sur une planète préservée*. Etant donné le système économique actuel et sa façon productiviste de générer de "la croissance" (du PIB), cette décroissance de la consommation des ressources naturelles non renouvelables (...) revient en réalité à une *décroissance de la consommation* "tout court" des populations riches.

[7] « *Les problèmes pétroliers africains ne font qu'exacerber les inégalités économiques et sociales du continent. Que les pays soient importateurs ou exportateurs de pétrole, ce sont les catégories sociales les plus pauvres et les régions les plus défavorisées qui souffrent du pétrole. Comme partout ailleurs dans le monde, la réalité pétrolière est chargée de violence à cause de l'argent qu'elle génère.* », Jean-Marie Chevalier, *"L'Afrique et le pétrole. Entre la malédiction des exportations et celle des importations" (.pdf)*

[8] voir aussi Body Shop : marketing ou éthique ?

Conférences Odyssée des lecteurs

Ville de Martigues 4-5 juin 2004

Des territoires en reconversion : les faux espoirs de la croissance

Jacques Prades Université de Toulouse2-Le Mirail
5 allée A. Machado 31058 Toulouse cédex France
Tél : 05 61 50 45 00 prades@univ-tlse2.fr

Martigues est un port industriel proche de Marseille, au sud de l'Etang de Berre, spécialisé dans la prétrochimie qui subit les difficultés du secteur concerné. Avec un taux de chômage plus élevé que la moyenne française, cette ville de 42 000 habitants, de municipalité communiste, témoigne d'une réalité récurrente du paysage industriel européen. En effet, si on observe le paysage industriel européen et français, on constate que les technopoles modernes ne se superposent pas aux vieux sites industriels qui s'implantent très rarement sur les mêmes territoires. Cette superposition impossible illustre la difficulté d'une substitution d'une économie fondée sur l'industrie à une économie fondée sur les flux.

Se pose alors la question des reconversions industrielles et des pôles d'activité qui pourraient recréer de la croissance dans « les régions qui perdent » [1] .

La particularité du débat de Martigues est précisemment qu'elle évite l'opposition entre environnement et développement, même si l'idée que le développement durable soit un oxymore ne perd pas toute sa sigification (Latouche, 1998).

Je voudrais montrer ici que cette volonté locale légitime d'une recherche de la croissance est peu crédible au niveau macro-économique mais surtout pas souhaitable en raison des effets pervers qu'elle produit. L'idée principale est que la trame principale des politiques économiques menées en Europe consiste à trouver les bons moyens de la croissance : pour les uns, il s'agit d'établir les meilleures bases d'une compétitivité, pour les autres fabriquer du consensus social qui puisse produire de l'efficience économique. Notre hypothèse est que la force de l'Europe pourrait ne reposer ni sur l'Europe économique, ni sur l'Europe sociale mais sur l'entreprise sociale européenne. On débouchera alors sur la recherche d'une troisième voie du développement territorial qui, s'il ne résout pas totalement les questions évoquées, peut limiter certains effets pervers de la croissance.

Un point de vue macro-économique

La croissance économique est la progression de la quantité de biens et de services produits et échangés dans une économie entre deux périodes de temps donné.

On distingue en général deux grands modes de croissance :

-Un mode de croissance extensive qui repose sur un accroissement des quantités produites avec un progrès technique faible qui évolue par palier ; c'est le type de croissance que nous avons connu à la révolution industrielle en Europe, qui se développe aujourd'hui en Chine ou en Indes. Les colonisations sont une des caractéristiques de ce mode de croissance.

-Un mode de croissance intensive où le progrès technique est à l'origine de gains de productivité important et cumulatif. Ces gains passent par l'innovation technologique dont la finalité est de produire plus dans un même temps, ce qu'on nomme la productivité. La productivité est à l'origine d'une hausse de revenus (salaires ou profits) qui tend à faire pression sur la quantité de biens produits, soit à l'origine d'une baisse de coûts, de prix et d'élargissement de la demande.

C'est ce dernier cas qui nous intéresse ici.

Il existe deux phénomènes majeurs qui expliquent que les formidables progrès dans les technologies de l'information n'induisent pas une spirale croissance-productivité-emploi.

- Le premier repose sur le fait que l'informatique n'est pas un secteur nouveau qui viendrait prendre la suite de l'activité secondaire et tertiaire mais davantage une enveloppe qui traverse tous les autres secteurs. Les énormes progrès techniques réalisés en informatique ne se traduisent pas par une progression des gains de productivité comparable. Ce fait est connu chez les économistes sous le nom du paradoxe de Solow. [2] De ce fait, la théorie du déversement que l'on a connu à la révolution industrielle d'un transfert de main-d'oeuvre de l'agriculture vers le secondaire a peu de chance de se reproduire.

- Le deuxième phénomène tient au fait que la mondialisation des économies qui fait que les sources de profit proviennent davantage de la financiarisation de l'économie que l'activité industrielle.

Mais auparavant, il nous faut dire quelques mots de cette fameuse « société de l'information ». Toutes les sociétés sont des sociétés d'informations puisque s'il peut y avoir des communautés sans information (notamment animales), la société n'existe véritablement que lorsqu'il y a langage, donc échange d'informations. Ce qui est nouveau, ce n'est donc pas que l'information fasse société, c'est que l'information soit traitée sous le mode de l'industrialisation. Autrement dit, c'est le processus d'industrialisation engagé à la révolution industrielle qui poursuit une étape décisive par l'arrivée des technologies de l'information après la seconde guerre mondiale en industrialisant l'intelligence. Les conséquences de cette hypothèse sont beaucoup plus heuristique que celle de la nouvelle société de l'information qui repose sur le postulat d'une éternelle « destruction-créatrice » [3] .

I. Pourquoi l'arrivée des TIC ne provoque pas une spirale croissance-productivité-emploi ?

La compétitivité d'une économie dépend toujours de *la force de son industrie.*

Pour démontrer l'arrivée de cette société de l'information, on se repose sur le fait que l'emploi dans les services progresse vertigineusement au regard des emplois industriels qui s'effondrent.

Si les emplois nouveaux sont principalement issus des services, c'est surtout parce que les industries externalisent leurs activités (particulièrement dans la filière informatique, électronique et des télécommunications), procèdent à de la sous-traitance étrangère et que les services évoqués sont principalement des services dédiés aux industries. Le chiffre que l'on obtient en déduisant du secteur industriel les emplois tertiaires dans les années soixante-dix est voisin de celui que l'on obtient aujourd'hui lorsqu'on ajoute à l'emploi industriel actuel, les emplois des services dédiés au secteur industriel (c'est-à-dire environ la moitié des emplois dédiés). On a entre 1970 et 1990 en France, une relative stabilité des emplois industriels : de 30 % à 35 % des emplois (si on ne retient que l'emploi marchand, l'industrie occupe un emploi sur deux). À cela, il faut ajouter que, prise à l'échelle mondiale, l'industrie délocalisée, même si elle n'a pas le poids qu'on lui prête ordinairement, occupe encore une place stratégique.

Enfin, même si on assiste à un tassement des emplois industriels, cela ne justifie pas le manque d'importance d'entraînement de l'industrie dans l'économie. C'est elle qui d'abord concentre la majeure partie de la valeur ajoutée (41 % du PIB français). C'est elle qui ensuite est à l'origine des principaux modèles d'organisation du travail appliqués aux services. C'est elle qui enfin concentre les 2/3 de l'effort de recherche développement.

En réalité, ce recadrage des innovations met en lumière une « tendance » économique lourde qui marque les sociétés issues de la modernité : celle du processus de rationalisation-industrialisation que souligne M. Weber [4] .

Nous avons commencé par industrialiser l'agriculture ; ce processus est toujours à l'oeuvre : 3,5 millions d'agriculteurs français ont quitté la terre entre 1950 et 1980. Le paysan n'existe quasiment plus que sous la figure de cet industriel de l'agriculture dont les exploitations de l'Amérique du Sud fournissent la vraie image : entouré d'ordinateurs qui reçoivent en temps réel la productivité de chaque machine qui est en train de travailler la terre, l'industriel surveille via les satellites l'exploitation et la distribution de ses produits. En France, le phénomène a été freiné par la taille des exploitations et par la sur-représentation politique du milieu rural, mais le phénomène reste latent.

Puis nous avons « industrialisé l'industrie » qui succéda à ce que Marx nommait la manufacture, elle-même faisant suite aux corporations médiévales. Ce processus est bien sûr toujours à l'oeuvre et c'est là que la rationalisation du travail est la plus poussée : taylorisme, fordisme et toyotisme.

Aujourd'hui, nous poursuivons le même processus : la transformation qui s'opère devant nos yeux est moins une « tertiarisation de l'économie » qu'une « industrialisation des services. »

On peut lire le même processus d'industrialisation en disant que nous avons d'abord prolongé le geste de la main, puis automatisé les procédures répétitives et enfin modélisé l'intelligence grâce à l'explosion des technologies cognitives. Mais cette industrialisation de l'intelligence passe toujours par une utilisation massive de matière première et il n'y a donc aucune substitution.

La révolution industrielle a moins comme signification la montée du secteur secondaire que la primauté de la rationalisation des procédures physiques qui a commencé par le corps, la gestuelle pour se poursuivre par l'âme, l'affectif, le plaisir et l'émotion [5] . L'émergence des sciences de la cognition, en apportant des connaissances nouvelles sur le fonctionnement du cerveau, la perception, l'émotion, le langage et la vie mentale en général, permet de représenter quelques-unes des fonctions qui sont mises en jeu dans les activités de création.

La profondeur des recherches cognitives signifie la pénétration de « la prothèse » au coeur même des procédures sensorimotrices et le mélange indissoluble entre corps et âme. L'informatisation constitue un recouvrement, une enveloppe qui coiffe toutes les activités, qui mélange du matériel et de l'immatériel, de l'artefact et du sensible. Cependant, en fin de compte, « l'interaction étroite entre l'homme et la machine » n'est pas si éloignée d'un projet « d'extension de l'intelligence humaine ».(P. Flichy, 2001).

Cette lecture du processus d'informatisation suggère une sédimentation successive des innovations de procédé, de produit et d'organisation par la substitution des facteurs et de gammes sans modification radicale.

L'effet de substitution porte autant sur les innovations de processus, sur les innovations de produits que sur les innovations d'organisation :

Si le travail tend à être économisé au profit de l'alourdissement du capital-machine, les innovations de processus répartissent autrement les facteurs de production. On a donc bien un accroissement de la productivité du travail mais corrélativement une augmentation de l'intensité capitalistique.

Cette dernière se heurte à un taux d'obsolescence plus élevé du matériel informatique et logiciels que les comptables nationaux américains évaluent à 30 % par an contre 15 % pour celui des autres équipements et 2 % pour les bâtiments (F. Lequiller, 2000). Cette obsolescence accélérée se double d'une sous-utilisation du capital liée au fait que, dans le domaine des services, un seul geste par salarié ne fait pas un emploi ; une multitude de gestes différents est plus difficile à automatiser, donc provoque une coordination plus complexe et des surcoûts liés au fait que tous les segments de la production ne sont pas informatisable de la même façon; or, la productivité moyenne s'adapte aux segments les plus lents du processus productif. Dans un troupeau de bêtes, la vitesse moyenne du troupeau n'est pas égale à la moyenne des vitesses de sbrebis mais à celles qui sont le moins rapides. Plus on « industrialise » le secteur des services, et plus on bute sur des cultures, des habitudes, des modes de « faire » différents parce qu'on a affaire à des relations de personne à personne : « l'intensité mentale » du travail s'accroît au fur et à mesure de l'informatisation. La décision d'investissement n'est pas remise en cause car le capital se substitue au travail. Mais la productivité globale des facteurs progresse faiblement. Même dans le cas américain, au plus haut de ses performances, dans la deuxième partie de la décennies quatre-vingt dix, lorsqu'on soustrait l'effet « bulle financière », la productivité globale était plus faible que durant les trente glorieuses. L'augmentation de l'intensité capitalistique associée à la baisse de la durée de vie des équipements et donc de l'accroissement du coût d'amortissement affaiblit la productivité du capital.C'est ce qui explique que malgré la puissance du progrès technique qui touche tous les actes de la vie, la productivité globale est aujourd'hui plus faible que dans les chaînes de montage d'après-guerre.

L'informatisation se traduit moins par un accroissement de la diversité des espèces que par une homogénéisation des modèles en amont doublé d'une variété des formes en aval. Il n'y a donc pas irruption de nouveaux produits. La conséquence est que les innovations de produits prennent la forme d'une multiplication des gammes. Il en résulte un faible effet sur la demande car celle-ci se substitue à d'autres demandes plus qu'elle ne s'agrège, contrairement aux récurrences observées lors d'une introduction d'innovation radicale de produit.

Les innovations d'organisation deviennent déterminantes si la représentation qu'on se fait des organisations est brutalement transformée par l'arrivée des nouvelles technologies ou coïncide avec cette arrivée. On a pu constater au niveau micro-économique que l'informatique accroît la productivité globale des entreprises qui se sont réorganisées avec l'arrivée des nouvelles technologies et réduit celle des entreprises qui ont dépensé en investissement et non dans l'organisation. L'imaginaire d'internet, fondé sur l'association de l'accès gratuit aux initiatives locales ne s'est pas toujours traduit par davantage de décentralisation de décision et de polyvalence. Dans beaucoup de cas, l'informatisation est venue renforcer la travail taylorisé.

Au total donc, on aura compris que les chances de reproduire le schéma de la révolution industrielle avec les TIC est peu crédible. Mais je vous voudrais aller plus loin et montrer que d'un point de vue normatif, ce n'est pas souhaitable.

II. Croissance et point de vue normatif

Atteint un certain niveau qu'il est difficile de chiffrer avec précision car très circonscrit au type de société qu'on étudie, la croissance a trois effets pervers : l'exclusion sociale, les disparités territoriales et la dégradation écologique.

1.L'exclusion sociale

Il peut paraître paradoxal de prétendre que l'accroissement de la richesse économique (donc la croissance) se traduise par de l'exclusion sociale mêmes si les faits sont ténus.

Nous appelons l'exclusion sociale d'abord l'état d'un individu ou du groupe qui est dans une situation où il ne participe plus à la vie en société qui se traduit par la faiblesse d'accès au travail, au crédit, au logement, etc, ensuite le processus difficile de réversibilité de cet état.

Ce paradoxe est levé si l'on admet que l'accroissement de la richesse dont il est question est matériel et passe par un échange marchand. On appelle « l'échange marchand », la relation qui lie deux échangistes sur le principe d'une équivalence entre ce qui est donné et ce qui est reçu au-delà duquel se clôture la relation. Si la redistribution par l'Etat tend à devenir plus maigre en raison de la difficulté de distribuer à beaucoup un surplus difficile à se procurer, il reste que la réciprocité qui n'est pas une relation dominante dans le capitalisme moderne est limitée en fait pour l'essentiel au relations familiales.

Au total, ce qui n'était pas du domaine de la propriété mais de l'ordre du partage dans la société ancienne ont été en large partie échangé dans la société moderne. C'est ainsi qu'est née l'exclusion sociale qui rajoute au fait de ne pas avoir d'emploi le fait de perdre son statut social.

Plus l'échange marchand se généralise et plus le chômage qui est une perte d'emploi se traduit par une exclusion sociale. Comme l'a très bien vu K. Polanyi, c'est l'activité économique qui confère un statut social aux individus dans la société moderne. Ceci explique largement pourquoi il vaut mieux être chômeur en Andalousie qu'en Angleterre. Si on voulait se risquer à lire l'évolution sociale en fonction des tendances à l'autonomisation, on pourrait dire que le détachement des individus vis à vis des milieux familiaux et locaux a constitué un progrès mais que cette tendance a dépassé un seuil où l'individualisation nuit à la cohésion sociale.

Les raisons qui expliquent que la croissance se traduise par de l'exclusion d'un côté et de très hauts revenus par ailleurs tient au fait que la productivité n'est pas aussi forte que dans l'après-guerre et que les profits financiers sont venus supplanter les profits d'exploitation tirant ainsi les salaires des hauts cadres dirigeants.

2.Une disparité forte entre les régions

Les différentes régions françaises et européennes souffrent de disparités fortes que les politiques publiques ou la mondialisation n'arrivent pas à endiguer. Plus on intensifie les échanges, et plus ce sont les pays les mieux organisés qui profitent de l'extension des échanges. Dans le cas de la France, les politiques de décentralisation ne sont pas parvenues à modifier la donne, dans le cas de l'Espagne, la représentation politique forte du sud de l'Espagne n'a pas amoindri la domination de la catalogne et du pays Basque ; dans le cas de l'Italie, on reste avec une dualisation forte des activités, hormis la troisième Italie. Là encore, si la péréquation des budgets publics a permi des résultats indéniables, la concurrence des régions l'emporte sur leur coopération et leur complémentarité.

En fait, lorsque se développe la globalisation, la régulation par l'Etat devient de plus en plus difficile et les politiques industrielles classiques deviennent obsolètes. De sorte que l'équilibre des territoires avant la globalisationest très différent d'après la globalisation. Dans l'ancienne configuration des pôles industriels, on a une grosse industrie liée à un avantage comparatif à forte concentration d'emplois qui crée par effet d'externalité, c'est-à-dire d'avantages qui sont accordés à d'autres sans qu'ils y aient participé, des activités souvent tertiaires (commerce, informatiques, etc). Par exemple, une infrastructure lourde, un réservoir

de main d'oeuvre qualifiée, une base de connaissance commune, des fournisseurs spécialisés sont des externalités qui offrent et partagent des coûts fixes. Lorsque ces externalités pécunières ou technologiques sont concentrés sur un même espace, on a des économies d'organisation. Ces économies d'agglomération se présentent sous la forme d'une grosse industrie et des petits commerces qui densifient le lien social autour d'une population à fortement dominante ouvrière.

Ainsi se crée par un avantage concurrentiel, une source de matière première, une proximité portuaire, un carrefour de communication ou par une action politique ponctuelle (un festival, une action politique) une situation qui déclenche un auto-développement qui constitue ensuite une sorte de vérouillage dont le droit d'entrée des autres concurrents devient prohibitif. C'est ce qu'on nomme d'ordinaire des économies d'agglomération.

Deux éléments majeurs sont venus transformer la donne des années quatre-vingt. La mondialisation des économies s'est accélérée créant des différentiels de toute sorte : sur le marché du travail en créant de véritables écarts entre les secteurs d'activité car la dérégulation permettait difficilement de pallier les différentiels. L'informatisation permettait cette mondialisation. Par ailleurs, la demande des produits est devenu plus volatile et les grosses unités ont souffert de n'accroître les gains de productivité que sur la base des économies d'échelle.

3.L'accroissement des dérèglements écologiques

Que ce soient les bâtiments floqués à l'amiante, le nuage de Tchernobyl , le sang contaminé, l'Erika ou le Prestige, les poulets à la dioxine ou le réchauffement de la planète, ces trente dernières années ont vu l'accélération des accidents environnementaux. Ceci résulte du fait que l'environnement est considéré par les entreprises comme un bien gratuit, librement accessible.

Cette question est au fondement épistémologique de l'économie dominante, comme l'a bien vu N. Georgescu-Roegen, « qui représente le processus économique comme un flux indépendant et circulaire entre « production » et « consommation » »(1979).

III. Pourquoi ce qui est vrai globalement ne l'est pas micro-économiquement

Les possibilités de sortir seul de la situation sont possibles mais pas généralisable sans changer brutalement et radicalement de régime économique et politique. Il faut donc plutôt voir l'entreprise sociale comme une voie d'innovation, une alternative en marchant plutôt que l'illustration d'une lente contamination par laquelle se diffuserait ce mode d'organisation.

Dans le cas de Martigues, il ne s'agit pas d'opposer les effets en termes d'emplois que procurerait le projet de Fos-2XL qui s'étendra sur 90 hectares et qui viendra concurrencer Valence et Génova sur le trafic des conteneurs à une économie locale fondée sur la stratégie des champs de fraises. Car précisemment, si le projet d'équipement de portiques permettant le transport de conteneurs de gros volume permet un développement inespéré du port de Marseille, les voies navigables et le réseau ferré pourraient éviter un nouveau congestionnement de trafic routier et développer autour une économie locale.

La question du développement et de l'environnement pourrait ne pas être opposée si une volonté de la société civile pouvait prendre en charge le débat public.

Ce qui distingue l'entreprise sociale, qu'on la nomme économie solidaire en France, sociale en Italie, populaire en Amérique latine, communautaire au Québec des autres activités économiques tient au fait que les acteurs (et non les politiques) qui la font vivre sont animés par une volonté de produire, consommer et échanger *autrement*. En misant sur des relations de personnes là où la médiation informatique semblait s'imposer dans les relations de service

aux personnes, sur des relations de proximité là où l'idée de territoire semblait disparaître, en agissant ici et maintenant quand plus personne n'attendait le grand soir, ces pratiques sont partagées entre l'alternative politique ou simplement la résistance à l'économie lucrative et à l'institutionnalisation par l'Etat. L'économie solidaire peut être définie comme l'ensemble des services de proximité qui sont conçus à travers des espaces publics (ce qui différentie l'économie solidaire de l'espace domestique) dont la pérennisation est assurée par la combinaison de ressources et dont la finalité repose sur un caractère non lucratif mais éthique. L'entreprise d'économie solidaire, en utilisant des financements publics pour se trouver en situation de concurrence par les prix sur le marché, remplit une mission sociale soit par ses objectifs, soit par son public. Dans la mesure où elle fait face à des contraintes supplémentaires, l'obtention d'un financement public n'est donc pas le signe d'une défaillance de l'entreprise mais le gage d'un risque collectif qui mérite une participation financière publique. Mais elle remplit également une fonction économique en développant des externalités positives.

Seront donc considérées comme faisant partie de l'économie solidaire, les pratiques qui remplissent les caractéristiques suivantes :

-La structuration du champ d'activité se fait de bas en haut en partant des initiatives locales pour remonter vers des regroupements, des comités de liaison ou des fédérations. Cette structuration n'est pas sans risque car au fur et à mesure que l'architecture se consolide, se créent des hiérarchies dans l'asymétrie d'informations.

-Le champ d'activité relève principalement de services aux personnes et de proximité, souvent au travers d'activités d'insertion.

-Le financement des activités fait appel à plusieurs sources dont le marché, l'Etat et le bénévolat.

-L'activité ne perdure que si son mobile est un projet collectif et éthique, d'où les chartes qui conditionnent chaque famille.

Quelques questions empiriques et enjeux théoriques

L'économie solidaire, en tant que pratique sociale et économique, n'est pas une création ex nihilo. Pour partie, les services que redécouvre l'économie solidaire étaient liés à la sphère domestique; pour une autre partie, ils faisaient partie du secteur étatique. L'évolution de la sphère familiale (famille atomisée, multiplication des séparations ou divorce, etc) n'autorise plus ces prises en charge. L'Etat n’est pas en mesure non plus de traiter convenablement des activités qui exigent souplesse, relation de proximité relationnelle et territoriale. Enfin, le marché a montré la limite des dispositifs technologiques qui permettent d'accroître les gains de productivité dans ces services relationnels (badge de secours pour les personnes âgées, vidéo-surveillance pour les crèches, internet pour les achats de consommation courante, etc).

Cet éclairage soulève deux types de question.

1. *Une question empirique* tenant à la capacité de développement de l'économie solidaire en France. Outre la clarification de ce qu'on entend par cette terminologie à laquelle nous pensons avoir partiellement répondu, le développement de ce champ d'activité doit passer par un élargissement des segments d'intervention de la micro-finance (collecte de l'épargne, variabilité des taux, soutien public au fonctionnement, etc.) , la recherche d'innovation d'organisation dans les services de proximité , des plates-formes d'initiatives locales gérées

par le groupement d'économie solidaire , l'ouverture des SEL à des structures institutionnelles et des représentations régionales clairement identifiées en fonction de leur poids économique et non pas uniquement en fonction de leur fonction de médiation. Ce développement n'est pas lié à des instruments de médiation supplémentaire..

2. *Une question théorique* : le découpage que nous avons utilisé fait clairement apparaître ses limites : lorsque les prêts de l'ADIE se coupent de la nature des projets, on assiste vite au développement d'une économie des pauvres ; lorsque les crèches parentales sont considérées comme du non-travail ou de la « consommation », elles sont reléguées au registre de l'occupationnel ; Lorsque les SEL restent sans relation avec le monde du marché ou institutionnel, leur poids tend à fléchir et à se marginaliser ; lorsque les services à domicile se financent exclusivement sur le marché, ils se concentrent sur la professionnalisation des services et la solvabilisation de la demande ; lorsque la mutualité a les yeux braqués sur la couverture sociale, les dépenses de santé deviennent le signe d'une progression de la qualité de la vie des populations

L'économie sociale et solidaire cherche à inverser l'ordre des priorités : la qualité de vie des populations doit se traduire par une faiblesse des dépenses de santé. Les services de proximité ne nient pas le rôle de la famille mais recherche un autre type de famille où le rôle de chacun s'ajuste en fonction de la dette que l'on a, du don que l'on accorde, de la liberté qu'autorise le marché et du financement étatique que permet l'économie réalisée. Ce brouillage de relations entre l'économique et le social, le marchand et le non-marchand, pose l'éternelle question des externalités. Telle firme du bâtiment utilise un cours d'eau pour nettoyer des matériaux, la dégradation de l'environnement n'étant pas un coût internalisé. L'économie solidaire internalise certains coûts que d'autres entreprises laissent à la charge de la collectivité. Selon que l'on donne à l'économie une dimension extensive ou restrictive, on modifie le champ des externalités.

L'économie solidaire est donc fondamentalement une économie de l'innovation sociale : elle recherche des architectures originales reposant toujours sur la régulation Etat-marché mais en brouillant les frontières : en intégrant dans les coûts des firmes les externalités négatives (la dégradation de l’environnement), elle en limite l'étendue en abaissant par ailleurs le coût du recours à « l'Etat réparateur ». En diffusant dans la société des externalités positives de ces activités (une épicerie collective dans un village) elle reçoit de l'Etat la contrepartie financière d'un avantage collectif. Le portage de l'initiative provenant d'initiatives privées et souvent individuelles, l'Etat favorise les actions décentralisées ; en surveillant le caractère collectif de cession, l'Etat veille à la non-propriétarisation des initiatives et à la diffusion des innovations sociales.

Si la productivité globale de l'économie n'est pas affectée, les capacités de développement d'activités culturelles, sportives et sociales sortent des règles étatiques et peuvent prendre un nouvel essor. Elles ne manqueront pas de se professionnaliser en se diversifiant et d'être le foyer d'une demande sociale illimitée mais là n'est pas l'essentiel.

L'essentiel est que l'économie solidaire tend à sortir de la régulation keynésienne : ce n'est plus l'Etat qui compense les dégats provoqués par la compétitivité des économies en soutenant socialement les plus vulnérables ; c'est par l'activité économique locale initiées par des porteurs de projets, souvents anciens exclus, qu'on recrée une dynamique sociale et économique, en créant de nouvelles modalités organisationnelles et de nouveaux arrangements institutionnels. A ce niveau de micro-organisations, les données statistiques de l'INSEE ne permettent pas une approche assez fine. Une étude réalisée (Cerise, 2001) montre que le volume d'emploi dégagés par l'économie solidaire représente environ 10 % du total du secteur, lui-même représentant environ 10 % des emplois de la région. C'est peu du point de

vue quantitatif , non négligeable du point de vue de l'innovation sociale et fondamental du point de vue des projections.

L'hybridation des différentes ressources ne fait pas de ces pratiques une troisième voie mais une prise en charge et une forme d'autonomie des acteurs, une responsabilité sociale capable d'inventer un imaginaire qui ne considère pas notre système technico-économique comme indépassable. In fine, ce brouillage peut conduire à une écologie de la vie, c'est-à-dire à la recherche d'un nouvel équilibre entre le marchand et le non-marchand, le travail productif et l'activité, la santé et les modes de vie, l'économique et le social.

Il me semble que ces quelques éléments peuvent enrichir le débat qui est aujourd'hui, le vôtre.

---

[1] Par référence au colloque sur le développement régional tenu à l'université du Québec à Montréal « Et les régions qui perdent ? » en réponse au livre de Benko et Lipietz « les régions qui gagnent »PUF, 1992

[2] voir Prades (2004), De la mesure de la richesse économique : concepts, mesures et pratiques sociales »Revue Economies et Solidarités , Montréal, volume 35 n°2.

[3] Voir Prades (2002), Eclairage sur le paradoxe de Solow, in 2001, Bogues sous la direction de B.Miége, Presses de l'université Laval.

[4] Ce processus est un idéal-type au sens historique de M.Weber.

[5] Comme l'écrit M. Borillo (1999), « l'enjeu des sciences cognitives est la pénétration rationnelle par l'informatique de pratiquement tous les domaines de l'activité humaine. »

Sur les traces du « phénomène technique »

Jacques Prades



Le "phénomène technique" apparaît sous plusieurs formes dont une est manifeste : un processus mental de décomposition méthodique et systématique des problèmes d'où découlent des réponses opérationnelles. Lorsqu'une masse de hooligans envahit un terrain de foot et provoque une centaine de blessés, on nomme un comité d'experts, chargé de donner un avis ; celui-ci décompose le problème politique en un problème spécifique de terrain de jeu d'où émane la réponse pratique : des grillages sépareront les joueurs des spectateurs ! "La technique" est cet acte de réduction de l'humain à de l'utile qui confine à l'absurde et au cynisme : une première fois, par l'appel à des experts (experts en quoi ?) ; une deuxième fois, en réduisant un problème social à une question technique ; une troisième fois en croyant que le matériel (le grillage), l'objet, la machine ou tout autre artefact peut sauver du désespoir. On peut se demander si cette dynamique ne produit pas d'elle-même sa propre fin. Voilà qui pose correctement la question d'Heidegger : est-il possible de pousser jusqu'à l'absurde les choses de ce monde en espérant des hommes un ultime retournement ?

Je cherche à montrer, d'un point de vue historique et anthropologique, que les représentations mentales techniciennes que nous véhiculons tendent à devenir irréversibles à mesure que le "temps" nous pénètre et que, de la rationalité économique à la rationalité technologique, le calcul et la méthode tuent tout ce qui pourrait encore relever de la passion et de l'insoumission : "l'innovation" est le nom donné à la création lorsque celle-ci est réduite à un pur calcul. C'est elle qui, de mon point de vue, est à l'origine de la suprématie du modèle occidental sur la planète qui fonde ce qu'on appelle, avec légèreté, "le sous-développement". De ce point de vue, je pense que nous n'avons aucun intérêt à trop attendre...

Un point de vue historique

Une nouvelle structuration du lien social, pratiquement en oeuvre au XIV ème siècle, apparaît au moment où l'ancien ordre est en voie de déliquescence : K. Polanyi a montré que l'autonomie de l'économique prend forme au XIII ème siècle, au moment où les institutions de la période médiévale s'affaiblirent (perte de la fonction militaire, développement des marchands, infiltration des nobles dans les nouvelles institutions). M. Weber, quant à lui, montrera que l'érosion de l'autorité de la loi divine et l'éclatement de l'unité chrétienne libéreront les hommes de l'angoisse du jugement dernier, laissant ouverte la voie au monde moderne, bien illustrée par ces mots de Nietzsche : "*Tous les instincts qui avaient des raisons de demeurer secrets se déchaînèrent comme des chiens sauvages, les appétits les plus brutaux eurent soudain le courage de se manifester, tout semblait justifier* ".

Rien n'est inscrit d'emblée dans l'histoire (selon la formule consacrée : "c'est inévitable" ou "c'est nécessairement comme ça"), même si la critique de l'historicisme par K. Popper n'épuise pas, loin s'en faut, la question des déterminations. Des contraintes sont levées, donc des espaces sont ouverts. Mais il n'y a rien de plus contraignant que l'absence de repères : l'histoire prend alors des virages décisifs autour d'une structuration particulière. Tel est l'effet du "temps" qui ressoude la société à travers une nouvelle norme ou un nouvel équivalent général, l'heure universelle. Il faut qu'il y ait eu plus qu'une convergence d'intérêts (gens de

cour, bourgeoisie, travailleurs, etc.) pour que s'exprime, à travers cette volonté de mesurer le temps, l'invention de l'horloge.

Nous ne savons pas plus du temps aujourd'hui que ce que Saint-Augustin en disait jadis (Òsi l'on me demande ce qu'est le temps, je ne sais pas le dire"). La différence vient du seul fait que, comme le dit le maître en la matière, D.Landes (1983) : "*Nul ne sait ce qu'est le temps ; et, sans doute, personne ne sait non plus le définir et l'expliquer à la satisfaction générale. Mais nous savons bien le mesurer*" (p276).

La mesure du temps soulève un nombre important de questions de nature épistémologique dont quelque unes sont évoquées ici :

Avec l'horloge mécanique apparaît un objet technique dont les qualités sont manifestes au regard de la clepsydre ou du cadran solaire. L'usage du poids comme origine de la force motrice induit un entraînement régulier, indépendant des saisons et du soleil, rendant possible le transport, et capable de miniaturisation. Moins d'un siècle plus tard apparaissent les horloges de Wallingford et Dondi, véritables petites révolutions de l'horlogerie naissante. Les progrès futurs iront dans le sens de la précision.

Le signifiant est lui aussi manifeste : distribution homogène du temps calendaire, division hachurée et arithmétique de la journée, l'horloge mécanique est le symbole d'une partition du temps que nous vivons pleinement aujourd'hui. Aucun de nos actes quotidiens n'échappe à cette répartition uniforme du temps : la productivité, la tension du médecin, l'école de masse, le transport ferroviaire.

L'objet technique, en soi, est important et le signifiant manifeste : mais ils ne nous expliquent pas la relation que nous entretenons vis-à-vis du temps mécanique, comme si, au bout du compte, nous nous étions pliés à cette équivalence formelle de l'unité de temps. L'heure, l'unité de temps, se répète inlassablement tout au long de la journée, quelques soient les milieux où elle s'exerce ; ne sommes-nous pas familier de cette comparaison des professions sous le seul aspect du nombre d'heures effectuées comme si tout se valait et pouvait être ramené à une quantité en terme d'heures ? On se soumet à l'ordre quantitatif comme si ce dernier avait radicalement écrasé le qualitatif. L'heure universelle est donc un formidable vecteur du contrôle social : elle ordonne la diversité humaine en l'homogénéisant.

Pour finir, se plier à cette unité de temps dont le symbole est l'horloge mécanique, c'est reconnaître l'angoisse de n'être que quelque chose qui disparaît. Tant que l'ordre religieux offrait à l'homme une durée illimitée, au delà de sa propre existence et tant que le pouvoir politique, fortement imbriqué avec le pouvoir économique, offrait à ceux qui le détenaient et à ceux qui semblaient y être indéterminablement soumis la certitude d'une permanence ou d'un maintien, le temps avait une dimension infinie. Il en sera différemment lorsqu'on assistera à cette déchirure du lien social qui offre à l'homme sa nudité. Devant l'angoisse de la mort, l'homme répond par sa volonté de puissance qui cherche à rompre le temps et à compimer l'espace ; trois siècles plus tard, les nouvelles technologies peuvent toutes être lues de cette manière, car elles poursuivent cette même quête dont la vitesse s'accélère à mesure que le sentiment d'isolement social progresse. N'a-t-on jamais constaté, par simple observation de la vie sociale qui règle les pays les plus compétitifs, que la perte de sens d'une société accélère la vitesse de diffusion des technologies ? Comme si pour échapper Òà ce qui estÒ, c'est-à-dire "rien", on souhaitait aller toujours plus vite.

L'horloge porte en elle les fondements d'une maîtrise rationnelle, d'un ordre pondéré, du calcul, destructeurs de l'esprit spéculatif et contemplatif sur ce que nous sommes au profit de "ce qui compte" c'est-à-dire de ce que nous avons. "Plus tu as, moins tu es", disait Marx ; peut-être aussi que le désir d'avoir n'est que le reflet du manque d'être : "moins tu es, plus tu

as", devrait-on ajouter. L'espace est alors libre pour que, canalisés par la seule mesure du temps, les objets puissent se développer et envahir l'espace social.

Ce n'est pas que l'objet n'ait pas de sens, comme on l'entend si souvent ; ceux qui le disent souhaitent toujours dissoudre l'objet dans sa relation avant même d'avoir étudié la structure et la logique qui les animent. Chaque objet porte un sens de sorte que l'accroissement des objets multiplie les sens au point de casser toute hiérarchie de valeur, ou "tout se vaut".

C'est au plus profond de ce manque de considération de l'être que réside la force des objets techniques qui, compte tenu de leur accroissement et de leurs différences de nature (un fer à repasser n'est pas une télévision), démultiplient alors leur capacité de puissance. Abandonné à leur seule logique, les objets vont se développer par lien de cohérence technique puisque l'homme ne fait qu'assister leur filiation.

Rien de la période qui débute au XVIII ème siècle et se poursuit aujourd'hui, et dont les fondements apparaissent deux siècles plus tôt, n'aurait pu voir le jour sans cette relation au temps mécanique, induite par cette angoisse d'être dans un monde sans repère. La régularité du mouvement de l'horloge masque, sous le symbole du démon de Laplace, l'angoisse de l'être déchiré.

La science est un projet qui repose sur la foi dans "le temps qui vient". C'est pour cela que le positivisme s'identifie aussi bien à la science et il n'est pas sûr que le paradigme de la science moderne y soit bien étranger.

Les artefacts, qui nous submergent, capitalisent "le temps passé". Une machine, n'est-ce pas une mémoire de l'histoire qui retrace les conditions des inventions, les luttes passées et les espoirs déçus ? Les capitaux sont des "avances de temps". N'est-ce pas ce que nous apprenons à nos étudiants lorsque nous leur parlons "d'investissement" ?

Enfin, le cadre institutionnel et organisationnel est du "temps domestiqué", encadré, canonisé, dompté.

Cet article pose les jalons de cette investigation ; un prochain article étudiera l'articulation de ces différents points.

La science, une foi illimitée dans le "temps qui vient"

R. Descartes, qui voit dans le comportement humain et animal une mécanique totalement explicable, posera le fondement de la science moderne. F.Bacon, qui voit dans la puissance humaine l'ambition de dominer la nature, préfigure ce que sera la méthode expérimentale. Associant une vérification empirique à une capacité mathématique, ils fondent la raison démonstrative, la science.

L'idée de la science sous-entend deux préalables : tout d'abord l'idée que "*plus on va dans l'histoire et plus on sait*", de telle sorte que le savoir s'approche de plus en plus de la vérité. Ensuite, la science étant d'emblée opératoire, elle se coupe de toute autre forme de savoir spéculatif, opérant une suprématie sur les autres formes de connaissance.

Voici le développement de ces deux points :

La science, par ses réalisations concrètes, montre à la fois les changements qu'elle occasionne et les espoirs qu'elle fait naître. Elle porte en elle les espérances eschatologiques que soutenait autrefois la religion. Le positivisme est évidemment la figure la plus forte de ce moment historique car A. Comte avait fondé ses trois états (l'état théologique, l'état métaphysique et l'état positif) sur la croyance que "*plus la science progresse et plus la méthode scientifique va s'étendre aux autres disciplines et obtenir des résultats semblables*". Il n'aura pas tort quant à l'extension de la méthode scientifique, que Nietzsche avait du reste

parfaitement bien vu : "*Ce qui distingue le XIX ème siècle, ce n'est pas le triomphe des sciences, mais le triomphe sur les sciences de la méthode scientifique*".

Même si, aujourd'hui, le positivisme prend d'autres formes, on entend encore souvent des formules du type : "ceux qui ont la connaissance devraient ..." comme si la connaissance était quelque chose qui s'acquiert par capitalisation.

Donc, comme "modèle" de connaissance, la science s'est incontestablement imposée. En revanche, elle ne tiendra pas son projet d'éclaircissement de la réalité. En voici une illustration : on a attendu plus de trois mille ans pour lire les cartes de la biologie génétique : il s'agit là d'une innovation probablement très prometteuse mais celle-ci ne nous aide pas beaucoup à mieux penser notre monde et le fait de l'ignorer n'a pas empêché le monde passé de parfois bien se penser. En se débarrassant de tout questionnement ontologique, l'esprit scientifique ne pourra plus répondre aux questions majeures de notre époque. Devant cet obscurcissement, sa seule issue va être de se réfugier dans des espaces de plus en plus localisés et des champs de plus en plus circonscrits. Le témoin de ce mouvement va être K. Popper qui, d'une certaine façon, "sauve les meubles". D'une part, parce qu'il enfermera la pensée dans le champ clos de la "recherche" alors que le statut même de celui qui a fonction de "chercher" était, depuis longtemps, mis en cause. On concevait que "la rue" pouvait avoir la raison.

D'autre part, parce qu'en séparant les conditions subjectives des énoncés, il surdétermine la logique formelle au détriment d'autres approches. Ce que, de façon maladroite, P. Feyerabend lui reprochera.

Que certains soient amenés aujourd'hui à penser que notre histoire est faite de "hasards" et de "bifurcations", de "chances" et "d'opportunités", n'est pas une grande sottise ; elle le devient dès lors qu'on omet de souligner les degrés de liberté et les contraintes auxquelles cette latitude est soumise. Telle est le cas de cette "innovation intellectuelle" selon laquelle "le monde est plein d'incertitude". Nul ne peut contester que la situation économique actuelle est plus "incertaine" que celle des années 60. Mais il ne s'agit pas de cela dans ce nouveau discours car ce n'est pas le monde qui a changé, c'est le "regard" que les scientifiques portent sur lui (à la limite, ils assimilent la réalité à leur regard quand ils ne vont pas jusqu'à dire que "la réalité n'existe pas"). Autrement dit, le monde a toujours été "incertain". Or, ce que nous cherchons à comprendre n'est pas ce qui se passe dans la tête des prix Nobel, enfermés dans les polémiques de leurs laboratoires, mais la réalité qu'ils décrivent. La direction de la réalité technoscientifique, à l'intérieur de laquelle règne une forte incertitude quant aux choix des décisions, fait peser des menaces plus "certaines "que dans les années trente.

Donc, première conclusion : la conscience ne va pas de pair avec la science .

La deuxième constatation est que le savoir scientifique est par nature hégémonique :

- d'abord parce qu'il n'a pas besoin de l'assentiment général même s'il est le lieu de rivalité entre scientifiques. Par son caractère même, il laisse le débat social à l'écart car il n'en a fondamentalement pas besoin : "la science, c'est vrai". En ce sens, J.M Lévy-Leblond a raison de dire que la "science a un caractère non démocratique" ;

- ensuite, il est hégémonique parce qu'il sert de modèle aux autres sciences, dont la science économique s'est, par naïveté, le plus approchée. Plus généralement, il sert de modèle aux pratiques sociales. En restreignant leur champ d'investigation, les scientifiques sont pris dans leur propre piège lorsqu'ils cherchent ensuite à parler du monde. C'est l'ambiguïté de la démarche de R.Thom qui propose un système d'interprétation général qui ne peut pas être reconnu par les mathématiciens ;

- enfin et surtout, parce que la science est porteuse d'espoir.

S'étonne-t-on des déchets nucléaires versés dans la Méditerranée ? On nous répond que "la science pourra peut-être un jour en venir à bout". Et d'ajouter que rien de ce monde n'existerait si, au moment où les choses avaient été conçues, on avait anticipé leur généralisation. Reste que la potentialité de puissance des outils pose aujourd'hui une responsabilité de nature différente.

Le discours actuel des scientifiques reste en fait très entaché des origines de la science. Dans leur grande majorité, ils pensent que la société est "en retard" par rapport à leurs travaux et que "la nouvelle science promulguera une autre société". De ce point de vue, les scientifiques restent très positifs dans le temps qui vient. Je ne partage pas le point de vue de ceux qui prennent leurs désirs pour la réalité.

Les artefacts, le "temps qui passe"

La période qui démarre dans la seconde moitié du XVIII ème siècle est celle de progrès technique mesuré par des artefacts. On pense, au fil des siècles, à la machine à filer le coton d'Arkwright en 1769, au fer laminé en 1783, à la machine à vapeur de J.Watt en 1787. La véritable victoire est celle de la Machine -au delà de la machine-outil en 1799- de la passation du travail humain et vivant vers l'artefact, mort ou machinique, parce que la productivité y est devenue la traction principale du monde social. Derrière le mythe d'une diminution de la peine, c'est en fait le pouvoir de la machine sur l'homme qui est réfléchi, face à la rapidité d'exécution qui dépossède l'homme. Mais ce pouvoir de la machine n'est pas innocent.

Quand le geste est reproduit, qu'il répète inlassablement le même mouvement arithmétique que celui qui se donne à voir dans l'horloge mécanique, pourquoi ne pas transférer ce geste humain à une machine ? Que trouver d'étonnant à cela ? Récemment, dans un colloque, un monsieur, à qui on avait volé sa voiture, racontait qu'il avait téléphoné à un commissariat central, qu'il était tombé sur un disque et avait dû laisser un message. Fou de rage, le monsieur se plaignait de ne plus voir de gendarme. Ce serait bien la première fois que j'irais me plaindre de ne plus voir de gendarme ! Ce qui est en cause ici, ce n'est pas la machine, c'est qu'on soit arriver à faire faire à des hommes, en l'occurence un gendarme, des activités qu'une machine simple peut réaliser avec plus d'efficacité. C'est parce qu'on a réduit le geste humain à celui d'une machine qu'on a aujourd'hui une boulimie de machines qui se substituent aux hommes.

L'histoire de la machine est donc celle de l'anéantissement des capacités humaines : la machine est une sorte de loi juridique appliquée à l'économie selon laquelle elle stoppe, à un moment du temps, le conflit entre les dirigeants et exécutants. A ce stade, elle signifie à ces derniers l'étendue de leur misère. Plus la machine prend des formes complexes, c'est-à-dire qu'elle incorpore de la valeur ajoutée, et plus les conflits dirigeant/éxécutant sont brouillés ; soit parce qu'il se déplacent dans la concurrence des constructeurs entre eux, soit qu'ils épousent d'autres lieux (utilisateurs ou usagers).

La substitution du capital au travail est donc un transfert de conflits qui est fixé dans la matière. La machine est par définition un objet politique qui capitalise une histoire, celle du temps passé ; au moment où elle est implantée, le conflit, prenant appui sur elle est déjà ailleurs. Mais en disant cela, on ne dit pas seulement que la technique est du "pouvoir cristallisé", on dit qu'elle mesure la déchéance humaine, le moment où la servitude est devenue volontaire.

Aujourd'hui, la machine n'est plus un objet isolé. Ce que nous appelons "la technique" est un traitement du social, plus général que la somme des conflits individuels, dont la machine est un élément de meccano. Ce traitement réside dans la fixation de normes et de codes dont la technologie informationnelle est le principal vecteur (J.Prades 1985).

Les capitaux sont des "avances de temps"

Le "phénomène technique" n'a d'existence que parce qu'il est l'enjeu d'une formidable accumulation de capitaux. L'accumulation de capitaux est, à un double sens, une "avance de temps" :

- une "avance de temps" liée à l'investissement qui est, comme le disait Keynes, "*un pari sur l'avenir*" mais dans une acception beaucoup plus large que celle qu'il donnait. Ce pari n'est jamais rationnel. N'importe quel calcul d'actualisation en matière de choix d'investissement est lié au nombre d"années de vie du matériel. Quelques soient les calculs de la SNCF, il y a toujours une large partie d'aléatoire sur la durée de vie du TGV qui tient compte de variables qui, pour la plupart, n'existent pas encore. Or, la simple modification du nombre d'années change complètement les résultats du calcul d'actualisation et rend encore plus relatifs les résultats comptables. Donc, "l'avance de temps" dont il s'agit, est celle qui inscrit l'avenir dans le présent, ou qui fait de demain une forme quasi-identique à aujourd'hui. Keynes avait donc encore raison de dire que "*l'investissement est un pont entre le passé et l'avenir*" mais dans une acception beaucoup plus forte que celle à laquelle il pensait ;

- une "avance de temps" liée cette fois à la vitesse car ce qui compte est moins d'avoir du "courage" d'avancer des capitaux que de les avancer avant les autres.

Certains économistes ont noté que le concept de "productivité" était dépassé et qu'il fallait aujourd'hui parler de "compétitivité". La compétitivité est une avance sur le voisin, de sorte que le système devient une fuite en avant qui présente deux caractéristiques :

- la première est que la durée de vie des produits est accélérée alors que les investissements en R-D sont colossaux. Donc, la rentabilité est faible et on doit faire de plus en plus d'efforts pour obtenir un résultat toujours moindre. Les effets d'apprentissage nécessaires, car les sauts technologiques sont difficiles, vont à l'encontre des économies d'échelle ;.

- la deuxième conséquence est que "la vitesse" est un concept toujours dangereux car il met face à face la puissance des objets et la capacité de réaction des hommes. C'est cela la réflexion sur l'irréversibilité : le temps de l'irréversibilité des techniques face à la capacité de réversibilité des humains.

Ces investissements en artefacts, qui économisent le temps de travail direct, ne vont pas sans une formidable accumulation de capitaux dont l'origine est autant l'exploitation de la main-d'oeuvre (faible rémunération pour une quantité de travail importante) que celle provenant de pays qui fournissent les matériaux de base. En gonflant la part relative de valeur ajoutée dans le coût des produits, les pays riches accroissent le différentiel avec ceux qui produisent exclusivement des matières premières et dont la part de la valeur ajoutée est faible. Une telle disproportion existe également entre les couches des pays riches, industriels et agriculteurs, ces derniers étant condamnés à s'endetter s'ils se modernisent et à végéter s'ils ne le font pas, car devant toujours produire davantage pour maintenir les termes de l'échange (F. Partant 1987). Ainsi se crée un système hierarchisé de groupes sociaux, les pays riches étant ceux dont la part de la population occupée à produire des biens à forte valeur ajoutée l'emporte sur la population productrice de produits de base. Plus l'avance est considérable et plus les pays pauvres voient s'agrandir la distance qui les sépare des pays riches.

Mais la rationalité du couple "coût/performance" ne peut pas faire l'économie de transformations institutionnelles qui paraissent souvent mineures à l'observateur alors qu'elles participent de plus en plus à l'opérativité.

L'organisation ou le "temps domestiqué"

Les plus belles découvertes de produits ou procédés ne sont rien, en effet, si elles ne sont pas accompagnées d'innovations touchant l'organisation du travail et le cadre institutionnel A ce titre, le développement de la lettre de change, de l'assurance, sont aussi importants, sinon plus, que la machine de Watt. Et parmi ces techniques nouvelles, la comptabilité mérite une attention particulière (Sombart 1916) bien que contestée (F.Braudel 1979). Elle a tout d'abord séparé la famille de l'unité "entreprise", créant ainsi deux entités séparées que le passif du bilan allait refléter. Weber affirme par exemple que "*dans les grandes familles commerciales florentines, celle des Médicis par exemple, les registres mélangeaient les dépenses domestiques et les transactions en capital ; dans les bilans, on faisait les comptes relatifs aux affaires extérieures de commenda, tandis que du côté intérieur tout restait confondu dans la marmite familiale de la communauté*". La comptabilité a ensuite remplacé les liens coutumiers par les symboles algébriques qui se prêtent à des sommations ou à des déductions, rendant le plus petit fait subjectif justiciable du calcul. La comptabilité est de plus un apprentissage formel, logico-déductif, qui peut conforter l'individu le plus paresseux mais également le plus diabolique en le bornant dans un cadre structuré. La comptabilité est également susceptible de comparaisons entre différentes unités ; la société médiévale était une société guerrière qui ne se prêtait à des comparaisons que pour s'affronter physiquement ; là, on passe d'un registre physique à l'intégration mentale de la comparaison pour l'efficience. La comptabilité est enfin la preuve d'un exercice licite de l'activité commerciale et de la richesse. Le surplus de richesse dégagé provient de l'articu-lation, du poids relatif des dépenses (nous dirions aujourd'hui, des postes de charges) ; c'est dire qu'il est endogène à l'activité et ne provient ni de la fraude ni de la corruption. La comptabilité introduit donc un principe de sincèrité.

Rien n'indique de relation de causalité entre la comptabilité et le capitalisme. F Braudel rappelle que le premier livre de comptabilité date de 1211 alors qu'il est admis que le principe de la partie double décrit le plus systématiquement nous vient de la " Summa de aritmetica" de Luca Pacioli en 1494, redécouvert dans la deuxième partie du 19ème siècle. Si on ne peut pas déduire une relation de causalité linéaire, comme du reste aucun "fait" pris isolemment, on ne peut, malgré tout, sous- estimer la convergence des principes comptables avec ceux de la société naissante puisqu'on y retrouve les mêmes principes canoniques : l'enregistrement symbolique des activités dans "le temps comptable", quelle merveille de domestication ! Si la comptabilité est un symbole, c'est parce qu'elle est à la fois la manifestation de la rationalité économique et de la rationalité technique, entendue dans un sens non machinique.

Nous venons d'évoquer quelques traits significatifs qui laissent ouverte, sans la provoquer, la formidable transformation qui a eu cours en Europe, entre le XVI ème siècle et la fin du XVIII ème siècle.

Voici comment A. Koyré (1957) caractérise le nouveau monde :

- "*un univers indéfini et même infini, ne comportant plus aucune hiérarchie naturelle et uni seulement par l'identité des lois qui le régissent dans toutes ses parties, ainsi que par celle de ses composants ultimes placés, tous, au même niveau ontologique* (...)"

- "*le rejet par la pensée scientifique de toutes considérations basées sur les notions de valeur, de perfection, d'harmonie, de sens ou de fin, et finalement, la dévalorisation complète de l'être, le divorce total entre le monde des valeurs et le monde des faits*".

Un point de vue anthropologique

Un point de vue anthropologique permet d'approcher, sous un nouvel angle, l'étude de la technoscience et la singularité de l'Occident. S. Latouche (1983) a montré le caractère

globalisant de l'Occident ; M. Beaud (1991) a traduit une idée différente au niveau du "*système national-mondial hierarchisé*". Tous deux admettent, selon la formule de J.C. Chesneaux, le caractère transposable mais pas généralisable du système.

On peut s'interroger sur ce qui a permis à cette petite partie de la planète de s'offrir le privilège de mettre à l'écart les 3/4 de l'humanité. Voici quelques remarques, posées telles quelles, à la manière weberienne avec, au centre, toujours l'idée du temps.

La croyance au Progrès : le "temps des autres"

La première remarque relève d'un constat : la majeure partie des innovations, que ce soit dans les pays de l'Est (M. Heller 1985 / A. Zinoviev 1978) ou dans les sociétés du Sud (F. Partant, 1983) est exportée de l'Occident et relève du mimétisme. Il ne s'agit pas des innovations matérielles les plus visibles mais du couplage entre les différents types d'innovations : de produits, de procédés et d'organisation du travail. Rapidement évoqué, on peut décrire le processus de la manière suivante : les innovations de produit tractent la consommation finale, donc une large partie de la demande solvable ; les innovations de procédé favorisent la substitution du capital au travail alors que les innovations d'organisation interne ou externe de la firme favorisent une intensification du travail ; ces deux derniers types d'innovation générent des gains de productivité. A leur tour, ces derniers provoquent une baisse de coût, donc de prix et, par là, un élargissement de la demande qui redouble la force des innovations de produit. L'impulsion de l'Etat est, dans ce mécanisme, à la fois essentiel et très subtil : trop souvent réduit au rôle quantitatif que lui prêtait Keynes, il est aujourd'hui plus qualitatif (veille technologique, etc.)

Ce processus combinatoire est étranger aux trois quarts de l'Humanité et cette étrange situation ne tombe pas du ciel et résulte d'un imaginaire occidental : la croyance au Progrès.

Voyons d'abord ce que cette croyance n'est pas, ensuite ce qu'elle signifie, enfin ce qui distingue cette croyance d'autres systèmes de valeur.

On aurait tort d'aller trop vite dans la dénégation du progrès selon des formules creuses comme : "Plus personne ne croit au Progrès" car sous cette formule lapidaire, les intéressés ne savent plus de quoi ils parlent.

Ce n'est pas, bien sûr, sous la forme morale que cette croyance a une signification, en ce sens que le Progrès apporterait le Bien et supprimerait le Mal. La seule traite que nous avons à l'égard de la dégradation écologique suffirait à montrer que nous n'allons pas dans le sens du "Bien"et que beaucoup en ont une claire conscience. Mais ce n'est pas une raison suffisante pour clamer que personne ne croit au progrès.

Ce n'est pas non plus sous sa forme eschatologique en ce sens qu'à l'avenir nous serons tous riches et travaillerons peu. Là encore, la simple comparaison de notre niveau de vie avec la croissance du PIB montre que le premier augmente de moins en moins vite par rapport à la croissance du second ce qui signifie qu'il faut toujours plus de PIB pour couvrir une petite variation du second. Même à un niveau strictement quantitatif, la démonstration peut être faite. Mais ce n'est pas encore suffisant pour dire que nous ne croyons pas au progrès.

Ce n'est pas enfin sous la forme du Vrai ou du Faux que l'on peut s'autoriser à proclamer qu'on ne croit plus au progrès : tout le monde sait que le progrès n'est pas plus "juste que faux", ce qui n'entraîne pas le retrait d'une espérance, bien au contraire.

Venons-en à spécifier cette croyance.

Nous prétendons que nos sociétés "vivent", au sens fort, le changement technique et sont bousculées par sa présence. Nous en voulons pour preuve qu'elles réagissent sous les trois

formes suivantes : soit elles refusent une innovation (lorsque la population nantaise refusait en 1973 le projet Gamin), soit elles l'acceptent (lorsque la population de Vélizy expérimentait les débuts de la télématique française), soit elles s'y plient, moyennant une réponse partielle des "innovateurs" (comme la carte d'identité européenne, par exemple).

En aucun cas, nos sociétés sont indifférentes au changement technique, ne succombent à un ordre de la résignation ou n'élaborent une véritable pratique de la distanciation. Cette approche circonstanciée est celle du soviétique de Zinoviev lorsqu'il n'offre pas de résistance verbale aux propos du Parti, que les évènements récents n'invalident pas totalement aux yeux de cet auteur. C'est également la manière dont au Bénin on écoutait avec sagesse les messages politiques comme des codes dont on ne croyait pas une ligne car on les "entendait". Entendre ne signifie pas ici "refuser", "accepter" ou se "plier".

Nous, Occidentaux, croyons au Progrès ; nous lui prêtons attention, nous y souscrivons ou nous nous y opposons sans jamais nous y soustraire.

L'Occident parle la Technique sans peut-être rarement évaluer que le langage qu'il utilise est déjà celui de l'ordre de la Technique. En ce sens, ces lignes sont déjà l'expression de cette croyance ! Mais que dire de cette incroyable production de livres et d'articles sur les sciences et les techniques dont les auteurs, à peine l'ouvrage terminé, réfutent le livre, refusent d'en parler et se mettent à travailler sur le prochain ouvrage

Le pouvoir d'attraction : "notre temps"

La deuxième remarque que nous inspire l'Occident dans l'espace est le pouvoir d'attraction qu'exercent notre façon de penser et surtout nos objets techniques. Pour faire image, on serait tenté de le comparer à ce pouvoir de captage d'attention qu'exerce une télévision allumée sur un enfant qui rentre dans une pièce. Une sorte de fascination à laquelle il est difficile d'échapper. Du coup, tout ce qui relève d'un autre imaginaire participe du retard, voire de l'exclusion. C'est la conclusion à laquelle arrive P. Feyerabend : "*La montée de la science moderne coïncide avec la suppression des sociétés non occidentales par les envahisseurs occidentaux. Ces sociétés ne sont pas seulement physiquement supprimées, elles perdent aussi leur indépendance intellectuelle et sont forcées d'adopter la religion sanguinaire de l'amour du prochain-le christianisme. Leurs individus les plus intelligents obtiennent un bonus supplémentaire : ils sont introduits dans les mystères du rationalisme occidental avec à son sommet, la science occidentale*".

Ce pouvoir d'attraction est terriblement effectif sur les objets techniques, beaucoup plus que sur les rites et les coutumes auxquels nous avaient habitué d'autres formes sociales : dès que l'Occidental possède quatre sous, il les affecte à l'acquisition d'objets qu'il consomme, ce qui nécessite, en amont, la production de nouveaux objets capable de capter de nouveaux besoins sociaux, en aval, l'acceptation de travailler plus pour posséder davantage.

L'équivalence : "le temps pour tous"

La troisième remarque que nous inspire l'Occident est sa capacité à assurer une équivalence entre le travail, l'effort, l'investissement et sa traduction le long de l'échelle sociale.

Loin de moi l'idée d'évacuer "le capital familial" ou social, comme dirait P.Bourdieu, dans le positionnement social ; c'est une banalité statistique que de montrer que les "genres" se reproduisent, tant au niveau du pouvoir industriel qu'au niveau politique ou intellectuel. Ni encore la fonction de revanche sociale qui existe dans beaucoup de promotions professionnelles. Nous n'étudions pas les raisons de cette réussite mais seulement la chose

suivante : dans nos sociétés, la quasi-totalité des fonctions professionnelles, de bas en haut de la pyramide sociale, ne nécessite que de très faibles qualités : celle du travail (sa quantité), celle qui permet de l'imposer (l'autorité) puis celle qui la valorise (la promotion), ces attributs étant assis sur une compétence technique préalable, ouverte à suffisamment de "monde" pour que ce même "monde" y croie. Mais il n'y a pas que la compétence qui soit "technique", tout le reste l'est aussi : il existe des techniques d'organisation du travail (pour travailler plus), des techniques de management (pour s'imposer davantage) et des techniques de marketing (pour mieux se vendre).

Ceci ne serait rien si le système ne permettait pas de mouvement : or, ce qui frappe dans l'histoire de l'Occident, c'est le déplacement des fortunes familiales, des corps d'Etat, des religions, de la bourgeoisie, etc. qui assure au système sa pérennité alors même que la seule observation de l'histoire islamique nous montre les forces de rappel qui ramènent inexorablement les choses à leur position initiale.

Ce que l'on sait de la société soviétique avec ses privilèges secrets réservés aux cadres du Parti, le trucage systématique des données économiques, la hiérarchisation codée et statique des progressions interdit sur ce point une symétrie avec l'Occident. Nul ne sait encore si les événements récents pousseront le bloc soviétique vers l'occidentalisation ou la tiers-mondisation, mais il y a fort à parier que le chemin qui conduit à la première hypothèse sera long et périlleux.

De même, le rôle de l'économie informelle, le don et la supériorité du lien familial sur le marché, éventuellement les cultes pratiqués dans de larges régions du Sud sont autant de barrières à l'Occidentalisation. Loin de nous, s'il était besoin de le préciser, l'idée que les pays concernés pourraient en tirer le moindre avantage, si tant est que le choix puisse être posé en ces termes.

On l'aura compris : ce qui distingue l'Occident du reste du monde à la fois d'un point de vue historique et anthropologique, c'est son rapport au temps. Or, c'est la technique qui définit notre relation au temps. La fin ultime de ce processus, nous la nommons : "la technoscience". Il nous reste à préciser ce que traduit ce concept, ce qui le distingue du terme de "technique". Nous pourrons alors préciser la dynamique de la technoscience, et dire pourquoi nous lui attribuons un caractère durable ou passager.

* (sous la direction de) "La technoscience, les fractures des discours" L'Harmattan 1992

Bibliographie

- F. Braudel "Civilisation matérielle,économie et capitalisme", Gallimard, 1979
- M. Beaud "Le système national, mondial hiérarchisé", La Découverte, 1991
- C. Castoriadis "L'institution imaginaire de la société", Seuil, 1975
- J. Ellul "La technique ou l'enjeu du siècle", A.Colin, 1954
- P. Feyerabend "Adieu la raison", Seuil, 1987 * B. Gille "Histoire des techniques", Gallimard, La Pléiade, 1978
- M. Heidegger "La question technique" in "Essais et conférence", Gallimard, 1958
- M. Heller "La machine et les rouages", Calmann-Lévy, 1985
- M. Henry "La barbarie", Grasset, 1987
- G. Hottois "Le signe et la technique", Aubier, 1982 * D. Janicaud "La puissance du rationnel", Gallimard, 1985
- A. Koyré "Du monde clos à l'univers infini", Gallimard, 1973
- J. Ladrière. "Les enjeux de la rationalité", Aubier, 1977

- S. Latouche "L'Occidentalisation du monde ", La Découverte, 1983
- D.S Landes "L'heure qu'il est", Gallimard, 1987
- J.M Levy-Leblond "L'esprit de sel", Seui, 1976
- F. Partant "La fin du développement", La Découverte, 1983
- J. Prades "Informatique, bureaucratie et crise économique", Thèse d'économie ,Toulouse I ,1985
- K. Popper "Misère de l'historicisme", Agora, Plon
- K. Polanyi, "La grande transformation", Gallimard, 1983
- J. Robin "Changer d'ère", Seuil, 1989 * N. Rosenberg et Birdzell "Comment l'Occident s'est enrichi", Fayard, 1989
- G. Simondon "Du mode d'existence des objets techniques", Aubier 1967
- W. Sombart "Der moderne Kapitalismus", 1960
- M. Weber "L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme", 1964
- A. Zinoviev "L'avenir radieux", L'Age d'Homme, 1978

L'homo œconomicus et la déraison scientifique
Essai anthropologique sur l'économie et la technoscience
Jacques Prades

L'homo œconomicus et la déraison scientifique

Essai anthropologique sur l'économie et la technoscience

Jacques Prades, GRESOC, Université de Toulouse2-Le Mirail août 2000

Economiste, enseigne au Département sciences économiques et gestion de l'université de Toulouse II - Le Mirail

Introduction

Cet ouvrage est le résultat d'un long processus de maturation de réflexions qui m'a conduit, par des chemins détournés, à chercher un cadre d'analyse susceptible de rendre compte de la cohérence d'ensemble d'une vision anthropologique de l'économie et des technosciences et de ses implications analytiques.

C'est ce résultat d'ensemble que j'ai cherché à exprimer ici ; certains passages, rapidement évoqués, ont fait l'objet d'articles plus explicites.

Cet ouvrage a bénéficié de la lecture et des objections de différents lecteurs et auditeurs : Marie-Laure Arripe, Geneviève Azam, Bernadette Costa, Serge Latouche, Alain Lefebvre, Jean-Michel Servet - et de réactions à sa présentation lors du séminaire du Gresoc (Groupe de recherches socio-économiques) en 1998, de sa présentation lors du colloque K .Polanyi à Lyon en 1999 et d'un enseignement en DESS « La nouvelle économie sociale» à l'université de Toulouse 2 en 2000. Que tous soient ici sincèrement remerciés.

L'arrivée massive des techniques de l'information ne peut pas être lue comme le signe de l'émergence d'un nouveau secteur économique qui tracterait les autres activités, prenant ainsi la place du secteur secondaire et tertiaire. Selon les multiples variantes de cette thèse, la société de l'information réinscrirait à son actif le plein emploi. La mutation technique s'inscrit dans une processus vieux de trois siècles où s'enchevêtrent économie et technoscience le long d'une trajectoire qu'il faut déchiffrer plutôt que se complaire dans l'énoncé d'un modèle qu'on voudrait répéter par trois fois depuis la révolution industrielle. Par le point d'arrivée qu'elles représentent dans la succession des systèmes techniques, les techniques de l'information marquent une place singulière dans l'évolution sociale qui soulève des problèmes de nature éthique considérables. Les relations qui existent entre informatisation et clonage, marché et finance ne sont pas réductibles à la gestion particulière de l'économie de marché ni à la découverte d'une technique aux effets diaboliques.

C'est donc à une relecture des relations entre économie et technoscience que nous devrons nous livrer. Nous prenons comme point de départ la perspective tracée par Karl Polanyi dans l'ouvrage « La grande transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps » (Paris, traduction Gallimard, 1983), publié en 1944 (chapitre 1) et celle de Martin Heidegger (chapitre 2) dans sa conférence « La question technique » publiée dans « Essais et conférences » (Paris, traduction Gallimard, 1958). Il s'agira de croiser ensuite les deux perspectives (chapitre 3) en montrant que ce qui est en cause n'est pas le contrôle de l'économie et la maîtrise technologique mais leur finalité et notre rapport à elles.

A l'intérieur de ce cadre historique, on peut alors déceler la manière dont les différentes instances se combinent en mettant en lumière le rôle primordial des systèmes techniques dans

la modernité. Bien - sûr, les systèmes techniques ne naissent pas avec la modernité. Mais celle-ci a fait jaillir une forme particulière, les réseaux, à la fois matériellement et idéellement (chapitre 4). Sous un angle plus "fonctionnaliste", nous cherchons à montrer les conséquences de la réticulation des différents objets techniques en termes de rythmes et de vitesse, brossant ainsi le sens de la trajectoire technologique (chapitre 5).

On pourra enfin aborder la question de l'informatisation de la société. Celle-ci joue un rôle considérable dans la lecture sociale du monde occidental aujourd'hui, à condition qu'elle soit associée à d'autres variables. Seront analysés les effets de ce processus en le rapprochant de la globalisation des marchés, en remontant le processus jusque dans ses racines (chapitre 6). Mais une telle perspective laisserait bouchée l'horizon historique si elle n'était pas contrariée pas une inconnue, la réaction des hommes à ces tendances endogènes. C'est l'erreur de beaucoup d'essayistes que de considérer comme marginale la question sociale. Il nous faudra aborder ce qui constitue la plus grande angoisse de cette fin de siècle, l'atonie sociale (chapitre 7).

L'analyse permettra de mieux comprendre pourquoi nous sommes plongés dans une situation historique nodale : les enjeux humains liés aux nouvelles techniques mériteraient beaucoup de prudence sociétale, mais la pression industrielle écarte le doute vis-à-vis du progrès ; le doute constitue un retard dans les batailles économiques à venir. Prisonniers d'une logique économique incessante à l'heure du clonage de l'humanité, les hommes se dirigent vers le pire s'ils abandonnent tout dessein collectif. Le drame est que si nos concitoyens jugent que le monde tel qu'il est ne devrait pas exister, une plus grande partie encore pense que le monde tel qu'il devrait être n'existe pas.

Pourtant, tout ce que nous analysons est vu par tout un chacun.

Chacun voit qu'on peut aujourd'hui louer une grand-mère ou un chat pour un week-end à Tokyo, se protéger de la pollution des grandes avenues de Mexico en acquérant un masque à oxygène ou acheter du silence par des cassettes vierges dans les cafés bruyants de Manhattan. L'affaire du sang contaminé en France renforce le sentiment que nous transformons notre planète en un gigantesque supermarché.

De même, personne n'ignore non plus que la bombe nucléaire larguée sur Nagasaki en 1945, le nuage de Tchernobyl en 1986, la naissance de Dolly dans un laboratoire écossais par transfert nucléique le 5 juillet 1996 ou le risque d'une surveillance globale satellitaire de la planète éclairé par la guerre du Kosovo en 1999 illustrent la transformation de cette même planète en un maillage gigantesque qui donne l'image d' une vaste prothèse liée à l'essor des sciences et des techniques.

Mais il est moins admis que la location d'une grand-mère et la vente d'organes d'une part et la naissance de Dolly ou le poulet à la dioxine d'autre part participent de logiques largement symétriques qui tendent à converger sans jamais se confondre. Le clonage ne s'explique pas uniquement par l'appât du gain mais par le processus auto-cumulatif et irréversible des sciences et des techniques. Mais ce processus technoscientifique suppose qu'à chaque étape de réalisation il y ait calcul économique. Le principe d'économicité, imagé ici par le symbole du supermarché, sera explicité plus bas ; dès que le processus est mis en route, il n'a alors plus de limite et conduit au gigantisme des systèmes techniques. Nous nommons hypertélie la commutation des grands systèmes techniques. Cet ouvrage cherche à tirer les conséquences du caractère transductif (1) des deux phénomènes : on ne peut pas garder les bienfaits des sciences et des techniques et jeter les eaux troubles du vilain marché, dès lors que l'on récuse un niveau micro-économique ou micro-social pour éclairer ce type de questionnement.

Pourtant, toute la littérature critique actuelle laisse à penser le contraire en tenant séparés les deux phénomènes.

Depuis quelques années en effet, une fronde anti-économiste assiège les présentoirs des librairies françaises (2). A n’en pas douter, l’allégeance de la classe politique aux impératifs économiques européens est à l’origine de cette fronde. Mais à bien regarder cette littérature qui s’attache principalement à une critique de l’ultra-libéralisme, on ne trouvera que de rares allusions au caractère « transductif » de l’économie et de la technoscience. Rares sont en effet les économistes-critiques qui interrogent la technoscience. Les courants - critiques cherchent surtout à montrer que l’économie ne se clôture pas sur elle-même et qu’elle est surdéterminée par le politique (les régulationnistes), les conventions sociales (les conventionnalistes), les institutions (les institutionnalistes) ou la culture (les économistes industriels) sans comprendre que ces différentes sphères sont à leur tour contaminées par l’imaginaire économique et l’emprise technicienne. Le cas est encore plus flagrant chez les Verts en Francedont le programme économique n'est que faiblement critique à l'égard de la technique alors même que le mouvement s’est construit sur une mise à distance des grands programmes nucléaires (3). Une position critique suppose alors (pensons-nous) une extériorité par rapport au champ économique.

De la même manière, les grands critiques de la technoscience, les anciens (4) mais aussi les vivants (5)analysent l'expérience occidentale de manière souvent remarquable et avec beaucoup de perspicacité. On y décrit l’accélération du rythme des processus technologiques, l’effet de puissance exercé par la technique et le changement de sens qu’elle traduit et implique. Dans tous les cas, les philosophes tendent à accorder au phénomène technique un certain degré d’autonomie (le phénomène possède ses propres règles de régulation), même s’ils ne lui accordent aucune indépendance (le phénomène dépend des éléments extérieurs). Pourtant, comme s’ils ne voulaient pas voir la réalité marchande, les critiques en restent à une vision de la société qui passe sous silence ce qui la caractérise massivement : la domination de la sphère économique.

Etrange ignorance des uns et des autres qui, si on ne tient pas les deux bouts de la chaîne, n’évite pas l’alternative suivante :

- les uns dénoncent la valse des acquisitions et des fusions d’entreprises sans finalités industrielles, les déplacements gigantesques de flux financiers, les stocks options, l’invasion des fonds de pension ; en bref, ils accusent le productivisme sous-jacent et appellent de leurs vœux une économie au service des hommes : l'économie doit être plurielle, solidaire ou sociale, l'économie de marché devant coexister avec l'économie non marchande ou non monétaire ;

- les autres montrent du doigt l’affaire du sang contaminé, les hormones dans l’élevage, les bâtiments publics floqués à l’amiante et les organismes génétiquement modifiés ; en bref, ils déplorent la suprématie du technicisme et de la machine sur toute autre forme de solution, et la sagesse des responsables conduit à mettre en place un Comité bioéthique ou une Commission nationale informatique et libertés.

Les dénonciations du productivisme et du technicisme sous-entendent les excès de la dynamique en œuvre aujourd'hui. Or, le financement de la génomique, parce qu’il est le fruit de la convergence de la biologie et de l’informatique, ne peut se faire sans la mobilisation de ressources financières, lesquelles profitent de déplacements gigantesques de flux financiers. Ces déplacements, dont le délai de réactivité est immédiat, ne sont pas imaginables sans

l'informatisation de la société qui marginalise les stratégies industrielles d'intégration du passé. La financiarisation de l'économie conduit à son tour à la rentabilisation de tous les secteurs de l'économie, y compris celle du sang contaminé. Ce n'est donc pas d'excès qu'il s'agit, car on ne peut imaginer qu'en changeant de main ou en contrôlant les outils fabriqués par l'homme, on puisse inverser le signe algébrique de leurs directions.

C'est un mauvais procès que d'évoquer, pour expliquer ces carences théoriques, le partage des disciplines ; car précisément on ne peut pas rabattre le système de marchés sur le développement technoscientifique : si de profondes similitudes existent entre les deux logiques à l'œuvre, c'est leurs différenciations qui importent, ce que nous verrons plus bas.

On peut avancer trois types d'explication à tous ces manquements théoriques.

La mise en question des sciences et des techniques est une mise en cause de l'idée de progrès, même si elle ne se réduit pas à cela. Or, s'il est facile pour un économiste de s'offusquer des abus immoraux des marchés financiers, il est plus difficile de mettre en question l'idée de progrès qui est à la base de la croissance économique. Les économistes ont mis suffisamment de temps pour considérer que la technique n'était pas un facteur résiduel dans l'explication de la croissance pour être maintenant piégé par un des adages les plus partagés depuis le rapport Nora-Minc, acte fondateur de la politique télématique française, selon lequel « la technique n'est ni bonne, ni mauvaise en soi, tout dépend de ce que les hommes en feront ». Discuter cet adage revient à reconsidérer ce que la science économique a très tôt éliminé : le problème du « sens ». En effet, en s'autonomisant de la morale et de la politique (L. Dumont, 1983) pour se constituer en tant que science, la discipline économique s'est débarrassée de cette perspective envahissante : la direction et la signification que prend la société. Or la puissance de la technoscience aujourd'hui conduit à remettre au centre du débat cette question du « sens ». Un économiste peut-il aujourd'hui poser encore la question du « sens » sans renoncer au projet de la science économique ? Et s'il ne le fait pas, que peut-il dire aujourd'hui de la montée en puissance des désastres écologiques, de la soumission aux grands systèmes techniques, de la dégradation alimentaire, de l'uniformisation culturelle, etc. ?

Une deuxième explication tient au fait que l'étude de la technoscience n'est pas un problème économique stricto sensu qui serait soluble dans le couple « avantage coût », même si on élargit le couple à des dimensions non quantifiables. En revanche, les implications économiques de la technoscience sont nombreuses : en termes de vitesse, de risque planétaire et de cohésion sociale. On ne peut donc pas faire de nouveau « le coup » des économistes hétérodoxes : faire entrer l'étude des technosciences dans le champ économique, sans comprendre comment ces deux logiques se sont émancipées (c'est-à-dire s'auto-développent) sans faire fusion. Dans le passé (J.Prades, 1992), nous avions déjà caressé le rêve d'un rapprochement de disciplines pour aussitôt remarquer qu'il ne suffisait pas de réunir deux corps de spécialistes pour que les économistes arrivent à penser la technique et les philosophes à penser l'économique. Penser la technique n'a de sens que si on accompagne cette démarche d'une critique de la raison économique alors que penser l'économique ne peut se faire sans une critique de la raison instrumentale. Mais ce double mouvement bute sur l'air du temps : quand vient à naître l'urgence du pragmatisme, disparaît sous la surface de l'entendement la vertu de l'ordre critique.

Une troisième explication peut être avancée : s'il n'y a pas de Général conspirateur de ce que C. Castoriadis (1998) appelle un « Niagara historique », où « tout respire ensemble, tout respire dans la même direction » -la technoscience, la tendance à l'économie et le profond nihilisme- il n'y a certainement pas un seul principe explicatif mais un faisceau de raisons, qui se dirigent dans la même direction mais échappent à chaque champ disciplinaire. Cette

difficulté repose, comme le dit S. Latouche (1995), sur « des motifs divers qui tiennent peut-être ultimement à cette même pluralité irréductible de la Raison ». Certes, il existe aujourd'hui dans le champ intellectuel une profonde méfiance à l'égard d'analyses trop générales ; on préfére la description plus prudente d'expériences de micro-organisation informelle de quartiers populaires, montrant combien la richesse des relations sociales ne se réduit pas à la grossiéreté des relations marchandes. Pour aussi intéressantes que soient ces analyses, le propos présent ne les récuse pas si ces dernières ne masquent pas, par leur relativisme analytique, un renoncement politique ; car, dans ce cas, elles contribueraient vite à la mousseline générale devant des risques planétaires dont la nature n'est plus d'ordre « politique », au sens de la montée d'une classe sociale particulièrement dangereuse.

Le système de marché a fait du pouvoir et de l'opportunisme, de l'individualisme et de la cupidité, de la vanité et de la lâcheté, les différentes formes d'un imaginaire social qui façonne un état d'esprit disposé à être dépossédé par l'essor des sciences et des techniques. Libéré des oppositions de classe qui garantissaient une certaine forme de visibilité à la dualité sociale que le masque du progrès technique a tendance à diluer, l'homme est privé de points de résistance devant ce qu'il finit par croire être la liberté : le système de marché offre tout grâce à l'argent, tout de suite et autant qu'on le veut grâce à la technique, en transformant la vie humaine en prothèse. Ce fantasme (avoir tout, tout de suite et sans condition) inonde la société de l'esprit individualiste, qui pénètre le secteur associatif comme le milieu familial, phagocyte l'amitié comme l'amour, et crève l'étanchéité factice de la sphère marchande et non - marchande : intérieur et extérieur sont minés par ce référent général. Côté intérieur, plutôt que de demeurer un rempart contre l'ordre marchand, la famille nucléaire épouse les valeurs individualistes du cocooning et des play-stations à partir de ce que les spécialistes de la communication appellent « les écoutes flottantes » (6). Côté extérieur, les associations, petits morceaux de réalité humaine attendrie, sont trop souvent le lieu d'affrontement et de vengeance de ceux qui, victimes du marché, s'inventent ainsi une sphère d'échange marchand symbolique. Tous ensemble tendent à réchauffer la froideur de l'équivalent général en généralisant des relations d'échange dans un imaginaire aux limites floues dont on ne voit pas pourquoi il n'exercerait plus d'effet lorsque l'homme passerait le pas de sa demeure. Quand la société cherche à rationaliser ses pratiques, le travail est en voie d'expansion car la frontière entre ce qui concerne notre vie privée et la sphère du travail tend à devenir de plus en plus difficile à trancher.

Dans ce contexte, les hommes cherchent vainement, parce qu'individuellement, à surmonter la société névrotique, enfermée sur elle-même, qui fait que l'individu n'est plus vraiment soi, qu'il ne peut pas aller vers les autres, qu'il ne sait pas où il est. Un tel processus n'a pas de limite dans l'enfoncement.

« Pourquoi les hommes acceptent-ils cette tyrannie du système de marché et cette servitude volontaire de la technoscience ? » aurait pu se demander E. de La Boétie. Une telle question ne peut trouver un début de réponse qu'en la replaçant dans le contexte historique qui la nourrit. On peut proposer ici le cadre de la réponse fournie : dans les années soixante, au moment où touche à sa fin le processus de décolonisation, où le niveau de salaire moyen progresse et où le taux de chômage avoisine le minimum incompressible, on assiste à la montée de réflexions qui analysent la folie (M. Foucault), la pensée sauvage (C. Lévi-Strauss), comme des créations de l'Occident. Aux contradictions supposées de l'économie (L. Althusser) succèdent des interprétations culturelles de l'Occident qui trouvent leurs racines au plus profond de l'inconscient (J. Lacan). Est-ce un hasard si ces interprétations culturelles couvrent des champs divers sans s'appliquer aux traits les plus saillants de la modernité, c'est-à-dire à l'hégémonie de l'économisme et à la toute puissance de la technoscience ? Pourquoi ceux qui s'adonnent à ce type de lecture anthropologique (Karl Polanyi, Louis Dumont,

Jacques Ellul), qui n'implique pas une quelconque forme de structuralisme, n'ont-ils rencontré qu'un faible écho sur le vieux continent ? D'une part, parce qu'il existe mille lieux de résistances politiques locales qui trouvent une traduction économique : ici, les quartiers immigrés des grandes métropoles ; là, les expériences d'économie solidaire ; ailleurs, les communautés tziganes (7). D'autre part, parce que ces réflexions théoriques éparses ne peuvent se développer que si elles trouvent un relais politique. En l'absence de relais, l'anthropologie risque de sombrer dans les errements des débats épistémologiques.

Les querelles épistémologiques n'ont pas résolu la problématique que se proposait de résoudre K. Popper, c'est-à-dire les raisons qui justifient qu'une proposition soit juste ou fausse. Du coup, ces débats débouchent, en économie, soit sur une rhétorique formelle qui fait de l'économie une théorie de la décision plus ou moins proche de la théorie des jeux, soit sur une mesure bibliométrique de co-citations tendant à confondre « le vrai » avec ce que la majorité de la communauté savante admet. Un siècle de débat épistémologique nous conduit à ce piètre résultat ! Cela devrait nous conforter dans l'idée qu'il n'existe pas de fondement rationnel de la raison. Reste qu'on n'en a pas finit pour autant avec la méthode : une chose est de constater les impasses du débat épistémologique sur le statut des énoncés, une autre est de refuser une discussion de méthode. Nous employons ici une méthodologie en cascade ou en forme de « poupées-gigognes » : la première contient la seconde, qui contient la troisième ; nous passons d'une perspective anthropologique à une perspective méso-économique pour déboucher sur une analyse micro-économique parce que les unes se déduisent des autres historiquement. Plus on prend de recul historiquement et mieux on peut confondre les différentes techniques sous l'étiquette de La technique ou confondre les différents régimes de régulation sous la figure de L'économique. Plus on descend micro-économiquement et dans le temps présent et plus la diversité des situations suggère de préciser les formes prises par tel processus. Ce qui rend cohérent cette méthode tient au fait que certains concepts servent de relais : par exemple, le couple « croissance/productivité » est essentiel pour rendre compte de la nouveauté de l'Economique au XVIII eme siècle; on réutilisera ce concept pour comprendre les déplacements du social et du politique vers le principe d'économicité ; et on mobilisera ce même couple qui est au centre du modèle de Kaldor. Une telle démarche cherche à se tenir à l'écart d'une rhétorique emphatique et grandiloquente composée de concepts « attrappe-tout » (marchandisation, économicisation, planétarisation, etc .) et de l'insatisfaction ressentie devant le relativisme de ceux qui prétendent qu'il n'y a pas une technique mais des techniques (Ph. Roqueplo), une économie mais des économies (J.L Laville), un capitalisme mais des capitalismes (R. Boyer).

Une telle perspective ouvre alors une réflexion sur la manière de lire un des problèmes les plus controversés en économie, celui du pouvoir économique. Dans le partage des disciplines, l'avoir est du ressort des économistes alors que le pouvoir relève des sociologues. Etudier le pouvoir de l'avoir va se révéler la question centrale des hétérodoxes. Les économistes industriels, qui ont le plus travaillé cette question, partent de « ceux qui ont la capacité d'exercer une pression sur les autres sans que ces derniers puissent y répondre » pour comprendre le pouvoir des capitalistes, des oligopoles ou des multinationales. Une perspective opposée est d'inverser l'ordre des relations en partant des assujettis, des ouvriers ou des petites entreprises. Une des conclusions de cette lecture est d'insister sur le fait que, là où il y a résistance, le pouvoir change de forme. Mais ces deux perspectives restent prisonnières d'une stratégie de prise du pouvoir. Or la nature des problèmes que nous évoquons va beaucoup plus loin. Que ferions-nous des 37 000 m3 de déchets radioactifs de la mer des Barents si « nous prenions le pouvoir » ? ! ! ! Une autre perspective est de ne pas partir du pouvoir économique mais de la question du pouvoir de l'économie. En quelque sorte, partir d'une sorte d'anthropologie des sociétés en observant ses pôles fonctionnels :

l'économie, le social, le politique. Au travers de leur déplacement, se joue l'essentiel de l'évolution politique de nos organisations sociales. C'est cette idée qui est à l'œuvre ici; comprendre le tout en partant de ce qui se joue entre l'économique, le social et les différentes sphères autonomisées. C'est ici que se comprend la fonction de « la technique ». « La technique » est à la fois un concept construit pour rendre compte du mouvement de rationalisation de la société (qui est une dimension plus vaste que la critique du progrès) et une expression générale pour signifier l'étude générale des techniques qui ne manquent pas de nous fasciner : combien est radicale l'émergence de l'informatique qui travaille le langage (8) ; combien le sont également les biotechnologies qui prennent l'homme comme objet; et que dire des technologies de l'espace qui sont l'exemple même de l'hypertélie (9) ?

C'est en somme à cette vaste entreprise intellectuelle que nous invitons le lecteur (10).

Notes de bas de page

(1) On doit à Gilbert Simondon ce mot de « transductivité » ; il signifie qu'un terme ne peut pas exister sans l'autre ou que l'intelligence de l'un amène nécessairement à celle de l'autre.

(2) Depuis l'ouvrage remarqué de V. Forester au titre évocateur, « L'horreur économique », ceux d'A.Jacquart « J'accuse l'économie triomphante », de D.Méda « Le travail en question, une valeur en voie de disparition » et de B.Maris « Ah, Dieu, que la guerre économique est jolie », complètent la déconstruction de l'édifice qui supporte les théories du marché.

(3) Notons la parfaite illustration de mon propos dans le cas français : le cadre d'analyse marxisant d'A. Lipietz ne lui permet aucune critique de la technique alors que N. Mamère, en référence à J. Ellul et à B. Charbonneau, est davantage centré sur les questions de politique économique que de théorie économique.

(4) M. Heidegger, J. Ellul, B. Gille, G. Simondon ou J. Brun. Le cas de B. Charbonneau est un peu particulier.Cf J. Prades (sous la dir) « B. Charbonneau, une vie entière à dénoncer la grande imposture », Toulouse éditions ERES, 1997.

(5) D. Janicaud, F. Tinland, G. Hottois ou B. Stiegler.

(6) Par ce biais, entre brutalement chez nous Jean-Marc Sylvestre, chroniqueur de France- Inter qui assène quotidiennement des vérités libérales, au point qu'on finirait presque par trouver cela naturel.

(7) Evitons de succomber dans ce type d'analyse au démon marxiste qui cherche depuis trente ans à substituer à la classe ouvrière, une autre catégorie porteuse de l'histoire : les femmes, les immigrés, les squatters, le tiers-monde comme laboratoire de la modernité. Mais évitons également d'opposer « structuralisme » à « localisme ». Par exemple, dans le domaine du cinéma, cette distinction a servi à opposer des auteurs comme Robert Guédiguian et Jean-Luc Godard ; le premier, à l'opposé de la justesse de « A la vie , à la mort », donne à penser dans « Marius et Jeannette » que rien ne vaut la vie sous le soleil de l'Estaque ; de la même manière, Jean-Luc Godard, à côté de son excellent « Sauve qui peut la vie » a sombré dans le culte de la pédagogie des catastrophes où on ne voit plus ce qui a du sens dans la vie. Rien ne garantit dans les méthodes, de la justesse du point de vue. Et pour terminer, rien n'autorise à ne plus s'intéresser à la question de la « justesse » sous prétexte que le débat est sans fin. Pire, c'est parce que le débat est sans fin qu'il est intéressant !

(8) On consultera la revue trimestrielle créée en 1980 : Terminal, technologie de l'information, culture et société, L'Harmattan.

(9) On consultera sur ce thème la revue semestrielle Zénon,espace, technoscience et imaginaire, Milan édition n° 1 à 6.

(10) Je me suis déjà livré à cet exercice théorique à plusieurs reprises : dans deux ouvrages collectifs (1992 et 1997), j'avais essayé de faire remonter cette problématique ; l'inconvénient venait du fait que chaque auteur ne participait qu'en partie seulement à mon projet (ce qui est bien normal !).

Puis, dans un ouvrage personnel (1995), j’avais tenté une première réflexion ; mais ce livre était une somme d’articles remaniés mais écrits dans des contextes très différents, ce qui donnait à la thèse un caractère décousu. J’espère que cette nouvelle tentative me fera mieux comprendre, d’autant que l’histoire semble, quinze ans plus tard, me donner enfin raison ; mais au delà d’une satisfaction personnelle, on ne peut pas véritablement s’en réjouir…

MACHINES CELIBATAIRES
Systèmes séparés de la vie

La pensée organisée en chapelles, l'art, la mode, l'économie, les marques, les multinationales, la fonction publique, les boîtes de com', entre autres exemples, peuvent être considérés comme de tels systèmes.

Ces systèmes se comportent comme des machines, fascinantes certes, mais qui tournent par elles-mêmes, pour elles-mêmes et en elles-mêmes. Elles portent au sein de leurs rouages étincelants, couleur de vie en trompe-l'oeil, la mort des choses enregistrées, pour toujours, sous leur forme la plus parfaite, comme au cinéma, le mouvement continuel crée l'illusion de la vie.

D'aucuns y voient la fin de l'art, c'est le sens caché (?) d'un discours selon lequel tout a déjà été fait, a déjà eu lieu, etc... Dérision, fragmentation, répétition, font naître un discours critique qui, au comble de l'aberration et du retournement, finit par vanter la compilation aseptisée, estampillée marchandise de haut niveau, muséo-momifiée -que la mort est jolie!- au détriment de la chair et du vécu: la vie c'est sale, ça pue, ça suinte, ça grouille, ça colle, c'est laid, c'est kitsch, c'est pauvre, bref, *c'est pas tendance*.

Au contraire des systèmes-machines propres, débarrassés de toute scorie, où tout ce qu'on a introduit est traçable, stérilisé, où les pièces de fonctionnement sont toutes interchangeables et la fiabilité comme l'hygiène sont garantis. Ils tournent sous label hautement certifié, reconnaissable par un logo dont l'image omniprésente vous sourit et vous rassure. Les rouages en sont tous étroitement dépendants, partant, aucune prise de responsabilité intempestive n'est à craindre de leur part. Ils sont régulièrement blanchis, lustrés, on soigne leur apparence afin qu'on puisse les croire faits des métaux les plus purs. La machine elle-même *"s'exhibe sans pudeur"*, comme le dit Jarry dans *Le Surmâle*, elle se montre, se médiatise, met automatiquement en branle d'autres machines branchées en série, connectées en réseau, en flux tendu, en temps réel. Elle constitue à elle seule un spectacle exaltant, dont chacun ne peut qu'avoir envie de faire partie intégrante. Il faut "en être" pour exister, quitte pour cela à s'effacer dans ses entrailles, comme le héros de Bioy-Casares dans *L'invention de Morel*.

Les Machines Célibataires, définies par Deleuze et Guattari comme *"surfaces d'enregistrement, corps sans organes (...) l'essentiel est l'établissement d'une surface enchantée d'inscription ou d'enregistrement qui s'attribue toutes les forces productives et les organes de production, et qui agit comme quasi-cause en leur communiquant le mouvement apparent*", sont organisées en arborescences multiples.

Les grands trusts mondiaux, avec leurs marques et logos, leurs alliances et leurs O.P.A, ne fonctionnent pas autrement. Les marques tendent le plus possible à se déresponsabiliser de la production par des réseaux de sous-traitants, qui "font le sale boulot" en "délocalisation" dans des pays pauvres. Ce qui leur permet de se consacrer totalement et à grands frais, au dorage du blason, à l'entretien sur un grand pied d'un staff adéquat et au réconfort des actionnaires, tâches nobles s'il en fut. Tout cela allège considérablement le bolide high tech que constitue une grande marque, elle peut donc, avec une maniabilité accrue, débarrassée le plus possible des facteurs humains contraignants, se propulser à grande vitesse dans le ciel des cotations boursières où elle scintillera médiatiquement.

La Mégamachine Progrès, ou "actualisation illimitée du possible", ainsi définie par Gilbert HOTTOIS: une mégamachine reliant entre elles des milliers d'autres petites machines,

qui *font corps* avec leurs machinistes technoformés. Configuration de poupées gigognes en "rhizome", l'Internet n'en est que l'un des derniers avatars. Ce rhizome est un rêve pour celui qui voudrait jouer au "Big Brother" et s'insinuer au plus profond des esprits connectés, non pour satisfaire leurs désirs mais pour les orienter selon la bonne tendance et les inféoder à travers les images virtuelles, DVD ou télévisuelles, au grand consensus du progrès inéluctable et obligatoirement bon pour tous.*

Cette religion à extases cathodiques constitue le vrai danger de la "mondialisation", pour employer le mot à la mode, un danger sans commune mesure avec celui que représenteraient sur le net toutes les prises de liberté individuelles réunies, telles que semblent le craindre les instances qui s'emploient à légiférer, prétendant les protéger du cybercrime, contre les individus et leurs libertés fondamentales. Un pas dans le sens des interdits égale cent pas dans le sens de la déresponsabilisation individuelle et de la perte de citoyenneté massive: comble d'absurdité démontré magistralement par les *hackers* qui, eux, ont l'imagination pour débusquer les sites dangereux pour les libertés et la rapidité pour les contrer avec des moyens aussi dérisoires qu'efficaces.

Car liberté égale courage. Il aura fallu d'abord échapper à la fascination exercée depuis le siècle dernier par la Mégamachine Progrès, et retrouver une sorte de virginité dans le regard sur la réalité dans laquelle nous baignons de manière osmotique, que nous le voulions ou non, qu'elle soit matérialisée ou virtuelle.

Transformer des espaces réputés démocratiques en espaces de non-droit, c'est ce que s'emploient à faire les grandes marques dans les zones géographiques, politiques, technologiques, par elles colonisées sur toute la planète*. Elles défendent la marque, non les individus qui la portent à bout de bras et qui constituent leur fond de commerce. Les grands procès en "droits d'auteur", les polémiques sur le "libre de droits", tout cela est détourné au profit des grands labels et au détriment des auteurs dont ils ont acheté et dont ils sont censés défendre la création en la diffusant à travers des produits audiovisuels ou des banques d'images, par exemple. Les marques s'estiment propriétaires de tout ce sur quoi elles apposent leur label, comme un marquage au fer rouge. Les auteurs sont traités comme le reste du cheptel, les salariés et les sous-traitants qui fabriquent les produits distribués. Au mieux, ils servent "la cause" en tant que vedettes-hommes de paille, auquel cas ils sont royalement entretenus car "porteurs de l'image" au même titre que les publicitaires de haut niveau qui fabriquent les logos et les rendent visibles partout, jusque sur le consommateur qui a payé l'honneur de devenir homme-sandwich. On achète des stylistes comme des footballeurs pour looker les marques à haut niveau et décliner ensuite dans tous les secteurs de produits la tendance mise en cahiers, en apprêts, en fabrication, en modèles, en boutiques franchisées ou en "espaces de marque" géants.

Les marques font et défont les styles en "mangeant" au fur et à mesure ce qu'invente celui qu'on peut appeler "l'homme de la rue", pour le lui reservir, digéré et re-designé par "les hommes de l'art" reconnus. Elles envahissent aussi l'espace de citoyenneté que constitue l'espace urbain, où elles sont omniprésentes, et plus seulement avec le pannaeu publicitaire classique. Elles font l'information (voir "rumeurs") à travers les émissions de télévision dont beaucoup de "tuyaux tendance" ne sont que des publireportages. Elles prétendent "lancer" les modes mais ces modes sont les chevaux de Troie destinés à investir tous les territoires de la culture, dans leurs tout derniers retranchements, y compris les fissures où se blotissent les créateurs indépendants, considérés comme de la ressource de terrain, et dont on extrait les idées comme on pille le territoire d'un "indigène" pour en vendre les produits. Actuellement, par exemple, les arts de la rue, tentatives pour l'art de restituer l'espace urbain et la critique aux habitants, sont copiés et détournés à grand renfort de moyens, tels qu'ils occupent massivement cette niche. Et retirent toute visibilité à d'authentiques contestations artistiques,

sans moyens, qui pour le coup sembleront "nulles". Ici les moyens mis en oeuvre pareront de grandes qualités des fabrications-clones d'oeuvres d'art dites "populaires" et emporteront l'adhésion. L'indigène se voit forcé de s'approprier en l'achetant sous label ce qu'on lui a pillé. Là, un pudique anonymat des artistes-indigènes produira une illusion de "spontanéité" complètement maîtrisée et marketisée (voir rumeur-scénario de complot). Ce type de mécénat récupérateur est un des tops du moment, accomplissant le positionnement d'un label comme "celui qui défend les artistes et la culture" et force l'admiration par son modernisme "up to date".

L'indigène n'a pas de nom, pas de parole, pas de visibilité, pas de revendication, pas d'espoir de rentabilité: il n'acquiert d'utilité, de légitimité, de droit à vivre, à définir et à parler, sur tout et n'importe quoi, que lorsqu'il est estampillé par un label. S'il refuse de se laisser labéliser, c'est le rejet dans les marges de la non ou de la sous-culture, tolérée dans des squats, ghettos qu'on peut vider à tout moment comme un abcès.

Entre deux, le nomad's land des penseurs anonymes qui reçoivent au courrier les nouvelles du monde traduites par des gens qui ont des noms. Ces gens justement dont on "place" dans les salons mondains ou au café littéraire, les prénoms (comme s'ils étaient les seuls à le porter), afin de laisser entendre une grande intimité avec eux, les "people" (ironie du terme, qui désigne, ainsi que la presse spécialisée qui leur est consacrée, non les gens du peuple, mais uniquement ceux parmi eux qui ont un nom). Cette activité salonnière a été baptisée "name dropping", comme on pouvait le lire dans Elle, parmi des recettes pour être "trendy" en société.

En effet, à force de recevoir dans son salon ou sa chambre tous ces "people" qui "s'expriment", disent leur sentiment par petit écran interposé, ou de trouver dans sa boîte à presse quotidienne leurs missives, l'indigène les considère comme sa famille, leur nom lui appartient, il l'utilise sans arrière-pensée comme raccourci pour s'exprimer, en fait des adjectifs qualificatifs, des rôles, les métaphorise. Ses cours de philo prolongés par la lecture de la presse lui ont donné d'ailleurs des pistes en ce sens: les "people" se citent abondamment entre eux de cette façon, comptant sur l'érudition événementielle du lecteur pour compléter l'ellipse. Ceci ne manque pas de flatter l'indigène qui reçoit "cinq sur cinq". Quelquefois même, il souligne, il digère, il commente, il reste à sa place, il sait qu'il n'a pas pour de vrai l'amitié des people, il fait ça dans la marge.

Parole d'Indigène!

Turbulences: sitôt pondu par Isabelle DORMION, sitôt mis en ligne, un hyper journal à suivre.

Chaudevant: Des fragments trouvés dans le casier à courrier ou reçus par presse quotidienne, publicités ou spots télé, qui sont cités, soulignés, commentés, voire décryptés, par May LIVORY.

Label, banque de données et droit d'auteur

Lorsqu'il se rebiffe, l'indigène déclenche le rouleau compresseur: à lui de résister seul des années durant au large consensus qui veut que le respect du créateur, et le "droit d'auteur", seul mode de rémunération inhérent au statut d'auteur tel que légalement conçu actuellement, soit à la fois reconnu et constamment bafoué, impunément, par ceux-là même qui l'exploitent et devraient le faire respecter.

Personne n'est resté insensible aux énormes profits générés par le nouvel Eldorado que constituent les banques de données ou les sociétés d'auteurs (il faut savoir qu'un auteur ne peut toucher de droits de l'audiovisuel s'il ne fait pas partie d'une société d'auteurs, laquelle redistribue à ses adhérents le pactole versé sans aucune transparence ni compte à rendre).

Abusées par l'expression "libre de droits" employée pour leur publicité par les banques d'images, alors que seuls certains des droits sont compris dans le prix du cédérom, de petites sociétés ou services de communication intégrés répugnent à recourir à des créateurs indépendants, pensant "se faire avoir" s'ils paient des droits. Certains vont parfois jusqu'à prétendre acheter la création comme *"des pommes de terre qu'on mange ou qu'on met dans son tiroir et qu'on utilise quand on en a besoin et qu'on vend comme bon nous semble"* (dixit un directeur du groupe Marie-Claire Album en 90 lors d'une réunion de concertation en expertise). C'est une des conséquences de la naissance des grandes banques d'images, qui diffusent mondialement sous la forme de cédéroms et de catalogues téléchargeables sur Internet, des images prêtes à l'emploi.

Tout groupe de presse constitue des archives au fil des ans, avec les documents publiés et les reportages photographiques complets parmi lesquels les rédactions ont choisi quelques vues pour une parution initiale. Et, une chose en entraînant une autre, ce groupe peut exploiter ses archives comme une banque de données dans un système classique de reventes. Tout dépend alors du système d'indexation et de gestion de cette "banque", s'il respecte ou non, en totalité ou en partie, le droit d'auteur et le copyright, et selon quelle législation (en effet les lois ne sont pas les mêmes pour tous les pays). La mise en archives n'est pas expressément signalée aux auteurs, ils reçoivent, au mieux, des fiches de revente avec chèque ou virement du montant de leurs droits calculés selon la méthodologie et la base de rémunération en usage dans le groupe en question. Les auteurs n'ont la plupart du temps pas accès aux données, encore moins la possibilité de vérifier, modifier ou de supprimer celles les concernant.

Le pot de terre contre le pot de fer, un exemple: des créateurs peuvent ainsi se retrouver sans le savoir, dans une situation d'exclusivité non consentie de revente de leurs droits par un groupe de presse. Plus grave, cette revente se fera sans mention de nom d'auteur et sans contrepartie financière si par exemple les oeuvres ne sont répertoriées que sous le nom du photographe qui en a fait la reproduction. En effet les oeuvres se trouvent classées dans de telles archives sous diverses formes, exploitables conjointement ou séparément grâce à un certain nombre "d'entrées" dans la base de données: reportage photo, rédactionnel, iconographie thématique, catégories d'ouvrages, de techniques, de styles, shémas de montage, patrons, diagrammes etc... De plus, ainsi fragmentées, titrées, préparées, classées, les oeuvres font partie d'un fond qui peut être du jour au lendemain cédé globalement, par vente ou par regroupement, à n'importe quelle entité possible.

Un auteur ne peut donc découvrir la reproduction de ses oeuvres à travers un tel système de reventes qu'au hasard, par exemple en feuilletant un journal étranger lors d'un voyage, ou un des albums thématiques édités en Angleterre et traduits dans plusieurs langues et vendus partout au moment des fêtes: c'est exactement ce qu'ont vécu May Livory et Huguette Kirby, qui en tant que stylistes, ont travaillé en free-lance une quinzaine d'années avec le groupe Marie-Claire Album. Et elles ont connu face à ce groupe et aux instances censées mettre bon ordre, des démêlés véritablement rocambolesques pour faire reconnaître les contrefaçons et faire valoir leurs droits. Au départ, 5 plaignantes dans un procès en droits d'auteur pour reproductions illicites de leurs oeuvres, initialement créées pour des parutions ponctuelles dans le titre 100 Idées (défunt depuis), par le groupe, sur une période de plus de 20 ans, sans autorisation ni mention du nom ni rémunération. Première manche gagnée en 1989, mais abandon entre temps de trois des plaignantes, poussées à "devenir raisonnables" et à "faire table rase" pour une somme dérisoire. Deuxième manche, gagnée par les deux résistantes avec

un nouvel avocat, en 96, avec parution dans 3 journaux de la condamnation du groupe. Mais la dernière tranche, suite à l'expertise, vient seulement de se terminer, en 2001!

Le label est en train de remplacer les auteurs. Cet exemple vécu n'est là que pour stigmatiser le comportement de type célibataire de nombreux organismes marchands vivant de la création mais refusant de le reconnaître à travers les auteurs. La polémique sur l'internet et les différents symposiums sur ce sujet parleront en l'air tant que le label fera la loi par dessus les lois, que détenant les copyrights, il en gèrera les profits et les défendra, s'il le faut, contre les auteurs eux-mêmes. Tant qu'il fera l'actualité par les grands procès en contrefaçon, tendant ainsi à amalgamer sa cause à celle des droits des auteurs: mais l'exploitant défend avant tout sa marque, qu'il a apposée sur des copyrights, et prétend être le seul à exploiter cette mine. L'essentiel pour le label qui a constitué une telle banque de données est donc de décourager les auteurs qu'un précédent pourrait inciter à réclamer la reconnaissance de leurs droits ou à exiger la transparence dans leur gestion et leur répartition (ce qui est également valable pour les sociétés d'auteurs).

Le terme de "droit d'auteur" est d'ailleurs devenu ambigu: il s'agit pourtant simplement d'un mode de rétribution de l'auteur par un diffuseur, rétribution progressive et au prorata prédéfini des bénéfices générés par les ventes, avec ou sans "avance sur droits" à la commande des oeuvres. Ce contrat moral, financier et social qui lie le "diffuseur" à "l'auteur" est souvent et impunément bafoué, d'autant plus facilement qu'il n'y a d'autre moyen pour l'auteur lésé que le procès pour faire respecter le contrat. A part quelques "best sellers", l'auteur en a rarement les moyens, ou comme il s'agit le plus souvent de petites sommes, il serait démesuré d'engager une procédure pour les récupérer une à une.

Si malgré tout il se lance dans une procédure, l'auteur passe vite pour un procédurier dont il faut se méfier. Et comme il s'agit avant tout pour le label de continuer à exploiter une mine qui rapporte, sa stratégie consistera alors à "faire durer" par tous moyens tels que rétention d'informations, tentative d'imputation de la charge de preuve, témoignages invérifiables, intimidation ou mauvaise foi. A telle fin que l'auteur, isolé, lâché par ses confères professionnels, même s'il gagne au final parce que son avocat s'est bien battu, ait perdu son temps, son argent, sa réputation, son travail. Le fin du fin consistant à parler des auteurs en général comme de l'ennemi procédurier des entreprises. Travail de sape qui réussit puisque les droits d'auteur sont de plus en plus mal vus, perçus même parfois dans l'esprit du public comme des entraves au développement en se faisant attribuer "par transparence" tout ce qui est le fait du label et de son monopole.

Au point que lorsqu'on débat ces derniers temps de droit d'auteur, le fait qu'on soit pour ou contre n'a que peu de sens. Et des gens de bonne foi comme ceux de "Copyleft" qui veulent jouer le partage et la gratuité sur le net se trompent de cible. En effet les auteurs dans l'état actuel des choses ne sont pas libres de donner ou de vendre des droits qui leur sont confisqués par les groupes à stratégie de profit. Ces groupes qui font l'actualité sur ce sujet en se battant entre eux avec de grands moyens. Soit l'auteur souscrit à un mode de fonctionnement qui a acquis force de loi par l'usage en signant des contrats léonins, ou il se fait laminer à l'usure et à la réputation (mesures de rétorsion non officielles telle la liste rouge ou le chantage à la "conciliation", pour en revenir à notre exemple).

Un type de fonctionnement qui ressemble fort à celui qui consiste pour les Supermarques, comme les appelle Naomi Klein dans No Logo, à se débarrasser de leur rôle social à travers des sous-traitants délocalisés, laissant entendre que ce sont les individus producteurs qui coûtent le plus cher et pénalisent l'entreprise par leurs revendications exorbitantes, les empêchant de réaliser les objectifs stratégiques fixés. Ça vous a des relents de vieilles

histoires de bouc émissaire, et au fond, c'est toujours la même histoire de pouvoir, d'argent, de conquête de nouveaux territoires, de colons et d'esclavagisme.

Mais observer les rouages d'une machine dont on essaie de comprendre les mécanismes et actualiser ses connaissances en la matière n'a jamais fait de mal à personne. Qu'il est bon en tant qu'être humain d'exercer son intelligence à autre chose qu'à la consommation béate ou à la confortation journalière d'un certain confort généré par l'irresponsabilité! Et les conclusions de cette observation sont loin d'être fatalistes: les mécanismes sont réinventables à l'infini, l'énergie qui les meut aussi, et inventer c'est amusant même si c'est inutile: la surprise est toujours possible!

La mise en évidence de ce phénomène n'est pas nouvelle en soi. Il a déjà été largement étudié et / ou évoqué en art et en littérature par Marcel Duchamp, Jean Dubuffet, Georges Bataille, Franz Kafka, Guy Debord, Gilles Deleuze, Andy Warhol et, on l'oublie trop souvent, Charles Baudelaire parmi maint autre poète ou critique d'art.

Shukaba tente un "break" qui permette de montrer que beaucoup, si ce n'est la plupart, des machines, ne sont pas célibataires dans leur nature, et donc une fois pour toutes, mais dans leur mode de fonctionnement. Ce n'est donc qu'une question de rapports et de différentiels.

Les Machines Célibataires fonctionnent au courant alternatif attirance-répulsion... Nous pouvons en conclure qu'il est toujours possible de rendre inscriptible une surface d'enregistrement, de rendre ses organes sensibles au corps, de remettre le contact avec l'affect, "d'inverser la vapeur" grâce à quelque élément. Il peut même suffire d'ajouter ou de retirer un petit quelque chose, un "je-ne-sais-quoi" judicieusement choisi. C'est cette recherche "futile" que mène Shukaba, tâche à la fois rude et dérisoire, mais lorsqu'on se sent écrasé, le moindre petit bras de levier est bon à prendre.

May Livory

Bientôt la suite de ce feuilleton: Envers / Endroit....

Point de vue d'artiste résumé d'une partie de ce qui précède pour l'intervention de May Livory au cyber Sénat lors de la fête de l'Internet 1999: A toute liberté son poids de courage

---

Ceux qui s'occupent de l'art éclipsent ceux qui le font

Où il est question du "métier" d'artiste, du marché de l'art et de la gestion de l'art en France, qui ressemble fort dans son fonctionnement à une machine de type célibataire: un texte-constat de Katerine LOUINEAU Arts plastiques accaparés et plasticiens tutellisés...

Bibliographie

BAUDELAIRE, Charles: Oeuvres complètes (2 tomes), La Pléïade, Gallimard, Paris. * p. 580 Tome II: L'idée du progrès, " ce fanal obscur, invention du philosophisme actuel, breveté sans garantie de la nature (...) Qui veut y voir clair dans l'histoire doit avant tout éteindre ce fanal perfide".

Et p. 581: "Si les denrées sont aujourd'hui de meilleure qualité et à meilleur marché qu'elles n'étaient hier, c'est dans l'ordre matériel un progrès incontestable. Mais, où est, je vous prie, la garantie du progrès pour le lendemain? Car les disciples des philosophes de la vapeur et des allumettes chimiques l'entendent ainsi: le progrès ne leur apparaît que sous la forme d'une série indéfinie. Où est cette garantie? Elle n'existe, dis-je, que dans votre crédulité

et votre fatuité. (...) Transportée dans l'ordre de l'imagination, l'idée du progrès (il y a eu des audacieux et des enragés de la logique qui ont tenté de le faire) se dresse avec une absurdité gigantesque, une grotesquerie qui monte jusqu'à l'épouvantable. (...) L'artiste ne relève que de lui-même. Il meurt sans enfants. (...) Il en est de même des nations qui cultivent les arts de l'imagination avec joie et succès. La prospérité actuelle n'est garantie que pour un temps, hélas, bien court. (...) La vitalité se déplace, elle va visiter d'autres races."

JARRY, Alfred : Le Surmâle, paru init. Revue Blanche, 1920, n° 108 éd Mille et Une Nuits, Paris, Mai 1996.

BIOY CASARES Adolfo: L'INVENTION DE MOREL, TIBBON Michel, DES AUTOMATES AUX CHIMERES, Enquête sur la mécanisation du vivant, Thèse d'Etat, Paris Sorbonne, 1991.

LATOUCHE Serge, LA MEGAMACHINE, Paris, La Découverte, coll. Recherche, 1995.

Collectif : Catalogue bilingue français / allemand édité par Alfieri à l'occasion de l'exposition "JUNGGESELLENMASCHINEN-LES MACHINES CELIBATAIRES" aux Arts Décoratifs en 1976 à Paris, présentée également à Berne, Venise, Bruxelles, Düsseldorf, musée de L'Homme et de L'Industrie au Creusot, à Malmö, Amsterdam et Vienne), dirgé par Jean CLAIR et Harald SZEEMANN, avec entre autres auteurs: Michel CARROUGES, Marc LE BOT, Bazon BROCK, Michel de Certau, Peter Gorsen, Gilbert LASCAULT, Jean-François LYOTARD, Günther METKEN, Alain MONTESSE, RDRIZZANI, Arturo SCHWARTZ, Michel SERRES. L'exposition par elle-même constituait une sorte de labyrinthe où les oeuvres pouvaient être vues comme formant un "cycle sur les différentes façons de mourir (Todesarten)" expression d'Ingeborg BACHMANN reprise par Michel de CERTEAU, qui, à propos du "Graphe peint sur verre de Duchamp", y voit la dissémination du sujet (l'image du spectateur devant la vitre-miroir): "... malgré la dérisoire fusion que lui promet cette transparence..."

Michel CARROUGES dès 1948, consacre dans son livre LES MACHINES CELIBATAIRES l'expression dont Marcel DUCHAMP est l'inventeur avec son Grand Verre "qui fascine comme une sorte de grandiose pictogramme ou hyéroglyphe représentant une scène capitale et incompréhensible. Pour mieux comprendre, reportons-nous au prototype le plus simple des machines célibataires. on le reconnaît dans la célèbre formule de LAUTREAMONT: *"Il est beau... comme la rencontre fortuite sur une table de dissection, d'une machine à coudre et d'un parapluie!"* (MALDOROR, Chant VI)... A la place du lit d'amour qui est union et vie, la table de dissection exprime la fonction spécifique de la machine célibataire qui est solitude et mort".

DELEUZE Gilles.et GUATTARI F., Capitalisme et Schizophrénie, L'ANTI-OEDIPE, Paris, éditions de Minuit, coll. Critique, 1972.

DEBORD Guy, LA SOCIETE DU SPECTACLE, 3° édition française, Paris Gallimard par les soins de Jean-Jacques PAUVERT. (éd originale, Buchet-Chastel, 1967, puis Champs Libres, 1971)

PETIT Pierre, MOLINIER, UNE VIE D'ENFER, Paris Ramsay/ Jean-Jacques Pauvert, 1992.

LIVORY May, SHUKABA, rumeurs et Costumes, Septentrion "Thèse à la carte", Paris 1998, "Du remplacement de l'imaginaire par des machines séparées de la vie dans les milieux d'art et de mode en occident au XXeme siècle", pages 96 à 123. A acheter en ligne sur Septentrion (lien direct sur thèse à la carte, rubrique ethnologie).

*KLEIN Naomi, NO LOGO, La Tyrannie des Marques, édition française Actes Sud, 2001 Sur son site Internet, des forums très fournis et toute l'actualité touffue sur la mondialisation, les associations et collectifs qui réagissent à la tyrannie des marques et leur "branding": <http://www.nologo.com>

SMIERS Joost: Plaidoyer pour l'abolition du droit d'auteur: La propriété intellectuelle, c'est le vol! Article paru dans Le Monde Diplomatique Septembre 2001 -3- extraits: "Les grands groupes culturels et d'information couvrent toute la planète avec les satellites et les câbles. Mais posséder les tuyaux de l'information du monde n'a de sens que si l'on détient l'essentiel du contenu, dont le copyright constitue la forme légale de propriété. Nous assistons actuellement à une foire d'empoigne des fusions dans le domaine de la culture, comme celle d'AOL et de Time Warner. Cela risque d'aboutir à ce que, dans un futur proche, seule une poignée de compagnies disposent des droits de la propriété intellectuelle sur presque toute la créatiuon artistique, passée et présente.

(...) Le concept autrefois favorable, de droits d'auteur, devient ainsi un moyen de contrôle du bien commun intellectuel et créatif par un petit nombre d'industries. (...) Les quelques groupes dominant l'industrie culturelle ne diffusent que les oeuvres artistiques oude divertissement dont ils détiennent les droits. (...)

conclusion: "Désormais, l'objectif devrait être de créer un nouveau système qui garantisse aux artistes des pays occidentaux et à ceux du tiers-monde de meilleurs revenus, qui donne toute sa chance au débat public sur la valeur de la création artistique, qui se préoccupe de l'entretien du domaine public culturel, qui brise le monopole des industries de la culture, vivant du système de droits d'auteur."

SOULILLOU Jacques: L'AUTEUR, MODE D'EMPLOI, l'Harmattan, Paris, 1999.

Constituer sa propre bibliothèque idéale sur un sujet et ses corrélats. Nul besoin de connaître des URL (adresses) des sites, pour mener une recherche par mots-clés sur l'excellent moteur de recherche Google installé ci-dessous! Et c'est bien plus rapide car les liens proposés vont directement sur des pages, sans obliger à naviguer des heures de portail en portillon. Trouver le mot juste: la moisson dépend de l'intuition et de la facilité du "navigant" à stigmatiser ses préoccupations.

Pour les débutants: taper mot, nom ou expression dans la case blanche, puis cliquer sur "recherche Google" à droite de cette case. S'il s'agit d'un groupe de mots, les taper entre deux guillemets: par exemple à "droits d'auteur" on trouvera des sommes intéressantes sur l'aspect juridique de la question, des liens directs sur les textes et des pages d'actualités sur les dernières décisions, françaises, européennes et d'outre Atlantique et des articles de la revue web TRANSFERT concernant le droit d'auteur et internet, sujet brûlant dont on commence à entrevoir les enjeux.

On peut même faire traduire les pages dans la langue de son choix, ça peut donner une idée, certes approximative, du contenu, tout en faisant rire car la machine a des trouvailles très incongrues!

Pour conserver les pages et constituer sa bibliothèque, le conseil Shukaba: sélectionner les passages, sans oublier noms d'auteur et références de publication, faire copier-coller dans son traitement de texte familier (claris ou word par ex) et enregistrer en titrant dans ses archives pour une remise en forme ultérieure, ce qui sera plus lisible et économique en papier, plutôt que d'imprimer directement, surtout s'il y a des images, car elles vont percuter et couper les textes. En cas de citation des textes ou images capturés, ne pas oublier de le faire dans le respect de la Nétiquette et de l'esprit de la lettre: demander l'accord des auteurs s'il ne figure pas sur le site, et mentionner la source très scrupuleusement en donnant la référence internet

où on l'a trouvée. De la même manière, titrer intelligemment les pages qu'on installe sur son site permet au moteur de proposer plus facilement les pages pertinentes (sur "Rumeurs" par exemple, on a encore beaucoup trop de pages sans titre concernant des vedettes ou des sportifs, proposées uniquement parce que le mot rumeur y figure incidemmentce qui encombre encore trop les recherches de pages sans intérêt pour le sujet.)

Bon voyage!

Pour revenir ici, il suffira de faire "back" ou "retour" dans la barre de son navigateur, ou si on est parti trop loin, de taper shukaba dans la case de recherche Google de la page où on se trouve

VERS UNE SOCIETE ECONOME ET SOLIDAIRE

Développement ne rime pas forcément avec croissance

Par Jean-Marie Harribey

Maître de conférences à l'université Bordeaux-IV, membre du conseil scientifique d'Attac, coordonnateur du livre d'Attac *Le Développement a-t-il un avenir ? Pour une société solidaire et économe*, Mille et une nuits, Paris, 2004 à paraître en août, et auteur de *La Démence sénile du capital, fragments d'économie critique*, Le Passant, Bègles, 2002

Doctrine officielle des organisations internationales, le développement, même « durable », est assimilé par certains économistes à la croissance et à ses dégâts. Or n'est-ce pas plutôt à une dissociation des deux qu'il faut travailler ? En effet, le mot d'ordre de décroissance ne peut s'appliquer, à la fois, aux pays pauvres démunis de l'essentiel et aux pays riches. Ce débat, qui traverse aussi le mouvement altermondialiste, ramène à une nécessaire critique des rapports sociaux.

Le « développement durable » ou « soutenable », doctrine officielle des Nations unies, est censé assurer le bien-être des générations présentes sans compromettre celui des générations futures (1). C'est une bouée de sauvetage à laquelle se raccrochent les gouvernements fervents partisans et pourvoyeurs de l'agriculture intensive, les chefs d'entreprises multinationales gaspillant les ressources, déversant sans vergogne leurs déchets et affrétant des bateaux-poubelles, les organisations non gouvernementales ne sachant plus que faire et les économistes pris en flagrant délit d'ignorance des contraintes naturelles.

Pourtant, le programme du développement durable est entaché d'un vice fondamental : la poursuite d'une croissance économique infinie est supposée compatible avec le maintien des équilibres naturels et la résolution des problèmes sociaux. *« Ce dont nous avons besoin, c'est d'une nouvelle ère de croissance, une croissance vigoureuse et, en même temps, socialement et "environnementalement" soutenable* (2) *»*, énonçait le rapport Brundtland. Or ce postulat est fondé sur deux affirmations très fragiles.

La première est d'ordre écologique : la croissance pourrait se poursuivre parce que la quantité de ressources naturelles requise par unité produite diminue avec le progrès technique. On pourrait donc produire toujours davantage avec moins de matières premières et d'énergie. Or la baisse de l'intensité en ressources naturelles est malheureusement plus que compensée par l'augmentation générale de la production ; la ponction sur les ressources et la pollution continuent ainsi d'augmenter, comme le reconnaît le rapport du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) : *« Partout dans le monde, les processus de production sont devenus plus économes en énergie* (...). *Cependant, vu l'augmentation des volumes produits, ces progrès sont nettement insuffisants pour réduire les émissions de dioxyde de carbone à l'échelle mondiale* (3)*. »*

Et l'Agence internationale de l'énergie (AIE) s'alarme du ralentissement des progrès accomplis en matière d'intensité énergétique (4) : entre 1973 et 1982, cette dernière avait diminué en moyenne de 2,5 % par an dans les pays représentés au sein de l'AIE, puis seulement de 1,5 % par an de 1983 à 1990 et de 0,7 % par an depuis 1991 (5).

Une faille dans le discours officiel

La seconde affirmation contestable se situe sur le plan social : la croissance économique serait capable de réduire la pauvreté et les inégalités et de renforcer la cohésion sociale. Or la croissance capitaliste est nécessairement inégale, destructrice autant que créatrice, se

nourrissant des inégalités pour susciter sans cesse des frustrations et des besoins nouveaux. Depuis quarante ans, malgré l'accroissement considérable de la richesse produite dans le monde, les inégalités ont explosé : l'écart entre les 20 % les plus pauvres et les 20 % les plus riches était de 1 à 30 en 1960, il est aujourd'hui de 1 à 80. Cela n'est pas surprenant : le passage à un régime d'accumulation financière provoque un chamboulement des mécanismes de répartition de la valeur produite. L'élévation des exigences de rémunération des classes capitalistes, notamment par le biais de la hausse des dividendes, condamne la part de la valeur ajoutée attribuée aux salariés à décroître, tant sous forme de salaires directs que de prestations sociales.

La Banque mondiale elle-même avoue que l'objectif de division par deux du nombre de personnes vivant dans la pauvreté absolue d'ici à 2015 ne sera pas atteint (6) : plus de 1,1 milliard vivent encore avec moins d'un dollar par jour. Le dernier rapport de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced) établit que les pays pauvres les moins ouverts à la mondialisation sont ceux qui ont le plus progressé en termes de revenu par habitant, au contraire des pays les plus ouverts (7).

L'incapacité à penser l'avenir en dehors du paradigme de la croissance économique permanente constitue sans doute la faille principale du discours officiel sur le développement durable. En dépit de ses dégâts sociaux et écologiques, la croissance, de laquelle aucun responsable politique ou économique ne veut dissocier le développement, fonctionne comme une drogue dure. Lorsqu'elle est forte, on entretient l'illusion qu'elle peut résoudre les problèmes – qu'elle a fait naître pour une grande part – et que plus forte est la dose, mieux le corps social se portera. Lorsqu'elle est faible, le manque apparaît et se révèle d'autant plus douloureux qu'aucune désintoxication n'a été prévue.

Aussi, derrière l'« anémie » actuelle de la croissance se cache l'« anomie » (8) grandissante dans les sociétés minées par le capitalisme libéral. Celui-ci se montre incapable d'indiquer un sens à la vie en société autre que le consumérisme, le gaspillage, l'accaparement des ressources naturelles et des revenus issus de l'activité économique, et, en fin de compte, l'augmentation des inégalités. Prémonitoire était le premier chapitre du *Capital* de Marx critiquant la marchandise : la croissance devient ce nouvel opium des peuples dont les repères culturels et les solidarités sont brisés pour qu'ils sombrent dans le gouffre sans fond de la marchandisation.

Le dogme dominant est traduit par Jacques Attali qui, bon prophète, croit déceler au début de l'année 2004 *« un agenda de croissance fabuleux »* que seuls *« des aléas non économiques, par exemple une résurgence du SRAS* (9) *»* seraient susceptibles de faire échouer. Pour tous les idéologues aveugles de la croissance, l'écologie, c'est-à-dire la prise en compte des relations de l'être humain et de la nature, n'existe pas : l'activité économique s'effectue *in abstracto*, en dehors de la biosphère.

C'est faire peu de cas du caractère entropique (10) des activités économiques. Bien que la Terre soit un système ouvert recevant l'énergie solaire, elle forme un ensemble à l'intérieur duquel l'homme ne peut dépasser les limites de ses ressources et de son espace. Or l'« empreinte écologique » – la surface nécessaire pour accueillir toutes les activités humaines sans détruire les équilibres écologiques – atteint déjà 120 % de la planète et, compte tenu des disparités de développement, il faudrait quatre ou cinq planètes si toute la population mondiale consommait et déversait autant de déchets que les habitants des Etats-Unis (11).

Dans ces conditions, l'idée de *« décroissance »* lancée par Nicholas Georgescu-Roegen (12) trouve un écho favorable au sein d'une partie des écologistes et des altermondialistes. Poussant la démarche théorique, certains auteurs adjurent de renoncer au développement, celui-ci ne pouvant selon eux être dissocié d'une croissance mortifère. Ils

récusent tout qualificatif qui viserait à réhabiliter le développement que nous connaissons – qu'il soit humain, durable ou soutenable – puisqu'il ne peut être autrement que ce qu'il a été, à savoir le vecteur de la domination occidentale sur le monde. Ainsi Gilbert Rist dénonce-t-il le développement comme un *« mot fétiche* (13) » et Serge Latouche le développement durable comme un *« oxymoron* (14) ». Pourquoi, alors que nous critiquons comme eux le productivisme impliqué par le règne de la production marchande, leur refus du développement ne nous convainc-t-il pas ?

Sur le plan politique, il n'est pas juste d'ordonner uniformément la décroissance à ceux qui regorgent de tout et à ceux qui manquent de l'essentiel. Les populations pauvres ont droit à un temps de croissance économique, et l'idée que l'extrême pauvreté renvoie à une simple projection des valeurs occidentales ou à un pur imaginaire est irrecevable. Il faudra bâtir des écoles pour supprimer l'analphabétisme, des centres de soins pour permettre à toutes les populations de se soigner et des réseaux pour amener l'eau potable partout et pour tous.

Il est donc parfaitement légitime de continuer à appeler *développement* la possibilité pour tous les habitants de la Terre d'accéder à l'eau potable, à une alimentation équilibrée, aux soins, à l'éducation et à la démocratie. Définir les besoins essentiels comme des droits universels n'équivaut pas à avaliser la domination de la culture occidentale ni à adhérer à la croyance libérale en des droits naturels comme celui de la propriété privée. Les droits universels sont une construction sociale qui résulte d'un projet d'émancipation permettant à un nouvel imaginaire de s'installer sans que celui-ci se réduise à *« l'imaginaire universaliste des "droits naturels" »* critiqué par Cornelius Castoriadis (15).

D'autre part, il n'est pas raisonnable d'opposer à la croissance économique, élevée au rang d'objectif en soi par le capitalisme, la décroissance, elle-même érigée en objectif en soi par les anti-développementistes (16). Avec deux écueils symétriques : la croissance fait tendre la production vers l'infini et la décroissance ne peut que la faire tendre vers zéro si aucune borne n'est mise.

Le principal théoricien en France de la décroissance, Serge Latouche, semble en être conscient lorsqu'il écrit : *« Le mot d'ordre de décroissance a surtout pour objet de marquer fortement l'abandon de l'objectif insensé de la croissance pour la croissance, objectif dont le moteur n'est autre que la recherche effrénée du profit pour les détenteurs du capital. Bien évidemment, il ne vise pas au renversement caricatural qui consisterait à prôner la décroissance pour la décroissance. En particulier, la décroissance n'est pas la "croissance négative", expression antinomique et absurde qui traduit bien la domination de l'imaginaire de la croissance* (17)*. »*

Or que signifierait une décroissance qui ne serait pas une diminution de la production ? Serge Latouche tente de s'extraire de ce piège en disant vouloir *« sortir de l'économie de croissance et entrer dans une "société de décroissance" »*. La production continuerait-elle de croître ? On ne comprendrait plus alors le mot de décroissance. Ou bien serait-elle maîtrisée, auquel cas le désaccord s'estomperait ? D'ailleurs, Serge Latouche finit par convenir que ce mot d'ordre de décroissance pour tous les Terriens est inadéquat : *« En ce qui concerne les sociétés du Sud, cet objectif n'est pas vraiment à l'ordre du jour : même si elles sont traversées par l'idéologie de la croissance, ce ne sont pas vraiment pour la plupart des "sociétés de croissance"* (18)*. »* Subsiste une terrible ambiguïté : les populations pauvres peuvent-elles accroître leur production ou bien les sociétés de « non-croissance » doivent-elles rester pauvres ?

Eloge sans nuances de l’économie informelle

Les antidéveloppementistes attribuent l’échec des stratégies du développement au vice, supposé fondamental, de tout développement et jamais aux rapports de forces sociaux qui, par exemple, empêchent les paysans d’avoir accès à la terre en raison de structures foncières inégalitaires. D’où l’éloge sans nuance de l’économie informelle en oubliant que cette dernière vit souvent sur les restes de l’économie officielle. Et d’où la définition de la sortie du développement comme une sortie de l’économie, parce que celle-ci ne pourrait être différente de celle qu’a construite le capitalisme. La rationalité de l’« économie », au sens où l’on économise les efforts de l’homme au travail et les ressources naturelles utilisées pour produire, est mise sur le même plan que la rationalité de la rentabilité, c’est-à-dire du profit. Et toute amélioration de la productivité du travail se trouve assimilée à du productivisme.

En bref, il nous est dit que la chose économique n’existerait pas en dehors de l’imaginaire occidental qui l’a créée, au prétexte que certaines cultures ne connaissent pas les mots « économie », « développement », dont l’usage nous est familier. Mais si les mots n’y sont pas, la réalité matérielle, c’est-à-dire la production des moyens d’existence, est bien là. La production est une catégorie anthropologique, même si le cadre et les rapports dans lesquels elle est réalisée sont sociaux. Il résulte de cette confusion – qui revient à refaire du capitalisme une donnée universelle et non historique, rappelant curieusement le dogme libéral – une incapacité à penser simultanément la critique du productivisme et celle du capitalisme : seule la première est menée, mais sans qu’elle soit rattachée à celle des rapports sociaux dominants. Vouloir donc *« sortir de l’économie* (19) » tout en prétendant réenchasser *« l’économique dans le social* (20) » est pour le moins curieux.

Sur le plan théorique, soit on considère qu’une différence existe entre croissance et développement, soit on voit dans les deux phénomènes une même logique d’extension perpétuelle conduisant à l’impasse. La seconde position est aisément identifiable : c’est celle des partisans de la décroissance, qui sont aussi « antidéveloppementistes » ; mais la première est revendiquée tant par des économistes libéraux que par des antilibéraux. Les libéraux affirment poursuivre des objectifs qualitatifs ne se réduisant pas à la croissance matérielle, surtout depuis l’échec social des plans d’ajustement structurel du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Mais cette distinction entre croissance (quantitative) et développement (qualitatif) représente une imposture dans la logique libérale dès lors que la croissance est considérée comme une condition nécessaire et suffisante du développement, et de surcroît éternellement possible.

Au vu des dégâts sociaux et écologiques d’un mode de développement qui semble indissociablement lié à la croissance, les économistes antilibéraux, issus du marxisme, du structuralisme ou du tiers-mondisme ont beaucoup de mal à faire valoir qu’on peut distinguer les deux notions. Les adversaires de tout développement ont alors beau jeu de récuser croissance et développement en niant toute possibilité de les dissocier.

Toute production n’est pas polluante

Peut-on dépasser cette contradiction ? Le capitalisme a intérêt à faire croire que croissance et développement vont toujours de pair, l’amélioration du bien-être humain ne pouvant passer que par l’accroissement perpétuel de la quantité de marchandises. Nous devons alors fonder pour l’avenir une distinction radicale entre les deux concepts : l’amélioration du bien-être et l’épanouissement des potentialités humaines se réalisant hors du sentier de la croissance infinie des quantités produites et consommées, hors du sentier de la marchandise et de la

valeur d’échange, mais sur celui de la valeur d’usage (21) et de la qualité du tissu social qui peut naître autour d’elle.

Le mot d’ordre de décroissance, appliqué indistinctement pour tous les peuples ou pour tout type de production, serait injuste et inopérant. D’abord parce que le capitalisme nous impose actuellement une certaine décroissance, surtout celle des biens et services dont nous aurions socialement le plus besoin : transports collectifs, santé, éducation, aide aux personnes âgées, etc. Ensuite parce que toute production n’est pas forcément polluante ou dégradante. Le produit intérieur brut (PIB), évalué monétairement, enregistre la croissance des activités de services, dont la pression sur les écosystèmes n’est pas comparable à celle de l’industrie et de l’agriculture. La nature de la croissance importe au moins autant que son ampleur. L’urgente nécessité de diminuer l’empreinte écologique n’implique pas la décroissance de toutes les productions sans distinction entre elles ni entre ceux auxquels elles sont destinées.

L’utilisation planétaire des ressources doit être organisée de telle sorte que les pays pauvres puissent enclencher la croissance nécessaire à la satisfaction des besoins essentiels, et que les plus riches deviennent économes. Tout modèle imposé aux pays pauvres ne pourrait que détruire leurs racines culturelles et constituer un obstacle à un développement émancipateur. Dans les pays riches, il convient de penser les politiques en fonction de la transition à assurer : le décrochage progressif de la croissance et du développement.

Cela passe non pas par une décroissance aveugle, inacceptable pour une majorité de citoyens, mais par une décélération ciblée permettant d’enclencher la transformation des processus productifs et aussi celle des représentations culturelles : la décélération de la croissance, comme première étape avant d’envisager la décroissance sélective, en commençant par celle des activités nuisibles, pour une économie réorientée vers la qualité des produits et des services collectifs, une répartition primaire des revenus plus égale et une baisse régulière du temps de travail au fur et à mesure des gains de productivité, seule manière de promouvoir l’emploi en dehors de la croissance. En sachant que toute remise en cause du modèle de développement actuel n’est réaliste qu’à condition de remettre en cause simultanément les rapports sociaux capitalistes (22).

Définir le développement comme l’évolution d’une société qui utiliserait ses gains de productivité non pour accroître indéfiniment une production génératrice de dégradations de l’environnement, d’insatisfactions, de désirs refoulés, d’inégalités et d’injustices, mais pour diminuer le travail de tous en partageant plus équitablement les revenus de l’activité, ne constitue pas un retour en arrière par rapport à la critique du développement actuel. Cela ne condamne pas à rester à l’intérieur du paradigme utilitariste, si les gains de productivité sont obtenus sans dégrader ni les conditions de travail ni la nature.

A partir du moment où l’on admet que l’humanité ne reviendra pas à l’avant-développement et que, de ce fait, les gains de productivité existent et existeront, leur utilisation doit être pensée et rendue compatible avec la reproduction des systèmes vivants. On peut faire l’hypothèse que la baisse du temps de travail peut contribuer à débarrasser notre imaginaire du fantasme d’avoir toujours davantage pour mieux être, et que l’extension des services collectifs, de la protection sociale et de la culture soustraits à l’appétit du capital est source d’une richesse incommensurable avec celle que privilégie le marché. Derrière la question du développement sont en jeu les finalités du travail et donc le chemin vers une société économe et solidaire.

(1) Gro Harlem Brundtland, *Notre avenir à tous,* Rapport de la Commission mondiale pour l’environnement et le développement, Fleuve, Montréal, 1987.

(2) *Ibid.,* p. XXIII.

(3) *Rapport mondial sur le développement humain 2002*, De Boeck, 2002, Bruxelles, p. 28.

(4) L'intensité énergétique (et plus généralement l'intensité en ressources naturelles) de la production est la quantité d'énergie (ou de ressources naturelles) nécessaire pour produire 1 euro de PIB.

(5) AIE, *Oil crises and climate challenges : 30 years of energy use in IEA countries,* Vienne, 2004, www.iea.org.

(6) Déclaration de son président, M. James Wolfensohn, citée dans « Les objectifs de réduction de la pauvreté ne seront pas atteints », *Le Monde,* 24 avril 2004.

(7) Cnuced, *The Least Developed Countries, Report 2004*, Nations unies, Genève, mai 2004, 362 p.

(8) Durkheim définissait l'anomie comme l'absence ou la disparition des valeurs communautaires et des règles sociales.

(9) Jacques Attali, « Un agenda de croissance fabuleux », *Le Monde,* « 2004, l'année du rebond », 4-5 janvier 2004.

(10) L'entropie désigne la dégradation de l'énergie.

(11) Redefining Progress, www.rprogress.org

(12) Nicholas Georgescu-Roegen, *La Décroissance,* Sang de la terre, Paris, 1995.

(13) Gilbert Rist, « Le "développement" : la violence symbolique d'une croyance », dans Christian Comeliau (sous la dir. de), « Brouillons pour l'avenir. Contributions au débat sur les alternatives », *LesNouveaux Cahiers de l'IUED,* Genève, no 14, PUF, Paris, 2003, p. 147.

(14) Serge Latouche, En finir, une fois pour toutes, avec le développement, *Le Monde diplomatique,* mai 2001. Un oxymoron est la juxtaposition de deux termes contradictoires.

(15) Cornélius Castoriadis, *Le Monde morcelé. Les carrefours du labyrinthe 3,* Seuil, Paris, 1990, p. 193.

(16) Silence, *Objectif décroissance. Vers une société harmonieuse,* Parangon, Paris, 2003.

(17) Serge Latouche, « Il faut jeter le bébé plutôt que l'eau du bain », dans Christian Comeliau (sous la dir. de), *op. cit.,* p. 127.

(18) Serge Latouche, Pour une société de décroissance, *Le Monde diplomatique,* novembre 2003.

(19) Serge Latouche, *Justice sans limites. Le défi de l'éthique dans une économie mondialisée,* Fayard, Paris, 2003, p. 275.

(20) Serge Latouche, *ibid.,* p. 278.

(21) La valeur d'usage est l'utilité d'un bien ou d'un service, notion qualitative non mesurable et non réductible à une valeur d'échange monétaire. Cette dernière est le rapport dans lequel deux marchandises vont s'échanger entre elles par le biais de la monnaie. En soulignant cette distinction, on signifie le refus que tout soit marchandisé.

(22) *L'Economie économe. Le développement soutenable par la réduction du temps de travail,* L'Harmattan, Paris, 1997 ; *La Démence sénile du capital. Fragments d'économie,* Ed. du Passant, Bègles, 2e éd., 2004.

LE MONDE DIPLOMATIQUE | JUILLET 2004 | Pages 18 et 19
http://www.monde-diplomatique.fr/2004/07/HARRIBEY/11307

Les impasses de la croissance et de la décroissance infinies

Jean-Marie Harribey

***Mouvements, Société, Politique, Culture,* n° 32, mars 2004, p.113-119**

Les responsables politiques, les décideurs économiques et les observateurs quasi unanimes des media ont tous les yeux rivés sur les courbes de la croissance économique en croisant les doigts pour que, après trente années jugées calamiteuses, le monde puisse retrouver une croissance économique plus forte et surtout durable à la faveur de la révolution technique née de l'informatisation et de la communication. La « nouvelle économie » qu'ils avaient cru déceler dans la décennie 1990 a fait long feu, accompagnant dans sa chute la Bourse et ses promesses d'enrichissement mirifique, mais ils ont de nouveau bon espoir car les taux de croissance des derniers trimestres aux Etats-Unis les font rêver : 7 ou 8% en rythme annuel. Exprimant sans doute le sentiment général, Jacques Attali n'hésite pas à se poser en nouveau prophète au seuil de l'année 2004 : « Un agenda de croissance fabuleux »[1]. Seuls « des aléas non économiques, par exemple une résurgence du SRAS » seraient susceptibles d'y faire obstacle.

La fuite en avant suicidaire

On ne peut que rester confondu devant tant d'aveuglement. Oubliées les contraintes énergétiques qui se renforceront au fur et à mesure que les ressources d'origine fossile s'épuiseront avant qu'on ait mis en oeuvre des programmes axés sur les énergies renouvelables. Oubliée la raréfaction d'un grand nombre d'autres ressources naturelles ou bien leur dégradation comme celle qui atteint l'eau, l'air, les sols, etc. Oubliées les émissions de gaz à effet de serre qui condamnent au réchauffement climatique, à la modification du régime des pluies dans le monde et à l'élévation du niveau des océans noyant des régions entières aujourd'hui mises en culture, surtout dans les pays pauvres. Pour tous les idéologues de la croissance atteints de cécité, l'écologie, c'est-à-dire la prise en compte des relations de l'homme et de la nature, n'existe pas : l'activité économique s'effectue *in abstracto*, en dehors de la biosphère.

L'éviction du réel physique du champ de vision dominant se double d'une éviction du réel social. Tous ceux qui se perdent en incantations à la croissance veulent ignorer les profondes mutations que le capitalisme a connues depuis plus d'un quart de siècle. Pour sortir de la crise de rentabilité qu'il avait subie à la fin des années 1960 et au début des années 1970, le capitalisme a pris le tournant néo-libéral sous le régime duquel nous vivons maintenant. Cela lui a permis de rétablir ses profits mais d'une manière particulièrement violente : en imposant aux salariés du monde entier chômage, précarité, austérité, restrictions des droits, et en récusant toute régulation politique qui permettrait d'atténuer les chocs. Ce faisant, il bute sur ses propres contradictions : la croissance économique est anémique dans la plupart des pays développés et les remèdes administrés sont défaillants. Les causes de la crise du capitalisme et de son modèle de développement ne sont pas dépassées parce qu'il est enfermé dans une triple impasse : financière car les exigences accrues des rentiers pèsent sur les décisions d'investissement en élevant le seuil à partir duquel celui-ci est envisagé, sociale car le modèle libéral du moins-disant social se révèle pervers et écologique car le productivisme atteint ses limites.

Nous ne sommes donc pas seulement en présence d'une simple crise économique, classique dans l'histoire du capitalisme, mais d'une crise systémique globale, mettant en cause les conditions de reproduction de la société, tant dans ses aspects matériels que culturels, et, plus généralement encore, menaçant les conditions de reproduction de la vie. Cette crise atteint, par voie de conséquence, les représentations dominantes, celles-là mêmes qui assuraient que le progrès humain serait nécessairement au bout du progrès matériel, au bout du développement économique que ce progrès matériel engendrait. Or, aujourd'hui le développement est en crise parce que le processus d'accumulation de richesses soumis au règne du profit entre en contradiction avec l'ensemble des procédures de régulation des rapports sociaux et des rapports entre l'homme et la nature qui permettraient à la vie en société d'être « soutenable », c'est-à-dire, tout simplement, supportable ou vivable.[2]

Dans ce contexte est né un engouement extraordinaire pour le mot d'ordre de « développement durable » ou « soutenable » depuis que l'ONU et, à sa suite, tous les gouvernements, chefs d'entreprises multinationales, ONG, économistes bien intentionnés, etc., en ont popularisé le concept : assurer le bien-être des générations présentes sans compromettre celui des générations futures. Qui ne peut souscrire à un tel programme ? Mais celui-ci est entaché d'un vice fondamental : la poursuite d'une croissance éternelle est supposée être compatible avec le maintien des équilibres naturels et la résolution des problèmes sociaux. « Aujourd'hui, ce dont nous avons besoin, c'est une nouvelle ère de croissance, une croissance vigoureuse et, en même temps, socialement et environnementalement soutenable »[3], déclarait le rapport Brundtland en 1987. Ce postulat est fondé sur deux affirmations très incertaines.

La première est d'ordre écologique : la croissance pourrait se poursuivre parce que l'intensité en ressources naturelles requise par la production diminue avec le progrès technique. Autrement dit, on pourrait produire toujours davantage avec moins de matières premières et d'énergie. Or, les faits sont têtus : la baisse de l'intensité en ressources naturelles est indéniable mais elle est malheureusement plus que compensée par l'augmentation générale de la production, et, ainsi, la ponction sur les ressources et la pollution continuent d'augmenter, comme le reconnaît le rapport du Programme des Nations Unies pour le Développement : « Partout dans le monde, les processus de production sont devenus plus économes en énergie depuis quelques années. Cependant, vu l'augmentation des volumes produits, ces progrès sont nettement insuffisants pour réduire les émissions de dioxyde de carbone à l'échelle mondiale. »[4]

La deuxième affirmation frappée d'incertitude est d'ordre social : la croissance économique serait seule capable de réduire la pauvreté et les inégalités et de renforcer les cohésions sociales. Or tout porte à croire le contraire car la croissance capitaliste est nécessairement inégale, destructrice autant que créatrice, se nourrissant des inégalités pour susciter sans cesse des frustrations et des besoins nouveaux. De plus, depuis quarante ans, alors que globalement le monde a connu un accroissement considérable de la richesse produite, les inégalités ont explosé : l'écart entre les 20% les plus pauvres et les 20% les plus riches est passé de 1 à 30 à 1 à 80. L'approfondissement des écarts, aussi bien entre les pays riches et les pays pauvres qu'au sein même des pays riches, n'est pas étonnant : le passage à un régime d'accumulation financière provoque un profond chamboulement des mécanismes de répartition de la valeur produite puisque l'élévation des exigences de rémunération des classes capitalistes, notamment par le biais de la hausse des dividendes, condamne la part de la valeur ajoutée attribuée aux salariés à décroître, tant sous forme de salaires directs que de prestations sociales.

La faille principale des promoteurs officiels du concept de développement durable est leur incapacité à penser l'avenir en dehors du paradigme de la croissance économique éternelle.

En dépit des dégâts sociaux et écologiques, le développement durable que presque personne ne veut dissocier de la croissance fonctionne comme une drogue dure. Lorsque la croissance est forte, l'illusion est entretenue qu'elle peut résoudre les problèmes – qu'elle a pour la plupart fait naître – et qu'ainsi, plus grande est la dose, mieux le corps social s'en portera. Lorsqu'elle est faible, le manque apparaît et est d'autant plus douloureux qu'aucune désintoxication n'a été prévue.

Aussi l'*anémie* actuelle de la croissance ne doit-elle pas dissimuler l'*anomie* grandissante dans les sociétés minées par le capitalisme libéral. Celui-ci est incapable d'indiquer un sens à la vie en société autre que celui du consumérisme, du gaspillage, de l'accaparement des ressources naturelles et des revenus issus de l'activité économique et en fin de compte des inégalités. La drogue de la croissance est le nouvel opium des peuples dont les repères culturels et les solidarités collectives sont brisés pour qu'ils sombrent dans le gouffre sans fond de la marchandisation. Le premier chapitre du *Capital* de Marx critiquant la marchandise était particulièrement prémonitoire[5].

L'impasse du recul qui ne dit pas son nom

Comment alors s'opposer à la dérive de plus en plus dangereuse d'un système dont la logique d'accumulation impose une fuite en avant proprement suicidaire ? Les propositions de « décroissance » et de « sortie du développement » séduisent aujourd'hui quelques acteurs et théoriciens[6] appartenant à la famille anti et/ou alter-mondialiste. Le développement est accusé d'être un « mot fétiche »[7] selon Gilbert Rist et le développement durable est récusé comme étant un « oxymoron »[8] selon Serge Latouche. Si l'on peut partager avec eux une grande part des critiques apportées à ce développement que nous avons connu jusqu'ici, leurs propositions ne sont guère recevables, à la fois pour des raisons théoriques et pratiques.

Trois raisons théoriques peuvent être invoquées. La première tient à la fragilité du concept d'Occident qui sert de soubassement à la critique anti-développementiste. Peut-on à la fois dénoncer l'Occident comme facteur de désintégration matérielle et culturelle des sociétés traditionnelles parce qu'il impose de force son développement et comme responsable du maintien d'une majorité de la population mondiale en dehors des fastes et des frasques du développement ? De plus, s'il est certain que l'Occident a imposé à tous les peuples de la terre une vision de l'avenir des sociétés qui ne pourrait passer que par le chemin qu'il a lui-même emprunté, on peut difficilement refuser toute idée de droits humains fondamentaux. Même si l'héritage des Lumières est encombré de mythes autour d'une certaine conception, souvent mécaniste, du progrès, il n'en reste pas moins une valeur essentielle que l'on doit tenir pour inaliénable : celle qui pose l'humain dans chaque être humain. Sans l'affirmation de cette valeur-là, la communauté humaine n'est pas possible et, au contraire, tous les pires excès jusqu'aux crimes contre l'humanité le deviennent. Donc, la critique de la domination occidentale est justifiée mais ne doit pas être confondue avec un relativisme culturel – qui paradoxalement serait érigé en absolu – car beaucoup de sociétés traditionnelles ont également connu des formes de domination exercée par des humains sur leurs semblables ou par les hommes sur les femmes. Réaffirmer le principe de droits universels ne signifie pas retourner à la croyance libérale en des droits naturels comme celui de la propriété privée. En effet, les droits universels sont une construction sociale qui résulte d'un projet politique d'émancipation permettant à un nouvel imaginaire de s'installer sans que celui-ci se réduise à « l'imaginaire universaliste des "droits naturels" » que critiquait Cornelius Castoriadis[9].

La deuxième raison théorique qui peut faire douter de la pertinence de la posture antidéeloppementiste est qu'elle attribue l'échec des stratégies du développement au supposé vice fondamental de tout développement et jamais aux rapports de forces sociaux qui, par exemple, empêchent les paysans d'avoir accès à la terre à cause des structures foncières. D'où l'éloge sans nuance de l'économie informelle en oubliant que cette dernière vit souvent sur les restes de l'économie officielle. Et d'où la définition de la sortie du développement comme une sortie de l'économie parce que celle-ci ne peut être différente de ce qu'elle est : une économie autre que celle qu'a construite le capitalisme ne peut exister. La rationalité de l'économie, au sens où l'on économise les efforts de l'homme au travail et les ressources naturelles utilisées pour produire, est mise sur le même plan que la rationalité de la rentabilité, c'est-à-dire du profit.

L'amélioration de la productivité, même celle qui aurait pour but de réduire l'effort de l'homme ou la ponction sur les ressources rares, est assimilée à du productivisme[10]. En bref, il nous est dit que la chose économique n'existe pas en dehors de l'imaginaire occidental qui la crée. Au prétexte que certaines cultures ne connaissent pas les mots « économie », « développement » dont l'usage nous est, à nous occidentaux, familier. Mais l'absence de mots équivaut-elle à l'absence d'une réalité matérielle, c'est-à-dire de la production des moyens d'existence ? La production est une catégorie anthropologique même si le cadre et les rapports dans lesquels elle est réalisée sont sociaux. Il résulte de cette confusion – qui revient à refaire du capitalisme une donnée universelle et non historique, rappelant curieusement le dogme libéral – une incapacité à penser simultanément la critique du productivisme et celle du capitalisme : seule la première est menée mais sans qu'elle soit rattachée à celle des rapports sociaux dominants. Vouloir donc « sortir de l'économie » [11] tout en prétendant réenchasser, « l'économique dans le social »[12] semble bien au moins aussi contradictoire que de faire la promotion d'un développement durable véritablement insoutenable parce qu'on n'en aurait pas changé ni les finalités ni le contenu.

La troisième raison d'ordre théorique de rejeter l'argumentation anti-développementiste relève de la logique la plus élémentaire. A la croissance économique élevée au rang d'objectif en soi par le capitalisme parce qu'il en a absolument besoin pour poursuivre son accumulation, les anti-développementistes opposent la décroissance, elle-même érigée en objectif en soi[13]. Mais il s'agit de deux sophismes miroirs l'un de l'autre : la croissance veut fait faire tendre la production vers l'infini et la décroissance ne peut que la faire tendre vers zéro. Le principal théoricien en France de la décroissance, S. Latouche, semble d'ailleurs en être conscient puisqu'il écrit : « Le mot d'ordre de décroissance a surtout pour objet de marquer fortement l'abandon de l'objectif insensé de la croissance pour la croissance, objectif dont le moteur n'est autre que la recherche effrénée du profit pour les détenteurs du capital.

Bien évidemment, il ne vise pas au renversement caricatural qui consisterait à prôner la décroissance pour la décroissance. En particulier, la décroissance n'est pas la "croissance négative ", expression antinomique et absurde qui traduit bien la domination de l'imaginaire de la croissance. »[14] Or, si les mots ont encore un sens, dire que la décroissance n'est pas la diminution de la production est une tromperie. S. Latouche tente de sortir de ce piège en disant vouloir « sortir de l'économie de croissance et entrer dans une "société de décroissance" ». Cela signifie-t-il que la production continuerait de croître et que ce ne serait donc point de la décroissance ? Ou bien qu'elle serait maîtrisée, auquel cas le désaccord s'estomperait ? D'ailleurs, S. Latouche finit par convenir que ce mot d'ordre de décroissance pour tous les habitants de la terre est inadéquat : « En ce qui concerne les sociétés du Sud, cet objectif n'est pas vraiment à l'ordre du jour : même si elles sont traversées par l'idéologie de la croissance, ce ne sont pas vraiment pour la plupart des "sociétés de croissance". »[15] Mais

subsiste une terrible ambiguïté : les populations pauvres peuvent-elles accroître leur production, ou bien les sociétés de « non croissance » qui sont pauvres doivent-elles le rester ?

Toutes ces considérations théoriques nous mènent à d'autres plus pratiques mais non moins importantes. Tellement importantes qu'elles suffiraient à elles seules à rejeter les thèses précédentes. Le mot d'ordre de décroissance immédiate pour sortir du développement a le tort de mettre sur le même plan les six milliards d'êtres humains, en oubliant les innombrables inégalités qui existent aujourd'hui et les immenses besoins sociaux qui restent à satisfaire. Il faut réaffirmer avec force que les populations pauvres ont droit à un temps de croissance.

L'opinion renvoyant l'extrême pauvreté à une simple projection des valeurs occidentales ou à un pur registre imaginaire est irrecevable[16]. Il faudra bâtir des écoles pour supprimer l'analphabétisme et des centres de soins pour permettre à toutes les populations de se soigner et il faudra créer des réseaux pour amener l'eau potable partout et pour tous. Et tout cela représente de la production supplémentaire, c'est-à-dire de la croissance économique pendant au moins un certain temps. Dans l'état de dénuement d'une grande partie de la population mondiale, il est faux d'opposer la qualité du bien-être à la quantité de biens disponibles.[17] Il est donc parfaitement légitime de choisir de continuer à appeler *développement* la possibilité pour tous les habitants de la terre d'accéder à l'eau potable, à une alimentation équilibrée, aux soins et à l'éducation. Par ailleurs, les dégâts, en termes de dégradations et de pollution, occasionnés par le développement capitaliste sont tels qu'ils nécessiteront des activités de réparation très importantes qui constitueront une occasion de croissance du PIB, sans qu'elle puisse être considérée comme une amélioration du bien-être par rapport à la situation d'avant les dégâts, mais sans laquelle la diminution du bien-être serait indiscutable.

Sortir de la contradiction

A la racine des discussions évoquées ci-dessus figure une controverse entre ceux qui pensent qu'une différence existe entre croissance et développement et ceux qui voient dans les deux phénomènes une même logique d'extension perpétuelle conduisant à l'impasse. La difficulté provient du fait que la seconde position est assez simple à repérer puisqu'on la retrouve chez les partisans de la décroissance qui sont en même temps antidéveloppementistes, alors que la première position est revendiquée tant par des économistes libéraux que par des économistes anti-libéraux. Les libéraux, notamment ceux qui officient dans les institutions financières internationales comme la Banque mondiale ou le Fonds monétaire international, affirment poursuivre des objectifs qualitatifs ne se réduisant pas à la croissance matérielle, surtout depuis que les plans d'ajustement structurel ont provoqué les dégâts que l'on sait. Mais cette distinction entre croissance (quantitative) et développement (qualitatif) est une imposture dans la problématique libérale dès lors que la croissance est considérée comme éternellement nécessaire et possible pour devenir une condition nécessaire et suffisante du développement. Les économistes anti-libéraux, issus du marxisme, du structuralisme ou du tiers-mondisme des années 1960-70, qui revendiquent eux aussi la distinction entre croissance et développement, ont beaucoup de mal alors à faire valoir qu'il est possible de la fonder puisqu'apparaissent aujourd'hui les dégâts sociaux et écologiques d'un mode de développement qui semble indissociablement lié à la croissance. Les adversaires de tout développement ont ainsi beau jeu de récuser croissance et développement en niant toute possibilité de les distinguer, de les dissocier, *aujourd'hui comme demain*.

Comment sortir de cette contradiction ? Premièrement, en reconnaissant qu'effectivement le capitalisme nous oblige à considérer de fait la croissance et le développement comme une identité, c'est-à-dire à voir dans la première une condition nécessaire et suffisante, en tout temps et en tout lieu, du second, l'amélioration du bien-être humain ne pouvant passer que par l'accroissement de la quantité de marchandises. Deuxièmement, en travaillant à fonder pour l'avenir – car aujourd'hui elle n'existe pas vraiment – une distinction radicale entre les deux concepts de croissance et de développement : l'amélioration du bien-être et l'épanouissement des potentialités humaines se réalisant hors du sentier de la croissance infinie des quantités produites et consommées, hors du sentier de la marchandise et de la valeur d'échange, mais sur celui de la valeur d'usage et de la qualité du tissu social qui peut naître autour d'elle.

Par rapport aux enjeux d'équilibres sociaux et écologiques planétaires, la voie la plus raisonnable à long terme pour les pays riches est donc celle d'une économie réorientée vers la qualité des produits et des services collectifs, d'une répartition primaire des revenus équitable, d'une baisse régulière du temps de travail au fur et mesure des gains de productivité, seule manière de promouvoir l'emploi en dehors de la croissance forte et d'inaugurer ainsi une ère de croissance consciemment ralentie préparatoire à un recul des productions inutiles ou dangereuses. Le mot d'ordre de décroissance, indistinctement pour tous les peuples ou pour tout type de production, est donc injuste et inefficace. D'abord parce que le capitalisme nous impose actuellement une certaine décroissance, surtout celle des biens et services dont nous aurions socialement le plus besoin : transports collectifs, santé, éducation, aide aux personnes âgées, etc. Ensuite parce que toute production n'est pas forcément polluante ou dégradante. Il ne faut pas se laisser abuser par l'augmentation du PIB qui, parce qu'elle est évaluée monétairement, enregistre la croissance des activités de services dont la pression sur les écosystèmes n'est pas comparable à celle des secteurs industriels et agricoles. La nature de la croissance importe donc au moins autant que son ampleur. Les politiques macro-économiques doivent à l'avenir se fixer pour but d'organiser l'utilisation planétaire des ressources de telle sorte que les pays pauvres puissent enclencher la croissance nécessaire à la satisfaction de leurs besoins essentiels et que les plus riches deviennent économes. Au sein de ces derniers, il convient de penser les politiques de court terme en fonction des transitions à assurer : le décrochage progressif de la croissance et du développement. Cela passe non pas par une décroissance aveugle inacceptable pour une majorité de citoyens aujourd'hui mais par une décélération ciblée et progressive permettant d'enclencher les transitions au sein des processus productifs et aussi dans les têtes. En sachant que toute remise en cause du modèle de développement actuel n'est réaliste qu'à condition de remettre en cause simultanément les rapports sociaux capitalistes qui en sont le support.[18]

Continuer à appeler *développement* l'évolution d'une société qui utiliserait ses gains de productivité non pour accroître indéfiniment une production génératrice de pollutions, de dégradations de l'environnement, d'insatisfactions, de désirs refoulés, d'inégalités et d'injustices, mais pour diminuer le travail de tous en partageant plus équitablement les revenus de l'activité, ne constitue pas un retour en arrière par rapport à la critique du développement actuel. Réfléchir à l'utilisation différente des gains de productivité ne condamne pas plus à rester à l'intérieur du paradigme utilitariste. A partir du moment où l'on admet que l'humanité ne reviendra pas à l'avant-développement et que, de ce fait, les gains de productivité existent et existeront, leur utilisation différente doit être pensée et rendue compatible avec la reproduction des systèmes vivants. On peut faire l'hypothèse que la baisse du temps de travail peut contribuer à débarrasser notre imaginaire du fantasme de l'avoir pour mieux être et que l'extension des services collectifs, de la protection sociale et de la culture soustraits à l'appétit du capital est source d'une richesse incommensurable avec celle qui provient de la marchandisation du monde. C'est la raison pour laquelle on peut espérer qu'au

sein du mouvement social qui lutte contre la mondialisation capitaliste les faux débats seront évités pour construire des convergences et aller vers une société économe et solidaire.

1 . J. Attali, « Un agenda de croissance fabuleux », *Le Monde*, « 2004, l'année du rebond », 4 et 5 janvier 2004, Propos recueillis par S. Capel et L. Greilsamer.

2 . Voir J.M. Harribey, *L'économie économe, Le développement soutenable par la réduction du temps de travail*, Paris, L'Harmattan, 1997 ; et *Le développement soutenable*, Paris, Economica, 1998.

3 . Rapport Brundtland, *Notre avenir à tous*, Montréal, Ed. du Fleuve, 1987, p. XXIII.

4 . PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain 2002*, Bruxelles, De Boeck, 2002, p. 28.

5 . K. Marx, *Le Capital, Livre I*, 1867, Paris, Gallimard, La Pléiade, tome 1, 1965.

6 . La plupart des auteurs de ce courant se réfèrent à N. Georgescu-Roegen, *La décroissance : Entropie-Ecologie-Economie*, 2° éd. fr., Paris, Sang de la terre, 1995. Voir S. Latouche, *L'occidentalisation du monde, Essai sur la signification, la portée et les limites de l'uniformisation planétaire*, Paris, La Découverte, 1989 ; « Développement durable : un concept alibi, Main invisible et mainmise sur la nature », *Revue Tiers Monde*, tome XXXV, n° 137, janvier-mars 1994, p. 77-94 ; « Les mirages de l'occidentalisation du monde : En finir, une fois pour toutes, avec le développement », *Le Monde diplomatique*, mai 2001 ; G. Rist, *Le développement, Histoire d'une croyance occidentale*, Paris, Presses de Sciences Politiques, 1996, 2e éd. 2001 ; *L'Ecologiste*, « Défaire le développement, refaire le monde », n° 6, hiver 2001 ; *Silence*, « La décroissance », n° 280, février 2002.

7 . G. Rist, « Le "développement" : la violence symbolique d'une croyance », *in* C. Comeliau (sous la dir. de), « Brouillons pour l'avenir, Contributions au débat sur les alternatives », *Les Nouveaux Cahiers de l'IUED*, n° 14, Paris, PUF, 2003, p. 147.

8 . S. Latouche, « Le développement durable, c'est impossible », propos recueillis par F. Nicolino ,*Terre Sauvage*, novembre 2002.

9 . C. Castoriadis, *Le monde morcelé, Les carrefours du labyrinthe 3*, Paris, Seuil, 1990, p. 193.

10 . La productivité du travail est le rapport de la production et de la quantité de travail nécessaire. L'accroissement de la productivité n'est pas nécessairement synonyme de productivisme s'il est utilisé pour réduire le temps de travail de chacun. Il ne dérive vers le productivisme que s'il est utilisé pour accroître indéfiniment la production et donc le niveau de vie matériel, sans RTT ou très peu. Dans ce cas, il est obtenu le plus souvent par une intensification du travail qui aggrave les conditions de celui-ci et il occasionne une ponction croissante sur les ressources naturelles avec la pollution en prime. Mais ces conséquences ne découlent pas mécaniquement de la recherche de gains de productivité ; elles résultent d'un choix d'utiliser ces gains pour promouvoir une croissance économique illimitée. Voir J.M. Harribey, « La productivité à bon escient », *Politis*, n° 757, 26 juin 2003.

11 . S. Latouche, *Justice sans limites, Le défi de l'éthique dans une économie mondialisée*, Paris, Fayard, 2003, p. 275 ; voir aussi du même auteur *Décoloniser l'imaginaire, La pensée créative contre l'économie de l'absurde*, Paris, L'Aventurine, Parangon, 2003, p 168.

12 . S. Latouche, *Justice sans limites, op. cit.*, p. 278.

13 . Silence, *Objectif décroissance, Vers une société harmonieuse*, Paris, Ed. Parangon, 2003.

14 **.** S. Latouche, « Il faut jeter le bébé plutôt que l'eau du bain », *in* Comeliau C. (sous la dir. de), « Brouillons pour l'avenir, Contributions au débat sur les alternatives », *op. cit.*, p. 127.

15 . S. Latouche, « Pour une société de décroissance », *Le Monde diplomatique*, novembre 2003, note 11.

16 . S. Latouche répond ainsi à Christian Comeliau : « "Les maux du monde actuel, écrit Comeliau, sont dramatiques et nul n'est autorisé à les ignorer." Certes, mais ces maux, quels sont-ils ? Sont-ils les mêmes pour nous et pour le paysan africain, l'imam yéménite, le coolie chinois ou le guerrier papou ? Là où nous décodons "pauvreté matérielle" à partir de notre grille de lecture économique, le second

verra la marque indubitable de la sorcellerie, le troisième le triste spectacle de l'impureté rituelle, le quatrième un dérèglement du ciel et le cinquième un problème avec les ancêtres décédés. [S. Latouche, « Il faut jeter le bébé plutôt que l'eau du bain », *in* C. Comeliau (sous la dir. de), « Brouillons pour l'avenir, Contributions au débat sur les alternatives », *op. cit.*, p. 131].

17 . Pour un approfondissement, voir le livre à paraître en 2004 sous l'égide d'ATTAC : *Le développement a-t-il un avenir ? Pourune société solidaire et économe*.

18 . Voir J.M. Harribey, *La démence sénile du capital, Fragments d'économie critique*, Bègles, Ed. du Passant, 2002, 2e éd. 2004.

ENTREVUE AVEC JEAN-MARIE HARRIBEY

« Déconnecter développement et croissance économique »

À l’occasion de la semaine du développement durable, expertise d’un concept controversé.

Chaque année depuis trois ans, le ministère français de l’Écologie organise une semaine du développement durable. Jean-Marie Harribey, enseignant et chercheur en sciences économiques à Bordeaux (1), explique les origines de ce concept, « né d’un bon sentiment, mais frappé d’une terrible faille ». Entretien.

Quelle est l’origine du terme de « développement durable » ?

Jean-Marie Harribey. En 1987, la commission chargée par l’ONU de réfléchir aux questions de développement, et présidée par Mme Brundtland, a remis un rapport du même nom proposant le concept de « sustainable development », traduit par développement soutenable ou durable. Cette définition prévoyait un développement permettant de répondre aux besoins du présent, sans compromettre la satisfaction des besoins des générations futures. Cela permettait de tenir compte de l’aspect social, pour l’équité intragénérationnelle, et de l’aspect écologique, pour l’équité intergénérationnelle.

Pourquoi, à l’époque, redéfinir la notion de développement ?

Jean-Marie Harribey. La nécessité de redéfinir le développement était imposée par la double dégradation, à l’échelle planétaire, d’une part sociale : la pauvreté ne diminue pas ; et d’autre part écologique : les ressources naturelles s’épuisent, les pollutions se généralisent, l’effet de serre se renforce. En 1992, plusieurs conventions ont été adoptées sur la déforestation, la biodiversité, et celle sur le climat qui a abouti au protocole de Kyoto en 1997.

Est-ce une nouveauté d’intégrer l’environnement à un concept de développement ?

Jean-Marie Harribey. Le concept de développement durable part d’un bon sentiment, mais il est frappé d’une faille terrible. Le rapport Brundtland précise que ses deux objectifs (social et écologique) doivent être atteints en perpétuant la croissance économique. C’est faire le pari que celle-ci est possible à l’infini, sur une planète aux contours finis. En réalité, le concept de développement durable renvoie à plusieurs conceptions de la soutenabilité. La « soutenabilité faible » suppose qu’il sera toujours possible de substituer du capital fabriqué aux ressources épuisées. En face, la conception de la « soutenabilité forte » pose au contraire que le progrès technique ne fournira pas toujours des ressources de substitution. Ces deux conceptions sont incompatibles. La première domine et prône une gestion de l’écologie confiée au marché. C’est la raison pour laquelle, par exemple, le protocole de Kyoto a mis en place un marché de permis d’émission de gaz à effet de serre, censé réguler cette pollution.

À l’époque de son élaboration, le développement - durable se voulait-il une - rupture, un dépassement ou un arrangement avec le - capitalisme ?

Jean-Marie Harribey. Dans l’esprit des institutions internationales, des gouvernements et des grandes firmes, il ne s’agit aucunement de rupture. C’est pour cela que certains ont qualifié ce concept d’alibi, visant à dissimuler l’incapacité du capitalisme à répondre réellement aux besoins, à ne répondre qu’aux besoins solvables et à dissimuler l’impossibilité de cette croissance infinie indispensable au capitalisme.

Aujourd'hui, nombreux sont ceux qui, malgré des intérêts divergents, se réfugient derrière cette idée. Est-ce dû à une lacune du concept ?

Jean-Marie Harribey. Le paradoxe de ce concept est que presque tout le monde l'a fait sien. Or ses conceptions sous-jacentes sont antagonistes, car on ne peut concevoir une croissance économique éternelle. Cela ne signifie pas pour autant, comme le croient certains radicaux, qu'il faille s'avancer vers une décroissance uniforme selon les productions et selon les pays. C'est aussi absurde qu'une croissance infinie. Si l'on veut redéfinir le développement, il faut permettre aux populations les plus pauvres un temps de croissance économique afin de répondre à leurs besoins les plus pressants. Mais, comme plus de production et de consommation ne signifie pas nécessairement un mieux-être, dès lors qu'un certain nombre de besoins sont satisfaits, la déconnexion entre développement et croissance peut être tentée. Cela implique de privilégier l'élargissement de la sphère non marchande, au bénéfice des services qui font la qualité de la vie. On se heurte ici à l'incompatibilité d'un développement humain authentique avec la recherche de la rentabilité maximale, objectif du capitalisme.



Entretien réalisé par Vincent Defait

(1) Jean-Marie Harribey, coordonnateur du livre d'ATTAC, Le développement a-t-il un avenir ? Pour une société solidaire et économe, Mille et Une Nuits, 2004

Décroissance ou développement durable ?

Deux camps s'opposent sur les réponses à apporter aux problèmes environnementaux et aux besoins de la population.

Les événements climatiques extrêmes se multiplient, les déchets s'amoncellent, les nappes phréatiques s'épuisent ou sont polluées, le pétrole va devenir rare et son contrôle fait l'objet de conflits de plus en plus violents, que ce soit en Irak ou en Tchétchénie. Dans le même temps, la capacité du système économique à répondre aux besoins sociaux est de plus en plus contestée. Les inégalités mondiales se creusent et si une partie de l'Asie est en train de sortir du sous-développement, c'est en adoptant un mode de vie dévoreur de ressources non renouvelables. Bref, et chacun (ou presque) en convient désormais : on va dans le mur et il faut changer de mode de développement. Et pas dans un siècle, dès les prochaines années. Mais comment faire ? Un débat de plus en plus vif oppose les partisans d'une « décroissance soutenable », organisant le recul de l'économie monétaire, aux tenants d'un « développement durable » permettant de concilier croissance et écologie.

Sur la gravité de la situation, il n'y a pas de désaccord majeur entre les tenants du développement durable et les partisans de la décroissance. Ernst Ulrich von Weizsäcker, Amory et Hunter Lovins, tenants du développement durable, reprennent à leur compte, dans leur rapport « Facteur 4 », les très sombres prévisions établies par les Meadows dans leur célèbre rapport de 1972 au Club de Rome sur « les limites de la croissance ». Ils envisagent notamment le risque d'un effondrement brutal des productions agricole et industrielle et de la population mondiale dans les prochaines décennies. Quant à Lester Brown, autre tenant du développement durable, il consacre, dans *Eco-économie*, des pages aux *« signes de la tension »* qui ne rassurent pas davantage sur l'avenir. Il n'y a pas non plus de divergence sur la nécessité d'une décroissance très rapide de la consommation de matières premières et d'énergie, en particulier, bien sûr, des énergies fossiles.

L'éco-efficience au secours de la croissance

En revanche, les avis s'opposent sur le moyen d'y parvenir. Les tenants de l'éco-économie mettent en évidence les nombreux moyens techniques déjà connus pour consommer beaucoup moins de matières premières et d'énergie tout en produisant autant de biens et de services (à travers le recyclage et une autre conception des produits). C'est le fameux « facteur 4 » d'Ernst Ulrich von Weizsäcker : on peut produire autant avec quatre fois moins d'énergie et de matières premières. D'autres, plus ambitieux encore, parlent de facteur 10.

Sans être des ennemis du marché, les tenants de l'éco-économie ne croient pas que les mécanismes marchands sont susceptibles de rétablir seuls les équilibres écologiques. Ils misent sur des politiques publiques très actives et sur une refonte des systèmes fiscaux en fonction de priorités écologiques. De plus, ils soulignent qu'il va falloir changer en un temps record l'essentiel de nos infrastructures : remodeler l'urbanisme, changer d'habitat, reconfigurer les moyens de production dans la plupart des industries, etc. Cet énorme effort d'investissement est générateur de croissance et, à la fois, nécessite de la croissance pour être mis en œuvre : la croissance faible des vingt dernières années en Europe a plus freiné la transformation écologique des modes de production et de consommation qu'elle ne l'a accélérée.

Attention à l'effet rebond

Les tenants de la décroissance ne croient pas du tout à un tel scénario. Ils mettent en particulier en avant ce qu'on appelle l'effet rebond : à chaque fois qu'on a réussi à économiser telle ou telle matière première pour produire un bien ou un service, l'effet de ce gain d'éco-efficience (1) a été plus que compensé par un accroissement encore plus important des quantités produites. Exemple avec le développement des technologies de l'information et de la communication : elles devaient permettre de limiter la consommation de papier. Or, c'est l'inverse qui est constaté : du fait de ces technologies, jamais autant de choses n'ont été imprimées. Les tenants de cette analyse soulignent également l'impossibilité d'un recyclage intégral des matières premières : pour eux, le développement durable ne fait que retarder les échéances.

Le cœur de leur critique ne se fonde cependant pas sur ces difficultés bien réelles. Plus fondamentalement, ils reprennent le discours de ceux qui, avec Ivan Illich ou Jacques Ellul, critiquaient radicalement la société de consommation dans les années 60 et 70. *« Ce n'est pas d'abord pour éviter les effets secondaires d'une chose qui serait bonne en soi qu'il nous faut renoncer à notre mode de vie – comme si nous avions à arbitrer entre le plaisir d'un mets exquis et les risques afférents. Non, c'est que le mets est intrinsèquement mauvais, et que nous serions bien plus heureux à nous détourner de lui. Vivre autrement pour vivre mieux »*, disait Ivan Illich (2).

Que l'argent ne fasse pas le bonheur et que le produit intérieur brut (PIB) par habitant mesure très mal le bien-être, cela fait aujourd'hui l'objet d'un large consensus parmi ceux qui critiquent la société actuelle. Y compris chez ceux qui sont favorables au développement durable, comme Ernst Ulrich von Weizsäcker, Amory et Hunter Lovins, qui consacrent tout un chapitre de leur livre à cette importante question (3). Mais, entre relativiser le PIB comme seule mesure du bien-être et prôner sa diminution, il y a un pas qu'il vaut sans doute mieux ne pas franchir.

Des arguments qui ne sont pas tous bons

Les partisans de la décroissance assimilent la croissance de l'économie au seul développement des relations marchandes, agitant le spectre d'une marchandisation du monde. Si c'était le cas, ils auraient raison de vouloir faire reculer le PIB, mais ce n'est pas ce qui est observé : dans tous les pays développés, et cela malgré les discours et les efforts incessants des libéraux, la part de l'économie qui échappe à une logique purement marchande, via les prélèvements obligatoires, ne cesse d'augmenter. La croissance de l'économie monétaire n'est pas synonyme d'extension des rapports marchands : elle se traduit également par la mise en œuvre de mécanismes de solidarité non marchands et par la mutualisation de nombreux services.

Les habitants des bidonvilles du Sud connaissent actuellement la marchandisation du monde : tout s'y achète et tout s'y vend (y compris souvent la justice et la police). Ce qui leur manque, et ce que la croissance peut et surtout doit leur apporter, ce sont des services non marchands comme des systèmes de santé, d'éducation, d'assainissement… Si on s'engageait sur la voie de la décroissance au Nord, il y a de fortes chances en revanche que ce soit cette partie mutualisée et non marchande de l'économie monétaire qui en fasse les frais la première. Les vingt dernières années de croissance faible en France et en Europe plaident plutôt en ce sens.

De plus, pour résoudre les problèmes environnementaux, il n'y a guère d'autre solution que d'accroître le coût de nombreuses consommations (l'air, l'eau, le pétrole, les minerais, etc.), dont les prix actuels ne reflètent pas les dégâts causés sur l'environnement. Pour mettre fin à cette sous-tarification, cause de nombreux gaspillages, il ne s'agit pas de marchandiser encore plus le monde, mais d'imposer des taxes supplémentaires qui reflètent les coûts

supportés par la collectivité. Cette indispensable extension de la sphère de l'économie monétaire est elle aussi porteuse d'une croissance de son volume.

Les tenants de la décroissance dénoncent enfin les gaspillages qui caractérisent nos modes de vie par rapport à ce qui serait indispensable pour assurer nos besoins de base, se nourrir, se vêtir, se chauffer… Ils pointent notamment la mode des marques et les dépenses publicitaires qui la nourrissent. Mesurés à l'aune de nos stricts besoins physiques, le gaspillage ne fait aucun doute. Comme les profits qu'en tirent quelques multinationales.

Ceci dit, le capitalisme n'a pas inventé cette forte propension des hommes et des femmes à dépenser beaucoup de temps et d'argent pour des consommations « irrationnelles ». Les plus beaux monuments que nos ancêtres ont laissés sont le plus souvent des palais, des temples ou des cathédrales, alors même que la satisfaction de leurs besoins primaires était à l'époque bien moins évidente encore qu'aujourd'hui. Il n'empêche, ils réservaient à ces constructions de prestige la meilleure part des richesses qu'ils produisaient.

Les formes de consommation irrationnelles d'aujourd'hui ont perdu tout substrat religieux. Mais leur fonction psychologique de réassurance individuelle et d'affirmation de soi vis-à-vis des autres est-elle si différente d'hier ? En disant cela, il ne s'agit pas de minimiser l'impact négatif, notamment écologique, des achats compulsifs et des multiples produits jetés sans être véritablement usés. Ni de dédouaner les pouvoirs publics de leur responsabilité dans la lutte contre ces comportements, et surtout contre les offres qui les suscitent, avec notamment les effets que l'on connaît en termes de santé publique. Mais il faut souligner la difficulté d'infléchir ces habitudes dans un cadre qui respecte les libertés individuelles. De tels comportements ne tiennent en effet pas simplement à la capacité d'intoxication de la publicité.

La question centrale de la démocratie

Que peut-on faire dans un cadre démocratique ? Cette question est centrale dans le débat qui oppose les tenants du développement durable aux partisans de la décroissance. Un des risques que nous courons au XXIe siècle, c'est qu'on nous refasse, au nom de l'urgence écologique, le coup qu'on nous a fait au XXe siècle au nom de l'injustice sociale : une avant-garde autoproclamée s'arrogeant, au prétexte d'une prescience infaillible de l'avenir, la mission de faire le bonheur du peuple malgré lui et d'accoucher aux forceps d'un « homme nouveau ».

C'est notamment parce qu'ils ne croient pas possible de « vendre » démocratiquement aux habitants du Nord une baisse de leurs biens et de leurs services que les tenants du développement durable cherchent les moyens de dissocier croissance et consommation de matières premières. Ils considèrent que, pour limiter les inégalités mondiales dans un cadre pacifique et démocratique, on ne peut se contenter de prendre aux habitants du Nord pour donner à ceux du Sud.

Les tenants de la décroissance, quant à eux, sont généralement conscients de la difficulté de faire adopter démocratiquement leur projet politique. Ils refusent cependant l'idée d'imposer la décroissance par la force et ont confiance dans leur capacité à convaincre leurs concitoyens de la choisir volontairement. Le monde idéal qu'ils décrivent dans le quiz « Etes-vous développement durable ou décroissance soutenable ? », qui clôt l'ouvrage Objectif décroissance publié par la revue Silence, n'incite toutefois guère à l'optimisme quant à leurs chances de succès : monsieur ou madame *« décroissance soutenable »* n'a pas de téléviseur et ne regarde donc pas *« certains soirs, les émissions intelligentes »*, il n'a pas non plus d'ordinateur personnel et de voiture, ne prend jamais l'avion et ne pratique pas le tourisme éthique, il n'achète pas de café, de thé ou de chocolat, même issus du commerce équitable et

labellisés Max Havelaar, et ne veut pas entendre parler de taxe Tobin ; il ne place pas son argent dans des fonds éthiques… Dur, dur !

Quoi qu’il en soit, et quel que soit le parti finalement choisi entre développement durable et décroissance soutenable, le temps presse : il faudra trouver les moyens de transformer profondément les modes de production et de consommation dans les années qui viennent.

Guillaume Duval

(1) Eco-efficience : capacité à augmenter la production de biens tout en diminuant la consommation de matières premières et d’énergie.

(2) Cité par Serge Latouche dans « Pour une société de décroissance », *Le Monde diplomatique,* novembre 2003.

(3) Voir aussi, sur ces questions, « Le Bip 40, un baromètre des inégalités et de la pauvreté », *Alternatives Economiques* n° 202, avril 2002 et « Développement et progrès social : quels indicateurs choisir ? », *Alternatives Economiques* n° 211, février 2003. Ainsi que le rapport de Patrick Viveret, *Reconsidérer la richesse,* éd. de l’Aube, 2003.

http://www.alternatives-economiques.fr/site/221_004.html

La "décroissance soutenable", une idée qui fait son chemin

Christian Weber

(paru dans Bâbord de Loire, No 36, février 2004)

Dans le numéro de juin 2003 de Bâbord nous insistions sur les impasses du développement tel qu'il est pratiqué, reposant sur une croissance continue. En se basant sur un indicateur explicite, l'empreinte écologique, il parait évident qu'un autre monde n'est pas seulement possible, mais qu’il est indispensable : si l'humanité entière se mettait à consommer sur le modèle des États-Unis il faudrait la surface de 4 ou 5 planètes pour soutenir un tel rythme de prédation. On se réjouit de voir une prise de conscience accrue de ces évidences, en particulier dans notre département du Loiret. Il se trouve que durant le dernier trimestre de 2003 une série de manifestations sur ces thèmes, décidées sans concertation particulière entre les différents organisateurs, ont rassemblé un public nombreux.

Il s'agit d'abord le 28 octobre 2003 de la conférence de Serge Latouche, ***« développement durable ou décroissance soutenable ? »***, organisée par les Amis du *Monde diplomatique* et Attac 45 à la fac de droit d'Orléans. Pour Serge Latouche une consommation écologique n'implique pas une réduction du niveau de vie mais une conception différente du niveau de vie : les biens relationnels prennent le pas sur les biens matériels. Pour lui, le développement durable est un oxymore (la juxtaposition de deux notions incompatibles). Il veut sortir d’une mondialisation placée sous le joug de l'économie. « Si l'on veut réfléchir et travailler à un après-développement moins désespérant, bricoler une post-modernité acceptable, et en particulier réintroduire le social et le politique dans le rapport d'échanges économiques, si l'on veut retrouver l'objectif du bien commun et de la bonne vie dans le commerce social, il faut donc en finir une fois pour toutes avec le développementisme, défaire le développement pour refaire le monde ».

Je place dans la même dynamique le débat au cinéma des Carmes à Orléans le 25 novembre 2003 qui a suivi la projection du film **«** ***Attention danger travail*** **»** avec son réalisateur Pierre Carles, en attendant d'aller voir son prochain film « Volem rien foutre al païs ». Le film est basé sur le témoignage de chômeurs heureux, et très actifs, qui « ne veulent plus perdre leur vie à la gagner » et qui refusent les boulots dégradants, humiliants que l'ANPE leur propose. On pourra écrire bientôt : que l’ANPE leur impose.

Troisième manifestation par ordre chronologique, le 29 novembre à Châteauneuf sur Loire : **«** ***Réconcilier l'homme et la nature*** **»**, conférence débat avec Pierre Rabhi, "paysan, humaniste, écrivain". Là encore il y avait plusieurs centaines de personnes pour écouter et dialoguer avec cet homme exceptionnel né dans une oasis algérienne, porté par l'islam et le christianisme, devenu paysan en Ardèche après avoir été ouvrier. Philosophe, il est convaincu que l'avenir du monde passe par la frugalité et la solidarité et il recommande lui aussi d'aller vers la décroissance. « Commençons par mettre l'homme et la nature au centre de tout et définissons, à partir de là, nos besoins essentiels pour une économie adaptée».

Dernier événement de l'année 2003 sur la même thématique : la réunion débat sur ***l'autosuffisance alimentaire*** organisée à Orléans la Source le 15 décembre par le CCFD, le relais local d'Agir ici et l'association Pour une économie solidaire. Le débat a montré que si la majorité des participants était prêts à revendiquer la souveraineté alimentaire pour les pays en développement, il n'était pas facile de mettre dans les esprits une remise en cause du libre-échange, ce qui paraît pourtant être la condition indispensable pour rendre possible l’autosuffisance alimentaire. Par contre les participants étaient convaincus que le changement de mentalité commençait ici, autour de nous, par la pratique d'une économie saine et solidaire.

Les systèmes d'échanges locaux (SEL) ont été cités en exemple, mais ils restent à créer et dans le Loiret.

Le refus de la croissance comme seul remède à la réduction des inégalités repose sur une perception de bon sens -- même Francis Mer reconnaît que la croissance n'est pas la panacée universelle maintenant que la France est proche d'une croissance zéro. Dans les faits cependant les choses ne sont pas si simples.

-1. Clairement la gauche, et beaucoup d'altermondialistes, ne sont pas prêts à reconnaître l'évidence. Il est vraiment difficile de dissocier la croissance du développement durable, et celui-ci fonctionne comme une drogue dure.

-2. « Sortir du développement », dénoncer le productivisme ne veut pas dire figer les disparités actuelles entre pays riches et pays pauvres. Bien au contraire il faut dénoncer la responsabilité du capitalisme en matière d'exploitation des hommes et de la nature et favoriser toutes les mesures qui permettent d'accroître le développement humain en termes d'éducation et de santé principalement, ainsi que de bien-être social. Comme le dit un éditorialiste de la revue *Silence*, « décroissance économique [est] croissance humaniste ».

-3. Il faut considérer des penseurs tels Ivan Illich, Serge Latouche ou Pierre Rabhi comme des prophètes qui ouvrent une voie qu'il nous appartient de faire nôtre. Le terme de vie frugale paraît éclairant : « vivre simplement pour que d'autres, simplement, puissent vivre » disait Gandhi. De ce point de vue le choix de vie présenté par un « écolibriste », Alain Degrigny, est éclairant.

Références.

Collectif, 2003. -- La peur de la décroissance, *Silence*, nº 302.

Latouche Serge, 1991. -- La planète des naufragés, essai sur l'après développement. La découverte, Paris.

Latouche Serge, 2001. -- Le développement est-il la solution... ou le problème ? Introduction au Nº spécial de *l'Ecologiste* "défaire le développement, refaire le monde", nº 6.

Latouche Serge, 2003. -- Décoloniser l'imaginaire, Ed. Parangon, Paris.

Latouche Serge et Passet René, 2003. -- Débat : décroissance ou développement durable ? *Politis*, 11 déc.

Poulenard Sylviane, 2003. -- Décroissance : chantiers ouverts. *Silence*, nº 297, juin.

Rabhi Pierre, interview, 2003. -- La décroissance, *Silence*, nº 280, réédition, octobre.

Rabhi Pierre, le grand entretien, 2002 -- Il faut aller vers la décroissance, *Terre sauvage*, juillet

Weber Christian, 2003. -- Un autre monde est indispensable. Le développement durable à la dérive. *Bâbord de Loire*, nº 34, juin.

Libéralisme économique et mondialisation
Critique d’une étude de l’Economic Freedom Network

lundi 15 mars 2004, par Martin Poirier

Cet article, paru en août 2001, se présente comme une analyse critique du rapport Economic Freedom of the World 2000 qui, préparé par des économistes ultra-libéraux, conclue que le libéralisme économique tel qu’ils le définissent est favorable à la croissance économique et au bien-être des populations.

Introduction

La présente recherche porte sur le rapport Economic Freedom of the World 2000, publié par l’Economic Freedom Network. Ce rapport, préparé par des économistes ultra-libéraux dont le récipiendaire du prix Nobel Milton Friedman, présente une méthodologie afin de calculer un indice établissant le niveau de libéralisme économique d’un pays. Cet indice est calculé pour 122 pays, puis comparé à des statistiques telles le produit intérieur brut (PIB) per capita ou l’espérance de vie. Les auteurs concluent que le libéralisme économique tel qu’ils le définissent est favorable à la croissance économique et au bien-être des populations.

On peut aborder la critique sous trois angles différents :

- 1) Le libéralisme économique a-t-il réellement un impact favorable sur le PIB per capita ?
- 2) Le PIB per capita est-il une mesure représentative du progrès économique ?
- 3) Le progrès économique amène-t-il nécessairement un mieux-être pour les populations ?

Le deuxième et le troisième niveaux de critique ne sont pas nouveaux. Plusieurs auteurs ont en effet déjà exposé les limites du PIB per capita pour représenter le progrès économique et le bien-être des populations. C’est d’ailleurs en raison des limites du PIB que le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) a développé son indice de développement humain (IDH). Parmi les biais que l’on peut reprocher au PIB, notons qu’il ne tient pas compte des externalités économiques (la pollution, par exemple), ni des disparités de revenus. Il prend également pour acquis que toute production économique a une valeur sociale.

Malgré les limites du PIB, nous nous en tiendrons tout d’abord au premier niveau de critique. Puisque l’objectif principal de cette recherche est de valider ou d’infirmer le bien-fondé des prescriptions ultra-libérales, les autres aspects de la critique seront moins pertinents s’il est établi que le libéralisme économique n’a pas d’impact positif sur le PIB per capita. La présente recherche tente donc de déterminer s’il existe réellement une relation forte entre le libéralisme économique et le PIB per capita d’une part, et d’autre part si cette relation peut être interprétée en faveur du libéralisme économique comme le prétendent les auteurs du rapport Economic Freedom of the World 2000. Il s’agira donc d’élaborer une hypothèse alternative pour expliquer autrement une éventuelle relation entre le PIB per capita et l’indice de libéralisme économique de l’Economic Freedom Network, puis de confronter empiriquement les deux hypothèses.

Précisions méthodologiques

Tout au long de cette recherche, nous avons utilisé le PIB à parité de pouvoir d’achat. Ce PIB est calculé en supposant une égalité des prix pour un même bien entre les différentes économies. Dans le calcul traditionnel du PIB, la production d’une même quantité de riz aura un impact six fois plus important au Japon qu’en Thaïlande si le prix du riz y est six fois plus élevé. Le PIB à parité de pouvoir d’achat permet de contourner ce problème et représente donc une meilleure mesure de l’activité économique. C’est également cette mesure qui est utilisée dans le rapport Economic Freedom of the World 2000.

Les données utilisées dans cette recherche proviennent du rapport Economic Freedom of the World 2000 et de L'État du monde. [1]

Analyse

Présentation de l'étude Economic Freedom of the World

L'étude Economic Freedom of the World 2000 est un immense chantier auquel ont collaboré 55 instituts de recherche ultra-libéraux membres de l'Economic Freedom Network, un réseau international voué à la liberté du commerce et à la défense de la propriété privée. Les membres nord-américains de l'Economic Freedom Network sont le Cato Institute (É.U.), le Fraser Institute (Can.) et le Centro de Investigaciones sobre la Libre Empresa (Mex.).

À l'initiative de Milton Friedman et avec sa collaboration, des économistes ont développé un indice afin d'évaluer objectivement la « liberté économique » des pays. Selon l'Economic Freedom Network, les trois piliers de la liberté économique sont la liberté individuelle, la protection de la propriété privée et la liberté des échanges commerciaux. L'indice de liberté économique (Economic Freedom Rating ou EFR) fait appel à 23 composantes regroupées dans sept sections différentes :

- 1) Importance du gouvernement dans l'économie
- 2) Utilisation du libre-marché
- 3) Politique monétaire et stabilité des prix
- 4) Liberté du marché des devises
- 5) Droit de propriété et respect des contrats
- 6) Échanges internationaux
- 7) Liberté des marchés financiers

Pour chacun de ces points, on considère que l'on s'approche de la liberté économique lorsque la prescription ultra-libérale est appliqué. Par exemple, dans le cas de la politique monétaire, le contrôle de l'inflation et de la masse monétaire permettent d'obtenir un résultat élevé. Pour ce qui est de l'utilisation du libre-marché, ce sont les privatisations et les déréglementations qui élèvent l'indice. Un chiffre de zéro à dix est attribué à chacune des sept sections, un score de dix représentant la situation idéale du point de vue de la doctrine ultra-libérale. Une moyenne pondérée des sept sections donne l'indice EFR final.

Les auteurs ont calculé l'EFR pour 122 pays en 1997. Ils ont ensuite regroupé ces pays en quintiles et comparé ces quintiles au produit intérieur brut (PIB) per capita, à la croissance économique, à l'espérance de vie, à la production céréalière par hectare et à l'inégalité des revenus. Ils concluent que le libéralisme économique est favorable à chacun de ces indicateurs. Selon nos propres calculs [2], il existe en effet une très forte relation entre l'EFR et le PIB per capita ; il faut toutefois déterminer le sens de cette relation.

Remarques préliminaires

Avant de présenter une hypothèse alternative pour expliquer la relation entre l'EFR et le PIB, il convient d'exposer certaines failles méthodologiques dans l'analyse de l'Economic Freedom Network.

En premier lieu, plusieurs des indices servant à calculer l'EFR incluent explicitement en eux-mêmes des mesures du progrès économique. Par exemple, pour le calcul du résultat de la section Utilisation du libre-marché, on considère la part des entreprises gouvernementales et des investissements gouvernementaux dans l'économie. Cela signifie qu'une forte hausse du PIB dans un pays fera chuter la part des entreprises gouvernementales et des investissements gouvernementaux dans ce pays, toute chose étant égale par ailleurs. Autrement dit, l'EFR s'améliorera automatiquement

suite à la hausse du PIB sans qu'il n'y ait eu de privatisations et on pourra croire que l'augmentation du PIB était due à l'amélioration de l'EFR.

Un autre exemple du même problème est l'importance du gouvernement dans l'économie, qui est calculée selon les deux composantes suivantes :

- 1) dépenses gouvernementales en pourcentage de la consommation totale (consommation des ménages plus dépenses gouvernementales)
- 2) transferts et subventions en pourcentage du produit national brut

On voit tout de suite qu'une augmentation de la consommation des ménages, qui ferait augmenter d'autant le PIB, aurait un impact positif (aux yeux des ultra-libéraux) sur l'importance du gouvernement dans l'économie, même si les dépenses gouvernementales étaient restées stables au cours de la période. De la même façon, une augmentation du PIB ferait diminuer la part des transferts et subventions gouvernementaux en pourcentage du produit national brut.

L'utilisation du produit intérieur brut (PIB) ou du produit national brut (PNB) pour le calcul d'un indice pose donc problème si on désire ensuite comparer cet indice au PIB ou au PNB. On peut contourner le piège en utilisant d'autres mesures qui ne font intervenir ni le PIB ni le PNB mais qui sont quand même une indication de ce que l'on veut mesurer. Pour la taille du gouvernement dans l'économie, par exemple, on pourrait utiliser le nombre d'employés de l'État par millier d'habitants ou en pourcentage du nombre de travailleurs dans l'ensemble de l'économie.

Les difficultés méthodologiques ne s'arrêtent pas là. D'autres composantes de l'indice font intervenir des mesures qui dépendent de l'économie d'un pays même si elles ne font pas intervenir directement le PIB ou le PNB. C'est le cas par exemple de deux des trois composantes de la section Politique monétaire et stabilité des prix :

- 1) écart-type du taux d'inflation annuel aux cours des cinq dernières années.
- 2) taux d'inflation au cours de la dernière année (ou de l'année la plus récente)

Ces mesures posent problème car les crises économiques majeures s'accompagnent fréquemment d'hyper-inflation. Ainsi, une inflation élevée ou des variations dans le taux d'inflation n'indiquent pas nécessairement que la banque centrale du pays a adopté une politique monétaire expansionniste ou laxiste, mais peut découler directement d'une crise économique. Ce problème est en substance le même que celui qui survient lorsqu'on utilise le PIB ou le PNB dans le calcul d'un indice.

Paradis fiscaux

Finalement, l'échantillon de pays inclut de nombreux paradis fiscaux, c'est-à-dire des pays qui adoptent une stratégie fiscale et financière très agressive afin d'attirer des entreprises et des capitaux étrangers. Il peut s'agir de petits pays comme le Luxembourg ou Singapour qui réduisent au minimum les impôts corporatifs et les taxes douanières, ou encore de pays plus grands qui se concentrent dans certains créneaux spécifiques comme la Suisse dans le secteur bancaire, les Pays-Bas dans les holdings ou l'Irlande comme première zone franche d'Europe.

Évidemment, des pays comme la France ou l'Allemagne ne peuvent adopter des stratégies fiscales similaires à celles du Luxembourg. Pour ce dernier pays d'un demimillion d'habitants, une baisse notable des impôts corporatifs peut être compensée par une hausse d'autres revenus gouvernementaux (frais d'enregistrement des corporations et taxes de vente notamment) suite à l'arrivée massive d'entreprises étrangères. Les mêmes politiques appliquées en France (60 millions d'habitants) entraîneraient rapidement une baisse drastique des revenus de l'État et de probables troubles sociaux.

De plus, à compter du moment où un pays adopte des mesures fiscales très libérales, l'imitation de ces mesures par d'autres pays n'entraînera pas de grands mouvements de sièges sociaux et de capitaux. Si l'Allemagne adoptait par exemple la même mesure favorable aux holdings que les Pays-Bas, pourquoi les holdings déjà enregistrés aux Pays-Bas iraient-ils s'établir en Allemagne ?

L’inclusion de paradis fiscaux dans l’échantillonnage et la comparaison de l’EFR des pays de cet échantillonnage avec le PIB per capita de ces pays biaise les résultats dans la mesure où il est parfaitement normal qu’un paradis fiscal obtienne un EFR et un PIB per capita plus élevé qu’un autre pays, toute chose étant égale par ailleurs. On observe ainsi que les deux premières place dans le palmarès de l’EFR reviennent à des paradis fiscaux (Hong-Kong et Singapour). De plus, six des vingt premières places, tant pour l’EFR que pour le PIB per capita, sont occupées par des paradis fiscaux.

Comme nous pouvons le voir, de nombreux problèmes méthodologiques, à savoir l’utilisation de composantes fortement corrélées a priori avec le PIB dans le calcul de l’EFR d’une part, et l’inclusion de paradis fiscaux dans l’échantillonnage d’autre part, viennent relativiser toute relation entre l’EFR et le PIB per capita,

Théorie alternative

Comme nous l’avons déjà dit, il existe tout de même une forte relation entre l’EFR et le PIB per capita qui ne peut être expliquée seulement par les faiblesses méthodologiques précitées. Toutefois, le sens de cette relation peut être inverse à celle que supposent les auteurs de l’étude. En effet, il est possible que le PIB détermine le niveau de libéralisme économique plutôt que l’inverse. Dans les deux cas, il y aurait une forte corrélation entre le PIB et l’EFR bien que le modèle théorique expliquant cette corrélation puisse être radicalement différent.

Le modèle alternatif est le suivant : la "liberté économique" telle qu’exposée par les ultra-libéraux profite avant tout aux entreprises privées et aux détenteurs de capitaux. Ce sont eux qui mettent de l’avant des mesures telles que la rigueur budgétaire, la convertibilité des devises aux taux du marché, la liberté du commerce et le respect de la propriété privée et des contrats. Ainsi, mis à part l’expérience chilienne sous Pinochet (patronnée, selon plusieurs auteurs, par la Grande-Bretagne et les États- Unis), les thèses ultra-libérales ont tout d’abord été appliquées dans les pays industrialisées (Gill, 1999) : politique monétariste en Allemagne (1974) et au Canada (1975), puis ultra-libéralisme en Grande-Bretagne (1979), aux États-Unis (1980) et en Allemagne (1982). Ce modèle économique s’est par la suite étendu au reste de l’Europe, de même qu’à l’Australie et à la Nouvelle-Zélande. Il est donc normal que nous retrouvions un plus haut degré de libéralisme économique chez les pays où le PIB per capita est le plus élevé.

Le libéralisme économique profite aux pays les plus puissants et ceux-ci tentent d’imposer ce modèle économique aux autres pays dans les secteurs économiques où ils dominent. Chossudovsky (1998) a documenté les nombreuses interventions de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international dans le monde. Les Programmes d’ajustement structurel (PAS), ces conditions exigées par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale pour l’octroi de nouveaux prêts aux pays en voie de développement, rejoignent singulièrement les prescriptions ultra-libérales qui sont à la base du calcul de l’EFR. Voici les différentes mesures mises de l’avant par les PAS et leur correspondance avec les éléments de l’EFR :

MESURE DES PROGRAMMES D'AJUSTEMENT STRUCTUREL	ÉLÉMENT DE L'EFR CORRESPONDANT
1) Stabilisation macroéconomique à court terme	
austérité budgétaire	1) Importance du gouvernement dans l'économie
réduction des dépenses publiques d'investissement	
élimination des subventions	
élimination des contrôles de prix	2) Utilisation du libre-marché
libéralisation du marché du travail	
contrôle de la masse monétaire	3) Politique monétaire et stabilité des prix
dévaluation de la monnaie et élimination du contrôle des changes	4) Liberté du marché des devises
2) Réforme structurelle	
Privatisation des sociétés d'État	1) Importance du gouvernement dans l'économie
Réforme fiscale	2) Utilisation du libre-marché
Privatisation des terres	
Libéralisation du commerce international	6) Échanges internationaux
Libéralisation du système bancaire	7) Liberté des marchés financiers
Libéralisation des mouvements de capitaux	

Comme le montre le tableau, il existe un étonnant parallélisme entre les mesures des Programmes d'ajustements structurels mises en place par le Fonds monétaire international et la Banque mondiale d'une part, et les composantes de l'EFR d'autre part. Pour compléter le tableau, mentionnons que la Banque mondiale et le Fonds monétaire international fonctionnent sur le principe d'une corporation privée, à savoir que les votes d'un pays membre sont fonction de sa mise de fonds dans ces organisations internationales. C'est ainsi que les 48 pays de l'Afrique sub-saharienne cumulent à peine 5% des votes alors que les États-Unis disposent d'un droit de veto effectif sur les décisions de ces institutions. Ce sont donc les pays industrialisés qui décident des politiques de ces organisations internationales.

D'autres indices nous poussent à croire que les pays industrialisés tentent de promouvoir un plus grand libéralisme économique à l'échelle planétaire. N'oublions pas que c'est à l'organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE), club des 29 pays les plus industrialisés, qu'ont été entamées les négociations autour d'un Accord multilatéral sur l'investissement (AMI). Mentionnons aussi que dans les Amériques, ce sont les États-Unis qui prennent le leadership pour la création d'une Zone de libre-échange des Amériques (Cadet, 2000). Chomsky (1994) a également documenté de nombreux cas d'intervention de grandes puissances (notamment les États-Unis et la Grande-Bretagne) dans les affaires internes de pays dont les politiques allaient à l'encontre de leurs intérêts commerciaux.

Finalement, et ce n'est pas anodin, notons que les auteurs et principaux collaborateurs de l'étude Economic Freedom of the World 2000 proviennent tous des États-Unis et du Canada.

En résumé, le modèle altematif propose que ce soit le PlB per capita qui détermine l'EFR. De plus, le PIB per capita détermine les variables secondaires (espérance de vie, production céréalière par hectare et inégalité des revenus). Par exemple, un PIB per capita élevé permet l'utilisation de technologies médicales qui améliorent l'espérance de vie. Un PIB per capita élevé augmente aussi les coûts économiques des troubles sociaux (grèves, émeutes, criminalité, etc.) et favorise une certaine diminution des inégalités de revenus puisque la classe capitaliste désire de prémunir contre de tels troubles. Dans certains cas, le PlB per capita peut également être déterminé par les autres variables.

Par exemple, un PIB élevé peut augmenter la productivité céréalière (en permettant l'utilisation de technologies à forte intensité de capitaux), mais une augmentation de la productivité céréalière se traduit aussi par une augmentation du PIB.

Comme toutes les variables sont, dans ce modèle, corrélées avec le PIB per capita, il est normal qu'elles soient aussi corrélées entre elles. On peut donc établir une assez

forte corrélation entre l'EFR et les autres variables. Cela ne veut toutefois pas dire que cette relation existe sur le plan pratique. Si ce modèle s'avère fondé, il est aussi absurde de dire qu'un EFR élevé favorise une espérance de vie élevée, par exemple, que d'affirmer qu'un nivellement des inégalités sociales accroît la productivité céréalière.

Vérification des hypothèses

Plusieurs faits discutés plus haut viennent appuyer l'hypothèse alternative. Il ne reste qu'à effectuer une analyse statistique afin de valider l'une ou l'autre des hypothèses.

Si l'hypothèse ultra-libérale est valable, à savoir qu'un plus grand libéralisme économique induit une croissance économique, il devrait être possible de vérifier empiriquement dans quelle mesure des pays qui ont libéralisé leur économie ont connu par la suite une croissance économique.

L'étude Economic Freedom of the World 2000 présente la croissance économique moyenne par quintile et conclue que les pays qui ont un EFR plus élevé pour l'année 1997 ont également connu une croissance plus élevée au cours des années 1990. Cette analyse présente toutefois deux failles importantes. Premièrement, l'échantillon contient des pays d'Europe de l'est anciennement membres du Pacte de Varsovie et des ex-républiques d'U.R.S.S. L'inclusion de ces pays fausse évidemment les données puisqu'en dépit des vastes réformes entreprises pour libéraliser l'économie de ces pays, la plupart se classent encore dans les derniers quintiles pour ce qui est de l'EFR. La Russie, par exemple, se classe au 93e rang sur 122 pays. Or, la libéralisation des économies communistes a entraîné une importante décroissance économique. Autrement dit, comme ces économies en transition ont subi une décroissance suite à leur libéralisation, cette décroissance devrait être un élément de preuve contre l'hypothèse ultra-libérale, mais puisque ces économies se retrouvent dans les derniers quintiles, ils viennent en réalité accidentellement supporter l'hypothèse ultra-libérale. Le tableau qui suit présente le nombre d'économies d'Europe de l'est pour chacun des quintiles. On voit assez clairement qu'il existe une relation inverse entre le nombre d'économies en transition et la croissance annuelle moyenne observée. Précisons que le cinquième quintile compte également le Rwanda et le Congo (Kinshasa), deux pays qui ont connu au cours des années 1990 des résultats économiques peu reluisants en raison de guerres civiles.

Quintile	Nombre de pays d'Europe de l'est	Croissance annuelle moyenne au cours des années 1990
Premier	0	2.27%
Deuxième	1	1.60%
Troisième	5	0.33%
Quatrième	4	0.82%
Cinquième	4	-1.32%

Le deuxième problème avec l'approche présentée dans l'étude est qu'on lie la croissance économique à l'EFR sans voir ce que provoque un changement dans l'EFR au niveau économique. Un pays qui libéralise son économie connaîtra-t-il une soudaine croissance économique ? L'analyse présentée dans Economic Freedom of the World 2000 ne permet pas de répondre à cette question. C'est d'ailleurs en raison de cette lacune que les résultats penchent vers l'hypothèse ultra-libérale malgré l'inclusion des économies en transition.

C’est donc pour ces deux raisons que nous avons procédé à des analyses de régression multiple afin d’évaluer l’impact de l’EFR et du changement dans l’EFR pour une période donnée sur la croissance économique. Nous avons utilisé comme variables indépendantes l’EFR en début de période et le changement dans l’EFR. La variable dépendante est le PIB per capita à parité de pouvoir d’achat. Ces analyses ont été réalisées pour la période de 1970 à 1980 et la période de 1980 à 1995, soit les périodes où les données sur l’EFR et la croissance économiques étaient largement disponibles. Une analyse finale a été effectuée pour l’ensemble de la période (de 1970 à 1995). Les périodes débutant en 1970 ne compte que 54 observations puisque l’étude Economic Freedom of the World 2000 ne fournissait que très peu de données sur l’EFR pour cette année. Toutes les périodes excluent les économies en transition. Le tableau suivant présente les résultats de ces analyses.

	coefficient	écart type	statistique de Student	R^2	observations
1970 À 1980					
Constante	5,591	2,576	2,559	0,050	54
EFR au début	-0,273	0,217	-1,259		
Variation de l'EFR	0,338	0,430	0,786		
1980 À 1995					
Constante	0,954	2,078	0,459	0,074	102
EFR au début	0,256	0,139	1,847		
Variation de l'EFR	0,387	0,152	2,550		
1970 À 1995					
Constante	4,365	1,865	2,341	0,051	54
EFR au début	-0,132	0,177	-0,742		
Variation de l'EFR	0,234	0,217	1,080		

Tant l’EFR en début de période que la variation de l’EFR n’ont aucun impact significatif sur la croissance observée au cours de cette période, à l’exception de la variation de l’EFR pour la période de 1980 à 1995 qui est faiblement significatif. De plus, l’EFR en début de période a un impact négatif sur la croissance économique pour la période de 1970 à 1995 et pour la période de 1970 à 1980, bien que ces résultats ne soient pas statistiquement significatifs. On ne peut donc conclure à quelque relation que ce soit entre une libéralisation de l’économie et la croissance économique. D’ailleurs, les deux variables indépendantes ne sont que très faiblement explicatives pour les trois périodes étudiées, puisque les R2 varient entre 0.050 et 0.074.

Ces résultats paraissent davantage en contradiction avec l’analyse de l’Economic Freedom Network lorsqu’on sait qu’ils ont été obtenus malgré les limites déjà exposées sur l’EFR. Cet indice intègre en effet de nombreuses composantes qui varient naturellement en fonction du PIB et ce biais aurait dû favoriser l’hypothèse ultralibérale.

Notons finalement que ces résultats ont été obtenus malgré l’absence dans l’échantillon de pays comme le Vietnam, la Somalie et la Russie, des économies nationales particulièrement éprouvées par les réformes structurelles entreprises sous l’égide de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (voir Chossudovsky, 1998).

Conclusion

Les économistes ultra-libéraux de l’Economic Freedom Network ont rapidement conclu à une relation forte entre l’Economic Freedom Rating (EFR) qu’ils ont développé et un ensemble de statistiques sur le progrès économique et social des populations. Nos recherches approfondies ont établi que la forte corrélation observée entre l’EFR et le PIB per capita est inversée. Ni une augmentation de l’EFR, ni l’EFR en début de période n’ont d’effet tangible sur la croissance économique. Les auteurs du rapport ont établi une relation entre l’EFR et la croissance économique parce que leur analyse était biaisée, notamment en raison de l’inclusion des économies en transition

dans leur échantillon. L'hypothèse alternative est non seulement supportée sur le plan théorique par plusieurs auteurs mais également par l'analyse statistique.

La forte corrélation entre le PIB per capita et l'EFR s'explique par le fait que ce sont les pays développés qui ont d'abord appliqué les préceptes ultra-libéraux, puis par la suite tenté de les imposer aux autres pays.

Comme nous l'avons déjà mentionné, la corrélation observée par les auteurs entre l'EFR et les diverses autres variables (espérance de vie, productivité céréalière, inégalités sociales, etc.) provient du fait que toutes ces variables sont corrélées avec le PIB per capita. Rien ne nous porte à croire que de telles relations existent en pratique.

Bibliographie

Cadet, Jean-Gérald, Les États-Unis et l'Amérique latine - De Monroe à l'initiative pour les Amériques, ou de l'hégémonie totale à la volonté de partenariat, Groupe de recherche sur l'intégration continentale, Université du Québec à Montréal, janvier 2000.

Chomsky, Noam, L'an 501 - La conquête continue, Les Éditions Écosociété / Éditions ÉPO, 1994.

Chossudovsky, Michel, La mondialisation de la pauvreté, Les Éditions Écosociété, 1998.

Gill, Louis, Le néolibéralisme, Chaire d'études socio-économiques, Université du Québec à Montréal, 1999.

Gwartney, James et Lawson, Robert, Economic Freedom of The World 2000 - Annual Report, Economic Freedom Network, janvier 2000.

L'État du Monde 2000, Les Éditions La Découverte / Boréal, 1999.

L'État du Monde sur CD-ROM - 1981-1997, Les Éditions La Découverte, 1997.

Notes

[1] L'État du Monde 2000, Les Éditions La Découverte / Boréal, 1999, et L'État du Monde sur CD-ROM - 1981-1997, Les Éditions La Découverte, 1997.

[2] Avec le PIB per capita comme variable dépendante et l'EFR comme variable indépendante, on obtient un coefficient de 3887,5 avec une statistique t égale à 11,7 et un R2 de 0,536. Autrement dit, une augmentation de 1 dans l'EFR (sur une échelle de 0 à 10) fera augmenter le PIB per capita de $ 3 887,50. Cette seule variable indépendante explique plus de la moitié des variations du PIB per capita entre les différents pays.

Qu'est ce que la Décroissance?

"Vivre simplement pour que d'autres puissent simplement vivre."

Gandhi.

Dans le contexte d'un monde livré à un libéralisme économique débridé entraînant la planète vers un désastre social et écologique d'ampleur inégalée depuis que l'humanité existe, la Décroissance propose une piste de réflexions permettant d'espérer un futur meilleur. La Décroissance ne prétend aucunement proposer un projet "clé en main" permettant de résoudre tous les problèmes auxquels l'humanité est confrontée, il s'agit au contraire, d'élaborer ensemble un nouveau projet de société.

Cette courte note n'a pas vocation à épuiser le sujet (c'est l'objectif de ce site !), il s'agit simplement de tirer à grands traits un profil de la Décroissance afin de dissiper quelques malentendus possibles. Il s'agit dans un premier temps de déceler un certain nombre de préjugés fortement ancrés dans notre culture, pour permettre ensuite d'envisager de nouveaux modes de vies.

S'il ne faut pas confondre Décroissance et récession, cette dernière n'étant évidemment pas souhaitable, la notion de Décroissance s'articule toutefois autour de la critique du mythe d'un progrès social obtenu sur la seule base d'une croissance économique illimitée.

1. Le mythe de la croissance économique infinie.

Une croissance infinie sur un monde fini est impossible. Et quand bien même cette croissance serait durable, faire croire que seule une augmentation du PIB pourra permettre de résoudre les problèmes est un mensonge.

Rappelons que le PIB se définit comme étant la somme de toutes les valeurs monétaires ajoutées dans une année. Cette définition ne permet pas de faire la différence entre ce qui est socialement bénéfique de ce qui ne l'est pas. Un accident de voiture, par exemple, qui, par tout ce qu'il induit (réparation de la route, frais de médecine, …), contribue à l'accroissement de PIB. L'apparition d'un nouvel indicateur, l'IDH (Indicateur de Développement Humain), prouve que le PIB n'a pas rempli sa fonction d'indicateur de bien-être social. Le PIB est, en quelque sorte, aveugle.

Alors que la droite comme la gauche nous explique sans relâche que pour lutter contre le chômage, seule une croissance économique forte pourra créer des emplois, on constate que le PIB, depuis les années 50, n'a fait que globalement s'accroître alors que dans le même temps le nombre d'emplois a fortement diminué. Ainsi, l'augmentation du PIB ne va pas de pair avec celle des emplois.

Enfin, c'est la façon dont on cherche à faire croître l'économie qui est la plus dévastatrice. En effet, parmi d'autres moyens, c'est la hausse de la production qui est largement privilégiée. Selon ce principe il faut donc coûte que coûte continuer à produire plus. Peu importent les réels besoins de l'usager, ce qu'il faut, c'est produire. Dans ce cadre la publicité devient le moyen qui, en créant toujours plus de besoins (et donc de frustrations), permet d'écouler les biens de la production.

Cette course à la production dans le but de faire perdurer un système favorable à un groupe de privilégiés, c'est-à-dire le productivisme, s'accompagne d'un désastre écologique (effet de serre, perte de la biodiversité, …) et social (misère, famine, inégalité, …) qui met en danger la survie de l'espèce humaine à court terme. C'est à ces maux que la Décroissance entend s'attaquer.

2. Le productivisme

La critique de la croissance économique est donc aussi celle du productivisme. La production de PLUS de biens matériels ne signifie pas forcément vivre MIEUX. Il faut comprendre que ce que l'on gagne d'un côté on doit le perdre de l'autre.

Ajoutons que l'idée suivant laquelle tous les êtres humains auraient de façon innée, naturelle, l'envie de toujours posséder plus n'est pas confirmée par l'anthropologie.

La production d'un bien nécessite matière et énergie. D'un côté, nous pouvons profiter aujourd'hui d'un nombre considérable de biens et de services, mais de l'autre, outre la pollution engendrée, cela réduit les ressources disponibles pour les générations futures et diminue donc d'autant leurs chances de survie. Ce phénomène entropique avait été remarqué par Nicholas Georgescu Roegen [1].

Rendant accessibles au plus grand nombre de nouveaux objets, le productivisme combiné à l'industrialisation a dans le même temps contribué à la création de beaucoup de métiers pénibles et aliénants, organisant ainsi une hiérarchie sociale. Certains ont pour fonction de produire, d'autres de jouir des biens et des services.

Produire pour produire n'a aucun sens. Il faut s'interroger sur le bénéfice social de certains objets. Les armes, par exemple : leur fabrication permet de donner un travail à beaucoup de personnes, d'engranger de pharamineux bénéfices, mais à l'autre bout de la machine de production il y a toujours des morts ! Pensons au complexe militaro-industriel américain.

Pour sortir du productivisme, il faut commencer par tenir compte de la finalité de l'usage. Pourquoi fabriquer un 4*4 plutôt qu'une 2CV? Une production incontrôlée ne peut déboucher sur un bien être social accru. Il est nécessaire que les usagers retrouvent la maîtrise de leurs usages.

Loin de se limiter à cette simple critique, la Décroissance vise, à travers le mythe de la croissance économique, les idées propres à l'Occident que sont le Développement et le Progrès.

3. Le développement : une idée occidentale?

L'idée du développement, construit sur une conception linéaire du temps, est un caractère propre à l'occident. Cette échelle de temps infini permet de donner crédit à la thèse suivant laquelle une progression graduelle sans fin conduirait, comme lors du développement d'un embryon, une société ou une espèce (il s'agit alors de Darwinisme) vers un état "adulte".

Il n'est pas question de faire ici une critique du Darwinisme [2] [3]. Nous remarquerons simplement que le critère choisi pour évaluer le degré d'adaptation d'une espèce à son environnement, c'est-à-dire son degré d'évolution, n'est pas si objectif qu'il y paraît à première vue.

Le critère de sélection souvent retenu pour mesurer la valeur adaptative du cheval est la vitesse. La nature "sélectionne" le cheval le plus rapide. A contrario l'escargot, animal peu rapide, a une très forte capacité adaptative puisque cette espèce est capable de vivre sur terre comme dans le milieu aquatique. Pourquoi donc, le critère de vitesse considéré comme pertinent pour le cheval, ne l'est plus pour l'escargot? Pour l'homme, le critère retenu est l'intelligence. Mais est-ce cela qui permet d'affirmer qu'un homme est plus adapté à son milieu qu'une amibe? Ce qu'il faut comprendre c'est que les critères considérés comme appropriés dépendent fortement de celui qui les choisit.

La notion de temps linéaire, s'oppose à celle de temps cyclique répandue de par le monde. Notons, par exemple, que selon la mythologie indoue, le temps forme un cycle divisé en quatre périodes, de durées différentes. Dans cette conception le futur est aussi le passé. Ainsi, préserver l'environnement pour le futur c'est aussi protéger son environnement passé !

Dans le même registre, les Chinois possèdent les notions de Yin et Yang. Selon ce principe, tout procède de l'alternance du Yin et du Yang. Ce qui croît doit finir par décroître !

Ainsi, en ne considérant comme pertinents que les critères propres à l'Occident, l'idée de développement, appliquée aux sociétés, a conduit à penser que les civilisations devaient toutes se développer de manière unilinéaire.

Selon cette idée chaque société aurait déjà en germe le modèle occidental, mais pour d'obscures raisons, ces pays ne réussiraient pas à se développer "aussi bien". Ainsi, les pays occidentaux, au summum de l'évolution et du bien-être, se devraient, dans un geste de compassion, d'aider les autres, dits pays en voie de développement à les rejoindre [4]. On entrevoit ici, toute l'histoire du colonialisme, jusqu'à son dernier avatar : la mondialisation [5].

Ici aussi, aucun critère d'évaluation n'est absolu. La quantité de bien matériel disponible, par exemple, semble pouvoir être d'échelle objective pour mesurer l'avancement sur la voie du développement. Pourtant, contrairement à une idée fortement ancrée dans les esprits occidentaux, il ne faut pas confondre l'apparente indigence de bons nombres de peuples traditionnels ("primitifs") avec de la pauvreté (et le sens que nous donnons à ce mot [6]).

La pauvreté ne se mesure pas forcément à l'aide de la quantité de biens matériels et de services disponibles. Au contraire, nous affirmons avec force que la pauvreté est avant tout affaire de culture. Dans de nombreuses sociétés en effet, celle ci se mesure par la solidarité et la densité de lien social. Selon un proverbe amérindien : *"est pauvre celui qui n'a pas d'amis".*

Si cette "aide" apportée aux "pays pauvres" a pu paraître sincèrement souhaitable par certains, force est de constater que les fruits du progrès apportés par l'Occident se sont très souvent révélés amers. Il n'a suffi que de quelques siècles pour désintégrer les modes de vie millénaires de bien des peuples, plongeant alors ces deniers dans la misère [7].

Remarquons qu'avant l'arrivée de la modernité, les peuples traditionnels, bien loin d'être dans un état de manque congénital, vivaient dans une société d'abondance où, en peu de temps, l'homme pouvait disposer de tout ce dont il avait besoin pour vivre [8]. Ajoutons que ces sociétés, bien loin d'être infantiles, avaient su créer un mode de vie évolué en totale harmonie avec leur environnement (dont leur survie dépendait entièrement) [9].

Outre l'abondance de biens et de services, un autre critère est également jugé comme pertinent : la connaissance techno scientifique.

4. Le progrès des sciences et des technologies

L'équation "PLUS=MIEUX" a également largement servi à justifier la recherche dans le domaine des sciences et des techniques. Ici encore, il faut démasquer les préjugés. L'augmentation des connaissances combinée à l'efficience technique s'est très souvent accompagnée de désastres écologiques et sociaux. Ici aussi la médaille possède un revers.

Remarquons que cette recherche de l'efficience technique est très récente au regard de l'âge de l'humanité. Autrefois sacralisée, la nature ne pouvait être exploitée. Alors que l'être humain existe depuis des millénaires, la mise en place de l'agriculture ne date que d'environ dix mille ans. Un proverbe amérindien dit *"pourquoi ensemencer la terre nourricière alors qu'elle nous donne déjà tant?"*

Depuis lors, les progrès des technologies et de la pétrochimie ont permis de très largement augmenter les rendements. Jamais la production n'a été aussi importante. Beau résultat certes, mais si l'on doit le rapporter à l'énergie non renouvelable utilisée, alors jamais l'homme n'a utilisé autant d'énergie pour se nourrir. Ici aussi, nous le voyons, le critère retenu n'est pas objectif !

Notons que si les techniques offrent aujourd'hui à l'homme un pouvoir d'action sur la nature sans précédent celles ci s'accompagnent aussi de nouveaux risques. La "domestication"

de l'atome, par exemple, rend aujourd'hui possible l'annihilation de l'espèce humaine par l'utilisation des bombes nucléaires.

De plus, il faut souligner que l'apparition de nouvelles technologies peut provoquer des changements imprévisibles de la société dans laquelle elle prend place.

Qui pouvait prévoir que l'invention de la machine à vapeur au XIX siècle, entraînerait l'industrialisation qui a elle-même abouti à la création de la classe sociale ouvrière? La voiture a elle aussi changé radicalement l'organisation des villes et du territoire, et partant, des comportements sociaux. Perçue à l'origine comme un moyen d'aller plus vite et donc de gagner du temps, elle est devenue progressivement incontournable et nous fait désormais perdre une grande partie de notre temps. En outre, en facilitant l'accès aux grandes surfaces, elle a participé à la disparition de nombreux commerces de proximité, la rendant de fait encore plus indispensable !

Enfin, la pollution induite par la technologie est aujourd'hui patente dans bon nombre de secteurs. Citons la pollution magnétique, les émissions de CO_2, d'ozone, la dissémination d'éléments radioactifs, les OGM, …, la liste est longue. Cette détérioration de notre environnement semble être la cause de l'apparition de nouvelles maladies. D'un côté la technique permet de réaliser des prouesses en chirurgie, de l'autre, le nombre de cancers n'a jamais été si élevé…[10]

Ajoutons que bien souvent les "solutions", apportées par la technique, posent de nouveaux problèmes, qui eux même seront résolus par la technique, qui …On voit bien là apparaître la naissance d'une boucle sans fin, dont on ne peut saisir tous les aboutissants. La technique s'auto-génère devenant à la fois le problème et la solution. La recherche s'auto-renforce d'elle-même et pour elle même, sans plus de réflexion quant à sa finalité, sans n'être plus soumise à aucun contrôle social. L'un des enjeux est donc de reprendre le contrôle de l'usage de la recherche. Sur ce sujet on pourra notamment se référer aux sources suivantes [11,] [12], [13], [14].

5. Conclusion

A ce stade nous espérons avoir convaincu que le modèle productiviste occidental et son imaginaire n'est pas une fatalité [15]. On comprend que le concept de Décroissance s'attaque dans son ensemble au mythe du progrès. Alors quoi faire? Tourner le dos à la science, aux techniques, à la recherche? Les lignes ci-dessus pourraient laisser croire que la Décroissance prônerait une sorte de retour à l'état sauvage, à l'âge de pierre. Il n'en est rien ! Entre la bougie et le nucléaire, d'autres voies sont à explorer !

La mention des peuples primitifs n'est là avant tout que pour raviver notre imaginaire. Ces peuples bien qu'ayant une empreinte écologique quasi nulle et un tissu social dense, ne sauraient constituer un modèle de société souhaitable pour l'avenir [16].

Entre autres messages, ce que ces peuples doivent nous rappeler c'est qu'ils étaient capables de **s'auto-limiter** (y compris en ce qui concerne la quantité de pouvoir attribué à l'individu [17]).

Une réduction **choisie** de la quantité de biens et de services utilisés peut s'accompagner d'un réseau social enrichi et d'une qualité de vie meilleure. La suppression ou une réduction significative de l'usage de la télévision par exemple, permet de consacrer plus de temps à sa famille et à ses amis.

Il ne s'agit donc pas de se frustrer ou de se priver, mais bien de comprendre, que cette diminution de la consommation est autant de contraintes, de besoins, et d'aliénation en moins. L'autolimitation, en nous permettant de retrouver plus d'autonomie, devient alors synonyme de liberté. D'après Lao Tseu "*est riche celui qui sait se contenter*".

Aujourd'hui face au désastre écologique grandissant, et alors que se profile un possible totalitarisme écologique, la Décroissance offre un cadre conceptuel permettant de résoudre les problèmes environnementaux tout en préservant la liberté de l'individu.

Il ne s'agit pas d'imposer aux autres un modèle unique de Décroissance, mais c'est à chacun, chaque peuple et chaque pays, de commencer par définir ses besoins et de trouver ensuite *sa* voie permettant ainsi l'émergence d'une Décroissance Equitable Mondiale.

Notes :

[1] Nicholas Georgescu Roegen, *La décroissance*, Sang de la terre, 1995.

[2] Rémy Chauvin, *Le Darwinisme*, Editions du Rocher, 1997

[3] Pour une ébauche d'alternative au Darwinisme on consultera l'ouvrage de H. Maturana et J. Mpodozis

De l'origine des espèces par voie de la dérive naturelle, Presses Universitaires de Lyon, 1999, Presses Universitaires de Lyon, 1999

[4] Alain Gras, *Fragilité de la puissance*, Fayard, 2003

[5] Gilbert Rist, *Le développement*, Presses de Sciences Po, 2001

[6] Majid Rahnema, *in Défaire le développement*, Parangon, 2003

[7] Helena Norberg-Hodge, *Quand le développement crée la pauvreté*, Fayard, 2002

[8] Marshall Sahlins, *Age de pierre, âge d'abondance*, Gallimard, 1976

[9] Edouard Goldsmith, *Le Tao de l'écologie*, Editions du Rocher, 2002

[10] A ce sujet voir l'Appel de Paris en ligne : htpp ://appel.artac.info

[11] Jacques Ellul, *Le système technicien*, Le cherche midi, 2004

[12] Ivan Illich, *Œuvres complètes* Vol. 1 et 2, Fayard, 2005

[13] René Riesel, *Aveux complets*, Editions de l'encyclopédie des nuissances, 2001

[14] Voir aussi, la conférence donnée par Alexandre Grothendieck, Médaille Field 1968, le 27 janvier 1972 au CERN intitulée *"Allons continuer la recherche?"*

[15] Serge Latouche, *L'occidentalisation du monde*, Editions La Découverte, 1989

[16] Sabine Rabourin, *Les sociétés traditionnelles au secours des sociétés modernes*, Editions Delachaux et Niestlé, 2005

[17] Pierre Clastres, *La société contre l'état*, Editions de Minuit, 1974.

Groupe de décroisseurs bérrichons

http://groupededecroisseursberrichons.hautetfort.com/

Décoloniser notre imaginaire de croissance ? Ça urge !

Bernard Guibert

Un débat chez les Verts

Décoloniser notre imaginaire de croissance ? Ça urge !

mercredi 7 avril 2004, par Bernard Guibert

Le dernier numéro, le numéro 32, de mars-avril 2004, de la revue Mouvements annonce page 105 : « Croissance et décroissance en débat ».

Ce débat est présenté comme la réfutation du mot d'ordre de la décroissance élevé au statut épistémologique de « concept » (présentation page 105). Pourtant il ne s'agit pour des auteurs comme Serge Latouche entre autres que d'un slogan mobilisateur qui a vocation à nous inviter à « décoloniser notre imaginaire ». Celui-ci en effet est addict à la publicité (voir la croisade des « casseurs de pub ») et à la recherche obsessionnelle du profit. Ce soi-disant débat s'avère décevant. C'est une litote. Il est consternant. D'abord ce procès n'est même pas équitable. Les accusés sont condamnés sans avoir été seulement entendus. Il faut sans doute s'en prendre à la rédaction de la revue qui n'a même pas eu le « politiquement correct » de rendre le débat contradictoire. Bien entendu elle a convoqué deux interlocuteurs, Geneviève Azam (« Entre croissance et décroissance, réinventer le politique », pages 106 à 112) et Jean-Marie Harribey (« Les impasses de la croissance et de la décroissance indéfinie », ages 113 à 119). Mais au lieu que ces « débatteurs » développent des points de vue contradictoires, il n'y a que deux procureurs : ils sont du même avis pour tomber à bras raccourcis sur la cause de la « décroissance » dont ils font une caricature livrée à leur furie vengeresse. « À vaincre sans péril on triomphe sans gloire ». Ce n'est pas très glorieux pour deux personnes qui s'abritent derrière la scientificité du conseil scientifique d'ATTAC dont ils se réclament.

Ceci ne laisse augurer rien de bon de l'ouvrage « Le développement en question (s) : vers une société solidaire et économe » qui doit paraître en 2004 sous l'égide d'ATTAC !

Le débat qu'il y a quand même eu dans ce numéro de Mouvements

La véritable critique de Georgescu-Roegen

Contrairement à ce que dit la présentation la décroissance n'est pas un « nouveau concept ». Ce n'est pas un concept. Il serait en effet complètement inconsistant logiquement, comme le montre à peu de frais Jean-Marie Harribey dans son article, de prôner la décroissance parce que celle-ci ne saurait être indéfinie : le minimum c'est le plancher des vaches, le niveau zéro de la production. Comme dit Marx il y a un siècle et demi aucune société ne saurait subsister une seule seconde si la production s'arrêtait. Ce soi-disant concept n'est pas non plus « nouveau » puisque le livre de Georgescu-Roegen ne date pas de 1995, contrairement à ce que pourrait faire croire la date, 1995, de la seconde édition de sa traduction en français sous le titre « La Décroissance » par la maison d'édition « Sang de la Terre », mais de 1971 sous le titre « The Entropy Law and the Economic Process ». Le sous-titre de la traduction française en reprend l'idée générale : « entropie, écologie, économie ». Mais la première édition en français avait paru une première fois en 1979 sous le titre « Demain la décroissance », dans la traduction de Grinevald et Ivens aux éditions Favre. Il faut bien voir d'ailleurs que le mot « décroissance » est un ajout, assez malheureux d'après les contresens que manifestement il a suscités, des traducteurs en langue française. Ceci explique sans doute pourquoi Geneviève Azam commet un grossier contresens sur la pensée de cet

économiste (page 109 et débuts de la page 110). En effet contrairement à ce qui est avancé, Georgescu-Roegen dans l'ouvrage cité ne construit pas le concept de « décroissance ». Comme le montre le titre anglais de l'ouvrage de 1971 il rappelle plutôt que l'économie, comme toute dépense d'énergie, reste soumise aux lois de la nature et plus particulièrement au deuxième principe de la thermodynamique. En conséquence le dilemme n'est pas entre croissance et décroissance, contrairement à ce que paraissent avancer nos deux auteurs, mais entre un rythme plus ou moins rapide des consommations irréversibles des ressources naturelles non renouvelables, et en particulier évidemment de l'énergie fossile, bref, en termes scientifiques, une consommation plus ou moins rapide de la "dot entropique de l'humanité".

Pour reprendre la formule imagée de Georgescu-Roegen, l'humanité a le choix entre vivre intensément, mais brièvement ou vivre sobrement, mais longtemps. Mais de toute façon elle mourra un jour. La dénonciation du mode de production capitaliste par Georgescu-Roegen consiste à fustiger une mentalité de « flambeur » qui flambe le patrimoine naturel de l'humanité, l'héritage que nous devons léguer aux générations futures, dans une économie casino de spéculation financière fiévreuse qui consiste à jouer à la roulette russe la survie de l'humanité à court terme. Selon les lois de la thermodynamique l'humanité, comme le soleil, comme l'univers, est condamnée à très long terme. Il ne s'agit donc pas d'assurer l'existence des générations futures au-delà de la durée de vie finie de l'univers, à un terme infini (contrairement à ce qu'avance Geneviève Azam page 110), mais de choisir d'abréger ou pas le séjour de l'humanité dans l'univers dont elle est locataire pour un bail de plus ou moins longue durée : c'est la durée du bail qu'il est en notre pouvoir d'abréger plus ou moins, non le fait que ce bail soit à durée déterminée. Nous avons le même travestissement caricatural de la pensée des « partisans de la décroissance » chez Jean-Marie Harribey (pages 116 et 117) lorsqu'il prétend qu'ils prennent la décroissance comme un objectif en soi malgré l'avertissement explicite de Serge Latouche comme on pourra le voir plus bas dans la citation incriminée. La caricature tourne d'ailleurs à la diabolisation chez Geneviève Azam (page 112) lorsqu'elle fait des partisans de la décroissance les contempteurs des droits sociaux et des aspirations légitimes du tiers-monde à en bénéficier. On retrouve la même caricature chez Jean-Marie Harribey lorsqu'il dénonce (page 117) : « Il faut réaffirmer avec force que les populations pauvres ont droit à un temps de croissance. »

La contradiction de Arundhati Roy

La contradiction dans ce « débat » - que la direction de la revue a organisé sans contradicteurs - est apportée - sans doute par un acte manqué au fond assez amusant de cette même direction - un peu plus loin dans le même numéro par l'entretien avec Arundhati Roy (pages 170 à 175) et par les deux compte-rendu du livre de Christopher Lasch « Le seul vrai paradis : une histoire de l'idéologie du progrès et de ses critiques », le compte-rendu de Anne Rassmussen (pages 180 à 183) étant significativement intitulé « Une déconstruction de la croyance dans le progrès » et celui de Hugues Jallon (pages 184 à 186) étant non moins significativement intitulé « La gauche sans le progrès ? ».

Je ne résiste pas au plaisir de citer Arundhati Roy qui exprime très bien (page 175) ce que c'est que « décoloniser l'imaginaire » : *« En Inde, on a encore cette profusion de la pensée et de l'imagination.... Dans les pays d'Occident, on a l'impression que tout est en code barres, et qu'il faudra beaucoup d'imagination pour casser cela. À l'ouest, les gens se battent pour revenir à une sorte de désordre de la pensée. Ici au moins, en Inde, nous avons encore cette sauvagerie, cette inefficacité, ces choses qui marchent mal, cette imprévisibilité, cette folie... En marchant dans la rue ici par exemple, on ne peut pas se dire : tiens, celui-ci a un short de chez Gap, et ce sari-là la vient de chez Banana République. Non, c'est le désordre, c'est la profusion, c'est terrible, c'est beau ! ».*

Il est vrai que la catégorie « d'imaginaire » semble être inaccessible à Jean-Marie Harribey. En effet il confond imaginaire et inexistence. Ainsi il cite Serge Latouche (page 117, extrait de « Il faut jeter le bébé plutôt que l'eau du bain » page 127) : « Le mot d'ordre de décroissance a surtout pour objet de marquer fortement l'abandon de l'objectif insensé de la croissance pour la croissance, objectif dont le moteur n'est autre que la recherche effrénée du profit pour les détenteurs du capital. Bien évidemment, il ne vise pas au renversement caricatural qui consisterait à prôner la décroissance pour la décroissance. En particulier, la décroissance n'est pas la « croissance négative », expression antinomique et absurde qui traduit bien la domination de l'imaginaire de la croissance ».

Serge Latouche parle de « mot d'ordre » pas de « concept ». Et notre Don Quichotte, Jean-Marie Harribey, de dénoncer une « tromperie ». Je ne vois pas en quoi. Si on refuse en effet de prendre l'imaginaire pour quelque chose qui n'existe pas, de faire de l'adjectif « imaginaire » le synonyme de « qui n'existe pas », comme dans l'expression « danger imaginaire », je donne entièrement raison à Serge Latouche. La « décroissance » ne désigne pas une politique économique ni, encore moins, un modèle de « développement » économique.

Bien que je sois économiste, comme Serge Latouche d'ailleurs, je pense que l'économie est une affaire trop sérieuse pour être abandonnée aux seuls économistes. C'est encore plus vrai de l'écologie et de l'écologie politique. La « décroissance » ce n'est pas un concept, ce n'est pas de l'économie. Cela ne relève même pas de l'écologie politique. Comme le dit excellemment Serge Latouche, c'est un « mot d'ordre » d'hygiène mentale, « d'écologie de l'esprit », « d'écologie mentale », « d'écosophie » pour reprendre les termes de Félix Guattari, un des fondateurs de l'écologie politique en France. L'imaginaire dont il s'agit ici est celui de la psychanalyse, la psychanalyse de Jacques Lacan et surtout de Cornelius Castoriadis, ce que ce dernier appelle « l'imaginaire radical » dans « L'Institution imaginaire de la société ».

Ce n'est pas parce que la croissance existe de fait surtout dans notre imaginaire au point de l'avoir complètement intoxiqué et colonisé, qu'elle doit exister comme impératif catégorique, comme déterminisme historique, comme politique économique. Il s'agit plutôt, conformément à ceux qui, à la suite de Hanah Arendt, ont analysé l'emprise du totalitarisme sur les âmes comme conséquence d'une pathologie du langage, de mettre en place une prophylaxie des mots que nous utilisons. Il y a eu dans ce sens un début d'expérience prometteur au forum social européen de Paris Saint-Denis grâce à des initiatives heureuses de Patrick Viveret et Gilbert Wassermann : comment transformer nos rapports subjectifs aux mots que nous utilisons pour que nous puissions dissiper les malentendus et entreprendre des actions communes couronnées politiquement par le succès.

La contradiction de Christopher Lash

Toute l'oeuvre de Christopher Lash, et pas seulement son dernier livre, consiste (je ne fais que citer la présentation page 180) à dénoncer que « l'idéologie du développement et du progrès » est la cause du « fossé que la gauche « morale » a laissé se creuser avec les classes populaires et la petite bourgeoisie » et de « l'avilissement de la conscience populaire par le capitalisme culturel ». Si on en croit la femme de lettres indienne militante et l'historien américain, il s'agit pour ATTAC de choisir entre le « progrès » et le « peuple » (page 183). Lorsqu'il débusque en effet les présupposés de ceux qui croient au progrès, Christopher Lash dénonce « les formes de déterminisme historique -- héritières du marxisme ou des catégories de la sociologie du XIXe siècle -- qui entérinent l'irréversibilité des processus sociaux au nom de la nécessité progressiste, et subordonnent l'élément humain à cette « nécessité de fer », prix à payer de la modernisation. » Le slogan de la « décroissance », de manière autrement plus efficace que les discours assez tièdes que fournissent nos deux auteurs, permet de reconstruire

un espace où la liberté politique nous laisse espérer briser les chaînes de l'asservissement économique.

Une lecture erronée de Marx

Il y a désormais d'autres lectures que la lecture positiviste et productiviste de Marx

En effet les deux auteurs du soi-disant débat sur la décroissance proposent une lecture désuète du marxisme comme avatar d'une idéologie du progrès, un progrès linéaire qui obligerait toutes les sociétés à passer par les fourches caudines du « développement » capitaliste. Or il y a plus de 20 ans maintenant que Claude Lefort, entre autres, a montré qu'avant même les relectures que nous en faisons au XXe siècle à la suite des tragédies totalitaires, et en particulier après le désespoir provoqué par le stalinisme, il y avait une ambivalence fondamentale dans les analyses de Marx et deux discours plus ou moins concurrents dont la tradition léniniste n'a gardé que la version positiviste et l'idéologie du progrès. Le second discours consistait à reconnaître un cours pluriel à l'histoire et à poser comme « absolu un relativisme culturel » (contrairement aux affirmations explicites de Jean-Marie Harribey) non incompatible avec l'avènement d'une communauté universelle et communicationnelle entre les êtres humains dans leur absolue diversité et dans leur absolue singularité. On ne peut pas en vouloir à Marx de ne pas avoir su « sauter par-dessus son temps » et de ne pas avoir ajouté à son génie de l'analyse du capitalisme un génie encore plus formidable qui aurait consisté à anticiper sur les analyses de Freud et de Nietzsche ou sur les développements de la phénoménologie et de l'herméneutique contemporaines, développements qui n'auraient pas pu voir le jour sans notre méditation sur les catastrophes qui nous ont accablés au XXe siècle, en particulier sur celle de la Shoah et sur celle qui a été engendrée d'une manière terriblement ironique par une perversion tragique de la pensée de ce même Marx. L'autre lecture du marxisme qui s'affirme progressivement dans les douleurs de la « déconstruction » en particulier, au fur et à mesure que nous surmontons le choc provoqué par la chute du mur en 1989, notamment grâce à Claude Lefort et à Cornelius Castoriadis, mais également à Paul Ricœur et à Jacques Derrida entre autres, consiste à renverser la thèse fameuse sur Feuerbach : pour pouvoir transformer le monde il ne faut surtout pas s'arrêter de l'interpréter. Il nous faut donc opérer une lecture herméneutique de notre histoire comme Proust a dû réinterpréter la sienne. Mais peut-être que pour que cette lecture finisse par s'imposer à notre génération avant qu'elle ne s'éteigne, il nous faut attendre patiemment que l'événement qu'a représenté l'implosion de l'Union soviétique soit « digéré ». Peut-être faut-il attendre qu'une ou deux générations se passent. Mais en attendant la critique des thèses de la décroissance que propose Jean-Marie Harribey est typiquement révélatrice de cette lecture erronée, et même catastrophique, du marxisme.

Je cite (page 116) : *« En bref, il nous est dit que la chose économique n'existe pas en dehors de l'imaginaire occidental qui la crée. Au prétexte que certaines cultures ne connaissent pas les mots « économie » « développement » dont l'usage nous est, à nous occidentaux, familier. Mais l'absence de mots équivaut-il à l'absence d'une réalité matérielle c'est-à-dire de la production des moyens d'existence ? ».*

Eh bien oui, à rebours de ce naturalisme positiviste naïf suivant lequel les choses préexisteraient à leur nomination par les êtres humains, il faut affirmer dans la tradition inaugurée par Marx et poursuivie par Karl Polanyi que l'économie n'aurait pas été « désencastrée » du social si notre imaginaire occidental n'avait pas été « colonisé » par le fétichisme de la marchandise et du capital et si les mots que nous utilisons pour créer cette réalité n'avait pas reçu de ce fétichisme la terrible et catastrophique efficacité performative qui fait que le tiers-monde est accablé par le « développement » que notre colonialisme lui

impose. Il faut donc s'opposer au schéma rectiligne et stalinien de la succession des modes de production.

Ce n'est que le jumeau marxiste de la « pensée unique », la pensée libérale, développée notamment par Rostow, la doctrine dogmatique des « étapes du développement économique » et des « ajustements structurels » mis en oeuvre par la banque mondiale. À ces deux doctrines jumelles il faut opposer l'affirmation que l'histoire et l'économie sont plurielles et que cette pluralité ouvre à l'espérance et à l'action politiques.

Même selon les canons de la lecture positiviste du marxisme la réfutation de la « décroissance » est erronée

On peut pointer quelques erreurs fondamentales dans les deux lectures qui nous sont proposées. Ainsi la croissance est définie, de manière erronée, par Geneviève Azam comme « l'augmentation durable de la production de biens et services, mesurée par le PIB qui est censé augmenter le bien-être général. » (page 106). Dans une conception rigoureusement marxiste, la croissance est essentiellement la croissance du profit, c'est-à-dire la croissance de l'accumulation et de l'exploitation en vue du profit. En conséquence ce qui caractérise ce mode de croissance n'est pas les inégalités, qui existent bien évidemment, ni même leur accroissement.

En effet s'il était possible de réformer et d'amender le capitalisme au point de réduire les inégalités, voire de les supprimer (ce qui reste fondamentalement impossible, il est vrai), cela ne rendrait pas pour autant l'exploitation et l'aliénation capitalistes acceptables contrairement à ce qui semble être suggéré implicitement par l'auteur de l'article (pages 107 et 108).

Un autre symptôme particulièrement flagrant de cette lecture erronée et désuète de Marx est offert par Jean-Marie Harribey lorsqu'il confond « marchandises » et « richesses » (page 118, deuxième colonne bas de la page).

Je cite : *« le capitalisme nous oblige à considérer de fait la croissance et le développement comme une identité, c'est-à-dire à voir dans la première la condition nécessaire et suffisante, en tout temps et en tout lieu, du second, l'amélioration du bien-être humain ne pouvant passer que par l'accroissement de la quantité de marchandises. »*

Autrement dit Jean-Marie Harribey affirme, contrairement à la critique par Marx de la marchandise, critique que cite pourtant et à juste titre par ailleurs Jean-Marie Harribey (page 115, deuxième colonne, note 5) et qui dit que c'est uniquement dans le mode de production capitaliste pur que la richesse sociale apparaît exclusivement sous la forme de marchandises. Même dans nos sociétés il existe des richesses qui ne prennent pas la forme de marchandises et réciproquement il existe des marchandises qui ne correspondent à aucune richesse. On peut renvoyer ici au dernier ouvrage publié par Patrick Viveret : « Qu'est-ce que la richesse ? ». A fortiori cette différence entre les richesses et les marchandises existe dans les pays du tiers-monde comme le rappelait plus haut Arundhati Roy. C'est cette même différence qui montre que la misère est encore pire que l'extrême pauvreté. Voir le très beau livre de Majid Rahnema : « Quand la misère chasse la pauvreté » (Fayard, 2003).

Geneviève Azam commet (page 106) une erreur analogue lorsqu'elle caractérise le capitalisme par le seul commerce de marchandises, erreur « mercantiliste » dénoncée en son temps par Marx et qui consiste à « oublier » la production et à croire de manière erronée que le profit a pour seule origine la circulation des marchandises. D'où sans doute la réduction (déjà mentionnée précédemment) des méfaits du capitalisme aux seules inégalités et à la croissance de ces dernières, ce qui émousse singulièrement le tranchant de la critique de l'économie politique inaugurée par Marx. Ce qui ne nous dispense évidemment pas de combattre ces inégalités radicalement à l'échelle internationale et dès maintenant.

L'urgence de décoloniser notre imaginaire de croissance après le 28 mars 2004

Il est dommage dans la conjoncture actuelle, et encore plus dans ce lendemain de 28 mars 2004, que la direction de la revue Mouvements prenne la responsabilité de faire avorter ce débat sur la décroissance. Il n'a jamais été autant d'actualité au moment où il s'agit de repenser une alternative crédible pour l'ensemble de la gauche, non seulement dans le mouvement altermondialiste, mais en France et d'ici 2005. Ce qui est inquiétant dans le discours développé par les deux articles critiqués précédemment c'est de voir la prégnance et la permanence de cette interprétation positiviste et « progressiste » de la critique marxiste de l'économie politique. Elle a fait pourtant commettre un certain nombre d'erreurs catastrophiques au XXe siècle. Non seulement en Union soviétique, mais encore dans la première période des gouvernements socialistes présidés par François Mitterrand en France de 1981 à 1995, puis par la période social libérale de la politique conduite par le gouvernement de Lionel Jospin de 1997 à 2002.

Je vais tenter d'expliquer la difficulté que nous avons à « décoloniser notre imaginaire », à faire une « cure de désintoxication de croissance », à faire notre deuil de cette « idéologie du développement et du progrès », à juste titre dénoncée par Christophe Lash, difficulté dont Jean-Marie Harribey et Geneviève Azam n'ont pas l'exclusive, qu'ils se rassurent. La chute du mur de Berlin en 1989 a manifesté spectaculairement et brutalement la faillite de nos espoirs placés pendant des décennies dans l'édification du « socialisme réel » comme avant-dernier mode de production. Jusque là le dernier mode de production, le communisme, cristallisait l'« imaginaire » du « développement » de l'homme intégral. Nous avons maintenu cet imaginaire en coma dépassé pour ne pas « désespérer Billancourt ». Pourquoi l'effondrement du « socialisme réel » n'a-t-il pas entraîné le collapse de son double « imaginaire » ? La métaphore qui me vient à l'esprit est empruntée à la physique des différents états de la matière. Si on refroidit un liquide, il se solidifie lorsque la température diminue en dessous d'une valeur qualifiée de « critique ». Mais, dans des circonstances particulières, comme l'absence de germe de cristallisation, le corps peut rester liquide au-delà de cette valeur, dans un état de « surfusion » qualifié de « méta stable ». Cet état est d'ailleurs très instable : l'introduction de germes aboutit à une solidification instantanée.

Notre imaginaire me paraît dans cet état méta stable. Mais l'esprit humain étant peut-être plus visqueux que les liquides matériels, il faut sans doute plusieurs générations pour « décoloniser l'imaginaire » et « dépolluer » l'écologie mentale. Nous venons d'en faire l'expérience en France d'abord avec la collaboration et l'antisémitisme pendant la deuxième guerre mondiale, puis avec la décolonisation de l'Algérie. Les accords d'Évian datent de 1962. Mais le colonialisme s'est métamorphosé en néo colonialisme pour se survivre à lui-même. Le néocolonialisme de l'URSS et celui des Français ont permis d'éviter au colonialisme de base d'avoir à décoloniser son imaginaire. L'affaire du voile islamique, comme le rappelle dans ce numéro de Mouvements Emmanuel Terray, montre que la décolonisation de notre imaginaire colonial et raciste n'est toujours pas faite. Combien de temps nous faudra-t-il pour décoloniser notre imaginaire de croissance ? Le slogan de la « décroissance », mis en avant par Serge Latouche, n'a pas d'autres ambition, à mon avis, que d'être ce « germe de cristallisation » qui précipite cette « décolonisation de l'imaginaire », travail de deuil préalable à la conversion à une seconde lecture de Marx, la lecture herméneutique de l'histoire.

Cette conversion devient de plus en plus urgente si nous voulons sortir du piège de l'alternative « première gauche productiviste » versus « libéralisme productiviste », qui s'est refermé mortellement sur les expériences des gouvernements socialistes en France de 1981 à 2002.

La seconde lecture de Marx, la lecture herméneutique de l'histoire, la seule qui ne s'avère pas une impasse catastrophique, celle du stakhanovisme productiviste, celle de la « première gauche », rappelle de manière rassurante qu'en bonne logique dialectique le principe du tiers exclu n'est pas valable. En conséquence au-delà du productivisme d'une « société de marché » et du productivisme du « socialisme réel », la seule voie libre (dans tous les sens du mot libre) est celle d'une « économie plurielle » qui accorde toute sa place à un tiers secteur. Ce dernier a vocation à matérialiser dans l'économie la métaphore écologique de la biodiversité. Le tiers secteur, ni économie de marché, ni économie administrée, permet de nous émanciper ici et maintenant de manière collective et solidaire.

Débat à suivre donc de manière démocratique avec pour enjeu la démocratie !

L'enjeu du débat entre « altermondialisme et antiproductivisme », pour reprendre le titre du **week-end des 28 et 29 février** que j'ai organisé avec Serge Latouche à l'Arbresle près de Lyon et dont j'espère que nous allons prochainement publier les actes, est en effet de savoir si nous pouvons définir de manière positive une alternative crédible au néolibéralisme qui semble s'imposer, y compris à l'intérieur du parti socialiste. Quand la droite est au pouvoir, elle réalise une politique sauvagement ultralibérale. Quand se produit une alternance de gauche, la régression sociale est ralentie, mais ralentie seulement au prix d'une relance de la croissance, au prix du productivisme. La régression sociale n'est pas renversée en un perfectionnement de l'Etat providence.

C'est pourquoi, contrairement à ce que je disais plus haut, nous n'avons peut-être pas le temps d'attendre qu'une ou deux générations se passent pour surmonter l'effondrement des espoirs qu'a provoqué le stalinisme au XXe siècle. La catastrophe écologique qui s'annonce conjuguée à la catastrophe du triomphe du capitalisme à l'échelle mondiale nous oblige à forcer les cadences et à forger une alternative crédible à l'économie capitaliste. Cette relecture de Marx à laquelle j'ai fait allusion nous apprend que cette alternative n'est pas une conséquence mécanique et unique du « développement » (des forces productives), mais consiste en la promotion d'une économie et d'une démocratie authentiquement plurielles. Cette promotion doit être délibérée dans un double sens : comme librement consentie et comme le fruit des délibérations des citoyens. C'est le cadre de la « démocratie délibérative » qui a fait l'objet d'analyses et de propositions du Forum de la gauche citoyenne. Face à l'urgence de ces catastrophes annoncées, il est tentant de décréter l'état d'exception et de considérer que la démocratie est un luxe à reléguer à une époque où « la patrie ne sera plus en danger ». Il est tentant au nom de l'efficacité et de l'urgence de décréter « la Terreur » pour combattre le terrorisme.

C'est la question qui a émergé à la fin de **notre week-end des 28 et 29 février** et à laquelle nous souhaitons Serge Latouche et moi-même nous attaquer dans un nouveau week-end en 2005. Dans cette recherche d'une issue par la démocratie et pour la démocratie en ces temps de terreur nous avons accumulé les expériences porteuses d'espoir du mouvement altermondialiste.

Notamment à l'occasion des forums sociaux mondiaux. Je me réjouis que les pratiques politiques de la « démocratie en réseaux », du mouvement altermondialiste et en particulier du mouvement ATTAC, soient en avance par rapport à la pensée économique qui semble inspirer, une partie au moins, de son conseil scientifique. Ce serait encore mieux s'il y avait « synchronisation » et si la pensée économique d'ATTAC rattrapait son métro de retard sur ses pratiques politiques.

Dans les trimestres qui viennent cette synchronisation va devenir un enjeu politique stratégique et décisif pour l'avenir de notre pays. Le débat que nous avons eu à Lyon à la fin du mois de février aura vraisemblablement des répliques et des prolongements. J'espère que ce sera l'occasion pour le mouvement altermondialiste d'abandonner définitivement un productivisme anachronique et politiquement réactionnaire. Il faudra en particulier que ATTAC lève l'hypothèque de son « idéologie positiviste de progrès » et en particulier l'hypothèque du productivisme, hypothèque qui l'empêche d'offrir une alternative économique crédible à l'altermondialisme.

Pour cela il faudra qu'il commence par « décoloniser son propre imaginaire de croissance ».

Bernard Guibert

Militant Vert Paris 5e

Responsable de la commission "Economie" des Verts

Origine : http://Verts-Economie.net

STOP LA CROISSANCE !
Présentation de <décroissance.org >

C'est devenu la question de ce début de siècle: mais où est donc passée la croissance ? Plus capricieuse qu'une diva, c'est elle qui va décider de notre bonheur ou de notre malheur. Au fait, c'est quoi la croissance ? Retour sur un concept insensé et sur le meilleur moyen de s'en débarrasser.

D'abord: le Salon de l'Auto bat des records de fréquentation: les fans du portable changent trois fois par an de téléphone; même ceux qui ne sont pas accros au progrès envoient chaque année leur ordinateur à la poubelle. Ensuite: la voiture au garage faute de carburant; le frigo transformé en armoire pour économiser l'énergie; une douche par semaine en raison de la pénurie d'eau; la consommation de viande bannie pour cause de céréales réservées aux êtres humains. Respirez: avant de connaître ce monde, il vous reste un sursis, une grosse trentaine d'années à en croire les rapports les plus impartiaux (voir encadrés page 61). Le principal accusé de ce scénario apocalyptique ? La sacro-sainte croissance. Le risque si rien ne bouge ? L'apparition d'un écofascisme autoritaire, seule solution face à l'épuisement des ressources.

TOUJOURS PLUS

Alors que MM. Raffarin et Mer brûlent des cierges tous les matins pour le retour d'une croissance forte - dans un élan d'espoir qui rappelle les vacanciers à l'affût d'une météo clémente pour leurs vacances - , certains réfléchissent à une économie fondée sur la décroissance. Non pas des babas réfugiés dans le Larzac se nourrissant de fromage de chèvre et parfumant leur intérieur au fumet de chaussettes mais des économistes comme Serge Latouche, professeur à Paris Xl: « Depuis Adam Smith (I'un des fondateurs du libéralisme à la fin du XVIIIe siècle, NDLRI on vit dans la croyance que l'homme est l'homo economicus, un animal qui maximise ses plaisirs et minimise ses peines, explique-t-il. S'appuyant sur l'aspect individualiste de la philosophie des Lumières, il a établi le dogme métaphysique de l'harmonie des intérêts. En recherchant mon intérêt le plus égoïste, je contribue ainsi au bonheur de l'humanité » Accompagnez cela de la conviction qu'avoir plus, c'est être mieux, et vous avez la justification d'un désir d'accumulation infini, soit l'origine du dogme de la croissance. Confirmation par des chiffres piochés au hasard: un ménage français sur deux est endetté, il y aurait 19 millions de personnes en surpoids dans notre beau pays, les émissions de dioxyde de carbone ont augmenté de 2% entre 1991 et 1997..

AZF ET LA CROISSANCE

Si les économistes libéraux voient la croissance comme la clé de voûte de notre société, on déniche, au sein même de la Mecque du libéralisme français, un personnage qui nous révèle l'irrationalité du système: " Ce que l'on appelle la croissance, c'est l'augmentation du PIB, un concept purement arbitraire, nous déclare Pascal Salin, économiste à Paris Dauphine. Pour obtenir ce PIB, on additionne un grand nombre d'éléments sans rapport les uns avec les autres. On obtient donc quelque chose de dénué de sens car une nation en tant que telle n'a pas de revenus. " Ainsi, ce qui nous est présenté comme la pierre angulaire de l'économie repose sur l'augmentation de quelque chose... d'insensé. Pire, les facteurs pris en compte naissent parfois d'une catastrophe qui crée une activité alimentant la croissance: " Plus il y a d'accidents de la route, plus il y a de croissance, explique le Vert Yves Cochet, ancien ministre de l'Environnement Le PIB mesure de plus en plus le malheur des gens: I'explosion de l'usine

AZF par exemple, est positive pour la croissance. Ie souhait bien sûr éviter ce genre de croissance, tout comme je souhaite que décroisse la part de croissance du PIB qui se fait au détriment des ressources naturelles non-renouvelables. "

Le bourrage de crâne infligé à longueur d'années&emdash;c'est par la consommation que l'on va se sauver - n'aborde ni ces éléments nuisibles, ni certains chiffres révélateurs de la consommation des habitants de la planète. Sur ce sujet, le Casseur de pub Vincent Cheynet a une vision encore plus tranchée que celle du député vert: " Nous sommes 20% à consommer 80% des ressources de la planète, déclare l'ex-publicitaire repenti. Le monde fonctionne comme si vous aviez un gâteau pour dix personnes et que deux des invités prenaient huit parts. Pourtant, cela ne leur suffit pas et ils se battent pour prendre une neuvième. Cette minorité méprise le reste du monde et met en péril les équilibres écologiques de la planète. Pour cette dosse supérieure, je ne vois pas d'autre solution que de réduire la consommation et d'entrer dans la décroissance. » Tout en continuant à vivre dans une grande ville (Lyon), Cheynet s'applique le principe à lui-même. Plus de télé, plus de voiture et, à la place d'un frigo, grand consommateur d'énergie, une pièce froide. " Il faut bien comprendre que la Terre est un univers fini et qu'elle ne dispose pas de ressources illimitées, continue-t-il. Comme les économistes évacuent le paramètre écologique et nient le rôle central des ressources naturelles, nous devons aujourd'hui sortir de la religion de l'économie. »

IL TE RESTE DU CHARBON ?

Nicholas Georgescu-Roegen, lui, ne s'est pas défroqué mais a pris en compte un élément négligé par les zélateurs de la croissance: la nature. Attention, Ça se complique mais accrochez-vous, c'est intéressant: dans son recueil la Décroissance (éditions Sang de la terre), cet économiste disparu dans les années 90 explique que le processus économique est réduit à une mécanique uniquement régulée par l'offre et la demande. Pour élaborer sa théorie, l'économiste s'est servi des lois de la thermodynamique découvertes par l'ingénieur Sadi Carnot en 1824. Cette science établit tout d'abord que, dans l'univers, rien ne se perd, rien ne se crée mais que tout se transforme. C'est là qu'intervient l'entropie, seconde loi de la thermodynamique: l'énergie inutilisable d'un système dos croît sans cesse du fait même de la consommation de cette énergie initialement utilisable par le système. Et la Terre, disposant certes du flux de l'énergie solaire, n'est pas loin d'être un système clos. Nous utilisons en effet essentiellement de l'énergie issue de stocks non-infinis comme le pétrole, le charbon ou le gaz naturel. L'entropie étant par essence croissante, notre devoir est de limiter cette croissance en réduisant notre consommation de ressources naturelles. Comme la machine économique absorbe en quantité des ressources de valeur et rejette des déchets inutilisables (par exemple les fumées du pot d'échappement), Georgescu-Roegen estime que le seul moyen de freiner l'entropie galopante est de réduire le rythme de cette machine par la décroissance. Et vite: depuis l'avènement de la civilisation industrielle, la gestion des stocks énergétiques de la terre ressemble fort à une attitude kamikaze. Yves Cochet: " Tous les matériaux fossiles (pétrole, charbon, gaz etc) vont être épuisés en deux cents ans alors que leur élaboration a pris des dizaines de milliers d'années. " Ajoutez à cela une terre devenue improductive dans de nombreuses régions du globe en raison d'une utilisation abusive d'intrants chimiques ou de pesticides et servez chaud: le bilan thermodynamique de notre planète est très préoccupant.

SOBRIÉTÉ HEUREUSE

Question: pour moi, pigiste de base, la décroissance n'est-elle pas synonyme de précarisation croissante (moins de business = moins de pages de pub = moins de budget

piges) ? Serge Latouche, qui n'hésite pas à prendre l'avion pour donner ses conférences en Italie, tente de me rassurer: " Quand on appelle à la décroissance, il ne s'agit pas de la récession qui entraîne le chômage ou la baisse des budgets fondamentaux comme l'environnement, la culture ou la santé. Il n'y a rien de pire qu'une société de croissance en croissance négative. Ce que l'on envisage, c'est de repenser notre fonctionnement pour pouvoir réduire notre consommation de biens matériels et notre emprise sur l'environnement (voir page 62). Il faut pour cela décoloniser notre imaginaire phagocyté par la société de consommation et mettre en avant les biens relationnels. " illustration par Vincent Cheynet : " Je préfère avoir un nouvel ami qu'une nouvelle voiture ", soit sortie de la logique du PIB qui ne prend en compte que la valeur marchande. Le politicien amateur Pierre Rabhi - qui a échoué à se présenter à la dernière présidentielle faute de signatures suffisantes -, lui, dépeint ainsi cette nouvelle société: « Elle serait organisée pour produire et consommer localement L'industrie serait illimitée à ce qu'elle est seule capable de faire, libérant ainsi les autres activités. Le but serait de passer de notre prospérité malheureuse à une sobriété heureuse. »

LE "PRINCIPE DE PRÉCAUTION"

Devenir sobre, ne plus passer à côté des choses simples: un monde beau comme une pub Herta, pas facile à mettre en pratique. L'universitaire François Brune, collaborateur du Monde diplomatique et de Casseurs de pub, estime que nous sommes inscrits " dans un ordre socio-économique dont la loi est d'absorber une production sans cesse croissante et dont la finalité n'est pas seulement de consommer mais de surconsommer. " Notre essence sociale serait-elle alors d'être des pions d'un système exigeant de chacun qu'il remplisse son devoir d'acteur économique ? L'économiste Pascal Salin n'est pas loin de le penser, refusant d'envisager une réduction volontaire de nos emplettes: " L'expérience prouve que la plupart des gens cherchent à améliorer leur pouvoir d'achat. le ne vois pas d'autres moyens de réduire le train de vie que des contraintes d'ordre publique. " Et voit dans la prévention de l'environnement une entrave inadmissible à nos libertés. " Les Verts cherchent à imposer un totalitarisme et le principe de précaution en est le symbole. C'est une absurdité car cette exigence de sécurité a un coût infini. Je ne dis pas qu'il n'y a pas de risque mais il ne faut pas présenter ces risques comme des certitudes. De toute façon. toute activité humaine est risquée et l'individu est le seul apte à faire des choix. Les politiques le récupèrent par démagogie mais le principe de précaution, moi, je le mets à la poubelle. La véritable menace de notre époque, ¦ sont les Verts qui veulent imposer des contraintes individuelles au nom de leurs illusions. "

"PAS POUR L'ASCÉTISME"

Mais Pascal Salin ne vit-il pas dans l'illusion quand il mise sur la responsabilité de l'homoeconomicus ? Aujourd'hui, plus d'un milliard de personnes n'ont pas accès à l'eau potable et un quart de la population américaine est obèse. Le totalitarisme est-il d'ailleurs chez les écologistes ou dans les fondements d'une société qui nous conditionne pour consommer sans tenir compte des générations futures ? La solution est peut-être à chercher ailleurs, loin d'un " toujours plus " aveugle ou d'un écofascisme despotique. Ainsi, " Une politique de décroissan¦ gouvernementale ne pourrait qu'être autoritaire et difficilement soutenable, estime Vincent Cheynet. C'est pour ça qu'étant avant tout démocrate mais aussi libéral au sens philosophique du terme, je souhaite une décroissance qui passe par la simplicité volontaire et la responsabilisation de chacun. Mais je ne suis pas pour autant pour l'ascétisme et c'est à chacun d'essayer de concilier ses intérêts individuels avec l'intérêt collectif. C'est pour cela que je me déplace à vélo ou que je refuse de prendre l'avion. "

Pendant que certains se donnent bonne conscience avec la tarte à la crème du " développement durable " (voir page 64), " l'imminent désastre écologique " prédit par le philosophe Michel Bounan pourrait bien ressembler à ça: à cause d'un pesticide destiné à produire toujours plus, des abeilles devenues folles menacent l'équilibre écologique de certaines régions françaises (voir page 66). Mais, à force de produire toujours plus de biens, pourquoi s'étonner que l'on produise aussi plus de mal ?

JOSEPH VEILLARD

LA FRANCE EN 2002

97% des cours d'eau contiennent des pesticides. 33 millions de véhicules ont déversé dans l'air 126 millions de tonnes de polluants. On s'en fout: tout le monde se goinfre (près de 10% d'obèses) et gobe (SO millions de boites d'antidépresseurs vendues par an). (Sources: Francoscopie).

LE MONDE EN 2032

Un quart des espèces de mammifères et mille espèces d'oiseaux ont disparu. 70% des terres émergées sont détruites ou perturbées par des infrastructures humaines. Plus de vacances aux Maldives car ces iles ont disparu. (Sources: Rapport 2002 du programme des Nations-Unies pour I'environnement).

L'ÉTAT DES RESSOURCES

Selon le géologue Colin J. Campbell, le pic de production des hydrocarbures, qui correspond au moment où la moitié des stocks sont épuisés, sera atteint en 2010. Après cette date, I'offre ne pourra plus satisfaire la demande, les prix s'envoleront et une trentaine d'années suffiront à épuiser nos ressources.

LES 6 COMMANDEMENTS DE LA DECROISSANCE

Pour changer de logique économique, l'économiste Serge Latouche appelle à entrer dans " un cercle vertueux de six ères interdépendantes ". Revue de détail pour donner au monde l'énergie d'être meilleur, comme disait un vieux copain d'EDF.

I - TES DÉSIRS TU RÉÉVALUERAS

Ça commence fort: selon Latouche, l'être humain doit changer ses valeurs et abandonner son statut d'homo-economicus. Pour préférer le sourire d'un enfant à une Porsche flambant neuve ? Pas gagné. On peut en revanche renoncer à notre désir d'accumulation infinie qui nous pousse à acquérir de manière compulsive des gadgets aussi inutiles que dérisoires. Ainsi, on arrivera peut-être à comprendre que les nouveaux amis. ça vaut bien une nouvelle voiture.

II - TA PRODUCTION TU RESTRUCTURERAS

Aujourd'hui, les combustibles fossiles (pétrole, charbon, gaz naturel) couvrent plus de 85% des besoins énergétiques mondiaux. Problème: ils sont appelés à disparaître. Le nucléaire

étant une alternative à hauts risques (parc en mauvais état, durée de vie des déchets s'étalant de trente ans à dix-sept millions d'années), la production industrielle doit être revue à la baisse, laissant une place de choix à l'artisanat et à l'agriculture biologique. Les énergies renouvelables (solaire, éolienne) et les biens relationnels restent en revanche à développer.

III - TES RICHESSES TU REDISTRIBUERAS

L'Américain moyen consomme chaque année 4 tonnes de pétrole, 2,3 tonnes de gaz naturel, 2,5 tonnes de charbon et 5 grammes d'uranium rejetant ainsi dans l'atmosphère plus de cinq tonnes de gaz carbonique. Pas mal pour moins 5% de la population mondiale qui absorbent ainsi 25% de la production globale d'énergie. Envisageant une répartition équitable des ressources compatible avec la survie de la planète, certains spécialistes affirment que les Etats-Unis devront émettre moins de 10% du C02 qu'ils évacuent actuellement. Si les Français se contenteront de 25% de leurs rejets actuels, pour les Népalais, ça sera la fête: ils pourront consommer vingt fois plus de ressources fossiles qu'aujourd'hui.

IV - TON IMPACT SUR L ENVIRONNEMENT TU RÉDUIRAS

Les gaz à effet de serre, principales sources de pollution, proviennent de trois foyers aux émissions équivalentes: I'industrie, le chauffage et le transport. L'effet de serre étant directement responsable du dérèglement climatique, si nous ne voulons pas vivre dans un monde où les tornades seraient notre lot quotidien. il convient de réduire ces trois types d'activité. Soit travailler moins et s'amuser plus. Mais plutôt que de griller du Kérosène pour aller se bronzer sur les plages du Pacifique, on préférera s'en remettre aux joies du vélo à l'île de Ré.

V - TES OBJETS TU RÉUTILISERAS

De l'appareil photo jetable au téléphone portable dont la durée de vie n'excède pas deux ans, nous utilisons un nombre incalculable d'objets dont la réparation est inenvisageable. Pour sortir de ce monde aux allures de poubelle, Nicholas Georgescu-Roegen, cet autre aficionado de la décroissance, estime qu'il faut avant tout se débarrasser de la mode, " cette maladie de l'esprit qui nous conduit à jeter une veste ou bien un meuble alors qu'ils sont en mesure de rendre les services que l'on est en droit d'en attendre. " On imagine avec délectation la crise d'hystérie des fashionistas que provoquera l'interdiction des défilés par le ministère de l'Environnement.

Vl - TES DÉCHETS TU RECYCLERAS

Que faire de ces déchets qui s'accumulent dans nos décharges ? Du business, répondent en ch¦ur les pros du retraitement qui nous promettent un développement durable dans un monde propre, si tant est que l'on trouve les moyens pour payer. Attention cependant à l'effet rebond qui conduit à ne plus se limiter lorsque les produits deviennent peu chers, bons pour la santé ou pour l'environnement, ce qui aggrave le bilan écologique. Car entropie oblige (voir page 60), il n'y a pas de recyclage parfait.

JOSEPH VEILLARD

EST-CE QUE J'AI UNE TETE DE DEVELOPPEMENT DURABLE ?

".Quand on ne peut plus changer les choses, on change les mots,", disait quelqu'un de sûrement très fin. Le "développement durable,, en est l'exemple parfait: fumeux concept écologico-capitaliste et bonne conscience de ceux qui l'ont vraiment mauvaise.

II y a d'abord eu les " ressources humaines ". C'était au c¦ur des années 80. Une euphémisante manière de rebaptiser la " gestion du personnel ". Cette rhétorique managériale, irriguée par l'esprit de développement personnel de 1968 et les exigences économiques de la crise de 1974, avait trouvé son nouveau jouet: puisqu'on ne peut plus utiliser les méthodes de coercition pour diriger les employés, faisons-les participer à la gestion de l'entreprise. Les ressources humaines, c'est un peu l'inverse des ressources naturelles, Quand il n'y en a pas assez, ça s'appelle le plein emploi. Quand elles sont trop abondantes, ça s'appelle vite un plan social. Cela a globalement bien marché: beaucoup de gens (rebaptisés " collaborateurs ") se sont retrouvés à la porte (" en recherche d'emploi ") mais heureux d'avoir contribué à la survie de la boîte (la " pérennité de l'entreprise ") grâce au dégraissage (le " recentrage sur le métier de base "). Mais avec l'épuisement de ce concept et de son contenu (nous) et malgré les timides apparitions du " commerce éthique " et de " I'économie solidaire ", les années 90 se sont un peu retrouvées orphelines, en panne d'os humanisto-rhétorique à ronger.

ON SE LÈVE TOUS POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Heureusement, le " développement durable " est apparu. Construit sur le modèle de l'oxymoron&emdash;si tu n'as pas fait de khâgne à Henri IV, je t'explique: I'association de deux termes contradictoires (" obscure clarté ") pour signifier quelque chose de pas évident au départ et produire un effet littéraire. Et, en effet, le " développement durable ", c'est un peu comme Dodi et Diana: un mariage sémantique risqué. Or, depuis son émergence, le concept a été récupéré partout. Dernier épisode en date, I'ecowarrior Nicolas Hulot, animateur-producteur d'Ushuaia, conseiller de Jacques Chirac sur l'environnement, a volé au secours des socialistes en panne sèche d'idées en participant à un débat au siège du PS, l'Ecologie solidaire et le développement durable.

Dans les cabinets ministériels, Ies grandes mairies de France et les états-majors politiques, tout le monde s'excite sur ce concept qui permet de concilier théoriquement l'inconciliable: une croissance, une consommation et un niveau de vie soutenus, et la préservation de l'environnement pour les générations futures. Une belle idée a priori dont on ressent parfois l'urgence lorsque l'on achète au Monoprix six rouleaux de papier cul recyclé.

"**UN CONCEPT DES PLUS NUISIBLES"**

Seulement voilà, Ie développement durable, comme les ressources humaines, appartient à cette tribu encombrée: les concepts critiques du capitalisme immédiatement récupérés par lui. On savait déjà la crédibilité de Nicolas Hulot limitée lorsque ses émissions ont commencé à être sponsorisées par Rhône Poulenc. Mais lorsqu'on consulte l'inventaire de citations dressé par le site décroissance.org, on ne peut s'empêcher de penser que le développement durable est ce qui est arrivé de mieux au capitalisme depuis l'invention du chemin de fer en Grande-Bretagne. Ainsi trouve-t-on dans le compte-rendu des travaux des 4e rencontres parlementaires sur 1'énergie du 11 octobre 2001, cette merveilleuse contribution de Michel de Fabiani, président de BP (British Petroleum) France: " Le DÉVELOPPEMENT DURABLE, c'est tout d'abord produire plus d'énergie, plus de pétrole, plus de gaz peut etre plus de charbon et de nacléaire, et certainement plus d'énergies renouvelables Dans le même temps, il

faut s'assurer que cela ne se fait pas au détriment de l'environnement ". Idem chez un célèbre constructeur automobile: " Renault, pour être un acteur majeur du DÉVELOPPEMENT DURABLE, anticipe, dans le temps et dans l'espace, l'évolution des modes de vie et des valeurs pour concevoir ses produits et définir ses comportements. "

Le bêtisier est long et magnifique. Récupéré par les principaux leaders économiques, cette théorie écologique entre dans ce nouvel esprit du capitalisme théorisé par Boltanski et Chiappello: la critique comme carburant. Or, comme le résume très bien le philosophe et conseil d'entreprise François de Bernard, auteur de la Pauvreté durable: " Si quelque chose apparaît durable, ce n'est certes pas le développement mais la pauvreté. " Nicholas Georgescu-Roegen, Ie théoricien de la décroissance, allait même plus loin: " Il n'y a pas le moindre doute que le développement durable est l'un des concepts les plus nuisibles. " Evidemment, il n'est pas question de trancher ici la question, juste d'avoir de mauvais pressentiments. Quand Nicolas Hulot, I'ULM de l'UMP, parle de développement durable comme Nicole Notat, ex-leader de la CFDT, monte une " agence de notation sociale " des entreprises cotées, des picotements dubitatifs nous parcourent inexplicablement le corps. Bizarre, non ?

EMMANUEL PONCET